




MÉMOIRES COURONNÉS

ET

AUTRES MÉMOIRES

PUBLIÉS PAR

L'ACADÉMIE ROYALE

DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES BEAUX-ARTS DE BELGIQUE.

—

COLLECTION IN-8°. — TOME XXXI.





BRUXELLES,

F. HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE.

—

Septembre 1881.



MÉMOIRES COURONNÉS

ET

AUTRES MÉMOIRES.

MÉMOIRES COURONNÉS

ET

AUTRES MÉMOIRES

PUBLIÉS PAR

L'ACADÉMIE ROYALE

DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES BEAUX-ARTS DE BELGIQUE.

COLLECTION IN-8°. — TOME XXXI.



BRUXELLES,

F. HAYEZ, IMPRIMEUR DE L'ACADÉMIE ROYALE.

—

Septembre 1881.

(1)

NOTICE

SUR

JEAN-BAPTISTE DE BEUNIE,

MEMBRE DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE ET ROYALE

DES SCIENCES ET BELLES-LETTRES DE BRUXELLES;

PAR

ÉD. MAILLY,

MEMBRE DE L'ACADÉMIE.

(Présenté à la classe des sciences le 9 octobre 1880.)

(2)

NOTICE

SUR

JEAN-BAPTISTE DE BEUNIE,

MEMBRE DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE ET ROYALE

DES SCIENCES ET BELLES-LETTRES DE BRUXELLES.

La Société littéraire, qui fut le berceau de l'Académie impériale et royale des sciences et belles-lettres de Bruxelles, se réunit pour la septième et dernière fois le 16 octobre 1771.

L'un des objets à l'ordre du jour était le jugement du concours.

Trois questions avaient été proposées par la classe de physique. Pour la première, relative aux plantes les plus utiles du pays et à leur usage dans la médecine et dans les arts, le prix fut décerné à Jean-Baptiste De Beunie, médecin à Anvers, et l'accessit à M. Du Rondeau, médecin à Bruxelles. Pour la seconde question : « Quelle est la meilleure méthode, et la moins coûteuse, de teindre en noir le fil de lin et d'autres matières végétales, de sorte que la couleur pénètre intimement la matière à teindre, et qu'elle puisse résister à l'usé, sans toutefois en altérer considérablement la qualité ou la force, comme cela réussit très bien sur la matière animale, » le prix fut encore décerné à De Beunie : il n'y eut pas d'accessit. Pour la troisième question, concernant la mine de Vedrin, la Société n'avait reçu qu'un mémoire qui ne fut pas jugé digne d'une récompense.

Les deux mémoires de M. De Beunie étaient écrits en flamand : il leur dut d'être élu membre de l'Académie le 25 mai 1773 [1].

C'était un médecin fort instruit et d'un sens droit. Comme la plupart de ses contemporains, surtout dans les provinces flamandes, il écrivait et parlait très mal le français.

Nous savons peu de chose de sa vie : elle s'écoula tout entière dans la pratique de son art et dans l'étude.

Né à Roosendael en 1717, il étudia la médecine à l'Université de Louvain, s'établit ensuite à Anvers, et y mourut le 25 février 1793 d'une attaque d'apoplexie [2], laissant deux fils et quatre filles.

Les travaux de M. De Beunie ne doivent pas être jugés d'après l'état actuel de la science; mais si l'on se reporte au temps et au milieu dans lesquels l'auteur les entreprit, on y reconnaît le caractère d'un vrai talent et d'un esprit inventif.

La première communication que De Beunie fit à l'Académie, après son élection, remonte au 24 juin 1773: elle avait pour objet une maladie produite par des moules venimeuses. Le mémoire fut trouvé neuf et intéressant, mais d'une voix unanime on condamna le style, que l'abbé Nelis traitait d'épouvantable : disons que, pour se conformer aux usages de la compagnie, l'orateur avait cru devoir se servir de la langue française [3].

Le 12 septembre 1774, M. De Beunie lut à l'Académie un mémoire intitulé : *Essai chimique des terres pour servir de principes fondamentaux relativement à la culture des bruyères.* Deux

[1] Les deux mémoires avaient paru en 1772 chez Antoine D'Ours, imprimeur près l'église de Saint-Jean, à Bruxelles. Le premier, relatif aux plantes, renfermait 70 pages in-4°; le second, 30 pages in-4°. De Beunie y prend le titre de licencié en médecine.

[2] Au mois de février 1792, il avait été renversé par un carrosse et foulé aux pieds des chevaux; sa santé avait beaucoup souffert de cette chute.

[3] Le mémoire a été inséré dans le tome I des *Mémoires* de l'Académie : il y occupe les pages 229-245. L'abbé de Witry en avait corrigé le style.

Le 9 décembre 1777, M. Du Rondeau lut à l'Académie un mémoire sur les effets pernicieux des moules : il le donna comme une *suite* et une *confirmation* du mémoire de M. De Beunie. Ce mémoire a été inséré dans le tome II des *Mémoires*, pp. 313-322.

suites de ce mémoire furent présentées, la première le 3 mai 1775, la seconde le 16 septembre 1777, mais celle-ci ne fut lue que le 25 novembre de la même année 1777, et le secrétaire fut chargé de notifier à l'auteur la satisfaction que ce mémoire avait causée à l'Académie. L'insertion au tome II des *Mémoires* fut résolue dans la séance du 13 avril 1779. L'*Essai chimique* y occupe les pages 389-444; la première suite, les pages 445-467; la seconde suite, les pages 469-508. L'*Essai* constitue la partie théorique, et les suites la partie pratique.

Voici la table des chapitres de l'ouvrage :

PARTIE THÉORIQUE.

PARTIE PRATIQUE.

Dans son introduction, l'auteur établit comme un axiome que la population, source incontestable des richesses et de la force d'un État, est toujours en raison de l'abondance. D'après lui, il n'y a que trois articles qui amènent l'abondance : le commerce, l'industrie et l'agriculture. Encore faut-il rejeter le commerce, lorsque l'importation l'emporte sur l'exportation. Et le laboureur ne doit pas être sacrifié à l'artisan, sans quoi il se décourage et prend son recours vers l'industrie, au grand détriment de tous; d'où il résulte que la prohibition de l'exportation des grains ne peut être qu'une mesure exceptionnelle.

En commençant son premier chapitre, De Beunie rappelle l'éloge que Cicéron fait de l'agriculture dans son livre *De Officiis* [1]. Puis il ajoute : « Cet art a ses principes comme les autres...; mais les préjugés du cultivateur ont toujours prévalu. Ces gens simples et rustiques suivent servilement les traces de leurs pères, et négligent tout ce qui leur paraît nouveau. C'est de nos bruyères, qui forment presque un tiers du duché de Brabant, que je me propose de donner une ébauche, vu l'attention du gouvernement à encourager les défrichemens. — Quel avantage n'a-t-on pas à attendre d'une entreprise si utile? — On a cru longtemps que l'agriculture n'était fondée que sur l'expérience, mais je crois, avec Hippocrate, que l'expérience est souvent trompeuse, et que si elle n'est pas fondée sur une théorie solide, elle trompe souvent l'attente du cultivateur. Nous tâcherons donc de fonder cet art sur des principes physiques et chimiques. Pour cela, 1° nous examinerons les principes constitutifs des végétaux; 2° nous exposerons les instruments élémentaires (la chaleur, l'air, l'eau et la terre) qui sont indispensables à la végétation; 3° nous analyserons les terres les plus et les moins fertiles dans les environs d'Anvers; 4° nous détaillerons la nature et les différentes matières qui composent le sol de nos bruyères; 5° et de là nous tirerons des conséquences relativement à l'amélioration de nos vastes bruyères. »

L'auteur remplit avec soin le programme qu'il vient de tracer,

[1] *Omnium rerum ex quibus aliquid acquiritur, nihil agriculturâ est melius, nihil uberius, nihil libero homine dignius.*

et résume dans le *Résultat* qui termine la partie théorique de son *Essai*, les conclusions auxquelles il est arrivé. « ...Nous croyons, dit-il, que l'argile est le principe, le fondement et la base de la végétation... La quantité d'argile décide de la fertilité des terrains. C'est aussi l'argile qui manque à nos bruyères pour être fertiles ; c'est elle seule qui peut en corriger tous les défauts... Mais de là il ne faut pas conclure que l'argile seule soit en état de fertiliser nos bruyères: il est vrai qu'elle contient la nourriture des plantes, mais elle est crue, lourde et indigeste ; ainsi on doit la rendre active. C'est ce que nous exposerons incessamment dans notre partie pratique... »

Le chapitre VII de l'*Essai*, qui est en même temps le premier de la partie pratique, passe en revue les méthodes connues de défricher la terre.

Au début de ce chapitre, l'auteur rappelle ce qu'il a dit de l'argile. Les moyens de la rendre active consistent à la mélanger avec du sable, de la terre adoptive [1], calcaire ou crétacée.

« Quelques personnes opulentes ont voulu forcer la nature, en défrichant la bruyère par une abondante quantité de fumier : elles se sont trompées, car, quoique leurs terres fussent les premières années assez fertiles, dès que la quantité de fumier leur manquait, elles ont été converties en bruyères ou en terres très peu fertiles. Des exemples frappants nous prouvent que cette méthode est défectueuse. »

Au chapitre VIII, on lit : « ... [J'ai vérifié] que l'argile seule, sans la moindre concurrence de fumier, rendait un sable tout pur plus fertile, c'est pourquoi je l'ai appelée marne argileuse. Ce trésor était connu ici, mais on ignorait sa vertu fertilisante. Cette matière se trouve si abondamment sous nos pieds, et cela dans la bruyère même, qu'elle ne nous manquera jamais, et que le transport en sera très facile et peu frayeux .. »

Comme on l'a vu, l'idée-mère de M. De Beunie était que l'argile seule contient tous les principes d'où dépend la végétation. Cette

[1] « La terre adoptive est une terre tourbeuse, qui prend son origine de la putréfaction des feuilles et des plantes. »

idée donna lieu à beaucoup d'objections au sein de l'Académie : l'abbé Needham surtout l'attaqua avec force. « Nous croyons, disait-il dans un premier rapport, que les raisonnements, les conséquences et l'hypothèse de M. De Beunie seront rejetés par la plus grande partie de nos physiciens, et que son mémoire ne doit pas être imprimé autrement que par un extrait, qui en donnera les expériences en elles-mêmes très bonnes et très utiles, avec les conséquences les plus immédiates *en pratique*, pour la fertilisation de toutes ces différentes terres dont il parle. Les conséquences pratiques consistent dans un juste mélange d'argile et de sable, proportionné à l'espèce de sol, dont M. De Beunie a donné, dans son mémoire, des analyses parfaites. »

Plus tard, après que De Beunie eut produit la seconde *suite* à son ouvrage, et que l'Académie eut chargé le secrétaire de lui témoigner sa satisfaction, l'abbé Needham s'opposa même à la publication d'un extrait, « le moyen d'obtenir un bon sol en mélangeant l'argile et le sable dans une juste proportion ne présentant rien de nouveau ou qui ne fût connu de tous les cultivateurs. »

Peu s'en fallut que l'avis de Needham ne prévalût. L'impression du second volume des *Mémoires* était déjà commencée, lorsque De Beunie, informé que ses mémoires sur l'agriculture pourraient bien être laissés de côté, réclama énergiquement : « Ces mémoires, écrivait-il le 2 mars 1779, me coûtent au delà de 1,200 florins; » puis, le 9 mars : « Ce n'est pas ma convenance, étant chargé de six enfants, de faire de grosses dépenses pour le bien-être de la société et l'honneur de l'Académie, et de n'avoir que des disgrâces. » Enfin, le 19 mars, il protestait contre l'offre qu'on lui faisait d'imprimer la *partie pratique* seule. « Si la partie théorique, disait-il, contient quelques idées (ce que je n'appréhende pas) qui ne sont pas absolument analogues aux sentiments de quelques académiciens, je ne demande pas leur garantie... J'ai droit d'exiger la prompte impression [de mes trois mémoires], puisqu'aucun des mémoires qui composeront le second volume n'a été présenté avant le mien [*sic*], et qu'aucun ne peut être plus utile au public; d'ailleurs, *datur periculum in morâ*. Si cela ne se

peut pas, je vous prie de me les renvoyer au plus tôt, afin que je puisse les envoyer en temps à l'Académie de Haarlem ou de Flessingue, qui seront très charmées de les avoir. »

Comme on l'a vu, l'impression fut décidée dans la séance du 13 avril 1779. Le texte paraît avoir été corrigé par Witry.

Entre la première et la seconde suite de l'*Essai chimique des terres*, se place un mémoire intitulé : *Réflexions sur quelques pièces de bois pétrifiées, trouvées dans les environs de Bruges*, et lu par De Beunie dans la séance du 20 mai 1776.

Sur le rapport de ses commissaires, l'Académie n'avait pas trouvé, en 1779, ce mémoire assez important pour être imprimé dans les volumes dont elle préparait la publication. «On découvre tous les jours, disait De Launay (22 mars 1779), dans l'intérieur de la terre, du bois changé en jaspe, en agate, en silex, en pierre cornée, etc.; on en trouve mêlé de quartz et, à cet égard, on peut consulter l'*Index Fossilium* de M. de Born. Si les environs de Bruges fournissent un bois fossile et quartzeux, cela ne paraît guère remarquable. Il me semble donc que les essais de M. De Beunie, quoique faits d'une manière qui dénote un chimiste habile, ne portent cependant pas sur un objet propre à fournir la matière d'un mémoire tel que le public pourrait en attendre de la part de cet académicien. » — « Au défaut d'autre matière, et pour remplir un vide, [ce mémoire], comme il est court, » faisait observer de son côté l'abbé Needham (18 mars 1779), pourra être adopté dans la suite des temps. »

Le 10 mars 1788 il fut décidé qu'on en donnerait un extrait dans le *Journal des séances* qui devait accompagner le tome V des *Mémoires*. Cet extrait fut fait par Du Rondeau et se trouve à la page XVII.

Le 12 octobre 1778, De Beunie lut à l'Académie un *Mémoire sur la qualité vénéneuse du plomb*.

Ce travail parut dans le tome III des *Mémoires* (pp. 185-205), publié en même temps que le tome II au mois de mai 1780.

Il avait fait l'objet d'un rapport très favorable de l'abbé Needham, daté du 17 mars 1779. « Le sujet est d'autant plus intéressant, » disait le célèbre abbé, » qu'il regarde immédiate-

ment la santé et la vie d'un grand nombre de personnes dont les risques sont journaliers, faute de connaître la nature du plomb qui entre comme partie dans la composition de nos ustensiles domestiques de tout genre, et dont les marchands de vin se servent très souvent tant pour clarifier que pour rétablir leurs vins. Nous ne pourrions pas publier ce mémoire trop tôt, tant pour le bien de l'humanité en général, que pour l'honneur de l'Académie, dont l'objet le plus important, le plus immédiat est de se rendre utile à la société [1]. »

Qu'on nous permette une réflexion : les rapports si opposés de Needham sur les mémoires de M. De Beunie, relatifs à l'agriculture et à la qualité vénéneuse du plomb, témoignent certainement d'une grande impartialité.

Nous arrivons maintenant aux *Essais* de M. de Beunie *sur quelques précipitations des métaux et demi-métaux,* insérés au tome V des *Mémoires* (pp. 167-206), d'après une décision prise le 7 avril 1788 sur les rapports unanimes de MM. Vounck, Van Bochaute et Caels.

Le rapport de Vounck, daté du 7 mars 1788, était conçu en ces termes : « Comme M. De Beunie propose dans ce mémoire différentes préparations des matières colorantes qui pourraient être d'une grande utilité aux teinturiers, aux imprimeurs de coton, aux peintres et autres curieux, et par ainsi à rendre différentes fabriques, comme les imprimeries de coton, etc., plus florissantes par une variété assez nombreuse des couleurs dont il paraît qu'on n'a pu faire usage jusqu'ici; mon sentiment est que ce mémoire peut être communiqué au public en lui donnant place dans le 5me volume des Mémoires académiques. — Je regrette fort que l'Académie ne sera pas en état de communiquer en même temps au public les échantillons de ces couleurs tant sur la laine

[1] « ... De Beunie indique quelques moyens prophylactiques dont il a obtenu de bons effets et décrit la préparation d'un réactif qui n'est autre qu'une solution de sulfure de calcium, pour reconnaître facilement la présence d'un composé plombique dans un liquide quelconque. » (*De Koninck,* Rapport séculaire sur les travaux de chimie de l'Académie, 1772-1872.)

que sur le coton et qu'elle ne pourra parler aux yeux, mais devra se borner à les indiquer... »

Ayant eu connaissance de la décision prise par l'Académie, De Beunie exprima le désir que M. Du Rondeau voulût bien revoir et corriger le style de son mémoire. « La langue française, écrivait-il, m'est absolument étrangère, et mes mémoires doivent renfermer des barbarismes. D'un autre côté, il faut, pour les revoir, quelqu'un qui soit du métier, sans quoi la matière est en danger d'être mal conçue ou mal arrangée. »

Du Rondeau accepta de faire la révision demandée et c'est la copie corrigée par lui qui servit à l'impression.

Le mémoire inséré au tome V comprend les parties suivantes :

Introduction (pp. 167-170).

Chapitre premier. — De la précipitation du fer dissous dans divers acides. (pp. 170-184).

Chapitre second. — De la précipitation du cuivre dissous dans divers acides (pp. 185-195).

Troisième classe.— De la précipitation de l'étain (pp. 196-203).

Quatrième classe.— De la précipitation du plomb (pp. 204-206).

La partie relative à la précipitation du fer avait été lue dans la séance du 5 octobre 1783. Le protocole de cette séance porte ce qui suit : « ... M. De Beunie fit la lecture de la 1re partie d'un grand mémoire auquel il travaille depuis quelques années... Cette première partie, qui était accompagnée d'un grand nombre d'échantillons, ne contient que les *précipitations du fer.* L'auteur l'a retirée dans le dessein de continuer l'ouvrage qu'il ne s'agit plus que de mettre en ordre, tous les essais chimiques étant faits. » — La seconde partie, relative à la précipitation du cuivre, avait été lue dans la séance du 13 mai 1784 ; la troisième et la quatrième, sur la précipitation de l'étain et du plomb, dans la séance du 7 novembre 1785 (selon le protocole, et dans celle du 17 octobre 1785, selon le mémoire imprimé).

Le 18 mai 1791, De Beunie présenta « une suite d'expériences

sur les précipitations des métaux, comprenant celles de l'argent et de l'or. » Lecture de ce mémoire fut faite le 5 octobre; et le 7 avril 1794, l'Académie en ordonna l'impression. Nous croyons qu'on ne lira pas sans intérêt les rapports de MM. Van Bochaute et Du Rondeau. (Le troisième commissaire était Caels.)

Rapport de Van Bochaute. « Parmi les arts mécaniques qui, dans leurs principes, relèvent de la chimie, le premier est sans doute l'art du teinturier, et M. De Beunie, par différents écrits qu'il a présentés à cette Académie, en a donné des preuves bien convaincantes par de nouvelles recherches faites par lui depuis plusieurs années dans cet art.

» Le mémoire susdit, qui roule sur les précipitations colorées de l'or et de l'argent, et sur les essais que l'auteur a faits, selon les règles de l'art, par l'application de ces matières colorantes sur les draps ou la laine, la soie et le coton, contient de nouvelles vues et qui doivent servir au progrès que l'art du teinturier a encore besoin de faire par l'aide de la chimie.

» Dans l'art du teinturier, on n'a presque encore jeté des vues que sur des matières colorantes extraites des végétaux et des animaux, et la matière colorante minérale était réservée pour la peinture et à colorer le verre et peindre les émaux et la porcelaine : ce n'est que le bleu de Prusse qu'on a depuis quelque temps employé à la teinture des étoffes.

» On ne peut qu'applaudir au zèle particulier de M. De Beunie et approuver ses expériences. Il y a cependant quelques corrections à faire dans quelques descriptions de couleurs dont il présente des échantillons dans son mémoire et qui paraissent changées depuis la présentation du mémoire. Il y en a même qui ont reçu un avantage ayant plus d'éclat. »

Rapport de Du Rondeau. « Les premières parties de ces précipitations métalliques ont été si favorablement accueillies du public que je ne doute aucunement que celles-ci, qui ne sont pas moins importantes, ne soient également bien reçues et ne fassent la même impression sur l'esprit des connaisseurs que les précédentes: tel est mon pressentiment.»

Les événements politiques, en dispersant l'Académie, empêchèrent que le mémoire dont il vient d'être parlé, ne fût imprimé. Après la restauration de l'Académie par le roi Guillaume des Pays-Bas, Van Mons, ayant été chargé de soumettre le mémoire de De Beunie à un nouvel examen, fit le rapport suivant dans la séance du 3 octobre 1817 :

« Le mémoire de feu M. De Beunie consiste entièrement en faits qui n'ont été produits par personne depuis lui et qui après vingt-six ans sont par conséquent encore aussi neufs que le jour qu'ils ont été présentés. — Les expériences offrent des résultats pratiques du plus grand intérêt, et l'auteur présente souvent des vues de théorie qui lui sont propres et qui sont très curieuses. J'opine donc à ce que ce mémoire soit imprimé, conformément à la résolution déjà prise par l'Académie dans la séance du 7 avril 1794. »

Van Mons doutait si peu que l'impression ne fût décrétée, qu'il écrivait au secrétaire de l'Académie, en lui renvoyant le mémoire (la lettre ne porte pas de date) : « ... J'ai effacé ce que l'auteur avait copié et ne présentait aucun intérêt. J'ai un peu façonné le reste... *P. S. J'aurai besoin de lire l'épreuve du mémoire de M. De Beunie.* »

Mais rien ne fut décidé dans la séance du 3 octobre 1817; et le 4 novembre 1820, MM. Quetelet, Kickx et Kesteloot étaient nommés commissaires pour examiner à nouveau le susdit mémoire et pour dire leur avis s'il méritait d'être imprimé en entier ou par extrait. Il résulte du procès-verbal de la séance du 23 décembre, qu'une analyse du mémoire, insérée au *Journal des séances,* leur parut suffisante: le mémoire tel qu'il était, et surtout en l'état dans lequel se trouvaient actuellement les sciences chimiques, ne pouvant figurer avec avantage dans le recueil de l'Académie. Notons que Van Mons était présent à cette séance du 23 décembre 1820, et ne paraît pas avoir fait d'objection [1].

[1] Il est à remarquer que le *Journal des séances* ne renferme aucune analyse du mémoire en question.

Nous n'avons pas voulu scinder ce que nous avions à dire des mémoires composés par De Beunie pour l'Académie de Bruxelles. Nous allons maintenant parler d'un travail qu'il entreprit pour l'Académie des sciences de Paris, et qui lui fit beaucoup d'honneur.

On aura remarqué peut-être qu'entre la première suite donnée à son *Essai chimique des terres* et la seconde, il s'était écoulé vingt-huit mois, l'une ayant été présentée le 5 mai 1775, et l'autre le 16 septembre 1777 : une grande partie de ce temps avait été employée par De Beunie à faire les expériences qui devaient lui permettre de prendre part à un concours ouvert à la demande du gouvernement français, et dont voici l'historique.

Le 25 août 1775, M. de Fouchy, secrétaire perpétuel, fit à l'Académie royale des sciences, lecture d'une lettre de M. Turgot, contrôleur général des finances. — Par cette lettre, datée de Versailles, le 17 août, Turgot annonçait que, sur sa proposition, le Roi avait décidé l'établissement d'un prix pour le meilleur mémoire sur la formation et la fabrication du salpêtre. « L'intention de S. M., disait le contrôleur général, étant de soulager le plus tôt possible ses sujets de la gêne qu'entraînent la recherche, la fouille et l'extraction du salpêtre, chez les particuliers, Elle désire que l'Académie se mette en état d'annoncer ce prix dès la séance publique de la Saint-Martin prochaine... Le programme devra contenir suffisamment de détails, 1° pour donner une idée très succincte de l'état actuel des connaissances sur la formation du salpêtre; 2° pour indiquer les ouvrages dans lesquels les concurrents pourront trouver des notions plus étendues; 3° enfin pour les mettre sur la voie de ce qu'ils ont à faire, et des expériences qu'ils ont à tenter. — Le prix proposé sera de 4,000 livres, et vu les dépenses extraordinaires qu'il exigera de la part des concurrents, il y sera joint deux accessits, de 1,000 livres chacun, en faveur de ceux qui se seront le plus distingués... »

On résolut de procéder séance tenante à la nomination de cinq commissaires. — Dès le 2 septembre, le programme fut lu, discuté et arrêté en séance de l'Académie. Il en fut tiré 3,000 exemplaires. — Le prix de 4,000 livres devait être proclamé

à l'assemblée publique de Pâques 1778. Il y aurait deux accessits, le premier de 1,200 livres, et le second de 800 livres. Les mémoires seraient reçus jusqu'au 1er avril 1777 inclusivement, et les suppléments et éclaircissements jusqu'au 31 décembre de la même année. Les ouvrages devaient être écrits en français ou en latin. — L'intervalle entre la remise des mémoires et la proclamation des prix provenait de la décision prise de répéter toutes les expériences indiquées par les concurrents.

L'Académie reçut 38 mémoires. Leur examen la porta à différer la proclamation du prix et à l'ajourner à la Saint-Martin 1782. Le prix, sur sa demande, fut élevé à 8,000 livres, et S. M. y joignit 4,000 livres pour être distribuées en un ou plusieurs accessits.

28 mémoires furent encore reçus, de sorte que le nombre total admis à concourir s'éleva à 66.

L'Académie décerna un premier prix de 8,000 livres; deux seconds prix, chacun de 1,200 livres; deux accessits, chacun de 800 livres; et six mentions honorables.

Le premier accessit fut donné à M. De Beunie « médecin à Anvers, de l'Académie des arts et belles-lettres de Bruxelles. »

Son mémoire faisait partie des 38 mémoires envoyés pour le premier concours : il avait pour devise :

> Credidimus spiritus acidos nitri nusquam
> in rerum naturâ extitisse ante
> inventum modum nitri parandi.
>
> Boerhaave.

Voici comment le rapporteur du concours, que l'on croit être Lavoisier, jugeait ce travail : « ... On doit à M. De Beunie, d'avoir prouvé, par des expériences bien concluantes, que l'acide nitreux n'est une modification ni de l'acide vitriolique, ni de l'acide marin; et c'est principalement sous ce point de vue que l'Académie l'a jugé digne d'un accessit. Son mémoire est bien fait, sa théorie sur la formation du salpêtre claire et simple. L'Académie a seulement regretté que ses expériences ne l'aient pas conduit à des vérités plus directement applicables à la pratique. »

Le tome XI des *Mémoires de Mathématique et de Physique, présentés à l'Académie royale des sciences, par divers savans, et lus dans ses assemblées* (in-4° — MDCCLXXXI), contient le *Recueil des Mémoires* (couronnés) et autres pièces sur la formation et la fabrication du salpêtre (682 pp.), précédé de l'*histoire* de ce qui s'est passé relativement au prix proposé (198 pp.). Cette histoire renferme des extraits ou analyses de tous les mémoires envoyés aux deux concours, et notamment du mémoire de De Beunie. Le mémoire même figure dans le *Recueil* sous le titre :

Dissertation sur le salpêtre, avec quelques idées sur la Nitrification, ainsi que sur la manière d'augmenter considérablement la récolte du salpêtre.

Il occupe les pages 371-398, en tout 28 pages.

En voici la table :

Discours préliminaire.

Chapitre premier. — Des principes et des qualités du Nitre.

Chapitre II. — De la Nitrification.

Chapitre III. — Manière d'augmenter la Nitrification.

Chapitre IV. — De la manière de tirer le Nitre de la terre nitreuse.

Conclusion.

Le protocole de la séance du 5 décembre 1782 de l'Académie de Bruxelles mentionne le succès obtenu par De Beunie : « M. Gerard, y lit-on, informa la compagnie que M. De Beunie venait de remporter, à l'Académie des sciences de Paris, un prix de 800 livres à titre d'accessit ou de récompense, pour avoir fait un mémoire sur les moyens d'augmenter la quantité du salpêtre, mémoire dont l'Académie des sciences avait parlé avec éloge. »

Une occasion se présenta bientôt de reconnaître, autrement que par une simple mention au procès-verbal, la victoire du médecin d'Anvers, et de récompenser en même temps les travaux sérieux et d'une utilité pratique auxquels il ne cessait de se livrer.

Avant de quitter la Belgique, où il allait être remplacé dans ses

fonctions de ministre plénipotentiaire par le comte de Belgioioso, le prince de Starhemberg avait fait décréter par Leurs Altesses Royales les gouverneurs généraux la création de six pensions académiques : deux de 300 fl., deux de 400 fl. et deux de 500 fl. Le choix des pensionnaires était laissé à l'Académie : toutefois, pour le moment, il ne pouvait être accordé que quatre pensions, une des deux pensions de 500 fl. devant être réservée pour quelque savant étranger dont on désirerait faire l'acquisition dans la suite, et l'une des pensions de 400 fl. ayant été, depuis 1776, attribuée à Des Roches, à titre de secrétaire perpétuel.

Huit candidats se présentèrent pour ces quatre pensions ; ils furent naturellement exclus des délibérations de l'Académie ; et celle-ci, dans une assemblée tenue le 6 novembre 1783, « après avoir pesé les motifs tirés de l'ancienneté, des services rendus, des espérances que l'on pouvait concevoir, en un mot de tous les titres qui pouvaient recommander chacun des aspirants, se détermina, par la pluralité des suffrages, à proposer une pension de 500 fl. en faveur de Gerard, une de 400 fl. en faveur de Du Rondeau, une de 300 fl. en faveur de De Beunie, et une autre de 300 fl. en faveur de De Hesdin.

Le 5 janvier 1784, Belgioioso fit savoir que LL. AA. RR. avaient agréé ces propositions.

« Les académiciens pensionnés, portait le rapport adressé au ministre plénipotentiaire, seront plus strictement tenus que les autres à remplir l'obligation imposée à tous de fournir chaque année un bon mémoire au moins. Ils seront chargés aussi, par préférence aux académiciens non pensionnés, des rapports et des recherches concernant les objets sur lesquels le gouvernement ou les Académies étrangères auront consulté la compagnie. On doit présumer que tout académicien pensionné se livrera avec empressement à ces devoirs, et il n'est nullement probable qu'aucun s'y refuse. Si cependant ce cas arrivait, et qu'après avoir été admonesté, l'académicien en défaut ne se corrigeât pas, il sera, sur la délibération du corps entier, privé de sa pension pour l'année où il aura manqué de satisfaire, et la pension de cette année restera au profit de la caisse. Ainsi l'académicien négligent sera puni pour

le passé, et puissamment excité à ne pas tomber l'année suivante dans la même faute, mais, comme on l'a déjà dit, il n'est point apparent que ce cas existe jamais. »

L'acte de collation de chaque pension rappelait textuellement ces obligations, mais ce ne fut qu'au mois de février 1791 que le président de l'Académie annonça l'intention de les faire remplir rigoureusement. Une note jointe au protocole de la séance du 21, porte : « ...M. le président recommande très spécialement aux membres pensionnés l'exactitude à remplir les obligations qui leur sont prescrites par l'acte de la collation de leur pension, avertissant qu'il ne pourrait pas s'empêcher de faire connaître au souverain ceux qui seront trouvés en défaut à cet égard. » — « ... Ceci, » lit-on dans une lettre adressée le 11 avril par l'abbé Mann à De Beunie, « mon respectable confrère, est la principale cause pour laquelle je vous écris dans ce moment. Je désire que vous soyez à l'abri sur ce chef en apportant avec vous, à la séance de mai (dernière de l'année académique), quelque ouvrage de votre façon. Dans une lettre que vous m'avez écrite le 28 février 1788, vous me marquez que votre *Mémoire sur la précipitation du mercure* était achevé, et que vous alliez travailler incessamment à ceux sur les précipitations de l'argent, de l'or, et des demi-métaux. Ce sont autant de suites de votre ouvrage imprimé dans le 5me volume, qui a été fort goûté ; mais nous n'avons encore reçu aucune de ces suites. Enfin, donnez-nous ce qu'il vous plaira, et soyez persuadé que c'est la seule amitié qui me fait prendre la liberté de vous écrire ceci, en vous priant de n'en parler à personne, pour ne pas me compromettre. »

De Beunie se tint pour averti et, comme on l'a vu, il présenta à la séance (générale) du 18 mai son mémoire sur les précipitations de l'argent et de l'or, qui probablement était prêt depuis quelque temps déjà. Il disait, en effet, dans sa lettre du 28 février 1788, rappelée par l'abbé Mann : «... Je tâcherai cet été d'achever la précipitation de l'argent et de l'or, » et il ajoutait : « et l'année prochaine celles des demi-métaux. » De ces dernières il n'est, à notre connaissance, resté aucune trace, non plus que du mémoire sur la précipitation du mercure : d'après la lettre du 28 février

mentionnée ci-dessus, ce dernier mémoire aurait été transmis antérieurement à Des Roches, et s'il ne se retrouvait pas, l'auteur promettait d'en envoyer une copie.

Après la mort de M. De Beunie, l'abbé Mann s'était adressé à sa famille pour obtenir une courte notice de sa vie. Le fils aîné, J.-F. De Beunie, ne put satisfaire à cette demande, et se borna à répondre, au sujet des travaux scientifiques rendus publics par le défunt, qu'il n'en connaissait d'autres que les mémoires présentés à l'Académie de Bruxelles et *quelques autres donnés à l'Académie de Flessingue.*

Les recherches que nous avons faites dans les actes de la Société de Flessingue [1] n'ont mis au jour qu'une dissertation de M. De Beunie, datée d'Anvers, le 5 avril 1777, et insérée au tome VI (1778), pp. 587-600, sous le titre : *Wonderbaar Geval nopens eene subite genezinge van eene vallende ziekte, door koud-water* (Cas étonnant d'une guérison subite du mal caduc par l'eau froide) [2].

Nous ne savons si De Beunie envoya d'autres mémoires à la Société de Flessingue : toujours est-il qu'il en fut nommé membre le 28 août 1781.

Il nous reste à dire quelques mots des questions qu'il proposa à l'Académie de Bruxelles pour ses concours et dont plusieurs furent admises, sauf rédaction et parfois après d'assez longs retards.

La question relative aux arbres et aux plantes qu'on pourrait naturaliser utilement dans les provinces belgiques, et dont le prix fut décerné en 1782 au curé Seghers, avait été indiquée par De Beunie depuis longtemps, mais il l'avait restreinte aux arbres seuls.

Pour le concours de 1785, De Beunie avait fait admettre, en 1783, la question suivante : « Par quelles raisons la culture des vers à soie a-t-elle manqué dans nos provinces, et quels seraient

[1] *Verhandelingen uitgegeven door het Zeeuwsch Genootschap der wetenschappen te Vlissingen.* Te Middelburg. 15 vol. in-8°, 1769-1792.

[2] Il s'agissait d'un jeune garçon de 12 ans environ, fils d'un négociant d'Anvers, qui fut guéri par des bains d'eau froide dans l'intervalle du 13 juillet au 1er août 1773.

les moyens de la faire réussir? » L'Académie reçut six mémoires, quatre en français et deux en flamand, mais elle jugea que ces mémoires n'étaient pas satisfaisants, et résolut d'abandonner la question. L'abbé de Witry avait signalé un mémoire très long, dont l'auteur ne paraissait appuyer que sur l'impossibilité absolue d'élever les vers à soie dans la Belgique : « Ce n'est pas le cas, » disait-il, « d'accorder la palme à un annonceur de mauvaises nouvelles, *quelque véridique qu'il soit.* »

Rappelons, à cette occasion, que l'idée d'introduire dans le pays la culture des vers à soie venait du prince Charles de Lorraine. Des plantations de mûriers blancs avaient été faites par ses ordres dans le parc de Tervueren, et l'on en avait établi une pépinière dans celui de Bruxelles. A Tervueren on élevait des vers à soie, et tout habitant de la Belgique recevait gratis de la pépinière autant de pieds de mûriers qu'il en désirait. Au mois d'avril 1775, il y avait déjà au moins 100,000 mûriers de plantés, mais la question posée par l'Académie dix ans plus tard, prouve que la culture des vers à soie n'avait pas réussi [1]. — En 1825, un italien, nommé Beramendi, persuada au roi Guillaume des Pays-Bas de recommencer les essais : il fut autorisé à fonder un établissement modèle à Meslin-Levêque, près la ville d'Ath. Des sommes considérables y avaient été dépensées, lorsque la révolution de 1830 amena un nouveau directeur : on reconnut alors que l'emplacement de Meslin-Levêque n'était pas propre à la culture du mûrier; on le réserva pour la magnanière et l'on acquit, en 1833, un vaste terrain à Uccle, où, huit ans après, il y avait plus de 300,000 mûriers. Au mois d'avril 1841, le directeur, M. de Mevius, reprit pour son compte les deux établissements pour l'éducation des vers à soie et la culture du mûrier. Il mourut en 1852, et, bientôt après, les subsides qui avaient continué à figurer au budget furent supprimés et l'éducation des vers à soie définitivement condamnée. Il avait fallu près de soixante et dix ans pour donner raison à l'auteur du mémoire produit en 1785, et à l'abbé de Witry.

[1] Voir la note placée à la fin de cette notice.

De Beunie avait encore proposé, pour le concours de 1785, une question qui fut reprise par l'abbé Mann et annoncée pour le concours de 1787 dans ces termes : « Indiquer les nouvelles branches de manufactures et de commerce qui pourraient être introduites dans les diverses provinces des Pays-Bas autrichiens, sans nuire à celles qui existent. » Le prix fut remporté par M. Coppens, de Gand; l'accessit, par M. Lammens, de la même ville.

Le 12 octobre 1790, il envoyait au secrétaire perpétuel de l'Académie la question suivante : « Quelles sont les raisons que quelques papiers de nos fabriques belgiques sont inférieurs aux papiers de Hollande? Détailler ces défauts, et indiquer les manières de les améliorer afin de parvenir à la perfection. » On se plaint, disait-il dans sa lettre, de la qualité de notre papier, comparé à celui que l'étranger nous envoie en grande quantité malgré les droits élevés d'entrée et la main-d'œuvre qu'il paye plus cher que nous, en tirant par la contrebande de nos provinces la majeure partie des chiffons employés. « Depuis plusieurs mois, » ajoutait-il, « j'ai examiné les eaux de nos papeteries; j'ai examiné leur manipulation; j'ai examiné leur sel, alun et le bleu qu'ils emploient; j'ai confronté leurs papiers avec les papiers de Hollande et je dois avouer que j'ai développé (*sic*) des fautes essentielles qui sont néanmoins très corrigibles... »

Dans la séance du 19 octobre 1791, l'Académie résolut de mettre au concours de l'année 1792, la question de M. De Beunie, avec la rédaction suivante proposée par Burtin : « Pourquoi les papiers et cartons fabriqués aujourd'hui dans les Pays-Bas autrichiens sont-ils inférieurs à ceux de plusieurs fabriques étrangères? Et quels seraient les moyens de perfectionner chez nous ces fabriques? » Aucun mémoire ne fut envoyé sur cette question intéressante.

NOTE.

Dans une séance tenue le 13 avril 1773, l'Académie avait été appelée à faire un choix parmi quatre questions proposées par la classe de physique pour le concours de l'année suivante : n'ayant pu se mettre d'accord, elle avait résolu

de s'en rapporter à la décision du ministre plénipotentiaire, et celui-ci s'était prononcé pour la question relative au défrichement des terres.

L'une des autres questions était conçue en ces termes : « La culture du mûrier blanc pour élever des vers à soie serait-elle utile aux habitants des Pays-Bas autrichiens, et en cas d'affirmative, quels seraient les moyens d'y introduire cette nouvelle branche d'industrie, et de l'y établir avec le plus grand avantage? »

Nous ignorons qui était l'auteur de cette question : dans les archives de l'Académie, elle est accompagnée d'un programme dont nous donnerons un extrait. « Il doit avoir été prouvé, y lit-on, que, de calcul fait, nous exportons annuellement plus de dix millions pour les soies que nous achetons chez l'étranger, afin d'alimenter nos manufactures languissantes, de façon à ne point les laisser périr totalement. Nous avons, sans contredit, d'habiles fabricants à Anvers, qui nous font quelques bonnes étoffes, mais ils ne peuvent nous en fournir qu'une petite quantité de celles que nous consommons; encore coûtent-elles fort cher, à cause du prix de la matière. Si donc l'affirmative de la proposition l'emportait, et que le gouvernement agît en conséquence pour favoriser cette nouveauté, nous garderions notre argent, dont nous avons besoin dans notre commerce, et nous fabriquerions à bas prix nos soies nationales; nos ouvriers en tapisseries de basse lisse et autres, dispersés chez l'étranger, rentreraient dans le sein de leur patrie. Par-dessus ce nous verrions bientôt venir d'autres contrées, les teinturiers et les dessinateurs qui nous manquent : de là la concurrence la plus avantageuse, l'exportation, la population....... Que s'il résultait des travaux des candidats que la chose ne fût point praticable dans nos contrées, ce serait encore un bien pour nous que produirait cette démonstration en ce qu'elle arrêterait les dépenses que font plusieurs d'entre nous à raison de cette nouveauté; car il y a déjà plus de 100,000 mûriers de plantés dans nos provinces, et il s'est déjà construit des bâtiments pour servir d'ateliers aux vers à soie... Les esprits partagés là-dessus hésiteront moins sous l'anonyme de mettre leurs raisons au grand jour; l'Académie les appréciera, et, en publiant son jugement quel qu'il puisse être, rendra service à la nation... »

Il est assez probable que, si le ministre écarta la question, ce fut dans la crainte de déplaire au prince Charles de Lorraine qui, lui sans doute, était persuadé de la réussite.

(1)

NOTICE

SUR

THÉODORIC-PIERRE CAELS,

MEMBRE DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE ET ROYALE

DES SCIENCES ET BELLES-LETTRES DE BRUXELLES;

PAR

ÉD. MAILLY,

MEMBRE DE L'ACADÉMIE.

(Présenté à la classe des sciences le 9 octobre 1880.)

(2)

NOTICE

SUR

THÉODORIC-PIERRE CAELS,

MEMBRE DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE ET ROYALE

DES SCIENCES ET BELLES-LETTRES DE BRUXELLES.

Théodoric-Pierre Caels naquit à Louvain le 19 septembre 1739.

Après avoir pris le grade de licencié en médecine dans l'Université de sa ville natale, et s'être fait connaître avantageusement par une thèse inaugurale *De viribus medicamentorum,* il alla s'établir en 1763 à Bruxelles.

Le 16 octobre 1771, la Société littéraire de Bruxelles avait proposé la question suivante : « Quelles sont les plantes de ce pays, qui ont quelques mauvaises qualités, ou qui sont vénéneuses aux hommes et aux bêtes; les symptômes et les effets qu'elles font naître dans les uns et dans les autres, les moyens les plus efficaces et les plus sûrs pour y porter un prompt remède ? »

Huit mémoires furent reçus avant le 16 juillet 1772, délai fixé pour leur remise; mais la Société ne s'étant plus réunie, il fallut attendre jusqu'au 13 avril 1773, pour prendre une décision. Ce jour-là, il y eut deux séances: dans celle du matin, on annonça l'érection de la Société littéraire en Académie impériale et royale des sciences et belles-lettres; dans la séance du soir, le prix de la question relative aux plantes vénéneuses, fut décerné au mémoire latin de Théodoric-Pierre Caels, comme « étant infiniment

supérieur aux autres tant du côté de la science et du choix, que du style et de la méthode, » et méritant à tous égards la récompense [1].

Caels se prévalut de ce prix pour solliciter une place de membre de l'Académie. Dans la requête qu'il adressa au président, il disait savoir les langues latine, flamande, française et anglaise, et avoir pour but de se rendre utile au public. Il promettait de donner dans l'année un *Traité des minéraux nuisibles aux hommes et aux bêtes,* pour faire suite à son mémoire sur les plantes vénéneuses, couronné par l'Académie. « Il fut observé, » porte le procès-verbal de la séance du 6 octobre 1773, « qu'un auteur dont un mémoire avait été couronné, n'avait de ce chef seul point de titre pour être associé à l'Académie, qu'au reste on ferait connaître au Sr Caels qui paraissait avoir de l'esprit et beaucoup d'application, que l'Académie désirait avant tout qu'il produisît le plan de son ouvrage. »

Au lieu de produire ce plan, Caels envoya une pièce intitulée : *Dissertatio de arsenicalibus eorumque antidotis,* probablement comme spécimen de l'ouvrage.

Présentée dans la séance du 3 novembre 1773, cette dissertation fit l'objet d'un rapport de M. Du Rondeau, le 5 janvier 1774. « M. Du Rondeau observa que le mémoire de M. Caels n'était pas une pièce à procurer à son auteur une place d'académicien, puisque l'auteur y traitait la matière plus en médecin qu'en naturaliste, et qu'à tous égards ce n'était pas là une pièce dont l'Académie pourrait jamais faire usage, puisqu'il ne s'y trouvait rien de neuf et que M. Caels ne faisait qu'effleurer la matière. Sur quoi M. Needham fut requis de faire connaître à M. Caels que l'Académie désirerait qu'il présentât son mémoire sous une autre forme et qu'il le nourrît davantage par des recherches et observations sur l'histoire naturelle » [2].

[1] Le mémoire de Caels parut en 1774 chez Antoine D'Ours. Il renferme 66 pp. in-4°, avec un *index* de 2 pp. — Le *Journal de physique* de l'abbé Rozier le mentionna avec éloge dans son numéro d'avril 1774. « Cette dissertation, y lit-on, est à tous égards digne du prix qui lui a été accordé. »

[2] Procès-verbal de la séance du 5 janvier 1774.

Caels, à cette époque, avait déjà une grande clientèle. Il venait d'être élu syndic du collége des médecins de Bruxelles [1] et n'eut sans doute pas le temps de s'occuper de nouvelles recherches: il se borna à communiquer, vers la fin de l'année 1776, un mémoire contenant la *description d'une machine propre à échauffer promptement le sable ou les cendres pour rappeler à la vie les personnes noyées.* Le mémoire fut lu dans l'assemblée particulière des membres résidents à Bruxelles, le 18 décembre. « On a trouvé cette machine bien imaginée, » porte le procès-verbal; « on est convenu d'un petit changement qui pourra en faciliter l'usage. M. Du Rondeau a été chargé de faire du tout un rapport à produire à la prochaine séance. » Le procès-verbal de la séance ordinaire du 8 janvier 1777 mentionne la lecture de ce mémoire, en ajoutant que « M. Du Rondeau devait en faire un rapport raisonné. » Mais il ne fut plus question du mémoire; il n'est pas même mentionné dans le *Journal* imprimé *des séances.*

Au mois d'octobre 1777, deux places vaquaient à l'Académie dans la section des sciences physiques. Trois candidats se mirent sur les rangs: le commandeur de Nieuport, le médecin Burtin et Caels. Ce dernier exposa dans une note les raisons qui pouvaient militer en sa faveur. Il avait appris, disait-il, par le bruit public qu'un médecin de cette ville désirait obtenir l'une des places au prix de son cabinet d'histoire naturelle; il se croirait déshonoré et flétri s'il se voyait post-posé à un homme, qui n'avait rien fait pour l'Académie que l'offre d'un cabinet, accompagnée d'un

[1] Le *Collegium medicum Bruxellense* avait été institué le 12 novembre 1649: ses statuts furent sanctionnés par une ordonnance du conseil de Brabant en date du 28 avril 1650. Il était composé de sept membres: un surintendant ou juge nommé par les échevins de la ville; un président (préfet), un vice-président (vicaire), un questeur, deux assesseurs (visiteurs) et un syndic, élus parmi les médecins à la majorité des suffrages. Le mandat des fonctionnaires était de deux ans; la moitié du collége était renouvelée annuellement. Les titulaires étaient rééligibles, mais seulement une année après l'expiration de leur mandat. L'élection avait lieu à deux degrés; et pour chaque place, le corps médical présentait deux candidats au choix du magistrat. (Voyez *Broeckx*, Histoire du *Collegium medicum Bruxellense*. 1 vol. in-8° de IV et 482 pp.; Anvers, 1862.)

mémoire à volonté, tâche bien plus facile à remplir qu'une réponse satisfaisante à un programme académique...

Il s'agissait de Burtin: le bruit public qui lui attribuait l'idée d'échanger son cabinet contre une place d'académicien, était-il fondé? Nous l'ignorons; toutefois, il est permis d'en douter, aucune mention de faire un pareil cadeau n'existant dans les archives de l'Académie, et Burtin ayant proposé, en 1781, de *vendre* son cabinet au gouvernement.

Le mémoire à volonté, dont parle Caels, roulait *sur les bois fossiles des Pays-Bas autrichiens*, et les membres chargés d'en faire leur rapport, l'abbé Mann et De Launay, l'avaient jugé digne à tous égards de l'attention de l'Académie.

Le commandeur de Nieuport avait remis trois mémoires et fut seul élu : au dernier moment, le chancelier Crumpipen, qui voulait à tout prix écarter Burtin de l'Académie, produisit une lettre du prince de Starhemberg renfermant, au nom du gouverneur général, l'ordre de laisser une place d'académicien ouverte jusqu'à nouvel ordre.

Caels n'entra à l'Académie qu'au mois de janvier 1782 : dans la séance du 10, il obtint onze voix, Van Bochaute en eut cinq et Burtin une seule. Van Bochaute fut élu le 17 octobre de la même année, et Burtin seulement le 26 octobre 1784, imposé par la volonté du prince de Belgioioso, le ministre qui avait succédé à Starhemberg.

La même année que Caels était nommé de l'Académie, les médecins de Bruxelles le portaient à la place de vicaire ou de vice-président de leur collége.

Dans sa lettre XXI, datée du mois de septembre 1782, *Le Voyageur dans les Pays-Bas autrichiens* (Derival) rappelait une conversation qu'il avait eue avec Burtin : « Beaucoup de vos confrères, lui demandai-je un jour, » écrivait-il, « s'adonnent-ils à la composition? — Le nombre de ceux qui font imprimer n'est pas bien grand, me répondit-il. La crainte de la critique les a retenus jusqu'ici, mais cette crainte commence à disparaître. Mon confrère Caels a donné, il y a un an ou dix-huit mois, un excellent traité sur les maladies occasionnées par l'abus des minéraux... »

Burtin, pour s'exprimer ainsi, devait ne pas connaître la manière dont son confrère l'avait traité en 1777 [1]. — Le traité sur les maladies occasionnées par l'abus des minéraux, qu'il qualifiait d'excellent, avait paru en 1781 à Amsterdam et à Bruxelles, sous le titre : *Ratio occurrendi morbis a mineralium abusu produci solitis, auctore Theodorico Petro Caels, Collegii Medicorum Bruxellensium socio.* 1 vol. in-12, de II et 117 pp. C'était sans doute l'ouvrage annoncé par lui dès l'année 1775, et dont la dissertation présentée à l'Académie dans la séance du 5 novembre de cette dernière année, devint un chapitre, après avoir été revue et corrigée [2].

Dans la séance du 7 février 1782, qui suivit son élection, Caels donna lecture à l'Académie d'une note intitulée : *Expériences qui servent à prouver, contre le sentiment de quelques auteurs, que*

[1] Rappelons ici qu'en 1783, lorsque l'Académie eut à juger les mémoires envoyés au concours *sur les végétaux indigènes qu'on pourrait substituer dans les Pays-Bas aux végétaux exotiques relativement aux différents usages de la vie,* Caels contribua de toutes ses forces à faire décerner le prix à Burtin, dont la majorité s'obstinait à ne pas vouloir couronner le mémoire.

[2] D'après Querard, dans *la France littéraire*, une traduction française de cet ouvrage fut publiée en 1787 à Amsterdam et à Bruxelles, sous le titre : *De la cure des maladies produites par l'abus des minéraux.* Remarquons que *la France littéraire* donne *Cels* ou Caels (Théod.-P.) comme un *naturaliste* HOLLANDAIS du *XVIIIe siècle.*

Broeckx dit à propos de l'ouvrage de Caels, dont il mentionne aussi la traduction française : « Son travail sur les poisons tirés du règne minéral contient des observations du plus haut intérêt. Déjà à cette époque il conseillait la poudre de fer comme antidote de l'arsenic, parce que cette dernière substance, disait-il, et la limaille de fer forment ensemble un composé insoluble. » (*Broeckx*, Prodrome de l'histoire de la faculté de médecine de l'ancienne Université de Louvain, depuis son origine jusqu'à sa suppression. 1 vol in-8° de 148 pp.; Anvers, 1865.

On lit dans le même Prodrome, à propos du mémoire couronné de Caels, sur les plantes vénéneuses : « Ce travail contient tout ce qu'à cette époque on pouvait désirer sur les plantes vénéneuses de la Belgique. L'auteur décrit avec lucidité les symptômes caractéristiques de chaque intoxication et ajoute en même temps l'antidote. »

le sel de tartre n'est point l'antidote de l'arsenic. Cette note a été imprimée dans le tome IV des *Mémoires*, pp. 259-260.

Absorbé de bonne heure par la pratique, Caels n'avait guère de loisirs. Pendant plusieurs années, il se borna à suivre les séances académiques, et à faire avec conscience les rapports dont on le chargeait.

Sa réputation s'était étendue et, le 7 octobre 1786, il avait été nommé membre de la Société des sciences de Flessingue.

Au mois de juin 1788, l'Académie reçut un mémoire intitulé : *Méthode de composer un recueil, ou une collection des choses essentielles et dignes de remarque qu'on fait dans ses études.* Ce mémoire, qui ne portait pas de signature, fut renvoyé à l'examen de MM. le marquis du Chasteler, Gerard et Ghesquière. Les commissaires tombèrent d'accord qu'il n'était pas de nature à figurer dans les publications de l'Académie. Voici le rapport de l'abbé Ghesquière : « *La méthode de composer un recueil,* etc. (dont l'auteur ne m'est pas connu) peut avoir son utilité, autant que d'autres que chacun adopte selon ses idées. J'estime donc, en conséquence, que la méthode en question mérite d'être connue par une annonce à faire dans l'*Esprit des journaux*, ou dans quelque autre journal littéraire. — La méthode de composer de semblables recueils a toujours varié, et variera toujours selon les idées ou les caprices de ceux qui les composent. Saint Augustin en a montré l'utilité à l'égard de ceux qui n'ont pas la mémoire des plus heureuses, ou qui ne peuvent se faire une *mémoire locale. Sæpe præsumimus*, dit-il (Lib. 4 de anim. ad vinc. cap. 7), *nos aliquid memoriâ retenturos, et cùm id putamus, non scribimus, nec nobis postea cùm volumus, venit in mentem.* Le fameux jésuite Théophile Raynaud, le même qui a composé vingt volumes in-folio, très recherchés aujourd'hui, faisait son recueil d'une manière bien simple. Il avait en sa chambre d'étude cinquante ou soixante petits sacs, attachés à la muraille, et portant chacun son étiquette. Si dans ses lectures, il rencontrait des passages intéressants sur tel ou tel sujet qu'il croyait n'être pas encore éclairci, il copiait le passage, et mettait la copie dans le sac marqué à l'étiquette qui était relative au dit sujet, et arrangeait ensuite ces divers papiers d'après

ses idées, et de manière à en faire le canevas d'un livre ou d'une dissertation... »

Nous ignorons en quoi consistait la *méthode* de Caels, car c'est lui qui était l'auteur de l'écrit reçu par l'Académie : son mémoire ne s'est pas retrouvé; les archives de l'Académie ne renferment que les rapports des commissaires et une note de l'abbé Mann, selon laquelle Vincentius Placcius avait, dans un volume in-8° publié à Hambourg en 1689, recueilli tout ce qui avait paru sur l'objet en question, et discuté avec le plus grand soin les avantages et les inconvénients des différents moyens proposés.

On sait que l'Académie de Bruxelles disparut lors de la seconde invasion française, en 1794. Caels, qui n'avait plus rien publié, reprit la plume en 1797 dans les circonstances dont nous allons parler.

Le médecin Van Asbroeck, praticien à Bruxelles, venait de produire, chez l'imprimeur Emm. Flon, un volume in-8° de xx et 68 pp., intitulé : *La nature médecin,* ou *Recueil de divers Discours sur les points les plus intéressants pour ceux qui exercent l'une ou l'autre branche de l'art de guérir, et non moins utile à quiconque est dans le cas d'y recourir.* Cet *Essai,* selon un avis de l'éditeur, devait être suivi successivement de plusieurs autres dans le même genre, style et langage de l'auteur, qui était wallon-flamand. L'ensemble produirait trois à quatre cents pages d'impression de pareil format.

Les discours dont il s'agissait pour le moment, avaient été lus les 30 septembre, 14 octobre, 13 novembre et 14 décembre 1795 devant la Société de médecine, de chirurgie et de pharmacie, dont les promoteurs avaient été MM. Rumpel, Kok et Van Mons, et qui avait tenu sa première séance le 30 septembre 1795.

Caels ne faisait point partie de la Société : il crut avoir à se plaindre d'une observation de Van Asbroeck et répondit par des *Remarques* [1] auxquelles il donna l'épigraphe suivante : « Quand

[1] *Remarques de Théodoric-Pierre Caels, médecin à Bruxelles, sur l'observation XIIIme, insérée dans une brochure qui a pour titre :* La nature médecin, *par le médecin Van Asbroeck, praticien à Bruxelles.* A Bruxelles, chez M. Lemaire, imprimeur-libraire. — An V (1797, v. st.); in-8° de 10 pages.

on a une maison de verre, on ne doit point jeter des pierres sur le toit de son voisin. »

« Je ne m'attendais pas, » y lisait-on, « que dans un ouvrage, où tout est rare, jusqu'au titre, M. Van Asbroeck m'aurait fait l'honneur de s'occuper de moi. Mais puisqu'il a daigné me donner publiquement une marque de considération si peu méritée de ma part, il me permettra de rendre également public le témoignage de ma reconnaissance. — D'ailleurs, comme sur les avis et les leçons dont l'auteur m'a gratifié j'ai des observations à faire, il ne trouvera pas mauvais qu'elles occupent une place dans ce petit écrit : j'entre donc en matière... — Je ne sais jusqu'à quel point la *nature est médecin* dans cette étrange production; mais ce que je crois savoir, c'est que M. Van Asbroeck ne s'y montre guère comme tel. — Lorsque mon cher confrère aura encore quelques observations intéressantes à me communiquer, je les recevrai toujours avec l'estime que je dois à ses lumières et à son mérite distingué. »

Van Asbroeck répliqua par une brochure intitulée : *Coup d'œil sur les remarques du médecin Caels, touchant l'ouvrage intitulé :* La nature médecin [1].

« ... Vous essayez en vain, » disait-il, « d'excuser votre penchant reconnu et décidé pour les purges... N'est-il pas vrai qu'à chaque visite, à peine étiez-vous monté, que vous demandiez avec intérêt si le malade avait bien été à la *salle* (c'est la prononciation naturelle de M. Caels). »

Cette fois, Caels fut exaspéré. Sa *Réponse* [2] clôtura la polémique. Elle portait pour épigraphe ;

Lui seul de la nature est la base et l'appui.

BOILEAU.

[1] In-8° de VIII et 49 pp. A Bruxelles, de l'imprimerie d'Emmanuel Flon, rue de la Putterie. — An V (1797, v. st.).

[2] *Réponse de Théodoric-Pierre Caels, médecin à Bruxelles, au médecin Van Asbroeck, praticien à Bruxelles.* In-8° de 32 pp. — A Bruxelles, chez M. Lemaire, imprimeur-libraire. — An V (1797, v. st.).

et va nous faire connaître le sujet ou l'un des sujets de la querelle :

« ... La mort venait à peine d'enlever le fils de M. R..., âgé de 11 ans, qui avait été confié à nos soins et ceux des deux autres médecins, que vous avez donné directement et publiquement à entendre que j'avais traité la maladie (quoique je ne fusse pas seul) contre toutes les règles de l'art. [Caels avait été appelé en consultation. Le jeune malade était attaqué d'une inflammation du poumon et du foie]... Ne connaissant ni la basse jalousie du métier, ni ne voulant nuire à personne, j'avais quelque droit de me flatter d'être à l'abri de vos provocations. Je ne sais si j'ai mérité votre inimitié, mais je suis loin de la craindre... — La saignée faite, lorsque les circonstances l'exigeaient, aurait pu sauver le malade; mais... le temps favorable étant passé, je n'osais plus la prescrire...

» Dans les accès de votre colère, ce ne sont pas seulement des *coups d'œil* que vous jetez; mais vous donnez des *coups de pattes*, des *coups de pieds*, à droite, à gauche.

» Si je ne connaissais votre aversion pour la *saignée* et les *purgatifs*, je vous conseillerais la première pour calmer un peu cette violente passion d'âme, et les seconds pour évacuer votre bile... Comment osez-vous vous élever avec autant d'amertume contre une légère médecine fondante...

« ... Je crois avoir le droit de vous dire que, regardant du même œil votre mépris et votre estime, je suis prêt à recevoir avec la plus profonde indifférence tous les traits que vous et vos pareils pourraient me lancer. »

La demande de Caels, à chaque visite, si le malade avait été bien à la *salle*, sa *légère médecine fondante*, ne sont-elles pas dignes de Molière?

Du reste, le penchant de Caels pour les purges avait pour objet d'aider la nature, et dans ce sens il se rapprochait de l'auteur de la *Nature médecin*. Nous rappellerons ici ce que disait le *Voyageur dans les Pays-Bas autrichiens*, dans sa lettre XXI déjà citée, du mois de septembre 1782 : « ... Le hasard m'a aussi fait connaître le médecin Caels : à ce qu'on m'avait dit de son

savoir et de sa prudence, je le croyais un vieillard; je fus on ne peut plus surpris, lorsque le voyant entrer chez un malade que j'étais venu voir, je m'aperçus qu'il ne pouvait avoir que 40 à 45 ans au plus; aux questions qu'il fit à son malade et à sa garde sur l'effet des remèdes qu'il avait ordonnés la veille, je jugeai qu'il se considérait comme l'aide et non comme le directeur de la nature. »

Van Asbroeck avait été le premier président de la Société de médecine, chirurgie et pharmacie, fondée en 1795 sous la devise *Ægrotantibus*. Ces fonctions, suivant l'usage du temps, étaient mensuelles. Le secrétaire pour la langue française était J.-B. Van Mons; le secrétaire pour la langue flamande, le docteur Kok, ancien professeur de l'Université de Louvain.

Les *Actes* imprimés de la Société de médecine, chirurgie et pharmacie, se bornent à un volume in-8° dont la première partie (LXVIII et 216 pp.) parut en l'an VI (1797), et la deuxième partie (XVI et 110 pp.), en l'an VIII (1799).

Dans l'*Avant-propos* de la deuxième partie, le retard qu'a subi l'impression de cette partie est attribuée à la mort de trois des membres, «collaborateurs infiniment recommandables», Van Asbroeck, Dumont et Vanderstegen de Putte.

La Société, y lit-on encore, « eut longtemps à lutter contre une multitude d'entraves que lui suscita la malveillante médiocrité. » On ne s'explique pas sur la nature de ces entraves, mais on apprit plus tard qu'elles ne venaient pas seulement du dehors: la Société « renfermait dans son sein des éléments de discorde qui découragèrent ses membres les plus zélés » [1]. — Les réunions cessèrent, les travaux furent abandonnés, et la Société n'existait plus que de nom, lorsque « de douze membres dont elle était composée, neuf arrêtèrent entre eux de se réunir le 14 messidor an XII (3 juillet 1804), et chargèrent un d'eux de préparer, pour cette époque, un plan de réorganisation... » [2].

Van Mons était l'un des trois membres qui n'avaient pas été

[1] *Actes de la Société de médecine de Bruxelles*, tome II. An 1808.
[2] Ibidem.

convoqués ou qui avaient refusé de faire partie de la Société à réorganiser.

Les neuf anciens membres s'étaient adjoint « des collègues capables par leurs travaux et leur réputation d'honorer la Société »[1]. Caels était du nombre de ces derniers. De sorte que vingt-quatre membres assistèrent à la réunion du 14 messidor an XII ou 3 juillet 1804. Ils décidèrent de prendre pour titre de leur compagnie celui de *Société de médecine de Bruxelles*, et Caels fut élu président à l'unanimité des suffrages.

N'est-il pas curieux de voir les deux antagonistes Van Asbroeck et Caels appelés à présider pour la première fois, l'un l'ancienne Société, l'autre la Société réorganisée?

Caels fut réélu président en 1805. — Ces fonctions, d'abord annuelles, devinrent trisannuelles par le règlement arrêté dans la séance du 17 février 1807.

On lit dans l'*Almanach du département de la Dyle* pour l'année 1806, à propos de la Société de médecine de Bruxelles : « Cette compagnie ne néglige aucun moyen pour étendre les progrès des sciences physiques; elle s'occupe de discussions intéressantes pour les progrès de l'art; elle recueille des matériaux pour la rédaction d'une topographie médicale du département; et elle adjuge tous les ans des prix aux auteurs des meilleurs mémoires sur les questions qu'elle met au concours. »

Les *Actes de la Société de médecine de Bruxelles* comprennent quatre volumes grand in-8°, qui ont paru respectivement en 1806 (XXXII et 374 pp.); en 1808 (LVI et 542 pp.); en 1810 (XVI et 426 pp.) et en 1812 (XVII et 214 pp.).

La Société continua à figurer jusqu'en 1814 dans l'*Almanach du département de la Dyle.* A quelle époque a-t-elle cessé d'exister? Nous ne saurions le dire.

Le 13 juillet 1822, la Régence de Bruxelles approuva le règlement de la *Société des sciences médicales et naturelles* de cette ville. A la séance du 16 septembre suivant, le professeur Laisné lut une *Esquisse historique sur l'origine et le but de la Société.*

[1] Ibidem.

Les promoteurs avaient été les docteurs Froidmont, Bauwens, Seutin et Laisné : l'idée première remontait à l'année 1819. « La Société de médecine, chirurgie et pharmacie, fondée à Bruxelles en 1795 n'existait plus : des causes qu'il est inutile de rechercher ici, en avaient peu à peu amené la dissolution...» [1].

Les *Actes de la Société de médecine* ne renferment aucun mémoire de Caels, mais nous apprenons par les procès-verbaux que, dans la séance du 5 thermidor an XII (24 juillet 1804), « le comité de travail fit un rapport sur le mémoire de M. Caels, *sur le danger des ouvertures des corps et des inhumations précipitées*, etc.; il proposa l'insertion de ce mémoire dans le prochain volume des *Actes de la Société;* » ce qui fut adopté, mais ne fut pas suivi d'exécution.

Vingt ans auparavant, en 1784, l'Académie impériale et royale des sciences et belles-lettres de Bruxelles avait, sur la proposition de Caels, mis au concours la question : « Quels sont les moyens que la médecine et la police pourraient employer pour prévenir les erreurs dangereuses des enterrements précipités [2] ? » Sept mémoires furent envoyés, mais les commissaires, Caels, Du Rondeau et Burtin, furent d'avis de ne pas accorder le prix, et dans sa séance générale du mois d'octobre 1786, l'Académie résolut de proposer de nouveau la question pour l'année 1787, « en exigeant que les concurrents s'attacheraient strictement au sens du pro-

[1] *Compte rendu des travaux de la Société des sciences médicales et naturelles de Bruxelles,* lu dans la séance du 4 septembre 1826 par P. L. Vanderlinden. — Bruxelles, décembre 1826.

[2] Faisons connaître à ce propos d'autres questions proposées par Caels à l'ancienne Académie, mais qui ne furent pas agréées par celle-ci.

« La dépense de la lumière étant considérablement augmentée depuis quelques années, par l'exportation du suif et de l'huile de lampe, l'on demande quelles sont les substances qu'on pourrait y substituer ou y mêler avec avantage. » (Séance du 13 octobre 1786.)

« Quelle est la meilleure forme des cheminées, selon les différentes expositions? ou Quels sont les moyens de garantir les appartements de la fumée? » (Séance du 14 octobre 1790.)

« Assigner les moyens d'introduire la culture du riz dans les Pays-Bas. » (1792.)

gramme, que leurs mémoires n'occuperaient pas au delà de deux heures d'une lecture attentive, et qu'ils auraient soin de marquer non-seulement les pages, mais aussi l'édition des ouvrages dont ils feraient usage. » — Outre les sept mémoires qui avaient concouru en 1786, l'Académie reçut encore neuf autres mémoires, ce qui portait leur nombre à seize. Deux médailles d'or furent décernées, l'une au médecin Prévinaire, de Bruxelles, l'autre au médecin Wauters, de Wetteren. Le docteur Stappaerts, d'Anvers, obtint un accessit.

Les rapports de Caels sur ces différents mémoires sont conservés dans les archives de l'Académie : il est probable que son mémoire, dont l'impression avait été décidée en 1804 par la Société de médecine, offrait le résumé de vingt années d'études sur la question, et l'on doit regretter qu'il n'ait pas été publié.

Dans la séance du 24 juillet 1804, Caels proposa à la Société de médecine, pour son concours, une question fort intéressante. Il l'avait rédigée comme suit : *La nuit exerce-t-elle une influence sur les malades? Y a-t-il des maladies où cette influence est plus ou moins manifeste? Quelle est la raison physique de cette influence?* Le prix fut remporté par M. Jacques-Julien Richard de Laprade, docteur en médecine, médecin adjoint à l'hôpital civil et militaire de Montbrison, département de la Loire[1]. Le mémoire de M. de Laprade a été imprimé dans les *Actes de la Société.*

Le 9 floréal an XIII (27 avril 1805), Caels lut un *Mémoire sur les propriétés prétendues spécifiques de l'anagallis dans la rage.* Nous ne connaissons ce mémoire, de même que celui sur les inhumations précipitées, que par la mention qui en est faite dans les procès-verbaux imprimés au tome II des *Actes.*

Nous avons transcrit ci-dessus les lignes que l'*Almanach du département de la Dyle*, pour l'année 1806, consacrait à la Société de médecine de Bruxelles. On y lisait à la suite : « ...Indépendamment de cette Société, il en existe une à Bruxelles qui s'occupe exclusivement de la propagation de la vaccine... Ces deux établissements ont relevé l'art de guérir dans la ville de Bruxelles. »

[1] M. Victor Richard de Laprade, membre de l'Académie française, est fils de ce médecin.

Caels figurait parmi les membres de cette Société pour la propagation de la vaccine. Jusqu'en 1814, son nom est porté sur les listes des deux Sociétés. Il fit aussi partie, de 1807 à 1812, du jury de médecine.

Il avait également été mêlé aux affaires publiques.

Après la seconde invasion française, il fut nommé, le 24 fructidor an II (10 septembre 1794), échevin de la ville de Bruxelles, par les représentants du peuple près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse. Le 1er floréal an III (20 avril 1795), il devint membre du conseil général de la commune de la même ville, et fut nommé membre du conseil municipal le 9 floréal an VIII (29 avril 1800). — A partir de 1807, il figure comme membre du conseil municipal dans tous les Almanachs que nous avons pu consulter, jusqu'en 1814. Mais à partir de 1815, nous n'y rencontrons plus son nom. Avait-il été éliminé comme partisan de l'Empire, ou bien s'était-il retiré volontairement? Nous ne saurions le dire. Peut-être son grand âge lui avait-il fait rechercher le repos.

Lorsque l'Académie des sciences et belles-lettres de Bruxelles eut été rétablie en 1816, Caels fut confirmé comme membre de cette institution par un arrêté du 9 juillet 1816, mais il n'assista à aucune séance et se borna à se faire excuser pour la séance d'inauguration du 18 novembre.

Caels mourut à Bruxelles le 12 décembre 1819, à l'âge de 80 ans, 2 mois et 23 jours.

(1)

MÉMOIRE

SUR

LES FONCTIONS X_n DE LEGENDRE

PAR

Eugène CATALAN,

ASSOCIÉ DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE,
PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE LIÉGE.

(Présenté à la Classe des sciences, le 5 octobre 1879.)

---

(2)

MÉMOIRE

SUR

LES FONCTIONS X_n DE LEGENDRE.

Les polynômes, connus sous le nom de *fonctions* X_n, jouissent de propriétés nombreuses, découvertes par Legendre, Laplace, Rodrigues, Jacobi, Dirichlet, ... Je me propose d'en indiquer quelques autres, la plupart fort simples, et cependant non encore signalées : au moins, je ne les ai rencontrées dans aucun des ouvrages que j'ai pu consulter, pas même dans le *Traité des fonctions sphériques*, de M. Heine.

Pour plus de clarté dans l'exposition, je rappellerai, sans les démontrer, les théorèmes fondamentaux (*).

I

RELATIONS ENTRE LES FONCTIONS X_n ET LEURS DÉRIVÉES.

1. *Définition.* Soient z et x deux quantités données; la première, comprise entre 0 et 1; la seconde, comprise entre -1 et $+1$. Si l'on développe, suivant les puissances entières et positives de z, la fonction

$$u = (1 - 2zx + z^2)^{-\frac{1}{2}}, \quad \ldots\ldots\ldots\ldots \quad (1)$$

(*) Un extrait, fort abrégé, du présent travail, a paru dans le *Compte rendu de la cinquième session de l'Association française, pour l'avancement des sciences* (Clermont-Ferrand, 1876).

le coefficient de z^n, dans ce développement, *est la fonction* X_n. Ainsi

$$u = X_0 + X_1 z + X_2 z^2 + \cdots + X_n z^n + \cdots \quad . \quad . \quad . \quad . \qquad (2)$$

2. Théorème I. *La fonction* u *satisfait à l'équation*

$$(1 - x^2)\frac{du}{dx} + (1 - xz)\frac{du}{dz} = ux. \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \qquad (3)$$

3. Théorème II. *La fonction* u *satisfait à l'équation*

$$(1 - x^2)\frac{du}{dx} + (x - z)z\frac{du}{dz} = uz. \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \qquad (4)$$

4. Théorème III. *On a, entre* X_{n-1} *et* X_n, *la relation*

$$(1 - x^2)\frac{dX_{n-1}}{dx} = n(xX_{n-1} - X_n). \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \qquad (5)$$

5. Théorème IV. *On a, entre* X_{n-1} *et* X_n, *la relation*

$$(1 - x^2)\frac{dX_n}{dx} = n(X_{n-1} - xX_n). \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \qquad (6)$$

6. *Remarques*. — I. Si, après avoir changé $n - 1$ en n, dans l'égalité (5), on la combine avec l'égalité (6), on trouve

$$(n + 1)X_{n+1} - (2n + 1)xX_n + nX_{n-1} = 0; \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \qquad (7)$$

relation connue.

II. Il en résulte

$$\frac{X_{n+1}}{X_n} = \frac{2n+1}{n+1}x + \frac{1}{\dfrac{n+1}{n}\dfrac{X_n}{X_{n-1}}},$$

puis le *développement, en fraction continue, de* $\frac{X_{n+1}}{X_n}$ (*).

(*) A cause de $X_0 = 1$, $X_1 = x$, on a :

$$\frac{X_2}{X_1} = \frac{3}{2}x + \frac{1}{\dfrac{2}{1}x}, \quad \frac{X_3}{X_2} = \frac{5}{3}x + \frac{1}{\dfrac{3}{2}\dfrac{X_2}{X_1}}, \quad \cdots$$

III. L'équation (5), aux dérivées partielles, a pour intégrale générale :

$$u = (x - z)\varphi\left(\frac{x - z}{\sqrt{1 - x^2}}\right).$$

Il est facile de voir que la fonction (1) est comprise dans cette formule.

7. Théorème V. *Les fonctions* X_{n-1}, X_n *satisfont aux équations*

$$(1 - x)\left(\frac{dX_n}{dx} + \frac{dX_{n-1}}{dx}\right) = n(X_{n-1} - X_n), \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (8)$$

$$(1 + x)\left(\frac{dX_n}{dx} - \frac{dX_{n-1}}{dx}\right) = n(X_{n-1} + X_n). \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (9)$$

En effet, si l'on combine, par addition, les égalités (5), (6), et qu'on supprime le facteur $1 + x$, on trouve l'équation (8). De même, l'égalité (9) résulte d'une soustraction.

8. *Remarque.* Si l'on fait

$$X_n + X_{n-1} = S_n, \quad X_n - X_{n-1} = T_n,$$

les dernières équations deviennent :

$$(1 - x)\frac{dS_n}{dx} + nT_n = 0, \quad (1 + x)\frac{dT_n}{dx} - nS_n = 0.$$

Par conséquent, *les polynômes* S_n, T_n, *du* $n^{\text{ième}}$ *degré, satisfont aux équations du second ordre :*

$$(1 + x)\frac{d\left[(1 - x)\frac{dS_n}{dx}\right]}{dx} + n^2S_n = 0, \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (10)$$

$$(1 - x)\frac{d\left[(1 + x)\frac{dT_n}{dx}\right]}{dx} + n^2T_n = 0\ (^*). \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (11)$$

(*) Ces équations prouvent que : 1° S_n *est divisible par* $x + 1$; 2° T_n *est divisible par* $x - 1$; propriétés connues, et d'ailleurs évidentes par les égalités (8), (9).

9. Théorème VI. *On a, entre trois fonctions consécutives, les relations*

$$X_{n-1} - X_{n+1} = \frac{2n+1}{n(n+1)}(1-x^2)\frac{dX_n}{dx}, \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (12)$$

$$\frac{dX_{n+1}}{dx} - \frac{dX_{n-1}}{dx} = (2n+1)X_n. \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (13)$$

1° Dans l'équation (5), changeons n en $n+1$: elle devient

$$(1-x^2)\frac{dX_n}{dx} = (n+1)(xX_n - X_{n+1}).$$

Éliminant xX_n, entre celle-ci et l'égalité (6), on trouve la relation (12).

2° Si l'on change n en $n+1$, dans l'égalité (8), et que l'on retranche, on obtient

$$(1-x)\left(\frac{dX_{n+1}}{dx} - \frac{dX_{n-1}}{dx}\right) = (2n+1)X_n - \left[(n+1)X_{n+1} + nX_{n-1}\right].$$

D'après la relation (7), le second membre équivaut à

$$(2n+1)X_n - (2n+1)xX_n;$$

donc

$$\frac{dX_{n+1}}{dx} - \frac{dX_{n-1}}{dx} = (2n+1)X_n.$$

10. Corollaires. — I. *Le polynôme* $X_{n+1} - X_{n-1}$ *est divisible par* $x^2 - 1$.

II. *Si l'on fait* $X_n = \frac{P_n}{2^n}$: 1° *tous les coefficients du polynôme*

$$P_{n+1} - 4P_{n-1}$$

sont divisibles par $2n+1$; 2° *tous les coefficients du polynôme* $\frac{dP_n}{dx}$ *sont divisibles par* $\frac{n(n+1)}{2}$; 3° *tous les coefficients du polynôme*

$$\frac{dP_{n+1}}{dx} - 4\frac{dP_{n-1}}{dx}$$

sont divisibles par $2(2n+1)$.

On verra, plus loin, que *les coefficients de* P_n *sont entiers* Cela posé, après le changement indiqué, l'égalité (12) devient

$$(P_{n+1} - 4P_{n-1})\frac{n(n+1)}{2} = (2n+1)(x^2-1)\frac{dP_n}{dx};$$

et l'égalité (13) :

$$\frac{dP_{n+1}}{dx} - 4\frac{dP_{n-1}}{dx} = 2(2n+1)P_n.$$

Or, les nombres *entiers* $\frac{n(n+1)}{2}$, $2n+1$ sont premiers entre eux ; etc.

11. Théorème VII. *La fonction* X_n *satisfait à l'équation*

$$\frac{d.\left[(1-x^2)\frac{dX_n}{dx}\right]}{dx} + n(n+1)X_n = 0. \quad \ldots\ldots \quad (14)$$

Si, dans l'équation (12), on prend les dérivées des deux membres, et que l'on ait égard à la relation (13), on trouve le résultat énoncé (*).

12. Théorème VIII. *Entre un nombre quelconque de fonctions* X_n, *on a les relations :*

$$(1-x)\frac{dX_n}{dx} = -nX_n + (2n-1)X_{n-1} - (2n-3)X_{n-2} + \cdots \pm 3X_1 \mp 1, \quad (15)$$

$$(1+x)\frac{dX_n}{dx} = nX_n + (2n-1)X_{n-1} + (2n-3)X_{n-2} + \cdots + 3X_1 + 1, \quad (16)$$

$$\frac{dX_n}{dx} = (2n-1)X_{n-1} + (2n-5)X_{n-3} + (2n-9)X_{n-5} + \cdots (^{**}). \quad (17)$$

(*) Cette méthode me paraît plus simple que celle qui a été employée par M. Bertrand (*Calcul différentiel*, p. 358).

(**) Selon que n est *pair* ou *impair*, le dernier terme est $3X_1$ ou 1.

Si, dans les équations (8), (9), on change n en $n-1$, $n-2, \ldots$, des éliminations très-simples donnent les égalités (15) et (16). Quant à la relation (17), elle résulte des deux premières (*).

13. Théorème IX. *Les indices α, β, γ satisfaisant, de toutes les manières possibles, à la condition*

$$\alpha + \beta + \gamma = n,$$

on a

$$\frac{dX_{n+1}}{dx} = \Sigma(X_\alpha X_\beta X_\gamma). \qquad (18)$$

Si l'on prend l'équation de définition (1) :

$$(1 - 2zx + z^2)^{-\frac{1}{2}} = X_0 + X_1 z + \cdots + X_n z^n + \cdots,$$

on en déduit

$$(1 - 2zx + z^2)^{-\frac{3}{2}} = \frac{dX_1}{dx} + \frac{dX_2}{dx} z + \cdots + \frac{dX_{n+1}}{dx} z^n + \cdots,$$

ou

$$(X_0 + X_1 z + \cdots + X_n z^n + \cdots)^3 = \frac{dX_1}{dx} + \frac{dX_2}{dx} z + \cdots + \frac{dX_{n+1}}{dx} z^n + \cdots \qquad (19)$$

Identifiant les deux membres, on trouve la relation (18).

14. *Application.* Soit $n=3$. Les décompositions de ce nombre donnent

$\alpha=3,\ \beta=0,\ \gamma=0$; $\alpha=0,\ \beta=3,\ \gamma=0$; $\alpha=0,\ \beta=0,\ \gamma=3$;

$\alpha=2,\ \beta=1,\ \gamma=0$; $\alpha=2,\ \beta=0,\ \gamma=1$; $\alpha=1,\ \beta=2,\ \gamma=0$;

$\alpha=0,\ \beta=2,\ \gamma=1$; $\alpha=0,\ \beta=1,\ \gamma=2$; $\alpha=1,\ \beta=0,\ \gamma=2$;

$\alpha=1,\ \beta=1,\ \gamma=1$.

(*) A l'endroit cité, cette relation (17) est démontrée un peu longuement.

On doit trouver

$$\frac{dX_4}{dx} = 3X_3 + 6X_1X_2 + X_1^3,$$

ou

$$\frac{1}{8}(140x^3 - 60x) = \frac{3}{2}(5x^3 - 3x) + 3x(3x^2 - 1) + x^3;$$

ce qui est exact (*).

15. *Remarques.* — I. Lorsque $x = 1$, on a $X_1 = 1$, $X_2 = 1$, ... Ainsi le second membre de la formule (18) devient égal au nombre des solutions de

$$\alpha + \beta + \gamma = n.$$

Ce nombre de solutions égale donc *la valeur de* $\frac{dX_{n+1}}{dx}$, *pour* $x = 1$. En effet, comme on le verra plus loin,

$$\left(\frac{dX_{n+1}}{dx}\right)_1 = \frac{(n+1)(n+2)}{2};$$

et cette fraction est le nombre dont il s'agit.

II. D'après cela, quand $x = 1$, l'équation (19) devient

$$(1 + z + z^2 + z^3 + \cdots)^3 = 1 + 3z + 6z^2 + 10z^3 + \cdots;$$

résultat évident, par la formule du binôme.

II

VALEURS DE X_0, X_1, X_2, X_3, ...

16. Si l'on part des valeurs initiales :

$$X_0 = 1, \quad X_1 = x,$$

(*) On simplifie les calculs analogues à celui-ci, en cherchant d'abord les *décompositions de* n, *essentiellement différentes*, et en multipliant chaque terme, $X_\alpha X_\beta X_\gamma$, par un certain nombre de permutations.

qui résultent de l'équation (1), on trouve, par la *relation de récurrence* (7) :

$$X_2 = \frac{1}{2}(3x^2 - 1),\quad X_3 = \frac{1}{2}(5x^3 - 3x),\quad X_4 = \frac{1}{8}(35x^4 - 30x^2 + 3),$$

$$X_5 = \frac{1}{8}(63x^5 - 70x^3 + 15x),\quad X_6 = \frac{1}{16}(231x^6 - 315x^4 + 105x^2 - 5),$$

$$X_7 = \frac{1}{16}(429x^7 - 693x^5 + 315x^3 - 35x),$$

$$X_8 = \frac{1}{128}(6\,435x^8 - 12\,012x^6 + 6\,930x^4 - 1\,260x^2 + 35),$$

. . . .

17. *Remarque.* La même équation, si l'on y fait $x = 1$, $x = -1$, $x = 0$, devient

$$u = (1 - z)^{-1},\quad u = (1 + z)^{-1},\quad u = (1 + z^2)^{-\frac{1}{2}}.$$

Par conséquent :

1° *Pour* $x = 1$, $X_n = 1$;

2° *Pour* $x = -1$, $X_n = (-1)^n$;

3° *Pour* $x = 0$:

$$X_n = 0,\quad X_n = \pm\frac{1.3.5\ldots(n-1)}{2.4.6\ldots n};$$

selon que n est *impair* ou *pair* (*).

III

EXPRESSIONS DIVERSES DE X_n.

18. *Formule de Rodrigues.* Cette formule fondamentale, souvent attribuée à Jacobi, est

$$X_n = \frac{1}{2^n.1.2.3\ldots n}\,\frac{d^n(x^2-1)^n}{dx^n} \quad \ldots\ldots\ldots (20)$$

(*) X_0 fait exception à cette règle.

Elle résulte, comme l'on sait, de l'équation (1), combinée avec le théorème de Mac-Laurin.

Si l'on développe $(x^2-1)^n$, et qu'on prenne la dérivée $n^{\text{ième}}$, on a

$$X_n = \frac{1}{2^n}\sum_{p=0}(-1)^p C_{n,p}.C_{2n-2p,n}x^{n-2p}. \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (21)$$

19. *Remarques.* — I. La plus grande valeur de p est $\frac{n}{2}$ ou $\frac{n-1}{2}$.

II. Le coefficient de x^n, dans X_n, est $\frac{1}{2^n}C_{2n,n}$.

20. Nous allons transformer, en intégrale définie, le produit

$$C_{n,p}.C_{2n-2p,n} = \frac{1.2.3\ldots n}{1.2.3\ldots p \times 1.2.3\ldots(n-p)} \times \frac{1.2.3\ldots(2n-2p)}{1.2.3\ldots n \times 1.2.3\ldots(n-2p)}.$$

A cet effet, observons que le second membre égale

$$\frac{1.2.3\ldots n}{1.2.3\ldots 2p \times 1.2.3\ldots(n-2p)} \times \frac{1.2.3\ldots 2p \times 1.2.3\ldots(2n-2p)}{1.2.3\ldots n \times 1.2.3\ldots p \times 1.2.3\ldots(n-p)}$$

$$= \frac{C_{n,2p}}{1.2.3\ldots n} \times \frac{1.2.3\ldots 2p}{1.2.3\ldots p} \times \frac{1.2.3\ldots(2n-2p)}{1.2.3\ldots(n-p)}$$

$$= \frac{C_{n,2p}}{1.2.3\ldots n} \times (p+1)(p+2)\ldots 2p \times (n-p+1)(n-p+2)\ldots(2n-2p).$$

D'après une transformation bien connue :

$$(p+1)(p+2)\ldots 2p = 2.6.10\ldots(4p-2),$$

$$(n-p+1)(n-p+2)\ldots(2n-2p) = 2.6.10\ldots(4n-4p-2);$$

donc

$$C_{n,p}.C_{2n-2p,n} = \frac{C_{n,2p}}{1.2.3\ldots n} 2.6.10\ldots(4p-2) \times 2.6.10\ldots(4n-4p-2)$$

$$= 4^n \frac{C_{n,2p}}{1.2.3\ldots n}\left(\frac{1}{2}\right)\left(\frac{3}{2}\right)\ldots\left(p-\frac{1}{2}\right) \times \left(\frac{1}{2}\right)\left(\frac{3}{2}\right)\ldots\left(n-p-\frac{1}{2}\right)$$

$$= \frac{4^n}{\pi}\frac{C_{n,2p}}{1.2.3\ldots n}\Gamma\left(p-\frac{1}{2}\right)\Gamma\left(n-p+\frac{1}{2}\right);$$

et enfin

$$C_{n,p} \, . \, C_{2n-2p,n} = \frac{2^{2n+1}}{\pi} C_{n,2p} \int_0^{\frac{\pi}{2}} \cos^{2n-2p}\varphi \sin^{2p}\varphi d\varphi \; (*). \quad . \quad . \quad (22)$$

21. En vertu de l'identité (22), la formule (21) devient

$$X_n = \frac{2^{n+1}}{\pi} \int_0^{\frac{\pi}{2}} d\varphi \Sigma (-1)^p \, . \, C_{n,2p} \cos^{2n-2p}\varphi \sin^{2p}\varphi x^{n-2p},$$

ou, comme $2p$ ne surpasse pas n :

$$X_n = \frac{2^{n+1}}{\pi} \int_0^{\frac{\pi}{2}} \cos^n\varphi d\varphi \, \Sigma (-1)^p C_{n,2p} \cos^{n-2p}\varphi \sin^{2p}\varphi x^{n-2p}.$$

La sommation indiquée a pour valeur la partie *réelle* de $(x\cos\varphi + \sqrt{-1}\sin\varphi)^n$; donc enfin

$$X_n = \frac{2^{n+1}}{\pi} \int_0^{\frac{\pi}{2}} \cos^n\varphi (x\cos\varphi + \sqrt{-1}\sin\varphi)^n d\varphi; \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (23)$$

pourvu que, dans le développement de l'intégrale, on néglige les termes imaginaires.

22. Il est facile de transformer cette expression en une autre, un peu moins simple, mais de forme réelle. Posons, en effet,

$$\operatorname{tg}\varphi = x \operatorname{tg}\omega.$$

Cette égalité donne :

$$\sin\varphi = \frac{x\sin\omega}{\sqrt{x^2\sin^2\omega + \cos^2\omega}}, \quad \cos\varphi = \frac{\cos\omega}{\sqrt{x^2\sin^2\omega + \cos^2\omega}},$$

$$x\cos\varphi + \sqrt{-1}\sin\varphi = x\frac{\cos\omega + \sqrt{-1}\sin\omega}{\sqrt{x^2\sin^2\omega + \cos^2\omega}},$$

$$d\varphi = x\frac{\cos^2\varphi}{\cos^2\omega} d\omega = x\frac{d\omega}{x^2\sin^2\omega + \cos^2\omega}.$$

(*) Au moyen de la formule de Legendre :

$$\frac{\Gamma(2p)}{\Gamma(p)} = \frac{2^{2p-1}}{\sqrt{\pi}} \Gamma\left(p + \frac{1}{2}\right),$$

on peut abréger un peu ce calcul; mais la méthode précédente nous paraît avoir, sur celle-ci, l'avantage de la simplicité.

L'intégrale ci-dessus devient

$$x^{n+1}\int_0^{\frac{\pi}{2}}\frac{\cos^n\omega(\cos n\omega+\sqrt{-1}\sin n\omega)d\omega}{(x^2\sin^2\omega+\cos^2\omega)^{n+1}}.$$

Donc

$$X_n=\frac{(2x)^{n+1}}{\pi}\int_0^{\frac{\pi}{2}}\frac{\cos^n\omega\cos n\omega d\omega}{(x^2\sin^2\omega+\cos^2\omega)^{n+1}}\ldots\ldots\quad(24)$$

Il est assez remarquable que le polynôme entier X_n se présente sous forme fractionnaire.

23. *Quatrième expression de* X_n. Si, dans la formule de Rodrigues, on met $(x^2-1)^n$ sous la forme $(x+1)^n(x-1)^n$, on a, par la formule de Leibniz :

$$\frac{d^n(x^2-1)^n}{dx^n}=$$

$$\ldots n\left[(x+1)^n+\left[\frac{n}{1}\right]^2(x+1)^{n-1}(x-1)+\left[\frac{n(n-1)}{1.2}\right]^2(x+1)^{n-2}(x-1)^2+\cdots+(x-1)^n\right];$$

puis

$$2^nX_n=$$

$$+1)^n+\left[\frac{n}{1}\right]^2(x+1)^{n-1}(x-1)+\left[\frac{n(n-1)}{1.2}\right]^2(x+1)^{n-2}(x-1)^2+\cdots+(x-1)^n.\quad(25)$$

Ainsi, comme nous l'avons annoncé (**10**, II), X_n a la forme $\frac{P_n}{2^n}$, P_n ayant tous ses coefficients entiers.

24. *Remarque.* Pour $x=\frac{1}{2}=\cos\frac{\pi}{3}$, on a ce résultat simple:

$$4^nX_n=3^n-\left[\frac{n}{1}\right]^2 3^{n-1}+\left[\frac{n(n-1)}{1.2}\right]^2 3^{n-2}-\cdots\pm\left[\frac{n}{1}\right]^2\mp 1.\quad(26)$$

25. *Cinquième expression de* X_n. Le second membre de l'égalité (25) a pour terme général :

$$(-1)^p[C_{n,p}]^2(1+x)^{n-p}(1-x)^p.$$

D'après une importante formule de Poisson, peut-être trop peu remarquée,

$$C_{n,p} = \frac{2^{n+1}}{\pi} \int_0^{\frac{\pi}{2}} \cos^n\varphi \cos(n-2p)\varphi d\varphi \text{ (*)};$$

donc la quantité précédente devient

$$\frac{2^{n+1}}{\pi} (-1)^p C_{n,p} . (1+x)^{n-p} (1-x)^p \int_0^{\frac{\pi}{2}} \cos^n\varphi \cos(n-2p)\varphi d\varphi;$$

et la formule (25) :

$$X_n = \frac{2}{\pi} \int_0^{\frac{\pi}{2}} \cos^n\varphi d\varphi \left[(1+x)^n \cos n\varphi - \frac{n}{1}(1+x)^{n-1}(1-x)\cos(n-2)\varphi + \cdots \right].$$

La quantité entre parenthèses est la partie réelle de

$$(1+x)^n e^{n\varphi\sqrt{-1}} - \frac{n}{1}(1+x)^{n-1}(1-x)e^{(n-2)\varphi\sqrt{-1}} + \frac{n(n-1)}{1.2}(1+x)^{n-2}(1-x)^2 e^{(n-4)\varphi\sqrt{-1}} -$$

$$= \left[(1+x)e^{\varphi\sqrt{-1}} - (1-x)e^{-\varphi\sqrt{-1}}\right]^n = 2^n\left[x\cos\varphi + \sqrt{-1}\sin\varphi\right]^n.$$

Ainsi, comme on l'a déjà vu (**21**), la fonction X_n égale la partie réelle de

$$\frac{2^{n+1}}{\pi} \int_0^{\frac{\pi}{2}} \cos^n\varphi (x\cos\varphi + \sqrt{-1}\sin\varphi)^n d\varphi \text{ (**)}.$$

26. *Sixième expression de* X_n. Si l'on fait, en général, $x = \cos\alpha$, on a

$$1 - 2zx + z^2 = (1-az)(1-bz),$$

avec les conditions

$$a + b = 2\cos\alpha, \quad ab = 1. \quad \ldots\ldots\ldots \quad (27)$$

(*) *Recherches sur la Probabilité des jugements*, p. 181.

(**) C'est par cette seconde méthode, plus simple que la première, que nous avons trouvé la formule (23).

Le développement du premier facteur de n est

$$(1-az)^{-\frac{1}{2}}=1+\frac{1}{2}az+\frac{1.3}{2.4}a^2z^2+\cdots+\frac{1.3.5\ldots(2p-1)}{2.4.6\ldots\;2p}a^pz^p+\cdots;$$

ou, par une transformation connue (*) :

$$(1-az)^{-\frac{1}{2}}=\Sigma_0^\infty C_{2p,p}\left(\frac{az}{4}\right)^p.$$

De même,

$$(1-bz)^{-\frac{1}{2}}=\Sigma_0^\infty C_{2q,q}\left(\frac{bz}{4}\right)^q.$$

Dans le produit, le coefficient de z^n, c'est-à-dire X_n, est

$$\frac{1}{4^n}\Sigma C_{2p,p}\,.\,C_{2q,q}\,a^pb^q=$$

$$\frac{1}{4^n}\Sigma C_{2p,p}\,.\,C_{2q,q}(\cos p\alpha+\sqrt{-1}\sin p\alpha)(\cos q\alpha-\sqrt{-1}\sin q\alpha)$$

$$=\frac{1}{4^n}\Sigma C_{2p,p}\,.\,C_{2q,q}\left[\cos(p-q)\alpha+\sqrt{-1}\sin(p-q)\alpha\right],$$

pourvu que $p+q=n$.

La fonction X_n est réelle (et d'ailleurs les sinus sont, deux à deux, égaux et de signes contraires) ; donc

$$\left.\begin{aligned}4^nX_n=C_{2n,n}\cos n\alpha+C_{2n-2,n-1}\,.\,C_{2,1}\,.\cos(n-2)\alpha\\+C_{2n-4,n-2}\,.\,C_{4,2}\cos(n-4)\alpha+\cdots+C_{2n,n}\cos n\alpha\end{aligned}\right\}; \qquad (28)$$

formule connue.

27. *Formule de Jacobi.* En modifiant très-peu les calculs précédents, on arrive, de la manière la plus simple, à cette célèbre formule.

La fraction

$$\frac{1.3.5\ldots(2p-1)}{2.4.6\ldots\;2p}=\frac{(\frac{1}{2})(\frac{3}{2})\ldots(p-\frac{1}{2})}{1.2.3\ldots p}=\frac{1}{\sqrt{\pi}}\,\frac{\Gamma(p+\frac{1}{2})}{\Gamma(p+1)}.$$

(*) $$\frac{1.3.5\ldots(2p-1)}{2.4.6\ldots\;2p}=\frac{1.2.3\ldots2p}{[2.4.6\ldots2p]^2}=\frac{1}{4^p}C_{2p,p}.$$

Donc

$$X_n = \frac{1}{\pi} \Sigma \frac{\Gamma(p+\frac{1}{2})\Gamma(q+\frac{1}{2})}{\Gamma(p+1)\Gamma(q+1)} a^p b^q \qquad (p+q=n)$$

$$= \frac{1}{\pi} \Sigma \frac{\Gamma(n+1)}{\Gamma(p+1)\Gamma(q+1)} \; \frac{\Gamma(p+\frac{1}{2})\Gamma(q+\frac{1}{2})}{\Gamma(n+1)} a^p b^q$$

$$= \frac{1}{\pi} C_{n,p} a^p b^q \int_0^1 \theta^{p-\frac{1}{2}}(1-\theta)^{q-\frac{1}{2}} d\theta$$

$$= \frac{1}{\pi} \int_0^1 \frac{d\theta}{\sqrt{\theta(1-\theta)}} \Sigma C_{n,p} (a\theta)^p (b-b\theta)^q ;$$

ou, en effectuant la sommation indiquée,

$$X_n = \frac{1}{\pi} \int_0^1 \frac{d\theta}{\sqrt{\theta(1-\theta)}} \left[a\theta + b(1-\theta)\right]^n .$$

Si l'on fait, suivant l'usage, $\theta = \sin^2\varphi$, cette formule devient

$$X_n = \frac{2}{\pi} \int_0^{\frac{\pi}{2}} (a \sin^2\varphi + b \cos^2\varphi)^n d\varphi . \qquad (29)$$

Les équations (27) donnent

$$a = x + \sqrt{x^2-1}, \quad b = x - \sqrt{x^2-1} ;$$

donc

$$X_n = \frac{2}{\pi} \int_0^{\frac{\pi}{2}} d\varphi \left[x - \sqrt{x^2-1} \cos 2\varphi\right]^n ;$$

ou, ce qui est équivalent,

$$X_n = \frac{1}{\pi} \int_0^{\pi} (x - \sqrt{x^2-1} \cos\omega)^n d\omega ; \qquad (30)$$

formule de Jacobi (*).

28. *Huitième expression de* X_n. Si, dans la dernière intégrale,

(*) Dirichlet et M. H. Laurent l'attribuent à LAPLACE.

on néglige la partie imaginaire (nécessairement nulle), on a, en reprenant $\frac{\pi}{2}$ pour limite supérieure :

$$X_n = \frac{2}{\pi}\int_0^{\frac{\pi}{2}} d\omega\left[x^n - \frac{n(n-1)}{1.2}x^{n-2}(1-x^2)\cos^2\omega + \cdots\cdots\right].$$

En général,

$$\int_0^{\frac{\pi}{2}} \cos^{2p}\omega d\omega = \frac{\pi}{2}\,\frac{1.3.5\ldots(2p-1)}{2.4.6\ldots\;2p}.$$

Par conséquent,

$$X_n = x^n - \frac{n(n-1)}{1.2}\,\frac{1}{2}x^{n-2}(1-x^2) + \frac{n(n-1)(n-2)(n-3)}{1.2.3.4}\,\frac{1.3}{2.4}x^{n-4}(1-x^2)^2 - \cdots;$$

ou, plus simplement,

$$X_n = x^n - \frac{n(n-1)}{2^2}x^{n-2}(1-x^2) + \frac{n(n-1)(n-2)(n-3)}{2^2.4^2}x^{n-4}(1-x^2)^2 - \cdots \quad (31)$$

29. *Remarques.* — I. Si l'on remplace x par $\cos\alpha$, cette formule devient

$$X_n = \cos^n\alpha - \frac{n(n-1)}{2^2}\cos^{n-2}\alpha\sin^2\alpha + \frac{n(n-1)(n-2)(n-3)}{2^2.4^2}\cos^{n-4}\alpha\sin^4\alpha - \cdots (^*).\quad (32)$$

II. Le même changement, effectué sur la formule (25), la transforme en

$$2^nX_n = (1+\cos\alpha)^n - \left[\frac{n}{1}\right]^2(1+\cos\alpha)^{n-1}(1-\cos\alpha) + \cdots\cdots;$$

ce que l'on peut écrire ainsi :

$$X_n = \cos^{2n}\frac{\alpha}{2} - \left[\frac{n}{1}\right]^2\cos^{2n-2}\frac{\alpha}{2}\sin^2\frac{\alpha}{2} + \cdots\cdots \quad \ldots\ldots (33)$$

(*) Ce développement est plus simple que celui qui a été donné par Dirichlet. (*Journal de Crelle,* t. XVII.)

III. On peut vérifier que les seconds membres des égalités (32), (33), de formes différentes, sont identiques au fond (*).

IV. Si, dans les formules (25), (31), on égale les coefficients de x^n, on trouve

$$1+\left[\frac{n}{1}\right]^2+\left[\frac{n(n-1)}{1.2}\right]^2+\cdots+\left[\frac{n}{1}\right]^2+1$$
$$=2^n\left\{1+\frac{n(n-1)}{2^2}+\frac{n(n-1)(n-2)(n-3)}{2^2.4^2}+\cdots\right\}.$$

Le premier membre égale $C_{2n,n}$ (**). Ainsi

$$1+\frac{n(n-1)}{2^2}+\frac{n(n-1)(n-2)(n-3)}{2^2.4^2}+\cdots=\frac{1}{2^n}C_{2n,n}. \quad . \quad . \quad (34)$$

Par exemple,

$$1+\frac{5.4}{2^2}+\frac{5.4.3.2}{2^2.4^2}=\frac{1}{32}\cdot\frac{10.9.8.7.6}{1.2.3.4.5}.$$

V. Il est visible que

$$C_{2n,n}=2^n\,\frac{1.3.5\ldots(2n-1)}{1.2.3\ldots\ n};$$

donc l'identité (34) peut être écrite ainsi :

$$1+\frac{n(n-1)}{2^2}+\frac{n(n-1)(n-2)(n-3)}{2^2.4^2}+\cdots=\frac{1.3.5\ldots(2n-1)}{1.2.3\ldots\ n}. \quad (35)$$

VI. Dans celle-ci, le second membre est réductible à la forme $\frac{N}{2^k}$, N et k étant des nombres entiers (***) : il en est donc de même pour le premier membre.

Exemple :

$$1+\frac{9.8}{2^2}+\frac{9.8.7.6}{2^2.4^2}+\frac{9.8.7.6.5.4}{2^2.4^2.6^2}+\frac{9.8.7.6.5.4.3.2}{2^2.4^2.6^2.8^2}=\frac{10\ 155}{2^7}.$$

(*) *Nouvelle Correspondance mathématique*, t. II, p. 286.
(**) *Mélanges mathématiques*, p. 158.
(***) *Cours d'Analyse de l'Université de Liége*, seconde édition, p. 75.

VII. La formule (31) donne

$$\frac{dX_n}{dx} = nx^{n-1} - \frac{n(n-1)}{4}\left[(n-2)x^{n-3}(1-x^2) - 2x^{n-1}\right] + \cdots;$$

et, pour $x = 1$:

$$\left(\frac{dX_n}{dx}\right)_1 = \frac{n(n+1)}{2}.$$

Cette valeur nous servira plus tard.

VIII. D'après les formules (32), (33), *les équations*

$$\cos^n\alpha - \frac{n(n-1)}{2^2}\cos^{n-2}\alpha\sin^2\alpha + \frac{n(n-1)(n-2)(n-3)}{2^2.4^2}\cos^{n-4}\alpha\sin^4\alpha - \cdots = 0,$$

$$\cos^{2n}\frac{\alpha}{2} - \left[\frac{n}{1}\right]^2\cos^{2n-2}\frac{\alpha}{2}\sin^2\frac{\alpha}{2} + \left[\frac{n(n-1)}{1.2}\right]^2\cos^{2n-4}\frac{\alpha}{2}\sin^4\frac{\alpha}{2} - \cdots = 0$$

admettent les mêmes solutions : je veux dire que si, dans la seconde, on remplaçait $\cos^2\frac{\alpha}{2}$ par $\frac{1}{2}(1+\cos\alpha)$, $\sin^2\frac{\alpha}{2}$ par $\frac{1}{2}(1-\cos\alpha)$, ces deux équations pourraient être identifiées. Cela étant, posons :

$$\cot\alpha = y, \quad \cot\tfrac{\alpha}{2} = z.$$

En négligeant les valeurs de α qui répondent à $\sin\alpha = 0$, $\sin\frac{\alpha}{2} = 0$, nous aurons

$$y^n - \frac{n(n-1)}{2^2}y^{n-2} + \frac{n(n-1)(n-2)(n-3)}{2^2.4^2}y^{n-4} - \cdots = 0, \quad (36)$$

$$z^{2n} - \left[\frac{n}{1}\right]^2 z^{2n-2} + \left[\frac{n(n-1)}{1.2}\right]^2 z^{2n-4} - \cdots = 0. \quad . \quad . \quad . \quad (37)$$

Ainsi, *l'équation réciproque* (37) *est réductible à l'équation* (36). On a, d'ailleurs,

$$y = \frac{1}{2}\left(z - \frac{1}{z}\right). \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (38)$$

IX. La *théorie des équations réciproques* prouve qu'une autre *réduite* de l'équation (37) résulte de la formule

$$s = \frac{1}{2}\left(z + \frac{1}{z}\right).$$

On a donc, entre y et s, la relation

$$s^2 - y^2 = 1.$$

Soit, par exemple, $n = 4$. Les équations (37), (36) deviennent, respectivement :

$$z^8 - 16z^6 + 36z^4 - 16z^2 + 1 = 0, \qquad y^4 - 3y^2 + \frac{5}{8} = 0.$$

Quant à l'équation en s, elle est, d'après la règle ordinaire,

$$8s^4 - 40s^2 + 35 = 0.$$

Par suite :

$$y^2 = \frac{6 \pm \sqrt{30}}{4}, \quad s^2 = \frac{10 \pm \sqrt{30}}{4};$$

etc.

30. *Neuvième expression de* X_n. Écrivons ainsi la formule (30) :

$$X_n = \frac{1}{\pi}\int_0^{\pi} \left(\cos\alpha + \sqrt{-1}\sin\alpha\cos\omega\right)^n d\omega \;(^*) ; \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (39)$$

et posons :

$$\cos\alpha = \rho\cos\varphi, \quad \sin\alpha\cos\omega = \rho\sin\varphi.$$

Il résulte, de ces équations :

$$\rho^2 = \cos^2\alpha + \sin^2\alpha\cos^2\omega, \quad \operatorname{tg}\varphi = \operatorname{tg}\alpha\cos\omega;$$

puis :

$$\rho = \frac{\cos\alpha}{\cos\varphi}, \quad \cos\omega = \frac{\operatorname{tg}\varphi}{\operatorname{tg}\alpha}, \quad \sin\omega = \frac{\sqrt{\sin^2\alpha - \sin^2\varphi}}{\sin\alpha\cos\varphi},$$

$$d\omega = -\frac{\cos\alpha\, d\varphi}{\cos\varphi\sqrt{\sin^2\alpha - \sin^2\varphi}},$$

$$X_n = -\frac{1}{\pi}\int_{\alpha}^{-\alpha}\left(\frac{\cos\alpha}{\cos\varphi}\right)^n\left(\cos n\varphi + \sqrt{-1}\sin n\varphi\right)\frac{\cos\alpha\, d\varphi}{\cos\varphi\sqrt{\sin^2\alpha - \sin^2\varphi}}$$

(*) La fonction X_n étant réelle, il est indifférent de prendre $\sqrt{-1}$ avec le signe + ou avec le signe —. Afin que l'arc φ soit inférieur à π (en valeur absolue), nous adoptons le signe +.

En négligeant la partie imaginaire, nécessairement nulle, on a donc, au lieu de la formule de Jacobi,

$$X_n = \frac{2}{\pi} \cos^{n+1}\alpha \int_0^{\alpha} \frac{\cos n\varphi}{\cos^{n+1}\varphi} \frac{d\varphi}{\sqrt{\sin^2\alpha - \sin^2\varphi}} \quad \ldots\ldots (40)$$

31. *Remarque.* D'après ce que nous venons de dire, et α *étant inférieur à* $\frac{\pi}{2}$:

$$\int_0^{\alpha} \frac{\sin n\varphi}{\cos^{n+1}\varphi} \frac{d\varphi}{\sqrt{\sin^2\alpha - \sin^2\varphi}} = 0. \quad \ldots\ldots\ldots (41)$$

32. *Suite.* Soient

$$\varphi = \frac{\theta}{2}, \quad \alpha = \frac{\beta}{2}:$$

la formule (40) devient

$$X_n = \frac{2}{\pi} \cos^{n+1}\frac{\beta}{2} \int_0^{\beta} \frac{\cos\frac{n}{2}\theta}{\cos^{n+1}\frac{\theta}{2}} \frac{d\theta}{\sqrt{2(\cos\theta - \cos\beta)}} \quad \ldots\ldots (42)$$

Celle-ci a quelque analogie avec l'expression

$$X_n = \frac{2}{\pi} \int_0^{\beta} \frac{\cos(n + \frac{1}{2})\theta d\theta}{\sqrt{2(\cos\theta - \cos\beta)}},$$

que M. Mehler a trouvée en transformant, d'une manière simple, les valeurs de X_n données par Dirichlet (*).

IV

AUTRES INTÉGRALES.

33. D'après une formule démontrée par Lagrange, $\cos n\varphi$ est développable suivant les puissances de $\cos\varphi$, les exposants de ces puissances étant de *même parité* que n. La substitution, dans la

(*) *Annales de Clebsch*, t. V.

formule (40), donne donc une somme de termes de la forme

$$B_q = \int_0^{\alpha} \frac{d\varphi}{\cos^q \varphi \sqrt{\sin^2\alpha - \sin^2\varphi}}; \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (43)$$

l'exposant q étant *impair* (*).

Posons

$$\sin\varphi = \sin\alpha \sin\theta : \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (44).$$

il résulte, de cette transformation connue,

$$B_q = \int_0^{\frac{\pi}{2}} \frac{d\theta}{\cos^{q+1}\varphi};$$

ou, en remplaçant $q + 1$ par $2p$:

$$B_{2p-1} = \int_0^{\frac{\pi}{2}} \frac{d\theta}{(\cos^2\alpha \sin^2\theta + \cos^2\theta)^p} \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (45)$$

34. En général, soit

$$V_p = \int_0^{\frac{\pi}{2}} \frac{d\theta}{(a\sin^2\theta + b\cos^2\theta)^p} \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (46)$$

On sait que

$$V_1 = \frac{\pi}{2(ab)^{\frac{1}{2}}}, \quad V_2 = \frac{\pi}{4}\frac{a+b}{(ab)^{\frac{3}{2}}}, \quad V_3 = \frac{\pi}{16}\frac{3a^2+2ab+3b^2}{(ab)^{\frac{5}{2}}}, \ \ldots (^{**});$$

mais, chose à laquelle on n'a peut-être pas fait attention, cette intégrale V_p est, très-simplement, réductible à X_{p-1}.

Pour le faire voir, je considère l'intégrale

$$L = \int_0^{\frac{\pi}{2}} \frac{d\theta}{a\sin^2\theta + b\cos^2\theta + \lambda} = \int_0^{\frac{\pi}{2}} \frac{d\theta}{(a+\lambda)\sin^2\theta + (b+\lambda)\cos^2\theta}.$$

(*) S'il était *pair*, B_q dépendrait des intégrales elliptiques.

(**) TORTOLINI, *Journal de Crelle*, t. XXXIV; BIERENS DE HAAN, table 67.

D'après la valeur de V_1,

$$L = \frac{\pi}{2\sqrt{(a+\lambda)(b+\lambda)}} \quad \ldots\ldots\ldots\ldots \quad (47)$$

De plus,

$$\frac{d^{p-1}L}{d\lambda^{p-1}} = (-1)^{p-1}\, 1.2.3\ldots(p-1)\int_0^{\frac{\pi}{2}} \frac{d\theta}{(a\sin^2\theta + b\cos^2\theta + \lambda)^p}.$$

Et comme cette dernière intégrale se réduit à V_p, si $\lambda = 0$, on peut écrire

$$V_p = \frac{(-1)^{p-1}}{1.2.3\ldots(p-1)}\,\frac{d^{p-1}L}{d\lambda^{p-1}}, \quad \ldots\ldots\ldots \quad (48)$$

pourvu que, dans le résultat du calcul, on fasse $\lambda = 0$.

D'après ce que l'on a vu précédemment (**25**), le coefficient de z^{p-1}, dans le développement de $(1-gz)^{-\frac{1}{2}}(1-hz)^{-\frac{1}{2}}$, est

$$X_{p-1} = \frac{2}{\pi}\int_0^{\frac{\pi}{2}} (g\sin^2\theta + h\cos^2\theta)^{p-1}\,d\theta \; (^*).$$

De même, le coefficient de λ^{p-1}, dans le développement de L, est

$$\frac{\pi}{2\sqrt{ab}}(-1)^{p-1}\frac{2}{\pi}\int_0^{\frac{\pi}{2}}\left(\frac{1}{a}\sin^2\theta + \frac{1}{b}\cos^2\theta\right)^{p-1} d\theta,$$

ou

$$(-1)^{p-1}(ab)^{-(p-\frac{1}{2})}\int_0^{\frac{\pi}{2}}(a\cos^2\theta + b\sin^2\theta)^{p-1}\,d\theta;$$

ou, ce qui est équivalent,

$$(-1)^{p-1}(ab)^{-(p-\frac{1}{2})}\int_0^{\frac{\pi}{2}}(a\sin^2\theta + b\cos^2\theta)^{p-1}\,d\theta \; (^{**}).$$

(*) Pour plus de clarté, nous remplaçons a et b par g et h.

(**) Les limites étant 0 et $\frac{\pi}{2}$, l'intégrale ne change pas, si θ est remplacé par son complément.

Ainsi, le terme en λ^{p-1}, dans le développement dont il s'agit, est

$$(-1)^{p-1}\lambda^{p-1}(ab)^{-(p-\frac{1}{2})}\int_0^{\frac{\pi}{2}}(a\sin^2\theta+b\cos^2\theta)^{p-1}d\theta.$$

Ce terme est le seul dont la dérivée $(p-1)^{ième}$ ne s'annule pas avec λ. La formule (48) devient donc

$$V_p=(ab)^{-(p-\frac{1}{2})}\int_0^{\frac{\pi}{2}}(a\sin^2\theta+b\cos^2\theta)^{p-1}d\theta \quad \ldots\ldots \quad (49)$$

Comparant cette expression avec celle qui définit V_p (46), on a ce résultat remarquable, et que je crois nouveau :

$$\int_0^{\frac{\pi}{2}}\frac{d\theta}{(a\sin^2\theta+b\cos^2\theta)^p}=\frac{1}{(ab)^{p-\frac{1}{2}}}\int_0^{\frac{\pi}{2}}(a\sin^2\theta+b\cos^2\theta)^{p-1}d\theta. \quad (50)$$

35. Si, comme au n° **26**, on suppose

$$a=x+\sqrt{x^2-1},\quad b=x-\sqrt{x^2-1},$$

on a, au lieu des relations (49), (50) :

$$V_p=\int_0^{\frac{\pi}{2}}\frac{d\theta}{(x-\sqrt{x^2-1}\cos 2\theta)^p}=\int_0^{\frac{\pi}{2}}(x-\sqrt{x^2-1}\cos 2\theta)^{p-1}d\theta,$$

ou

$$V_p=\frac{1}{2}\int_0^{\pi}\frac{d\omega}{(x-\sqrt{x^2-1}\cos\omega)^p}=\frac{1}{2}\int_0^{\pi}(x-\sqrt{x^2-1}\cos\omega)^{p-1}d\omega\,(*);(51)$$

et, par conséquent,

$$V_p=\frac{\pi}{2}X_{p-1}\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots \quad (52)$$

(*) L'équation

$$\int_0^{\pi}\frac{d\omega}{(x-\sqrt{x^2-1}\cos\omega)^p}=\int_0^{\pi}(x-\sqrt{x^2-1}\cos\omega)^{p-1}d\omega$$

a été donnée par Jacobi. (Heine, *Fonctions sphériques,* seconde édition, p. 56.)

36. On tire, de l'équation (46) :

$$\frac{dV_p}{da} = -p \int_0^{\frac{\pi}{2}} \frac{\sin^2\theta\, d\theta}{(a\sin^2\theta + b\cos^2\theta)^{p+1}},$$

$$\frac{dV_p}{db} = -p \int_0^{\frac{\pi}{2}} \frac{\cos^2\theta\, d\theta}{(a\sin^2\theta + b\cos^2\theta)^{p+1}};$$

donc, par addition,

$$V_{p+1} = -\frac{1}{p}\left(\frac{dV_p}{da} + \frac{dV_p}{db}\right). \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (53)$$

37. Les premières valeurs de V_p (**34**), ou la formule (49), conduisent à supposer

$$V_p = \frac{\pi}{2^p\Gamma(p)} \frac{N_p}{(ab)^{p-\frac{1}{2}}}, \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (54)$$

N_p étant un *polynôme entier*. La valeur de ce polynôme, sous forme d'intégrale définie, est

$$N_p = \frac{1}{\pi} 2^p\Gamma(p) \int_0^{\frac{\pi}{2}} (a\sin^2\theta + b\cos^2\theta)^{p-1} d\theta. \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (55)$$

En outre, d'après l'équation (53),

$$N_{p+1} = (2p-1)(a+b)N_p - 2ab\left(\frac{dN_p}{da} + \frac{dN_p}{db}\right) \text{ (*) } . \quad . \quad . \quad (56)$$

Si l'on part de

$$N_1 = \frac{2}{\pi}\int_0^{\frac{\pi}{2}} d\theta = 1,$$

cette formule (56) donne, successivement :

$N_2 = a + b$, $\quad N_3 = 3a^2 + 2ab + 3b^2$, $\quad N_4 = (a+b)(15a^2 - 6ab + 15b^2)$,

etc.

(*) Les équations (53), (56) sont *aux différences mêlées*.

38. Les polynômes N_p jouissent des propriétés suivantes, qu'il suffit d'énoncer :

1° N_p est une *fonction homogène*, dans laquelle a et b entrent symétriquement, et *dont le degré est* p — 1 ;

2° *La somme des coefficients de* N_p *égale* $2^{p-1}\Gamma(p)$;

3° Si l'on suppose $a = b = 1$, on a

$$\frac{dN_p}{da} = \frac{dN_p}{db} = (p-1)\,2^{p-2}\,\Gamma(p) ;$$

4° D'après la théorie des fonctions homogènes,

$$a\frac{dN_p}{da} + b\frac{dN_p}{db} = (p-1)\,N_p ; \quad \ldots\ldots\ldots \quad (57)$$

5° Si l'on fait

$$a + b = \lambda, \quad ab = \mu,$$

le développement de N_p prend la forme

$$A\lambda^{p-1} + B\lambda^{p-3}\mu + C\lambda^{p-5}\mu^2 + \cdots ;$$

etc.

39. Lorsque $b = 1$, ce qui arrive pour la fonction B_{2p-1} (**33**), la formule (56) n'est plus applicable; mais on peut la remplacer par celle que l'on obtient en éliminant $\frac{dN_p}{db}$; savoir

$$N_{p+1} = \left[a + (2p-1)\,b\right] N_p + 2a\,(a-b)\,\frac{dN_p}{da} ;$$

et, dans le cas particulier considéré :

$$N_{p+1} = (a + 2p - 1)\,N_p + 2a\,(a-1)\frac{dN_p}{da} \quad \ldots\ldots \quad (58)$$

Enfin, si $a = x^2$, la dernière relation devient, à cause de $\frac{dN_p}{da} = \frac{1}{2x}\,\frac{dN_p}{dx}$:

$$N_{p+1} = (x^2 + 2p - 1)\,N_p + x\,(x^2-1)\,\frac{dN_p}{dx} ; \quad \ldots\ldots \quad (59)$$

et la formule (54) :

$$V_p = B_{2p-1} = \frac{\pi}{2^p\Gamma(p)}\,\frac{N_p}{x^{2p-1}} \quad \ldots\ldots\ldots \quad (60)$$

40. *Relations entre les polynômes* X *et* N. Écrivons ainsi la formule de Lagrange, déjà citée (**33**) :

$$\cos n\varphi = a_0 \cos^n \varphi + a_2 \cos^{n-2} \varphi + a_4 \cos^{n-4} \varphi + \cdots; \quad . \quad . \quad . \quad (61)$$

puis développons l'équation

$$X_n = \frac{2}{\pi} \cos^{n+1} \alpha \int_0^\alpha \frac{\cos n\varphi}{\cos^{n+1}\varphi} \frac{d\varphi}{\sqrt{\sin^2\alpha - \sin^2\varphi}}, \quad . \quad . \quad . \quad (40)$$

en ayant égard aux relations :

$$\cos\alpha = x,$$

$$B_{2p-1} = \int_0^\alpha \frac{d\varphi}{\cos^{2p-1}\varphi \sqrt{\sin^2\alpha - \sin^2\varphi}} \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (45)$$

Nous trouvons

$$X_n = \frac{2}{\pi} [a_0 B_1 + a_2 B_3 + a_4 B_5 + \cdots] x^{n+1};$$

ou, par les formules (60) :

$$X_n = a_0 N_1 x^n + \frac{a_2}{1.2} N_2 x^{n-2} + \frac{a_4}{1.2.2^2} N_3 x^{n-4} + \cdots \quad . \quad . \quad . \quad (62)$$

41. *Vérifications.* Les premières valeurs des quantités N sont, d'après le n° **37** et la formule (59) :

$$N_1 = 1, \quad N_2 = x^2 + 1, \quad N_3 = 3x^4 + 2x^2 + 3, \quad N_4 = 15x^6 + 9x^4 + 9x^2 + 15,$$
$$N_5 = 105x^8 + 60x^6 + 54x^4 + 60x^2 + 105, \ldots$$

D'un autre côté, par la formule de Lagrange :

$$\cos\varphi = \cos\varphi,$$
$$\cos 2\varphi = 2\cos^2\varphi - 1,$$
$$\cos 3\varphi = 4\cos^3\varphi - 3\cos\varphi,$$
$$\cos 4\varphi = 8\cos^4\varphi - 8\cos^2\varphi + 1,$$
$$\cos 5\varphi = 16\cos^5\varphi - 20\cos^3\varphi + 5\cos\varphi,$$
$$\cdots\cdots\cdots\cdots\cdots\cdots;$$

donc :

$$\begin{array}{lllll} \textit{pour}\ n=1: & a_0=1; & & \\ \text{»}\ \ n=2: & a_0=2, & a_2=-1; & \\ \text{»}\ \ n=3: & a_0=4, & a_2=-3; & \\ \text{»}\ \ n=4: & a_0=8, & a_2=-8, & a_4=1; \\ \text{»}\ \ n=5: & a_0=16, & a_2=-20, & a_4=5; \\ \ldots\ldots & \ldots\ldots\ldots\ldots & & \end{array}$$

Cela posé, on trouve, par l'application de la formule (62) :

$$\begin{aligned} X_1 &= x; \\ X_2 &= 2x^2 - \tfrac{1}{2}(x^2+1) = \tfrac{1}{2}(3x^2-1); \\ X_3 &= 4x^3 - \tfrac{3}{2}(x^2+1)x = \tfrac{1}{2}(5x^3-3x); \\ X_4 &= 8x^4 - 4(x^2+1)x^2 + \tfrac{1}{8}(3x^4+2x^2+3) = \tfrac{1}{8}(35x^4-30x^2+3); \\ X_5 &= 16x^5 - 10(x^2+1)x^3 + \tfrac{5}{8}(3x^4+2x^2+3)x = \tfrac{1}{8}(63x^5-70x^3+15x); \end{aligned}$$

comme précédemment (**16**).

42. *Valeur générale de* N_{p+1}. Le développement rappelé ci-dessus (**34**), et la formule (55), écrite ainsi :

$$N_{p+1} = \frac{2}{\pi} 2^p \Gamma(p+1) \int_0^{\frac{\pi}{2}} (x^2 \sin^2\theta + \cos^2\theta)^p \, d\theta, \quad \ldots \quad (63)$$

donnent, indifféremment (*),

$$\left.\begin{aligned} N_{p+1} &= 1.3.5\ldots(2p-1)x^{2p} + \frac{p}{1}.1.3.5\ldots(2p-3).1\,x^{2p-2} \\ &+ \frac{p(p-1)}{1.2}\,1.3.5\ldots(2p-5).1.3.x^{2p-4} + \cdots + 1.3.5\ldots(2p-1). \end{aligned}\right\} \quad (64)$$

(*) En vertu de la formule connue (**20**) :

$$\int_0^{\frac{\pi}{2}} \sin^{2m}\theta \cos^{2p-2m}\theta \, d\theta$$

$$= \frac{\pi}{2}\left(\frac{1}{2}\right)^p \frac{1}{\Gamma(p+1)}\, 1.3.5\ldots(2m-1) \times 1.3.5\ldots(2p-2m-1),$$

le terme général de N_{p+1} est

$$C_{p,m}.1.3.5\ldots(2m-1) \times 1.3.5\ldots(2p-2m-1)x^{2p-2m}.$$

Si, par exemple, $p = 4$:

$$N_5 = 1.3.5.7x^8 + 4.1.3.5.1x^6 + 6.1.3.1.3x^4 + 4.1.1.3.5x^2 + 1.3.5.7$$
$$= 105x^8 + 60x^6 + 54x^4 + 60x^2 + 105;$$

comme ci-dessus.

43. *Transformation de la formule* (62). Dans le second membre, changeons x en $\frac{1}{x}$, puis multiplions, par x^n, chacun des résultats. Nous trouvons ainsi, en négligeant les coefficients :

$$\left(\frac{1}{x^2} + 1\right) \frac{1}{x^{n-2}} x^n = N_2, \quad \left(\frac{3}{x^4} + \frac{2}{x^2} + 3\right) \frac{1}{x^{n-4}} x^n = N_3, \text{ etc.}$$

Ainsi, ce second membre prend la forme plus simple :

$$a_0 N_1 + \frac{a_2}{1.2} N_2 + \frac{a_4}{1.2.2^2} N_3 + \frac{a_6}{1.2.3.2^3} N_4 + \cdots$$

Pour effectuer le même changement sur le premier membre, il faut d'abord mettre X_n sous l'une des formes indiquées précédemment. Si l'on adopte, par exemple, la formule de Jacobi, on trouve

$$\left.\begin{aligned} &\frac{1}{\pi} \int_0^{\pi} (1 - \sqrt{1 - x^2} \cos \omega)^n \, d\omega \\ = &\, a_0 N_1 + \frac{a_2}{1.2} N_2 + \frac{a_4}{1.2.2^2} N_3 + \frac{a_6}{1.2.3.2^3} N_4 + \cdots \end{aligned}\right\} \quad . \ . \ . \ (65)$$

44. *Relations entre les coefficients* $a_0, a_2, a_4, \ldots$. On a

$$\int_0^{\pi} (1 - \sqrt{1 - x^2} \cos \omega)^n \, d\omega = 2 \int_0^{\frac{\pi}{2}} (1 - \sqrt{1 - x^2} \cos \varphi) \, d\varphi;$$

pourvu que, dans le développement de la seconde différentielle, on néglige les puissances *impaires* de $\cos \varphi$. Si l'on remet, pour $N_1, N_2, N_3, \ldots$ leurs valeurs (63), l'équation (65) devient

$$\begin{aligned} &\int_0^{\frac{\pi}{2}} (1 - t \cos \varphi)^n \, d\varphi \\ = &\int_0^{\frac{\pi}{2}} d\varphi \left[a_0 + a_2 (1 - t^2 \cos^2 \varphi) + a_4 (1 - t^2 \cos^2 \varphi)^2 + \cdots\right]; \end{aligned} \quad . \ (66)$$

t représentant $\sqrt{1 - x^2}$.

Ordonnant les deux membres suivant les puissances de t, et identifiant, on trouve ces équations remarquables :

$$\left.\begin{aligned} a_0 + a_2 + a_4 + a_6 + a_8 + \cdots &= 1, \\ a_2 + 2a_4 + 3a_6 + 4a_8 + \cdots &= -\frac{n(n-1)}{1.2}, \\ a_4 + 3a_6 + 6a_8 + \cdots &= +\frac{n(n-1)(n-2)(n-3)}{1.2.3.4}, \\ a_6 + 4a_8 + \cdots &= -\frac{n(n-1)\ldots(n-5)}{1.2.\ .6}, \\ a_8 + \cdots &= +\frac{n(n-1)\ldots(n-7)}{1.2\ldots8}, \\ \ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots \end{aligned}\right\} . \quad (67)$$

On en peut conclure, soit la *vérification* des valeurs de a_0, a_2, a_4, ..., soit diverses identités, parmi lesquelles je choisis ces deux-ci :

$$2^{n-1} - 1 = \frac{n^2(n^2-2^2)\ldots\left(n^2-\overline{n-4}^2\right)}{1.2\ldots\quad(n-2)} - \frac{n^2(n^2-2^2)\ldots\left(n^2-\overline{n-6}^2\right)}{1.2\ldots\quad(n-4)} + \cdots \pm 1, (68)$$

$$\left.\begin{aligned} &2^{n-1} - (\sqrt{2})^n \cos\frac{n\pi}{4} \\ &= 2.\frac{n^2(n^2-2^2)\ldots\left(n^2-\overline{n-4}^2\right)}{1.2\ldots\quad(n-2)} - 2^2\frac{n^2(n^2-2^2)\ldots\left(n^2-\overline{n-6}^2\right)}{1.2\ldots\quad(n-4)} + \cdots \pm 2^{\frac{n}{2}} \end{aligned}\right\} (^*). (69)$$

Si, par exemple, $n = 10$, on a :

$$2^9 - 1 = \frac{10^2.12.8.14.6.16.4}{2.3.4.5.6.7.8} - \frac{10^2.12.8.14.6}{2.3.4.5.6} + \frac{10^2.12.8}{2.3.4} - \frac{10^2}{2} + 1,$$

$$2^9 = 2.\frac{10^2.12.8.14.6.16.4}{2.3.4.5.6.7.8} - 2^2.\frac{10^2.12.8.14.6}{2.3.4.5.6} + 2^3.\frac{10^2.12.8}{2.3.4} - 2^4.\frac{10^2}{2} + 2^5;$$

ou

$$511 = 1\,280 - 1\,120 + 400 - 50 + 1,$$

$$512 = 2\,560 - 4\,480 + 3\,200 - 800 + 32;$$

ce qui est exact.

(*) n est supposé *pair*.

45. *Remarque.* Lorsque n est *pair*, les valeurs des coefficients a_0, a_2, a_4,... peuvent être écrites ainsi :

$$a_0 = \frac{n}{n} 2^{n-1} C_{n-1,0}, \qquad a_2 = -\frac{n}{n-2} 2^{n-3} C_{n-2,1},$$

$$a_4 = \frac{n}{n-4} 2^{n-5} C_{n-3,2}, \quad a_6 = -\frac{n}{n-6} 2^{n-7} C_{n-4,3}, \ldots (^*).$$

Au moyen de ce changement, l'identité (68) devient

$$\frac{2^{n-3}}{n-2} C_{n-2,1} - \frac{2^{n-5}}{n-4} C_{n-3,2} + \frac{2^{n-7}}{n-6} C_{n-4,3} - \cdots \pm \frac{1}{n} = \frac{2^{n-1}-1}{n} \quad (70)$$

46. *Fonction génératrice des polynômes* N. Reprenons la formule

$$\frac{N_{p+1}}{2^p \Gamma(p+1)} = \frac{2}{\pi} \int_0^{\frac{\pi}{2}} (x^2 \sin^2\theta + \cos^2\theta)^p \, d\theta \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (65)$$

D'après la définition de Laplace, la fonction *génératrice* du premier membre est

$$v = \sum_0^\infty \frac{N_{p+1}}{2^p \Gamma(p+1)} z^p \, (^{**}). \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (71)$$

Il est visible que

$$v = \frac{2}{\pi} \int_0^{\frac{\pi}{2}} \frac{d\theta}{1 - (x^2 \sin^2\theta + \cos^2\theta) z};$$

ou, par la formule connue (**34**) :

$$v = \frac{1}{\sqrt{(1 - x^2 z)(1 - z)}} \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (72)$$

Donc, *si l'on réduit en série cette fonction* v, *le coefficient de* z^p *sera* $\frac{N_{p+1}}{2^p \Gamma(p+1)}$. A cause de l'analogie qui existe entre v et u, les

(*) Voir, par exemple : Le Cointe, *Théorie des fonctions circulaires*, p. 127.

(**) On peut toujours supposer que le polynôme N_{p+1} a été divisé par un facteur simple. C'est pourquoi nous disons : *fonction génératrice des polynômes* N_p, et non : *fonction génératrice de* $\frac{N_{p+1}}{2^p \Gamma(p+1)}$.

polynômes N doivent jouir de propriétés aussi remarquables, peut-être, que les polynômes X. Nous en avons déjà indiqué quelques-unes. En voici une autre, dont la vérification est facile:

$$\mathrm{N}_{p+1} = (2p-1)(x^2+1)\,\mathrm{N}_p - 4(p-1)^2 x^2 \mathrm{N}_{p-1} \quad . \; . \; . \; . \quad (73)$$

17. *Remarques.* — I. D'après cette égalité, et à cause de $\mathrm{N}_2 = x^2+1$ (**41**) : N_p *se réduit à zéro ou à* $2^{p-1}(1.3.5\ldots\overline{p-2})$, *pour* $x^2 = -1$, *selon que* p *est* PAIR *ou* IMPAIR (*).

II. On a trouvé

$$\left.\begin{aligned} \mathrm{N}_{p+1} = 1.3.5\ldots(2p-1)x^{2p} + \frac{p}{1}\,1.3.5\ldots(2p-3).1.x^{2p-2} \\ + \frac{p(p-1)}{1.2}\,1.3.5\ldots(2p-5)\,1.3x^{2p-4} + \cdots + 1.3.5\ldots(2p-1). \end{aligned}\right\} (64)$$

Donc, par la première Remarque :

$$\left.\begin{aligned} 1.3.5\ldots(2p-1) - \frac{p}{1}\cdot 1.3.5\ldots(2p-3)1 + \frac{p(p-1)}{1.2}\,1.3.5\ldots(2p-5)1.3 - \cdots \\ + 1.3.5\ldots(2p-1) = 2^p(1.3.5\ldots\overline{p-1})^2 \qquad (p\ pair). \end{aligned}\right\} (74)$$

III. Si l'on remplace p par $2n$, et que l'on ait égard à une transformation connue, employée plusieurs fois dans ce Mémoire, on peut écrire ainsi l'identité précédente :

$$\left.\begin{aligned} 1.3.5\ldots(4n-1) - \frac{2n}{1}\cdot 1.3.5\ldots(4n-3)\,1 + \frac{2n(2n-1)}{1.2}\,1.3.5\ldots(4n-5).1.3 \\ - \cdots + 1.3.5\ldots(4n-1) = [(n+1)(n+2)\ldots 2n]^2. \end{aligned}\right\} (75)$$

IV. *Si l'on suppose*

$$u_1 = 1.3.5\ldots(4n-1), \quad u_2 = 1.3.5\ldots(4n-3).1, \quad u_3 = 1.3\ldots(4n-5).1.3,$$
$$\ldots\ldots, \quad u_{2n+1} = 1.3.5\ldots(4n-1);$$

la différence $(2n)^{\text{ième}}$, *de* u_1, *est un carré.*

(*) Ces conclusions résultent, aussi, de la formule (63).

V

SOLUTION D'UN PROBLÈME.

48. Les théorèmes I, II, III, dont les conséquences sont très-nombreuses (*), résultent des valeurs de $\frac{du}{dx}$, $\frac{du}{dz}$, *heureusement* combinées. Pour trouver d'autres théorèmes, proposons-nous la question suivante :

Déterminer trois polynômes :

$$P = ax^2 + bxz + cz^2 + dx + ez + f,$$

$$P' = a'x^2 + b'xz + c'z^2 + d'x + e'z + f',$$

$$Q = \alpha x + \beta y + \gamma;$$

tels, que l'on ait, identiquement :

$$P\frac{du}{dx} + P'\frac{du}{dz} = Qu \text{ (**)} \quad \ldots\ldots\ldots\ldots \quad (76)$$

A cause de

$$\frac{du}{dx} = u^3 z, \quad \frac{du}{dz} = u^3(x - z),$$

la condition (76) devient

$$\begin{aligned} & z(ax^2 + bxz + cz^2 + dx + ez + f) \\ + & (z - x)(a'x^2 + b'xz + c'z^2 + d'x + e'z + f') \\ = & (1 - 2zx + z^2)(\alpha x + \beta z + \gamma). \end{aligned}$$

Identifiant les deux membres, on trouve d'abord :

$$\gamma = 0, \quad a' = 0, \quad d' = 0;$$

$$b = -(a + c' + \alpha + 2\beta), \quad c = c' + \beta, \quad d = -e', \quad e = e',$$

$$f = \alpha + \beta, \quad b' = -(a + 2\alpha), \quad f' = \alpha.$$

(*) On le verra plus loin.

(**) P, P' étant du second degré, il est visible que le polynôme Q doit être du premier degré. Au reste, on pourrait encore généraliser beaucoup la question.

Ainsi, *quelles que soient les quantités* a, c', e', α, β, *l'équation*

$$z\left[\alpha x^2-(a+c'+\alpha+2\beta)xz+(c'+\beta)z^2+e'x+e'z+\alpha+\beta\right]$$
$$+(x-z)\left[-(a+2\alpha)xz+c'z^2+e'z+\alpha\right]=(1-2zx+z^2)(\alpha x+\beta z)$$

est identique.

Pour plus de régularité dans la notation, remplaçons c' par b, e' par d; nous aurons la proposition suivante :

49. THÉORÈME X (*). *La fonction* u *satisfait à l'équation*

$$\left.\begin{array}{l}\left[ax^2-(a+b+\alpha+2\beta)xz+(b+\beta)z^2-dx+dz+\alpha+\beta\right]\dfrac{du}{dx}\\ \quad+\left[-(a+2\alpha)xz+bz^2+dz+\alpha\right]\dfrac{du}{dz}=(\alpha x+\beta z)u\end{array}\right\}. \quad (77)$$

50. COROLLAIRES. — I.

$$-(x-z)(x+1)\frac{du}{dx}+\left[z^2+(1-x)z+1\right]\frac{du}{dz}=u\,(x-z). \quad (78)$$

II.

$$(1-zx)\frac{du}{dx}+(1-2zx)\frac{du}{dz}=ux;\ \ldots\ldots \quad (79)$$

relation très-simple.

III.

$$(x-z)\frac{du}{dx}-z\frac{du}{dz}=0\ \ldots\ldots \quad (80)$$

IV.

$$(x-z)^2\frac{du}{dx}+(xz-1)\frac{du}{dz}+(x-z)u=0;\ \ldots\ldots \quad (81)$$

etc.

51. THÉORÈME XI. *On a, entre deux fonctions consécutives, la relation*

$$\frac{dX_n}{dx}=nX_{n-1}+x\frac{dX_{n-1}}{dx}\ \ldots\ldots \quad (82)$$

(*) Nous reprenons ici la série des théorèmes, interrompue au paragraphe II.

Si, dans le Corollaire III, on remplace u par $\sum_0^\infty X_n z^n$, qu'on identifie les deux membres, et que l'on ait égard à la relation

$$(n+1)X_{n+1} - (2n+1)xX_n + nX_{n-1} = 0, \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (7)$$

on trouve la formule (82).

52. Théorème XII. *On a, entre trois fonctions consécutives, la relation*

$$(x^2-1)\frac{dX_n}{dx} - x\frac{dX_{n-1}}{dx} + \frac{dX_{n-2}}{dx} - nxX_n + (2n-1)X_n = 0. \quad . \quad (83)$$

Même démonstration, combinée avec l'égalité (82).

53. *Remarque.* Le Théorème XI est une conséquence des relations

$$(1-x)\left(\frac{dX_n}{dx} + \frac{dX_{n-1}}{dx}\right) = n\,(X_{n-1} - X_n), \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (8)$$

$$(1+x)\left(\frac{dX_n}{dx} - \frac{dX_{n-1}}{dx}\right) = n\,(X_{n-1} + X_n) \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (9)$$

De même, l'égalité (83) résulte de ces deux-ci, combinées avec l'équation

$$\frac{dX_n}{dx} - \frac{dX_{n-2}}{dx} = (2n-1)X_n \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (13)$$

VI

AUTRES PROPRIÉTÉS DES FONCTIONS X_n (*).

54. Théorème XIII. *Deux fonctions consécutives satisfont à la relation*

$$\frac{1}{n}\frac{d(X_{n-1}X_n)}{dx} = \frac{X_{n-1}^2 - X_n^2}{1-x^2} \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (84)$$

(*) Ce sont celles qui ont été l'occasion du présent travail.

Ce théorème important est une conséquence, immédiate, des formules

$$(1-x^2)\frac{dX_{n-1}}{dx} = n(xX_{n-1} - X_n), \quad \ldots \quad (5)$$

$$(1-x^2)\frac{dX_n}{dx} = n(X_{n-1} - xX_n). \quad \ldots \quad (6)$$

55. Corollaires. — I.

$$\int_0^x \frac{X_{n-1}^2 - X_n^2}{1-x^2}\,dx = \frac{1}{n}X_{n-1}X_n. \quad \ldots \quad (85)$$

Nous n'ajoutons pas de constante, parce *qu'une des fonctions* X_{n-1}, X_n *est divisible par* x (**17**, 30).

II.

$$\int_0^1 \frac{X_{n-1}^2 - X_n^2}{1-x^2}\,dx = \frac{1}{n}. \quad \ldots \quad (86)$$

En effet, pour $x = 1$, $X_n = 1$ (**17**, 10).

III.

$$\int_0^x \frac{1-X_n^2}{1-x^2}\,dx = X_0X_1 + \frac{1}{2}X_1X_2 + \frac{1}{3}X_2X_3 + \cdots + \frac{1}{n}X_{n-1}X_n. \quad (87)$$

Cette égalité est une conséquence du Corollaire I, et de $X_0 = 1$.

IV.

$$\int_0^1 \frac{1-X_n^2}{1-x^2}\,dx = 1 + \frac{1}{2} + \frac{1}{3} + \cdots + \frac{1}{n} \quad \ldots \quad (88)$$

V.

$$\int_0^1 \frac{X_n^2 - X_{2n}^2}{1-x^2}\,dx = 1 - \frac{1}{2} + \frac{1}{3} - \cdots - \frac{1}{2n} \quad \ldots \quad (89)$$

D'après le Corollaire IV, le premier membre égale

$$\frac{1}{n+1} + \frac{1}{n+2} + \cdots + \frac{1}{2n}.$$

Or, il est connu que cette somme est identique avec

$$1-\frac{1}{2}+\frac{1}{3}-\cdots-\frac{1}{2n}\,(^*).$$

VI.

$$\lim\int_0^1 \frac{X_n^2-X_{2n}^2}{1-x^2}\,dx = 1.2. \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (90)$$

Quand n croît indéfiniment, le second membre de l'équation (89) tend vers l.2 : il en est de même, par conséquent, pour le premier membre.

VII.

$$\int_0^x \frac{1+X_1^2+X_2^2+\cdots+X_{n-1}^2-nX_n^2}{1-x^2}\,dx = X_0X_1+X_1X_2+\cdots+X_{n-1}X_n. \quad (91)$$

D'après le Corollaire I, le second membre égale

$$\int_0^x \frac{(X_0^2-X_1^2)+2(X_1^2-X_2^2)+\cdots+n(X_{n-1}^2-X_n^2)}{1-x^2}\,dx$$

$$=\int_0^x \frac{1+X_1^2+X_2^2+\cdots-nX_n^2}{1-x^2}\,dx.$$

VIII.

$$\int_0^1 \frac{1+X_1^2+X_2^2+\cdots+X_{n-1}^2-nX_n^2}{1-x^2}\,dx = n \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (92)$$

IX.

$$\left.\begin{aligned}&\int_0^x \frac{1-2X_1^2+2X_2^2-2X_3^2+\cdots\pm 2X_{n-1}^2\mp X_n^2}{1-x^2}\,dx\\ &=X_1-\frac{1}{2}X_1X_2+\frac{1}{3}X_2X_3-\cdots\pm\frac{1}{n}X_{n-1}X_n\end{aligned}\right\}(^{**}). \quad . \quad (93)$$

(*) *Note sur une formule de M. Botesu.* (Bulletins de l'Académie, juillet 1872.)

(**) On doit prendre les signes supérieurs si n est *impair*.

Autre conséquence du Corollaire I.

X.

$$\int_0^1 \frac{1-2X_1^2+2X_2^2-\cdots\pm 2X_{n-1}^2\mp X_n^2}{1-x^2}dx = 1-\frac{1}{2}+\frac{1}{3}-\cdots\pm\frac{1}{n}. \quad (94)$$

XI.

$$\int_0^1 \frac{X_1^2-X_2^2+X_3^2-\cdots-X_{2n}^2}{1-x^2}dx=\frac{1}{2}\left(1+\frac{1}{2}+\frac{1}{3}+\cdots+\frac{1}{n}\right). \quad (95)$$

Se déduit du Corollairé II, par le changement de n en $2n$.

XII.

$$\int_0^1 \frac{X_{2n+1}^2-X_{2n+2}^2+\cdots-X_{4n}^2}{1-x^2}dx=\frac{1}{2}\left(\frac{1}{n+1}+\frac{1}{n+2}+\cdots+\frac{1}{2n}\right). \quad (96)$$

XIII.

$$\left.\begin{aligned}\lim.\int_0^1 \frac{X_{2n+1}^2-X_{2n+2}^2+\cdots-X_{4n}^2}{1-x^2}dx&=\frac{1}{2}\,\mathrm{l}.2\\ &=\frac{1}{2}\lim\int_0^1\frac{X_n^2-X_{2n}^2}{1-x^2}\,dx.\end{aligned}\right\}\ldots \quad (97)$$

XIV.

$$\int_0^1 \frac{1-2X_1^2+2X_2^2-\cdots-(1\mp 2)X_n^2\pm\cdots-2X_{2n-1}^2+2X_{2n}^2}{1-x^2}dx=0\ (^*). \quad (98)$$

Conséquence des Corollaires V et X.

(*) Le terme du milieu égale X_n^2 ou $-3X_n^2$, selon que n est *pair* ou *impair*. Par exemple :

$$\int_0^1 \frac{1-2X_1^2+X_2^2-2X_3^2+2X_4^2}{1-x^2}dx=0,$$

$$\int_0^1 \frac{1-2X_1^2+2X_2^2-3X_3^2+2X_4^2-2X_5^2+2X_6^2}{1-x^2}dx=0.$$

XV.

$$\left.\begin{aligned}\int_0^x \frac{1-3X_1^2+5X_2^2-7X_3^2+\cdots\pm(2n-1)X_{n-1}^2\mp nX_n^2}{1-x^2}dx\\ = X_0X_1 - X_1X_2 + X_2X_3 - \cdots \pm X_{n-1}X_n.\end{aligned}\right\}\ldots (99)$$

Le Corollaire I donne, successivement :

$$\int_0^x \frac{1-X_1^2}{1-x^2}dx = X_0X_1, \quad \ldots\ldots, \quad n\int_0^x \frac{X_{n-1}^2-X_n^2}{1-x^2}dx = X_{n-1}X_n.$$

Donc, par des soustractions et des additions, on obtient la relation (99) (*).

XVI.

$$\int_0^1 \frac{1-3X_1^2+5X_2^2-\cdots\pm(2n-1)X_{n-1}^2\mp nX_n^2}{1-x^2}dx = \left\{\begin{matrix}0\ (n\ pair)\\ 1\ (n\ impair)\end{matrix}\right\} (100)$$

En vertu de l'équation (99), le second membre est formé de *binômes nuls,* ou de binômes nuls, augmentés de $+1$.

56. Théorème XIV. *On a, entre deux fonctions consécutives, la relation*

$$n\frac{d(X_{n-1}X_n)}{dx} = \left(\frac{dX_n}{dx}\right)^2 - \left(\frac{dX_{n-1}}{dx}\right)^2 \ldots\ldots (101)$$

Des égalités

$$(1-x)\left(\frac{dX_n}{dx}+\frac{dX_{n-1}}{dx}\right) = n(X_{n-1}-X_n), \ldots\ldots (8)$$

$$(1-x)\left(\frac{dX_n}{dx}-\frac{dX_{n-1}}{dx}\right) = n(X_{n-1}+X_n), \ldots\ldots (9)$$

(*) D'après la démonstration, le polynôme

$$1-3X_1^2+5X_2^2-\cdots\pm(2n-1)X_{n-1}^2\pm nX_n^2$$

est divisible par $1-x^2$. Conséquemment,

$$1-3+5-7+\cdots\pm(2n-1) = \mp n.$$

On retrouve ainsi un petit théorème d'Arithmétique, peu remarqué.

on tire

$$(1-x^2)\left[\left(\frac{dX_n}{dx}\right)^2-\left(\frac{dX_{n-1}}{dx}\right)^2\right]=n^2(X_{n-1}^2-X_n^2)\ .\ .\ .\ (102)$$

Le second membre égale $n(1-x^2)\frac{d(X_{n-1}X_n)}{dx}$ (Th. XIII); donc, etc.

57. Corollaires. — I.

$$\int_0^x\left(\frac{dX_n}{dx}\right)^2dx-\int_0^x\left(\frac{dX_{n-1}}{dx}\right)^2dx=nX_{n-1}X_n\ .\quad (103)$$

II.

$$\int_0^1\left(\frac{dX_n}{dx}\right)^2dx-\int_0^1\left(\frac{dX_{n-1}}{dx}\right)^2dx=n.\ .\ .\ .\ .\ (104)$$

III.

$$\int_0^1\left(\frac{dX_n}{dx}\right)^2dx=\frac{1}{2}n\,(n+1)\ .\ .\ .\ .\ .\ .\ .\ .\ .\ .\ (105)$$

Résulte du Corollaire II.

IV.

$$\left.\begin{aligned}&\frac{1}{n}\int_0^x\left(\frac{dX_n}{dx}\right)^2dx+\frac{1}{n(n-1)}\int_0^x\left(\frac{dX_{n-1}}{dx}\right)^2dx+\cdots\\&+\frac{1}{2.1}\int_0^x\left(\frac{dX_1}{dx}\right)^2dx=X_0X_1+X_1X_2+\cdots+X_{n-1}X_n\end{aligned}\right\}..\ (106)$$

Si, après avoir divisé par n les deux membres de l'égalité (103), on change n en $n-1$, $n-2$, ... 1, et que l'on fasse les sommes, on trouve la relation (106).

V.

$$\frac{1}{n}\int_0^1\left(\frac{dX_n}{dx}\right)^2dx+\frac{1}{n(n-1)}\int_0^1\left(\frac{dX_{n-1}}{dx}\right)^2dx+\cdots+\frac{1}{2.1}\int_0^1\left(\frac{dX_1}{dx}\right)^2dx=n.\ (107)$$

VI.

$$\int_0^1\left[\left(\frac{dX_n}{dx}\right)^2-2\left(\frac{dX_{n-1}}{dx}\right)^2+\left(\frac{dX_{n-2}}{dx}\right)^2\right]dx=1\ .\ .\ .\ (108)$$

Conséquence du Corollaire II.

58. *Remarque*. Les seconds membres des équations (91), (106), identiques, s'annulent avec x. Donc

$$1+X_1^2+X_2^2+X_3^2+\cdots+X_{n-1}^2-nX_n^2$$
$$=\frac{1}{n}\left(\frac{dX_n}{dx}\right)^2+\frac{1}{n(n-1)}\left(\frac{dX_{n-1}}{dx}\right)^2+\cdots+\frac{1}{2.1}\left(\frac{dX_1}{dx}\right)^2.$$

Cette égalité est une conséquence de la relation (102) : elle n'exprime rien de nouveau.

59. Théorème XV. *Deux fonctions consécutives satisfont à la relation*

$$2x\frac{d(X_{n-1}X_n)}{dx}=\frac{d(X_{n-1}^2+X_n^2)}{dx} \quad \ldots\ldots\ldots \quad (109)$$

L'élimination de n, entre les équations (8), (9), donne

$$(1+x)(X_{n-1}-X_n)\left(\frac{dX_n}{dx}-\frac{dX_{n-1}}{dx}\right)=(1-x)(X_{n-1}+X_n)\left(\frac{dX_n}{dx}+\frac{dX_{n-1}}{dx}\right),$$

ou

$$\frac{dX_{n-1}}{dx}(X_{n-1}-xX_n)+\frac{dX_n}{dx}(X_n-xX_{n-1})=0;$$

etc.

60. Corollaires. — I.

$$X_{n-1}^2-2xX_{n-1}X_n+X_n^2=-2\int X_{n-1}X_n dx+const \quad \ldots \quad (110)$$

II.

$$X_{n-1}^2-2xX_{n-1}X_n+X_n^2=-2\int_{-1}^{x}X_{n-1}X_n dx \quad \ldots\ldots \quad (111)$$

En effet, pour $x=-1$, la valeur du premier membre est (**17**, 20) :

$$1+2(-1)^{2n-1}+1=0.$$

III.

$$\int_{-1}^{+1}X_{n-1}X_n dx=0; \quad \ldots\ldots\ldots\ldots \quad (112)$$

formule connue.

IV.

$$\int_{-1}^{0} X_{n-1} X_n dx = -\frac{1}{2^{2n+1}} \left[\frac{n(n-1)\ldots\left(\frac{n}{2}+1\right)}{1.2\ldots \quad \frac{n}{2}} \right]^2 (\text{n } pair); \quad . \quad . \quad (113)$$

$$\int_{-1}^{0} X_{n-1} X_n dx = -\frac{1}{2^{2n-1}} \left[\frac{(n-1)(n-2)\ldots\left(\frac{n+1}{2}\right)}{1.2\ldots \quad \left(\frac{n-1}{2}\right)} \right]^2 (\text{n } impair) \quad . \quad (114)$$

Si n est *pair*, X_{n-1} s'annule avec x. En même temps (**17**, 30),

$$X_n = \frac{1.3.5\ldots(n-1)}{2.4.6\ldots \quad n}.$$

Donc, par la relation (111),

$$\int_{-1}^{0} X_{n-1} X_n dx = -\frac{(X_n)^2}{2} = -\frac{1}{2}\left[\frac{1.3.5\ldots(n-1)}{2.4.6\ldots \quad n}\right]^2 = -\frac{1}{2^{2n+1}} \left[\frac{n(n-1)\ldots\left(\frac{n}{2}+1\right)}{1.2\ldots \quad \frac{n}{2}} \right]^2.$$

De même, si n est *impair*.

V.

$$X_{n-1} X_n = \frac{1}{2} \int_0^x \frac{1}{x} d\left[X_{n-1}^2 + X_n^2\right]. \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (115)$$

Divisant, par $2xdx$, les deux membres de l'égalité (109), et intégrant à partir de $x = 0$, on trouve la relation (115).

VI.

$$X_0 X_1 - X_1 X_2 + X_2 X_3 - \cdots \pm X_{n-1} X_n = \pm \frac{1}{2} \int_0^x \frac{1}{x} d\left[X_n^2\right]. \quad (116)$$

VII.

$$\left.\begin{aligned} \int_0^1 \frac{X_n}{x} dX_n &= 0, \qquad (\text{n } pair) \\ \int_0^1 \frac{X_n}{x} dX_n &= +1. \qquad (\text{n } impair) \end{aligned}\right\} \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (117)$$

Même démonstration que ci-dessus. (**53.** Corollaire XVI.)

61. *Remarques.* — I. Les relations (110), (111), (113), (114) nous semblent compléter le théorème exprimé par la formule (112).

II. Si, comme précédemment, on fait $x = \cos\alpha$, le premier membre de l'égalité (111) représente *le carré du troisième côté d'un triangle, dont les deux autres côtés seraient* X_{n-1}, X_n; α *étant l'angle compris entre ces deux côtés. Quant au second membre, il équivaut à* $4\int_{-\pi}^{\alpha} T d\alpha$, T *désignant l'aire du triangle variable.*

III. D'après les relations (99), (116) :

$$\frac{1 - 3X_1^2 + 5X_2^2 - \cdots \pm (2n-1)X_{n-1}^2 \mp nX_n^2}{1 - x^2} = \pm \frac{X_n}{x}\frac{dX_n}{dx} \text{ (*)}. \quad (118)$$

62. Théorème XVI. *On a, entre deux fonctions consécutives, la relation*

$$\frac{1}{x^{n+1}}\frac{dX_{n-1}}{dx} = \frac{d\left(\frac{X_n}{x^n}\right)}{dx} \quad \ldots\ldots\ldots\ldots \quad (119)$$

L'équation connue

$$\frac{dX_{n-1}}{dx} = x\frac{dX_n}{dx} - nX_n \text{ (**)},$$

étant mise sous la forme

$$\frac{1}{x^{n+1}}\frac{dX_{n-1}}{dx} = \frac{1}{x^{n+1}}\left(x\frac{dX_n}{dx} - nX_n\right),$$

on voit que le second membre est la dérivée de $\frac{X_n}{x^n}$.

63. Corollaires. — I.

$$\int \frac{dX_{n-1}}{x^{n+1}} = \frac{X_n}{x^n} + const. \quad \ldots\ldots\ldots \quad (120)$$

(*) Même observation que ci-dessus (58).

(**) Celle-ci, analogue à la relation (82), est, comme cette dernière, une conséquence des égalités (8), (9).

II. *Si* a *est une racine de* $X_n = 0$:

$$\int_a^x \frac{dX_{n-1}}{x^{n+2}} = \frac{X_n}{x^n} \quad \text{. . . . . (121)}$$

III.

$$X_n = \left[1 + \int_{-1}^x \frac{dX_{n-1}}{x^{n+1}}\right] x^n \quad \text{. . . . . (122)}$$

On tire, de l'équation (120),

$$\int_{-1}^x \frac{dX_{n-1}}{x^{n+1}} = \frac{X_n}{x^n} - \left[\frac{X_n}{x^n}\right]_{(x=-1)}.$$

La quantité entre parenthèses égale $\frac{(-1)^n}{(-1)^n} = +1$; etc.

IV. *Si* a, b *sont deux racines de* $X_n = 0$ (*), *on a*

$$\int_a^b \frac{dX_{n-1}}{x^{n+1}} = 0 \quad \text{. . . . . (123)}$$

En effet, le second membre de l'égalité (121) s'annule pour $x = b$ (**).

64. *Formation de* X_n, *au moyen de* X_{n-1}. Soit, pour abréger,

$$X_{n-1} = Ax^{n-1} - Bx^{n-3} + Cx^{n-5} - \ldots; \quad \text{. . . . . (124)}$$

et, par conséquent,

$$\frac{1}{x^{n+1}} \frac{dX_{n-1}}{dx} = \frac{(n-1)A}{x^3} - \frac{(n-3)B}{x^5} + \frac{(n-5)C}{x^7} - \cdots$$

(*) On peut les supposer positives, afin que $\frac{dX_{n-1}}{x^{n+1}}$ reste finie dans l'intervalle.

(**) Cette propriété des fonctions consécutives, X_{n-1}, X_n, nous semble très-remarquable.

La formule (120) donne

$$\frac{X_n}{x^n} = \Gamma - \frac{(n-1)A}{2x^2} + \frac{(n-3)B}{4x^4} - \frac{(n-5)C}{6x^6} + \cdots,$$

ou

$$X_n = \Gamma x^n - \frac{(n-1)A}{2} x^{n-2} + \frac{(n-3)B}{4} x^{n-4} - \frac{(n-5)C}{6} x^{n-6} + \cdots;$$

Γ étant la constante.

On a vu (**19**, II) que $\Gamma = \frac{1}{2^n} C_{2n,n}$; donc enfin

$$X_n = \frac{1}{2^n} C_{2n,n} x^n - \frac{n-1}{2} A x^{n-2} + \frac{n-3}{4} B x^{n-4} - \frac{n-5}{6} C x^{n-6} + \cdots \quad (125)$$

La comparaison des formules (124), (125) donne cette règle simple :

Connaissant X_{n-1}, *on forme le polynôme*

$$P = \frac{n-1}{2} A x^{n-2} - \frac{n-3}{4} B x^{n-4} + \frac{n-5}{6} C x^{n-6} - \cdots,$$

dont les termes sont ceux de $\frac{dX_{n-1}}{dx}$, *respectivement divisés par* 2, 4, 6, ... ; *et l'on a*

$$X_n = \frac{1}{2^n} C_{2n,n} x^n - P.$$

65. *Application.*

$$X_4 = \frac{35}{8} x^4 - \frac{15}{4} x^2 + \frac{3}{8},$$

$$P = \frac{35}{8} \frac{4}{2} x^3 - \frac{15}{4} \cdot \frac{2}{4} x = \frac{35}{4} x^3 - \frac{15}{8} x.$$

Donc

$$X_5 = \frac{1}{32} C_{10,5} x^5 - P = \frac{63}{8} x^5 - \frac{35}{4} x^3 + \frac{15}{8} x.$$

66. *Remarque.* Si l'on part de $X_1 = x$, et que l'on applique la

règle précédente, on trouve

$$\left.\begin{array}{l} 2^n X_n = C_{2n,n} x^n - C_{n-1,1} \cdot C_{2n-2,n-1} x^{n-2} + C_{n-2,2} \cdot C_{2n-4,n-2} x^{n-4} \\ \quad - C_{n-3,3} \cdot C_{2n-6,n-3} x^{n-6} + \cdots, \end{array}\right\} \quad (126)$$

relation qui ne diffère pas de la formule (21).

67. Théorème XVII.

$$X_n = \frac{1}{n(x^2-1)^{\frac{n}{2}-1}} \frac{d\left[(x^2-1)^{\frac{n}{2}} X_{n-1}\right]}{dx} \quad \ldots\ldots \quad (127)$$

L'équation

$$(1-x^2)\frac{dX_{n-1}}{dx} = n(xX_{n-1} - X_n) \quad \ldots\ldots\ldots \quad (5)$$

étant écrite ainsi :

$$(x^2-1)^{\frac{n}{2}} \frac{dX_{n-1}}{dx} + n(x^2-1)^{\frac{n}{2}-1} xX_{n-1} = n(x^2-1)^{\frac{n}{2}-1} X_n,$$

le premier membre est la dérivée de $(x^2-1)^{\frac{n}{2}} X_{n-1}$.

68. *Application.* Soit

$$X_5 = \frac{1}{8}(63x^5 - 70x^3 + 15x);$$

et, par conséquent,

$$(x^2-1)^3 \frac{1}{8}(63x^{11} - 259x^9 + 414x^7 - 318x^5 + 115x^3 - 15x).$$

La dérivée est

$$\frac{1}{8}(693x^{10} - 2331x^8 + 2898x^6 - 1590x^4 + 345x^2 - 15).$$

Divisant par $(x^2-1)^2$, on trouve

$$\frac{3}{8}(231x^6 - 315x^4 + 105x^2 - 5).$$

Ainsi

$$X_6 = \frac{1}{16}(231x^6 - 315x^4 + 105x^2 - 5);$$

résultat exact (**16**).

69. *Remarques*. — I. Si l'on fait

$$(1-x^2)^{\frac{n+1}{2}} X_n = Z_n, \quad \ldots\ldots\ldots \quad (128)$$

l'équation (127) se réduit à

$$nZ_n + (1-x^2)^{\frac{3}{2}} \frac{dZ_{n-1}}{dx} = 0. \quad \ldots\ldots\ldots \quad (129)$$

II. *Les équations*

$$Z_n = 0, \quad \frac{dZ_{n-1}}{dx} = 0,$$

ont les mêmes racines (*).

III. Si l'on considère les courbes C_{n-1}, C_n, respectivement représentées par

$$Y_{n-1} = Z_{n-1}, \quad Y_n = Z_n;$$

aux points *maximums* ou *minimums* de la première, correspondent les *points-racines* de la seconde.

IV. A cause de $X_1 = x$, et de la formule (128), la courbe C_1 a pour équation $Y_1 = x - x^3$: c'est une parabole cubique. Elle coupe l'axe des abscisses à l'origine, et aux points déterminés par $x = \pm 1$. Toutes les autres courbes, C_2, C_3, ... touchent, en ces deux points, le même axe.

70. Théorème XVIII.

$$X_{n+1} - X_{n-1} = (2n+1)\int_{-1}^{x} X_n dx \quad \ldots\ldots \quad (130)$$

Cette relation se déduit de l'égalité

$$\frac{dX_{n+1}}{dx} - \frac{dX_{n-1}}{dx} = (2n+1)X_n \ldots\ldots\ldots \quad (131)$$

D'ailleurs, comme X_{n-1} et X_{n+1} prennent la même valeur pour $x = -1$ (**17**, 20), on n'ajoute pas de constante.

(*) Abstraction faite de ± 1, si $n = 2$.

71. Corollaires. — I.

$$X_{n+1}-1=3\int_{-1}^{x}X_1dx+7\int_{-1}^{x}X_3dx+\cdots+(2n+1)\int_{-1}^{x}X_ndx \text{ (n } impair\text{)}; \quad (131)$$

$$X_{n+1}-x=5\int_{-1}^{x}X_2dx+9\int_{-1}^{x}X_4dx+\cdots+(2n+1)\int_{-1}^{x}X_ndx \quad \text{(n } pair\text{)}. \quad (132)$$

II.

$$(2n+1)\int_{-1}^{x}X_ndx=0, \qquad pour \text{ n } infini. \;.\;.\;.\;. \quad (133)$$

En effet, le premier membre de l'équation (130) tend vers zéro, quand n augmente indéfiniment.

VII

QUELQUES VÉRIFICATIONS.

72. Il n'est peut-être pas inutile d'appliquer, à certains cas particuliers, quelques-unes des formules obtenues ci-dessus; par exemple, les relations (89), (96). On doit trouver, en supposant $n=2$:

$$\int_0^1 \frac{X_2^2-X_4^2}{1-x^2}dx=\frac{7}{12}, \quad \int_0^1 \frac{X_5^2-X_6^2+X_7^2-X_8^2}{1-x^2}=\frac{7}{24}.$$

D'après les valeurs de X_1, X_2, ... X_8, rapportées dans le paragraphe II, on a

$$X_2+X_4=\frac{1}{8}(-1+18x^2+35x^4), \quad \frac{X_2-X_4}{1-x^2}=\frac{7}{8}(-1+5x^2),$$

$$X_5+X_6=\frac{1}{16}(-5+30x+105x^2-140x^3-315x^4+126x^5+231x^6),$$

$$\frac{X_5+X_6}{1+x}=\frac{1}{16}(-5+35x+70x^2-210x^3-105x^4+231x^5),$$

$$X_5-X_6=\frac{1}{16}(5+30x-105x^2-140x^3+315x^4+126x^5-231x^6$$

$$\frac{X_5-X_6}{1-x}=\frac{1}{16}(5+35x-70x^2-210x^3+105x^4+231x^5),$$

$$X_7 + X_8 = \frac{1}{128}(35 - 280x - 1\,260x^2 + 2\,520x^3 + 6\,930x^4 - 5\,544x^5 - 12\,012x^6 + 3\,432x^7 + 6\,435x^8),$$

$$\frac{X_7 + X_8}{1 + x} = \frac{1}{128}(35 - 315x - 945x^2 + 3\,465x^3 + 3\,465x^4 - 9\,009x^5 - 3\,003x^6 + 6\,435x^7),$$

$$X_7 - X_8 = \frac{1}{128}(-35 - 280x + 1\,260x^2 + 2\,520x^3 - 6\,930x^4 - 5\,544x^5 + 12\,012x^6 + 3\,432x^7 - 6\,435x^8),$$

$$\frac{X_7 - X_8}{1 - x} = \frac{1}{128}(-35 - 315x + 945x^2 + 3\,465x^3 - 3\,465x^4 - 9\,009x^5 + 3\,003x^6 + 6\,435x^7),$$

$$\frac{X_2^2 - X_4^2}{1 - x^2} = \frac{7}{64}(1 + 15x^2 - 125x^4 + 175x^6),$$

$$\frac{X_5^2 - X_6^2}{1 - x^2} = \frac{1}{256}\left[(35x - 210x^3 + 231x^5)^2 - (5 - 70x^2 + 105x^4)^2\right]$$
$$= \frac{1}{256}\left[49x^2(25 - 300x^2 + 1\,230x^4 - 1\,980x^6 + 1\,089x^8) - 25(1 - 28x^2 + 238x^4 - 588x^6 + 441x^8)\right],$$

$$\frac{X_7^2 - X_8^2}{1 - x^2} = \frac{1}{128^2}\left[(315x - 3\,465x^3 + 9\,009x^5 - 6\,435x^7)^2 - (35 - 945x^2 + 3\,465x^4 - 3\,003x^6)^2\right]$$
$$= \frac{1}{128^2}\left[81x^2(1\,225 - 26\,950x^2 + 218\,295x^4 - 820\,820x^6 + 1\,552\,551x^8 - 1\,431\,430x^{10} + 511\,225x^{12}) - 49(25 - 1\,350x^2 + 23\,175x^4 - 137\,940x^6 + 360\,885x^8 - 424\,710x^{10} + 184\,041x^{12})\right];$$

puis :

$$\int_0^1 \frac{X_2^2 - X_4^2}{1 - x^2}\,dx = \frac{7}{64}\left(1 + \frac{15}{3} - 25 + 25\right) = \frac{7}{12},$$

$$\int_0^1 \frac{X_5^2 - X_6^2}{1 - x^2}\,dx = \frac{1}{256}\left[49\left(\frac{25}{3} - 60 + \frac{1\,230}{7} - 220 + 99\right) - 25\left(1 - \frac{28}{3} + \frac{238}{5} - 84 + 49\right)\right]$$
$$= \frac{1}{256}\left[49\left(\frac{25}{3} + \frac{1\,230}{7} - 181\right) - 25\left(-\frac{28}{3} + \frac{238}{5} - 34\right)\right] = \frac{1}{6}.$$

$$\int_0^1 \frac{X_7^2 - X_8^2}{1-x^2}\,dx = \frac{1}{128^2}\left[81\left(\frac{1\,225}{3} - 5\,390 + 31\,185 - \frac{820\,820}{9}\right.\right.$$

$$\left. + 141\,141 - 110\,110 + \frac{102\,245}{3}\right)$$

$$\left. - 49\left(25 - 450 + 4\,635 - \frac{137\,940}{7} + 40\,095 - 38\,610 + 14\,157\right)\right]$$

$$= \frac{1}{128^2}\left[81\left(91\,316 - \frac{820\,820}{9}\right) - 49\left(19\,852 - \frac{137\,940}{7}\right)\right]$$

$$= \frac{1}{128^2}[7\,596\,596 - 972\,748 - 6\,421\,800] = \frac{1}{8},$$

$$\int_0^1 \frac{X_5^2 - X_6^2 + X_7^2 - X_8^2}{1-x^2}\,dx = \frac{1}{6} + \frac{1}{8} = \frac{7}{24}.$$

73. Prenons la formule

$$X_{n-1}X_n = \frac{1}{2}\int_0^x \frac{1}{x}\,d\,[X_{n-1}^2 + X_n^2], \quad \ldots \ldots \quad (115)$$

en supposant $n = 5$. Elle donne

$$\frac{1}{64}(35x^4 - 30x^2 + 3)(63x^5 - 70x^3 + 15x)$$

$$= \frac{1}{64}\int_0^x [(35x^4 - 30x^2 + 3)(140x^2 - 60)$$

$$+ (63x^4 - 70x^2 + 15)(315x^4 - 210x^2 + 15)]\,dx,$$

ou

$$(35x^4 - 30x^2 + 3)(63x^4 - 70x^2 + 15)x = 20\int_0^x (35x^4 - 30x^2 + 3)(7x^2 - 3)dx$$

$$+ 15\int_0^x (63x^4 - 70x^2 + 15)(21x^4 - 14x^2 + 1)\,dx,$$

ou

$$(2\,205x^8 - 4\,340x^6 + 2\,814x^4 - 660x^2 + 45)x$$

$$= 20\int_0^x (245x^6 - 315x^4 + 111x^2 - 9)\,dx$$

$$+ 15\int_0^x (1\,323x^8 - 2\,352x^6 + 1\,358x^4 - 280x^2 + 15)\,dx$$

$$= 20(35x^7 - 63x^5 + 37x^3 - 9x)$$

$$+ 15\left(147x^9 - 336x^7 + \frac{1\,358}{5}x^5 - \frac{280}{3}x^3 + 15x\right)$$

$$= 2\,205x^9 - 4\,340x^7 + 2\,814x^5 - 660x^3 + 45x.$$

74. Soit enfin la relation

$$X_n = \left[1 + \int_{-1}^{x} \frac{dX_{n-1}}{x^{n+1}}\right] x^n \dots\dots\dots (122)$$

Pour $n = 6$, elle se réduit à

$$\frac{1}{16}(231x^6 - 315x^4 + 105x^2 - 5) = x^6 + x^6 \int_{-1}^{x} \frac{1}{8x^7}(315x^4 - 210x^2 + 15)\,dx.$$

L'intégrale est

$$\frac{1}{8}\left[-\frac{315}{2x^2} + \frac{210}{4x^4} - \frac{15}{6x^6}\right]_{-1}^{x} = \frac{1}{8}\left[-\frac{315}{2x^2} + \frac{105}{2x^4} - \frac{5}{2x^6} + \frac{215}{2}\right].$$

On doit donc trouver

$$\frac{1}{16}(231x^6 - 315x^4 + 105x^2 - 5) = x^6 + \frac{1}{16}(-315x^4 + 105x^2 - 5 + 215x^6);$$

ce qui est exact.

VIII

SUR L'ÉQUATION $X_n = 0$.

75. On sait que *les racines de cette équation sont : 1° réelles et inégales; 2° comprises entre* -1 *et* $+1$; *3° égales et de signes contraires deux à deux* (*).

76. On a vu (**29**) que, si dans $X_n = 0$, ou

$$(1+x)^n - \left[\frac{n}{1}\right]^2 (1+x)^{n-1}(1-x) + \left[\frac{n(n-1)}{1.2}\right]^2 (1+x)^{n-2}(1-x)^2 - \dots = 0, \quad (25)$$

on fait

$$\frac{1-x}{1+x} = z^2,$$

(*) Si n est *impair*, X_n est divisible par x. Il y a donc une racine nulle, *unique*.

on obtient, comme *transformée*, l'équation *réciproque*

$$z^{2n} - \left[\frac{n}{1}\right]^2 z^{2n-2} + \left[\frac{n(n-1)}{1.2}\right]^2 z^{2n-4} - \ldots \mp \left[\frac{n}{1}\right]^2 z^2 \pm 1 = 0. \quad (57)$$

Celle-ci, comme la proposée, a donc toutes ses racines réelles (*).

77. Remarque. *A toute équation réciproque, correspond une équation dont les racines sont, deux à deux, égales et de signes contraires.*

Soit $f(y) = 0$ une équation *réciproque*. Si l'on fait $y = \frac{x-1}{x+1}$, l'équation transformée, $f\left(\frac{x-1}{x+1}\right) = 0$, jouit de la propriété énoncée. En effet, la relation entre y et x n'est pas altérée quand on y change y en $\frac{1}{y}$ et x en $-x$.

78. *Séparation des racines.* Pour l'effectuer, on peut, aux *fonctions de Sturm*, substituer les quantités X_{n-1}, X_{n-2}, ... X_1, X_0 (**).

79. Application. *Combien l'équation* $X_5 = 0$ *a-t-elle de racines comprises entre* $\frac{1}{2}$ *et* $\frac{2}{5}$?

En négligeant des facteurs positifs, l'on a

$$X_5 = 63x^5 - 70x^3 + 15x, \quad X_4 = 35x^4 - 30x^2 + 3,$$
$$X_3 = 5x^3 - 3x, \quad X_2 = 3x^2 - 1, \quad X_1 = x, \quad X_0 = 1.$$

	X_5	X_4	X_3	X_2	X_1	X_0
$x = \frac{1}{2}$ ...	+	−	−	−	+	+
$x = \frac{2}{5}$	−	−	−	+	+	+:

une seule racine.

En effet, la plus petite racine positive est

$$\sqrt{\frac{35 - \sqrt{180}}{63}} = 0,538\ldots,$$

nombre compris entre $\frac{1}{2}$ et $\frac{2}{5}$.

(*) Cette propriété paraît avoir été signalée, d'abord, par M. H. Laurent.
(**) Proposition connue.

80. Théorème XIX. *Les racines de* $X_{n-1} = 0$ *séparent les racines de* $X_n = 0$ (*).

81. Corollaire. *La plus grande racine, de* $X_n = 0$, *croît avec* n.

D'après le théorème, cette *plus grande racine* surpasse la plus grande racine de $X_{n-1} = 0$.

82. *Remarque.* Ces *plus grandes racines* convergent, rapidement, vers 1 : la plus grande racine de $X_6 = 0$ surpasse, déjà, 0, 9.

La formule de Newton conduit à la même conclusion. En effet, pour $x = 1$,

$$h = -\frac{1}{\left(\frac{dX_n}{dx}\right)_1},$$

ou (**30**, VII) :

$$h = -\frac{2}{n(n+1)}.$$

Ainsi, la valeur de la plus grande racine est, très-sensiblement, $1 - \frac{2}{n(n+1)}$.

IX

QUELQUES SÉRIES ET QUELQUES INTÉGRALES DÉFINIES.

83. Théorème XX. *On a, en séries convergentes :*

$$-1 = 3\int_{-1}^{x} X_1 dx + 7\int_{-1}^{x} X_3 dx + 11\int_{-1}^{x} X_5 dx + \cdots, \quad (154)$$

$$-x = 5\int_{-1}^{x} X_2 dx + 9\int_{-1}^{x} X_4 dx + 13\int_{-1}^{x} X_6 dx + \cdots \quad (155)$$

Nous avons trouvé :

$$X_{n+1} - 1 = 3\int_{-1}^{x} X_1 dx + 7\int_{-1}^{x} X_3 dx + \cdots + (2n+1)\int_{-1}^{x} X_n dx, \text{ (n } impair\text{)} \quad (151)$$

$$X_{n+1} - x = 5\int_{-1}^{x} X_2 dx + 9\int_{-1}^{x} X_4 dx + \cdots + (2n+1)\int_{-1}^{x} X_n dx. \text{ (n } pair\text{)} \quad (152)$$

(*) Proposition connue.

Quand n croît indéfiniment, les premiers membres tendent, l'un vers -1, l'autre vers $-x$ (*) : les seconds jouissent donc de ces mêmes propriétés.

84. Corollaires :

$$1-x=-3\int_{-1}^{x}X_1dx+5\int_{-1}^{x}X_2dx-7\int_{-1}^{x}X_3dx+9\int_{-1}^{x}X_4dx-\cdots, \quad (156)$$

$$-1=3\int_{-1}^{0}X_1dx+7\int_{-1}^{0}X_3dx+11\int_{-1}^{0}X_5dx+\cdots, \quad (157)$$

$$0=5\int_{-1}^{0}X_2dx+9\int_{-1}^{0}X_4dx+13\int_{-1}^{0}X_6dx+\cdots; \quad (158)$$

etc.

85. *Remarque.* Au lieu d'effectuer les intégrations indiquées, il est préférable d'appliquer, à chacune des séries précédentes, l'identité (130).

Soit, par exemple, la série (157), dont le terme général est

$$(4n-3)\int_{-1}^{0}X_{2n-1}dx=[X_{2n}]_0-[X_{2n-2}]_0.$$

Or (**17**, 3°) :

$$[X_{2n}]_0=\mp\frac{1.3.5\ldots(2n-1)}{2.4.6\ldots\ \ 2n}, \quad [X_{2n-2}]_0=\pm\frac{1.3.5\ldots(2n-3)}{2.4.6\ldots(2n-2)};$$

selon que n est *pair* ou *impair*. Le terme général devient

$$\mp\left[\frac{1.3.5\ldots(2n-1)}{2.4.6\ldots\ \ 2n}+\frac{1.3.5\ldots(2n-3)}{2.4.6\ldots(2n-2)}\right]=\mp\frac{1.3.5\ldots(2n-3)}{2.4.6\ldots(2n-2)}\cdot\frac{4n-1}{2n}.$$

On a donc, au lieu de la formule (157) :

$$1=\frac{3}{2}-\frac{1}{2}\cdot\frac{7}{4}+\frac{1.3}{2.4}\frac{11}{6}-\frac{1.3.5}{2.4.6}\frac{15}{8}+\frac{1.3.5.7}{2.4.6.8}\cdot\frac{19}{10}-\cdots\ (^{**}). \quad (159)$$

(*) On suppose x compris entre -1 et $+1$, *exclusivement*.

(**) Pour vérifier cette égalité, il suffit d'écrire ainsi le second membre :

$$2\left(1-\frac{1}{2}+\frac{1.3}{2.4}-\frac{1.3.5}{2.4.6}+\cdots\right)-\left(\frac{1}{2}-\frac{1}{2.4}+\frac{1.3}{2.4.6}-\frac{1.3.5}{2.4.6.8}+\cdots\right)$$

$$=2\sqrt{\frac{1}{2}}-(\sqrt{2}-1);\ \text{etc.}$$

86. *Suite.* Au moyen de la formule

$$X_n = \frac{2^{n+1}}{\pi}\int_0^{\frac{\pi}{2}} \cos^n\varphi\,(x\cos\varphi + \sqrt{-1}\,\sin\varphi)^n\,dx\ (*), \quad . \ . \ . \ (23)$$

il est facile d'exprimer $\int_{-1}^{x} X_n dx$ sous forme d'intégrale définie.

En effet : 1°

$$\int_{-1}^{x} X_n dx = \frac{2^{n+1}}{\pi}\int_0^{\frac{\pi}{2}} \cos^{n-1}\varphi d\varphi \int_{-1}^{x} (x\cos\varphi + \sqrt{-1}\,\sin\varphi)^n \cos\varphi dx$$
$$= \frac{2^{n+1}}{(n+1)\pi}\int_0^{\frac{\pi}{2}} \cos^{n-1}\varphi d\varphi \left[(x\cos\varphi + \sqrt{-1}\,\sin\varphi)^{n+1}\right]_{-1}^{x}.$$

2°

$$\left[(x\cos\varphi+\sqrt{-1}\sin\varphi)^{n+1}\right]_{-1}^{x} = (x\cos\varphi+\sqrt{-1}\sin\varphi)^{n+1} - (-\cos\varphi+\sqrt{-1}\sin\varphi)^{n+1}$$
$$= (x\cos\varphi+\sqrt{-1}\sin\varphi)^{n+1} + (-1)^n\left[\cos(n+1)\varphi - \sqrt{-1}\sin(n+1)\varphi\right]$$
$$= (x\cos\varphi+\sqrt{-1}\sin\varphi)^{n+1} + (-1)^n\cos(n+1)\varphi,$$

si l'on néglige la partie imaginaire, dans le second terme.

3° D'après une formule connue,

$$\int_0^{\frac{\pi}{2}} \cos^{n-1}\varphi\cos(n+1)\varphi d\varphi = 0.$$

Donc

$$\int_{-1}^{x} X_n dx = \frac{2^{n+1}}{(n+1)\pi}\int_0^{\frac{\pi}{2}} \cos^{n-1}\varphi\,(x\cos\varphi+\sqrt{-1}\sin\varphi)^{n+1} d\varphi, \quad (140)$$

si l'on fait abstraction de la partie imaginaire; ou, *rigoureusement :*

$$\int_0^{x} X_n dx =$$
$$\frac{2^n}{(n+1)\pi}\int_0^{\frac{\pi}{2}} \cos^{n-1}\varphi d\varphi\left[(x\cos\varphi+\sqrt{-1}\sin\varphi)^{n+1} + (x\cos\varphi-\sqrt{-1}\sin\varphi)^{n+1}\right]. (141)$$

(*) Rappelons que l'on doit faire abstraction de la partie imaginaire. Au surplus, on pourrait écrire

$$X_n = \frac{2^n}{\pi}\int_0^{\frac{\pi}{2}} \cos^n\varphi\left[(x\cos\varphi+\sqrt{-1}\sin\varphi)^n + (x\cos\varphi-\sqrt{-1}\sin\varphi)^n\right]d\varphi,$$

sans restriction.

En particulier :

$$\int_{-1}^{0} X_n dx = 0, \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (n\ pair). \ . \ . \ (142)$$

$$\int_{-1}^{0} X_n dx = \frac{2^{n+1}\left(\sqrt{-1}\right)^{n+1}}{(n+1)\pi} \int_{0}^{\frac{\pi}{2}} \cos^{n-1}\varphi \sin^{n+1}\varphi d\varphi. \quad (n\ impair)\ (*)\ (143)$$

87. *Formule de Baüer.* A cause de $X_0 = 1$, $X_1 = x$, on a, identiquement :

$$1 - x = (1 - X_2) - (X_1 - X_3) + (X_2 - X_4) - (X_3 - X_5) + \cdots$$

En effet, X_n a pour limite zéro.

Pour transformer le second membre, j'applique la relation

$$X_{n-1} - X_{n+1} = \frac{2n+1}{n(n+1)} (1 - x^2) \frac{dX_n}{dx} \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (12)$$

Elle donne, successivement :

$$1 - X_2 = \frac{3}{1.2} (1 - x^2) \frac{dX_1}{dx}, \quad X_1 - X_3 = \frac{5}{2.3} (1 - x^2) \frac{dX_2}{dx},$$

$$X_2 - X_4 = \frac{7}{3.4} (1 - x^2) \frac{dX_3}{dx}, \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad .$$

L'égalité ci-dessus devient donc, après suppression d'un facteur,

$$\frac{1}{1+x} = \frac{3}{1.2} \frac{dX_1}{dx} - \frac{5}{2.3} \frac{dX_2}{dx} + \frac{7}{3.4} \frac{dX_3}{dx} - \frac{9}{4.5} \frac{dX_4}{dx} + \cdots \quad (144)$$

En intégrant, on a

$$\log(1+x) = C + \frac{3}{1.2} X_1 - \frac{5}{2.3} X_2 + \frac{7}{3.4} X_3 - \frac{9}{4.5} X_4 + \cdots$$

(*) Très-probablement, ces formules sont connues. Cependant, je ne me rappelle pas de les avoir rencontrées. De la première, il résulte que l'équation (138) est une simple identité : tous les termes du second membre sont nuls.

Pour déterminer la constante, prenons $x = 1$:

$$\log 2 = C + \frac{3}{1.2} - \frac{5}{2.3} + \frac{7}{3.4} - \frac{9}{4.5} + \cdots$$

Il est visible que la série équivaut à

$$\left(1+\frac{1}{2}\right) - \left(\frac{1}{2}+\frac{1}{3}\right) + \left(\frac{1}{3}+\frac{1}{4}\right) - \left(\frac{1}{4}+\frac{1}{5}\right) + \cdots :$$

donc $C = 1.2 - 1$; et enfin

$$\log\frac{1+x}{2} = -1 + \frac{3}{1.2}X_1 - \frac{5}{2.3}X_2 + \frac{7}{3.4}X_3 - \frac{9}{4.5}X_4 + \cdots : \quad (145)$$

formule de M. Baüer (*).

88. *Remarque.* Si $x = 0$, elle donne

$$\log 2 = 1 + \frac{5}{2.3}X_2 + \frac{9}{4.5}X_4 + \frac{13}{6.7}X_6 + \cdots$$

Mais, dans ce cas,

$$X_n = \pm\frac{1.3.5\ldots(n-1)}{2.4.6\ldots\ \ n}.$$

(**17**, 3°.) Par conséquent,

$$\log 2 = 1 - \frac{5}{2.3}\frac{1}{2} + \frac{9}{4.5}\frac{1.3}{2.4} - \frac{13}{6.7}\frac{1.3.5}{2.4.5} + \cdots \quad . \ . \ . \ (146)$$

89. *Valeur d'une intégrale définie.* Dans la formule (145), le terme général est $(-1)^{n-1}\frac{2n+1}{n(n+1)}X_n$. Multiplions les deux membres par $X_n dx$, et intégrons entre les limites -1 et $+1$. D'après des propriétés connues (**), le nouveau second membre se réduit à

$$(-1)^{n-1}\frac{2n+1}{n(n+1)}\int_{-1}^{+1}(X_n)^2 dx = (-1)^{n-1}\frac{2}{n(n+1)}.$$

(*) *Journal de Crelle*, t. LVI, p. 118.

(**) Ivory et Jacobi (*Journal de Liouville*, t. II, p. 106).

Par conséquent,

$$\int_{-1}^{+1} X_n \log \frac{1+x}{2} dx = (-1)^{n-1} \frac{2}{n(n+1)};$$

ou, plus simplement,

$$\int_{-1}^{+1} X_n \log(1+x) dx = (-1)^{n-1} \frac{2}{n(n+1)} (*). \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (147)$$

Cette formule me paraît d'autant plus remarquable, que, pour la vérifier (sur des cas particuliers), j'ai dû recourir à des développements en séries.

90. *Autre intégrale définie.* On a (147) :

$$(n+1) \int_{-1}^{+1} X_{n+1} \log(1+x) dx = (-1)^n \frac{2}{n+2},$$

$$n \int_{-1}^{+1} X_{n-1} \log(1+x) dx = (-1)^n \frac{2}{n-1};$$

et, par conséquent,

$$\int_{-1}^{+1} \left[(n+1) X_{n+1} + n X_{n-1}\right] \log(1+x) dx = (-1)^n \frac{2(2n+1)}{(n+2)(n-1)}.$$

Mais :

$$(n+1) X_{n+1} + n X_{n-1} = (2n+1) x X_n; \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad . \quad (7)$$

donc

$$\int_{-1}^{+1} x X_n \log(1+x) dx = (-1)^n \frac{2}{(n+2)(n-1)} \quad . \quad . \quad . \quad (148)$$

91. *Suite.* Dans la formule (147), supposons $n=1$, $n=2$, $n=3$, ..., et ajoutons les résultats obtenus. La somme des seconds membres est

$$2\left[\frac{1}{1} - \frac{1}{2} - \frac{1}{2} + \frac{1}{3} + \frac{1}{3} - \frac{1}{4} - \frac{1}{4} + \frac{1}{5} - \cdots\right] = -2 + 4 \log 2.$$

(*) Si l'on néglige un facteur constant,

$$\int_{-1}^{+1} X_n \log 2 . dx = \int_{-1}^{+1} X_n X_0 dx = 0.$$

Par conséquent :

1° *La série* $X_1 + X_2 + X_3 + \cdots$ *est convergente* (*) ;

$$2° \quad \int_{-1}^{+1} (X_1 + X_2 + X_3 + \cdots) \log(1+x)dx = -2 + 4\log 2. \quad . \quad . \quad (149)$$

De même, par la formule (148),

$$\int_{1}^{+1} (X_2 + X_3 + \cdots) x \log(1+x)dx = 2\left[\frac{1}{1.4} - \frac{1}{2.5} + \frac{1}{3.6} - \cdots\right].$$

Le second membre étant écrit ainsi :

$$\frac{2}{3}\left[1 - \frac{1}{4} - \frac{1}{2} + \frac{1}{5} + \frac{1}{3} - \frac{1}{6} - \frac{1}{4} + \frac{1}{7} + \frac{1}{5} - \frac{1}{8} - \cdots\right],$$

on voit qu'il a pour limite $\frac{4}{3}\log 2 - \frac{5}{9}$. Donc.

$$\int_{-1}^{+1} (X_2 + X_3 + X_4 + \cdots) x \log(1+x)dx = \frac{4}{3}\log 2 - \frac{5}{9} \quad . \quad . \quad (150)$$

92. *Remarques.* — I. La série

$$\int u_1 dx + \int u_2 dx + \int u_3 dx + \cdots$$

peut, comme l'on sait, être convergente, sans que

$$u_1 + u_2 + u_3 + \cdots$$

le soit. Il est donc essentiel de prouver, directement, la convergence de la série

$$X_1 + X_2 + X_3 + \cdots + X_n + \cdots$$

A cet effet, reprenons la formule de Jacobi :

$$X_n = \frac{1}{\pi}\int_0^{\pi} \left(\cos\alpha + \sqrt{-1}\,\sin\alpha\cos\omega\right)^n d\omega.$$

(*) Excepté, bien entendu, pour $x = \pm 1$.

Il en résulte

$$1+X_1+X_2+\cdots+X_n=\frac{1}{\pi}\int_0^\pi(1+q+q^2+\cdots+q^n)\,d\omega\,;$$

q désignant, pour abréger, $\cos\alpha+\sqrt{-1}\sin\alpha\cos\omega$.

Les conditions de la convergence se réduisent donc à ces deux-ci : 1° que le module ρ, de la variable q, soit inférieur à l'unité; 2° que, cette première condition étant remplie, l'intégrale

$$\int_0^\pi\frac{d\omega}{1-q}$$

soit *finie et déterminée.*

Or : 1°

$$\rho^2=\cos^2\alpha+\sin^2\alpha\cos^2\omega=1-\sin^2\alpha\sin^2\omega,$$

quantité inférieure à 1, excepté si $\alpha=0$ ou π;

2°

$$\int_0^\pi\frac{d\omega}{1-q}=\int_0^\pi\frac{d\omega}{1-\cos\alpha-\sqrt{-1}\sin\alpha\cos\omega}$$
$$=\frac{\pi}{\sqrt{(1-\cos\alpha)^2+\sin^2\alpha}}=\frac{\pi}{\sqrt{2(1-x)}}.$$

Ainsi *la série* $1+X_1+X_2+\cdots$ *a pour limite* $\frac{1}{\sqrt{2(1-x)}}$.

II. Si l'on admettait que la série

$$X_0+X_1z+X_2z^2+\cdots+X_nz^n+\cdots\quad\ldots\ldots\quad(2)$$

est convergente pour $z=1$, on aurait, immédiatement,

$$X_0+X_1+X_2+\cdots=\frac{1}{\sqrt{2-2x}}.$$

93. *Autres intégrales définies.* Au moyen de la sommation précédente, les formules (149), (150) deviennent :

$$\int_{-1}^{+1}\left[\frac{1}{\sqrt{2(1-x)}}-1\right]\log(1+x)\,dx=4\log 2-2,\quad\ldots\quad(151)$$

$$\int_{-1}^{+1}\left[\frac{1}{\sqrt{2(1-x)}}-1-x\right]x\log(1+x)\,dx=\frac{4}{5}\log 2-\frac{5}{9};\quad\ldots\quad(152)$$

égalités dont la vérification est facile.

Il en résulte, par l'élimination de log 2 :

$$\int_{-1}^{+1}\left[\frac{3x-1}{\sqrt{2(1-x)}}+1-3x-3x^2\right]\log(1+x)\,dx=\frac{1}{3}\quad . \; . \; (153)$$

94. Théorème XXI. *On a, en série convergente,*

$$\log\frac{1+x}{1-x}=\frac{3}{1.1}X_1+\frac{7}{3.2}X_3+\frac{11}{5.3}X_5+\frac{15}{7.4}X_7+\cdots\quad . \; . \; (154)$$

De la relation

$$X_{n-1}-X_{n+1}=\frac{2n+1}{n(n+1)}(1-x^2)\frac{dX_n}{dx}, \; . \; . \; . \; . \; . \; . \; (12)$$

on conclut, si n est *impair :*

$$\frac{2n+1}{n(n+1)}X_n=\int_0^x\frac{X_{n-1}-X_{n+1}}{1-x^2}\,dx;$$

puis

$$\frac{3}{1.2}X_1+\frac{7}{3.4}X_3+\cdots+\frac{2n+1}{n(n+1)}X_n=\int_0^x\frac{1-X_{n+1}}{1-x^2}\,dx.$$

Lorsque n croît indéfiniment, le second membre tend vers

$$\int_0^x\frac{dx}{1-x^2}=\frac{1}{2}\log\frac{1+x}{1-x};$$

donc, etc.

95. Corollaire.

$$\log 2=3\,[X_1]_{\frac{1}{3}}+\frac{7}{2.3}[X_3]_{\frac{1}{3}}+\frac{11}{3.5}[X_5]_{\frac{1}{3}}+\frac{15}{4.7}[X_7]_{\frac{1}{3}}+\cdots\quad . \; (155)$$

96. Théorème XXII. *On a, en série convergente,*

$$\log\frac{1+x}{1-x}=2\left[X_1+\frac{1}{2}X_1X_2+\frac{1}{3}X_2X_3+\frac{1}{4}X_3X_4+\cdots\right]\; . \; . \; (156)$$

En effet,

$$\int_0^x \frac{1-X_n^2}{1-x^2}\,dx = X_0X_1 + \frac{1}{2}X_1X_2 + \frac{1}{3}X_2X_3 + \cdots \quad . \ . \ . \ (87)$$

97. Corollaire.

$$\log 2 = 2\left[X_1 + \frac{1}{2}X_1X_2 + \frac{1}{3}X_2X_3 + \frac{1}{4}X_3X_4 + \cdots\right]_{x=\frac{1}{3}} \quad . \ . \ (157)$$

98. *Remarque.* La formule (156), qui n'est peut-être pas nouvelle, a une singulière relation avec celle de Gauss :

$$\log\frac{x+1}{x-1} = 2\left[\frac{1}{X_1} + \frac{1}{2}\frac{1}{X_1X_2} + \frac{1}{3}\frac{1}{X_2X_3} + \cdots\right].$$

Pour passer de la première à la seconde, il suffit de changer, à la fois, x en $\frac{1}{x}$, et X_n en $\frac{1}{X_n}$ (*).

99. *Autre intégrale définie.* Si l'on part de la relation

$$1 + X_1 + X_2 + \cdots + X_n + \cdots = \frac{1}{\sqrt{2(1-x)}},$$

et que l'on opère comme ci-dessus (**89**), on trouve

$$\int_{-1}^{+1} \frac{X_n}{\sqrt{1-x}}\,dx = \frac{2\sqrt{2}}{2n+1} \quad . \ . \ . \ . \ . \ . \ . \ . \ . \ (158)$$

100. *Généralisation.* L'équation (2), traitée de la même manière, donne

$$\int_{-1}^{+1} \frac{X_n}{\sqrt{1-2zx+z^2}}\,dx = \frac{2}{2n+1}z^n, \quad . \ . \ . \ . \ . \ (159)$$

ou

$$z^n = \frac{2n+1}{2}\int_{-1}^{+1} \frac{X_n}{\sqrt{1-2zx+z^2}}\,dx \quad . \ . \ . \ . \ . \ (160)$$

(*) Dans le Mémoire de M. H. Laurent, la formule de Gauss est inexactement citée (*Journal de Resal*, t. I, p. 38).

Ainsi, *une puissance entière de* z (et par suite une fonction quelconque de cette variable) *est égale à une intégrale définie, de la forme*,

$$\int_{-1}^{+1} \frac{f(X)\,dx}{\sqrt{1-2zx+z^2}} \text{ (*)}.$$

101. Problème. *La série*

$$1 + X_1^2 + X_2^2 + \cdots + X_n^2 + \cdots$$

est-elle convergente?

Le terme général est, par la formule de Jacobi,

$$\frac{1}{\pi^2}\int_0^{\pi}\int_0^{\pi}\left(\cos\alpha + \sqrt{-1}\sin\alpha\cos\omega\right)\left(\cos\alpha + \sqrt{-1}\sin\alpha\cos\theta\right)d\omega\,d\theta.$$

Si donc la formule est convergente, on a, pour la limite cherchée,

$$S = \frac{1}{\pi^2}\int_0^{\pi}\int_0^{\pi}\frac{1}{1-q}\,d\omega\,d\theta,$$

en supposant

$$q = \left(\cos\alpha + \sqrt{-1}\sin\alpha\cos\omega\right)\left(\cos\alpha + \sqrt{-1}\sin\alpha\cos\theta\right),$$

ou

$$q = \cos^2\alpha - \sin^2\alpha\cos\omega\cos\theta + \sqrt{-1}\sin\alpha\cos\alpha(\cos\omega + \cos\theta).$$

Il résulte, de cette valeur,

$$S = \frac{1}{\pi^2\sin\alpha}\int_0^{\pi} d\omega \int_0^{\pi}\frac{d\theta}{A + B\cos\theta}:$$

$$A = \sin\alpha - \sqrt{-1}\cos\alpha\cos\omega, \quad B = \sin\alpha\cos\omega - \sqrt{-1}\cos\alpha.$$

(*) Je répéterai ce que j'ai dit (**86**) : il est presque impossible qu'un résultat aussi évident soit inconnu; et cependant, je ne l'ai rencontré nulle part. Je tâcherai, peut-être, quelque jour, de développer les conséquences de la formule (160).

On a

$$\int_0^{\pi} \frac{d\theta}{A + B\cos\theta} = \frac{\pi}{\sqrt{A^2 - B^2}} = \frac{\pi}{\sin\omega}.$$

Donc

$$S = \frac{1}{\pi \sin\alpha} \int_0^{\pi} \frac{d\omega}{\sin\omega}.$$

Cette intégrale est infinie. Conséquemment, *la série proposée est divergente.*

---

(1)

DE LA DILATABILITÉ

DE

QUELQUES LIQUIDES ORGANIQUES

ET

DES SOLUTIONS SALINES

PAR

M. P. DE HEEN,

INGÉNIEUR A LOUVAIN.

(Présenté à la classe des sciences dans la séance du 6 mai 1879.)

INTRODUCTION.

L'étude de la dilatabilité a, comme on sait, occupé un grand nombre de savants, parmi lesquels on peut citer MM. Pierre, Regnault, Kopp et beaucoup d'autres physiciens. Ce n'est donc pas sans une certaine appréhension que j'aborde un sujet si souvent traité. Cependant si l'on examine attentivement cette partie de la physique, on ne tardera pas à découvrir quantité de questions qui n'ont pas été abordées ou du moins qui n'ont été qu'effleurées. Tel est le fait qui m'a décidé à poursuivre ce genre de recherches dont je soumets aujourd'hui les résultats au jugement de l'Académie.

On s'est borné jusqu'ici presque exclusivement à l'étude des propriétés physiques prises isolément et on s'est assez peu préoccupé des relations qui peuvent exister entre elles. Disons également que quoique la recherche des lois générales soit de loin la plus importante il ne s'ensuit pas qu'il faille dédaigner des lois qui ne s'appliquent qu'à certains corps, par exemple à ceux qui appartiennent à un même groupe naturel; car si l'on se borne aux premières, nos connaissances sur la nature intime des corps se réduira toujours fatalement à peu de chose par suite du nombre restreint de ces découvertes. Enfin je crois pouvoir admettre qu'une propriété physique ne dépend jamais exclusivement d'une autre, mais il me semble infiniment plus probable qu'elle se trouve reliée à beaucoup d'autres facteurs, quoiqu'il puisse se faire que ces derniers n'aient qu'une influence faible; on pourra établir alors une relation *sensiblement* exacte entre les deux premiers; mais on ne serait pas plus fondé à la rejeter que Kepler ne l'eût été à repousser ses lois, parce qu'il n'en comprenait pas les faibles anomalies. Celui qui s'occupe de physico-

chimie se trouve aujourd'hui dans un cas semblable ; il observe des faits dont il ne connaît pas les causes premières.

Déjà Thomson avait remarqué que les liquides les plus dilatables sont en général ceux qui ont la température d'ébullition la plus basse. On constata cependant plus tard que cette loi subissait de nombreuses exceptions (*) et qu'elle n'était applicable qu'aux séries homologues dont on ne possède encore maintenant qu'un petit nombre de termes, pour lesquels ces valeurs aient été déterminées. Il suffit pour le moment de citer cet exemple afin de prouver quel vif intérêt la comparaison des propriétés physiques peut avoir. Nous dirons enfin que c'est surtout afin de vérifier jusqu'à quel point la dilatabilité d'un liquide se trouve liée à sa température d'ébullition, que j'ai entrepris ce travail, qui du reste aura le double avantage d'introduire dans la science un certain nombre d'observations nouvelles et de vérifier quelques opinions déjà émises par les savants.

Guidé par cette pensée, j'ai comparé les points d'ébullition de certains liquides appartenant à des séries homologues, à leur coefficient de dilatation, et j'ai trouvé que le produit des nombres exprimant ces grandeurs était une quantité constante.

Je me suis demandé ensuite jusqu'à quel point le fait que j'avais découvert se vérifiait pour d'autres corps, particulièrement pour les solutions salines. Malheureusement nous n'avons pu établir aucune loi semblable à celle que je viens de signaler. Mais des faits intéressants se sont révélés dans cette étude ; ainsi le coefficient de dilatation des solutions aqueuses devient égal au coefficient de dilatation de l'eau à certaines températures ; on ne peut donc pas comparer les solutions des sels aux corps chimiquement définis, aussi n'est-il pas étonnant que pour ces substances les résultats primitifs ne se soient pas maintenus. Pour ces motifs je ferai figurer comme annexe à l'étude de la dilatation des corps organiques, celles des dissolutions.

(*) *Traité de physique,* par Daguin (3me édition), t. II, p. 197.

DE LA DILATABILITÉ

DE

QUELQUES LIQUIDES ORGANIQUES

ET

DES SOLUTIONS SALINES.

Discussion des méthodes expérimentales employées pour la détermination de la dilatabilité des liquides et description de notre appareil.

Deux instruments sont vulgairement employés pour la détermination de la dilatabilité des liquides, le thermomètre à poids et le tube thermométrique; quant aux méthodes basées sur la détermination de la densité des liquides à diverses températures, je crois inutile d'en parler parce qu'elles ne peuvent fournir des résultats d'une exactitude suffisante.

Examinons d'abord la méthode où l'on fait usage du premier de ces appareils, méthode que nous avons mise en pratique pendant plusieurs mois.

Le thermomètre à poids se compose, comme on sait, d'un réservoir semblable à celui des thermomètres, auquel se trouve soudé un tube capillaire recourbé deux fois à angle droit afin de permettre à ce dernier de plonger dans le liquide dont on veut remplir l'appareil, ce remplissage se faisant par la méthode ordinaire. Ainsi construit, cet appareil n'est réellement bon qu'à

l'étude de la dilatation du mercure ou d'un alliage liquide; en effet le liquide expulsé pendant l'opération occupant toujours un volume faible, il importe : 1° que sa densité soit suffisante pour que les erreurs de pesée soient négligeables par rapport au poids total de la substance; 2° que l'on puisse recueillir la totalité du liquide expulsé, ce qui n'est possible que lorsque la volatilité de ce liquide est faible, et de plus lorsque ce dernier ne mouille pas la partie extérieure du tube capillaire dont il sort.

Ces inconvénients m'ont porté à modifier la disposition du thermomètre à poids. Au lieu de souder le tube de l'appareil à la partie supérieure du réservoir, je l'ai fixé à la partie inférieure, en le laissant droit.

Cette disposition permet d'introduire dans l'appareil d'abord une certaine quantité du liquide que l'on veut examiner et ensuite une petite quantité de mercure qui occupe la partie inférieure. Cela étant, si l'on élève la température, le volume du liquide s'accroît et une certaine quantité de mercure se trouve expulsée[1], quantité qu'il suffit de peser pour déterminer à l'aide d'un calcul assez simple la dilatibilité du liquide. Nous voilà donc en possession d'un appareil ayant les avantages et les inconvénients du thermomètre à poids ordinaire fonctionnant avec le mercure. Cet appareil offre les avantages suivants : 1° il se construit avec la plus grande facilité et permet par conséquent de déterminer immédiatement la dilatabilité d'une substance sans qu'on soit spécialement outillé à cet effet; 2° il évite complétement les erreurs qui résultent du calibrage d'un tube thermométrique; en effet, on sait que ces derniers ne conservent jamais le même diamètre sur toute leur longueur. Malheureusement ces observations nécessitent un temps infiniment plus considérable que celles qui sont faites à l'aide du tube thermométrique; elles ont de plus été entachées jusqu'ici d'une erreur qui résulte de la malheureuse idée qu'on a eue d'employer un tube capillaire pour l'évacuation du mercure; en effet, on sait que l'écoulement de ce liquide par un tube semblable n'est pas continu, mais qu'au contraire il s'échappe une série de grosses gouttes, après la chute de chacune desquelles le mercure se retire dans le

tube : il est donc évident que l'on commet une erreur qui peut correspondre au volume d'une de ces gouttes. Cet inconvénient disparaît complétement si cet orifice, tout en étant très-petit, est en même temps en mince paroi; les gouttes de mercure deviennent alors d'une petitesse extrême et l'erreur commise devient tout à fait négligeable. Nous dirons, pour terminer la partie qui traite de cet appareil, que M. Hirn a utilisé dernièrement un thermomètre à poids de grande dimension afin de déterminer la dilatabilité sous pression, de quelques liquides; à cet effet le tube d'écoulement du mercure s'élevait à une hauteur considérable; on pouvait ainsi pousser les observations pour l'eau jusqu'à 180° et pour l'éther jusqu'à 120° (*).

Avant d'aborder l'examen du tube thermométrique il nous reste à examiner la manière dont a été résolu le problème suivant :

« *Trouver une méthode à l'aide de laquelle il serait possible d'établir un équilibre parfait de température entre un dilatomètre, un thermomètre et le bain dans lequel ces deux instruments plongent.* »

On peut affirmer *à priori* que ce problème n'est pas résolu, et qu'il ne le sera probablement jamais d'une manière rigoureuse, du moment où l'on opère, à des températures quelque peu élevées, mais on peut dire que les physiciens se sont approchés plus ou moins de la solution suivant leur mode d'expérimentation.

Voici ce qui se produit du moment où l'on cesse de fournir de la chaleur à ce bain. La température de ce dernier baisse de quantités d'autant plus sensibles que la différence de température entre ce milieu et le milieu ambiant est plus considérable; le thermomètre, grâce à son faible volume, suit sensiblement ces variations, mais il n'en est pas ainsi du dilatomètre, auquel on donne généralement des proportions beaucoup plus considérables; la température du liquide qu'il contient se trouve au contraire plus basse et assez éloignée de celle du bain, mais continuant à s'élever; tandis que la température de ce dernier baisse, un moment se

(*) *Mémoire sur la thermodynamique*, par M. Hirn, ANNALES DE CHIMIE ET DE PHYSIQUE, t. X, 4me série, p. 32.

présente où l'équilibre existe. C'est à cet instant que l'observation doit être faite; elle ne peut être considérée comme exacte que si l'on admet que la masse du thermomètre est suffisamment petite pour que cet instrument donne à chaque instant la température du bain. Afin d'éviter ces difficultés, les physiciens ont tâché de maintenir la température parfaitement constante pendant un temps assez long en essayant par tâtonnements de fournir au bain une quantité de chaleur égale à celle qu'il perd par rayonnement. (Afin d'éviter autant que possible ce rayonnement, MM. Rossetti et Marignac utilisaient des réservoirs munis d'une seconde enveloppe; le premier de ces physiciens y introduisait de la sciure de bois, le second y introduisait de l'eau. M. Pierre se borne à entourer le réservoir d'une lisière de laine d'environ un centimètre d'épaisseur.) Mais il est évident que ce procédé ne peut réussir d'une façon complète, d'autant plus qu'il faut souvent maintenir la température constante pendant un temps assez long; c'est afin d'obvier autant que possible à ces inconvénients que nous nous sommes servi de l'appareil dont voici la description.

Le dilatomètre n'est en réalité autre chose qu'un grand thermomètre, semblable à ceux dont se sont servis MM. Pierre et Kopp, mais auquel nous avons cru utile d'apporter les modifications suivantes. Il se compose (voir pl. I) : 1° d'un réservoir R, formé d'un tube en verre, contourné en forme de serpentin, le diamètre de ce tube étant seulement de 5 millimètres, soit un diamètre égal à celui du réservoir du thermomètre ; 2° d'un tube gradué T, venant se fixer sur le réservoir à l'aide d'une partie rodée; 3° d'un robinet *r*, manœuvré à l'aide d'un tringle *f*, qui permet de faire écouler le liquide, lorsqu'il a atteint l'extrémité supérieure du tube (*). Cet appareil se trouve plongé dans un réservoir en cuivre rouge A à double enveloppe, permettant par conséquent au liquide qui se trouve renfermé dans l'enveloppe intérieure de conserver pendant un temps assez long une tempé-

(*) Nous n'avons pas été obligé de faire usage de cette partie de l'appareil pour les solutions aqueuses, ces dernières étant peu dilatables.

rature sensiblement constante. A la partie inférieure de l'enveloppe extérieure se trouve ménagée une ouverture qui permet à la flamme d'une lampe d'atteindre l'enveloppe intérieure. La tige T de l'appareil plonge dans un manchon M, qui renferme un liquide dont la température est indiquée par le thermomètre *c*, un autre thermomètre *t*, gradué en dixièmes de degrés, indique la température du bain. Enfin des agitateurs U et *u* sont destinés à rendre la température des bains parfaitement homogène.

Cet appareil s'applique parfaitement à l'étude des solutions aqueuses; en effet, il permet d'introduire le liquide sans être obligé de provoquer une ébullition qui peut modifier le titre de ces solutions ou du moins détruire leur homogénéité; malheureusement le robinet R et la partie rodée, destinée à fixer le tube T, qui ne laissent passer aucune particule de ces liquides, laissent s'écouler d'autres liquides plus fluides et particulièrement ceux qui dissolvent les graisses dont il faut avoir soin d'enduire les joints. Il faut donc, pour ces derniers, faire usage d'un appareil complétement fermé se remplissant à la façon des tubes thermométriques. Nous avons fait usage d'un appareil semblable pour les solutions qui ne sont pas aqueuses et pour les liquides dont nous nous occuperons dans la première partie de ce travail.

On comprend que la disposition en forme de serpentin que nous venons d'indiquer, permet d'obtenir en très-peu de temps l'équilibre de température entre le liquide renfermé dans le dilatomètre et le milieu ambiant. Dans nos observations cela était vrai à tel point que cet instrument et le thermomètre atteignaient simultanément leur maximum de hauteur, lorsqu'on élevait la température du bain d'une certaine quantité. Ce fait est du reste la conséquence de cet autre fait que le diamètre du réservoir du thermomètre et le diamètre du tube du serpentin sont identiques. Nous dirons que deux instruments se comportant de cette manière sont *concordants*, parce que soumis à des influences identiques, les liquides qu'ils contiennent ont toujours des températures identiques. Je crois cependant utile d'ajouter que l'on échouerait si l'on tâchait d'obtenir des appareils concordants à l'aide de réservoirs, ayant des diamètres quelque peu considérables à cause de la

manière différente dont se comportent le mercure du thermomètre et le liquide du dilatomètre; mais quoi qu'il en soit, nous n'avons rien observé de semblable avec nos tubes de 5 millimètres. Ajoutons que cette disposition s'applique parfaitement au thermomètre à poids.

M. Pierre semble avoir compris l'importance de ces observations; en effet, le thermomètre et le dilatomètre dont il fait usage, avaient des dimensions sensiblement égales; malheureusement cette disposition offre nécessairement l'un des inconvénients que nous allons signaler. Si les réservoirs du thermomètre et du dilatomètre ont des dimensions quelque peu considérables, ils cesseront d'être concordants; si, au contraire, les réservoirs ont des dimensions restreintes, il se présentera un inconvénient bien autrement grave; en effet, dans ce cas il faudra que le tube gradué du dilatomètre ait un diamètre extrêmement faible, diamètre qui variera dans des proportions considérables, suivant que le tube est mouillé ou qu'il ne l'est pas. C'est, du reste, ce que MM. Colladon et Sturm ont observé d'une manière très-sensible en déterminant la compressibilité des liquides. Cela étant, le volume trouvé entre deux divisions consécutives à l'aide du mercure dans l'appareil sec n'est plus identique à celui compris entre ces deux mêmes divisions après l'introduction (par ce tube) d'un liquide mouillant. Il faut, d'après moi, afin d'éviter ces causes d'erreur, faire usage d'un tube ayant au moins 1 millimètre de diamètre.

Voici maintenant en un mot la manière d'opérer. Après avoir élevé la température du bain d'une certaine quantité, on supprime la source de chaleur; la température continue alors à s'élever encore quelque peu, à cause de la quantité d'air chaud contenue entre les deux enveloppes, mais bientôt le thermomètre et le dilatomètre atteignent *simultanément* leur maximum de hauteur et s'y maintiennent pendant un temps plus que suffisant pour faire les observations. Il n'est pas sans importance de faire remarquer ici qu'à l'aide de cet appareil on peut opérer beaucoup plus rapidement qu'avec tous ceux qui ont été employés jusqu'ici, puisque l'équilibre de température s'obtient en quelques

minutes, tandis qu'à l'aide de gros réservoirs il ne se réalise souvent qu'après une heure d'attente et de tâtonnements.

En terminant cette partie de mon travail, je crois utile de faire remarquer au lecteur qu'il se tromperait étrangement si de la discussion précédente il concluait que les résultats obtenus jusqu'ici par les savants sont peu corrects. Ce n'est pas ce que j'ai voulu montrer; j'ai seulement voulu perfectionner, dans la mesure de mes forces, les instruments que nous avons examinés. La détermination des variations de volume que subissent les liquides par suite d'une variation de température, nécessite plusieurs opérations préliminaires qu'il importe d'indiquer; nous dirons ensuite comment, à l'aide des données ainsi fournies, nous atteindrons le but proposé.

Détermination du volume du réservoir et du dilatomètre.

La détermination de ce volume a été faite comme suit : L'appareil, après avoir été rempli de mercure, a été déposé pendant quelques jours sous la cloche d'une machine pneumatique, selon la méthode de M. W. Spring. Cette opération permet d'enlever les traces d'humidité et d'air qui se maintiennent toujours entre le mercure et le verre de l'appareil. Ceci étant fait, le mercure a été pesé. Si donc nous désignons par P ce poids, par d la densité du mercure à la température de l'appartement où l'on opère et par V le volume du réservoir, cette quantité se trouvera déterminée par l'équation $V = \frac{P}{d}$.

Détermination du volume compris entre deux degrés consécutifs de la tige du dilatomètre.

Si le diamètre du tube restait mathématiquement le même sur toute sa longueur, il suffirait afin de déterminer le volume compris entre deux divisions consécutives de le remplir de mercure dont le poids permettrait de déterminer le volume total; divisant

ensuite par le nombre de divisions, on aurait le volume de chacune d'elles. Mais comme il n'en est jamais ainsi, il importe de déterminer avant tout les rapports qui existent entre les volumes de chacune de ces graduations, ce que nous avons effectué à l'aide d'un curseur de mercure d'après la méthode employée par M. Régnault. Ceci étant, nous avons choisi une partie du tube dont le diamètre est sensiblement constant sur une assez grande longueur, et après avoir introduit du mercure dans celle-ci, nous avons déterminé par la méthode ordinaire le volume d'une de ces divisions; connaissant maintenant le rapport existant entre ce volume et celui des autres divisions, nous en avons déduit celui de chacune d'elles.

Détermination du coefficient de dilatation du verre de l'appareil.

En possession des éléments que nous venons d'indiquer, la détermination du coefficient de dilatation de l'appareil se fait aisément. Après l'avoir rempli de mercure et monté comme l'indique la planche I, on élève la température du bain d'un certain nombre de degrés n et l'on observe de combien de divisions le mercure s'élève dans la tige du dilatomètre. (Ces lectures se faisaient à l'aide d'une petite lunette qui atténuait grandement les erreurs de lecture.) Si nous désignons par v l'accroissement de volume correspondant, $\frac{v}{n}$ représente l'accroissement de volume pour un accroissement de température de 1°, quantité à laquelle il faut ajouter l'accroissement de volume k qu'aurait acquis le mercure qui a pénétré dans la tige s'il était resté plongé dans le bain. Le coefficient de dilatation apparent du mercure est donc, si nous désignons par V le volume de l'appareil $\frac{v+k}{nV} = \Delta$ et $\Delta' - \Delta = \alpha$, représente le coefficient de dilatation du verre de l'appareil, Δ' désignant le coefficient de dilatation absolu du mercure. Cette quantité a été trouvée égale à 0,0000 2477, les observations ayant été faites entre 0° et 60°.

Détermination des volumes qu'occupent les liquides a diverses températures.

Ces déterminations préliminaires étant achevées, l'appareil peut être utilisé pour l'étude de la dilatabilité des liquides. A cet effet le réservoir de l'appareil ayant été maintenu à la température initiale (10° pour les observations qui concernent les solutions salines), on élève la température d'un certain nombre de degrés n, élévation qui provoque une ascension de m graduations dans le tube du dilatomètre.

Si donc nous désignons par A l'accroissement de volume du liquide contenu dans l'appareil pour cette élévation de température de n degrés, par K le volume d'une division du dilatomètre, par m le nombre de ces divisions, par V le volume du réservoir du dilatomètre et par Q le rapport existant entre le volume qu'occuperait le liquide contenu dans la tige s'il était plongé dans le bain et le volume qu'il occupe à la température du manchon, nous aurons :

$$A = QKm + Vn\alpha.$$

Et pour un volume initial de liquide égal à l'unité :

$$\frac{A}{V} = n\alpha + QKm\,\frac{1}{V}.$$

Quoique de plus grands développements ne puissent intéresser que médiocrement les personnes qui ne s'occupent pas d'une manière spéciale de cette question, j'ai cru toutefois qu'il ne serait pas sans utilité d'indiquer la marche du calcul que j'ai adoptée, parce qu'elle me semble assez commode et par conséquent de nature à rendre service aux spécialistes.

La reproduction d'un tableau d'observation fera, je pense, saisir le plus aisément la marche de ces opérations.

Pour déterminer la quantité Km il suffit de prendre les valeurs fournies par le dilatomètre inscrites à la colonne 5; après avoir

soustrait de ces valeurs la première de ces quantités, nous saurons de combien de graduations le liquide s'est élevé dans la tige du dilatomètre pour des accroissements de température correspondants donnés par la colonne 3. Pour convertir ces graduations en millimètres cubes, il suffit de multiplier leur nombre par la quantité K qui exprime le volume de chaque graduation. Cette quantité qui varie avec la partie du tube que l'on considère est donnée par la table de correction qu'on est obligé de construire pour chacun des appareils dont on se sert.

Quant à la quantité $Vn\alpha$, je crois inutile d'en parler.

La quantité Q s'obtient aisément de la manière suivante. Après avoir tracé la courbe ayant pour abscisses les températures et pour ordonnées les valeurs de $V + Km + Vn\alpha$ correspondantes, c'est-à-dire approximativement les volumes réels à ces diverses températures, il suffit de prendre graphiquement la valeur du volume du liquide correspondant à la température du manchon et à la température du bain, le rapport entre ces deux quantités n'étant autre que celui qui existe entre la valeur de Km et la valeur qu'elle aurait si tout l'appareil avait été plongé dans le bain.

1. TEMPÉRAT. non corrigées.	2. TEMPÉRAT. corrigées (1).	3. VALEURS de n.	4. VALEURS de $Vn\chi$.	5. INDICATIONS du dilatomètre.	6. VALEURS de Km.	7. VALEURS de $Km+Vn\chi$.	8. TEMPÉRAT. du manchon.	9. VALEURS de Q.	10. VALEURS de $V+QKm+Vn\chi$.	11. VALEURS de X.
10°	10°	0	0	4,30	0	0	10	1,0000	6950,00	1,000000
15,13	15,13	5,13	0,88	5,02	8,43	9,31	12	»	6959.31	1,001339
20,40	20,42	10,40	1,79	5,87	18,39	20,18	13	1,0021	6970.21	1,002907
28,45	28,52	18,45	3,18	7,37	35,96	39,14	14,5	1,0044	6989,29	1,005653
35,50	35,59	25,50	4,40	8,90	53,89	58.29	16,8	1.0064	7008,63	1,008435
42,10	42,24	32,10	5,54	10,53	72,98	78,52	19,0	1.0087	7029.15	1.011388
50,20	50,39	40,10	6,94	12,76	98,71	105,65	22,5	1,0116	7056,79	1.015365
57,18	57,45	47,18	8,16	14,87	123,07	131,23	25,2	1,0140	7082,98	1,019133
62,20	62,51	52,20	9,03	16,49	141,77	150,80	28,0	1,0164	7103,08	1,022025
70.50	70,87	60,50	10,46	19,38	175,12	185,58	32,5	1,0192	7138,94	1,027185

Nature de la solution . . . $KAzO_3$
Teneur . . . . 8,32 %
Ébullition 101,2

(1) C'est-à-dire les températures telles qu'on les observerait si le thermomètre était entièrement plongé dans le bain.

Si l'on veut encore une approximation plus grande, on trace une nouvelle courbe ayant pour ordonnées les valeurs de $V + Vn\alpha + QKm$ qui expriment déjà d'une façon assez rigoureuse les volumes aux températures correspondantes. On obtient ainsi une nouvelle valeur de Q. Nous dirons toutefois que cette seconde correction ne peut avoir d'utilité que pour les températures élevées, la quantité QKm étant toujours voisine de la quantité Km.

Enfin pour un volume initial égal à l'unité, nous aurons en désignant par X le volume à une température quelconque :

$$X = \frac{V + QKm + Vn\alpha}{V} = 1 + n\alpha + KQ\frac{m}{V}.$$

Dilatabilité de quelques liquides organiques.

Comme nous l'avons annoncé dans notre introduction, nous nous occuperons de la dilatabilité de liquides organiques, appartenant autant que possible à des séries homologues, et nous chercherons à établir une relation entre les coefficients de dilatation de ces liquides et leur température d'ébullition.

Je me suis procuré les substances dont j'ai fait usage chez M. Kahlbaum de Berlin; elles ont toutes présenté les caractères d'une grande pureté.

J'ai cru indispensable d'indiquer la manière dont ces liquides ont été préparés.

Ces indications m'ont été fournies par le chimiste que je viens de citer et dont je me fais ici un devoir de signaler l'extrême obligeance.

On comprendra l'importance de ces renseignements si l'on se rappelle qu'il n'existe pas seulement des isoméries *chimiques* dont un grand nombre sont aujourd'hui définies, mais qu'il existe encore des isoméries *physiques* qui ne diffèrent entre elles

que par la manière dont les atomes sont disposés dans l'espace et pas du tout par la manière dont ils sont groupés entre eux (*).

Ces isoméries sont aujourd'hui mal définies, mais il s'en produit sans doute un grand nombre à notre insu, suivant que l'on utilise l'un ou l'autre mode de préparation. Si donc ces isoméries se trouvent un jour définies, il sera très-important de connaître cette dernière indication qui permettra de déterminer leur nature.

Voici les réactions qui ont été utilisées afin d'obtenir les corps dont nous avons fait usage; quant aux détails des opérations, je crois inutile d'en parler, celles-ci se trouvant décrites dans les traités spéciaux.

Les *alcools propylique, butylique et amylique* ont été obtenus par la distillation fractionnée de l'huile de pomme de terre.

L'*alcool isopropylique* a été obtenu par la fixation de l'hydrogène naissant sur l'acétone. A cet effet on introduit un amalgame de sodium dans un mélange d'acétone avec beaucoup d'eau.

L'*alcool caprylique* a été obtenu par la distillation de l'huile de ricin avec la potasse caustique.

Chlorures de propyle, de butyle et d'amyle. — Ces corps ont été obtenus par l'action, sous pression, de l'acide chlorhydrique gazeux sur les alcools correspondants. Le triméthyl carbinol produit en même temps que le chlorure de butyle a été séparé à l'aide de la saponification par l'eau.

Bromures d'éthyle, de propyle, d'isopropyle, de butyle et d'amyle. — Action des alcools correspondants sur le tribromure de phosphore.

Iodures de méthyle. — Action de l'iode et du phosphore sur l'alcool méthylique.

Iodures de propyle, d'isopropyle, de butyle et d'amyle. — Action de l'acide iodhydrique gazeux sur les alcools.

Acétates de méthyle et d'éthyle. — Action de l'acétate de soude, en présence de l'acide sulfurique, sur les alcools correspondants.

Acétates de propyle, de butyle et d'amyle. — Action de l'acide

(*) Voir la *Chimie dans l'espace,* par M. le docteur Van 't Hoff.

acétique, en présence de l'acide chlorhydrique gazeux sur les alcools.

Formiates de méthyle, d'éthyle, de propyle, de butyle, d'amyle et de capryle. — Action de l'acide formique en présence de l'acide chlorhydrique sur les alcools correspondants.

Propionates de méthyle, d'éthyle de propyle et d'amyle. — Action de l'acide propionique sur les alcools en présence de l'acide chlorhydrique.

Afin de vérifier la pureté des corps dont nous avons fait usage, nous avons déterminé leurs densités que nous avons comparées à celles fournies par d'autres expérimentateurs.

Nous avons opéré de la même manière pour les températures d'ébullition.

TABLEAU DES DENSITÉS.

SUBSTANCES.	DENSITÉS trouvées par nous à 14°.	DENSITÉS trouvées par divers auteurs.
Alcool méthylique . . .	0,8014	A 20°, 0,798 (Dumas), à 0°, 0,8142 (Kopp).
— éthylique	0,7995	A 15°,5, 0,7939 (Kopp).
— propylique . . .	0,8091	A 13°, 0,813 (Chancel), à 16°, 0,812 (Chapmann).
— isopropylique. .	0,7953	A 15°, 0,791.
— butylique	0,8152	A 18°,5, 0,8032 (Wurtz).
— amylique	0,8075	A 15°, 0.8184 (Wurtz).
— caprylique . . .	0,8224	A 17°, 0,823 (Bouis), 0,792 (Wills).
Chlorure de propyle. .	0,8877	
— de butyle. . .	0,8794	
— d'amyle. . . .	0,8716	A 0°, 0,8859 (Wurtz).
Bromure d'éthyle. . . .	1,4579	A 0°, 1,40 (Löwig), 1,4733 (Pierre).
— de propyle . .	1,3617	A 16°, 1,352 (Chapmann) à 0° 1,3887 (Rossi).
— d'isopropyle .	1,3191	A 13°, 1,320 (Linnemann).
— de butyle. . .	1,2605	A 16°, 1,274.
— d'amyle. . . .	1,2002	A 15°, 1,2059.
Iodure de propyle. . .	1,7483	A 16°, 1,7343 (Chapmann), à 0°, 1,7821 (Rossi).
— de butyle . . .	1,6172	A 19°, 1,604.
— d'amyle	1,5005	A 15°, 1,5087 (Socoleff), à 11°, 1,511 (Cahours).
Formiate de méthyle .	0,9767	
— d'éthyle . . .	0,9214	A 17°, 0,9188 (Kopp), à 0°, 0,9356 (Pierre).
— de propyle .	0,9026	
— de butyle . .	0,8650	
— d'amyle . . .	0,8816	A 21°, 0,8743 (Kopp).
Acétate de méthyle . .	0,9319	A 0°, 0,9562, à 22°, 0,919, à 11°, 0,9375 (Kopp).
— d'éthyle	0,9026	A 0°, 0,9146 (Kopp), 0,8981 (Mendelejeff) et à 20°, 0,932 (Gosmann).
— de propyle. . .	0,8871	
— de butyle . . .	0,8683	A 16°, 0,3345 (Wurtz).
— d'amyle	0,3561	A 0°, 0,8762 (Mendelejeff).
— de capryle . . .	0,8539	
Propionate d'éthyle . .	0,8954	A 17°, 0,8945, à 0°, 0,914 (Pierre et Puchot).
— de méthyle.	0,9175	
— de propyle.	0,8821	
— d'amyle . .	0,8700	

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce tableau pour constater que nos chiffres concordent sensiblement avec ceux obtenus par les autres expérimentateurs, et que s'ils s'écartent quelque peu, ces différences ne dépassent jamais celles que l'on constate en comparant les observations des auteurs que nous avons indiqués.

TABLEAU DES TEMPÉRATURES D'ÉBULLITION.

SUBSTANCES.	TEMPÉRAT. d'ébullition trouvées par nous.	TEMPÉRATURES D'ÉBULLITION trouvées par d'autres observateurs.
Alcool méthylique . . .	64°	66°,5 (Dumas et Peligat), 60° (Delffs).
— éthylique	79	78°,4 (Gay-Lussac).
— propylique . . .	97	97°-100° (Chancel), 97°-98° (Chapmann), 96° (Rossi).
— isopropylique. .	82	83°-84° (Linnemann).
— butylique	107	109° (Wurtz).
— amylique	129	D'après M. Pierre 132°.
— caprylique . . .	175	179° (Moschnine).
Chlorure de butyle. . .	68	70° (Wurtz).
— de propyle . .	47	53° (Chancel), 46°,5 (Pierre et Puchot).
— d'amyle. . . .	99	101° (Wurtz).
Bromure d'éthyle . . .	39	40°,7 (Pierre).
— de propyle . .	72	71°-71°,5 (Fittig), 68°-72° (Linnemann), 72° (Pierre).
— d'isopropyle .	62	60°-63°.
— de butyle. . .	88	89° (Wurtz).
— d'amyle. . . .	119	
Iodure de propyle. . .	101	99°-101° (Chancel), 104°,5 (Pierre et Puchot), 102° (Rossi).
— de butyle . . .	117	121° (Wurtz).
— d'éthyle	72	70° (Pierre), 72°,2 (Frankland).
— d'amyle	143	
— de méthyle . .	44	43°,8 (Pierre), 42°,2 (Andrews).
Formiate de méthyle .	34	33° à 38° (Kopp).
— d'éthyle. . .	55	52°,9 (Pierre), 56°7 (Kopp), 55° (Andrews).
— de propyle .	79	
— de butyle . .	96	Bout vers 100° d'après M. Wurtz.
— d'amyle . . .	121	Bout vers 116° d'après M. Wurtz.
Acétate de méthyle . .	71	56°,3 à 58° (Kopp), 55° (Andrews).
— d'éthyle	77	74° (Wurtz).
— de propyle. . .	97	
— de butyle . . .	114	
— d'amyle	135	125° (Cahours) et 138,5 (Kopp).
— de capryle . . .	189	193° (Wurtz).
Propionate d'éthyle . .	98	98°,8 (Pierre et Puchot).
— de méthyle.	79	
— de propyle.	115	
— d'amyle . .	153	

On voit qu'il y a ici lieu de faire une remarque semblable à celle que nous avons faite en terminant le tableau des densités.

Voici les volumes des corps que nous venons d'examiner pour quelques températures :

I. ALCOOLS.

Alcool méthylique.		Alcool éthylique.	
Températures.	Volumes.	Températures.	Volumes.
12°,10	0,996709	14°,10	0,999127
15,00	1,000000	15,00	1,000000
20,03	1,005885	23,81	1,009371
30,34	1,018320	35,18	1,022157
40,54	1,031159	46,76	1,035669
54,33	1,049267	59,60	1,051643

Alcool propylique.		Alcool isopropylique.	
Températures.	Volumes.	Températures.	Volumes.
11°,40	0,996519	14°,18	0,999140
15,00	1,000000	15,00	1,000000
23,81	1,008620	23,62	1,008998
35,36	1,020612	32,74	1,019250
45,78	1,031839	46.89	1,036120
62,63	1,051061	59,72	1,052753

Alcool butylique.		Alcool amylique.	
Températures.	Volumes.	Températures.	Volumes.
12°,40	0,997566	11°,90	0,997336
15,00	1,000000	15,00	1,000000
22,42	1,007057	21,42	1,005796
34,46	1,019120	32,37	1,016217
46,55	1,031966	45,48	1.029170
58,22	1,045242	61,33	1,045885

Alcool caprylique.	
Températures.	Volumes.
12°,40	0,997821
15,00	1,000000
22,50	1,007149
37,20	1,021249
50,41	1,034676
64,82	1,050381

II. CHLORURES.

Chlorure de butyle.		Chlorure de propyle.	
Températures.	Volumes.	Températures.	Volumes.
15°,00	1,000000	10°,40	0,993963
23,72	1,010399	15,00	1,000000
32,76	1,023282	19,27	1,005988
42,74	1,037330	27,08	1,017028
50,70	1,048772	37,92	1,033269
54,73	1,054869	44,12	1,042902

Chlorure d'amyle.	
Températures.	Volumes.
12°,95	0,997681
15,00	1,000000
21,91	1,007896
30,46	1,018025
41,43	1,031565
51,76	1,044799
56,10	1,050391

III. BROMURES.

Bromure d'éthyle.

Températures.	Volumes.
9°,70	0,992924
15,00	1,000000
17,24	1,003132
26,88	1,016663
36,75	1,031288

Bromure de propyle.

Températures.	Volumes.
15°,00	1,000000
15,96	1,001195
25,93	1,013683
36,00	1,026638
46,27	1,040386
55,74	1,053619

Bromure d'isopropyle.

Températures.	Volumes.
13°,82	0,099861
15,00	1,000000
21,02	1,007772
30,75	1,020966
40,85	1,035075
52,10	1,050188

Bromure de butyle.

Températures.	Volumes.
15°,00	1,000000
20,60	1,006583
30,15	1,018056
40,30	1,030652
52,15	1,045807

Bromure d'amyle.

Températures.	Volumes.
15°,00	1,000000
24,69	1,010388
35,02	1,022060
44,72	1,033131
55,36	1,045755
62,65	1,054554

IV. IODURES.

Iodure d'éthyle.

Températures.	Volumes.
10°,00	1,000000
20,12	1,005877
32,07	1,020069
41,54	1,031934
51,79	1,045072
62,32	1,059166

Iodure de propyle.

Températures.	Volumes.
9°,80	0,994572
15,00	1,000000
21,16	1,006644
31,47	1,018079
56,88	1,048031

Iodure de butyle.

Températures.	Volumes.
12°,80	0,997757
15,00	1,000000
23,02	1,008260
34,87	1,021050
47,49	1,035031
61,15	1,051088

V. FORMIATES.

Formiate de méthyle.

Températures.	Volumes.
10°,05	0,992886
15,00	1,000000
17,69	1,003991
23,86	1,013085
31,47	1,024898

Formiate d'éthyle.

Températures.	Volumes.
12°,50	0,996609
15,00	1,000000
19,81	1,006453
27,34	1,016972
34,48	1,027451
40,38	1,036323
43,44	1,041037

Formiate de propyle.		Formiate de butyle.	
Températures.	Volumes.	Températures.	Volumes.
15°,00	1,000000	15°,00	1,000000
22,77	1,009696	27,84	1,015259
32,85	1,022924	36,39	1,025791
43,78	1,037948	45,26	1,035841
49,59	1,046044	54,32	1,049187
56,06	1,055460	62,51	1,060508
		71,13	1,072841

Formiate d'amyle.

Températures.	Volumes.
15°,00	1,000000
28,76	1,015384
37,20	1,025251
47,90	1,037906
57,70	1,050306
68,72	1,064571
75,15	1,073132

VI. ACÉTATES.

Acétate de méthyle.		Acétate d'éthyle.	
Températures.	Volumes.	Températures.	Volumes.
11°,18	0,994890	15°,00	1,000000
15,00	1,000000	16,28	1,001594
20,97	1,008040	22,22	1,009466
28,97	1,019467	29,75	1,019820
37,92	1,032814	42,45	1,038198
47,72	1,047952	51,60	1,052177

Acétate de propyle.		Acétate de butyle.	
Températures.	Volumes.	Températures.	Volumes.
11°,60	0,995780	15°,00	1,000000
15,00	1,000000	19,90	1,005746
21,14	1,007479	28,90	1,016500
30,85	1,019734	40,17	1,030980
38,55	1,030127	56,32	1,052064
45,16	1,039074	63,27	1,061544
51,91	1,048460		

Acétate d'amyle.		Acétate de capryle.	
Températures.	Volumes.	Températures.	Volumes.
11°,65	0,996290	13°,50	0,998589
15,00	1,000000	15,00	1,000000
20,22	1,005351	27,76	1,012666
29,54	1,015832	38,61	1,024038
39,24	1,026767	53,08	1,039652
49,49	1,038725	60,30	1,047524
59,75	1,051341		

VII. PROPIONATES.

Propionate de méthyle.		Propionate d'éthyle.	
Températures.	Volumes.	Températures.	Volumes.
10°,30	0,994026	9°,50	0,993139
15,00	1,000000	15,00	1,000000
21,31	1,007877	19,59	1,005570
30,80	1,020493	29,17	1,017098
40,47	1,033913	38,01	1,029820
48,50	1,045334	47,71	1,043227

Propionate de propyle.		Propionate d'amyle.	
Températures.	Volumes.	Températures.	Volumes.
10°,17	0,994332	13°,60	0,998525
15,00	1,000000	15,00	1,000000
21,88	1,008062	22,98	1,008468
30,26	1,018357	31,16	1,0175383
39,75	1,030200	41,14	1,028854
52,28	1,046643	52,66	1,042252
		60,95	1,052384

Ces résultats peuvent se représenter avec une approximation suffisante, par une formule de la forme $V = 1 + a\,\tau + b\,\tau^2$.

V représentant le volume et τ, n'étant autre chose que la température comptée à partir de 15°. Cette dernière température étant prise pour origine.

Nous avons constaté qu'il était superflu d'introduire le facteur τ^3, du moins pour les températures qui ne dépassent pas les limites de nos observations.

Remarque. — Pour comparer les valeurs du *coefficient vrai de dilatation* $\frac{dV}{d\tau}$ aux valeurs de $\frac{dV}{dt}$ fournies par les auteurs qui prennent pour origine la température 0°, il suffit de multiplier la valeur $\frac{dV}{d\tau}$ par le rapport qui existe entre le volume à 15° et le volume à 0° de la substance que l'on considère.

Voici les équations qui expriment les valeurs de V pour les substances que nous avons examinées, ainsi que quelques résultats obtenus par divers expérimentateurs.

Alcool méthylique :

$$V = 1 + 0,0011490\tau + 0,000002416\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,0011490 + 0,000004832\tau$$

(Pierre) $V = 1 + 0,0011855t + 0,0000015649t^2 + 0,0000000091115t^3$

(Kopp) $V = 1 + 0,0011342t + 0,0000013635t^2 + 0,00000000874t^3$.

Alcool éthylique :

$$V = 1 + 0{,}001041\tau + 0{,}000002403\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0{,}001041 + 0{,}000004806\tau.$$

(Pierre) $V = 1 + 0{,}0010486t + 0{,}0000017510t^2 + 0{,}0000000013451t^3$

(Munche) $V = 1 + 0{,}0010151t + 0{,}000003088t^2 + 0{,}000000019245t^3$

(Kopp) $V = 1 + 0{,}0010414t + 0{,}0000007836t^2 + 0{,}00000001762t^3$

Alcool propylique :

$$V = 1 + 0{,}0009666\tau + 0{,}000002186\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0{,}0009666 + 0{,}000004372\tau.$$

Alcool isopropylique :

$$V = 1 + 0{,}0010230\tau + 0{,}000003503\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0{,}0010230 + 0{,}000007006\tau.$$

Alcool butylique :

$$V = 1 + 0{,}00092988\tau + 0{,}000002705\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0{,}00092988 + 0{,}000005410\tau.$$

Alcool amylique :

$$V = 1 + 0{,}0008601\tau + 0{,}000002932\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0{,}0008601 + 0{,}000005864\tau$$

(Pierre) $V = 1 + 0{,}00089001t + 0{,}00000065729t^2 + 0{,}00000001184t^3.$

Alcool caprylique :

$$V = 1 + 0{,}0009041\tau + 0{,}000001957\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0 + 0{,}0009041 + 0{,}000003914\tau.$$

Chlorure de butyle :

$$V = 1 + 0{,}0012522\tau + 0{,}000003042\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0{,}0012522 + 0{,}000006084\tau.$$

Chlorure de propyle :

$$V = 1 + 0{,}0013644\tau + 0{,}000003736\tau^2$$
$$\frac{dV}{d\tau} = 0{,}0013644 + 0{,}000007472\tau.$$

Chlorure d'amyle :

$$V = 1 + 0{,}0011300\tau + 0{,}000002344\tau^2$$
$$\frac{dV}{d\tau} = 0{,}0011300 + 0{,}000004788\tau.$$

(Pierre) $V = 1 + 0{,}0011715t + 0{,}0000005007t^2 + 0{,}00000001353t^3.$

Bromure d'éthyle :

$$V = 1 + 0{,}001339\tau + 0{,}000003642\tau^2$$
$$\frac{dV}{d\tau} = 0{,}001339 + 0{,}000007284\tau.$$

(Pierre) $V = 1 + 0{,}0013376t + 0{,}000001501t^2 + 0{,}0000000169t^3.$

Bromure de propyle :

$$V = 1 + 0{,}0012177\tau + 0{,}000002430\tau^2$$
$$\frac{dV}{d\tau} = 0{,}0012177 + 0{,}000004860\tau.$$

Bromure d'isopropyle :

$$V = 1 + 0{,}0013152\tau + 0{,}000001012\tau^2$$
$$\frac{dV}{d\tau} = 0{,}0013152 + 0{,}000002024\tau.$$

Bromure de butyle :

$$V = 1 + 0{,}001165\tau + 0{,}000001736\tau^2$$
$$\frac{dV}{d\tau} = 0{,}001165 + 0{,}000003472\tau.$$

Bromure d'amyle :

$$V = 1 + 0{,}0010514\tau + 0{,}000002133\tau^2$$
$$\frac{dV}{d\tau} = 0{,}0010514 + 0{,}000004266\tau.$$

(Pierre) $V = 1 + 0{,}0010232t + 0{,}000001900t^2 + 0{,}000000001975t^3$

Iodure d'éthyle :

$$V = 1 + 0,0011427\tau + 0,000002267\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,0011427 + 0,000004534\tau$$

(Pierre) $V = 1 + 0,0011422t + 0,000001963t^2 + 0,000000006206t^3.$

Iodure de propyle :

$$V = 1 + 0,0010658\tau + 0,000001935\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,0010658 + 0,000003870\tau.$$

Iodure de butyle :

$$V = 1 + 0,0010105\tau + 0,000001839\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,0010105 + 0,000003678\tau.$$

Formiate de méthyle :

$$V = 1 + 0,0014363\tau + 0,000004578\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,0014363 + 0,000009156\tau.$$

Formiate d'éthyle :

$$V = 1 + 0,001324\tau + 0,000004219\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,001324 + 0,000008438\tau.$$

(Pierre) $V = 1 + 0,0013252t + 0,000002862t^2 + 0,000000006618t^3.$

Formiate de propyle :

$$V = 1 + 0,001229\tau + 0,000002870\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,001229 + 0,000005740\tau.$$

Formiate de butyle :

$$V = 1 + 0,001148\tau + 0,000002653\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,001148 + 0,000005306\tau.$$

Formiate d'amyle :

$$V = 1 + 0,0010858\tau + 0,000002166\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,0010858 + 0,000004332\tau.$$

Acétate de méthyle :

$$V = 1 + 0,0013409\tau + 0,0000038400\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,0013409 + 0,0000076800\tau.$$

(Pierre) $V = 1 + 0,0012959t + 0,000002909t^2 + 0,000000004256t^3$

Acétate d'éthyle :

$$V = 1 + 0,001287\tau + 0,000003748\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,001287 + 0,000007496\tau.$$

Acétate de propyle :

$$V = 1 + 0,001194\tau + 0,000003222\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,001194 + 0,000006444\tau.$$

Acétate de butyle :

$$V = 1 + 0,001149\tau + 0,000002657\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,001149 + 0,000005314\tau.$$

Acétate d'amyle :

$$V = 1 + 0,0010590\tau + 0,000002103\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,0010590 + 0,000004206\tau.$$

Acétate de capryle :

$$V = 1 + 0,0009845\tau + 0,000001977\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,0009845 + 0,000003954\tau.$$

Propionate de méthyle :

$$V = 1 + 0,001248\tau + 0,000003186\tau^2$$

$$\frac{dV}{d\tau} = 0,001248 + 0,000006372\tau.$$

Propionate d'éthyle :

$$V = 1 + 0,0012291\tau + 0,000002850\tau^2$$
$$\frac{dV}{d\tau} = 0,0012291 + 0,000005700\tau.$$

Propionate de propyle :

$$V = 1 + 0,0011695\tau + 0,000002281\tau^2$$
$$\frac{dV}{d\tau} = 0,0011695 + 0,000004562\tau.$$

Propionate d'amyle :

$$V = 1 + 0,001055\tau + 0,000001803\tau^2$$
$$\frac{dV}{d\tau} = 0,001055 + 0,000003606\tau.$$

Conclusions.

Dans une note publiée dans les *Bulletins de l'Académie* (*) j'ai démontré que pour les métaux appartenant à un même groupe naturel, le produit du coefficient de dilatation par la température absolue de fusion, constituait une quantité sensiblement constante. Ce fait m'a engagé à chercher s'il n'existait pas une relation semblable entre la température d'ébullition et le coefficient de dilatation des liquides appartenant à un même groupe.

L'examen des résultats que nous venons de consigner m'a conduit à une loi remarquable qui peut se formuler comme suit : *Pour les composés des radicaux positifs monoatomiques appartenant à une même série homologue, le produit de la température absolue d'ébullition par le coefficient de dilatation constitue une quantité sensiblement constante, le coefficient de dilatation du liquide pouvant être pris à une température quelconque.*

Voici les chiffres qui confirment cette loi :

(*) Voir *Bulletins de l'Académie royale de Belgique*, 2e série, t. XLI.

SUBSTANCES.	TEMPÉRATURE d'ébullition, t.	TEMPÉRATURE absolue d'ébullition, T.	VALEUR de $\frac{dV}{d\tau_0}$ ($\tau=0$).	VALEUR de $\frac{dV}{d\tau_0} \times T$.	VALEUR de $\frac{dV}{d\tau_{30}}$ ($\tau=30$).	VALEUR de $\frac{dV}{d\tau_{30}} \times T$.
(*) Alcool méthylique . . .	64°	337°	0,001149	0,3875	0,001293	0,4347
» éthylique	78	351	0,001041	0,3654	0,001185	0,4169
» propylique . . .	97	370	0,000966	0,3574	0,001097	0,4058
» butylique	108	381	0,0809298	0,3542	0,001092	0,4160
» amylique	130	403	0,0009123	0,3676	0,001036	0,4175
				0,3661 (moy.)		0,4140 (moy.)
Chlorure de propyle. . .	47	320	0,001364	0,4364	0,001588	0,5081
» de butyle . . .	68	341	0,001252	0,4269	0,001434	0,4899
» d'amyle. . . .	99	372	0,001130 0,001175 (Pierre.)	0,4203 0,4371 (Pierre.)	0,001276	0,4746
				0,4302 (moy.)		0,4909 (moy.)

(*) M. Kopp a fait remarquer que la température d'ébullition de l'alcool méthylique était trop élevée pour satisfaire aux lois découvertes par lui. On remarque de même ici que les produits $\frac{dV}{d\tau} \times T$, sont trop élevés. Je suis très-porté à croire que cette anomalie est due à l'impureté de ce produit.

SUBSTANCES.	TEMPÉRATURE d'ébullition, t.	TEMPÉRATURE absolue d'ébullition, T.	VALEUR de $\frac{dV}{d\tau_0}$ ($\tau=0$).	VALEUR de $\frac{dV}{d\tau_0} \times T$.	VALEUR de $\frac{dV}{d\tau_0}$ ($\tau=30$).	VALEUR de $\frac{dV}{d\tau_{30}} \times T$.
(*) Bromure d'éthyle. . . .	39°	312°	0,001359	0,4220	»	»
» de propyle. . .	72	345	0,001217	0,4202	0,001363	0,4702
» de butyle . . .	88	361	0,001165	0,4205	0,001269	0,4571
» d'amyle. . . .	119	392	0,001051	0,4129	0,001179	0,4621
				0,4189 (moy.)		0,4631 (moy.)
(**) Iodure de méthyle . . .	44	317	0,001259 (Pierre)	0,3991	0,001427 (Pierre)	0,4523
» d'éthyle	72	345	0,001142	0,3939	0,001278	0,4409
» de propyle . . .	101	374	0,001065	0,3983	0,001181	0,4416
» de butyle	117	390	0,001010	0,3939	0,0011208	0,4371
(***) » d'amyle	143	416	0,0009650 (Kopp).	0,4014	0,001075	0,4472
				0,3973 (moy.)		0,4438 (moy.)

(*) La température d'ébullition du bromure de méthyle étant inférieure à 15°, nous n'avons pu le mentionner dans ce tableau; nous tenons cependant à constater qu'il satisfait à la loi générale. Nous avons, en effet, pour le bromure de méthyle $\frac{dV}{dt_0} = 0,001415$ (Pierre) et $t = 15°$ et pour le bromure d'amyle $\frac{dV}{dt_0} = 0,001023$ (Pierre) :

d'où : Bromure de méthyle $\frac{dV}{dt_0} \times T = 0,4046$,
Bromure d'amyle $\frac{dV}{dt_0} \times T = 0,4010$.

(**) $V = 1 + 0,001199\,t + 0,0000021633\,t^2 + 0,00000001005\,t^3$. (***) $V = 1 + 0,0009650\,t + 0,0000012314\,t^2 + 0,0000000024111\,t^3$.

SUBSTANCES.	TEMPÉRATURE d'ébullition, t.	TEMPÉRATURE absolue d'ébullition, T.	VALEUR de $\frac{dV}{d\tau_0}$ $(\tau=0)$.	VALEUR de $\frac{dV}{d\tau_0}\times T$.	VALEUR de $\frac{dV}{d\tau_{30}}$ $(\tau=30)$.	VALEUR de $\frac{dV}{d\tau_{30}}\times T$.
(*) Formiate de méthyle . .	34°	307°	0,001436	0,4408	»	»
» d'éthyle . . .	55	328	0,001324	0,4332	»	»
» de propyle . .	79	352	0,001229	0,4326	0,001401	0,4931
» de butyle. . .	96	369	0,001148	0,4336	0,001307	0,4823
» d'amyle . . .	121	394	0,001085	0,4275	0,001215	0,4787
				0,4335 (moy.)		0,4847 (moy.)
Acétate de méthyle . . .	57	330	0,001341	0,4425	0,001571	0,5185
» d'éthyle	75	348	0,001287	0,4478	0,001512	0,5261
» de propyle . . .	97	370	0,001194	0,4417	0,001387	0,5132
» de butyle . . .	114	387	0,001149	0,4446	0,001308	0,5062
» d'amyle	135	408	0,001059	0,4320	0,001185	0,4834
				0,4447 (moy.)		0,5095 (moy.)
Propionate de méthyle. .	79	352	0,001250	0,4400	0,001441	0,5072
» d'éthyle . . .	98	371	0,001229	0,4559	0,001420	0,5268
» de propyle . .	115	388	0,001169	0,4535	0,001305	0,5063
» d'amyle . . .	153	426	0,001055	0,4494	0,001163	0,4954
				0,4497 (moy.)		0,5090 (moy.)

(*) Si l'on cherche la valeur qu'il faudrait attribuer au zéro absolu pour que le plus grand écart disparaisse, on trouve — 235°, quantité qui ne s'écarte pas notablement de celle qui lui correspond.

Les travaux de M. Louguinine nous ont permis de vérifier cette loi pour les homologues de la benzine (*); c'est ainsi que nous avons :

SUBSTANCES.	VALEUR de $\frac{dV}{dt_0}$.	VALEUR de t.	VALEUR de T.	VALEUR de $\frac{dV}{dt_0} \times$ T.
Benzine	0,00116	81	354	4106
Toluène	0,001046	111	384	4016
Xylène.	0,000975	138	411	4007
Cymène (du cumin)	0,000925	175	448	4144
Cymène (du camphre) . . .	0,000925	179	451	4171

La vérification de cette loi pour les corps organiques appartenant à une même série homologue, nous a porté à rechercher si les corps inorganiques ne donnaient pas lieu à une relation semblable pour les liquides appartenant à une même série naturelle.

(*) Benzine :

$$\frac{dV}{dt} = 0{,}00116 + 0{,}000002226.2t$$

Toluène :

$$\frac{dV}{dt} = 0{,}001046 + 0{,}00000181.2t$$

Xylène :

$$\frac{dV}{dt} = 0{,}000975 + 0{,}000001674.2t$$

Cymène (du cumin) :

$$\frac{dV}{dt} = 0{,}000925 + 0{,}00000152.2t$$

Cymène (du camphre) :

$$\frac{dV}{dt} = 0{,}000925 + 0{,}00000155.2t.$$

Voici le résultat de cette comparaison :

SUBSTANCES.	t.	T.	$\frac{dV}{dt_0}$ (*)	$\frac{dV}{dt_0} \times$ T.
$PhCl_3$	78°	351°	0,001128	0,3959
$SbCl^2$	98	371	0,001062	0,3940
$AsCl_3$	134	407	0,000979	0,3984
$TiCl_4$	136	409	0,0009826	0,4018
$SnCl_4$	115	388	0,001133	0,4396
CCl_4	78	351	0,001184	0,4155
$SiCl_4$	59	332	0,001294	0,4296

On remarque que pour ces corps comme pour ceux que nous avons examinés précédemment, la valeur du coefficient de dilatation croît lorsque celle de la température d'ébullition diminue; mais, d'un autre côté, le produit $\frac{dV}{dt_0} \times$ T varie d'une manière assez sensible, du moins pour la série du carbone : le titane surtout semble devoir être exclu de ce groupement.

Disons enfin pour terminer, qu'il résulte de nos observations que *les composés secondaires ont un coefficient de dilatation plus grand que les composés primaires correspondants.*

(*) $TiCl_4$ $V = 1 + 0,00098261t + 0,0000005055t^2 + 0,0000000051305t^3$ (Thorpe).
$SbCl_3$ $V = 1 + 0.00106218t + 0,000001877t^2 + 0,0000000030854t^3$ (Thorpe).
$PhCl_3$ $V = 1 + 0,0011286t + 0,0000008728t^2 + 0,00001792t^3$
$AsCl_3$ $V = 1 + 0,00097907t + 0,0000009669t^2 + 0,000000001777t^3$
$SnCl_4$ $V = 1 + 0,0011328t + 0,0000009217t^2 + 0,000000007579t^3$
$SiCl_4$ $V = 1 + 0,001294t + 0,000002184t^2 + 0,0000000004086t^3$
CCl_4 $V = 1 + 0,0011838t + 0,0000008988t^2 + 0,0000000001351t^3$

(Voir *Annales de chimie et de physique*, 3e série, t. XX.)

ÉTUDE DES SOLUTIONS SALINES.

L'étude de la dilatabilité des solutions salines a jusqu'ici assez peu occupé les physiciens, malgré l'intérêt que ces recherches peuvent présenter. C'est tout au plus si l'on a déterminé les maxima de densité de quelques-uns de ces liquides (*). Mais telle n'est pas la question qui doit nous préoccuper pour le moment, ces maxima se trouvant du reste à des températures extrêmement basses et disparaissant même, lorsque la solution est quelque peu concentrée. Dans le travail actuel nous choisirons, au contraire, pour origine, une température assez éloignée du maximum de densité de l'eau, pour que les solutions diluées ne subissent pas de perturbations dans leur dilatation, par suite du voisinage de ce point.

De même qu'il serait oiseux de déterminer des coefficients de dilatation de liquides pour une seule température, puisque ceux-là varient d'une manière continue avec ce dernier facteur et qu'il importe de trouver, soit à l'aide d'une formule quelconque, soit à l'aide d'un procédé graphique, la loi de ces variations, à plus forte raison il importe de trouver pour les solutions salines des procédés semblables afin d'exprimer les variations des accroissements de volume que celles-ci éprouvent, non-seulement avec la température, mais encore avec la concentration. Tel est le problème que nous avons essayé de résoudre d'une manière aussi commode que possible.

Nous avions d'abord tâché d'utiliser une méthode analytique, mais ce procédé offre malheureusement l'inconvénient d'être

(*) *Annales de chimie et de physique*, 4e série, t. XXII.

extrêmement laborieux, ce qui le rend inapplicable à une étude aussi longue que celle-ci. Nous avons donc fait usage du procédé graphique, qui nous est fourni par la géométrie descriptive, et qui du reste est suffisamment exact, puisque, en opérant avec soin, les erreurs que l'on commet sont certainement inférieures aux erreurs expérimentales, à condition toutefois que l'on trace les courbes à une échelle telle que les ordonnées qui représentent les accroissements de volume soient *au moins égales* à la longueur de la colonne liquide dans le tube du dilatomètre.

TT′ étant la ligne de terre (pl. II, fig. 1), traçons perpendiculairement à cette ligne et dans le plan horizontal la ligne oC sur laquelle nous portons les valeurs de la teneur pour cent des solutions; portons encore sur les lignes Oo, Aa, Bb, Dc tracées perpendiculairement à la ligne oC et comprises dans le même plan, les valeurs de la température (*). Les courbes déterminées par l'expérience exprimant les variations des accroissements de volume avec la température, pour les divers états de concentration o, a, b, c, se projetteront dans le plan horizontal sur les droites Oo, Aa, Bb, Dc et dans le plan vertical suivant $O'o$, $A'o$, $B'o$, $D'o$.

Cela étant, supposons qu'il s'agisse de déterminer la valeur de l'accroissement de volume correspondant à une teneur pour cent M et à une température t; à cet effet menons le plan sécant DD′, correspondant à cette température, et rabattons-le dans le plan vertical. Les quatre points OO′, AA′, BB′, DD′ détermineront alors la courbe D″B″A″O′, exprimant les variations des accroissements de volume avec la teneur pour cent, pour la température que nous nous sommes donnée. Le point x correspondra à la teneur M et, enfin, xX déterminera l'accroissement de volume demandé.

Voici maintenant les résultats de nos observations :

(*) Le point o correspond à une teneur pour cent nulle et à la température de 10° prise pour origine.

Solution de $KAzO_3$.						Solution de KCL.					
Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.
10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000
16.35	1,002273	12,95	1,000833	15,13	1,001339	15,23	1,001686	16,97	1,002030	15,20	1,001446
20,17	1,003637	18,42	1,002489	20,42	1,002907	21,19	1,003759	24,42	1,004551	22,83	1,003782
29,26	1,007411	25,41	1,004900	28,52	1,005653	28,45	1,006450	31,24	1,007030	30,24	1,006293
36,70	1,010775	32,47	1,007766	35,59	1,008435	39,86	1,011021	39,53	1,010385	39,42	1,009882
48,71	1,016886	40,57	1,011369	42,24	1,011388	48,80	1,014953	49,62	1,014356	48,07	1,013707
56,06	1,021048	49,24	1,015696	50,39	1,015365			57,53	1,018646	54,03	1,016500
61,80	1,024497	57,97	1,020683	57,45	1,019133			65,05	1,022578	60,70	1,019920
70,38	1,029650	64,16	1,024082	62,51	1,022025			70,60	1,025664	70,47	1,025004
		70,00	1,027881	70,87	1,027185						
Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Temperature d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur
101°,8	18,26 %	101°,5	11,44 %	101°,2	8.32 %	104°,8	23,58 %	103°,00	15,70 %	101°,5	10,49 %

Solution de $MgSO_4$.						Solution de Na_2SO_4.					
Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.
10°,00	1,000000	10°,00	1.000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000
15,50	1,001282	15,18	1,001575	15,40	1,001447	15,80	1,001248	16,00	1,001477	16,10	1,001282
20.12	1,002528	20,80	1,003339	21,80	1,003346	20,72	1,002638	21,82	1,003142	21,52	1,002700
29,26	1,005330	28,40	1,005736	28,30	1,005443	27,95	1,005161	28,15	1,005251	27,26	1,004522
35,80	1,007635	35,40	1,008125	35,80	1,008113	36,01	1,008305	36,00	1,008171	35,60	1,007484
42,53	1,010260	42,70	1,010815	42,80	1,010835	42,75	1,011461	42,85	1,011162	41,43	1,009835
52,81	1,014739	52,40	1,014683	50,35	1,013976	51,50	1,015336	51,70	1,015228	50,92	1,014117
60,30	1,018473	60,20	1,017936	59,20	1,018050	58,32	1,018892	58,54	1,018733	57,39	1,017368
70.42	1.023886	66,12	1,020756	66,10	1,021299	65,74	1,022972	65,75	1,022618	60,91	1,019247
		70,00		70,00						66,90	1,022551
Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur
101°,2	10,56 %	102°,60	21,50 %	101°,60	15,95 %	101°,8	9,85 %	100°,7	6,74 %	100°,3	4,59 %

Solution de $BaCL_2$.						Solution de $MgCL^2$.					
Température.	Volumes.	Température.	Volumes.	Température.	Volumes.	Température.	Volumes.	Température.	Volumes.	Température.	Volumes.
10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000
15,25	1,001717	13,85	1,001115	11,50	1,000329	15,28	1,001375	15,30	1,001233	15,40	1,001125
20,32	1,003448	19,22	1,002751	16,10	1,001454	20,62	1,002843	20,32	1,002538	21,12	1,002466
27,05	1,005941	27,28	1,005545	21,15	1,002828	28,05	1,005058	28,34	1,004874	28,77	1,004656
36,20	1,009628	35,50	1,008679	27,95	1,005014	35,38	1,007296	35,28	1,007100	35,69	1,006903
44,45	1,013117	43,84	1,012186	36,20	1,008011	41,22	1,009299	41,12	1,009103	43,15	1,009648
52,40	1,016750	51,12	1,015507	45,15	1,011705	49,90	1,012309	48,58	1,011871		
58,90	1,019970	60,35	1,020035	55,15	1,016346	57,48	1,015158	56,65	1,015080		
67,33	1,024405	70,36	1,025248	63,72	1,020667	67,56	1,019165	65,02	1,018715		
75,00	1,028749			73,43	1,025992			73,08	1,022365		
Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur
102°,4	22,40 °/o	101°,60	16,39 °/o	100°,9	11,48 °/o	108°,00	21,36 °/o	105°,00	14,58 °/o	101°,8	7,27 °/o

Solution de Na_2CO_3.						Solution d'acétate de soude.					
Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.
10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000
15,20	1,001882	16,30	1,001997	15,95	1,001443	15,20	1,001952	15,40	1,001792	14,90	1,001313
20,46	1,003804	21,93	1,003861	22,88	1,003473	20,32	1,003992	21,12	1,003741	20,32	1,002917
28,15	1,006883	31,07	1,007292	31,51	1,006360	27,50	1,006835	28,74	1,006710	28,24	1,005574
36,78	1,010594	40,58	1,011346	40,44	1,009861	34,28	1,010071	35,80	1,009682	35,68	1,008482
44,25	1,014054			49,28	1,013812	41,80	1,013791	40,92	1,011984	40,51	1,010482
53,93	1,018830					49,89	1,017939	48,08	1,015400	47,63	1,013699
60,93	1,022559					55,96	1,021117	55,36	1,019109	55,54	1,017595
70,80	1,028043					62,30	1,024658	61,61	1,022517	61,83	1,020858
								68,50	1,026437	68,43	1,024608
Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur
103°,00	12,54 %	102°,2	8,09 %	101°,8	4,70 %	105°,2	25,90 %	104°,5	19,25 %	102°,00	13,00 %

Solution de $NaCL$.						Solution de $CaCL_2$.					
Températ	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.
10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000
13,30	1,001320	15,20	1,001965	16,26	1,001821	17,40	1,001959	16,30	1,002749	15,90	1,001945
18,30	1,003480	20,77	1,004133	20,61	1,003247	20,20	1.002867	23,22	1,005650	22,32	1,004184
23,56	1,005789	25,90	1,006046	25,48	1,004840	25,51	1,004610	28,70	1,008011	28,25	1,006368
30,50	1,008854	30,52	1,007945	32,20	1,007473	32,31	1,007156	34,57	1,010584	35,56	1,009189
36,58	1,011638	36,60	1,010692	40,30	1,0109179	40,67	1,010523	40,52	1,013311	42,22	1,011955
42,72	1,014597	42,67	1,013412	50,58	1,015876	50,14	1,014938	47,17	1,016152	49,03	1,014844
51,16	1,018866	50,29	1,017133	57,25	1,019464			54,42	1,019333	59,75	1,019561
59,10	1,022983	58,60	1,021179							65,27	1,022235
67,43	1.027459	65,55	1,024950								
75,20	1,031996	71,20	1,027958								
		75,62	1,030553								
	Teneur		Teneur		Teneur		Teneur	Température d'ébullition	Teneur	Température d'ébullition	Teneur
	24,51 °/o		16,92 °/o		9,74 °/o		7,36 °/o	113°,00	32,65 °/o	105°,8	19,02 °/o

Solution de $AmCL$.				Solution de $KClO_3$.		Solution de $AmAzO_3$.					
Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.
10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000	10°,00	1,000000
15,20	1,001378	14,10	1,000975	15,30	1,001048	13,70	1,001014	15,10	1,001986	18,70	1,003984
20,42	1,002873	19,75	1,002279	20,42	1,002256	21,20	1,003292	19,60	1,003864	27,62	1,008311
30,52	1,006092	27,32	1,004433	28,45	1,004657	29,54	1,006291	28,25	1,007705	34,84	1,011990
39,04	1,009115	35,51	1,007110	35,48	1,007280	40,92	1,011006	39,44	1,013131	48,05	1,019166
51,41	1,014047	43,74	1,010063	42,81	1,010366	50,83	1,015728	49,50	1,018271	56,79	0,024446
59,01	1,017385	50,92	1,013054	50,39	1,011178	59,20	1,020090	59,10	1,023659	69,91	1,032016
66,08	1,020653	60,32	1,017395	57,87	1,018353	69,70	1,026121	74,45	1,032760		
73,33	1,024237	70,68	1,022575								
Température d'ébullition 105°,00	Teneur 17,42 °/o	Température d'ébullition 103°,5	Teneur 10,62 °/o		Teneur 5,00 °/o		Teneur 9,06 °/o		Teneur 24,93 °/o		Teneur 35,63 °/o

Solution d'alcool cétylique dans le naphte.					
Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.	Températ.	Volumes.
15°,00	1,00000	15°,00	1,00000	15°,00	1,00000
24,55	1,01178	23,00	1,00939	22,52	1,00769
32,76	1,02261	32,16	1,02066	31,66	1,01736
46,21	1,04099	44,61	1,03673	39,81	1,02878
50,27	1,04671	54,27	1,04968	51,83	1,04423
Teneur 0,00 %		Teneur 7,49 %		Teneur 14,95 %	

Nos observations sur l'eau coïncident sensiblement avec celles de M. Rossetti (*); aussi les études comparatives peuvent-elles se faire à l'aide des données fournies par ce savant. (L'air dissous dans chacune de ces solutions a été soigneusement éliminé par une ébullition prolongée.)

Conclusions.

Bien que nous nous soyons proposé à l'origine de ce travail de rechercher une relation entre la dilatabilité des solutions salines et leur température d'ébullition, nous ne sommes pas parvenu à établir une loi de cette nature. Cependant nous avons déduit de nos expériences des conclusions fort intéressantes que nous allons exposer.

Première loi. — *Si la dissolution d'un sel dans l'eau accroît le coefficient de dilatation, ce fait ne se maintient cependant pas à des températures plus ou moins élevées, où le phénomène inverse finit par s'observer.*

Il est probable que le voisinage du maximum de densité de

(*) *Annales de chimie et de physique*, 4e série, t. XVII.

l'eau constitue la cause de cette anomalie; en effet, pour des solutions autres que des solutions aqueuses, nous avons constaté que le coefficient de dilatation diminue toujours par suite de la dissolution de la substance solide. Telles sont les solutions d'alcool cétylique (solide) dans l'alcool éthylique et de l'alcool cétylique dans le naphte.

Afin de vérifier l'existence de cette première loi, à l'aide de nos données expérimentales, on procède de la manière suivante :

Reprenons la figure 1 (pl. II) et traçons de dix en dix degrés, par exemple, les ordonnées hh', gg', etc., et portons sur un axe YY' les valeurs de $h'h - h'm$, $g'g - gn$, etc., c'est-à-dire les différences entre le volume de l'eau à ces températures et le volume d'une solution de concentration c à ces mêmes températures; cela étant, traçons une courbe exprimant les variations de la différence entre les volumes de l'eau et les volumes de la solution pour chaque température (fig. 2). Elle nous permettra de déterminer le point où le coefficient de dilatation de la solution devient égal au coefficient de dilatation de l'eau; cette température sera celle qui correspond au point N, c'est-à-dire au point de contact de la tangente menée parallèlement à l'axe YY'. Il est inutile d'ajouter qu'au delà de ce point le coefficient de dilatation de la solution devient plus petit que le coefficient de dilatation de l'eau.

La comparaison des courbes dont nous venons de parler nous a encore conduit à une conclusion non moins intéressante.

Seconde loi. — *Les températures pour lesquelles les coefficients de dilatation de diverses solutions deviennent égaux au coefficient de dilatation de l'eau varient généralement peu avec la concentration de la solution, mais elles varient beaucoup avec la nature du sel.*

L'examen de la planche III met ce fait en évidence; on remarque en effet que toutes les courbes qui expriment les variations des différences entre les accroissements de volume de l'eau et les accroissements de volume de diverses solutions, atteignent leur maximum à des températures qui varient généralement peu avec la concentration, mais qui varient fort avec la nature du sel. Pour

le sulfate de magnésie seul, cette loi ne se vérifie pas, mais la température pour laquelle les deux coefficients de dilatation deviennent égaux diminue avec la concentration.

Voici ces températures, approximativement :

Chlorure d'ammonium			35°
» de magnésium			35
» de calcium			45
» de baryum			50
» de potassium			50
» de sodium			55
Sulfate de sodium			60
Carbonate de sodium			65
Azotate de potassium			70
Acétate de sodium			80
Azotate d'ammonium			70
Sulfate de magnésium.	Teneur.	21,50 %	37
	»	15,95	43
	»	10,56	50

Nous avons enfin vérifié la loi suivante émise par M. Marignac(*):

« *Lorsqu'on mélange de l'eau à une dissolution, le coefficient de dilatation du mélange est supérieur à la moyenne des coefficients de dilatation des deux liquides.* »

Cette loi se vérifie chaque fois que la courbe exprimant les variations des accroissements de volume avec la teneur pour cent tourne sa concavité vers le bas; ce que nous avons toujours observé.

Hypothèse concernant la constitution intime de l'eau.

En présence des anomalies nombreuses que présente l'eau, nous ne pouvons résister au désir d'émettre une hypothèse concernant sa constitution intime. Car bien qu'une hypothèse ne doive être introduite dans la science qu'avec la plus grande cir-

(*) Voir *Annales de chimie et de physique,* 4me série, t. XXII, p. 415.

conspection, je ne doute pas cependant qu'elle n'aie quelque utilité lorsqu'elle est capable d'expliquer un nombre de faits suffisamment grand.

Deux choses frappent particulièrement le physicien lorsqu'il étudie l'eau : 1° un maximum de densité dans le voisinage du point de solidification; 2° une densité plus faible à l'état solide qu'à l'état liquide. Nous n'indiquerons ici que ces deux anomalies parce qu'elles constituent le point de départ de notre hypothèse qui peut s'exprimer comme suit : « *Le degré de polymérisation de la molécule d'eau varie avec la température; il croît lorsque la température s'abaisse, et de plus la densité de la molécule croît à mesure qu'elle se dépolymérise* (*). »

Ceci étant admis, voici quels sont les phénomènes qui se présenteront : si la température de l'eau s'abaisse, la masse liquide tendra à se contracter, puisque l'action répulsive de la chaleur diminue, et la contraction résultant de ce phénomène croîtrait jusqu'au zéro absolu s'il était possible de l'atteindre, mais il se produit en même temps un phénomène inverse; c'est-à-dire une dilatation résultant de la polymérisation des molécules qui acquièrent ainsi un volume plus considérable. Il résulte de tout ceci que du moment où l'expansion qui résulte de la polymérisation l'emporte sur la contraction qui résulte de la perte de chaleur, un abaissement de température donne lieu à un accroissement de volume.

Tel est le phénomène qui se produit à la température de 4° pour l'eau. Si l'on abaisse encore la température le degré de polymérisation deviendra tel qu'il correspondra aux molécules de glace, et à partir de ce moment l'eau sera capable de se congeler.

Cette hypothèse explique comment il se fait que l'introduction d'un sel dans l'eau accroisse le coefficient de dilatation pour des températures qui sont dans le voisinage du maximum de densité, et souvent même à des températures qui en sont éloignées. En

(*) Les personnes qui s'intéressent à ce genre de questions liront avec intérêt les *Études de chimie moléculaire*, par M. L. Henry. (Annales de la Société scientifique de Bruxelles, 3me année, 1878.)

effet, il est évident que si l'on interpose entre les molécules aqueuses des molécules étrangères, cette interposition gênera considérablement les rapprochements de ces molécules aqueuses, rapprochements qui produisent les polymérisations, et ce phénomène sera d'autant plus marqué que le nombre de ces molécules étrangères sera plus considérable. Ceci étant, les volumes des solutions salines pourront diminuer de quantités notables dans le voisinage du maximum de densité de l'eau, si la température décroît, puisque la contraction ne sera plus combattue par une polymérisation aussi intense.

Cette hypothèse rend enfin compte d'une anomalie remarquable que nous avons constatée lorsque nous avons étudié la fluidité des liquides (*).

En effet, nous avons établi 1° *que pour les liquides en général la diminution de fluidité est proportionnelle à la diminution de température;* 2° *que le minimum de fluidité coïncide avec le maximum de densité.*

Or ces lois ne sont pas satisfaites pour l'eau, mais contrairement à ce qui devrait avoir lieu, la fluidité diminue beaucoup plus rapidement que proportionnellement à la diminution de température dans le voisinage du maximum de densité; ensuite le maximum de densité ne donne pas lieu à un minimum de fluidité.

Il est presque inutile de dire que ce sont là des faits qui sont la conséquence d'une polymérisation, car on constate toujours que ce phénomène donne lieu à un accroissement de consistance de la masse. Les aldéhydes, les méta-aldéhydes et les para-aldéhydes nous offrent un bon exemple de ce fait.

On comprend enfin que la diminution de fluidité ne dépendant que dans de faibles limites du rapprochement des molécules, mais surtout de la manière dont elles se soudent, je dis qu'il est aisé de comprendre que le maximum de densité ne donne plus lieu à un minimum de fluidité.

Ce fait qu'une compression diminue la température de congélation trouve aussi son explication, car si une polymérisation

(*) Voir *Bulletins de l'Académie royale de Belgique,* 2me série, t. XLV.

donne lieu pour l'eau à un accroissement de volume, il est évident que si par une pression considérable on empêche jusqu'à un certain point cet accroissement de volume, on atténuera par le fait même cette polymérisation et, par conséquent, la formation de molécules capables de se prendre en masse solide, et il faudra abaisser davantage la température pour obtenir le même résultat. Disons enfin que si à la température de 4° les molécules d'eau n'éprouvaient pas une dépolymérisation par suite d'un accroissement de température, la quantité de chaleur transformée en travail serait nulle, tandis que d'après les travaux de M. Hirn elle est sensiblement égale aux six dixièmes de la quantité de chaleur totale! De plus, la chaleur spécifique à volume constant est la plus considérable aux températures voisines de 0°, ce qui indique un travail interne plus grand, dû sans doute à la même cause.

Nous dirons, en terminant, qu'il est probable que tous les corps capables de se congeler, c'est-à-dire aptes à se prendre *subitement* en masse solide, sont des liquides dont l'état de polymérisation varie avec la température.

Quoique la théorie que nous venons d'exposer rende assez bien compte des phénomènes, nous ne l'émettons toutefois que sous toute réserve, ne doutant pas que pour être bien établie, toute théorie ne doive être corroborée par des faits très-nombreux.

Nous voici arrivé au terme de ce travail qui nous a occupé pendant deux ans. Sans avoir épuisé la question, je crois cependant avoir accompli une tâche dont la science physico-chimique pourra tirer parti, d'une part, en introduisant dans la science un certain nombre de faits nouveaux, et, de l'autre, en établissant trois lois nouvelles, la première se rapportant aux séries homologues des corps organiques et les deux autres aux solutions salines.

M
c
a
u
T
t
f
r
U
A
R

D″ D′ B″ B′ x A″ A′ O′

Fig. 1.

Dil: de l'eau

g h n m

T X O c T′

g′ h′

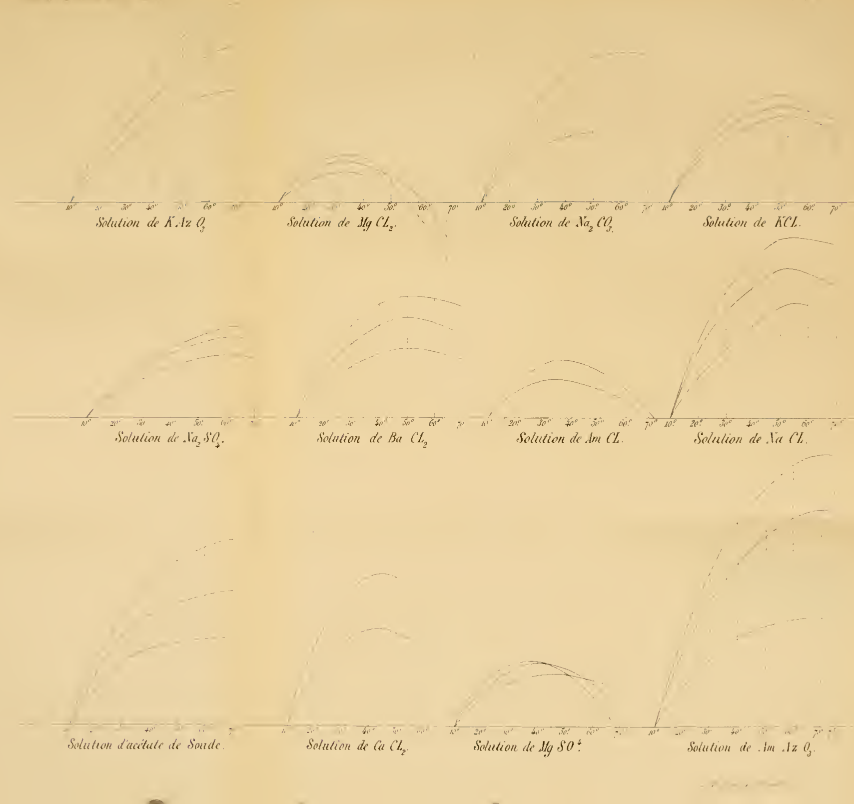
A a t M B b D c C

Fig. 2.

N

Y Y′

Solution de Am Az O_3.



Solution de K Az O_3
Solution de Mg CL_2.
Solution de $Na_2 CO_3$.
Solution de KCL.
Solution de $Na_2 SO_4$.
Solution de Ba CL_2
Solution de Am CL.
Solution de Na CL.
Solution d'acétate de Soude.
Solution de Ca CL_2.
Solution de Mg SO^4.
Solution de Am Az O_3.

(1)

MÉMOIRE

A L'APPUI

DES REMARQUABLES OBSERVATIONS DE M. SCHIAPARELLI

SUR

LA PLANÈTE MARS

PAR

M. F. TERBY,

Docteur en sciences,
membre de la Société royale astronomique de Londres, à Louvain.

(Présenté à la classe des sciences dans la séance du 6 décembre 1879.)

---

(2)

Dans l'hypothèse extrêmement plausible et généralement admise aujourd'hui que les régions brillantes observées à la surface de la planète Mars sont des continents et les régions sombres des mers, les astronomes devaient s'attendre à récolter une ample moisson de faits nouveaux en scrutant les grandes étendues solides de Mars. Ce champ était resté jusqu'ici presque complétement inexploré; certains observateurs pourtant avaient noté accidentellement la présence, dans les régions brillantes, de faibles taches sombres, peu définies, en apparence peu constantes, et, en tous cas, laissées dans l'oubli jusque dans ces derniers temps. Convaincu de l'existence de ces détails permanents dans les continents de la planète, j'avais signalé les faits les plus remarquables pouvant servir de point de départ dans une étude de ce genre [1].

Pendant l'opposition de 1877, le savant directeur de l'Observatoire de Milan, M. Schiaparelli, soumit la planète Mars à un examen des plus minutieux et porta toute son attention sur ces continents encore inexplorés [2]. Les résultats de ces investigations dépassèrent toute attente; devant les merveilles révélées à cet observateur par l'excellent équatorial de son observatoire, plusieurs savants restent encore incrédules et se demandent si des

[1] Voir *Aréographie*, pp. 75, 76 et 77.

[2] Schiaparelli. *Osservazioni sull'asse di rotazione e sulla topografia del pianeta Marte.* Mémoires de l'Acad. royale des *Lincei*, classe des sciences, 3e série, vol. II, 1878.

faits aussi surprenants ne sont point le résultat d'une illusion d'optique [1].

Pour l'œil perçant de M. Schiaparelli, et grâce à un objectif de $0^{m},218$ doué d'un pouvoir de définition hors ligne, les continents de Mars, jusqu'ici immenses et presque sans solutions de continuité, se sont divisés et se divisent encore aujourd'hui [2] en une multitude de terres isolées et séparées les unes des autres, comme les mailles d'un réseau, par un système de canaux sombres souvent très-déliés.

En attendant d'autres confirmations plus directes de ces détails et de toutes les merveilles que nous révèle le mémoire du savant observateur de Milan, et qui constitueraient le plus grand pas réalisé dans l'étude de Mars depuis Beer et Mädler, je me suis demandé si les dessins connus jusqu'ici ne viendraient point à l'appui des observations de M. Schiaparelli et j'ai entrepris une révision générale de la nombreuse collection que je possède. Je ne m'attendais à trouver que quelques indices fort vagues correspondant à des fragments très-restreints des canaux en question, et il me semblait que la solution du problème ne pourrait se dégager que des observations nouvelles. Contrairement à ces prévisions, je viens de rencontrer des dessins de Mars qui militent tellement en faveur de la carte de M. Schiaparelli que je les ai trouvés dignes en tous points de faire l'objet d'une note spéciale. Je suis persuadé que l'Académie voudra bien prendre en considération cette notice en raison des conclusions extrêmement nettes qu'elle comporte.

En 1875, M. Edward S. Holden employa le grand équatorial de

[1] *The Observatory*, 1878, pp. 8 à 11.

[2] M. Schiaparelli voudra bien, j'ose l'espérer, me pardonner cette indiscrétion.

26 pouces de l'Observatoire naval de Washington à faire des dessins de Mars et de Jupiter. Cet astronome communiqua ses observations à la Société royale astronomique de Londres et celle-ci les imprima dans les *Monthly notices*, sans reproduire les dessins [1]. M. Holden voulut bien m'envoyer des photographies de ses dessins de Mars. La lettre qui accompagnait cet envoi est datée du 19 novembre 1875, bien antérieure par conséquent aux travaux de M. Schiaparelli exécutés pendant l'opposition de 1877. Malheureusement M. Holden n'a point suivi Mars très-assidûment et il me dit même dans sa lettre : « The drawings of Mars were » not carried on, owing to the low altitude of the planet, which » did not allow the delicate details to be seen [2]. » Il ajoute : « The original drawings were all made in crayons, and were about » 3 inches in diameter; the full aperture of the telescope was used » (26 inches) and a magnifying power of 400 diameters. None of » these drawings are satisfactory; that of june 23 [3] being the » best. »

Un premier examen de ces photographies, fait au moment de leur réception, m'avait inspiré un grand étonnement : les taches représentées dans la plupart d'entre elles, et notamment dans celle que l'auteur signale comme la meilleure, affectaient des formes incompatibles avec les notions acquises jusque-là sur la configuration de la surface. Évidemment leur étude devait être ajournée, car la grande puissance du réfracteur employé avait révélé à l'observateur des particularités inconnues encore avant cette époque.

Quelle ne fut pas ma satisfaction lorsqu'en reprenant cet examen

[1] *Monthly not*, vol. XXXVI, novembre 1875, pp. 13 et suiv.
[2] Voir *Id.*, p. 14.
[3] Voir la fig. 4 du présent mémoire.

dans ces derniers temps, après avoir étudié à fond le mémoire de M. Schiaparelli, je constatai que les anomalies apparentes des dessins de M. Holden étaient dues au tracé des canaux Hiddekel, Triton et Nepenthes, Xanthus, Scamander, Cyclopum [1] et Loestrygonum de M. Schiaparelli! Le Nilus et le Fluvius y apparaissent aussi avec la dernière évidence.

En présence de cette conclusion, il n'était plus possible de retarder la présentation de ce résultat partiel à l'Académie.

J'ai cru devoir reproduire dans ce mémoire les cinq principaux dessins de M. Holden; leur importance justifie amplement cette publication nécessaire d'ailleurs à l'intelligence de mon travail, et j'ai lieu de croire que ces figures inédites sont encore très-peu connues des aréographes.

[1] Le Cyclopum n'étant autre que Huggins Inlet de M. Proctor, je ne le mentionne ici que pour compléter la liste des canaux de ce genre vus par M. Holden; d'ailleurs, si son existence était déjà hors de doute, son tracé laissait et laisse encore à désirer.

MÉMOIRE

A L'APPUI

DES REMARQUABLES OBSERVATIONS DE M. SCHIAPARELLI

SUR

LA PLANÈTE MARS.

PREMIÈRE PARTIE.

Les canaux Hiddekel, Triton, Nepenthes, Xanthus, Scamander, Cyclopum, Lœstrygonum, le Nilus et le Fluvius (Schiaparelli) observés en 1875, par M. Edward S. Holden, à l'aide du grand réfracteur de 26 pouces de l'Observatoire naval de Washington.

Le premier dessin (fig. 1) se rapporte au 14 juin 1875, de $11^h 15^m$ à $11^h 30^m$ en t. m. de Washington. La comparaison de cette observation avec un dessin de Mars que j'ai fait à Louvain, le même jour, à 12^h de t. m. et représentant la Mer de Kaiser dans la moitié orientale du disque [1], me démontre que M. Holden avait en vue le Détroit d'Herschel II.

Afin de déterminer aisément et avec une approximation suffisante le méridien central de la fig. 1, j'ai eu recours aux *Éphémérides* si précieuses que l'infatigable et savant calculateur anglais,

[1] *Huitième notice sur la planète Mars; observations faites à Louvain, en 1875.* Bull. de l'Acad., 2e série, t. XL, no 11, fig. 6.

M. Marth, met périodiquement à la disposition des astronomes [1]. J'ai trouvé ainsi pour longitude aréographique de ce méridien central, comptée *aréocentriquement* de l'Est à l'Ouest [2], à partir d'un méridien passant par Dawes forked bay : 340°. C'est précisément un méridien qui passe entre l'embouchure du Phison et celle de l'Hiddekel sur la carte de M. Schiaparelli. Notons aussi que la latitude aréographique du centre de ce dessin est à très peu près : — 2°.

M. Holden devait donc voir Schmidt bay [3] à l'Occident du méridien central, et Dawes forked bay et Beer bay à l'Orient[4] : on

[1] A. Marth. *Ephem. for physical observat. of Mars ; opposition of 1875.* Monthly not., vol. XXXV, p. 303. — Les longitudes de M. Marth sont comptées à partir de Dawes forked bay, *a* de Beer et Mädler (voir *Observatory*, août 1877, pp. 158 et 159). Mais, d'après ce passage de l'*Observatory*, il y a tout lieu de croire que M. Marth prend pour origine le même méridien que M. Proctor « the end of the hook or serpentine. » Ailleurs M. Marth dit : « the » assumed meridian 0° passes a little to the west of the middle of spot *a*. » (*Monthly notices,* juin 1879, p. 485). Or, M. Schiaparelli choisit, au contraire, un méridien passant par Fastigium Aryn, *au milieu* de Dawes forked bay. L'examen des longitudes placées dans l'*Observatory* (vol. I, pl. 2) au-dessous des dessins de M. Lockyer, d'après M. Marth, confirme dans l'opinion que, pour cette cause, on doit avoir : L (Schiaparelli) = L (Marth) + 5°.

Je n'ai pas tenu compte de cette différence, et les longitudes données dans cette notice sont celles que l'on déduit directement des éphémérides de M. Marth. Je me suis assuré, pourtant, qu'en ajoutant les 5°, aucune conclusion de mon travail n'est altérée.

[2] Afin de rendre les longitudes dont il est question ici immédiatement comparables avec celles de la carte de M. Schiaparelli, qui seule renferme tous les détails dont nous avons à nous occuper, ces longitudes ont été comptées dans le même sens que sur cette carte; c'est le seul cas où les directions Est et Ouest ont été rapportées ici à un observateur *martiel.*

[3] Voir *Aréogr.*, pp. 74 et 75.

[4] Pour rendre plus comparables mes diverses notices sur la planète Mars et y observer plus d'unité, je continuerai à me servir de la nomenclature de M. Proctor toutes les fois qu'il sera possible ; je ne puis éviter pourtant, dans certaines circonstances, de rappeler les synonymes proposés par MM. Schiaparelli et Green, quand il est nécessaire d'appeler spécialement l'attention sur les importants travaux de ces astronomes. Il n'est pas possible d'éviter l'emploi *simultané* de toutes les nomenclatures existantes, puisque certains

reconnaît effectivement ces dentelures, quoique un peu confuses, sur le bord septentrional de la tache qui couvre la moitié supérieure du disque figuré à Washington. La tache circonscrit une partie plus claire qui répond à l'ancienne île de Phillips de M. Proctor ou à la remarquable région de Deucalion (Schiaparelli).

L'identité du premier dessin de M. Holden étant établie d'une façon irréfutable, j'en ai déduit avec toute l'assurance nécessaire celle des autres dessins et même avec une approximation suffisante leurs méridiens centraux en m'appuyant sur les Éphémérides de M. Marth.

M. Holden observa ensuite la planète le 16 juin, de $10^{h}\,40^{m}$ à $11^{h}\,15^{m}$, t. m. de Washington (fig. 2 de ce mémoire). On trouve à très-peu près pour le méridien central de ce dessin une longitude de 320° (v. la carte de M. Schiaparelli) [1]. D'ailleurs l'aspect figuré est on ne peut plus reconnaissable : la Mer de Kaiser apparaît à gauche (*a*); au milieu (*bc*) se trouve le Détroit d'Herschel, dessinant parfaitement Hammonis cornu (*d*) (Schiap.) et envoyant vers le Sud Scylla et Charybdis et Hellespontus (*de*). En *f* on voit le Détroit de Nasmyth ou Nilus de Schiaparelli.

Le détail le moins apparent de ce dessin est celui sur lequel je veux appeler l'attention : c'est le trait *cg* bien délicat, à peine indiqué qui descend de l'extrémité orientale du Détroit d'Herschel et semble rejoindre le Nil. Cette apparence ne peut être due qu'à l'HIDDEKEL [2] de M. Schiaparelli, car elle est située trop loin du

détails ne sont dénommés que dans l'une à l'exclusion des autres. J'ose espérer que les aréographes qui, d'ailleurs, sont au courant des diverses nomenclatures, voudront bien excuser la confusion apparente qui résulte ici de la période de transition dans laquelle l'étude de Mars est entrée.

Je rappelle aussi que, dans la description des dessins, les orientations sont toujours rapportées ici à l'observateur terrestre; le seul cas spécial dans lequel je me suis placé à un point de vue différent a été signalé note 2, p. 8.

[1] Mémoire cité.

[2] Hiddekel est un canal très-difficile à voir d'après les remarques de M. Schiaparelli (mém. cité, p. 49) : « Il 28 febbraio fu scoperto l'Hiddekel, » senza però poter precisare la sua relazione col Gehon. Il 3, il 4 e il 5 marzo » rividi l'Hiddekel, che mi parve diretto dal Nord al Sud, ma sempre fui » dubbioso nell' assegnare la sua foce australe. »

méridien central pour être attribuée au Phison. Ce dessin semble incomplet; mais M. Holden lui-même dit dans les *Month. notices* [1] : « The whole southern hemisphere unsatisfactory drawn. It is full » of delicate detail, hard to represent. »

Je passe à la figure 3 de ce mémoire. Elle représente Mars observé par M. Holden le 21 juin à 10^h 45^m (t. m. de Washington). Ici surtout commencent les difficultés. Disons d'abord que la tache *a,* malgré sa forme singulière, ne peut être que la Mer de Kaiser; la considération du temps de l'observation et de la durée de rotation de la planète le prouve surabondamment en nous donnant pour longitude très-approchée du méridien central : 271°. C'est l'angle *b* qui doit particulièrement fixer l'attention. Cet angle peut-il être considéré comme étant la pointe septentrionale de Hook Sea, Syrtis minor (Schiap.), Gruithuizen bay de Green? Évidemment non. En effet, en se ralliant à cette hypothèse, il faudrait expliquer pourquoi l'espace renfermé entre les deux côtés de cet angle singulier n'offre point la teinte sombre qui est l'apanage de la Mer de Hook; il faudrait aussi, difficulté plus grave, rendre compte de l'abaissement considérable du sommet de cet angle sur le disque : Gruithuizen bay (Green) ou Syrtis minor (Schiap.) ne se prolonge pas au delà de l'équateur martiel, et celui-ci, comme nous pouvons le conclure déjà de la position de Hammonis cornu dans la figure 2 et des baies du Détroit d'Herschel dans la figure 1, passait au centre du disque à l'époque dont il s'agit [2]. J'ajouterai que dans mes dessins de 1873 [3] on voit constamment la petite Syrte passer sur le centre du disque. Enfin, le sommet *b*, se trouvant sur le méridien central, a pour longitude approchée 271°, comme ce méridien ; la petite Syrte, au contraire, a pour longitude 255° et devait avoir dépassé le méridien central à l'instant considéré.

Ce dessin conduisait donc à l'une des deux alternatives suivantes : ou bien il renfermait une erreur d'appréciation de la

[1] *Loc. cit.*, p. 15.

[2] Voir aussi *Ephem.* de Marth, *loc. cit.*

[3] *Loc. cit*, fig. 16, 17, 18, *m.*

position de la petite Syrte sur le disque, erreur inadmissible de la part d'un observateur aussi distingué, ou bien l'angle anormal figuré était un objet inconnu jusqu'ici. Il ne faut pas hésiter à admettre cette seconde hypothèse et les belles observations de M. Schiaparelli viennent nous donner le mot de l'énigme. En effet, cet observateur a figuré sur sa carte de Mars un angle correspondant exactement à celui de M. Holden. Son sommet répond à une longitude aréographique d'environ 266° et à une latitude boréale de 16° à 17°. Cet angle est formé par deux canaux, l'un partant de Syrtis minor et nommé TRITON (*bc*), l'autre partant de Nilus et nommé NEPENTHES (*bd*). Ces deux canaux emprisonnent en effet un continent grossièrement triangulaire auquel M. Schiaparelli a donné le nom de Libye; évidemment c'est ce continent, limité par Triton et Nepenthes, qu'a vu M. Holden.

Quant à la visibilité de ces deux canaux, écoutons M. Schiaparelli [1] : « Il fiume Tritone è un canale molto facile a distinguere...
» Il Nepente è difficile a veder bene : ma congetturarlo si può
» facilmente dal contrasto di tinta che lungh'esso offre la terra di
» Libia colla regione molto più chiara d'Iside..... Il 14 ottobre
» però il Nepente apparve come una bella linea oscura e visibi-
» lissima. »

Le Nepenthes a joué un grand rôle dans l'aspect présenté aux observateurs par la petite Mer de Main, et sa direction dans le dessin de M. Holden ne semble pas tout à fait s'accorder avec les observations de cette mer, ni avec la position qu'il occupe près de la Grande Syrte (Kaiser sea) sur la carte de M. Schiaparelli. Diverses énigmes se rattachant à la Mer de Main n'ont pas manqué d'attirer l'attention de l'astronome de Milan dès 1877 [2], et je crois pouvoir annoncer ici sans trop d'indiscrétion que les observations actuelles (1879) de M. Schiaparelli semblent devoir révéler à ce sujet des faits extrêmement curieux dont cette mer et la péninsule de Hind (Osiridis promontorium) seraient le théâtre.

Le dessin dont je viens de m'occuper est évidemment incomplet;

[1] Mém. cité, p. 84.
[2] *Id.*, p. 86.

d'ailleurs M. Holden nous dit : « Mere sketch finished 10^h 45^m; » Mars so low that it is very unsteady [1]. »

J'arrive à la figure 4 de ce mémoire : elle représente Mars vu par M. Holden le 23 juin de 10^h 20^m à 11^h 7^m. La longitude du méridien central est ici fort voisine de 254°. Cet astronome avait commencé un autre dessin à 10^h 15^m, il le laissa inachevé pour entreprendre celui que je reproduis ici et qu'il considère comme le meilleur de tous ceux qu'il a exécutés. Disons de suite que le dessin inachevé dont M. Holden m'a envoyé aussi la photographie s'accorde néanmoins avec la figure 4.

On reconnaît d'abord ici la tache *a* de la figure 3 ou Mer de Kaiser (Syrtis magna). On retrouve également l'angle *b* qui s'offre dans les mêmes conditions et que je viens d'expliquer. Cet angle est occupé par la Libye, mais celle-ci paraît se prolonger en *d*, dans l'Océan de Dawes [2]. Sans nous arrêter à cette particularité, qui pourrait aussi être due à un nuage martiel et dont on se rend difficilement compte dans l'état actuel de nos connaissances, remarquons qu'elle semble l'indice d'une communication entre Libya et OEnotria (Schiap.) Remontons le Triton *bc* vers le Sud et arrivons à la petite Syrte *c*, puis, suivant encore davantage notre route vers le Sud, arrivons à la Mer de Zöllner (Hadriaticum mare) représentée par *ef* [3]. A l'Occident de celle-ci on trouve, en *g*, la partie la plus méridionale de la Terre de Cassini (Ausonia) limitée à gauche par le XANTHUS (Schiap.) *h*, et au Sud par Mare Chronium (Maunder sea de Green) *if*. A l'Occident du Xanthus nous trouvons l'Eridania *l* limitée près du bord occidental par le SCAMANDER, *mi*. Comme je viens de le dire, Xanthus et Scamander se jettent ici dans Mare Chronium *if*, et au Sud de

[1] *Loc. cit.*, p. 13.

[2] J'ai soupçonné l'existence d'un trait brillant analogue en 1873 et je l'ai désigné par *mn* dans les fig. 16, 17, 18 de ma *Huitième notice sur Mars* (voir *loc. cit.*).

Voir aussi la fig. 23 de mes *Observations de Mars en 1873* : BULL. DE L'ACAD., t. XXXVI, n° 11. Pour d'autres observations analogues, voir *Aréographie*, pp. 51, 52 et 53, et fig. 10, 18, 20, 21, 22, 41 et 51.

[3] Voir la note 2, p. 13.

cette dernière on voit une ligne plus claire qui correspond à Thyle II de Schiaparelli. Enfin, on est tenté de prendre la ligne noire *no* pour la Mer Australe (Mer de Phillips). Il n'est pas étonnant que M. Holden ait pu explorer la planète sous des latitudes aussi australes, puisque l'équateur passait à cet instant presque exactement au centre du disque [1].

Ce qui frappe et étonne dans ce dessin, c'est que l'on n'y découvre aucune trace de la Terre de Burckhardt (Hesperia) et que la Terre de Cassini (Ausonia) s'y développe si peu vers le Nord [2]. A l'exclusion de ces continents brillants, on trouve seulement la bande sombre non interrompue *mc*, qui est l'ancienne Mer de Maraldi confondue ici avec la Mer de Hook et même avec une partie de la Mer de Zöllner (Mare Cimmerium, Mare Tyrrhenum et Mare Hadriaticum).

Malheureusement les observations ont fait défaut en 1875, et l'on ne peut appeler ici le témoignage de nombreux astronomes. Mais je puis constater que je ne vois figurer nettement la Terre de Burckhardt dans aucun des dessins de cette opposition que je possède. *Certes, il y a là des énigmes importantes qui attendent encore leur solution.*

La courbure de la tache *mi* m'avait d'abord fait songer au

[1] Voir *Ephem.* cit.

[2] Depuis la rédaction de ces lignes, j'ai reçu de M. Schiaparelli une communication des plus importantes au point de vue de ces difficultés; ce savant a observé cette année (1879) un trait noir qui fait communiquer la Mer de Zöllner et la Mer de Hook, et partage en deux le continent de Cassini. C'est évidemment le canal figuré par M. Green sur sa carte générale et séparant Cassini land de Dreyer Island (voir *Mém. de la Soc. roy. astr.* de Londres, vol. XLIV). *Je puis affirmer ici de la façon la plus absolue et sans le moindre doute* que la bande *ef* de M. Holden (fig. 4) n'est autre chose que le canal nouveau découvert par M. Green en 1877. La Mer de Zöllner n'est donc représentée ici qu'en *f* et nous voyons en *g* Cassini land et en *k* Dreyer Island. En *e* se trouve Circœum prom : (Schiap.).

Ce passage de notre Mémoire était exigé par l'état actuel de nos connaissances, c'est pourquoi nous l'avons conservé; la présente note est nécessitée par les *dernières découvertes que nous laissons à M. Schiaparelli le soin d'exposer.*

Simoïs de M. Schiaparelli, « Simoe, il quale gira descrivendo un » arco molto pronunziato, ed è uno dei pochi che siano così » curvati. » Mais il est difficile d'admettre que la Mer de Kaiser et le Simoïs, dont les longitudes diffèrent de 130° environ, soient vus distinctement et à la fois, l'une au bord oriental, l'autre au bord occidental du disque *apparent.* Il ne s'agit ici évidemment que du Scamander, distant de la Mer de Kaiser de 90° seulement en longitude. D'ailleurs écoutons ce que dit du Simoïs M. Schiaparelli : « Il Simoe è certamente una delle cose più difficili di Marte. » Quant au Scamander : « è molto più facile a scoprire che il Simoe, » et au Xanthus : « facilmente visible [1]. »

La figure 5 de ce mémoire représente Mars observé par M. Holden, le 5 août, de 8h 20m à 8h 47m (t. m. de Washington). L'auteur exprime largement le peu de satisfaction que lui procure ce dessin : « Whole drawing unsatisfactory, but a few things » certain; forms on the disk not well caught; red colour satisfac- » tory; none of the rest quite so [2]. »

On trouve pour le méridien central une longitude très-approchée de 194°, et l'on est transporté ainsi dans la région de la Mer de Maraldi appelée Mare Cimmerium par M. Schiaparelli. Le méridien en question traverse le continent que M. Schiaparelli nomme Zephyria, et qui est limité à droite par le canal Loestrygonum, à gauche par le Titanum, reliant Mare Cimmerium et Mare Sirenum à Fluvius [3]. Il est remarquable que M. Holden a représenté précisément en *a* un continent en tout semblable à Zephyria, limité à droite et à gauche par un canal, et au Nord par une bande obscure *bc* dont la position concorde tout à fait avec celle de Fluvius; on voit même en *f* le prolongement du Fluvius vers le Nord comme M. Schiaparelli l'a représenté sous la longitude

[1] Mém. cit., p, 76.

[2] *Month. not.,* loc. cit.

[3] M. Schiaparelli appelle *Oceanus fluvius,* une zone sombre située entre Tharsis et Elysium, comprenant donc 110° de longitude. Pour préciser, je n'ai vu aucun inconvénient à employer tantôt le mot *Oceanus,* tantôt le mot *Fluvius* isolément pour désigner plus spécialement les régions que ces deux *mots* occupent sur la carte.

de 205°. Le Fluvius est situé ici à la latitude boréale de 10° et, dans le dessin de M. Holden, il atteint presque le centre, comme l'exige la position de l'équateur martiel au moment de cette observation, la latitude du centre étant comprise entre + 2° et + 3°.

Quelque séduisante que soit cette interprétation, on ne peut admettre que le canal central *bd* soit le Titanum et le canal *ec* le Loestrygonum. En effet, si le méridien central avait pour longitude 194°, le Titanum devait se trouver à 20° au moins à gauche du centre au moment de l'observation de M. Holden, et il est impossible que cet astronome lui ait donné la position centrale occupée par la ligne sombre *bd*. Le Titanum doit donc avoir échappé à M. Holden; quant au Lœstrygonum, il était effectivement fort voisin du centre au moment considéré et il est hors de doute qu'il faut lui attribuer l'ombre centrale *bd*. Le canal *ce* ne peut donc être que le Cyclopum, qui, effectivement, se trouve à 20° environ du Lœstrygonum.

Il convient de remarquer ici que M. Holden, en observant le Cyclopum, ne confirme pas seulement les observations de M. Schiaparelli, mais celles d'observateurs plus anciens que lui-même qui ont représenté cette passe à laquelle M. Proctor a donné le nom de Huggins Inlet [1].

Nous voyons donc ici le Cyclopum *ce* se prolonger dans la bande *f*, branche du Fluvius s'avançant vers le Nord, à la longitude de 205°.

La confirmation anticipée, par M. Holden, de l'existence du Lœstrygonum est d'autant plus remarquable que M. Schiaparelli s'exprime ainsi [2] : « il fiume dei Lestrigoni è assai meno visibile » che quelli delle Sirene, dei Titani e dei Ciclopi. »

Le Cyclopum, observé depuis longtemps, ne présente naturellement pas les mêmes difficultés : « il fiume dei Ciclopi, che ho » sempre potuto vedere tutte le volte che questa parte del pia» neta si è presentata alla vista [3]. »

[1] *Aréogr.*, pp. 85 à 96.
[2] Mém. cit., pp. 73 et 74.
[3] *Id*, p. 74.

Les faits signalés dans cette première partie du présent mémoire militent donc sérieusement en faveur de l'existence de plusieurs canaux de la carte de M. Schiaparelli; examinons les conclusions que nous pouvons tirer au même point de vue de quelques autres observations de Mars et spécialement de celles qui ont été réalisées en 1871, 1873 et 1877 par MM. les docteurs Lohse et Vogel.

SECONDE PARTIE.

Les canaux Hiddekel et Gehon, Indus, Hydaspes et Ganges, Eosphoros, Araxes, Agathodœmon, Herculis columnæ, Sirenum, Titanum et Gigantum, Lœstrygonum, Cyclopum, Xanthus, Eunostos, Nepenthes (Schiaparelli), etc., observés indépendamment par plusieurs astronomes en 1862, 1864, 1871, 1873 et 1877.

La longitude et la latitude aréographiques du centre de tous les dessins, dont il est question dans cette seconde partie, ont été calculées et publiées par M. Marth [1]. Cette heureuse circonstance a abrégé beaucoup notre travail; énumérons les régions de la carte de M. Schiaparelli que l'on reconnaît avec évidence dans ces figures, en joignant quelques indications sommaires indispensables [2]. J'ai désigné par L la longitude du méridien central et par λ la latitude du centre.

OPPOSITION DE 1862.

Knott (*Aréographie*, fig. 34) :

$$L = 78°,1, \qquad \lambda = -26°,5.$$

Agathodœmon, Nilus.

[1] *Ephem. for physical observations of Mars*, 1879-1880. Month. not., vol. XXXIX, pp. 475 et suiv.

[2] M. Schiaparelli ayant déjà étudié, au même point de vue, dans son mémoire, les observations de Mädler, Kaiser, Lockyer, Secchi, Dawes, Rosse, Lassell, von Franzenau, etc....., j'ai pu passer ici sous silence les remarquables dessins de ces astronomes (voir Mém. cité, notamment pp. 95 et suiv.).

Dr Schmidt (*Aréographie*, fig. 39) :

$$L = 215^\circ,4, \qquad \lambda = -22^\circ,2.$$

Du Sud au Nord : Mare australe, Ulyxis fretum entre Thyle I et Thyle II, Mare Chronium, Mare Cimmerium, Mare Tyrrhenum reliée à la précédente par l'ombre qui, suivant Schiaparelli, recouvre la partie méridionale d'Hesperia. Fluvius?

OPPOSITION DE 1864.

Secchi (*Aréographie*, fig. 45) :

$$L = 148^\circ,4, \qquad \lambda = -6^\circ,6.$$

En haut du disque : Thyle I, puis Palinuri fretum. *Plus bas :* Mare Sirenum; à gauche : 1° Herculis columnae, 2° Sirenum; à droite : origine de Titanum-Gigantum. *En bas :* Oceanus. Voyez aussi sur ce dessin : *Aréographie*, pp. 95 et 96. La ressemblance du Sirenum avec la Mer de Kaiser est ici tellement frappante que le P. Secchi lui-même semble prendre cette figure pour celle de la Mer de Kaiser dans la lettre qu'il m'écrivait en m'envoyant ce dessin. Faut-il s'étonner alors des formes analogues si nombreuses que nous trouvons dans les *Areogr. fragmente* de Schröter, et qui reçoivent une nouvelle et véritable explication par l'existence des canaux dirigés du Nord au Sud de M. Schiaparelli? (Voyez F. Terby, *Areographische fragmente de Schröter* et *Configuration des taches de Mars à la fin du XVIIIme siècle,* dans les publications de l'*Académie royale*.)

Bien qu'un mystère profond enveloppe encore la Passe de Bessel, il ne semble pas impossible de la rapporter au Sirenum, et l'on trouve dans le mémoire de M. Schiaparelli des remarques très-ingénieuses à ce sujet, p. 70 [1].

[1] Voyez, au sujet de la Passe de Bessel, le *Tableau synonymique des dénominations données aux taches de Mars*, dans les Bull. de l'Acad., 2e série, t. XLVIII, n° 12.

OPPOSITION DE 1871.

Gledhill (*Aréogr.*, fig. 41) :

$L = 247°$, $\lambda = +25°,8$.

A gauche : Cyclopum se prolongeant au Nord dans l'Eunostos.

Lehardelay (*Aréogr.*, fig. 52) :

$L = 6°,8$, $\lambda = +25°,1$.

D'après ces éléments, M. Lehardelay doit avoir vu le Gehon. A l'époque où j'ai publié l'Aréographie, on ne connaissait dans ces régions qu'un seul canal se dirigeant du Sud au Nord et nommé Dawes Strait. Tout canal observé dans ces parages était naturellement expliqué par celui de Dawes. M. Schiaparelli a montré qu'il faut compter aussi avec la présence du Gehon, de l'Hiddekel, du Phison, du Ganges; quant à l'Hydaspes, il semble s'identifier jusqu'ici pour nous avec le Dawes Strait.

Dr Vogel, Dr Lohse (*Beobacht. angestellt auf der Sternwarte des Kammerherrn von Bülow zu Bothkamp*, Heft I, herausg. von Dr H. C. Vogel. Leipzig, 1872).

L'objectif de l'équatorial employé par MM. Lohse et Vogel mesure $293^{mm},5$ d'ouverture utile, et ces savants ont employé un grossissement de 280 fois.

Fig. 7 (Lohse). . . $L = 40°,1$, $\lambda = +25°$.

On voit le Ganges se détacher de la Mer Érythrée au bord oriental.

Fig. 8 (Lohse). . . $L = 337°,7$, $\lambda = +25°,2$.

L'ombre légère qui relie la bande supérieure à la tache inférieure du disque, en passant à l'Orient du centre, ne peut être due qu'à Hiddekel et Gehon. La Mer de Kaiser est au bord occidental.

Fig. 9 (Vogel). . . $L = 326°,8$, $\lambda = +25°,4$.

Au bord oriental se voit une trace d'Hiddekel ou Gehon. Ce dessin contient de plus au centre et dans la moitié occidentale, une

trace d'un canal encore inconnu qui traverserait Æria (Schiap.) de l'Est à l'Ouest sous la latitude de + 25° environ [1].

Fig. 10, 11, 12 (Lohse).
Les longitudes sont respectivement : 232°,4, 236°,8, 237°,2;
et les latitudes : + 25°,9, + 25°,9 et + 26°.

Dans ces trois dessins (voyez fig. 6 de ce mémoire) [2], l'ombre légère *a* qui occupe à peu près le centre est évidemment l'Eunostos; elle sépare deux régions circulaires brillantes, l'une à l'Orient : *Amenthes* (*b*), l'autre à l'Occident : *Elysium* (*c*) (Fontana land). Dans la figure 10 Elysium est séparé d'une troisième région circulaire (*d*) s'étendant jusqu'à la bande sombre qui longe une partie du bord occidental (*e*) ; cette troisième région est l'*Æolis* séparée du bord occidental par le Loestrygonum (*e*). Du milieu de la bande supérieure (*f*), qui est Mare Cimmerium, se détache une ombre (*g*) correspondant au Cyclopum et à l'Æthiopum confondus, représentant donc l'Æthiopis, et communiquant avec l'Eunostos central. L'Æolis et l'Elysium apparaissent bornés à l'Occident par le Fluvius (*h*).

Dans la figure 11, le Cyclopum est très-apparent, ainsi que le Lœstrygonum près du bord occidental.

Dans la figure 12, l'Æolis et le Lœstrygonum ont presque disparu au bord occidental.

Dans les trois figures, l'Océan de Dawes (*i*) apparaît au bord oriental.

Webb (*Aréogr.*, fig. 53) :

L = 275°,5, λ = + 25°,7.

L'ombre figurée à gauche de Kaiser Sea est due à Nepenthes, Triton lacus et Thot.

[1] Cette particularité est d'autant plus intéressante que M. Schiaparelli dit dans son Mémoire (p. 46) que pendant toute la période de ses observations, en 1877, l'Æria resta constamment très-brillante et qu'il fut impossible d'y découvrir la moindre ombre ou tache quelconque. En aura-t-il été de même en 1879? Voyez aussi p. 24 de ce Mémoire, fig. 4 de M. Trouvelot.

[2] La figure 6 représente les principales ombres qui apparaissent dans la figure 10 de Bothkamp.

OPPOSITION DE 1873.

Knobel [1] (*Month. notices*, t. XXXIII, juin 1873) :

Fig. 5 . . . L = 49°,5 λ = + 20°,4.

Étant donnés ces éléments pour le point central, et pour le méridien central qui passe par la tache polaire boréale, on voit sur ce méridien l'océan De La Rue (Auroræ Sinus). Les deux dentelures que l'on trouve ensuite à l'Occident de ce méridien sont, la plus grande, l'embouchure de l'HYDASPES (Dawes Strait), et la plus petite, contiguë, l'embouchure de l'INDUS (Beer bay).

Fig. 10. . . L = 30°,9, λ = + 21°,1.

Le méridien central passe à peu près par la plus orientale des deux petites dentelures figurées ici par M. Knobel; comme dans la figure 5, cette dentelure est donc bien l'embouchure de l'Hydaspes et la petite dent placée à sa gauche celle de l'Indus. On peut tirer les mêmes conclusions de la figure 12 : L = 26°2, λ = + 21°5.

Fig. 11. . . L = 354°,6, λ = + 21°,5.

L'auteur a vu ici, près du méridien central, Dawes forked bay et, au bord oriental, une baie qui est due à l'Indus, probablement confondue avec l'Hydaspes par un effet de perspective.

Fig. 7. . . L = 18°,7, λ = + 20°,5.

Si, dans les dessins 10 et 12, la plus orientale des deux petites dents dont nous avons parlé correspond à l'Hydaspes, ce qui semble hors de doute, il est évident que le canal s'avançant jusqu'à la tache sombre boréale dans la figure 7 est aussi le Dawes Strait ou Hydaspes tout entier, comme je l'avais avancé dans

[1] Les découvertes de M. Schiaparelli ayant jeté un grand jour sur la configuration de la côte boréale du détroit d'Herschel II, j'en ai profité ici pour analyser d'une façon aussi complète que possible les baies de ce détroit, figurées par M. Knobel. Je n'avais pu faire cette étude d'une manière aussi satisfaisante dans l'*Aréographie*, car nos connaissances n'étaient pas aussi avancées dans cette voie en 1874.

l'*Aréographie* (pp. 72 et 73). La position de ce canal relativement à la tache boréale (Tycho Sea) le prouve aussi d'une façon péremptoire, si l'on compare cette position à celle de la dent orientale des figures 10 et 12. Dans la figure 7 nous trouvons à gauche de l'Hydaspes deux petites dentelures avant d'arriver au Dawes forked bay qui avoisine le bord occidental. L'une de ces deux dentelures doit se rapporter à l'embouchure de l'Indus, mais que penser de la seconde? Cette énigme est insoluble encore aujourd'hui.

Le même Hydaspes figure probablement aussi dans le dessin 9,

$$L = 76°,9, \qquad \lambda = +20°,7.$$

Knobel (*Aréogr.*, fig. 31) :

$$L = 43°,8, \qquad \lambda = +22°,9.$$

Ce dessin s'explique d'une manière moins satisfaisante. La longitude de 43°8 ne se concilie bien ni avec la présence de l'Hydaspes, ni avec celle du Ganges au méridien central. La position du canal par rapport à la tache Tycho porte à l'identifier avec les canaux des figures 7 et 9, ou avec le Dawes Strait. Les baies qui se trouvent dans la moitié occidentale du disque sont aussi difficiles à expliquer; la plus voisine du canal serait l'Indus, la plus occidentale la baie de Dawes.

Dans la moitié orientale on voit une zone blanche nuageuse qui traverse la tache sombre (voyez *Aréographie*, p. 70). Ce nuage se serait donc formé sur l'intéressante région de Pyrrha de M. Schiaparelli, et, pour nous servir de l'expression de ce savant, serait une *image météorique* de cette région (voyez *Mém.* de Schiaparelli, pp. 64 et 65, § 100).

La détermination des baies et des canaux qui partent du bord septentrional du Détroit d'Herschel II, dans les dessins de M. Knobel, ne pourra se faire d'une façon plus assurée et plus complète que quand nous connaîtrons les relations exactes des canaux de M. Schiaparelli avec la grande tache Tycho, sur laquelle tous les observateurs de 1871 et de 1873 ont appelé l'attention (voir *Aréographie*, ch. V. Voir aussi : *On the aspect*

of Mars at the oppositions of 1871 and 1873, by C. E. Burton, dans les *Transactions of the Royal Irish Academy*, vol. XXVI (Science). Dublin, 1878, pp. 427 et suiv.) Ce grand océan (*Knobel Sea et Tycho Sea* de Green) doit s'étendre environ de 20° à 80° de longitude et depuis les régions polaires septentrionales jusqu'à + 20° de latitude. Il reçoit sans doute le Gehon, l'Indus, l'Hydaspes et le Ganges. Cette tache, l'une des plus sombres de la planète, n'a offert à M. Schiaparelli qu'une faible trace représentée par la portion du Nilus qui parcourt ces parages; en 1877, en effet, elle se trouvait au bord boréal du disque apparent et sans doute dérobée aux regards par d'épais nuages.

M. Schiaparelli ayant constaté dans son mémoire que M. Knobel a vu aussi l'Elysium, l'Eunostos et le Cyclopum (Oudemans inlet et Huggins inlet) et le lacus Triton, il n'est plus nécessaire d'insister sur ces points (voir *Mém.* de Schiaparelli, pp. 75, 82 et 85).

Dr Lohse (*Publicationen des astrophysikalischen Observatoriums zu Potsdam;* n° 2, ersten Bandes zweites Stück; Potsdam, 1878; p. 128) :

Fig. 2. . . L = 89°,9, λ = + 19°,9.

On voit dans la moitié orientale du disque l'Oceanus se détacher du Nilus (Tycho Sea) et se diriger vers le Sud.

Fig. 4. . . L = 47°,8, λ = + 20°,6.

Ce dessin montre admirablement l'Indus qui part du Margaritifer sinus; on voit aussi son embouchure dans la Mer de Tycho. Certes, à l'époque où l'on ne connaissait que le Dawes Strait, il aurait été impossible d'expliquer la direction de ce canal dans le dessin de M. Lohse. Ce sont ces directions variables du Dawes Strait *prétendu unique* qui m'ont dicté la question 4 de la page 77 de l'*Aréographie*.

Si nous comparons les observations de MM. Knobel, Lohse, Terby et Trouvelot (voir p. 23 de ce mémoire) faites pendant la même opposition, nous sommes forcés de reconnaître que MM. Lohse, Terby et Trouvelot n'ont vu que l'embouchure de l'Indus et que M. Knobel a vu, en outre, l'Hydaspes en entier.

Terby (*Bull. de l'Acad.*, 2e sér., t. XXXVI, n° 11, 1873) :

Fig. 17. . . L = 220°,1, λ = + 17°,3.

L'ombre qui s'élève de la tache inférieure et passe à l'Occident du centre est donc due à FLUVIUS et a LOESTRYGONUM.

Fig. 20, 21, 22. . . L = 41°,8, 66°,2, 71°,0 λ = + 20°3.

Ces trois observations ont été faites le même jour (10 mai 1873, de 8^h 10^m à 8^h 40^m, à 10^h 5^m et à 10^h 25^m). Je rappelle ici les remarques faites sur *l'éclat polaire austral :*

« 8^h 10^m-8^h 40^m; la région située au-dessus de la bande *bc* est » plus blanche que le reste du disque, mais l'éclat polaire est » maximum dans l'espace figuré au-dessus de *b*. »

« 10^h 5^m; l'éclat polaire méridional se montre sur une étendue » beaucoup plus grande qu'à 8^h 10^m et dans une situation diffé- » rente. Après 10^h 5^m, il tend à diminuer d'étendue; il y a là évi- » demment un effet de la rotation. »

« 10^h 25^m, la tache polaire méridionale a continué à diminuer » d'étendue et à se déplacer par l'effet de la rotation. »

Les belles observations de M. Schiaparelli viennent nous donner l'explication complète de ces phénomènes étonnants; car elles prouvent que *la tache polaire apparente observée ici au Sud n'était autre que l'île d'*ARGYRE *très-brillante qui se déplaçait par l'effet de la rotation.*

Fig. 23. . . L = 24°,2, λ = + 20°,6.

D'après ces éléments, la baie la plus centrale, recourbée vers l'Occident, doit être l'embouchure de l'INDUS; sa direction concorde parfaitement avec la carte de M. Schiaparelli, avec le dessin de M. Lohse cité plus haut (1873, fig. 4) et avec les observations de M. Trouvelot.

Trouvelot (*Annals of the astron. observ. of Harvard College,* vol. VIII, part. II, pl. 22) :

Fig. 1. . . L = 45°,3, λ = + 22.

La première dentelure à partir du bord occidental est Dawes forked bay non dédoublée, la seconde l'embouchure de l'Indus

comme dans ma figure 23 de 1873 (voir plus haut), avec laquelle le dessin de M. Trouvelot présente un accord inespéré vu la colossale différence des instruments dont nous nous servions (le grand équatorial de 15 pouces de l'observatoire de Harvard college et ma lunette de Secretan de 95^{mm}). On voit de plus probablement, dans la moitié orientale, la jonction du Ganges avec Tycho Sea (Nilus, Schiap.) (voir aussi *Bulletin de l'Académie*, 2e série, t. XL, n° 11, 1875 : étude abrégée des dessins de M. Trouvelot, ch. V, Mers de Tycho et de Delambre, p. 569).

Fig. 4. . . L = 314°,8, $\lambda = +22°,5$.

La baie du Détroit d'Herschel située ici à l'Orient du méridien central est l'embouchure du Phison. Au bord oriental se trouve Dawes forked bay. Vers le centre on voit une ombre légère, dans le continent de Dawes (Proctor). Faut-il la rapporter au Phison, ou est-ce la trace d'un canal encore inconnu? (Voir plus haut Vogel, dessin 9 de 1871. — Voir aussi, sur cette tache isolée, *Huitième notice sur la planète Mars*, étude des dessins de M. Trouvelot, ch. II, p. 568 du *Bulletin de l'Académie*, t. XL, 1875.)

OPPOSITION DE 1877.

L. Cruls (Observatoire impérial de Rio de Janeiro. — *Mémoire sur Mars. Taches de la planète et durée de sa rotation, d'après les observations faites en 1877*) :

Pl. II, fig. 2 . . . L = 189°,3, $\lambda = -22°,4$.

Ce dessin a une très-grande importance en ce qu'il confirme l'existence de l'Atlantis I (terre de Webb).

Pl. III, fig. 1 et 2; pl. IV, fig. 2; pl. VI, fig. 2.

L comprise entre 80° et 109°,6, $\lambda = -22°4$.

La Mer de Lockyer se prolonge ici vers l'Orient par une tache très-noire avec laquelle elle se trouve en continuité. Cet effet ne peut être dû qu'à la confusion et à la réunion apparente de *Lacus*

solis, Lacus phœnicis, Araxes, Mare Sirenum de Schiaparelli. Cette continuité se présente encore dans d'autres dessins que nous allons passer en revue.

Pl. IV, fig. 1. . . L = 215°,7, λ = — 22°,4.
Pl. V, fig. 2. . . L = 201°,1, λ = — 22°,4.

La dentelure occidentale de la bande sombre est formée par la pointe septentrionale de Mare Sirenum, lieu où viennent se jeter le Titanum et le Gigantum, et la dentelure orientale est due à l'embouchure du Cyclopum.

Avant d'étudier ces deux dessins, il est nécessaire de corriger les dates et les heures qui les accompagnent, en consultant l'errata placé à la page 19 du texte. Il faut noter aussi que M. Marth a attribué au dessin 1 de la planche IV la longitude qui convient au dessin 2 de la planche V et réciproquement.

Pl. VI, fig. 1. . . L = 65°,4, λ = — 22°,4.

Au bord inférieur du disque se trouve la région du Nilus où se place l'embouchure septentrionale du Ganges de M. Schiaparelli. Cette région appartient à la Mer de Tycho ou de Knobel (Green).

Pl. IX, fig. 2. . . L = 267°,8, λ = — 22°,7.

Triton lacus à gauche de Kaiser Sea.

Pl. X, fig. 1. . . L = 283°,7, λ = — 22°,7.

La tache brillante qui est située dans la moitié occidentale du disque, près du bord supérieur, est le Thyle II, Schiap.

Pl. XI, fig. 2. . . L = 241°, λ = — 22°,9.

La tache sombre située immédiatement sous la tache polaire est le Sinus Promethei.

Pl. XII, fig. 1. . . L = 155°,5, λ = — 23°,5.

Mare Sirenum s'arrête ici à 150° de longitude à peu près. Elle devrait donc se prolonger encore vers la gauche d'au moins 20°. Ce prolongement est faiblement indiqué, *comme s'il était caché par des nuages.*

Pl. XIII, fig. 1. . . L = 226°,8, λ = — 23°,6.

Les deux grandes baies situées en dessous de la bande sont difficiles à expliquer autrement que par la présence des embouchures de l'Æthiopum, du Cyclopum et peut-être du Lœstrygonum.

Dr Lohse (*Loc. cit.*, p. 22 de ce mém., Band I, Taf. 8) :

Fig. 1 et 2.

Les longitudes des centres sont respectivement : 274°,8 et 266°,9;

λ = — 22°,6.

Dans les deux dessins : Iapygia. — Dans la figure 2, trace de Nepenthes et Triton Lacus; Sinus Promethei.

Fig. 3, 4, 5. . . L = 193°,5, 170°,5, 160°,3;

λ = — 22°,9, — 23°,0, — 23°,2.

Ces dessins sont de la plus grande importance au point de vue de la carte de M. Schiaparelli; comme les autres observations de M. Lohse en général, ils sont la confirmation éclatante des découvertes de Milan.

1° La tache claire arrondie qui occupe le centre de la figure 3, qui est à l'Orient du centre dans la figure 4, et qui s'approche du bord oriental de la figure 5, est Zephyria, limitée à l'Orient par le Loestrygonum dans la figure 3, et à l'Occident par une baie et un canal se prolongeant jusque dans les régions sombres septentrionales (Oceanus et Fluvius), baie et canal formés évidemment par la confusion de Titanum et Gigantum; ce canal est au centre dans la figure 4 et à droite du centre dans la figure 5.

2° Le continent arrondi occupant la moitié occidentale de la figure 4 et le centre de la figure 5 est Memnonia.

3° Dans les régions les plus méridionales de la figure 3, et dans la moitié orientale, nous voyons une trace du Xanthus se détachant du Sinus Promethei;

4° Enfin, les figures 4 et 5 renferment des traces incontestables d'Atlantis I et d'Atlantis II.

Fig. 6, 7 et 8. . . L = 135°,8, 116°,5, 114°,1;
λ = — 23°,2, — 23°,4, — 23°,5.

Les figures 6 et 7 nous montrent parfaitement HERCULIS COLUMNÆ, Palinuri fretum; nous y voyons aussi ARAXES, réunissant Mare Sirenum à Solis Lacus par Lacus Phœnicis. Cet aspect correspond à la tache figurée par M. Cruls de Rio de Janeiro (voir pp. 24 et 25 de ce mémoire).

Mare Sirenum se termine dans beaucoup de dessins par une bifurcation figurée ici par M. Lohse, et produite par Herculis Columnæ et Araxes, Lacus Phœnicis. C'est l'explication notamment d'un dessin exécuté en 1862, par M. Webb (voir *Intell. Observer*, octobre 1863, p. 183, figure 13, et *Aréographie*, p. 91).

HERCULIS COLUMNÆ apparaissent encore très-marquées dans la figure 8.

Notons aussi que M. Lohse ne figure nullement ici le Phasis et réunit ainsi Thaumasia fœlix à Icaria. On peut donc faire au sujet de ces dessins la judicieuse remarque que M. Schiaparelli fait aussi à propos des dessins de Kaiser (voir mém. cité, p. 68).

Fig. 9. . . L = 53°,1, λ = — 24°.

Trace du GANGES; Pyrrhæ regio ; Argyre.

Fig. 10. . . L = 345°,2, λ = — 24°,6.

Deucalionis regio, réunie à Iapygia; hellespontus (Mer de Lambert). *Deucalionis regio semble dédoublée par une ombre très-légère dans le sens longitudinal?*

L. Niesten (*Observations sur l'aspect physique de la planète Mars, pendant l'opposition de 1877.* — ANNALES DE L'OBSERVATOIRE ROYAL DE BRUXELLES, t. II, 1878) :

Pl. I, fig, 4, 5, 6. . . L = 237°,9, 221°,7, 218°,6;
λ = — 22°,8 et — 22°,9.

L'EUNOSTOS forme la bande inférieure dans les figures 4 et 5; conjointement avec Cyclopum et Fluvius dans la figure 6.

La figure 6 montre admirablement Thyle II près des régions polaires australes et Ulyxis fretum au bord occidental, contre la tache polaire.

Pl. II, fig. 4. . . L = 136°,3, $\lambda = -23°,4$.

Mer de Lockyer dans la moitié occidentale; elle se prolonge vers l'Est par une ombre qui est une trace d'Eosphoros et Lacus Phœnicis.

Pl. IV, fig. 7. . . L = 227°,4, $\lambda = -25°,4$.

Ce dessin renferme peut-être une trace de l'Æthiopum, se réunissant à l'Eunostos.

Pl. V, fig. 2 et 3. . . L = 92° et 100°,5, $\lambda = -26°,6$.

Ces deux figures renferment incontestablement le Ganges se jetant dans le Nilus.

CONCLUSION.

Les faits nombreux réunis dans ce mémoire prouvent que la carte de M. SCHIAPARELLI est l'expression la plus exacte qu'on connaisse de la vérité. Armés de cette carte, nous nous expliquons une foule de détails renfermés dans des dessins antérieurs à ceux de Milan, ou au moins complétement indépendants; ces détails étaient restés autant d'énigmes indéchiffrables jusqu'aujourd'hui. Sans doute la division des continents par un nombre considérable d'immenses canaux est un fait singulier, inattendu et nous ne trouvons rien d'analogue à la surface de notre terre; mais la répartition spéciale des continents et des mers de Mars avait, depuis longtemps déjà, attiré l'attention; on avait, avant les observations de M. Schiaparelli, remarqué avec étonnement la tendance de certaines mers à affecter des formes allongées, amincies, dont divers degrés se manifestaient dans la *Mer de Kaiser,* le *Détroit de Dawes*, les *Passes de Huggins,* de *Bessel,* de *Nasmyth...* Cette *forme des Mers martielles comparée à celle des océans terrestres* avait inspiré à M. STAN. MEUNIER une note intéressante insérée dans les *Comptes rendus* de septembre 1873 (voir aussi : *Les Mondes*, tome XXXII, p. 86). L'auteur y rappelait cette phrase de M. PROCTOR : « *Un des traits les plus remarquables de la planète* » *Mars consiste dans le grand nombre des passes longues et* » *étroites, et des mers en goulots de bouteille.* »

Serait-il rationnel dès lors de nous étonner à un aussi haut degré en constatant que les *Passes* citées plus haut et connues depuis longtemps ne sont pas les *seules* à la surface de l'astre? Pourquoi ce caractère déjà constaté, déjà hors de doute, ne se confirmerait-il pas davantage par des observations de plus en plus minutieuses? Tel est le résultat extrêmement remarquable dû au savant directeur de l'Observatoire royal de Milan.


1.



2.



3.



4.



5.



6.

Dessiné par F. Terby d'après Holden et Lohse G. Severeyns. Lith.

(1)

GESCHIEDENIS

VAN

JACOBA VAN BEIEREN

(1401-1436);

DOOR

Frans DE POTTER,

LETTERKUNDIGE TE GENT.

KENSPREUK : « Doulce est la paine
Quand elle amaine
Après torment
Contentement » (1590).

(Bekroond door de Klas der letteren der koninklijke Academie van België den 5 Mei 1879.)

(2)

GESCHIEDENIS

VAN

JACOBA VAN BEIEREN

(1401-1436).

De onafgebrokene reeks van belangrijke lotgevallen, welke de regeering van Jacoba van Beieren, gravin van Henegouw, Holland en Zeeland, en vrouwe van Friesland, kenmerken, maken zonder tegenspraak een der voornaamste hoofdstukken uit van de Nederlandsche geschiedenis. Geene vorstin heeft hier, gedurende de middeleeuwen, een zoo sterk bewogen leven gehad als zij, en ook voor geene andere kwamen zoo vele hartstochten en begeerlijkheden naar hare rijke erflanden in werking. Wij kennen er geene, wier lot zoo rampspoedig was als het hare, als gedurig geslingerd tusschen hoop en vrees, nu eens opbruischend in moed en vertrouwen, dan door spijt, wrevel en teleurstelling neergedrukt. Gedurende verscheidene jaren lijdende door het wangedrag van twee echtgenooten, harer onwaardig, vervolgd, aangevallen en beroofd door bloedverwanten, die hare steunstokken en verdedigers moesten geweest zijn, maar die tegenover hare zwakheid en verlatenis alles meenden te mogen ondernemen om hunne eigene grootheid en macht uit te breiden, ontstonden uit die handelingen gebeurtenissen van het hoogste gewicht, die het reeds uitgestrekte domein van 't huis van Burgondië over de grenzen der Belgische gewesten verre uitzetteden en alzoo de vereeniging der verschillige Nederlandsche vorstendommen onder éénen schepter mogelijk zouden maken.

Zonderling, voorzeker! Een zoo buitengewoon leven, eene zoo fel beroerde regeering als van Jacoba, een zoo gewichtige kamp als om haar gestreden werd, en waarbij Henegouw, Holland, Zeeland en Friesland rechtstreeks, Brabant, Utrecht, het prins-bisdom van Luik, zelfs voor eenigen tijd de koninkrijken Engeland en Frankrijk onrechtstreeks betrokken waren, heeft tot heden geenen bijzonderen geschiedschrijver ten onzent gevonden. Wel is waar maken de kronieken en historieboeken, handelende over de XVe eeuw, nog al breedvoerig gewag van haar, en er werden, vooral in Noord-Nederland, een aantal verhandelingen over Jacoba van Beieren in 't licht gegeven, zooals uit de onderstaande lijst mag blijken :

Het leven van Jacoba van Beijeren, in het Ve deel der *Levensbeschrijving van eenige voorname meest Nederlandsche mannen en vrouwen* (Amsterdam, 1778).

Siegenbeek, *de Eer van Jacoba van Beijeren verdedigd.*

Het slot Oostende te Goes en de moerbeziënboom van Jacoba op hetzelve, in den *Zeeuwsche Volksalmanak* (1836).

Vrouw Jacoba van Beijeren en Albrecht Beiling, door Lauts, in de *Bijdragen voor vaderlandsche geschiedenis en oudheidkunde,* verzameld door J.-A. Nijhoff, IIe deel (Arnhem, 1838).

Zelfde onderwerp als 't laatstgemelde, opgenomen in de *Werken der koninklijke Academie van wetenschappen.*

Verhandeling over de vraag : *Kan Jacoba van Beijeren uit de Hollandsche gravinnen uitgemonsterd en Jan van Beijeren in hare plaats gesteld worden?* in het *Instituut* (1846).

Rekeninge der testamentoren van vrouwe Jacoba van Beijeren. — Bepaling der schulden ten laste van het sterfhuis van Frank van Borselen, en andere stukken, in het *Codex diplomat. Neerlandicus,* uitgegeven door het *Historisch Genootschap,* te Utrecht IIe serie, 1e afdeeling (1852).

Charters betreffende Jacoba van Beieren, in het *Tijdschrift* van Visscher, IIe deel.

De afbeeldingen van Jacoba en Frank van Borselen te Sint-Maartensdijk, in *Zeeland,* jaarboekje voor 1853.

Portretten van Jacoba van Beijeren en Frank van Borselen, door C. Kramm, in *de Navorscher,* IIIᵉ jaargang (1853).

Het gevoelen van Bilderdijk over Jacoba van Beijeren, door G. Vrolyk, in de *Vaderlandsche Letteroefeningen* (1854).

Les cruches de Dame Jaqueline, in de *Nouvelles archives,* van de Reiffenberg, Vᵉ deel.

Utrecht, bondgenoote van Jacoba van Beijeren, in den *Utrechtschen Volksalmanak* (1856).

Jacoba van Beijeren en Martinus V, in de *Katholiek* (1857).

Rapport sur différentes séries de documents concernant l'histoire de Belgique, qui sont conservées dans les archives de Lille, door Gachard.

Vrouw Jacoba kannetjes, in de *Oude Tijd* (1869).

Jacoba van Beijeren, door Dʳ Paul Alberdingk Thym, in de *Dietsche Warande,* X.

Niettegenstaande zoo vele en daaronder hoogst merkwaardige bronnen [1], werd het door niemand in Nederland ondernomen een volledig beeld van de beroemde vorstin te scheppen. Onder die bronnen moet, in de eerste plaats, genoemd worden Van Mieris' *Groot Charterboek der graven van Holland,* hetwelk nagenoeg de meeste oorkonden inhoudt, welke bij 't schrijven eener volledige biographie van nut konden zijn; verders moeten wij wijzen op de uitgave van de Maatschappij der Bibliophilen van Bergen : *Particularités curieuses sur Jacqueline de Bavière* (1838), welke verscheidene tot dan toe ongekende feiten en omstandigheden bekend maakten. Nu, wat geen Nederlander deed, beproefde Franz Löher in zijne *Jakobäa von Bayern und ihre Zeit,* waar men inderdaad eene volledige geschiedenis der vorstin lezen mag. Zijn boek, dat van ernstige studie en veel talent getuigt, werd, eenigszins, uitgewerkt en hier en daar van enkele onnauwkeurigheden gezuiverd, onder den titel : *Jacoba van Beijeren en haar tijd* (1871), in het Nederlandsch overgezet. Verscheidene andere

[1] In de bibliotheek van het Vatikaan te Rome bevindt zich een oud Hs., getiteld: *Vita Jacobae ducissae Hollandiae.*

schriften van Franz Löher droegen ook bij om de groote figuur van Jacoba meer en beter te doen uitkomen. Herinneren wij zijne uitgaven :

Die Quellen und Litteratur zur Geschichte von Jakobäa von Bayern-Holland, Ie deel, 1861 ; IIe deel, 1865.

Eine Landeshuldigung im 15e *Jahrhundert von Jakobäa von Bayern in Henegau,* 1417 (Anz. Germ. Museum, 1861).

Der Brabanter Hof und eine Brüsselische Revolution im 15e *Jahrhundert* (*Hist. Taschenbuch,* I, 1860).

Uit de vorengaande aanhalingen ziet men gereedelijk dat het meest in Noord-Nederland en Duitschland is, dat de lotgevallen en rampspoeden van Jacoba de schrijvers aanspoorde om op zoek te gaan naar nieuwe berichten en over den wandel der vermaarde vorstin een oordeel uit te brengen. Wij mogen evenwel niet vergeten dat ten onzent ridder Van Ertborn, op het laatst zijns levens, eene groote menigte bescheiden en aanteekeningen had bijeengebracht met het voornemen eene breedvoerige geschiedenis van de gravin te boek te stellen, een werk, dat door de dood werd onderbroken.

Verscheidene van de hooger opgenoemde bronnen en verhandelingen zijn door ons benuttigd, inzonderheid de stukken over Jacoba's regeering in het IVe deel van Van Mieris' *Groot Charterboek der graven van Holland* bijeengebracht. Hieromtrent, evenwel, hebben wij eene opmerking te maken. Bij het lezen dier stukken zijn wij tot de overtuiging gekomen dat de afschriften op vele plaatsen gebrekkig zijn. Het is voor ieder bevoegd man duidelijk te zien, dat daar menige fout is gedrukt; dat de punctuatie, in de middeleeuwsche schriftstukken doorgaans ontbrekende, zoo willekeurig is aangewend, dat daardoor menige volzin gebroken en soms onduidelijk is gemaakt; dat er, evenals in de vier deelen van Miræus' *Opera diplomatica,* zelfs woorden zijn weggelaten, schier overal de oorspronkelijke spelling gewijzigd is. Veel, althans, moet dit niet verwonderen. Wel verzekert Van Mieris in 't voorbericht zijner verzameling : « alle zorg, die men zich kan ver-

beelden, hebbe ik aangewend, om mijne afschriften in alle deelen gelijk te maaken aan de oorspronglijke brieven, en als mij die ontbraaken, aan de oudste en naauwkeurigste handschriften, welke ik altijd voor die gedrukt, of naar den hedendaagschen trant verboogen waren, verkoozen hebbe, » maar de vier zware folianten door Van Mieris, buiten zijne andere werken, bezorgd, kunnen onmogelijk door zijne hand alléén afgeschreven zijn; immers voor het opzoeken, vergelijken en kopiëeren van een zoo verbazend aantal documenten, als door genoemden schrijver zijn bijeengebracht, zou een menschenleven nauwelijks toereikend geweest zijn. Inderdaad, het is bekend dat de verzamelaar zich moest bedienen van vele afschriften, door vrienden te zijnen gelieve, of in vroeger tijden, gemaakt, alsmede van eene menigte stukken, in gedrukte werken voorkomende en mogelijk niet met de vereischte nauwgezetheid afgeschreven. Nu, hoezeer van de gebrekkigheid der bedoelde oorkonden overtuigd, hebben wij die moeten volgen, omdat de oorspronkelijke stukken buiten ons bereik lagen, ja vele daarvan hedendaags mogelijk verre zouden te zoeken zijn.

Edoch, wij hebben ons niet bepaald bij 't raadplegen van gedrukte boeken, maar, ter vollediging of verbetering van wat vroeger geschreven was, verscheidene met Jacoba's lotgevallen betrekking hebbende documenten uit openbare archieven, in België en te Rijsel, en tot heden gedeeltelijk onbekend of onbenuttigd gebleven, in hun geheel medegedeeld of anders bij den opstel benuttigd. Hiertoe behooren, inzonderheid, uit het archief des noorder-departements te Rijsel: de pauselijke bulle van 1411, waarbij Joannes XXIII dispensatie verleent aan Jan van Touraine en Jacoba van Beieren, voor maagschap van derden en vierden graad; de akte van verbond, gesloten door de hertogen van Brabant en van Burgundië tegen den hertog van Glocester en Jacoba, in 1425; het vonnis door den bisschop van Albano, pauselijke legaat, ten jare 1426 uitgesproken in 't proces ter nietigverklaring van het huwelijk des vorengenoemden; verders een twintigtal extracten uit de algemeene rekeningen van het graafschap Henegouw, welke belangrijke bijzonderheden over Jacoba's levenswijze, hare hofhouding en de staatkundige aangelegenheden doen

kennen; — uit het rijksarchief te Brussel: verschillige charters van 1417 tot 1433, in 1857 door het Oostenrijksch gouvernement aan België teruggezonden; extracten uit de stadsrekeningen van Gent, inlichtingen gevende omtrent de diplomatische handelingen aan het hof van Vlaanderen nopens Jacoba, en omtrent de opzoekingen, na hare ontvluchting, door de wethouderen dier stad bevolen; — uit het archief van Bergen: een groot getal uittrekselen der stadsrekeningen, in verband met de hoofdpersoon dezer geschiedenis, en waaruit, onder andere, te zien is wat al moeite de hertog van Brabant, na de ontvluchting zijner vrouw, aanwendde om haar weer bij zich te krijgen; hoe hardnekkig Jacoba al zijne voorstellen en het aandringen van prelaten, van de Henegouwsche Staten, wethouders der hoofdstad en hooge ambtenaren verstootte, en welke rol de hertog van Burgondië in die poging tot verzoening vervulde; — uit het archief van Mechelen: extracten uit de stadsrekeningen betreffende de onderhandelingen van Jan IV, hertog van Brabant, en Jan, hertog van Burgondië, nopens het huwelijk van den Brabantschen vorst met Jacoba van Beieren, enz.

Wij hadden onze verhandeling een grooter getal bladzijden meer kunnen geven dan zij nu telt, door de mededeeling van het aanzienlijk getal oorkonden, bij Van Mieris en elders te vinden. Wij meenden dit niet te moeten doen, omdat al die stukken sedert lang gekend en voor de biographie van Jacoba en voor de algemeene landsgeschiedenis reeds benuttigd zijn. Ons dunkt dat het der Academie, bij het uitschrijven der prijsvraag, meer te doen was om iets nieuws omtrent Jacoba te vernemen, dan wel om eenen herdruk te bezorgen van bekende documenten. Onder dit opzicht meenen wij al het mogelijke beproefd, niets, van hetgeen in ons bereik lag, verwaarloosd te hebben.

Wij hebben nog uitlegging te geven over een punt, dat hier anders is aangeduid dan in verscheidene historieboeken en verhandelingen met betrekking tot ons onderwerp te vinden is. De schrijvers namelijk zijn het niet eens aangaande het tijdstip van Jacoba's huwelijk met den zoon des konings van Frankrijk. De

Chroniques d'Enguerran de Monstrelet (XXVIIe hoofdstuk) zeggen, dat ten jare 1406 « furent faits et traitez les mariages premiers du Duc de Touraine, second fils du Roy, et de la dessusdite Jaqueline de Bavière... et aussi de Ysabel, roine d'Angleterre... et de Charles d'Orléans... » Van die meening is ook de verzamelaar der *Particularités curieuses sur Jacqueline de Bavière,* en deze steunt zich daarvoor op eene oorkonde van 9 Juli 1406, waarbij koning Karel VI, onder andere, den hertog van Touraine een jaarlijksch pensioen belooft van 16,000 schilden tot den dag zijner meerderjarigheid, alsmede uit een ander document, volgens hetwelk in gezegd jaar « *monseigneur et madame de Touraine,* » met Jacoba's moeder uit Compiègne te Kanoot (Quesnoy, in Henegouw) aangekomen, namens de stad Bergen met eenige geschenken werden begiftigd.

Noch het een noch het ander mag strekken tot een bewijs. Te Compiègne werd, ter gelegenheid des huwelijks van Karel van Orleans, de plechtige ondertrouw van Jan van Touraine en Jacoba van Beieren gevierd, met bepaling der wederzijdsche voorwaarden van de te volgen verbintenis. Dat de jonge vorstenkinderen onmiddellijk na de verloving naar 't gewoon verblijf der graven van Henegouw gekomen zijn, zal niet verwonderen, wanneer men weet, dat beide te zamen werden opgevoed, nu eens te Kanoot, dan te 's-Gràvenhage verblijvende. Zoo verstaat men gemakkelijk de gift van Karel VI : zij diende tot voltrekking van de opvoeding zijns zoons in de landen, welke hij geroepen was later te regeeren en derhalve moest leeren kennen.

Maar de getuigenis van DE MONSTRELET? zal men vragen. Deze schrijver, wel is waar, beleefde de gebeurtenissen, welke hij te boek stelde; maar men weet dat hij te Kamerijk woonde, dus niet in de buurt van Compiègne, en lichtelijk kan hij de ondertrouw voor het echtverbond zelf hebben genomen, te meer, aangezien er denzelfden dag aldaar, in tegenwoordigheid der grafelijke familie van Henegouw, een vorstelijk huwelijk gesloten werd. — Ten overige, de hertog van Touraine was geboren den 31 Augustus 1398, Jacoba den 25 Juli 1401, zoodat zij in 1406, wederkeerig, nauwelijks acht en vijf jaren telden. Geen leeftijd om een huwe-

lijk aan te gaan? Neen, en het stellig bewijs, dat er in 1406 enkel eene verloving plaats had, hebben wij gevonden in de hoogergemelde bulle van paus Jan XXIII, waarbij het jonge paar dispensatie werd gegeven. Die wordt toch nooit ná het huwelijk gevraagd.

Wij stellen de vereeniging op het jaar 1414, wanneer de koninklijke prins zijn zestiende, Jacoba haar dertiende jaar bereikt had. Arend, in zijne *Algemeene Geschiedenis des vaderlands* (IIe deel), en David, in zijne *Vaderlandsche historie* (VI), houden 't insgelijks met dat tijdstip.

Dat het huwelijk nog niet gesloten was in 1412, blijkt uit de verder medegedeelde charter van 23 Maart deszelfden jaars, waarbij de koning van Frankrijk, zijnen zoon Jan van Touraine met het graafschap Ponthieu begiftigende, alleenlijk spreekt van het « *traicté de mariage* faict entre... Jehan... et Jaques (*Jacqueline*) de Bavière, » betuigende verder dat... « voulans de nostre costé le traicté dudit mariage entretenir et accomplir *et icelluy mariage estre parfait et consommé...*, » welke woorden volgens ons genoeg beduiden dat toen de echt nog niet voltrokken was.

Deze opmerkingen gemaakt, vangen wij onze *Geschiedenis* aan.

I

Inleiding. — De staatkundige toestand van Holland vóór en bij de geboorte van Jacoba van Beieren.

Tot beteren verstande van hetgeen in de volgende bladzijden zal gezegd worden, alsook om den draad onzes verhaals niet te dikwijls te moeten onderbreken, is het noodig in eenige regelen den politieken toestand te doen kennen van het graafschap Holland, Jacoba's geboortestreek, en waar een zoo belangrijk deel van haar levensdrama afliep. Wij behoeven daartoe ruim eene halve eeuw vóór Jacoba's geboorte achteruit te zien.

Graaf Willem (IIe in Henegouw, IVe in Holland), ook heer van Friesland, toonde zich minder genegen voor de zaken van zijne eigene landen dan om zich in vreemde geschillen te mengen. Hij regeerde nauwelijks meer dan acht jaren, en wist gedurende dien tijd niets beters te doen dan zich te bemoeien met zaken, waarin hij niets te zien had. Zoo voerde hij zijne strijdkrachten nu eens ter kruisvaart tegen de Lithouwers, dan naar de kusten der Oostzee, vervolgens tegen de Utrechtschen, de Franschen, de Engelschen, eindelijk tegen de Friezen; hij sneuvelde in den slag te Stavoren ten jare 1345, zonder kinderen of broeders achter te laten.

Nu deed zich een vraagstuk voor, hetwelk niet alleen voor dat oogenblik, maar ook later gewichtige bezwaren ging opleveren. Kwam Henegouw, als vrouwenleen, aan de oudste zuster des overledenen, Margareta, echtgenoote van keizer Lodewijk van Beieren — Holland, Zeeland en Friesland daarentegen waren mansleenen en konden derhalve aan geene der zusters van den gesneuvelde te beurt vallen. Edoch, niet alleen de gemaal van Margareta, maar die der andere zuster, de koningin van Engeland, deden onverwijld hunne aanspraak op de erfenis gelden, waarbij dan nog

gelijkelijk optraden de zonen der overledene zuster, de gravin van Gulik, alsmede de oom van den vorigen graaf, Jan van Beaumont.

De Engelsche koning rustte eene vloot uit en zeilde er mee naar Zeeland; de edelen en gemeenten verdeelden zich in twee partijen, wat te lichter geschiedde, doordien de vorige regeering onzeggelijk veel te wenschen had gelaten en aan alle kanten ontevredenheid heerschte. De keizer was behendig : hij droeg de voogdij over de drie gewesten op aan Jan van Beaumont, die aanvaardde en daardoor zijnen eisch liet varen, maar dewijl het woelende volk niet te stillen was, ontbood men de keizerin, door de meerderheid van den adel als landvrouw verlangd. Zij kwam zonder dralen, doch vond gansch het rijk in de ijslijkheden des burgeroorlogs gedompeld. Te midden van onlusten en bloedstortingen werd Margareta als gravin gehuldigd, doch zij ondervond aldra dat haar de toegenegenheid des volks ontbrak. Om die ongunstige stemming te verbeteren verleende zij aan elke stad, die haar huldigde, rechten en privileges, maar ging daarom zoo verre, dat het haar onmogelijk werd al de aangegane verbintenissen te vervullen en alzoo den haat van velen zich op den hals trok. Ook verbleef zij maar luttel dagen, na hare inhuldiging, in Holland en trok naar Beieren terug, haren zoon Willem het bestuur opdragende.

Deze, van zijnen kant, deed ook alles om populair te worden, doch niet uit zucht om wel te doen : de titel en rang van stadhouder van Holland en Zeeland waren hem niet genoeg, zijne heerschzucht stak naar de grafelijke kroon, hij was jaloersch van de grootheid zijner moeder!

Willem gelukte er in, een groot getal edelen aan zijnen kant te lokken, maar ergerde er, van den anderen kant, ook velen, wie het snoode gedrag des zoons tegen de borst stiet. Iedereen koos partij, en toen, weinigen tijd nadien, de keizer van Duitschland overleden was, stak Willem onbeschaamd de banier des opstands op. Hij dwong zijne moeder hem het graafschap Holland af te staan en Margareta, die Henegouw behield, bedong en verkreeg van haren zoon de belofte van een jaargeld, overeenkomstig met haren staat.

Aan deze verplichting voldeed de ondankbare niet, zoodat Margareta naar Holland kwam om den eervergetene tot reden te brengen. De graaf, nog dieper zinkende, riep zijne aanhangers ten strijde en maakte zich gereed zijne moeder uit het land te drijven. Zoo ontstond de beruchte tweespalt, die der *Hoekschen* en *Kabeljauwschen* [1], welke gedurende anderhalve eeuw allerlei rampen trok over volk en land en zich kenmerkte door ongehoorde gruwelen [2].

Bij de Kabeljauwschen maakten de groote steden de kern der partij uit; de Hoekschen waren vooral sterk door den hoogen adel, en wel door de oudste geslachten des lands, als de Brederoden, afstammende van het eerste Hollandsche gravenhuis, en hunne verwanten; de Wassenaars, die zich beroemden 't oudste adellijk geslacht van Holland te zijn; de Duivenvoorden, de Montfoorts, en verder de Renessen, de Polanen, de Binckhorsten, die van Strijen, Heemstede, Boeckhorst enz. Evenwel faalde het den Kabeljauwschen ook niet aan vermogende en invloedrijke familiën; noemen wij hier slechts de van Arckels, de rijksten en vermetelsten, die aan 't grafelijk hof van Holland heerschten, als zij tegen den vorst niet in oorlog waren; de Egmonds, even rijk en fier; de Borselens, in Zeeland; de Culenburgs, aan de grenzen van Utrecht; de Heemskercken en Waterlands, in Holland enz. Alle

[1] Bilderdijk leidt den naam van Kabeljauwschen af uit de hofkleeding of die der ambtenaren: blauw met wit of zilver, in schuine ruiten geschakeerd en meer of min gelijkende aan Kabeljauwen. (Zie zijne *Vaderl. Geschiedenis*, III, 164, alsmede de *Verhandeling over de Hoeksche en Kabeljauwsche Partijschappen*, door Tydeman).

Vóór 1428 wordt de naam der twee partijen in geen staatsdocument aangetroffen. De eenen droegen, om zich te onderscheiden, eenen grauwen, de anderen eenen rooden hoed.

[2] Kabeljauwschen noemden zich de partijgenooten van graaf Willem; zij hadden, meent men, dien naam gekozen omdat zij zich vergeleken bij den kabeljauw, de grootste der visschen aan de Hollandsche kusten en die zich voedt met kleinere visschen, welke hij gedurig vervolgt. Deze benaming was bijzonder scherp, en moest beteekenen dat de partij, die ze droeg, groot en sterk was te midden van machteloozen en zwakken. Hoekschen zinspeelde op den hoek of haak, waarmede de kabeljauw gevangen wordt.

oudere Hollandsche schrijvers zien in de Hoekschen eerlijke kampers voor de vrijheid en wettige overheid der landen; in de Kabeljauwschen, daarentegen, lieden die de burgerlijke vrijheid, om eigenbelang, aan den vorst ten offer brachten [1]. Van dit gevoelen was ook Huig de Groot, die de Hoekschen niet beschouwde als eene factie, maar veel meer als dat gedeelte der ingezetenen « die volstandig bleven in haar devoir, om de wetten, usancien, vryheden en gerechtigheden van 't land voor te staan, die van de Kabeljauwschen werden gecontrarieerd. »

De kamp was voor Margareta ongelijk : hare trouwe Zeeuwen en Henegouwers, door de Engelschen geholpen, konden tegen de Hollandsche steden, die voor Willem vochten, niet op, en de uitslag was dat de vorstin de wijk moest nemen naar Engeland en al hare erflanden aan haren zoon afstaan. De ongelukkige moeder deed het, den snoodaard vergiffenis schenkende en hem verders met de blijken harer liefde beschamende; maar zij overleefde den afstand niet lang en stierf den 23 Juni 1356. De vloek des Heeren drukte op den trouwelooze en enkele jaren nadien werd graaf Willem door krankzinnigheid geslagen [2].

Aanvankelijk wilden de Kabeljauwschen geenen anderen vorst in de plaats van dengene, die door zijne ziekte onbekwaam geworden was de teugels van 't bewind in handen te houden; toen, in 1357, de eerste teekens van waanzin bij Willem III zichtbaar werden, hadden zij zijne echtgenoote gaarne als bestuurster uitgeroepen, hoewel zij de keizerin Margareta niet hadden willen erkennen, omdat, naar hun beweren, Holland geen vrouwenleen was. Die voorkeur had een bijzonder oogmerk. Mathilde, Willems gemalin, was teeder, zacht van aard en vroom, en de Kabeljauwschen vleiden zich met de hope, haar te zullen leiden en beheerschen. De Hoekschen verijdelden dien list en droegen het bestuur des lands op aan Willems jongeren broeder, den hertog Albrecht van Beieren, die toen 22 jaren telde en goede hoedanig-

[1] Franz Löher, *Jakobäa von Bayern und ihre Zeit.* I.

[2] De zinneloosheid van graaf Willem III duurde niet min dan dertig jaren. Schrikkelijke straffe, voorwaar! Hij werd te Kanoot opgesloten en stierf er in 1389.

heden had. In den beginne had hij vele moeielijkheden uit te staan met verscheidene Hollandsche steden en groote geslachten; hij begunstigde de Hoekschen, aan wie hij zijne verheffing te danken had, en bewerkte voor vele jaren stilstand van veete en partijwoelingen.

Hij had zijn vijftigste jaar bereikt, toen zijne gemalin, de dochter des hertogs van Brieg en Liegnitz, overleed, en hij, verleid door de schoonheid eener adellijke jonkvrouw, Aleide van Poelgeest, deze tot zijne minnares maakte. Daar hare familie tot de Kabeljauwschen behoorde, duurde het niet lang of die partij kwam in alle invloedrijke en gewichtige betrekkingen: aan het hof en in den raad voerden zij den hoogen toon [1]. De Hoekschen ontvlamden in woede, en wetende aan wie zij hunne nieuwe vernedering te wijten hadden, deden zij haar op den avond van 21 September 1392 door onridderlijke handen in 't buitenhof te 's Hage vermoorden.

Albrecht zou deze afschuwelijke daad wreken. Toen, het jaar nadien, het oppergerechtshof tegen de moordenaars den ban uitgesproken en hen vogelvrij verklaard had, begaf zijn zoon Willem zich met zijne aanhangers naar het hof bij zijnen vader en vroeg genade voor de plichtigen, die over de grenzen waren getrokken. De hertog, bewust van de medewerking zijns zoons aan de misdaad, kan zijnen toorn niet bedwingen en beveelt zijne inhechtenisneming. Willem vlucht in een nabij gelegen huis en versterkt er zich, maar Albrecht eischt dat men de woning in brand steke. Mogelijk ware er eene nieuwe misdaad in de geschiedenis aan te boeken geweest, hadde Jan van Arckel geene genade voor Willem bekomen. Maar de erfprins zag wel, dat hij in Holland niet meer veilig was en vluchtte naar Gouda, opvolgendlijk Oost-Friesland, Engeland en Frankrijk bezoekende. Eerst in 1395, toen Albrecht voor de tweede maal was in den echt getreden met eene prinses van Kleef, kwam eene verzoening tusschen vader en zoon tot stand.

Nu ondernam de vorst eenen grooten krijg tegen de Friezen,

[1] Zie Wagenaar, *Vaderlandsche historie,* III, 321.

die vijf jaren duurde, veel goed en bloed verslond en aan Holland weinig voordeel gaf. Albrecht van Beieren stierf den 16 December 1404 en werd door Willem (IVe in Henegouw, VIe in Holland) opgevolgd.

Geene vorstelijke familie was te dien tijde zoo machtig als deze van Willem, graaf van Holland, Zeeland en Henegouw, en heer van Friesland. In Luik was zijn broeder Jan van Beieren tot bisschop gekozen, terwijl beider zwager, Jan van Burgondië, in 1404 graaf van Vlaanderen en hertog van Burgondië werd. Twee jaren nadien zou zijn broeder Antoon den hertoglijken troon van Brabant en Limburg bestijgen.

In Holland kregen de Hoekschen het thans goed, maar Willem toonde zich ook rechtvaardig jegens de Kabeljauwschen. Edoch, het gelukte hem niet de gemoederen te bedaren en het land den vrede te geven. Stroomen bloeds zouden door die partijschappen nog worden vergoten, nog menige stad en heerenslot der verwoesting prijs gegeven, nog eene zee van rampen over het volk gejaagd.

Ziedaar eene kleine schets van den toestand, omtrent den tijd waarop Jacoba van Beieren op het tooneel der wereld verscheen.

II

Opvoeding van Jacoba. — Hare verloving en haar huwelijk met den hertog van Touraine. — Zij wordt kroonprinses, en op haar zestiende jaar weduwe. — Haar vader sterft.

Op Sint-Jacobsdag (25 Juli) van het jaar 1401 werd in het grafelijk hof te 's Hage een kind geboren, welks komst het vorstelijk gezin van Holland met groote blijdschap vervulde. Men gaf dat kind den naam van gezegden apostel, waaronder het ook later, in vele staats-en andere schriften, alsmede in verscheidene kronieken, genoemd wordt. Inderdaad, men zegde veel meer « vrouwe Jacob, dame Jacque, » dan Jacoba of Jacqueline.

Die prinses, lang verbeden en met liefde en dankbaarheid ontvangen, zou geene broeders of zusters bekomen, eene omstandigheid welke graaf Willem en zijne gemalin later zeker evenveel spijt moest veroorzaken als zij te eenigen dage door de van iedereen verongelijkte en teleurgestelde vorstin moest bejammerd worden.

Nauwelijks telde Jacoba den kinderleeftijd van vijf jaren, of, in de vrees of de bewustheid dat er geen mannelijke erfgenaam in 't gezin zou komen, dacht men er aan, de toekomst der prinses door een voordeelig huwelijk te verzekeren. De hoven van Holland, Frankrijk en Burgondië kwamen overeen haar den tweeden zoon des Franschen konings tot echtgenoot te geven, te weten Jan, hertog van Touraine, die toen omtrent negen jaar oud was. Het ontwerp werd besproken en goedgekeurd te Compiègne. De koningin van Frankrijk, Izabella, kwam aldaar met den jongen prins en hare dochter, mede Izabella geheeten en vergezeld van eenen pauselijken legaat, den broeder des konings, de hertog van Orleans, en dezes oudsten zoon. Ook waren daar de hertog van Burgondië, de gravin van Holland en Henegouw met Jacoba,

Jan van Beieren, gekozen bisschop van Luik, en een aanzienlijk getal heeren, ridders, prelaten, raadsheeren en hooge ambtenaren.

Het doel dezer vergadering was tweevoudig : men wilde, in de eerste plaats, eene verzoening tot stand brengen tusschen de beide takken van den koninklijken stam in Frankrijk, die tegenover elkander stonden als doodsvijanden, en deze minnelijke overeenkomst bezegelen met een dubbel echtverbond. Het een en het ander geschiedde. De jeugdige hertog van Orleans werd aan zijne nicht Izabella ten huwelijke gegeven, en Jan van Touraine aan Jacoba van Beieren verloofd, en daar zij allen met elkander reeds vereenigd waren door den band des bloeds, was de bemiddeling noodig van den pauselijken legaat, die de vereischte dispensatie bezorgde.

Men heeft eene zonderlinge overeenkomst opgemerkt in het lot dezer bruiden: het verledene van Izabella van Orleans was, ja, een beeld van de toekomst der Henegouwsch-Hollandsche prinses. De eene was enkele dagen omhangen met het koninklijke purper, de andere mocht het slechts in de verte zien. Izabella toch was reeds koningin van Engeland geweest, doch vóor zij den leeftijd van elf jaren had bereikt, had zij haren gemaal van den troon zien stooten en ten grave dalen. Jacoba zou nagenoeg een gelijk lot ondergaan, met dit onderscheid, dat het verlies harer grootheid haar nog pijnlijker moest vallen, doordien zij de overweldiging harer eigene erflanden zou te betreuren hebben vanwege mannen, die hare natuurlijke verdedigers en beschermers hadden moeten zijn. Thans was de tweede echtgenoot, aan wien men Izabella overleverde, nauwelijks uit de kinderjaren, en zij aanvaardde den nieuwen levensgezel, door de hartelooze, ijskoude staatkunde gekozen, onder 't schreien van bittere tranen, denkende niet alleen aan de donkere toekomst, maar ook aan het eerst zoo blijde verledene met al zijne droombeelden van geluk en mogendheid. Eilaas, meer dan één huwelijk zou Jacoba zelve teleurstelling en spijt, ja afkeer en snerpend zielsverdriet veroorzaken! Maar de toekomst is voor ieder een raadsel, dat men gaarne ten schoonste oplost; maar Jacoba's ouders waren vermogend, geacht in de rij der vorsten, en dachten aan geenen ommekeer der wereldsche

grootheid; maar de Henegouwsch-Hollandsche prinses was een kind, dat alles zich voorspiegelde in de heerlijkste kleuren en onbezorgd de toekomst te gemoet dartelde. Zoo werden de feesten te Compiègne met luister en bij de vorstelijke familie van 's-Gravenhage met trots en vreugde gevierd.

Tot meerdere zekerheid van het ontworpen huwelijk verleende hertog Willem aan de verloofden de erfopvolging van al zijne landen, terwijl, van zijnen kant, de koning van Frankrijk hem geven zou het graafschap Ponthieu [1] en de burchtvoogdij van

[1] « Charles, par la grace de Dieu Roy de France etc. scavoir faisons a tous presens et advenir que comme par le traicte du mariage faict entre nostre tres chier et tres aime fils second Jehan de France, duc de Thourayne et nostre tres chiere et tres aime fille Jaques de Bavière, fille de noz tres chiers et aime cousin et cousine Guillame, conte palatin du Rin, duc de Baviere, conte de Haynault, Hollande et Zelande, et seigneur de Frise, et de Marguerite de Bourgogne, sa femme, nous aions promis et accorde entre autres choses, que nostre dict fils pours on droict et partie de son appenagie et aussy nostre dicte fille pour son douaire auroit le conte de Ponthieu avec ses appartenances et appendances, soient gardes desglises, patronaiges, collations de benefices ou autres droicts quelconques appartenans au conte de Ponthieu, et des lors l'en eussions receu en noz foy et hommage, et avec ce a esté dict par ledict traicté que nostre dict fils seroit tousjours et demeureroit en nostre gouvernement et toutes les terres par iceluy traicté doit avoir nostre dict fils pour son appenage, entre lesquelles est comprinse ladicte conté de Ponthieu, jusques a ce qu'il seroit aage comme ce et autres choses sont plus amplement contenues en noz autres lettres dudict traictez. Et soit ainsy que nostre dict filz soit en present aage de quatorze ans, et plus, et peut et doibt avoir la delivrance et gouvernement de ses terres, possessions et autres biens pour en faire ordonner, disposer cy en avant comme de sa chose, pourquoy nous ait este requis de la part de nostre fils et cousyn que selon la teneur dudict traicté et en entretenant nous voulsissions delaisser et delivrer du tout a nostre dict filz ledict conte de Ponthieu avec ses appartenances et appendances pour en joyr et user doresnavant comme de sa propre chose. Nous, considere et acertene de ce qui dict est par ladvis et deliberation de nostre conseil lequel nous avons par plusieurs fois faict assembler pour ceste cause tant de nostre presence que autrement, voulans de nostre coste le traicte dudict mariage entretenir et accomplir, et icelluy mariage estre parfaict et consommé, avons, par deliberation de nostre dict conseil, auquel nostre tres chiere et tres aimee compaigne la Royne et plusieurs de nostre sang et

Kamerijk, met eenige goederen en de daaraan verbondene inkomsten. Bovendien werd aan Jan beloofd dat hij na 't overlijden zijns ooms ook dezes hertogdom van Berry en 't graafschap Poitou bekomen zou. Eindelijk de heerlijkheden van Crèvecœur, Mortagne en Arleux werden Jacoba, te zamen met het graafschap Poitou, als weduwgoed toegewezen, zelfs al bleef het ontworpen huwelijk onvoltrokken. Ziedaar voorzeker een aanzienlijke bruidschat, maar toch op verre na zoo belangrijk niet als de landen, welke eenmaal tot Jacoba's erfenis behooren zouden. De overeenkomst hield evenwel de bepaling in, dat bijaldien het uitzicht op deze erfenis verijdeld werd, Jacoba haren gemaal, ten titel van vergoeding, eenen bruidschat moest aanbrengen van 200,000 gouden kronen.

Na afloop der feesten te Compiègne kwam de gravin van Holland met haren schoonbroeder Jan van Beieren en de beide kinderen naar Henegouw [1], waar zij te Valensijn en te Bergen op plechtige wijze door de wethouders en het volk onthaald en naar de gewoonten van dien tijd met geschenken overladen werden [2].

lignaige et de nostre dict conseil estoient, delaisse, baile et delivre, et par ces presentes delaissons, baillons et delivrons du tout a nosdicts fils et fille ledict conte de Ponthieu, avec ses appartenances et appendances etc... Donné à Paris au mois de mars lan de grace M.CCCC.XII, et de nostre regne le XXIII.

(Van Mieris, *Groot Charterboek*, IV, 229.)

[1] « Et brefs iours ensuivans icelles besongnes accomplies, ladite duchesse de Hollande, avec luy son beaufrere Jean de Baviere print sa fille, et Jean duc de Touraine son mary, et par le consentement de la Royne, des ducs dessus nommez, et de tout le Conseil royal l'emmena au pays de Haynault, au Quesnoy le Comte, où lors tenoit son hostel ledict duc Guillaume, qui les receut et festoya tres-ioyeusement. »

(Eng. de Monstrelet, *Chroniques*, chap. XXVII, p. 24v. — Uitgave van Parijs, 1603.)

[2] Le joedi VIIIe jour de jullet, se partirent de Mons : Rasses de Gibièque, Jacquemars de Biaumont, esquievins; Ghillains de Veson, Grars de Marchiennes, Gobiers Joye, Massars et Jehans Deslers, clers comme dou conseil; a tout leur varles, a XIII chevauls, et sen allerent celui jour au giste de Kesnoit pour saluer no tresredoubtee dame madame la ducesse adont revenue de Compiengne, et pour ossi saluer et bien vignier monseigneur et madame de Touraine, et a euls presenter service et faire honneur et réverensce. »

(*Stedelijk archief van Bergen.*)

Te Kanoot voegde zich bij hen hertog Willem, die met hen naar Parijs trok, waar ook groote en prachtige feesten werden gegeven ter eere van het jeugdige paar en de ouders der bruid.

Hertog Willem had bij 't opstellen der huwelijksvoorwaarden bedongen, dat de opvoeding zijns schoonzoons aan hem zou worden toevertrouwd. Dit was zeer natuurlijk; immers de jonge hertog van Touraine was nu geroepen om eenmaal, onverminderd de kroon van 't Franschsprekend Henegouw, ook die van Holland, Zeeland en Friesland te dragen, en 't was derhalve noodig dat hij niet alleen met de zeden, gewoonten en geaardheid van deze drie gewesten, maar ook met de Nederlandsche taal, aan verreweg het grootste gedeelte der edellieden, ridders en wethouderen aldaar alléén bekend, vertrouwelijk werd gemaakt. De noodzakelijkheid daarvan werd aan het hof van Frankrijk zeer goed begrepen en de oorlof daartoe zonder moeite bekomen [1].

Den meesten tijd brachten de kinderen door op de vorstelijke sloten van Kanoot en den Haag, ook bij wijlen, op hunne reize van Henegouw naar Holland, de voornaamste steden dezer gewesten bezoekende, ten einde in kennis te komen met de hooge standen aldaar en zich bij de menigte meer en meer bemind te maken [2].

Men kan denken dat niets werd gespaard om hunne opvoeding te verzorgen, den koningszoon al de kundigheden eigen te maken, welke een kind van zijne geboorte, rang en toekomst onontbeerlijk waren, de jonkvrouw in alles te bekwamen waardoor zij

[1] Jan van Touraine bezegelde zelfs eenige in 't Nederlandsch gestelde oorkonden, o. a. eene charter van 15 October 1415, waarbij de uitspraak werd bevestigd van scheidsrechters in zeker geschil tusschen zijnen schoonvader den graaf van Holland en de stad Utrecht.

(Zie de *Utrechtsche Jaarboeken*, door K. Bierman, 191, en Van Mieris, *Groot Charterboek*, IV, 354.)

[2] De vorstelijke kinderen kwamen o. a. te Bergen den 25 October 1409. In 't register der *Résolutions du conseil de ville*, Nr 1, leest men daaromtrent:

« Se fu ordonet que a monsieur de Touraine on feroit present d'une keuwe de vin de Biaune, d'une keuwe de vin de Riniere et de III pissons (*poissons*).

» Item a madame de Touraine de I drap de soie mout biel (*très-beau*) tenant XXIIII alnes. »

eenmaal boven andere vrouwen van hoogen stand schitteren zou. De beste ridders, de geleerdste raadsmannen van hertog Willem strekten Jan van Touraine tot leermeesters in den wapenhandel en in de wetenschappen, waarvoor zijne ouders, bij brief van 9 Juli 1406, niet min dan 16,000 schilden 's jaars, tot den dag zijner meerderjarigheid, betaalden.

Jacoba, naar de gewoonte in de middeleeuwen, stond meer rechtstreeks onder de leiding harer moeder, welke ongelukkiglijk niet die behendigheid in de staatkunde schijnt te hebben bezeten, den overigen leden van haren stam in zoo hooge mate eigen. Dat gemis zou der jonge vorstin eerlang duur te staan komen en haar eenen misslag hebben doen begaan, die door eene zware boete zou worden opgevolgd.

In de eerste jaren der XV[e] eeuw was de ridderschap zeker niet meer, wat zij honderd jaren en meer te voren geweest was : een eeredienst, indien wij 't alzoo noemen mogen, aan het schoone, zwakke geslacht, evenzeer als aan den vorst en de Kerk; maar toch blonk de ridderschap nog vol luister en macht, en leefde Jacoba in die dichterlijke wereld, zoo wel geschikt om de jeugdige verbeelding te doen ontvlammen en de zucht naar het avontuurlijke aan te kweeken. Der jonge prinses werden zeker de groote traditiën der ridderschap medegedeeld, de oude riddersagen, de meestberoemde feiten der koenste edellieden verhaald, de aandoenlijkste ridderliederen geleerd; althans het volgende leven van Jacoba zou bewijzen, dat de begrippen en denkbeelden, in den ridderkring heerschende, eenen machtigen invloed op haar hebben uitgewerkt.

Wanneer zij haar veertiende jaar had bereikt en haar verloofde zijn achttiende, werd het huwelijk voltrokken, waartoe de paus Joannes XXIII reeds ten jare 1411 dispensatie had verleend [1],

[1] « Johannes episcopus servus servorum Dei dilecto filio nobili viro Johanni duci Turonie carissimo in Christo filii nostri karoli regis Francorum illustris nate et dilecte in Christo filie nobili virginis Jacqueline dilecti filii nobilis viri Guillermi ducis Bavarie ac comitis Hanonie nate salutem et apostolicam benedictionem. Licet copulam conjugalem in certis casibus sacri canones interdicant romane tamen pontifex cui ab illo qui celestia simul et

en ontving het jonge paar andermaal de hulde der staten, over welke zij later den schepter zoude zwaaien [1].

Den 6 Augustus 1415 was tusschen het jonge paar en hertog

terrena omnipotenti providentia moderatur ligandi atque solvendi traddita est potestas non nunquam rigorem eorumdem canonum de sue plenitudine potestatis mibigat et temperat ac super hiis dispensat prout in Deo id salubriter cognoscit expedire. Porrecta siquidem nobis nuper pro parte nostra petitio continebat quod habita super hoc inter carissimum in Christo filium nostrum Karolum regem Francorum illustrem et dilectum filium nobilem virum Guillermum ducem Bavarie ac comitem Hanonie parentes nostros et quam plures ex dilectis nobilibus viris regni Francie nec non inter nos matura deliberatione de consilio eorumdem pro pacis et confederationis ac boni amoris inter eosdem nostros parentes et nobiles conservatione matrimonium inter nos contrahendum si ad id sedis apostolice licentia et dispensatio intervenerint tractatum et concordatum existit. Quia tamen ex eo quod tertio et quarto cum medio consanguinitatis gradibus nos simul contingitis huimodi matrimonium confirmare non potestis licentia et dispensatione sedis ejusdem super hoc nonobtenta pro parte vestra nobis fuit humiliter supplicatum ut pro pacifico statu regni et partium predictorum nobis providere in hac parte de oportune dispensationis beneficio dignaremur. Nos igitur statum felicem et pacificum regni et partium prefatorum singulariter affectantes vestris in hac parte supplicationibus inclinati vobiscum ut impedimento quod ex huimodi consanguinitate provenit non obstante hujusmodi matrimonium invicem contrahere et postquam contractum fuerit in eo libere et licite remanere valeatis auctoritate apostolica tenore presentium de specialis dona gratie dispensamus, prolem ex hujusmodi matrimonio suscipiendam legitimam decernendo. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre dispensationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Dat. Rome apud sanctum Petrum X kalendas may, pontificatus nostri anno primo. »

(*Archief van 't Noorder-departement te Rijsel. — Rekenkamer.*)

[1] Te Bergen, o. a. werden zij door de wethouders met een prachtig geschenk begiftigd :

« A Madame la daufine, qui dou pays de Hollande vint en le ville de Mons le samedy XXII[e] jour dAoust, dou soir, de compaignie de no tres redoublée dame, madame la ducesse sa mère, fu lendemain fais présens de i yodet dor a couviercle et de i temproir dor aournés de bericle de pierles et de pières, qui coustèrent en accat ii[c] lxv couronnes de France... valent iv[c] l liv. 10 s. »

(*Stadsrekening van Bergen,* 1415-1416.)

Willem eene overeenkomst getroffen betrekkelijk de erfopvolging en regeering des lands.

Krachtens de daarin vervatte schikkingen zou de vorst, zoo lang hij leefde, het volle gezag, de onbeperkte heerschappij over zijne landen behouden. Was er bij hertog Willems overlijden geen mannelijke erfgenaam, dan zouden Henegouw, Holland en Zeeland aan Jacoba komen, en door Jan van Touraine, als man en voogd, geregeerd worden. Zij mochten de drie gewesten nooit scheiden of verdeelen, maar onder éen gezag laten; hunne raadslieden, ambtenaren en dienstmannen moesten uitsluitelijk worden gekozen onder de inboorlingen, en de oude gewestelijke en gemeentelijke privileges en rechten moesten geëerbiedigd blijven. Van hunnen kant beloofde het jonge paar al de schulden van hertog Willem te betalen, al zijne giften te handhaven, inzonderheid wat hij zijner echtgenoote Margareta van Burgondië geschonken had of later nog zou geven. Jan van Touraine en Jacoba gingen de wittebroodsweken overbrengen in Henegouw.

In de charter, bij welke de jonggehuwden de vorenvermelde schikkingen met hun zegel bekrachtigden, komen eenige regelen voor, welke wij hier eene plaats inruimen omdat zij het bewijs inhouden dat hertog Willem zelf zich met de staatkundige opleiding zijner kinderen had bezig gehouden. Men leest daarin namelijk :

«... Ende want onse lieve vader voirn. om rechte gunst ende natuerlike liefte, die hy van sculden heeft (*verschuldigd is aan*) sinen landen ende luden voirsz., ymmer begerende is ende wil, datse na synre doot geregiert ende gehouden worden in sulker eren, reden, rechten ende goeder gewoenten, als syn voirvaders die gehouden ende gheregiert hebben, hy nu ter tyt doet, ende voirt aen bet (*beter*) meent te doen syn leven lanc, daer hy ons dicke (*dikwijls*) ende menichwerven goede leringe, wijsinge ende wairninge (*waarschuwing*) toe gedaen ende ingegeven heeft, om dat eerliken te volbrengen ; dair wy enen goeden langen tyt ons beraet op genomen hebben ; ende bekennen wael (*wel*), dat syn raet, wysinge, leringe en begeerte in den zaken voirsz. ons ende onsen erfnamen, oft soe geviel, ende oic den landen, heerlyeheden

ende luden voirsz. eerlic, profytlic ende redelic wesen sullen, des wy onsen lieven vader seer danken [1]. »

Dit lezende, vermoedt men allicht welke strekking de politieke lessen van den vader hebben gehad, gelijk het niet zal verwonderen wanneer wij later Jacoba aan de spits der Hoekschen zullen zien oprukken.

Middelerwijl hadden aan het Fransche hof zeer gewichtige gebeurtenissen plaats gegrepen. De koning Karel VI was krankzinnig geworden en zijne gemalin, Izabella van Beieren, bezoedelde door haar eerloos gedrag den troon. Zij telde nog geene vijftien jaren wanneer zij uit Duitschland naar Frankrijk kwam om met Karel VI in den echt te treden. Zonder bloedverwanten in dit rijk, zonder ernstige raadslieden, te midden van een bedorven hof, maakte zij zich de daar heerschende zeden lichter en spoediger eigen dan de taal des lands, en jaagde zij alleen de zinnelijke vermaken en den wellust na. Van hier tot de wulpschheid en ongebondenheid was maar éene schrede te doen, hetgeen maar al te gauw geschied was; en daar zij, tijdens de waanzinnigheid des konings, met de bewaking van zijnen persoon was gelast, deed zij de macht, welke de droevige toestand haars echtgenoots haar gaf, dienen om hare driften, ondeugden en wraakzucht vrijen teugel te geven.

De hertog van Burgondië, Philip de Stoute, oefende het gezag in Frankrijk uit tot den dag zijns overlijdens, in 1404; zijn zoon, Jan zonder Vrees, wilde met zijne erfenis zijnen invloed in de regeering behouden, doch de broeder des konings, Lodewijk, hertog van Orleans, alvermogend op den geest der koningin, en door haar meester van den koning en den dolfijn, hoofd van den Franschen adel en zelf uitstekend ridder, wilde voor niemand wijken. Vandaar dat tusschen hem en den hertog van Burgondië eene afgunst ontstond, zóo hevig, dat die weldra dreigde op eenen burgeroorlog uit te loopen. Te Parijs zelf maakte iedereen zich bereid tot eene worsteling; de partijen telden hunne strijders,

[1] Van Mieris, *Groot Charterboek*, IV, 342.

richtten hunne benden in, versterkten hunne huizen. Een bloedige dag rees in 't verschiet, toen de oude hertog van Berry, bloedverwant des konings, eene verzoening tusschen de hertogen van Burgondië en Orleans bewerkte. De kroniek verhaalt dat hij eerstgenoemde vóor zijnen ziek te bed liggenden neef bracht, in 't bijzijn van verscheidene hovelingen elkaar deed omhelzen en te zamen naar de Tafel des Heeren leidde. Deze verzoening had plaats den 20 November 1407; drie dagen nadien werd de hertog van Orleans, op aanhitsing van den hertog van Burgondië, verraderlijk vermoord, en weinige dagen daarna was deze laatste meester van het gezag in Frankrijk. De hertog van Orleans was niet bemind geweest; zijn bestuur was even slecht geoordeeld als zijn zedelijk gedrag; hij had Engeland den oorlog verklaard, doch het zwaard niet uit de scheede getrokken, en had dit voorwendsel te baat genomen om de belastingen te verhoogen, die hij zich aanmatigde. De hertog van Burgondië verklaarde zich tegen alle nieuwe verzwaring van lasten en deed den Parijzenaars hunne oude voorrechten teruggeven, geschoeid op die der Vlaamsche gemeenten [1].

Wij hoeven niet te zeggen dat Jan van Burgondië eene groote populariteit verwierf, die hij, door het verleenen van nieuwe voordeelen, gedurig verhoogde [2]. Zijne beste macht te Parijs bestond uit de beenhouwers en een groot getal andere woeste lieden, die in de tegenpartij het bloed deden stroomen als water. Een aanzienlijk gedeelte van den adel keerde zich tegen Burgondië.

De wrekers des hertogs van Orleans schaarden zich onder de banier van den schoonvader van eenen dezes zonen, den graaf van Armagnac, en zoo ontstonden de partijen, welke in de geschie-

[1] Daartoe behoorden o. a. : het recht om hunnen proost te kiezen en burgerlijke wapenbenden in te richten, opgeleid door verkiesbare hoofdmannen; ook het recht, adellijke leenen te bezitten met de daaraan verbonden privileges. Zonderling ! In Parijs trachtten de Burgondische vorsten de poorters te verheffen en vrij te maken; in Vlaanderen was het hoofddoel hunner politiek het volk aan hunne oppermacht te verslaven.

[2] *Histoire populaire de la France*, I, 402.

denis van Frankrijk in bloedige letteren aangeteekend staan onder de benaming van *Armagnacs* en *Bourguignons* (1410).

Van 1410 tot 1412 werden de partijen tweemaal handgemeen en sloten tweemaal een verdrag : te Bicêtre in November 1410, te Bourges in Juli 1412. Schandelijk, voorwaar! de eene en de andere had, om hare overmacht te vestigen en te staven, den Engelschman, vijand van Frankrijk, te harer hulp geroepen...

Eenen korten tijd was het grauw meester. Het randde den rijkdom aan, leverde zich over aan plundering en moord, en deed, door zijne verregaande buitensporigheden, eene terugwerking ontstaan. De Armagnacs, door al de mannen van behoudsgezinde richting geroepen, kwamen bijeen, maakten zich meester van 't bewind en dwongen Jan van Burgondië naar Vlaanderen te wijken. Hij werd er achtervolgd door de zegepralende partij, welke hem door 't verdrag van Atrecht (September 1414) dwong te beloven niet meer naar Parijs terug te keeren [1].

Onderwijl oordeelde de koning van Engeland, Hendrik V, het oogenblik gunstig om in Frankrijk te vallen. De hertog van Burgondië zelf moet hem daartoe aangezet hebben, omdat hij hoopte daardoor afbreuk te zullen doen aan de Armagnacs, die het gezag in handen hadden. Het Engelsch Parlement, wetende dat het woord : « oorlog tegen Frankrijk, » sedert de plundertochten der vorige eeuw bij de Engelschen goed klonk, verleende een leger van 6,000 wapenknechten en 24,000 boogschutters, waarmede hij den 14 Augustus 1415 nabij Harfleur aan land stapte. Deze plaats verdedigde zich gedurende eene maand met wezenlijke dapperheid, doch was verplicht de vlag te strijken, evenwel niet vóór dat Hendrik V er schier de helft zijns legers het zand had zien bijten. Te zwak, voor het oogenblik, om verder iets gewichtigs te ondernemen, besloot de koning naar Kales te trekken, doch stuitte op dien tocht tegen het Fransche leger. De botsing was verschrikkelijk, en de velden van Azincourt, waar de strijd den 25 October plaats had, dronken het bloed van 10,000 Franschen, waaronder zeven prinsen, den constabel en honderd twintig baanderheeren,

[1] Zie de Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne,* III, 1-150.

van Antoon, hertog van Brabant, en den graaf van Nevers, beiden broeders van Jacoba's moeder, en van een groot getal Henegouwsche en Brabantsche ridders... 1,600 mannen van het Engelsche leger vonden er insgelijks den dood. Die rouwvolle dag bracht Frankrijk op den boord van zijnen ondergang : op meer dan de helft des rijks wapperde de Engelsche banier.

Men zou meenen : thans, in de diepte van het ongeluk, in de volheid der schande en vernedering zouden alle harten den haat afzweren en veete en wrok verbannen; zou éen kreet naar verlossing en zege opstijgen uit elke Fransche borst en dreunen door gansch het land, van den oever der zee tot aan de bergketen van den Rijn, in de vlakten van de Seine en die der Loire? Eilaas, neen! Sterker dan ooit werd de verdeeldheid, en dorstten Armagnacs en Burgondiërs naar wraak. Waren genen niet doodelijk getroffen, hadden dezen niet meer kans om door het lot begunstigd te worden?

Jan van Burgondië had te Azincourt niet meegevochten voor de eer zijns lands, en nu trok hij met een leger naar Parijs, eischende dat hem het regentschap zoude afgestaan worden. Ongetwijfeld zou hij dit hebben gehad, ware hij rapper geweest; maar de graaf van Armagnac, de nieuwe constabel, was hem vóor, had reeds bezit genomen van de hoofdstad en zich meester gemaakt van den koning,zijnen zoon den dolfijn en geheel de regeering. Een Duitsch reiziger, te dien tijde in Parijs, hangt het volgende tafereel op van den toestand der hoofdstad na den slag van Azincourt. « In deze stad (schrijft hij) zag het er uiterst treurig uit; er waren daar vele partijen : een deel was Franschgezind, een ander deel Engelsch; nog was een deel aan de zijde der Armagnacs, en een ander op de hand van Burgondië. — Zij kapten elkander in stukken, belegerden elkanders huizen, en veroorzaakten grooten jammer [1]. »

De onderhandelingen tusschen de twee partijen, opzettelijk gerekt, waren nog niet geëindigd, toen eene nieuwe gewichtige gebeurtenis plaats had : den 18 December 1415 overleed, na eene

[1] Löher, *Jacobäa von Bayern und ihre Zeit.*

kortstondige ziekte, de dolfijn, nauwelijks 19 jaren oud. Meer hebbende overgeheld naar de partij der Burgondiërs dan naar die der Armagnacs, liep de mare dat deze laatsten hem door vergift van het leven hadden beroofd.

Dit was het land, welks kroon nu boven het hoofd hing van Jan van Touraine, echtgenoot van Jacoba van Beieren. De troonhemel was niet getooid met rood, de kleur der vreugde, noch met groen, de kleur der hope; een zwart floers hing er over, dat herinnerde aan de reeds doorstane rampen en nog grootere voor de toekomst voorspelde... De koning zinneloos; de koningin slechts levende voor wellust en intrigue; de beste prinsen van koninklijk bloed of vermoord of gesneuveld; een zwak, onervaren jongeling, die van de kinderjaren af buiten 't land had geleefd, niet op de hoogte van den toestand en omringd was door verwanten, welke meer hunne eigene grootheid behartigden dan de welvaart des volks; partijen, die geen hart hadden voor de eer en den roem des vaderlands, maar voldoening zochten in de koeling der afschuwelijkste hartstochten, hunkerend naar huisbrake, plundering en bloedvergieting — ziedaar het midden, in hetwelk Jan van Touraine plotseling werd geroepen als bemiddelaar, verzoener en beheerscher.

Geroepen, inderdaad! want ofschoon het hachelijke van den toestand, althans in 't eerst, niet of uiterst moeilijk te verbeteren was door de tegenwoordigheid van den nieuwen kroonprins te Parijs, ja, dezes belang scheen te vergen dat hij er best zou komen toen de meeste stormen waren uitgewoed, toch eischten nu de Armagnacs en de Burgondiërs dat de dolfijn in Frankrijk verblijven en regent worden zou: iedere partij toch vleide zich met het uitzicht, dat zij hem aan haren kant zou weten te krijgen en alzoo de andere voor goed de neerlaag te geven.

Edoch, hertog Willem van Henegouw-Holland raadde zijnen schoonzoon aan, niet naar Frankrijk te gaan; zeker, dit was zeer voorzichtig, doch de ongelukkige wist niet, wat verschrikkelijk gevolg dit voor den dolfijn en zijne gemalin zou hebben gehad. Terwijl de onderhandelingen daarover aan den gang waren, kwam Sigismund, keizer van Duitschland, naar Frankrijk, ten einde,

getrouw aan zijne hooge roeping, eene poging te wagen om niet alleen dit land, maar ook de christene vorsten van het Westen tot vrede te brengen. Te Parijs, evenwel, kon de keizer niets verrichten; immers den dag, dat hij zijne plechtige intrede deed, trokken de Armagnacs langs eenen anderen kant de stad uit. Hij begaf zich dan naar Engeland en wachtte er op Willem van Henegouw-Holland, die door den dolfijn en diens ouders tot bemiddelaar was gekozen [1]. De Engelsche vorst aanvaardde aanvankelijk het voorstel tot overeenkomst, en toonde zich bereid de veroverde stad Harfleur in de handen des keizers te stellen, doch het bleek weldra, dat niemand der vereenigden door echt vredelievende gevoelens werd geleid. Ieder toch van hen had zijn eigen plan, met uitzicht op vermeerdering van macht en grootheid. Toen Sigismond door hertog Willem werd gevraagd of hij, als leenheer van diens staten, zijner dochter Jacoba de opvolging in het goed wilde verzekeren, toonde de keizer zich daaraan ongunstig en vroeg hem, daar 't strijdig was met de gebruiken des rijks, of hij geen broeder of neef had? — De koning van Engeland, van zijnentwege, poogde den keizer tot bondgenoot tegen Frankrijk te maken. En Sigismond zelf? Was deze het niet eens met Jan, hertog

[1] « Nous Jehan, ainsne fils du roy de France, daulphin de Viennes, duc de Berry, conte du Poinctieu et de Poitou, certiffions a tous, que nous confessons debvoir et estre loyaulment tenu envers notre tres chier et tres ame pere le duc Guillaume de Baviere, conte de Haynnau, de Hollande et de Zellande, en la somme de soixente mil frans, cest assavoir en vingt mil frans pour laidier a deffraier et supporter des grans despens, frais et missions, quil fist naguaires par lordonnance de Monseigneur et de madame au pays dAngleterre, et quarante mil frans quil nous a prestez et iceulx bailliez a notre ame et feal tresorier Jehan Rasor, depuis que partismes du pays de Hollande pour venir en notre voyage par deca, pour convertir et employer par notre dit tresorier les dits quarante mil frans es besoingnes, necessitez et affaires de nous et de notre tres chiere et tres amee compaingne, laquelle somme de soixante mil frans nous prommectons en bonne foy rendre et payer a notre dit beau pere de Haynnau... et a ce nous obligeons. En tesmoing de ce nous avons faict mectre notre seel a ces presentes. Donne en Compeingne le XV[e] jour de mars, lan de grace mil CCCC et seize. »

(Van Mieris, *Groot Charterboek*, IV, 365.)

van Beieren, gekozen bisschop van Luik, om zijne nicht Jacoba van hare schoone erfenis te berooven?

Hertog Willem zag wel, dat er van het grootsche ontwerp om vrede te maken niets komen zou, integendeel, dat de verwarring en de oorlog dreigden algemeen te worden. In stilte zeilde hij van Engeland weg, en nam voor, zich nauwer dan voorheen aan te sluiten bij den hertog van Burgondië, zijnen machtigen zwager, dien hij best in staat achtte Jacoba's erfdeel in Frankrijk te beschermen. Wat haar deel in de Nederlanden betrof, hij zou dit stellen onder de hoede van zijn eigen volk.

Nauwelijks in Holland weergekomen, of de hertog riep al de edelen en steden van dat gewest en van Zeeland ter dagvaart bijeen. Deze had plaats den 15 Augustus 1416. De opgeroepenen, namelijk de edelen en afgevaardigden der steden Haarlem, Delft, Leiden, Amsterdam, Gouda, Rotterdam, Oudewater, Hoorn, Schiedam, Alkmaar Medemblik, Enkhuizen, Monnikendam, Dordrecht, Schoonhoven, St.-Geertruidenberg, Gorinchem, Heusden, Woudrichem, IJselstein en Leerdam, voorts de steden en edelen van Zeeland, bezegelden er de belofte Jacoba, na haars vaders overlijden, als landvrouw te zullen huldigen, en 't werd « in tegenwoordicheyt ons genadichs heeren hertoge Willems van Beieren voornoemt, geteeckent ende onbedwongen besworen, loffelyck, ten heyligen, met opgerechten vingeren [1]. » Kort nadien werd eene gelijke verklaring afgelegd door den adel en de groote gemeenten van Henegouw.

Dit verricht, dacht Willem er aan om den hertog van Burgondië geheel op zijnen kant te krijgen, te meer, daar het bondgenootschap tusschen keizer Sigismond en den koning van Engeland intusschen werkelijk tot stand was gekomen en Willem's zwager daaraan vreemd moest blijven. Door den dolfijn naar Valensijn geroepen, werd aldaar in de maand November een nieuw belangrijk verbond gevormd tusschen Willem en Jan van Burgondië, waarbij zij wederkeerig beloofden elkander met raad en daad bij te staan en alles te doen wat in hunne macht lag om Frankrijk

[1] Zie Monstrelet, *Chroniques*, liv. Ier, chap. 169.

den vrede en eene goede regeering te verschaffen. Op aandringen van Jan van Touraine beloofde de Burgondiër bovendien de Engelschen uit het land te zullen helpen jagen, waarin hertog Willem hem evenwel niet kon ter zijde staan, als zijnde een kamp tegen Engeland strijdig met de politieke overleveringen van zijn huis [1].

Nadat, door deze overeenkomst, de toekomst van Jacoba in een beter licht kwam, trok de dolfijn met zijne gemalin en bloedverwanten naar Senlis, waar het Fransche hof en de koninklijke raad den kroonprins en -prinses kwamen begroeten, en verder naar Compiègne, waar toen de koningin vertoefde. Maar terwijl het jonge paar de hulde der grooten ontving en aan betere dagen droomde, terwijl beiden hoopten dat vrede en vriendschap de tweespalt en haat in het rijk zouden vervangen, wendden de Armagnacs eene uiterste poging aan om den Burgondiër voor goed buiten 't krijt te sluiten. Hertog Willem verloor nu alle uitzicht op verzoening, en in vollen raad liet hij zich het woord ontvallen, dat de dolfijn nooit naar Parijs zou komen tenzij in gezelschap van den hertog van Burgondië, en wel eerst dàn, als door den koning en den raad zelven het land zou bevredigd geworden zijn.

Wat deden daerop de Armagnacs? Zij namen 't besluit, Willem gevangen te nemen, hopende daardoor den kroonprins zonder steun, althans buiten den invloed zijns schoonvaders te zetten, maar de hertog, van 't opzet onderricht, vluchtte uit Parijs en reed naar Compiègne. Eene ontzettende tijding wachtte hem hier: Jan van Touraine lag te worstelen met den dood... en na enkele dagen lijdens bezweek de dolfijn, evenals zijn oudere broeder, vergiftigd door de Armagnacs, gelijk de hertog van Burgondië in opene brieven verklaarde, door zijne eigene booze moeder... zooals het volk ook dacht [2].

Men gist de drijfveer tot deze nieuwe euveldaad genoeg. Het

[1] Zie Monstrelet, *Chroniques*, liv. I, chap. 169.

[2] Jan van Touraine stierf den maandag 5 April 1416 (1417 n. s.). De tijding was twee dagen nadien te Bergen overgebracht. Thomas Rymer (II, 117), bevestigt dat de vergiftiging geschiedde op last van den constabel van Armagnac.

slachtoffer was niet te bewegen geweest om de kuiperijen der Armagnacs in de hand te werken, ja verkleefd gebleven aan 't hoofd der Burgondische partij, en de nieuwe dolfijn, een knaap van nauwelijks dertien jaren, was geheel in de macht der Armagnacs.

Treffende omstandigheid! Het was te Compiègne dat, twaalf jaren geleden, de jeugdige Jacoba, getroeteld en geliefkoosd kind, onder 't blijde gejuich der grooten en des volks was verloofd geworden aan den koninklijken prins van Frankrijk, en dat zich voor haar en hare ouders een uitzicht opende, rijk aan zegeningen en geluk; het is ook te Compiègne dat het lijk haars echtgenoots nu werd ter aarde besteld, en de zestienjarige weduwe die plaats van rouw verliet met een gebroken hart, met het verlies harer schoonste droomen!

Met dit onherstelbaar verlies begon de lange reeks van onheilen, die Jacoba's leven voortaan, tot den dag haars verscheidens, schier zonder onderbreking verbitteren zouden. De eerste ramp liet zich niet lang wachten: nog geen twee maanden nadat de band gebroken was, die haar aan den speelgenoot harer kinderjaren had gehecht, stierf hertog Willem, haar vader, op het kasteel te Bouchain, in Henegouw, ten gevolge van 't openen eens gezwels aan de dij (31 Mei 1417) [1].

[1] « Le dimence dou matin, XXX[e] jour de may, ala li recepveur a Bouchain, pour tant que monseigneur estoit la endroit malades, et trespassa lendemain... » (*Compte de la recette générale du Hainaut*, 1416-1417. — Archief van het Noorder-departement te Rijsel.)

De schepenen van Bergen gingen op Paaschmaandag de jeugdige weduwe het rouwbezoek brengen:

« Le lundy des fiestes de Paskes se partirent de Mons Willames de Haucin, Jakes li Ferons, eskevin et avoek yaux Rauls de Brousselle, Piérart Aubris et Andrius Puce, comme dou consel, a tout leur varles a XII chevaux, et sen alèrent au Kesnoit par deviers no tres redoubtet signeur et prince et madame la dalphine pour yaux complaindre dou trespas de monseigneur le dalphin... » (*Stadsrekening van Bergen*, 1416-1417.)

III

Inhuldiging van Jacoba als gravin van Holland, Zeeland en Henegouw. — Jan van Beieren verklaart haar den oorlog. — Herneming der onlusten in Holland. — Jacoba trouwt met Jan IV, hertog van Brabant.

Toen hertog Willem te Bouchain te bed lag en gevoelde dat hij nog slechts weinige dagen te leven had, dacht hij er ernstig aan zijne dochter Jacoba eenen anderen gemaal te verschaffen, ten einde de moeilijkheden na zijnen dood minder groot te maken. Met het oog op de geschillen in Holland had hij haar gaarne uitgehuwelijkt aan den jongen ridder van Arkel, een der Kabeljauwsche aanleiders, dien hij wel voorzag Jacoba geen gering spel te zullen leveren en die machtig en rijk genoeg was om geene oneer aan 't vorstenhuis te doen.

Door eenige vertrouwelingen des hertogs geraadpleegd, scheen van Arkel met het plan niet zeer hoog te loopen, terwijl de moeder van Jacoba zegde geenen anderen schoonzoon te willen dan een lid van 't Burgondische huis, haar eigen geslacht. Hertog Willem moest nu naar eene andere zijde uitzien en vond geen geschikter man voor zijne dochter dan de jonge hertog van Brabant, Jan IV, die ten jare 1416, na 't overlijden zijner moeder, weduwe van Antoon van Burgondië, te Azincourt gesneuveld, den troon van Brabant had bestegen en Jacoba's volle neef was [1].

Ongelukkiglijk mangelde het dezen aan karakter en verdienste. Jan IV was, hoewel nog geen vijftien jaren oud (dus jonger dan Jacoba), een wellusteling, zwak van geest en van lichaam, gansch beheerscht door zijne dartele hovelingen en vleiers en ten eene-

[1] De vader van Jan IV, Antoon van Burgondië, was de broeder van Jacoba's moeder.

male vreemd aan de deugden, die den echten ridder kenmerken [1]. Hertog Willem moest dit wel weten, doch daar hij zijne dochter eene fiere, moedige, reeds ondervindingrijke vrouw wist te wezen, dorst hij hopen dat zij invloed genoeg op hem zou kunnen uitoefenen om hem van gedrag en wandel te doen veranderen. Dit huwelijksontwerp was in de laatste levensuren van hertog Willem de eenige gedachte, die hem verontrustte :

« Ende als die hertoghe Willem
In sijn dootbedde lach, zeere onghesont,
Daer hi noyt meer af op en stont,
Soe begheerde hi ende woude
Dat men een huwelijc maken soude
Tusscen hertoghe Janne, dits waerheit fijn,
Ende der enegher dochter sijn... » [2]

Te meer was Willem aangedrevem om dit huwelijk te bewerken, daar hij wist dat eene nieuwe verbintenis met het huis van Burgondië aan Jacoba eenen krachtigen steun zou geven, bestand tegen allen onwil des keizers.

Niet zoodra was de tijding van 's hertogen dood in Holland verspreid, of aan alle zijden maakten de Kabeljauwschen zich tot den opstand gereed : voor hen kon Jacoba niet opvolgen. Maar ook de Hoekschen wapenden zich, namen maatregelen tot behoud en versterking van wat zij bezaten, en kregen van Jacoba goedkeuring voor al de maatregelen, welke zij genomen hadden.

In Henegouw kon Jacoba, zonder de minste hindernis of tegen-

[1] « Peu estoit enclin au harnois, et avec ce de féminin gouvernement, car en luy avoit peu de fait et peu de malice. Et pour ce, aucuns estans entour luy, qui le reoient simple, le gouvernèrent à leur prouffit et peu au sien, ne a ses pays. » (Chastelain, *Chronique du duc Philippe*, chap. 55.)

Reeds van 't eerste jaar zijner regeering beliepen de huiselijke uitgaven van Jan IV tot meer dan 55,000 gouden kronen. Die verkwisting mocht niet voortduren; ook besloten de steden, met toestemming van adel en geestelijkheid, het vorstelijk domein gedurende vijf jaren zelven te besturen en den hertog voor zijne hofhouding eene jaarlijksche rent te betalen van 16,000 gouden kronen.

[2] *Brabantsche Yeesten*, VII[e] boek, 201.

spraak gehuldigd worden; dit geschiedde dan ook, omtrent het midden der maand Juni, met al den luister en de pracht welke bij dergelijke feesten door de edelen, de hooge geestelijkheid en de rijke gemeenten werd uitgespreid [1]. Te midden van al de huldebetoogingen en toewijdingen der grooten aan de jonge vorstin, die in de verkleefdheid en liefde harer Waalsche onderzaten eenige verzachting vond voor de nog bloedende wonden haars harten, ontving zij uit Holland en Zeeland bode bij bode, van steden en baanderheeren, die haar baden onmiddellijk hunne hulde te komen ontvangen ten einde daardoor het land meer rust en zekerheid te verschaffen. Den 17 Juni verliet zij met hare moeder de stad Bergen, begeleid door de bloem van den Henegouwschen ridderstand [2].

Niet zoo licht en blijde van geest nochtans mocht de vorstin naar het noorden afreizen... Zij wist immers niet wat haar oom, die bereids daarheen was getogen, in zijn schild voerde; dat te Gouda, Haarlem en andere plaatsen Hoekschen en Kabeljauwschen elkaar reeds aan 't lijf waren gegaan; dat Leiden en Amsterdam in diepe onrust verkeerden; dat de belangrijke grensvesting IJselstein door de Egmond's bemachtigd was. Wat al droevige denkbeelden moesten al die rouwmaren in den geest der alléenstaande vorstin verwekken! Welk een scherp en droevig contrast maakten

[1] « Le dimenche dou matin, XIIIe jour de juing, ala li recepveres à Mons pour tant que nos deux dames (*Marguerite et Jacqueline*) devoivent y estre la endroit pour ma dame la contesse faire relief...

» Le merquedi XVIe jour doudit mois ala li recepveres à Vallenchiennes, pour tant que madame la dauphine fist serement en celi ville... »

(*Recette générale du Hainaut*, 1416-1417. — Archief van het Noorder-departement, te Rijsel.)

« Le XIe jour de juing se misent ensamble les eskevins et li consaulx de le ville, sour ce que on disoit que madame la dauphine venir devoit en le ville de Mons, pour faire serment ensi que elle fist dimence enssuiwant dou matin...»

(*Stadsrekening van Bergen*, 1416-1417.)

[2] « Le joedi XVIIe jour doudit mois, dou matin, ala li recepveres de Vallenchiennes a Mons pourtant que nos II dames estoient la endroit, que ce jour apries disner se partirent pour aler en Hollande... »

(*Recette générale du Hainaut*, 1416-1417.)

ze met de milde liefdebetuigingen, in geheel het Henegouwsche ontvangen! Gelukkiglijk schemerden door al die wolken twee stralen van hoop : de hertog van Burgondië had plakkaten doen uitvaardigen aan de Hollanders en Zeeuwen, in welke hij Jacoba's recht verklaarde voor te staan en alle baronnen, ridders en gemeenten dier gewesten tot gehoorzaamheid aan de landvrouwe vermaande; en Utrecht was van vroeger jaren de trouwe bondsvriend der Hoekschen gebleven.

Wij kennen Jacoba reeds als eene bij uitstek moedige vrouw, genoeg met kracht bedeeld om bij stormen pal te staan. Onversaagd trok zij des voort.

Aan de grens van Holland werd zij begroet door de voornaamste Hoekschgezinden, maar haar eerste gravinnetocht in haar vaderland was geen bemoedigende, blijde zegetocht : op alle vlakten zag zij legertenten, al de stedepoorten en burchten, riddersloten en mindere landheerhuizen waren door krijgslieden bewaakt en staken de krijgsbanier uit. Het volk was ernstig, de juichkreet der getrouwen getemperd door de vrees en de onzekerheid nopens den volgenden dag...

Het slot van IJselstein, waar de Kabeljauwschen zich versterkt hadden, werd na veertien dagen belegering overgegeven, en hiermede vielen de oproerlingen overal stil. De huldigingsfeesten mochten dan vrijelijk worden voortgezet en al de steden zwoeren Jacoba trouwe, ter uitzondering van Dordrecht, dat voor haar zijne poorten gesloten hield.

Een feit, dat getuigenis mag geven van Jacoba's zucht voor vrede en gerechtigheid, is dat zij den 10 Juli 1417, bij opene brieven, al hare onderdanen aanmaande om met elkaar in vriendschap te leven, belovende den armen evenzeer als den rijken goed recht te zullen doen [1]. Verders bevestigde zij al de privileges en keuren der gemeenten.

[1] « Jacob bi der genaden Goids, enz. Laten weten allen onsen goeden luden ende ondersaten over al in onsen landen van Hollant, van Zeelant ende van Vrieslant, binnen steden, ende dair buten, dat wy bi voirzienigen rade onser liever Vrouwen ende moeder ons liefs oems van Ludick, ende onser baen-

Jacoba werd algauw gewaar, dat zij alléen niet bij machte was om de wederspannige partij, voor 't oogenblik wel bedwongen, doch in 't geheim mannen wervende om talrijker dan ooit te velde te trekken, het hoofd te bieden. Een huwelijk was noodig, en hare moeder, die haren zin begeerde, en de Brabanders, die eene vereeniging huns lands met de drie graafschappen en de heerlijkheid van Friesland een onoverkomelijk bolwerk achtten tegen Frankrijk's en Duitschland's overmoed, en het hof van Vlaanderen, hetwelk zich niet gewennen kon aan de gedachte, dat de erfenis van hertog Willem van 't Burgondische huis zou worden losgemaakt — allen drongen bij Jacoba aan om haren neef hare hand te schenken.

Staatkundiger ware 't geweest, en vooral heilzamer voor de gewesten, over welke Jacoba 't gebied voerde, indien zij een huwelijk hadde kunnen aangaan met haren oom Jan van Beieren, die daartoe wel de vereischte dispensatie van Rome had kunnen bekomen. Maar indien deze zulke verbintenis wel gewild had,

ridzen, ridderen ende knapen van onsen rade overdragen ende gesloten syn om gemenen oirbair ende salicheit onser lande ende lude, reden ende rechcheit voirwairt te keren, ende enen ygeliken recht ende vonniss te laten geschien over al in den onsen, den enen gelyc den anderen, also wail den armen als den rycken, die goede te starken ende die quade te corrigieren also recht ende reden eysschen, sonder enige partie dair in te dragen. Ende wair yement, die dair gebrec an hadde ende mit onrecht ende mit gewelde van yemende verdruct of belast ware, in wat manieren dat dat wair, die come voir ons ende voir onsen rade, wy sullen hem sulke reden ende bescheit doen wedervaren dat hi hem der billike beloven sal. Ombieden dairom ende bevelen mit sonderlinge ernsten allen onsen goeden luden ende ondersaten voirsz., ende enen ygeliken bisonder, dat si hem te vreden setten ende te ruste mit malcanderen, in vrienscippen ende in gunsten sonder enige onruste, opstal ofte vergaderingen te maken ofte onderlinge in te setten, heymelic of openbair, dair onse lande, stede ende dorpen mede in roere ofte twidracht commen mochten in enigerwys; want wair yemende, die dat dede ende ons tegenwoirdichs geboots overhorich worde, hi wair groot ofte cleyn, edel ofte onedel, arm ofte rike, dat wouden wy an dien also doen corrigieren ende so scarpelic doen rechten dats hem ewelic een ander hoeden soude, sonder yemende des te verdragen. In oirconde *enz.* Gegeven in den Hage X[e] dagen in julio anno M. CCCC. ende XVII. » (Van Mieris, *Groot Charterboek*, IV, 399-400.)

schijnt Jacoba, evenmin als hare moeder, die verlangd te hebben. Jan van Beieren toch genoot geene goede faam : in de eerste jaren der XVe eeuw een oproer zijner Luiksche onderdanen te beteugelen hebbende gehad, kostte de overwinning, die hij op hen behaalde, dank aan de medehulp des hertogs van Burgondië, meer dan 20,000 Luikenaren het leven. Na dit ijselijke bloedbad had Jan van Beieren 26 der voornaamste poorters laten onthoofden; 24 andere, waaronder de pauselijke legaat van Avignon, den suffragaan des bisschops en een aantal vrouwen, waren op last van zijnen gevolmachtigde van de brug in de Maas geworpen, 85 gevangenen op de straat onthoofd, eindelijk 30 andere te Hoei in de Maas verdronken...

Na dit hemeltergend bedrijf zal het niet verwonderen, dat de geschiedenis een onuitwischbaar brandmerk op 't voorhoofd van dien vorst heeft gedrukt. Mézeray schrijft van hem in de *Histoire de France :* « L'évêque, plutôt tigre que pasteur, ne pouvoit se saouler de carnage. » De Barante, in de *Histoire des Ducs de Bourgogne,* noemt hem « un vaillant chevalier, attaché au métier des armes, et qui n'avait aucun goût pour l'église ; » terwijl Hossart, in zijne *Histoire ecclésiastique et profane du Hainaut,* ergens van hem getuigt : « Tant de cruautés et d'horreurs ne purent encore assouvir la barbarie et l'humeur sanguinaire de cet implacable prélat... » Geen mensch was minder geschikt om priester te worden dan Jan van Beieren, en hij moet dit wel zelf gevoeld hebben, daar hij eerlang voorgoed den geestelijken stand, waar hij nauwelijks was ingetreden, verliet, afzag van zijn bisdom en in het huwelijk trad met Elizabeth van Gorlitz, hertogin van Luxemburg en weduwe van Antoon, hertog van Brabant.

Wat Jan van Brabant betreft, deze had zich van een echtverbond met Jacoba veel goeds te beloven, en hij zond Engelbert van Nassau, baron van Grimbergen, met Hendrik van Bergen naar 's-Gravenhage, om over dit huwelijk in onderhandeling te treden [1]. Hij zelf, volgens de *Brabantsche Yeesten* en Löher, zou naar Gent gekomen zijn bij zijnen oom Jan van Burgondië, om door

[1] Wauters, *Histoire des environs de Bruxelles,* II, 188.

diens bemiddeling het ontwerp te doen verwezenlijken ; doch van dit bezoek is in geene eventijdige oorkonde, buiten de gemelde rijmkroniek, melding gemaakt [1].

De hier bedoelde bijeenkomst der twee vorsten had evenwel plaats, bepaaldelijk binnen de stad Mechelen, alwaar het magistraat hen met de gebruikelijke plichtplegingen onthaalde [2], en den hertog van Burgondië bij deze gelegenheid, op zijn verzoek, ter ondersteuning zijner aanstaande reis naar Frankrijk, met eene som van 1,500 Fransche kronen begiftigde [3].

Hoewel Jacoba weinig zin betoonde voor haren neef, kwam

[1] Ware dit het geval geweest, de stad Gend zou niet hebben nagelaten den doorluchtigen gast, voor 't minst, een geschenk van wijn aan te bieden, naar het toen algemeen heerschend gebruik. In de rekeningen dier stad, over gezegd jaar, is evenwel niets daarover te vinden.

[2] « Summe van dat betaelt es van presente ende present wine, die ghepresenteert waren mynen heere van Bourg^nen ende mynen heere van Braband, ende den heere van Chaerloez binnen desen jare, compt al op xxxvi lb. x s. v d. g^o i ing.

» Item iii amen ende xviii gh. wyns van Byanen ghepresenteert minen heere van Bourg^nen, doe hi te Mechlen was XX in junio IIII^c XVII ende waren ghegheven jeghen Janne den Leghe ende coste de ame iii lb. i s. g^o.

» Item iiii amen wyns, ii vierden myn, ghepresenteert denselven heere ghecocht jeghen H. Adelien ende coste de ame xlii s.

» Item iiii amen wyns, ii vierden myn, van Byanen ghepresenteert den hertoghe van Brabant, ende coste de ame iii lb. i s. g^o.

» ... Item ii amen wyns ghepresenteert den heere van Charloz.

» ... Item van dat verteerd was opden Scepenhuus doen myn heere van Bourg^nen daer op was, in broode ende in wyne, in appelen ende in krieken, comt al op xii s. viii d. g^o, vlē vāl. ii s. i d. g^o i ing.

» Item xvi gh. wyns ghepresenteert meester Custaes de Later myn^s heeren raed van Bourg^nen de xii vanden Byanen... tē xviii d. g. ende dander iiii gh. te xiiii d. g .. »

» ... Item x scuttren van den voetboghe die opden scepenhuuse waecten doen myn heere van Bourg^nen hier was in junio XVII. »

(*Stadsrekening van Mechelen*, 1416-1417.)

[3] « Item ghegheven minen heere van Bourg^nen doen hi te Mechlen quam ende selve op scepenhuys ghinc begherende seer nerenstelec hulpe ende subvencie vande stad omden reysen wille, die hi in Vrankeric doen soude dwelc metten ghemeynen rade gheconsenteert was, comt xv^c Cronen vranx. »

(*Idem.*)

men overeen om den laatsten dag der maand Juli te Biervliet eene dagvaart te houden, waar al de belanghebbenden : Jacoba met hare moeder, de hertog van Brabant, de zoon des hertogs van Burgondië en Jan van Beieren, zouden samenkomen. Hier werden de voorwaarden vastgesteld en door de partijen aangenomen. Zij luidden, dat de verloofden zweren en met hun zegel bekrachtigen zouden vóor het eerstkomend Paaschfeest geene andere verbintenis te zullen aangaan en vóor dat tijdstip trachten de noodige dispensatie te bekomen. Indien de hertog van Brabant zijn gegeven woord introk, zou hij zijner verloofde eene vergoeding betalen van 500,000 gouden kronen. Jacoba zou de Hollandsche erflanden haars vaders in leen bekomen van den keizer en die niet scheiden, terwijl de weduwgift of lijftocht harer moeder merkelijk zou vermeerderd worden [1]. Dienzelfden dag werd ook te Biervliet de plechtige ondertrouw van Jan van Brabant en Jacoba van Beieren gedaan, en nu had men nog enkel te wachten op de geestelijke toestemming om het huwelijk te kunnen voltrekken.

Te dien tijde was de Roomsche Kerk door het zoogenaamde *Groot Westersch schisma* verscheurd. Die oneenigheid was ontstaan uit het kiezen van verschillige pausen op denzelfden tijd, en van welke ieder de driekroon dragen wilde. Een hunner, Johannes XXIII, riep, op aandringen van keizer Sigismond en eenige andere vorsten, te Constanz eene algemeene kerkvergadering bijeen, die den 5 November 1414 geopend en op den dag van Jacoba's ondertrouw nog niet geëindigd was [2]. Het was der-

[1] Zie Van Mieris, IV, 408-409.

Margareta, Willem's weduwe, had onder dit opzicht niet te klagen. Had haar echtgenoot voor eene behoorlijke weduwgift gezorgd, hij vermeerderde die bij brief van 24 December 1416 met de inkomsten van Gorinchem, Arkel, Leerdam, Schoonerwoerd, Haastricht, Teilingen, Voorhout, Lis, Hillegom, Bleiswijk, 't Vroon te Leiden, Beverwijk, de Sluizen te Sparendam, de Noordwijken, Tessel, het Vlie enz. Die lijftocht werd door Jacoba den 14 Juni 1417 vermeerderd met 6,000 gouden 's jaars (*Charters der graven van Henegouw*, Staatsarchief te Bergen ; — Van Mieris, IV, 398), den 1 Augustus daaropvolgende met 9,000 Fransche kronen (Van Mieris, IV, 408), en den 6 October deszelfden jaars stond Jacoba harer moeder de heerlijkheden van Vloersberge (*Flobecq*) en Lessen af (*Charter in het Rijksarchief te Brussel*).

[2] *Vaderlandsche historie*, 519-520.

halve dit concile, dat de dispensatie voor het Brabantsch-Hollandsch huwelijk verleenen moest.

Al de bovengemelde schikkingen waren bekrachtigd geworden door Jan van Beieren. Men denke nochtans niet, dat deze tot mildere gevoelens jegens zijne nicht gekomen was, dat hij afgezien had van alle aanspraak op de Hollandsche erfenis en geene listen meer verzon om ze in handen te krijgen. Minder dan ooit, integendeel, dacht de Luiksche vorst er aan, het paar in 't vreedzame genot te laten van zijne goederen; meer dan ooit benijdde hij Jacoba de rijke erflanden en scherpte hij zijnen geest om het middel te vinden die eenmaal tot de zijne te maken. Nu, na rijp overleg, meende hij dat middel gevonden te hebben in 't huwelijk zelf van Jacoba met haren neef. Hij hoopte voor haar, namelijk, dat zij, reeds weduwe zonder kinderen, ook geen kroost zou hebben gehad bij haren tweeden gemaal, niet enkel om reden der zoo nauwe verwantschap met hem, maar ook en vooral doordien deze reeds schier uitgeleefd was. En mocht die verwachting niet te leur gesteld worden, dan was hij immers de rechte erfgenaam?

Het duurde echter niet lang, of Jan van Beieren wierp het masker af. De Hoekschen, met wie hij vroeger had gekampt, verlatende, liet hij zich door de Kabeljauwschen aanstoken om hunne partij te verkiezen, en zond uit Dordrecht eenen openen brief aan de steden, waarin hij verklaarde uit Luik te zijn gekomen om de vele klachten des volks, hem toegezonden, te doen ophouden; hij had daar immers recht toe als de beschermer der landen, eene hoedanigheid welke hij thans begeerde door de gemeenten erkend te zien.

Jacoba, van dit verraad haars ooms onderricht, riep aanstonds de edelen en steden te Schoonhoven samen.

Jan van Beieren was vermetel genoeg er insgelijks te komen, en verlangde alweder als voogd des lands te worden uitgeroepen. De Hoekschen, op de vergadering in meerderheid, wilden daar hoegenaamd niet van hooren, zeggende dat Holland eene vorstin had en zij zelven zich in staat achtten haar in elke omstandigheid met raad en daad bij te staan. Een tweede eisch, door Jan van Beieren daarop vooruitgezet, en strekkende opdat Jacoba hem,

als gevolmachtigde, de regeering zou overlaten, werd met gelijken wil afgeslagen, de vorstin verklarende zich te zullen houden aan de overeenkomst van Biervliet.

Woedend om het fiere verzet van Jacoba, stak Jan van Beieren nu de krijgsbanier op, verzamelde in der haast een leger, en hij — die eenige weken te voren in den familieraad te Biervliet het jonge paar aangeboden had zijnen invloed te werk te stellen om de huwelijksdispensatie te bekomen, vroeg nu, in overeenstemming met keizer Sigismond, dat het concile den ontworpen echt verbieden zou, gevende tot voorwendsel dat die geen geluk en zegen, maar daarentegen ergernis en burgerkrijg voor hunne landen moest ten gevolge hebben, dewijl dit huwelijk besloten was tot groot nadeel en krenking der rechten van den wezenlijken erfgenaam der landen, Jan van Beieren [1].

De politiekers der XVe eeuw, leert men hieruit, waren niet onbedreven in de kunst van hetgeen men later het *machiavélisme* zou heeten. Ook zij bedienden zich van den dekmantel « volksgeluk » om de schoonste landen onder hun gebied te krijgen; ook zij gebruikten het woord om de schuldigste begeerlijkheden

[1] « Reverendissimi Patres et domini praesanctissimi, Johannes, quondam filius ducis Antonii Brabantiae, et Jacoba, quondam filia Wilhelmi comitis Hollandiae, existentes in secundo gradu consanguinitatis, matrimonium contrahere promiserunt in casu, quo dispensationem a sedi apostolica possent obtinere. Est verum, reverendissimi Patres et Domini, si matrimonium dictarum personarum sic in secundo gradu consanguinitatis conjunctarum, sortiretur effectum, non modica scandala, etiam diversa homicidia, et alia mala exinde possent exoriri : maxime cum hujusmodi matrimonium fieret in praejudicium successionis haereditatis illustris principis et Domini, Domini Joannis electi Leodiensis, comitis palatini Rheni, et Bavariae ducis, ad obviandum hujusmodi scandalis et ne dicti contrahentes in hujusmodi errore perseverent, supplicatur vestris reverendissimus patribus pro parte dicti Domini electi, et ducis, qui est frater Patris dictae filiae contrahentis, quod committatur alicui in hoc sacro consilio, aut in partibus et locis vicinis et si placet. Trevirensi ac Coloniensi archiepiscopis, si perceperint dictos contrahentes fore in secundo gradu consanguinitatis, quod ex tunc matrimonium declarent, pro ut est, nullum eisque in futurum contrahere inhibeant et alia in his faciant oportuna... »
(De Dynter, *Chron. Brab.*, lib. VI, cap. CXLIV. — Van Mieris, *Groot Charterboek*, IV, 422.)

te verbloemen, en schaamteloos veranderden zij, op slechts enkele dagen tusschenruimte, van richting en handelwijze, naarmate de hartstochten, welke hen beheerschten, hen, volgens de indrukken of denkbeelden van het oogenblik, rechts of links voortstuwden.

De strijd zou onmiddellijk beginnen.

Onversaagd, vol moed en vertrouwen in haar goed recht trok Jacoba haren vervolger te gemoet. Zij beval haren getrouwen Zeeuwen, op boete van 50 pond voor elken nalatige, onverwijld zich wapenen aan te schaffen [1] en onder hare banier te komen, liet de opene steden van bolwerken en wallen voorzien en zond om hulp bij haren verloofde in Brabant.

De getrouwe Henegouwers wilden echter nog eene poging wagen ter voorkoming van den nieuwen oorlog, welks uitslag hunner vorstin nadeelig kon zijn. Den 16 Januari 1417 (o. s.) vergaderden de drie Staten des graafschaps, op verzoek van Jacoba's raadsheeren, en zonden haar en Jan van Beieren een afgezantschap ten einde te zien of het geschil in der minne niet kon bijgelegd worden [2]. De poging mislukte echter en de kamp begon.

De hulp, door den hertog van Brabant verleend, was niet nutteloos : de graaf van Nassau, de heer van Bergen en de heer van der Lek kwamen met ruim 400 goedgewapende knechten, juist vóor 't Hoekschgezinde Rotterdam, toen Jan van Beieren deze stad had aangevallen; door de ingezetenen geholpen, sloegen zij den vijand met groot verlies achteruit.

Eene voor de Kabeljauwschen nog belangrijkere plaats dan

[1] Van Mieris, IV, 432.

[2] « Le diemence XVI[e] jour de jenvier lan IIII[c] XVII furent ensamble en le maison de le pais les III estas dou pays de Haynau, sour le requeste que fait en avoient les signeurs dou conseil de nos tres redoubtees dames et par leur sceut, et fu pour sour lestat dou different estant entre nos tres redoubtees dames et monsigneur de Liege, prendre advis de envoyer en ambassade par deviers yaux, affin de trouver on y poroit aucun boin traitiet et apointement... »

(*Reg. des résolutions du conseil de ville*, n° 1. Stedelijk archief van Bergen; gedrukt in de *Particularités curieuses sur Jacqueline de Bavière.*)

Rotterdam was de stad Gorkum of Gorinchem, de sleutel van 't oostelijk deel des graafschaps Holland, en slechts enkele uren afgelegen van de heerlijke bezittingen Naarden, Gooiland, Woerden en Voorne, die Jan van Beieren toebehoorden. Kon deze meester worden van Gorkum, dan zou hij nagenoeg geheel het zuidelijk deel van Holland in bezit hebben gehad.

De Kabeljauwschen, aangevoerd door Jan van Egmond, besprongen dan ook die vesting en geraakten, deels door verrassing, deels door verstandhouding van de daar verblijvende partijgenooten, binnen de stad, maar deden geene pogingen om den burcht in handen te krijgen. Met hen vervoegde zich de jonge ridder Willem van Arkel, aan 't hoofd eener goede hulpbende, zoodat er nu te Gorkum niet min dan 4,000 wel uitgeruste krijgers onder Kabeljauwsche vlag te wapen stonden.

Ook Jacoba verzamelde al hare vrienden, zelfs uit Utrecht, drong op hare beurt in de stad, plantte hare banier vóor den burcht en wachtte daar den aanval der Kabeljauwschen af. Men beweert evenwel, dat zij eenen harer vertrouwde ambtenaren, den drost van Leienburg, bij Willem van Arkel zond met de boodschap dat het, haars inziens, beter zoude zijn vóor 't altaar elkander de hand te geven, dan tegen elkander het zwaard op te heffen [1]. Werd deze stap inderdaad gedaan ? Dan zou er zeker weinig verschooning zijn voor de bruid van Jan van Brabant, wiens hulp zij weinige dagen te voren ingeroepen en bekomen had. Hoe het zij, van een huwelijk met Jacoba schijnt Willem van Arkel niet te hebben willen hooren.

Niettegenstaande eenen bewonderenswaardigen moed, dien de Kabeljauwschen aan den dag legden, werden zij te Gorkum andermaal verslagen, en hun bevelhebber Willem van Arkel sneuvelde er, tegelijk met den hoofdman der Hoekschen, Jacoba's getrouwe Brederode. Eerstgenoemde, door de plunderzucht des volks of der strijders uitgekleed, werd gansch bebloed en schier onkennelijk teruggevonden. Ware hij niet gesneuveld, de ridder zou dien dag onverwelkbare lauweren als krijgsroem hebben vergaard : zeven

[1] Löher, *Jakobäa von Bayern und ihre Zeit.*

maal werd hij door Brederode aangevallen, zeven maal had hij den aanval afgeslagen :

« In 't lest werd Arkel meê tot meermaal toe gewond,
En schoon hij struikelde, rees telkens weer, en stond,
Nog leunende op zijn schild, waarin de roode baren
Door 't afgezijpeld bloed nu niet meer kenbaar waren
. . . .
Totdat hij nederzeeg, nu wit en flauw gebloed. » [1]

Jacoba toog met haar zegevierend leger terug naar 's-Gravenhage, en de oorlog werd tusschen de partijen op het land en tegen de kasteelen der heeren en ridders, op kleinere schaal, doch hardnekkig voortgezet. Brand en plundering, onteering en moord kenmerkten de tochten zoowel der eenen als der anderen; den grooten, beslissenden slag scheen men eerst te zullen wagen nadat de uitspraak van 't concile opzichtens het ontworpen huwelijk van Jan van Brabant met Jacoba van Beieren zou gekend zijn.

Hoe was het intusschen met deze zaak gesteld? Op de kerkvergadering van Constanz had zij aanleiding gegeven tot eenen gansch anderen kamp als welke in Holland gevoerd werd, namelijk een strijd tusschen verschillige invloeden, een strijd van listen, kuiperijen en schrikaanjagingen rondom en te midden van de prinsen der Kerk. De gezanten des hertogs van Brabant stelden natuurlijk alles te werk in het belang huns gebieders, hierin ondersteund door de Fransche prelaten, die onder den invloed waren des hertogs van Burgondië. Daar tegenover stonden de Rijnlandsche bisschoppen, werkende in het belang van keizer Sigismond voor Jan van Beieren. De intrigues hielden van weerskanten aan tot den dag waarop het concile, het schisma in de christenheid vernietigende, den kardinaal Otto Colonna tot paus verkoos en deze, onder den naam van Martinus V, het geestelijk gezag in handen nam. Toen drongen de Brabanders, sterker dan ooit, op de dispensatie aan, welke eindelijk den 22 December 1417 werd verleend [2].

[1] Joan van Paffenrode, *Ondergang van jonckheer Willem van Arkel,* treurspel.

[2] Zie De Dynter, VIe boek, CXLVIIe hoofdst., bl. 355.—Van Mieris, IV, 440.

Niet zoodra echter had de keizer dit vernomen, of hij ging bij den paus, beweerde dat het huwelijk niet alleen ergernis zou geven, doordien de veroorloofden broeders- en zusterskinderen waren, maar dat daardoor geheel Nederland in 't vuur zou hebben gekomen en duizenden menschenoffers zouden gevallen zijn. Martinus V, door de taal en de bedreigingen des keizers afgeschrikt, trok, bij brieve van 5 Januari 1417 (o. s.) de dispensatie in, voorgevende dat hij, voor het verleenen daarvan, was in dwaling gebracht geweest [1].

Had onderwijl de hertog van Brabant lont geroken? Vreesde hij, op de eene of andere wijze, zijne rijke en schoone nicht te zullen verliezen? Men mag dit aannemen wanneer men nagaat welken spoed de Brabander thans tot de voltrekking van zijn huwelijk aanwendt. Een brief van den keizer, gedagteekend 1 Maart, en waarbij het huwelijk hem verboden, of, als het reeds gesloten zou zijn, hem aangezegd werd dit voor nietig te houden [2], kon maar strekken om hem nog meer daartoe aan te zetten. Met eenen schitterenden stoet van ridders en edelen trok hij in de maand Maart naar 's-Gravenhage, waar ook ontboden waren de bisschop van Teruwanen, de proost van Sint-Donaaskerk, te Brugge, een rechtsgeleerde, de gezanten van hertog van Burgondië, de raadsheeren van Jacoba, gedeputeerden van Henegouw, Brabant, Holland en Zeeland. Hij vernam er, dat de pauselijke dispensatie was ingetrokken, maar meende daar te lichter te mogen over heen stappen daar noch aan hem noch aan Jacoba eenig bericht daarvan was toegekomen :

« Daeraf minen heere van Brabant
Noch mijnder vrouwen van Hollant
Bulle noch *vidimus* auctentijc
Getoont en was... » [3]

[1] De Dynter, 560. — Van Mieris, IV, 445.

[2] De Dynter, VIe boek, 153e hoofdstuk. — Van Mieris, IV, 466.

[3] *Brabantsche Yeesten*, bl. 320. — De Dynter zegt (bl. 357), dat door het toedoen der Brabantsche afgevaardigden de brieven van herroeping ongezegeld op de pauselijke kanselarij bleven liggen.

Evengenoemde heeren, in buitengewonen raad vereenigd, onderzochten het vraagstuk van Jacoba's huwelijk en oordeelden dat er geene reden bestond om het te laten onderblijven. Daarop werd de echt in het geheim ingezegend en, hoewel den 10 April Jan van Beieren den bruidegom een opschrift — maar ook niets dan een afschrift — van 's pausen verbod onder 't oog deed leggen, wilde de Brabander de echtheid niet erkennen van een los blad papier, zonder zegel, en werd het huwelijk denzelfden dag openbaarlijk en plechtig ingezegend [1].

Jan van Beieren achtte zich nog evenwel niet uit het veld geslagen. Den 25 April stuurde hij den schepenen van Bergen de kopie der pauselijke bulle, door hem tegen zijne nicht verkregen, alsmede een afschrift der brieven, welke hij haar had toegezonden. De wethouders der Henegouwsche hoofdstad namen dit alles nog al zwaar op, en der zake niet wijs, riepen zij den raad en de drie staten des lands in algemeene vergadering bijeen [2]. Het besluit was : men zou berusten in de redenen, welke Jacoba's raadgevers bewogen hadden om te handelen, zooals was gedaan.

[1] Den 10 Maart waren aanwezig Margareta van Burgondië, Adolf van Bergen, de bisschop van Teruwanen, de proost van Sint-Donaas en een aanzienlijk getal ridders en vrijheeren. Toch was deze verbintenis enkel een *matrimonium clandestinum*, en derhalve door de Kerk verboden. De deken van Delftland schonk, vóór de openbare inzegening van den echt, den gehuwden vergiffenis.

(Bormans, *Aanteekening op de Brabantsche Yeesten*, VIIe boek, bl. 321.)

[2] « Le XXVe jour dAvril à environ V heures dou viespre, furent par messagier de monsigneur de Liege aportet as eskievins uns plakars en papier sour le seel doudit monsigneur de Liege, et avoecq ce les copies dune bulle dou pape et de pluiseurs lettres de par le roy des Romains envoyés a no tres redoubtée dame la comtesse et a monsigneur de Braibant. Et lendemain les eskievins et li consaux de le ville se misent ensamble en le maison de le pais, pour sour ce prendre advis comment on sen devoit ordener...

« Le 9e jour de May furent li maires, les eskievins et pluiseur dou conseil en le maison de le pais avoeck les III estas dou pays qui la sestoient mis ensamble pour prendre advis de le responsce que on feroit a Monsgr. de Liège, sour le plakart et les copies de le bulle dou pape et des lettres dou Roy des Romains quil avoit paravant envoyés a ledicte ville de Mons et as III estas dessusdis... » (*Stadsrekening van Bergen*, 1417-1418.)

Toen de feesten in den Haag waren geëindigd, begonnen de jonggehuwden de omreis in hunne staten en zwoeren en ontvingen den gewoonlijken eed der steden. Twee dagen vóor zij te Bergen kwamen [1], werd hun uit Florentië eene goede tijding aangebracht : paus Martinus V, toegevende aan hun aandringen, eene maand te voren vernieuwd [2], herriep in eene plechtige breve, gedagteekend 27 Mei 1418, de intrekking der dispensatie en erkende Jacoba's huwelijk echt en van waarde te wezen [3]. Had zij na hare vereeniging met Jan van Brabant nog een gewetensbezwaar gehad, nu toch mocht zij alle angstigheid afleggen en welgemoed de toekomst ingaan.

[1] « Pour despens dou maieur, les esquievins et ceux dou conseil et avoecq yaux les sergans et autres officyers de le ville, le dimence XXIXe jour de May, que adont Monsigneur de Braibant fist sarment comme comtes de Haynnau... » (*Stadsrekening van Bergen*, 1417-1418.)

[2] « Par lettres de sondit tresredoubtee seigneur, donnees sur son seel le VIIIe jour dou mois de fevrier l'an IIIIc XVIII, et signees dou signe manuel dun sien secretaire et de Guillaume de le Berghe et a li recepveres bailliet et delivret a maistre Jehan Segoy pour faire ses frais en allant vers nostre saint père le pappe en court de Rome, le somme de L cour. de France. »

« Par lettres de sondit tres redoubtet signeur donnees sur son seel en se ville de Workem, le jour et an susdit, et ousi signees a la recepveres bailliet et delivret a Marcque Guidechon, marchant de Lucques, demorant a Bruges, qui pour mons. fist avoir en court de Rome fin pour delivrer au doyen dAnwiers qui estoit dalles nostre saint pere le pappe ycelles lettres adrechans au signeur dAndegnies... bailliu de Haynaut et au dit recepveur... mil IIIIc L lib. » (*Recette générale du Hainaut*, 1419-1420. — Archief van 't Noorder-departement te Rijsel.)

[3] De Dynter, VIe boek, 154e hoofdstuk, bl. 364. — Van Mieris, IV, 485.

IV

Jan van Beieren, overwinnaar in Holland. — Nieuwe aanmatigingen van hem. — Jan van Brabant vervreemdt het erfgoed zijner vrouw. — Tweede veldtocht van Jacoba tegen Jan van Beieren.

Het was door de Voorzienigheid bepaald dat Jacoba geene rust genieten, door geen geluk begunstigd zou worden. Waren de plannen van Jan van Beieren bij het pauselijk hof verijdeld geworden, hij liet echter den moed niet zinken, ja putte in die mislukking nog grootere kracht en nog vuriger drift om zijne heerschzucht den vollen teugel te laten. Hij bewerkte nu, en verkreeg, alweder door de tusschenkomst des keizers, ontslaging der trouwbeletselen, voortspruitende uit zijne wijding tot subdiaken; zag af van het Luiksche sticht en bekwam de hand van 's keizers nicht Elizabeth van Gorlitz, hertogin van Luxemburg en weduwe van Antoon van Brabant. Bovendien, en dit was hem van 't grootste gewicht, gaf de keizer hem de beleening van Jacoba's graafschappen... Machtiger dan ooit kon dus Jan van Beieren tegen zijne nicht optreden.

Dit huwelijk was een meesterstuk van geslepene staatkunde; het kon, inderdaad, aan het Brabantsche hof de grootste vrees doen ontstaan voor nieuwe verwikkelingen, aangezien Elizabeth van Gorlitz de stiefmoeder was van Jan van Brabant, het bezit van haar weduwgoed betwist werd en zij zelve voorgaf opzichtens haar huwelijksgoed benadeeligd te wezen. Beide deze geschillen waren nog niet opgelost en — de keizer ondersteunde natuurlijk de aanspraken zijner nicht.

Jan van Beieren had den kamp begonnen met den gemeenten en bijzonderen, rentschuldig aan het domein, te bevelen de verschuldigde penningen in zijne, niet in Jacoba's handen te brengen,

waarop de vorstin, op hare beurt, brieven had rondgezonden den 2 Januari 1417 (o. s.), allen bedoelden rent- en cijnsplichtigen bevelende slechts aan haar te voldoen. Dan had, op verzoek van Jan van Beieren, keizer Sigismond den 3 Maart overal kondschap bevolen dat Henegouw, Holland en Zeeland, bij gemis van mannelijk oir, waren weergekeerd aan het rijk; dat hij de graafschappen had opgedragen aan Jan van Beieren, als broeder van den laatstoverleden graaf, en dat bij gevolg de hertog van Brabant en zijne echtgenoote door niemand te houden waren als rechtmatige bezitters der gezegde landen, welke den nieuwen leenman, Jan van Beieren, toebehoorden [1]. Tevens beval Sigismond den hertog van Brabant zonder vertoef de drie graafschappen te ontruimen, hem, in geval van ongehoorzaamheid, met kerkelijke en andere straffen bedreigende [2].

De eisch van Sigismond, wat Henegouw betreft, was geheel onwettig, ongegrond; immers Henegouw was niet, gelijk Holland en Zeeland, een mannelijk leen, en stond derhalve niet open. Ook maakten de staten van dit gewest geen groot bezwaar van den hun toegezonden keizerlijken bevelbrief; den eersten zondag der maand Mei 1418 te Bergen vergaderd [3], beraadslaagden zij niet lang daarover, maar zonden tot antwoord : de keizer had geen

[1] Van Mieris, IV, 477.

[2] De Dynter, 367. — Van Mieris, IV, 486.

[3] « Le premier jour de may ensuiant furent mandee a Mons comme dou conseil mess. Englebiert dEnghien, li sires de Binque, li sires de Havreith, li sires de le Hamaide, li sires de Boussut, li sires de Faignoelles, li sires de la Laing, mess. Pincart de Hermies (?), mess. Gerart dEscaussines, mess. Robiert de Vendegies, li prevosts de Mons, li prevosts dou Quesnoy, li dis baillieux, li tresoriers et recheveres de Haynaut et pluisieurs autres pour avoir avis et deliberacion sour aucunes lettres et placars que mons. le duc Jehan de Baviere avoit envoyes par de cha, requerant en substanche que on le volsist recepvoir a signeur dou pays de Haynaut et ossi pour avoir avis a la reception du mondit de Brabant, qui en avoit escript a son dit conseil, se eslisirent les termes que on avoit a tenir, et manderent ensàmble oudit lieu les III estats dou pays le premier dimenche de may ens[t]... »

(*Compte du bailliage de Hainaut*, 1417-1418. — Archief van het Noorder-departement te Rijsel.)

recht over het leen te beschikken, dat wettig was bezet; Jan van Beieren kon geen opvolger zijn [1]. Dit was kort, maar beslissend.

Het antwoord der Hollanders en Zeeuwen was hem mede niet gunstig. Deze zegden dat zij Jacoba hadden erkend als hunne geborene landsvrouwe, dochter en eenige erfgename van hertog Willem; dat zij haar gehuldigd en trouw gezworen hadden en Jan van Beieren zelf zijne nicht als leenvrouwe had erkend; overigens, dat reeds drie maal te voren, krachtens keizerlijke brieven, de gemelde landen op vrouwen waren overgegaan [2].

Zelf kon de keizer zijnen wil niet doorzetten: hij had de handen vol met den oorlog tegen de Hussiten, welke hem niet min dan zestien jaren in Bohemen hielden. Maar wat hij niet vermocht, zou Jan van Beieren wel beproeven. Deze zond kaperschepen naar de Hollandsche kusten en rivieren, met last alles te rooven en te verdelgen, waar zij zich meester over zagen, en deed eenen oproep tot alle Kabeljauwschen om tegen Jan van Brabant en Jacoba te velde te trekken.

Alleen onder al de Hollandsche steden erkende Dordrecht zijn gezag; zij zou er eerstdaags om beloond worden met nieuwe rechten en vrijbrieven, waarna zij, uit erkentenis, Jan van Beieren den 23 Juni plechtig zou huldigen [3].

Van hunnen kant besloten de Hoekschen Dordrecht aan te tasten, en alzoo den vijand in zijn geduchtste bolwerk te verpletteren. Jacoba en haar echtgenoot riepen den 30 Mei al hunne getrouwe steden, ridders en leenmannen op om zich strijdvaardig te maken, terwijl zij naar Henegouw trokken om daar te worden gehuldigd. Uit de Noord-Nederlandsche gewesten kwamen inderdaad talrijke krijgers opdagen, maar het kostte moeite, de Brabanders ter heirvaart te krijgen. Willem van den Berge, opper-

[1] Zie De Dynter, 369.

[2] *Ibid*, bl. 368.

[3] Een der aanmerkelijke voordeelen, aan Dordrecht verleend, was dat Jan van Beieren daar de munt van Holland legde. Dit voorrecht bleef de stad behouden gedurende het geheele bestaan der Nederlandsche republiek. Eerst na de verheffing van Utrecht tot 's rijks muntplaats werd aan Dordrecht dit voorrecht ontnomen.

schatmeester en opperkamerheer van den hertog van Brabant, keerde zich met een aantal hovelingen tegen de Hoekschen, hetzij dat ze door het goud van Jan van Beieren waren omgekocht, hetzij dat ze reeds tegen Jacoba en hare vrienden eenen haat hadden opgevat. Hun meester zelf, Jan van Brabant, scheen hun in dit snood gedrag aan te moedigen; in stede van zich bereid te toonen om het erfgoed zijner gemalin met kracht te verdedigen, had hij liever den oorlog vermeden en met den vijand eene overeenkomst aangegaan. Dat dit bitter weinig in den smaak viel van Jacoba, hoeft niet gezegd te zijn. Zij drong aan tot eene waardiger houding, tot een krachtiger verzet en spaarde geene verwijtselen aan zijne gunstelingen ter brandmerking van hun hatelijk gedrag. Gelukkiglijk ondersteunden haar de Staten van Brabant, die, te Antwerpen met de Hollandsche afgevaardigden bijeengekomen, den hertog onbewimpeld verklaarden dat zijne eer vorderde, Jacoba's landen als zijne eigene te verdedigen, zich bereid verklarende hem daarin met goed en bloed te zullen bijstaan.

De Hollanders oordeelden, en te recht, dat, aleer Dordrecht aan te tasten, de sleutel dier stad, te weten de Briel, te bemachtigen was; edoch dit ontwerp werd door de Brabanders niet bijgetreden, omdat zij geene vloot bezaten en ook geene middelen om er eene aan te koopen of te wapenen. Men besloot dan maar tegen Dordrecht op te rukken.

In de laatste dagen van Juni verschenen twee legers in den omtrek van laatstgenoemde stad : een onder bevel van den hertog van Brabant en zijnen broeder den graaf van St.-Pol; het andere, aangevoerd door Jacoba zelve, en uit Holland gekomen. Vele Henegouwsche ridders en leenmannen hadden zich bij de Brabanders gevoegd.

Geheel die Hoeksche macht sloeg het beleg vóor Dordrecht; doch was de moed der aanranders groot, datgene, wat in den krijg van even groote waarde is, het geld, ontbrak, zoodat er weldra mond- en andere behoeften te kort waren. De Hollanders zagen zich gedwongen op eigen krediet en onderpand penningen te lichten, aan tien ten honderd, en nog kon deze zware opoffe-

ring niet helpen [1]. Na zes weken belegering, gedurende welke de Kabeljauwschen, in geheime verstandhouding met hunne aanhangers onder de belegeraars, verscheidene gelukkige uitvallen hadden gewaagd, besloot Jan van Brabant de onderneming op te geven en naar huis te trekken... [2] Schamelijker bedrijf was er voor de Hoekschen niet denkbaar : hun goed, duizenden manschappen en vooral hunne krijgseer waren roekeloos verbeurd! Ook hieven de Kabeljauwschen in 't geheele land den juichkreet aan, terwijl Jacoba....

Men begrijpt wat al schaamte, spijt en verontwaardiging het gemoed der jonge vorstin vervulden, die met mannenmoed, geestdrift en riddertrots naar Dordrecht was getogen en haren gemaal, zonder éénen beslissenden slag of aanval te hebben zien wagen, laffelijk zag aftrekken. Het is echter ook waar, dat de zedelijke neerlaag deels te wijten was aan de lauwheid der gemeenten, waar de Kabeljauwsche partij meer aanhangers vond. Deze toch waren meest volksmannen, die in den krijg tegen Jacoba meer hoopten te winnen dan hare persoonlijke vernedering : zij vlamden op groote, blijvende voordeelen, nieuwe vrijheden, uitgebreide rechten, welke de leenroerige macht eenen slag zouden toebrengen, zwaar genoeg om de burgerij voor eeuwenlange woelingen en twisten, bloedverlies en kastijdingen ruimschoots te beloonen.

En toch was Jacoba niet terneergeslagen! Terwijl Jan van Beieren met de Kabeljauwschen den zegepraal vierde, zou zij haar volk toonen niet overwonnen, maar nog vorstin en gebiedster te zijn. Op verzoek der Utrechtenaars leverde zij hun de stad IJselstein over, met machtiging die te verbranden, de muren, poorten en torens te slechten en alleen de kerken, kloosters en godshuizen te sparen. Dit moest, zoo luidt haar brief, geschieden haar « ter eere ende te lieve » en « om allen anderen ongetruwen spiegel ende exempel te geven. » Het bevel van Jacoba werd stip-

[1] Zie WAGENAAR, III, 430.

[2] Zie, voor het beleg van Dordrecht, DE DYNTER, 372-375. — WAGENAAR, III, 430.

telijk, ja met meerdere strengheid dan bevolen was, uitgevoerd. Eilaas, de gravin zou er geen voordeel bij halen, maar in de slachtoffers nieuwe vijanden vinden...

De vernietiging van IJselstein geschiedde niet alleen uit louter wraakzucht van Jacoba : Utrecht zou voor dit voordeel zijn geld aan de vorstin geven, zoo onontbeerlijk ter voortzetting van den strijd. De nieuwe hulpmiddelen bleken echter weldra ontoereikend te wezen. Jacoba, niet wetende wat doen, verpandde of verkocht nu een aantal kasteelen, landerijen en inkomsten, te vergeefs eenigen onderstand verwachtende van haren echtgenoot. Deze stond gansch onder den invloed van den listigen en trouweloozen Willem van den Berge, zijnen schatmeester en, gelijk wij reeds weten, den Kabeljauwschen toegedaan.

Over dit gedrag vertoornd, gingen de Hoekschgezinden de eerlooze handelingen des rentmeesters te Brussel aanklagen, en ook daar ontstonden nu twee partijen, die zoo zeer tegen elkander intrigueerden, dat de hertog verplicht werd naar Brussel terug te keeren. Vóor de afreis benoemde hij Jan van Vianen en Lodewijk vant Montfoort tot stadhouders van Holland, Floris van Borselen tot stadhouder van Zeeland, met last den oorlog, in gemeen overleg met Jacoba en hare moeder, voort te zetten.

Doch was hieraan wel te denken? Reeds duurde het bloedvergieten ongeveer twee jaren en er was geen einde van te voorzien. Want wat vermocht Jacoba tegen de overmacht en het geweld des vijands? Bij al het smadelijke, dat haar door haren echtgenoot reeds was aangedaan, kwam nu nog dat deze, bij brief van 27 December 1418, het erfrecht harer landen verzekerde aan de kinderen van Jan van Beieren, in den gevalle Jacoba zonder kinderen mocht ten grave dalen [1]. Ongetwijfeld zal dit lafhertig

[1] Jan, bij der gracien Godts hertoge van Lotrijck, van Brabant, *enz.* Doen condt allen luyden, dat wij gelooft hebben ende gelooven met deesen brieve onsen lieven oom, hertoge Johan van Beyeren, waert saecke dat onse lieve geminde gesellinne Jacob van Beyeren, hertoginne ende gravinne onser landen voorschreven, van lyve ter doot quaeme, ende storve, ende aflivich werde, sonder eenige blyvende geboorte van haer after te blijven, nae doode hertoge Jans voorschreven, ende die voorschreven hertoge selfs eenige bly-

gedrag van Jan van Brabant niet zonder invloed geweest zijn op Jacoba's besluit om de aangebodene bemiddeling des hertogs van Burgondië ter vereffening des geschils aan te nemen, en wat Jan van Beieren betreft, dat ook deze naar den vrede verlangde blijkt uit de omstandigheid, dat hij reeds in October 1418 eenen wapenstilstand had aangenomen, die na elke acht dagen was vernieuwd geworden. De hertog van Burgondië, in Frankrijk opgehouden, zond zijnen zoon Philip — weldra zijn opvolger — naar Holland, en den 16 Januari 1418 (o. s.) kwam tusschen de beide partijen een nieuw bestand, waarbij zij elkander wederzijds toestaan hunne « landen, steden, sloten, luyden, onderseten, hulperen ende hulper hulperen, allen dengenen die om hoiren (en synen) wille yn deser veeden gecomen sijn ende hem daer yn te verantworden staen, ende anders die slote off heerlichheden onder hun hebben, enen goeden, ouden, onversaichden, vasten, ganssen ende staden vrede, die ingaen sal ende ingaet op sijnte Fabiaens ende Sebastiaens dage nu naestcomende, ter zonnen opganck, ende sal voirt vast ende gestade duren ende weren tot des yersten vrijdaigen toe dair na alre yerst volgende ter zonnen opganck...[1] » De onderhandelingen tusschen de partijen konden, dank aan den invloed van Philip van Burgondië, zonder onderbreking voortgaan, en den 13 Februari 1418 (o. s.) werd er te Woudrichem (Woerkum), in tegenwoordigheid van de beroemdste en aanzienlijkste ridders uit

vende geboorte stercker liet, dat wy alsdan terstont den selven hertoge Johans kinderen ende geboorte voorschreven overleveren sullen, ende erven in de landen van Henegouwen, van Hollant, van Zeelant ende van Vrieslant, ende hier in sullen wy hem besorgen nae alle onse vermogen ende magt, ende dit versekeren sonder argelist metten ridderschappen, raed der drie landen voorschreven alst behooren sal. Alle deese puncten ende geloften hebben wy gelooft ende gelooven ter goeder trouwen by onser vorstelycker eeren hertoge Johan van Beyeren geboorte ende syne kinderen voorschreven vast ende stede te houden ende te voldoen, ende niet te verbreken in eeniger wys, alle dinck sonder argelist. In oirconde des briefs daer wy onsen segel aen hebben doen hangen gegeven in onse stadt Bruessel, XXVII dagen in Decembri in den jaere ons Heeren MCCCC ende XVIII. » (Van Mieris, IV, 506.)

[1] *Codex diplomaticus Neerlandicus* (uitgegeven door het *Historisch Genootschap van Utrecht*), I, 118. — Bij Van Mieris minder nauwkeurig.

Holland, Zeeland, Henegouw en Brabant een plechtige zoen gemaakt, op den voet als hier volgt :

1° De hertog en de hertogin van Brabant, aan den eenen, en Jan van Beieren, aan den anderen kant, achten zich volkomen met elkander verzoend; de wederzijds geledene verliezen en schade worden vereffend gerekend, dooden tegen dooden, brand tegen brand, roof tegen roof;

2° Hertog Jan van Beieren behoudt zijne landen van Voorne, Woerden en Gooiland; hij ontvangt daarbij de stad Dordrecht, met het baljuwschap en dijkgraafschap van Zuid-Holland; de stad Rotterdam met haar rechtsgebied; de stad Gorinchem, met het land van Arkel; de stad Leerdam, met het land van ter Leede en het land van Schoonrewoerd, maar onder beding dit alles van Jacoba en haren gemaal in leen te houden;

3° In 't overige gedeelte van Holland en Zeeland, alsmede in Henegouw, zal de regeering, gedurende vijf jaren, gedeeld worden door den hertog van Brabant en Jan van Beieren; gezamenlijk zullen zij den raad benoemen, alsmede de hooge staatsbeambten, schepenen en kasteleins. De inkomsten dezer landen zijn uitsluitend voor den hertog en de hertogin van Brabant;

4° De wederzijdsche gevangenen zullen in vrijheid gesteld en den ballingen zal oorlof gegeven worden om naar hunne haardsteden weer te keeren;

5° Sterft Jacoba zonder kinderen achter te laten, dan zal haar echtgenoot de drie graafschappen overgeven in handen van Jan van Beieren. Die afstand zal bezegeld worden door den hertog van Brabant, door acht of negen edelen uit ieder der gemelde staten, alsmede door de steden;

6° Jan van Beieren doet, tegen betaling eener som van 100,000 gouden nobels, Engelsche munt, afstand van al zijne rechten en aanspraken, welke hij op Henegouw, Holland, Zeeland en Friesland van den paus of den keizer had verkregen, belovende niet alleen alle daartoe betrekkelijke schriften aan Jacoba en haren gemaal over te leveren, maar ook geene andere derge-

lijke brieven te zullen verzoeken of aanvaarden zoolang de hertogin van Brabant of hare kinderen zullen leven [1].

Dit zoenverbond was Jan van Beieren in de hoogste mate gunstig; men ziet in de voordeelen, door Jacoba's vijand behaald, reeds de strekking doorschemeren om de vorstin zooveel mogelijk te verzwakken in 't vooruitzicht, daar op zijne beurt, te eenigen tijde, zijn voordeel uit te halen. Door die gedachte geleid, moet hij inderdaad eene geheime overeenkomst gemaakt hebben met den hertog van Burgondië [2], zooals blijken zal bij zijn overlijden, wanneer de listige Burgondiër alles aanwendde om Jacoba, wiens naaste erfgenaam hij was indien zij kinderloos overleed, het gebied te ontnemen. Was Jacoba's recht te Woudrichem erkend, ook niets anders viel haar ten deele, terwijl haar tegenstrever nu reeds het beste deel van Holland verkreeg (dat hem bij latere geschillen van zoo veel nut zijn moest om de andere steden te bedwingen) en hare onverzoenlijke vijanden, de Kabeljauwschgezinden, vergiffenis en herstelling bekwamen, terwijl er van de Hoekschen geen woord in de overeenkomst werd gerept.

Bilderdijk merkt in zijne *Vaderlandsche historie* (IV, 70) te recht op, dat Jan van Beieren door dit verdrag een recht wonderlijk wezen was geworden : graaf of heer van Zuid-Holland, mederegent van 't overige deel dezes rijks, gelijkmede van Zeeland en Henegouw, wist men geenen gepasten naam voor hem uit te denken. Hij noemt zich zelven, gelijk hij vroeger nog gedaan had, « zoon van Henegouw, van Holland en Zeeland [3]. »

Het vertrek zijner nicht gaf Jan van Beieren vrij en ruim spel; hoezeer ook door het verdrag van Woudrichem bevoordeeligd, zou de hebzuchtige zich daarmede niet te vreden houden ; hij hunkerde naar geheel het erfgoed zijner ongelukkige nicht ! Met eenen schit-

[1] Zie de oorkonde bij Van den Bergh, *Gedenkstukken*, I, 248-264. — Van Mieris (zeer onnauwkeurig), IV, 521-525.

[2] Zie Wagenaar, III, 435, 436.

[3] Van Mieris, IV, 529, 530, 531, 532.

terenden stoet van ridders en edellieden trok hij van de eene stad naar de andere, om hier als landheer, daar als mederegent gehuldigd te worden en meteenen zijne partij te versterken. Zijn plan tot geheele overweldiging lachte hem te beter toe, daar hij nu genoeg wist in Jan van Brabant eenen lafhartige, in diens raadslieden zelven medehelpers te vinden.

Middelen om zijn doel te bereiken ontbraken hem niet : kon hij het land in onrust, de veete tusschen Hoekschen en Kabeljauwschen levendig houden, dan zou hij er wel geraken. En juist dat lag bereids in zijn vermogen! De overeenkomst van Woudrichem had onder andere bepaald dat de vorstelijke beambten en gemeentelijke wethouders zouden aangesteld worden door de beide vorsten samen ; daar nu Jan van Beieren aanspande met de Kabeljauwschen, Jan van Brabant met de Hoekschen, en eerstgenoemde zich meest met de bestuurzaken bemoeide, kon het niet anders of de Hoekschen hadden op vele plaatsen onrecht en verdrukking te lijden. Zoo kwam de oude veete weder levendig en geweldig op, tot zoo verre dat de Hoekschen, zelfs op de straat beleedigd, mishandeld, in hunne huizen en schepen geplunderd, dien toestand niet langer dulden konden. Te Leiden werden de twee partijen den 23 April 1419 handgemeen en in het najaar trokken de voornaamste Hoekschgezinden naar Utrecht, ten einde daar te overleggen hoe men de Kabeljauwschen best bedwingen zou. In Januari 1420 strijdvaardig, trokken zij, zoo ook de Utrechtschen te velde, de landen van IJselstein en Woerden aan de verwoesting prijs gevende.

De maand nadien kwam Jan van Beieren in Holland en nam er de leiding der beweging op zich. Leiden, dat bedreigd werd, bad den hertog van Brabant om hulp, maar te vergeefs, en de Hoekschen, ziende dat zij van hunnen natuurlijken beschermer verlaten waren, sloten den 15 April een onderling verbond van bijstand en vriendschap, dat bezegeld en bezworen werd door de steden Leiden, Utrecht en Amersfoort, door den bisschop van Utrecht, de heeren van Montfoort, Wassenaar en Brederode, de ridders Jan van Heemstede, Lodewijk en Willem van Montfoort, Dirk van Zuilen, Melis Uten Enge en anderen. Onmiddellijk daarna werd de krijg hervat.

Intusschen voelde Jan van Brabant, die zijn eigen land, zelfs zijn eigen huis niet naar behooren te besturen wist, zich weinig genegen om in Holland en Zeeland nieuwe moeilijkheden te gaan bekampen. Zijn sluwe mededinger wist dit maar te wel, en zocht hem nu geheel in zijn net te krijgen. Veel bezwaar zou dit niet opleveren. Van de 100,000 gouden nobels, welke Jan en Jacoba hem volgens het verdrag van Woudrichem betalen moesten, waren nog maar 15,600 nobels geleverd, en hij wist dat zij, voor 't oogenblik, de rest niet kwijten konden. Hij stelde den Brabander dan voor, de nog te betalen som van 84,400 nobels kwijt te schelden en hem daarentegen nog 90,000 gouden kronen te geven in vergoeding waarvan hij Holland, Zeeland en Friesland voor den duur van twaalf jaren in pand zoude houden. Gedurende al dien tijd zou Jan van Beieren alléen het gezag aldaar uitoefenen...

De Brabander, wien niets ter harte lag dan zijn vadsig, ongebonden leven, hoorde de voorstellen van Jan van Beieren's gezanten welgevallig aan, en vertrok met hen, als een kind dat een koek is beloofd door eenen prangdief om het onderwege te kunnen uitplunderen, naar St.-Martensdijk [1], waar Jan van Beieren zich toen ophield. Daar kwam tusschen beiden de zoo behendig opgevatte overeenkomst tot stand, die Jacoba's erflanden geheel en al in de handen haars vijands overleverde. Jan IV stond bovendien het markgraafschap van Antwerpen en 't graafschap Herenthals aan Jan van Beieren af.

De daartoe betrekkelijke akte hield eene voorzichtige bepaling in, voor 't geval dat Jacoba van Beieren, gelijk wel te voorzien was, deze verpanding van haar goed, welke gelijk stond met eene verkooping, weigeren mocht goed te keuren; men leest daar namelijk : « Ende willen en geloven wij, hertoge van Brabant voirsz. dat dese tjegenwoirdige letteren in hare volcomenre macht wesen sal, ende bliven, al ghevielt so, dat onser liever ende seer geminder gesellinne, der hertoghinnen van Brabants seghel an dezen brief niet en quame... »

[1] Vroeger een stadje, thans een vlek in Zeeland.

Deze vervreemding van Jacoba's goed, gedaan zonder hare tusschenkomst, scheen den Brabander nog niet genoeg : bij eene tweede akte, ten voordeele van Jan van Beieren, door hem bezegeld, verbond hij zich den vorengemelden pandbrief vóor den 25 Juli — den dag van Jacoba's naamfeest! — door haar te doen bezegelen; was dit niet gedaan, dan zouden de hoogervermelde sommen verbeurd zijn en zou Jan van Beieren, boven alles, wat hem reeds gegeven was, nog 26,000 gouden kronen ontvangen. Wat meer is : hij zou niet alleen ontslagen zijn van de verplichting om de keizerlijke brieven, waarmede hij vroeger met Holland en Zeeland was beleend, maar ook de pauselijke bulle betreffende Jacoba's huwelijk aan Jan van Brabant ter hand te stellen [1].

Door deze laatste bepaling was weer Jacoba's erfrecht in twijfel getrokken, aangezien juist krachtens de bedoelde keizerlijke brieven en de pauselijke bulle, die Jacoba's huwelijk nietig hadden verklaard, Jan van Beieren beweerd had de wettige opvolger van zijns broeders landen te zijn. Men weet het : juist de erkenning van het erfrecht was het eenigste, dat Jacoba bij het tractaat van Woudrichem had gewonnen. Bij eene derde akte, den 21 April door Jan van Brabant bezegeld, ontsloeg deze al zijne onderzaten in Holland, Zeeland en Friesland van den eed van gehoorzaamheid, hem vroeger gezworen, en stelde hij hun Jan van Beieren voor « in allen stucken gehoorsaem, bystandich ende gehulpich te syn, trouwelic. » Dit deed hij « bi rade ende goetduncken onser maghen, rade ende vrienden, die van beyden ziden dair bi ende over geweest hebben om orbaer ende profijt onser ende onser landen, lude ende ondersaten. » Door deze akte deed Jan van Brabant feitelijk afstand der gemelde landen.

Onwillens doet zich, bij het lezen dezer brieven, de vraag voor, of Jan van Brabant geen het minste begrip van staatkunde, geen gevoel van eigenwaarde, geene vorstelijke fierheid, geene hoegenaamde achting voor zijne gemalin bezat, dan of hij goedsmoeds

[1] Men leest de oorkonde bij Van Mieris, IV, 545-547. — Zie ook De Dynter, bl. 588.

zulke dwaze, onherstelbare strekcn heeft verricht om zijne « lieve ende zeer geminder gesellinne » nog meer te tergen, of misschien door zulke middelen haar te dwingen zich geheel en al aan hem te onderwerpen.

Nu mocht Jan van Beieren vooruit.

De eerste groote onderneming, welke hij waagde, was tegen de stad Leiden. Den 24 Juni sloeg hij het beleg vóor de stad, en den 17 Augustus daaropvolgende moesten de belegeraars, hoewel op het laatst door de Utrechtschen ondersteund, het opgeven, doch niet vóordat hunne stad in puin was geschoten. Den oorlog voortzettende tegen Utrecht, trokken de Kabeljauwschen van Dordrecht naar Geertruidenberg, waar Dirk van Merwede het bevel voerde in den burcht en weigerde dien over te geven, terwijl evenwel de ingezetenen de hertoglijke benden in de stad lieten. Toen Jan van Beieren zich daar bij de Kabeljauwschen had vervoegd, zag hij eene nieuwe macht tegen hem opdagen, namelijk eene sterke en goed uitgeruste ruiterbende van Jacoba. Laten wij zien hoe deze er toe gekomen was den strijd alléen, zonder haren echtgenoot, te moeten voortzetten.

V

Onlusten in Brabant. — Oorsprong der oneenigheden tusschen Jan en Jacoba. — Jacoba verlaat het hof. — Pogingen van haren echtgenoot om haar te doen terugkeeren. — De broeder des hertogs benoemd tot ruwaard. — Verzoening tusschen vorst en volk.

In de gemoedsstemming, welke de nadeelige zoenakte bij Jacoba moest doen ontstaan, volgde zij haren gemaal naar Brabant... De ongelukkige vorstin wist niet dat zij eene hel te gemoet ging!

Indien ooit twee menschen door den echtband vereenigd maar niet voor elkander geboren waren, dan voorzeker waren het Jan van Brabant en Jacoba van Beieren. Beider aard, gewoonten, levenswijze en neigingen verschilden eindig. Zoo zwak van geest en van lichaam, verwijfd en lafhartig de man was, zoo scherpzinnig, levenslustig en manmoedig had de dochter van Willem van Holland zich getoond. Vadsig en een speelbal in de handen zijner hovelingen liet de hertog de regeering des lands over aan vleiers en uitbuiters, terwijl Jacoba, naar het voorbeeld der meeste leden van de Burgondische familie, en inzonderheid van hare wakkere moeder, gaarne hem zelf de teugels van 't bewind zou hebben zien voeren. Hij stelde al zijn genot in de jacht en de ongebondene vermaken van de grooten der eeuw; zij, daarentegen, beminde, tegelijk met den luister der hofhouding, ter viering der oude ridderdeugden, de schoone kunsten en alles wat het leven der jonge vrouw kon veraangenamen.

De vereeniging van twee met elkander zoo strijdige karakters kon onmogelijk tot iets goeds leiden. Het wangedrag van hertog Jan zou weldra eene scheiding ten gevolge hebben.

Hoe jong nog aan het bewind, had de hertog evenwel reeds het grootste gedeelte zijns volks tegen hem gestemd. De tergin-

gen en de willekeur, welke de gemeenten vanwege zijne gunstelingen te verduren hadden, brachten te weeg dat deze daardoor, in de eerste plaats, het voorwerp werden van eenen diepen haat bij de Brusselaars en dat verscheidene onder hen met ballingschap werden gestraft [1].

Dat Jacoba hierover met haren echtgenoot in onmin kwam zal te minder vreemd schijnen, als men zich herinnert dat verscheidene edelen van 's hertogen gevolg haar persoonlijk vijandig waren en zij wel vermoedde dat het gedrag des vorsten het gevolg was van de opstoking der hovelingen [2]. Zij werd dan koel, achterhoudend en mogelijk weleens bitter tegen de Brabantsche edellieden, hetwelk tot gevolg had dat, van zijnen kant, hertog Jan hare Hollandsche vrienden den graaf van Bergen, den graaf van Nassau en den heer van Hesewijk verbood nog aan het hof te verschijnen. De drie in ongunst gevallen edellieden richtten zich tot de wethouders van Brussel, die juist eenen hunner, den graaf van Bergen, met eene zending in Holland hadden gelast, en de schepenen, door de meerderheid der Staten ondersteund, verbanden den rentmeester uit het land, op grond dat hij de belangen der gemeenten en des ganschen lands verraden had. Verscheidene beambten, gekend als vrienden van den veroordeelde, werden afgezet, en de wethouders maakten een voorgebod, luidende dat niemand nog tot éenige betrekking in het magistraat of in éenig gilde mocht worden gekozen, dan nadat hij zes maanden den dienst des graven had verlaten, gelijk ook geen poorter de minste betrekking bij den vorst mocht aannemen dan een jaar na zijne aftreding als gemeentelijk ambtenaar (20 December 1418). Gewichtiger nog dan deze beslissingen was het verbond (de vernieuwing van eene vroegere dergelijke overeenkomst) waarbij de steden Brussel, Leuven en 's-Hertogenbosch besloten den hertog alle hulpgeld te weigeren zoolang de booze rentmeester aan het hof zoude zijn.

De vrede van Woudrichem was zekerlijk niet geschikt om de

[1] Zie Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, I, 194-196.
[2] Monstrelet, *Chroniques*, CCXXXV[e] hoofdstuk, bl. 303.

Brusselaars gunstiger voor den hertog te stemmen; zij ook voelden zich geërgerd door Jacoba's vernedering en moesten met schaamte erkennen dat hun vorst, in deze gewichtige omstandigheid, even als in de dagelijksche zaken, slechts de speelbal van sluwe staatkundigen, van bedriegers en verraders was geweest.

Op het einde van 1419 (o. s.) trok Jan van Brabant met zijne gemalin naar Henegouw. De schatmeester Van den Berge vergezelde hen, maar het zou de laatste reis zijn, welke hij met zijnen meester deed. Gehaat door de trouwe Henegouwers, die zijnen handel opzichtens Jacoba kenden, werd hij te Bergen, op zijn bed, vermoord. Er zijn schrijvers die beweren dat Jacoba en hare moeder voorweten van deze misdaad gehad hebben, aangezien zij werd bedreven door de twee bastaardbroeders van Jacoba. Moeilijk is het, deze zware betichting te bewijzen. Ongetwijfeld moet de verdwijning van den trouweloozen rentmeester aangenaam zijn geweest aan de vorstin, die daardoor eenen vijand te minder telde, maar kunnen de moordenaars niet ter koeling van eigen haat en wraakzucht gehandeld hebben? Beiden toch waren door Van den Berge beroofd geworden van de inkomsten, welke hun vader, en nadien Jacoba, hun hadden toegekend, en meenden derhalve evenzeer redenen te hebben als hunne zuster om den rentmeester uit den weg te ruimen. Hoe het zij, de moord maakte op Jan van Brabant eenen diepen indruk. Aanvankelijk ontroostbaar over het verlies zijns raadmans en vertrouwelings, luisterde hij nadien naar de opwekkende en waarschuwende taal zijner echtgenoote, bande uit het hof al de lage vleiers, die hij wist met Van den Berge te hebben aangespannen, en verving hen door edellieden, aan Jacoba verkleefd.

Zoo kwam er eenige verandering in het leven der vorstin. Blijde dagen lachten haar toe; zij mocht hopen haren gemaal, onder staatkundig opzicht gered en onder zedelijke betrekking op den weg der eer teruggebracht te hebben. Eilaas! de schoone droom duurde slechts eenige maanden...

Van den Berge 's vrienden waakten, vlammend op weerwraak en loerend naar 't oogenblik, waarop zij Jacoba nog dieper leed zouden kunnen berokkenen. Everaard t' Serclaes, de nieuwe hof-

meester, leende tot volvoering van het helsch ontwerp zijne eigene vrouw, Laura van Assche. Hij dreef haar in de armen van den geest- en harteloozen wellusteling als het beste en spoedigst werkende middel om tusschen den hertog en zijne gemalin eene klove te graven, welke niet te dempen zoude zijn. Nauwelijks was die eerloosheid begonnen, of niet alleen werden de vrienden van Jacoba uit hunne betrekkingen ontslagen, maar zelfs den Hollandschen jonkvrouwen, met wie de vorstin sedert hare jeugd lief en leed had gedeeld, werd het hof ontzegd [1].

Dit laatste was te veel. Jacoba's geduld en lankmoedigheid waren ten einde; zij zou zich, ook in 't openbaar, moest het zijn, tegen de barbaarsche handelwijze haars eervergeten gemaals verzetten.

Toen haar de tijding werd medegedeeld, bevond de hertog zich met zijn gevolg te Vorst (Forest)[2]. Jacoba deed paarden zadelen en reed er heen. Bij hare aankomst zat de hertog in den raad. Zonder het einde der zitting af te wachten ging de vorstin hem te midden zijner hovelingen vinden en de reden vragen waarom hare vriendinnen, achtingswaardig en van hoogedelen bloede, van haar moesten gescheiden worden?

Het antwoord van den hertog was dat zulks geschiedde om goede redenen, en overigens de Brabantsche hofjonkvrouwen even

[1] « Ende men gaf int shertoghen hof
Alle vrouwen ende juffrouwen oorlof
Die bi Mijnre Vrouwen min no mee
Waren, uutghenomen twee... »

(*Brabantsche Yeesten*, bl. 371.)

Zie ook De Dynter, bl. 384.

[2] De hertog scheen van dan af het gezelschap zijner vrouw te vluchten. Wij lezen in de *Brabantsche Yeesten*, bl. 371 :

« Ende Mijn Heere tooch somtijt
In Sonien iaghen, dit verzenne,
Ende bi wilen over Senne.
Bi wilen soe lach hi ter Vueren
Diewile te Vilvorden, hoordic rueren,
Ende ondertusscen lach hi na dat
tAntwerpen... »

edel en achtingswaardig waren als de Hollandsche. Dit was niet zoo: Jacoba zou voortaan den waarlijk bloedigen hoon te verduren hebben, in hare nabijheid het eerlooze schepsel te moeten dulden, dat hare plaats bij den vorst had ingenomen... Noch verzoek, noch bede, noch tranen, niets hielp bij den hardvochtigen wellusteling. Jacoba moest ongetroost afkeeren.

Een nog erger tooneel zou weldra op dit eerste openbaar blijk van onmin tusschen de echtgenooten volgen. Den 7 April 1420 werd aan het hof van Brussel een Paaschfeest gevierd, dat nog schandelijker voor hertog Jan, nog hartgrievender voor Jacoba zou afloopen. Aan het banket verscheen de vorstin met hare Hollandsche vriendinnen, die zij geweigerd had af te danken. De Brabantsche jonkvrouwen, mede aan tafel gezeten, werden mild opgediend, maar de schotels en bekers van de Hollandsche bleven, op bevel des hofmeesters, ledig. Zulke beleediging, nog verergerd door het spotgelach en de kwinkslagen der schaamtelooze hofjonkers, was niet uit te staan : de vriendinnen van Jacoba verlieten de zaal en het paleis, en gingen op staanden voet de moeder der vorstin, sedert enkele dagen te Brussel aangekomen en in de afspanning den *Spiegel*, in de Bergstraat, geherbergd, van het gebeurde kennis geven.

In bruisenden toorn snelde de Burgondische vorstin naar het paleis, drong tot aan de tafel door, verweet daar den hertog, op heftige wijze, zijn snood gedrag en maande Jacoba aan geen uur langer op eene plaats te blijven, waar geene ridders van eer, maar slechts laffe vrouwenbeleedigers waren te vinden.

Onmiddellijk na hare moeder, verliet Jacoba het paleis. De hertogin van Brabant, gravin van Henegouw, Holland en Zeeland en vrouwe van Friesland, vond noch wagen, noch paard te haren dienste, en was genoodzaakt te voet naar de herberg harer moeder te gaan !

Hoe moesten de eerlijke, trouwhartige poorters van Brussel te moede zijn wanneer zij de jonge verstootene en verachte vrouw weenend en snikkend door de straten der hoofdstad zagen gaan, zonder ander geleide dan een page van Henegouwsche afkomst, Jan Rasoir genoemd, die alléen den moed gehad had haar te volgen !

Men kan denken welk een droevige nacht er voor Jacoba op dit Paaschfeest volgde, een feest dat voor ieder christen gemoed in de geloovige middeleeuwen den geest vervulde met hoop en 't blijde jubel uit de borst deed stijgen... Jacoba gevoelde het : alles, alles ontzonk haar ! Jan van Brabant had haar erfgoed met nooitgeziene lauwheid verdedigd en haren ergsten vijand ten offer toegeworpen; hij had hare vorstinneneer verbeurd, haar levensgeluk verwoest, hare beste verwachtingen vernietigd. In hare smart en vernedering moest zij het uur verwenschen, waarop zij haar lot en leven aan zulk een nietswaardig mensch had vereenigd. Wie telt de tranen, in den droeven Paaschnacht van 1420 door Jacoba in de armen harer moeder geweend ?

Den eerstvolgenden ochtend verliet zij de stad Brussel, en trok met hare moeder en een klein getal edellieden naar Kanoot.

De hertog van Brabant gevoelde weldra de gewichtigheid van zijnen misslag en begon aan middelen te denken om de slechte gevolgen daarvan te voorkomen. In de eerste plaats zou hij den schijn aannemen als wilde hij voor Jacoba's erfstaten het zwaard opvatten.

De Staten van Brabant in Mei 1420 te Brussel hebbende bijeengeroepen, vroeg hij hun een hulpgeld, maar Leuven, weinig vertrouwen in Brussel stellende, zond op zijne beurt brieven uit naar de edelen, prelaten en steden om hunne aandacht te vestigen op de slechte regeering des hertogs, en vroeg hun, niet in de hofstad maar wel te Leuven bijeen te komen ten einde naar middelen uit te zien om 't land van ondergang en schande te bevrijden[1]. Een klein getal leden der Staten trok naar Brussel, de meerderheid naar Leuven, uit welke laatste stad den 19 Mei naar den vorst een scherp vertoog gestuurd werd over al hetgeen door zijne en zijner hovelingen schuld gebeurd was.

De raadsheeren des hertogs gelukten er in, hem een ontwerp te doen goedkeuren dat, wierde het uitgevoerd, in Brabant nagenoeg eene gelijke tweespalt zou in 't leven roepen als die der Hoekschen en Kabeljauwschen in Holland. Ziehier : een aantal

[1] Löher, *Jacobäa von Bayern und ihre Zeit.*

vermogende en invloedrijke ridders, als Jan van Assche, Jan van Coudenberg, Everaard t'Serclaes en andere patriciërs der hoofdstad, verbonden zich den 24 Mei 1420 bij plechtigen eed en bezegeld perkament, Jan IV tegen zijne vijanden te dienen en te beschutten. Zeer natuurlijk, ja zelfs loffelijk ware zulk verbond geweest in gewone omstandigheden, namelijk wanneer eene door kwade hartstochten opgejaagde partij den muiterskreet tegen het wettig gezag zou hebben aangeheven; maar nu er quaestie was eenen even onbekwamen als onwaardigen vorst op den weg des verderfs tegen te houden, het algemeene recht en volksbelang te vrijwaren, nu was zulk verbond geenszins te verschoonen, ja, als aanleiding gevende tot eenen zwaren burgeroorlog, misdadig in den hoogsten graad.

Welke zijde zouden nu de gemeenten kiezen? Hiervan hing voor Jan IV en zijnen aanhang alles af. Bij Leuven — tegen den hertog in openbaar verzet — verklaarden zich Maastricht, Nijvel, Herenthals, Lier, Vilvoorde en eenige andere steden; de hertoglijke partij, van haren kant, rekende op versterking bij Breda, Bergen-op-Zoom, Aarschot, Sichem en Steenbergen. Wat Brussel, Antwerpen en 's-Hertogenbosch betrof, deze hielden zich tusschen beiden [1].

De verwarring werd algemeen in het land; men kan er over oordeelen door de omstandigheid, dat er niet min dan drie verschillige Staten-vergaderingen waren : eene aan het hof, de tweede te Leuven, de derde voor Brussel, Antwerpen en 's-Hertogenbosch. In de hoofdstad vormden zich weldra twee partijen, waarvan diegene, welke tegen den hertog opstond, hem niet weinig zijn laf en schandig gedrag jegens zijne echtgenoote verweet. De toestand, door de slechte handelingen der vorstelijke raadslieden geschapen, werd van dag tot dag bedenkelijker. Het scheen hun weldra noodig, pogingen aan te wenden om Jacoba aan het hof te doen terugkeeren. Mocht dit geschieden, dan kon men niet alleen het ontevredene volk, maar ook den Staten de hoop geven op eene algemeene bevrediging. Tot bereiking van dit doel

[1] Löher, *Jacobäa von Bayern und ihre Zeit.*

achtten de Brabanders alléen zich evenwel niet sterk genoeg en zij verzochtten de Henegouwers om hun in de poging tot verzoening behulpzaam te wezen.

Jacoba was echter, hoewel met andere bedoelingen, haren echtgenoot vóor geweest. Reeds in de eerste dagen der maand Juli had zij de drie Staten van Henegouw bijeen doen komen en hun de redenen doen kennen waarom zij haren echtgenoot had verlaten; tevens had zij hun verzocht in haar onderhoud te willen voorzien. De vergadering zond den 9 Juli 1420 bij hertog Jan een gezantschap, samengesteld uit de prelaten van St-Ghislain en Cambron, de heeren van Havrech, Steenkerke en Floyon, met de gedeputeerden der steden Bergen, Valensijn, Binche, Aath, Edingen en Avesnes, en deze brachten den hertog in zijn paleis te Brussel de wenschen der Staten en den eisch van Jacoba over [1]. Jan had niet min dan drie dagen noodig om zijn antwoord te geven, waarmede het gezantschap bij Jacoba terugkeerde [2].

[1] « Le mardi IXe juillet se partirent de Mons Jaquemars de Biaumont, Jehans de le Loge, esquievin, et Jaquemars li Ferons, Willaumes Aubris et Jehans Deslers, clers, comme dou conseil, atout leur varles a xiv chevaux et s'en allèrent celui jour au giste à Hal, en le compaignie de monsgr de Saint-Ghislain et de monsign^r^ de Cambron, de par les prelas; item, de monsgr de Havrech, monsgr dEstainquierque et Jake de Floyon, de par messigneurs les nobles, et avoecq les devant dis Jaquemart Hennekart et ceulx des villes de Valenchiennes, de Binch, dAth, dEnghien et dAvesnes; et lendemain, ces dis ambassadeurs s'en allèrent à Brousselles, le joesdy dou matin eurent-il une audience de parler à nodit tres-redoubtet signeur, qui moult admiaublement les rechupt et oy en exposant leur kierke, sour coy nos dis sires prist delay et le venredy leur en fist responsce et le samedy revinrent... »

(*Stadsrekening van Bergen,* 1419-1420.)

« Pour despens des eskevins et pluiseurs dou conseil, le Xe jour de jullet, que li consaulx fu en le maison de la pais, par-devant liquel relations fu faite par ceulx qui de par le ville avoient à le requeste de no tres-redoubtée dame la ducesse de Braibant estet envoyés par-deviers elle au Quesnoit, avoecq les III estas de sen pays de Haynnau, des remonstrances faites par noditte dame. » (*Id.*)

[2] « Le dimenche ensuiwant, XIVe jour doudit mois, se partirent de Mons li dessusdit a tel quantitet de personnes et chevaux que dit est, et sen allèrent par-deviers nos tres redoublée dames au Quesnoit, celui jour au giste, et lendemain fisent relation de ce que besoingniet avoient par-deviers no dit tres redoubtet signeur, et puis revinrent à Mons. » (*Id.*)

Nog den 13 derzelfde maand vertrok een ander gezantschap naar den hertog te Brussel, en van daar weer bij Jacoba te Kanoot [1]. Bevredigend was deze nieuwe poging voor den vorst weeral niet, daar hij den 6 Augustus opnieuw de Staten samenriep ter bespreking van vier door hem voorgeschreven punten, waarvan het voornaamste de terugkeer zijner echtgenoote was. Ditmaal drong de vorst, bij monde zijner getrouwe raadsheeren, den secretaris Jan Bont en den zegelbewaarder Nicolaas Colesoon, sterker dan te voren bij de Staten aan, dat hunne gezanten al het mogelijke zouden beproeven om tot eenen goeden uitslag te komen. Hij, immers, verlangde niets zoo zeer als de scheiding te zien ophouden... [2].

Wat al invloed en welsprekendheid de prelaten, edelen en poorters der gemeenten ook aanwendden om Jacoba tot den terugkeer naar het hof te bewegen — niets baatte. Zij was immers zoo gekrenkt, zoo bloedig gehoond geworden en als echtgenoote en als vorstin!

Jan van Brabant hield evenwel niet af. Den 9 Augustus kwamen de Staten van Henegouw nogmaals bijeen, met last om de poging tot verzoening te vernieuwen. Het gezantschap, bij Jacoba dit-

[1] « Pour otels despens des dis eskevins et aucuns dou conseil, le samedi XIIIe jour doudit mois, que ceux qui de par leditte ville envoyet avoient estet avoecq lesdis III estas par-deviers nodit tres redoubtet signeur le ducq à Brousselles, pour a lui faire pluiseurs remonstrances ou non et de par noditte dame, sour aucunes instructions qui baillies furent par escript, et liquel envoyet, apriès yaux revenus de Brousselles, ralèrent au Quesnoit par-deviers noditte dame et puis revinrent à Mons. »

(*Stadsrekening van Bergen*, 1419-1420.)

[2] « Pour despens des esquievins et aucuns dou conseil, le mardi VIe jour daoust, que adont furent avoecq les III estas dou pays en le maison de le pais, pour oyr le exposition que fisent sour lettres de credensce ou non de no tres-redoubtet signeur messire li baillius, maistres Jehans Bont et Clais Collesoen, pour IV poins et par especiaul que li souverains désirs que nosdis sires avoit, estoit que no très-redoubtée dame la ducesse se retraisist viers lui come ensi nos dis sires le avoit paravant dit as envoyés par-deviers lui de par les dis III estas en ambassade, et a yaux requis et quierquiet que à ce volsissent mettre toute le paine qu'il polroient... » (*Id.*)

maal te Aath gezonden, miste zijne twee voornaamste leden, den abt van St-Ghislain en den heer van Havrech, door bijzondere aangelegenheden verhinderd daar te komen. Den 10 Augustus gaf Jacoba een mondeling en schriftelijk antwoord, met last het den Staten mede te deelen [1].

Te Leuven wist men weldra wat Jacoba geantwoord had en om welke reden de Staten van Henegouw de zaak niet ten einde brachten; daarop besloten de Staten van Brabant door een krachtig vonnis te bewijzen, dat zij niet langer verstonden de speelbal

[1] « Le venredy IXe jour daoust, sour ce que le mardy en-devant messigneurs des III estas dou pays se estoient mis ensamble a Mons a le maison de le pais la ù par monsigneur le bailliu de Haynnau et ossi par maistre Jehan Bont et Clais Colleson, sour lettres de credensce, ou non de no tres redoubté signeur, li dis maistres Jehans exposa leditte credensce sour IIII poins, dont li principauls estoit que as ambassadeurs des III estas de sen pays de Haynnau qui de par no tres redoubtée dame estet avoient viers lui a Brousselles, il avoit especiaulment requis et pryet que par-deviers noditte dame veulsissent labourer et tant faire que elle retournast viers lui no tres-redoubté signeur, comme ce estoit li chose au monde que plus il desiroit, dont nos dis sires n'avoit despuis oyt nouvelles que sa requeste euist portet aucun fruit. Pourcoy de requief nos dis sires requeroit que ceux qui la estoient ad ce se veussissent employer. De lequel chose responsce fu faite que pour toute obeyssance et le boin désir que ceux desdis III estas avoient del intention no dit signeur yestre acomplie ils feroient briefve dilligensce de envoyer par-deviers noditte dame pour li supplyer que ce fust ses plaisirs de li retraire par-deviers no dit signeur, et que ce que elle en responderoit feroient savoir a nodit signeur, les dis III estas ordonèrent pour aller en ambassade par-deviers no ditte dame, monsign^r de Saint-Ghislain, monsgr de Cambron, monsgr de Havrech et messire Gérart dEscaussines, et se y envoyèrent les villes de Mons et de Valenchiennes pour les autres bonnes villes et pour ce ledit venredy se partirent de Mons Gilles de Brousselle, eskevin, Willaumes Aubris, Colars dele Court, massart, et Jehans Deslers, clers, atout leur varles a XI chevaux, et s'en allèrent au giste a Ath, leur nodite dame estoit, a lequelle fu lendemain dou matin remonstrance faite dou cas pour coy lidit ambassadeur estoient la venut, et à li supplyer que retraire li pleusist par-deviers nodit signeur, dont elle fist responsce par escript et de bouche, lequelle responsce ceulx qui là furent raportèrent à lintention de ent leur relation faire par-deviers les III estas quant il seroient ensamble... »

(*Stadsrekening van Bergen,* 1419-1420.)

der hertoglijke gunstelingen te zijn. Den 15 Augustus hadden zij tegen de raadslieden en voornaamste aanhangers des hertogs, ten getale van elf, de straffe der ballingschap uitgesproken, op grond dat Jacoba's erfgoed, zonder hare voorkennis of toestemming, was vervreemd geworden; op de verdrijving der vorstin uit het hof en het schandtooneel van den vorigen Paschen en op andere onrechtvaardigheden van minder belang [1]. Van deze uitspraak werd Jacoba onmiddellijk bericht gezonden.

De Staten van Henegouw vernamen dit vonnis met onuitsprekelijk genoegen, en de eerstvolgende vergadering (5 September) was bijzonder talrijk. Jacoba had de heeren van Steenkerke en Henin, benevens den schepene Jacob Hennekar, met de ontwikkeling harer eischen gelast, en was zelve met hare moeder naar Bergen gekomen, waar de zitting plaats greep.

De Staten vonden de grieven van Jacoba gegrond en hare eischen niet min dan billijk. Na haar vertrek uit Brussel had zij met hare moeder de kosten harer hofhouding uit eigene middelen, of liever uit die harer moeder, bestreden; en daar zij vruchteloos bij Jan IV op de teruggave der brieven nopens haar huwelijksgoed en lijftocht had doen aandringen, vroeg zij nu den Staten bij haren echtgenoot zooveel te bewerken, dat hij haar levensonderhoud verzekeren en hare huwelijksquaestie vereffenen zou. Men weet, hoe deze laatste stond. De paus had den 22 December 1417 dispensatie verleend, den 5 Januari daaropvolgende ingetrokken, en die herroeping op 30 Maart bevestigd; wel was, na het echtverbond op 10 April 1418, eene belofte van den paus gekomen om de zaak opnieuw door zijne kardinalen et laten onderzoeken en de bezwaren van het wettig huwelijk uit den weg te ruimen, maar tot heden was de nieuwe dispensatie

[1] De veroordeelden waren : Jan van Grimbergen, heer van Assche, Jan, zijn oudste zoon, Jan Bont, Nicolaas van de Werve, Bernaard Uuten Engen, Reinier Mours, Jan van den Huffel, Nicolaas Colensoon, Willem Bont, secretaris, Nicolaas Coleuwe, zegelbewaarder, Rutger Teetfelen, bijgenaamd Boone, griffier des leenhofs.

De Dynter, ch. 175 en 178. — Zie ook Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, I, 200.)

niet verkregen en kon Jacoba zich niet als de echtgenoote van Jan IV beschouwen.

Löher merkt te recht op, dat in eene streng geloovige eeuw, waarin het kerkelijke recht als het hoogste en ontwijfelbaarste ter wereld werd beschouwd, vragen en bedenkingen als deze, voor eene jonge vorstin van alles overwegend gewicht waren; dat harer ziele zaligheid, hare eer, haar geheel lot en leven daarbij op het spel stonden.

Wanneer nu Jacoba aan de Henegouwsche Staten vroeg, dat zij in deze zaak wenschte spoedig gerust gesteld te zijn, en, was geene behoorlijke dispensatie vóor Kerstfeest verkregen, zij zich zou ontslagen rekenen van bij Jan IV terug te keeren, dan was er niemand in de vergadering, die dit verzoek en voornemen laken kon, hoewel den Staten een brief werd voorgelezen van Jan van Beieren, die, van Jacoba's voornemen onderricht, bij hen ten sterkste aandrong om de hertogin te verzoeken naar haren echtgenoot terug te keeren.

De bepaling van den tijd, waarop de paus zou uitspraak te doen hebben, kwam den Henegouwer echter onvoegzaam voor; men oordeelde het beter, dat de hertog een gezantschap naar Rome zou zenden om de moeilijkheden betreffende het huwelijk te doen vereffenen. Wat de regeling aangaat van Jacoba's onderhoud, de billijkheid daarvan zou den hertog onder het oog worden gebracht.

Het besluit der Staten werd denzelfden dag aan Jacoba medegedeeld, die, na twee uren bedenkens, de leden dank zegde voor hunne bemoeiingen en beloofde die besluiten te zullen eerbiedigen. Daarop vertrok het gezantschap der stad Bergen en der Staten naar Brussel.

Toen den 4 September 1420 de gezanten te Brussel kwamen, vonden zij de hoofdstad geheel in oproer en dit naar aanleiding van de benoeming eens partijgangers van Jan IV tot amman van Brussel. Deze aanstelling ging gepaard met de komst aldaar van drie gezanten uit Holland, en 't volk, in tijden van gisting altijd bereid om van het minste geval eene bedenkelijke zaak te maken, vertelde nu dat Jan van Beieren eene aanzienlijke wapenbende

afzond om Brabanders en Henegouwers in bedwang te houden. Meer was er niet noodig om de gilden en neringen van Brussel gewapend naar de markt te doen stroomen. Men liet den hertog weten dat onmiddellijk al de hovelingen, die door de Staten te Leuven waren veroordeeld, hunne straffe moesten ondergaan, ofwel dat het volk hen in 't paleis zelf zou komen opzoeken en ter dood brengen. De Hollandsche gezanten achtten zich te Brussel niet langer veilig en namen de wijk naar Leuven, waar zij echter gevangen genomen werden.

Ondertusschen greep er aan 't hof eene nieuwe intrigue plaats tusschen Jan IV en enkele zijner partijgangers, behoorende tot het gezantschap van Henegouw. Den woensdag te Brussel aangekomen, hadden deze (de heeren van Edingen, Vertaing en eenige anderen) zich aanstonds naar het hof begeven, terwijl de anderen in hunne herberg wat zouden rusten; toen nu de vrienden van Jacoba aan 't paleis kwamen werd hun bericht, dat Jan IV hen onmogelijk ontvangen en dat dit eerst drie dagen later plaats hebben kon [1]... Onderwijl had de hertog vermoedelijk bericht

[1] « Le mardy III[e] jour de septembre, sour ce que as signeurs desdis III estas li responsce de noditte tres-redoubtee dame faite a ceux envoyes par-deviers elle eust estet remonstrée et qu'il se furent conclut de le faire savoir à nodit tres-redoubtet signeur, et de ce quierquet chiertains ambassadeurs, ou non diaux, se partirent de Mons Jaquemars de Biaumont, Jehans de le Loge, eskevin, Willaumes Aubris, Colars dele Court, massart, Andrius Puce et Jakes Hennekars, comme dou conseil, à tout leur varles a XV chevaux, et s'en allerent à Brousselle, en le compaignie de monsigneur de Saint-Ghislain, monsigneur de Cambron, de par les prelas; item, de par les nobles, monsigneur d'Estainquierque, monsigneur de Hoves et messire Pinkars de Hermies, et se y envoya li ville de Vallenchiennes; se vinrent a Brousselles le merquedy au disner, mais pour aucunes occupations souvenues, ne peurent avoir audience de parler a nodit signeur jusques au venredi enssuiwant dou matin, qu'il remonstrèrent leur quierque sour II poins pour lesquels nodite dame se escusoit de se retraire par-dela, l'un que elle euist lettres de le confiermation de sen mariage, et l'autre de avoir provision pour sen estat... Et celui jour apries-disner lidit ambassadeur eurent responsce. Item, le samedi revinrent au giste à Ath pour a no tres-redoubtee dame remonstrer et dire ce que besoingnet avoient. »

(*Stadsrekening van Bergen*, 1419-1420.)

gekregen van de Hollandsche gezanten en onderhandeld met zijne Henegouwsche handlangers, en zoo gaf hij het gezantschap van de Staten een weinig bevredigend antwoord. Nadat Jacoba te Aath verslag van de mislukte zending ontvangen had, begaf zij zich met hare moeder, op aanraden van eenige uit Leuven gekomen edellieden, die haar vergezelden, naar Brabant, ten einde van daar beter hare rechten te kunnen doen gelden en 't verzet tegen Jan van Beieren gevoeglijker te kunnen leiden. Haar eerste werk was, opene brieven uit te vaardigen, waarin zij de Staten te Leuven erkende als de verdedigers van haar recht en hare eer.

Had Jan van Brabant den eisch des volks niets kunnen wederstaan en het vonnis, te Leuven uitgesproken tegen zijne vertrouwdste gunstelingen, moeten bekrachtigen, hij benoemde nu in hunne plaats mannen, die nog slechter bij het volk stonden aangeschreven, onder andere Everaard t' Serclaes [1]. Nu zag men duidelijk, dat er met hem niets was aan te vangen, dat hij niet vatbaar was voor eenig edel gevoel. Men besloot een uiterste middel te beproeven.

In de eerste dagen der maand September zou er te Leuven een landdag zijn ter bespreking van al de hangende vraagstukken, en Jacoba met hare moeder, gevolgd door eenen aanzienlijken stoet van ridders en dienaren, trok er heen [2]. Alweer liep de onderhandeling, wat de vorstin betrof, op niets uit, maar eene hoogstgewichtige beslissing werd genomen aangaande Jan IV. Men stelde voor hem de regeering te ontnemen en 't regentschap over Brabant op te dragen aan zijnen broeder Philip, graaf van St.-Pol, die, rechtschapener en wijzer dan de hertog, eene zekere eerzucht bezat. Aleer echter dien beslissenden stap te doen, noodigde men Jan IV uit op eene Statenvergadering te Vilvoorde, op 20 Sep-

[1] Henne et Wauters, *Hist. de Bruxelles*, I, 200.

[2] « A Jehan Lise qui le mardi X[e] jour de septembre fu par les esquievins envoyés de Mons a Louvain pour enquerir et savoir des nouvelles dune journée que on disoit qui là se devoit tenir de nos tres-redoubtees dames madame de Braibant et madame sa mère, et des nobles et bonnes villes dou pays de Braibant... » (*Stadsrekening van Bergen*, 1419-1420.)

tember; doch de vorst verscheen er niet, onder voorwendsel eener ongesteldheid, en vertrok tien dagen later heimelijk uit Brussel, door een klein getal edellieden vergezeld. Hij ging over Hoogstraten naar 's-Hertogenbosch, waar hij eene nieuwe laagheid beging. Vlammend op weerwraak en bewust van de weinige genegenheid, welke het grootste deel zijner onderdanen hem toedroegen, riep hij hulp van vreemden in om zijn volk meester te worden. Eenige kleine vorsten uit het land tusschen Maas en Rijn, aangelokt door den rijken buit, die in 't nijverige Brussel en de kasteelen daar in 't ronde zou op te halen zijn, stemden er in toe hem met hunne huurbenden bijstand te bieden [1].

Inmiddels hadden Jacoba en hare moeder zich te Mechelen gevestigd en was er te Vilvoorde eene nieuwe vergadering der Staten beroepen [2]. Toen deze de vlucht des hertogs vernamen, scheen het hun dat zij zonder eenig aanzien maar mochten vooruitgaan, en boden zij het ruwaardschap den graaf van

[1] De Dynter, bl. 198 en 201. — De helpers waren : Geeraard van Kleef, graaf van der Mark, Frederik, graaf van Meurs en Sarwerden, Jan van Los, heer van Heinsberg en Leeuwenberg, Jan van Heinsberg en zijn zoon Jan, Jan van Bueren, Jan van Appelteren, Schiffaart van Merode, heer van Heimersbach, Dirk van Wijkrode, Simoen en Boudewijn van Birsel, Willem van Bruechuysen, Kerselijs van Palant, Arend van der Merweyden, Werner van Gronsveld, Roelman van Gijsbach, Bernaard de Wevert, Wouter van IJsendoren, Jan van der Borch, Jan en Arend de Gruutere, Steven van Brinen, Jacob Biervis en ongeveer 215 edelen.

[2] Men dacht in Henegouw dat de zitting te Mechelen zou plaats hebben :

« A Henry Gholaise, dit Cambelot, liquels fu le samedy XXI[e] jour de septembre par les esquievins envoyes de Mons a Mallines, pour savoir des nouvelles dune autre journee que on disoit en ce lieu yestre assise pour les affaires de no tres-redoubtes signeurs et dames... »

(*Stadsrekening van Bergen*, 1419-1420.)

De stadsrekening van Mechelen over 1419-1420 behelst nopens het verblijf aldaar van Jacoba van Beieren alleenlijk het volgende :

« Item ghegheven den hoofdman vanden scutters ende VIII ghesellen met hem van wakene opt scepenhuus doen me vrouwè van Holland ende de grave van Sint Pauwel hier waren onder hen, XXXII nachten, elken V g., den hoofdman dobbel ende h. knape voir 1 maend comt XIII s. 1 d. g°, II ing. fl. val. IIII s. IIII d. gr. II ing. »

St.-Pol bepaald aan [1]. Deze aanvaardde, en trok den volgenden dag, 11 October, met de hertogin, hare moeder en de Staten naar de hoofdstad, waar de hartelijke toejuichingen des volks aan Jacoba eene lichte vergoeding gaven voor den smaad, haar vroeger aldaar toegebracht.

Die plotselinge ommekeer mocht Jacoba nog onder een ander opzicht bezielen met nieuwen moed en hoop. Reeds den 3 October hadden de Staten van Brabant den oorlog verklaard aan Jan van Beieren en de teruggave geëischt van de landen, die Jan IV hem, zonder kennis der vorstin, had verpand.

Ter heirvaart, tegen het midden der maand October vastgesteld, daagden schier al de opgeroepenen omtrent Breda op. Deze stad werd bezet, en Heusden zonder slag of stoot bemachtigd. Gaarne had Jacoba deze beide grensplaatsen behouden, omdat daardoor de bedreigingen van Jan van Beieren tegen Brabant minder gevaarlijk werden; maar de Hoekschen moesten tot dekking der oorlogskosten, de stad Heusden aan de Hollanders verpanden. Nu werd de tocht naar Geertruidenberg gericht, waar Jacoba op de macht stuitte van haren oom. Een dapper Hoekschgezinde ridder, Dirk van Merwede, was hier bevelhebber van het kasteel en had, bij de aankomst van Jan van Beieren, die zich meester wist te maken van de stad, geweigerd de sterkte over te geven. De Brabanders sloegen het beleg vóor de stad, doch gelukten er niet in ze den Kabeljauwschen te ontweldigen, en Jacoba moest hier haar schoon en dapper, doch niet te talrijk leger, zien ontbinden (29 October).

Was de vorstin met moed tegen haren oom te velde getrokken, nu zag zij, dat het haar moeilijk zou vallen hare erflanden weer meester te worden. Maar ook van zijnen kant had Jan van Beieren eene weinig bemoedigende ervaring opgedaan; hij wist nu, dat hij op de medehulp der Brabanders niet behoefde te rekenen.

[1] Jan IV was korts nadien genoodzaakt de benoeming zijns broeders goed te keuren, gelijkmede het recht te bekrachtigen, dat zijne onderdanen zich hadden aangematigd eenen ruwaard te kiezen, indien hij of een zijner opvolgers poogde hunne privileges te ontnemen. (De oorspronkelijke akte berust in 't archief der stad Leuven, n° CLVII van den Inventaris.)

De krijg werd nu op kleine schaal, vooral langs den Scheldekant en aan de grens van Holland en Brabant voortgezet; de Hollanders leden op de rivier aanmerkelijke nadeelen; Jan van Beieren, daarentegen, zegepraalde geheel te Geertruidenberg, echter niet dan nadat de stad door de kasteelbezetting, die zich door de Kabeljauwschen heen eenen bloedigen doortocht wist te banen, grootendeels in asch was geschoten [1].

Had Jacoba met haren tweeden veldtocht niets geoogst dan hartzeer en spijt, ook haar gemaal moest nieuwe vernederingen in Brabant onderstaan. De beslissing van 1 October 1420, te Vilvoorde genomen, werd door de Staten te Koudenberg den 25, en ten stadhuize van Brussel den 26 November bekrachtigd. De amman der hoofdstad, laatstelijk door Jan IV benoemd, werd afgezet, en Philip van St.-Pol en de Staten des lands legden elk eene plechtige verklaring hunner handelwijze af [2].

De hertog wist ondertusschen weer in Brussel te geraken, dank aan de medewerking van de hem verkleefde wethouders en edelen der stad; maar de vreemde heeren en krijgsknechten, die hem van 's-Hertogenbosch waren gevolgd, maakten het in de hoofdstad zóo bont, terwijl, van den anderen kant, het gekend werd dat er aan 't hof eene samenzwering was gesmeed tegen het leven en den eigendom der Statensgezinde edelen en rijke burgers, dat de gilden en neringen te wapen kwamen, naar het paleis oprukten en van den hertog de overlevering eischten van den heer van Heinsberg, bijzonderlijk gehaat omdat hij verscheidene kooplieden op rantsoen gesteld en beloofd had tegen het land te oorlogen. Jan IV moest hem in de handen des volks stellen, en de onwaardige werd, te gelijk met de meeste vreemde huurlingen, in hechtenis genomen [3].

Terwijl Jan IV in zijn paleis zijne woede en spijt over de mis-

[1] Zie WAGENAAR, III, 446. — Zie ook : *Korte beschrijving van Geertruidenberg*, door IZAAK VAN NUYSSENBURG.

[2] Zie, voor het laatste stuk, het register der charters van de Rekenkamer van Brabant, nº 1.

[3] *Brabantsche Yeesten.* — DE DYNTER, 403-422. — CHASTELAIN, *Chron.* — HENNE et WAUTERS, *Hist. de Bruxelles*, I, 205-206.

lukking zijner wraakplannen zat te verkroppen, reed de graaf van St.-Pol, die na de komst zijns broeders naar Leuven getrokken was om met de Staten raad te slaan, aan het hoofd van eenen aanzienlijken troep landheeren en afgevaardigden van Leuven en Antwerpen de hoofdstad binnen, door het volk met uitbundig vreugdegejuich begroet. Hij prees de gemeente voor hare waakzaamheid en krachtdadigheid, waardoor het gansche land was gered [1], en stelde daags nadien de raadsheeren en dienaren des hertogs af.

Zooals altijd bij staatkundige omkeeringen, werd nu door de zegevierende partij tegen de overwonnenen wraak geoefend : kerkering, plundering en onthalzing volgden op het gejuich der meesters van den dag. Er kwam evenwel ook iets goeds uit : den 11 Februari 1420 (o. s.) verleende de graaf van St.-Pol een uitgebreid privilege aan de ambachten van Brussel, nu verdeeld in negen *natiën* [2]. Tot dan toe van de openbare bedieningen verstoken, zouden de neringen voortaan hun aandeel hebben in het gemeentelijk bestuur, ter belooning van den moed en de trouw, waarmede zij den Ruwaard hadden gediend tegen de patriciërs, die uit eigenbelang de partij des hertogs gekozen en de stad zoo goed als verraden hadden. De charter behelsde, overigens, nog andere bepalingen van belang, die het volk met blijdschap vervullen moesten en een diep besef geven van zijne eigenwaarde en macht. Al deze nieuwe voorrechten werden door Jan IV erkend en bekrachtigd, waarop zijne verzoening met de Staten en met zijnen broeder den Ruwaard volgde. Den 1 Mei 1421 legde de graaf van St.-Pol vrijwillig het bewind weder, nadat de hertog alles, wat tijdens het ruwaardschap was verricht of uitgevoerd, had goedgekeurd [3].

[1] De Dynter.

[2] De Dynter, bl. 114. — Henne et Wauters, *Hist. de Bruxelles*, I, 210.

[3] *Luyster van Brabant*, II, 32. — *Plakkaten van Brabant*, I, 559.

VI

Blik in Jacoba's leven. — Hare afzondering te Kanoot. — Zij vlucht naar Engeland.

Onderbreken wij voor eenige oogenblikken den draad van ons verhaal en volgen wij Jacoba van Beieren aan het hof en in hare afzondering te Kanoot. Uit hare handelingen buiten de staatkunde en 't huiselijk leven zullen wij wel iets omtrent haar karakter en gewoonten leeren kennen, dat de schuld haars gemaals te meer zal doen uitschijnen en eenigszins tot verzachting zal dienen van het oordeel, hetwelk over haar, uit hoofde van groote misslagen, zal uit te spreken zijn. Reeds kennen wij de vorstin; laat ons nu ook de vrouw gaan opzoeken.

Uit vorige mededeelingen is ons gebleken, dat Jacoba niet met hebzucht bedeeld was, maar daarentegen uit hare eigene goederen den lijftocht harer moeder belangrijk vermeerderde. Ook de nagedachtenis haars vaders was haar dierbaar, en deze moest nu levendiger bij haar opkomen, wanneer zij zich in 't gewest bevond waar hij zijne laatste dagen overgebracht en zij ook de eerste genuchten gesmaakt had van een gelukkig, veelbelovend echtverbond, door hem en hare moeder bewerkt. Hare vroomheid had getracht de rust der zielen van de geliefde dooden te verzekeren en bij brief van 6 Februari 1417 had Jacoba in de kerk van Bouchain, waar haars vaders ingewand ter aarde was besteld, voor zijne zielrust eene kapelnij met dagelijksche misse gesticht, daartoe eene som bezettende van 56 pond, Doorniksche munt, op hare inkomsten in Henegouw te heffen [1].

[1] *IVe Charterboek van Henegouw.* — Van Mieris, IV, 459. — De vroomheid van Jacoba is ons uit verscheidene andere oorkonden gebleken. De rekening der algemeene ontvangst van Henegouw, over 't jaar 1419-1420, vermeldt eene uitgave van 61 schell. 4 den. aan Arnout de Cuvillers, deurwaarder van

Reeds als kind had Jacoba, te 's-Hage en te Kanoot, een bijzonder genoegen gevonden in het beluisteren van de zangen der zwervende menestreels en hofdichters, wier kunst evenwel nu langzamerhand in ongunst geraakte door de opkomst van talrijke spelersgezelschappen in de steden, die de godsdienstige feesten met hunne vertoogen en berijmde mysteriën opluisterden. Zij waren echter nog vrij talrijk en vermaard, die hoffelijke zangers der burchten en paleizen, en werden nog door vorsten, adelvrouwen en gemeentelijke wethouderen onthaald en gevierd als de vertegenwoordigers eener stervende kunst en van den zinkenden riddertijd, die tusschen velerlei geweld en barbaarschheid heen, liefelijke levensbloemen en verkwikkende genuchten hadden voortgebracht.

Slechts kort na haar eerste huwelijk [1], en toen zij de gemalin des hertogs van Brabant was geworden [2], zien wij Jacoba in Henegouw van menestreels omringd. Jacoba, wij weten het, was jong en schoon, en menig bewonderend ridderoog moest haar voorzeker de hulde niet geweigerd hebben, waarop ook hare hoedanigheden van hart en geest mochten aanspraak maken. Wat wonder, dat de reeds als kind gevierde prinses zich gaarne omringd zag door uitstekende zangers, nu vooral dat de poëzie de gewenschte afleiding kon geven aan de bekommeringen der staatkunde; nu, dat een lied van liefde of heldenmoed haar eigen zieleleed mocht louteren en haar het lachende rijk der idealen heropenen, dat teleurstelling en beproeving zoo onbarmhartig voor haar hadden gesloten!

Jacoba, haars vaders voorbeeld volgende, toonde zich jegens hare menestreels mild [3], en zekerlijk zal zij meer dan eens de

Jacoba, als teruggave van 't geen « il avoit prestet a mondit signeur et a madite dame... pour leur II offrandes. »

[1] « As menestrels de madame la dauphine, le XIII[e] jour de juing, donnet de courtoisie, au command des eskevins, ij escus de Dourdrech... »

(*Stadsrekening van Bergen*, 1416-1417.)

[2] « As menestrels de notre redoubtet signeur le duc de Braibant, comte de Haynnau, fu donnet de courtoisie, au command des esquievins, ensi quil le requisent, VI L. » (*Id.* 1417-1418.)

[3] « A Jehan Partant, menestrel a ma tres redoubtee dame, que mon tres

beroemdste zangers van dien tijd aan het hof hebben bij zich geroepen. Te Bergen, althans, kwamen doorgaans ieder jaar een aantal dezer gezellen bijeen om er vergadering of « school » te houden, en waar de schepenen der stad hun edelmoedigheid bewezen [1], kon natuurlijk de vorstin, in de nabijheid wonende, niet in heuschheid bij hen onderdoen.

De liefde der vorstin tot de kunst wordt ons nog bewezen door het feit dat, gedurende haar verblijf te Kanoot, elke maand en op al de kerkelijke feestdagen vier priesters, benevens de schoolmeester der genoemde plaats, ten kasteele werden genoodigd om in de hofkapel, op plechtige wijze, de goddelijke diensten te zingen. Hare genegenheid voor de kunst ging zelfs tot de kunstenaars over; op den avond van dezer aankomst en 's middags, na de misse, mochten zij plaats nemen aan de tafel der vorstin [2]. Haar harpenaar Johan verkreeg van haar in 1420 (o.s.) de vrij belangrijke som van 12 gouden kronen ter vergelding van zijne aangename diensten en tot het doen eener bedevaart naar St.-Jacob in Gallicië [3].

redoubte signeur, cui Dieux pardoinst, lui a donne cascun an a se vie... xxx couronnes. » (*Compte du bailliage du Hainaut*, 1417-1418, te Rijsel.)

[1] « A pluiseurs menestrels qui en leditte ville de Mons avoient tenut leur escolle, fu donnet de courtoisie, au commant des esquievins, en III moutons de France en or à XXVII s. le piece... »

(*Stadsrekening van Bergen*, 1418-1419.)

« Au roy des menestrels de Haynnau et de Braibant et as compaignons menestrels en ayde des frais que fais avoient en tenant leur escolles en le ville de Mons, fu donnet de courtoisie au commant des esquievins le XXVIIe jour de March, CVI lib. » (*Stadsrekening van Bergen*, 1419-1420.)

[2] « A IIII priestres dou Quesnoit et au maistre de lescolle liquel touttes les mus (*sic*) et jours de fiestes de lan viennent chanter viespres et messes en lostel de madite dame et estoit de coustume de souper après viespres et disner lendemain... » (*Recette générale du Hainaut*, 1421-1422, in 't Archief van 't Noorder-departement te Rijsel.)

[3] « Jaque de Baiviere, par la grace de Dieu, contesse de Haynau, Holande, Zeelande, etc., à nostre cher et féal consillier Guillaume du Cambge, nostre receveur de Haynnau, salut. Savoir vous faisons que nous avons donné à nostre amé varlet Johannes, nostre harpeur, en récompensation des agreablez services qu'il nous puet avoir fait, la somme de douse couronnes en or, pour faire un voyage

Ook zag Jacoba de wanden van haar kasteel te Kanoot gaarne versierd met de scheppingen der schildermeesters van die dagen [1] en door de heerlijke gewrochten onzer Vlaamsche tapijtwevers. De « witte kamer » was behangen met Burgondisch laken, waar papegaaien, en jonkvrouwen die op de harpe speelden, waren geborduurd ; in eene andere kamer rustte de blik op groote jachttafereelen, en aan de muren der « groene zaal » zag men op de tapijten kruisvaarders afgebeeld, die vóor de muren van Jeruzalem tegen Mooren en Turken slag leverden [2].

Maar Jacoba wist ook uit de paradijzen der verbeelding neer te dalen, oog en oor te sluiten voor de liefelijkheden der fraaie kunsten, die verkwikkende bloemen van het leven, om de schamele hutten binnen te dringen en de scherpe doornen der armoede te gaan opzoeken. Vooral werd haar medelijden opgewekt door behoeftige kraamvrouwen van getrouwe dienaren [3], en waar zij

vers Saint Jaque en Galisse... Donné en nostre ville de Valenchiennes le vintdeusieme jour de feverier lan de grace mil quatre cens et vint, selon le stile de nostre court. » (Oorspronkelijk stuk onder de charters der graven van Henegouw, in 't Staatsarchief te Bergen. — Zie *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, 2e série, VII, bl. 352.)

[1] Verder zal er spraak zijn van Jacoba's portret.

[2] « A Jehan de Florence, ouvrier de tappisserie et de haulte liche, demorant à Valenchiennes pour sen sollaire de avoir renettytet et relavet le blancque cambre de ma tres redoutee dame la ducesse, ycelle ouvree de haulteliche, de pappegais semee et figuree de damoisielles, jewans de la harpe, restouppe plusieurs traux, qui estoient en pluisieurs lieux destachiet et deskiret, puis icelle toute fourre de neufve toile de Bourgoigne, pour tant que oncques ne le avoit, estet et pour ostel [*semblablement*] avoir fait et ouvret, nettyet et relavet une autre cambre en une salle verde, l'une semee et figuree de cacheries (*chasses*) et l'autre de le bataille de Jherusalem... »

(*Recette générale du Hainaut*, 1419-1420.)

[3] « Au grant Lotart, demorans à Mons, pour une pouelle (*schotel*) d'argent pesans IIII onches et IX estrelins dargent blancq, cousta pour un fachon VII lib. X s. laquelle au command de madite tres redoubtee dame il donna au lever de fons lenfant Marie de Haspre, femme Colart de Hordaing, avoecq fu donnet a le saige dame IX s. et au priestre XVIII d. »

« A Jehan de Mons, chastellain dou Kesnoit, a lidis recheveres rechut les-

zelve geenen nood kon lenigen, geschiedde dit uit haren naam door tusschenkomst van den hofkapelaan [1]. Ook was Jacoba niet ondankbaar : de weldaden of zorgen, die zij als kind had genoten, werden door haar erkentelijk herdacht. Wij kennen eenen brief van haar, gedagteekend den 5 Maart 1417 (o. s.), waarbij zij aan Agnes Poulette, dochter harer voedster, bij gelegenheid haars huwelijks met den Vlaming Pieter Willems, eene jaarlijksche rent van 75 pond, Doorniksche munt, verleende, bezet op de ontvangst der goederen van doode hand in 't graafschap Henegouw [2].

quels il avoit payet au command et par lettres... de ma tres redoubtee dame madame la ducesse de Brabant au lever de fons par ledit Jehan lenfant Henry Willebroit III escus de Dourdrecke en or... »

« Au command de ma tres redoubtee dame a lidis recheveres delivret au lever de fons l'enfant Jehanne de Haspre, femme de Biertrant, sergant de le court de Mons, lequel madite tres redoubtee dame lui avoit rechargie de lever ou nom delle, VI demy augles dor, a le saige dame IX s. et ou priestre XVIII d. » (*Recette générale du Hainaut*, 1419-1420, in 't archief der Noorder-departement te Rijsel.)

[1] « Au command de mon tres redoubte signeur et de ma tres redoubtee dame la ducesse il est delivret a plusieurs fois... pour a plusieurs povres donner pour Dieu et en aulmosne a maistre Elnooy Alov, cappellain a madite dame... XXIIII lib. XIIII s. » (*Idem*).

[2] « Jaque, par la grâce de Dieu, ducesse de Baivière, daulphine de Viennois, contesse de Haynnau, etc... Savoir faisons à tous que pour les agreables services que nous a faiz, et que nous esperons que encores nous face en temps à venir, notre bien-amée serviteresse Agnesçon Poulette, et pour laffection que nous avons et voulons avoir à elle à cause de ce que de nostre enfance et jonesse, fusmes nourie du lait de sa mère, laquelle chose nous doit induire et mouvoir en son prouffit et avancement, nous, de nostre propre mouvement et certaine science, et aussi par laccord et consentement de notre tres-chiere dame et mère, la duchesse, lui avons donné et donnons la somme de sissante-quinze livres tournois, monnoie coursaule en nostre dit pays de Haynnau, de rente chacun an, esquéans le premier jour davril tout les cours des vies delle leditte Agnechon et de Pierart Willesme, qui ont intention de proceder et venir ensamble en mariage, et du darrain vivant d'eux, en quelque estat qu'ils soient... Et de celle rente nous avons fait et faisons à ladilte Agneçon especial assenne sur tous les biens, exploiz et revenues de l'office de nostre recepte des mortes-mains en nostredit pays de Haynnau... Données en nostre hostel de

Jacoba beminde de pracht en statigheid. Zij schepte er genoegen in, zich op de groote ontvangstdagen te tooien met keur van paarlen en edelgesteenten, en had eene volledige hofhouding, welke veel geld kostte [1]. De rekening der algemeene ontvangst in 't graafschap Henegouw vermeldt, als zijnde te Kanoot in het jaar 1422: een schildknaap, een keldermeester, een opperkeldermeester, een klerk voor de uitgaven, twee boden te paard en een te voet, een stalknecht, een hofmeester, drie toortsdragers voor de hertogin, een voederknaap, een kamerjonker, een bewaarder van het zilverwerk, een jachtmeester, een geheimschrijver, een rekenmeester voor de hofofficieren, drie broodmeesters, twee keukenknechten, twee knapen voor de kleerkamer, een bewaker der visscherij, een portier en een zestal andere bedienden. Soms was daar ook een « garde des blancs chiens et levriers, » die zeker wel als de voornaamste hofbedienden werden geacht; immers laatstgenoemde genoot een jaargeld van 200 pond, tegen eene vergelding van 30 pond voor den geheimschrijver! Maar dat lag nu in de zeden en gebruiken van den tijd.

Aan 't hof van Kanoot maakte men goede sier; verscheidene

La Haye en Hollande le Ve jour de mars lan de grace mil quatre cens et dix sept. » (Gedrukt in het *Bulletin de la Commission royale d'histoire*, 2e série VII, 349.)

[1] « Pour encores les fraix et despens de mondit tres redouté signeur et de ma tres redoutee dame la ducesse et de leurs hostels, fais ou dit hostel de Naste à Mons, depuis le XVIIIe jour doudit mois de march jusques au dimenche dou matin XXVIe jour doudit mois... VIII^c LIIII lib. II s. VIII d. »

« Pour les frais et despens de mon dit tres redoubtet signeur et de monsigneur de Charolois, de ma tres redoubtee dame la ducesse et de leurs hostels fais a lostel de Naste à Mons, depuis le joedi dou mattin IXe jour dou mois de march lan IIII^c XVIII jusques au dimenche dou mattin XVIIIe jour doudit mois ensuivans... mil^xx LX lib. XI, s. IX d. »

(*Recette générale du Hainaut*, 1419-1420.)

« Par lettres de ma dite dame la ducesse donnees au Quesnoit, le XIIe jour dou mois de march lan mil IIII^c XX, a li dis recepverez payet et delivret au command de madite dame pour le despense d'ostel par elle faite à Valenciennes avoecq ma tres redoubtee dame se fille pour le terme de XLV jours accomplis au VIIe jour de march lan dessusdit... II^m III^c LXIII lib. VI s. VI d.. »

(*Idem*, 1420-1421.)

rekeningen, althans, vermelden betalingen van aanzienlijke hoeveelheden wijn.

Jacoba beminde dus de pracht, maar sloot het harte niet voor de reine genoegens der kunst en beoefende de liefdadigheid in den beperkten kring, waar zij de noodwendigen kon nuttig zijn. Zeker pleiten deze verhevene neigingen en gevoelens voor het karakter van Jacoba, dat wij tot heden vlekkeloos hebben gevonden, terwijl, op verre na, zooveel goeds niet is te zeggen van haren gemaal, den verwijfden nieteling, die ofwel door de booze raadgevingen zijner gunstelingen ofwel door eigen snoodheid het leven zijner jonge, schoone en begaafde vrouw door allerlei tergingen verbitterde.

Vijf maanden waren verloopen sedert de laatste onderhandelingen der Staten van Henegouw met Jan IV, en Jacoba was nu genoeg overtuigd, niet alleen van de onverschilligheid haars gemaals te haren opzichte, maar ook van de eerloosheid zijns gedrags en levenswijze, welke gansch het deftige deel zijns volks van hem had afkeerig gemaakt. Zulk een lot als haar in de bloeiendste jaren was beschoren, moest der fiere vorstin, aan wie eenmaal 't streelende vooruitzicht werd geopend, koningin van Frankrijk te zijn, niet weinig leed en spijt veroorzaken; ook ontstond nu van lieverlede in haren geest het denkbeeld, los te geraken uit den knellenden, hatelijken band, welke haar aan Jan IV hechtte. Zij raadpleegde wijze vrienden en bloedverwanten, geleerde priesters en rechtsmannen, om van hen zekerheid te bekomen of haar huwelijk als wettig te beschouwen was, en kreeg hier een afwijkend, daar een twijfelachtig antwoord. Hare onzekerheid groeide nog aan door 't wegblijven van het pauselijk besluit, en ten laatste was het denkbeeld der geheele scheiding bij haar tot rijpheid gekomen.

Den 19 Februari 1420 (o. s.) riep Jacoba de Staten van Henegouw te Valensijn bij zich, en liet hun zeggen, dat haars dunkens haar huwelijk met Jan IV om vier gewichtige redenen ongeldig was : 1° Zij waren broeders- en zusterskinderen, volle neef en nicht; 2° haar eerste echtgenoot, Jan van Touraine, was bloedverwant met Jan van Brabant; 3° hare moeder had laatst-

genoemden over de doopvont gehouden, en 4° de eerste pauselijke dispensatie was, op 't oogenblik des echtverbonds, te niet gedaan door de pauselijke herroeping [1].

Eene dergelijke verklaring moest, na al het gebeurde, de Staten van Henegouw mogelijk niet buitenmate bevreemden : de hertog van Brabant toch had, sedert het vertrek van Jacoba, nog niets gedaan dat getuigen mocht van zijn rechtzinnig verlangen om haar weder bij zich te hebben. De Staten deden der vorstin dan ook geene tegenwerpselen en gaven den hertog, door een talrijk gezantschap, bericht van haar besluit. Dit gezantschap, bij hetwelk wij dezen keer, buiten de vertegenwoordigers van den adel en de steden, vijf afgevaardigden der geestelijkheid aantreffen (waaronder twee, die wij tot heden in deze zaak niet hebben vermengd gezien : den deken van Condé en den prior van Aimeries) had tot last « faire responsce et supplication sour lestat de ce que le XIX[e] jour de Fevrier en devant elle no ditte dame avoit fait dire et esclarchir asdis III estas touckant le fait dou dit mariage... [2]. » De gezanten verlieten Valensijn den 1[sten] Maart, daags nadien gevolgd door een ander, dat te Gent den hertog van Burgondië de beslissing van Jacoba moest gaan mededeelen en tevens zijne goede diensten voor haar afbidden [3].

Het onthaal der Henegouwers bij Philip van Burgondië was bijzonder hoffelijk. Hij verklaarde den Henegouwers gansch

[1] *Registre des résolutions du conseil de ville*, n° 1.— Staatsarchief van Bergen.

[2] Stadsrekening van Bergen.

[3] « Le dimenche second jour de march, se partirent de Mons Jaquemars Bourdons, eskevin, Pierars li Herus et Willaumes Aubris dou conseil, atout leur varleis à VIII chevaux et del ordonnance faite par les III estas doudit pays, sen allèrent avoecq aucuns de mes signeurs les prelas, colleges et nobles, comme en ambassade par-deviers monsigneur de Bourgoigue qu'il trouvèrent à Ghant, pour a lui sour lettres de crédensce et chiertaines instructions de par lesdis III estas faire aucunes remonstrances et supplications, toukant li différent estant entre nos très-redoubtet signeur et dame de Braibant, à cause de leur mariage. De lequel cose ledit monsigneur de Bourgoigne fist moult gratieuse et courtoise responsce, disans que a chiertain jour ensuiwant il seroit à Brouxelle et que la on renvoiast viers lui pour ce fait ramentevoir... » (*Stadsrekening van Bergen*, 1420-1421.)

bereid te zijn om ter slechting van het moeilijk geschil tusschen man en vrouw werkzaam te zijn en stelde eenen dag vast, waarop zij te zamen bij hertog Jan te Brussel de zaken zouden bespreken [1].

Aan zulk kloek besluit als door Jacoba was genomen, had de hertog van Brabant zich niet verwacht; nu haastte hij zich, zijne gemalin het behoorlijk onderhoud te verzekeren, dat zij zoolang tevergeefs had gevraagd en nu zeker wel weigerde. Wat Jan van Beieren en Philip van Burgondië betreft, deze waren niet min dan de Brabander door de groote tijding uit het veld geslagen. Nieuwe pogingen tot verzoening werden aangewend. Toen Philip van Burgondië den 12 Maart te Valensijn was, gingen de afgevaardigden der stad Bergen hem aldaar vinden « pour lui.... sourplus supplyer quil lui empleusist avoir memore de y tenir la main pour le cose mettre de bien en mieux. Et que des plaisirs fust de ent parler à nos très-redoubtée dame la dowagière, adont venue à Valenchiennes, desquels coses Monsg[r] de Bourghoigne fist moult courtoise responce, disant que en feroit toute le bien quil polroit [2]. »

Ongetwijfeld zal Philip al het mogelijke beproefd hebben om Jacoba op haar besluit te doen terugkeeren, ofwel om van haar uitstel te bekomen aleer eenen verderen gewaagden stap te doen; althans er hadden nog nieuwe onderhandelingen plaats tusschen Brussel en de Staten van Henegouw, wat zeker niet zou gebeurd zijn indien Jacoba haar « laatste woord » had gezegd. Den 17 der maand Juni begaven zich baljuw en proost van Bergen bij hertog Jan, te Brussel, om hem 't advies te overhandigen, dat hij aan Engelbert van Edingen, den heer van Havré en den heer van Ligne had gevraagd « sur les remonstrances que madame la duchesse, sa compagne, lui avoit fait faire par les députés des III estas du Hainaut [3]. »

[1] *Stadsrekening van Bergen*, 1419-1420.

[2] *Idem.*

[3] Rekening van den hoogbaljuw van Bergen, 1420. — Zie Gachard, *Rapport*, n° 413.

Nog den 29 derzelfde maand zond de staatsraad van Bergen Godfried Clauwez tot den hertog, om hem te herinneren aan 't bezoek van twaalf dagen te voren en te zeggen, dat hij op de vertoogen van baljuw en proost der stad Bergen nog geen antwoord had gezonden. Godfried Clauwez berichtte hem verder, dat, ten gevolge dier nalatigheid, Jacoba een aantal leden der Staten van Henegouw voor den eerstvolgenden dinsdag te Kanoot had bijeengeroepen, ten einde haar door hunnen raad en oordeel verder in te lichten en te versterken. Dit was de laatste gemeenschap die, rechtstreeks of onrechtstreeks, tusschen Jacoba en haren gemaal plaats had.

Het lot werd geworpen.

Jacoba's afkeer voor haren echtgenoot, jaar aan jaar door zijn wangedrag gevoed, was in den laatsten tijd nog versterkt geworden door de uit Holland gewekene ridders die, na den val van Geertruidenberg, in Henegouw zich kwamen beveiligen tegen de wraakzucht der Kabeljauwschen, en, na 't verhaal der geledene verliezen, Jacoba versche plannen brachten tot herovering en zegepraal, aldus het licht ontvlambare gemoed der vorstin voor nieuwe verwachtingen openende.... Er bestond, had men haar gezegd, nog kans om Jan van Beieren en al zijne handlangers te vernederen en in 't volle bezit van haar erfgoed te komen; maar om te gelukken had zij niet meer te steunen op haren gemaal noch op hare bloedverwanten — zij wist dit maar te goed! En toch zou zij het wagen. Zij was nog zoo jong — zij telde pas twintig jaren! — en zij was vorstin, en zij behoorde door hare moeder tot eene der machtigste familiën van westelijk Europa, en haar hart blaakte van eerzucht! Ja, hoewel verstooten van haren gemaal, verraden van hare bloedvrienden, vernederd in hare eer en stand, zou zij pogen weer te winnen wat zij had verloren, het hoofd niet bukken voor hare vijanden, maar der wereld het verheffende schouwspel leveren van eenen ontembaren moed in jeugdige vrouwenborst, zegevierende op ramp en beproeving, verdrukking en lijden, sluwheid en bedrog.

Alléen, nochtans, vermocht zij niets.... Zij behoefde eenen beschermer voor hare eer, eenen verdediger voor hare rechten;

er was eene edelmoedige, ridderlijke ziel noodig, opgewassen als de hare tegen laagheid en misdaad, onversaagd om met koelen bloede, het zwaard in de hand, elken vervolger fier in 't aangezicht te zien. Zij waagde den roekeloozen stap en vluchtte naar Engeland.

Wij verontschuldigen haar niet, o neen! Plichtig was zij. Vóor Gods altaar, in bijzijn van prelaten en landheeren, van ridders en poorters, had zij eenen man, ofschoon niet den man harer keuze, op de heilige Evangeliën trouw gezworen. Jaar en dag had zij, openlijk, met vrijen wil, dien band gedragen, dus dien echt als deugdelijk erkend, en zij zelve had daarbij te Rome doen bidden, dat eene nieuwe dispensatie voor het huwelijk wierde verleend. Nu verbrak zij den heiligen eed, onschendbaar volgens kerkelijke en burgerlijke wet, en trapte hare bezegelde huwelijksakte met de voeten, verblind en misleid door haat, vertwijfeling en wanhoop. Neen, wij verontschuldigen haar niet; maar verdiende haar droevig lot geene deernis, zijn hare zwakheid en verlatenis geene omstandigheden, die het oordeel over haar mogen verzachten?

VII

Jacoba trouwt met Humphrey van Glocester. — Jan van Beieren wordt heer van Friesland. — Dood van Jan van Beieren. — Humphrey van Glocester tegen Philip van Burgondië. — Belegering van Bergen. — Deze stad wil dat Jacoba met hare vijanden eene overeenkomst treffe. — Jacoba wordt gevankelijk naar Gent gevoerd.

Hoe had Jacoba van Beieren hare hoop op Engeland gesteld? Zij was, gelijk wij weten, bloedverwante van Hendrik V, koning van genoemd rijk. Nu was een Henegouwsch ridder, Robersart, heer van Escaillon, van Britsche afkomst en geheel aan Engeland verkleefd, kort te voren van daar in Henegouw teruggekeerd en hij had aan 't hof van Jacoba met geestdrift gesproken van den machtigen koning, het schitterende hof, de dappere ridders, die hij te Londen had leeren kennen; vooral van den krachtdadigen en wakkeren Humphrey, 's konings jongsten broeder, dien hij zegde uit te munten door allerlei ridderlijke deugden en groote geestesgaven. Dezen had Robersart aan Jacoba voorgesteld als rijk aan invloed, stout, ondernemend, behendig, in éen woord als volkomen geschikt om hare zaak in handen te nemen. Geschiedschrijvers beweren dat zij reeds vroeger 't oog geslagen had op hem en zelfs over een huwelijk met Humphrey in 't geheim met den koning van Engeland had onderhandeld[1]. Hoe het zij, het plan der ontvluchting moet niet onmiddellijk na de opvatting uitgevoerd, maar wel bedacht en beleid geworden zijn : drie Hollandsche ridders, Geeraard van Poelgeest, Jan van Wassenaar en Geeraard van Assendelft werden door Jacoba naar Londen gezonden om Hendrik V een vrijgeleide voor haar te vragen. Deze brief werd inderdaad den 1 Maart 1420 (o. s.) gegeven, maar niet zoodra was hij in Jacoba's bezit, of de hertog van Burgondië, door zijne wijd en zijd verspreide bespieders onderricht, gaf eenen

[1] Zie WAGENAAR.

zijner legerhoofden, Jan van Luxemburg, toen in Picardië, last, om met krijgsvolk naar Henegouw te trekken en zich van Jacoba meester te maken. Op hare beurt van dit opzet onderricht, haastte zich Jacoba om 't haar dreigende gevaar te ontkomen. Zij wist een voorwendsel te vinden om de stad Valensijn, waar zij toen verbleef, te verlaten en naar Bouchain te trekken, vanwaar zij met allen spoed en in 't geheim, vergezeld van Robersart, vier kamervrouwen, eenige bedienden en een aantal boogschutters over Kales naar Engeland trok [1].

Te Dover, aan den wal, werd Jacoba door Humphrey aan 't hoofd van eene schitterende eerewacht begroet. De koninklijke prins geleidde haar naar 't hof te Londen, waar zij met veel voorkomenheid en heusscheid ontvangen en weldra door den vorst, op plechtige wijze, in zijne bescherming en voogdij genomen werd. Vóor deze gewichtige daad, waardoor Jacoba's belangen thans die des Engelschen konings werden, had de Nederlandsche vorstin eenen openen brief uitgevaardigd, waarin zij, op eigen gezag, haar huwelijk met Jan IV van Brabant nietig verklaarde... Dezen brief had zij, naar 't gebruik dier dagen, aan den hoofdingang van vier kathedrale kerken, namelijk die van Utrecht, Kamerijk, Luik en Keulen doen aanplakken, gelijk ook geschiedde aan de hoofdkerken van Bergen, Brussel, 's-Gravenhage en eenige andere Hollandsche steden. Aan de Staten van Henegouw liet zij weten, dat zij, haar recht niet hebbende kunnen verkrijgen en verstooten geweest zijnde van raad en bijstand, hare toevlucht

[1] « ... Auquel lieu (Valenciennes) icelle Duchesse print congé à sa mère dessusdicte d'aller iouër en sa ville de Bouhain : mais quand elle y fut, se partit le lendemain assez matin, et trouva sur les champs le seigneur d'Escaillon, natif de Harnault, Anglois en cueur de toute ancienneté; avec lequel avoit eu grand conseil par avant audit lieu de Vallenchiennes, et luy avoit promeis d'aller avec lui à Vallenciennes en Angleterre devers le roy Henry : afin que de luy elle eut ayde pour faire la departie dessusdicte, c'est à scavoir de son mary et d'elle; et pourtant apres qu'elle eut trouvé ledit seigneur d'Escaillon, comme dit est, qui avoit environ soixante combattans avec luy, se meit en chemin, et sa compaignie pour aller droit vers Calais... »
(Monstrelet, *Chroniques,* 235e hoofdstuk, 303v.)

had genomen tot den koning van Engeland, haren bloedverwant. In dit schrijven vergat Jacoba te melden, dat, ten dage harer aanvaarding onder de hoede van Hendrik V, zij door dezen, aan het hof als de verloofde van zijnen broeder Humphrey, hertog van Glocester, was voorgesteld geworden, en dat zij dezen, ter vergelding der haar toegezegde bescherming, bij geheime akte, als erfgenaam harer landen had erkend [1]. Hendrik V had haar reeds een paleis tot woning en een maandelijksch uitzet van 100 pond, voor zoolang zij in zijn rijk zou vertoeven, gegeven [2].

Tot hiertoe ging alles naar wensch; edoch, reeds weinige dagen na Jacoba's aankomst kwamen drie gezanten aan 't hof van Hendrik V, namelijk uit Brussel, 's-Gravenhage en Atrecht. Die uit Brussel eischte den koning, namens Jan IV van Brabant, de overlevering van Jacoba, dezes gemalin voor God en de wet; de gezant uit 's-Gravenhage dreigde, in den naam van Jan van Beieren, met groote kerkelijke straffen voor de ergernis, welke door Jacoba en Humphrey aan de christene wereld gegeven werd; eindelijk de gezant van Atrecht liet namens den hertog van Burgondië aan den Engelschen koning weten, dat hij vast besloten had den hem toegebrachten smaad te zullen wreken. Overdreven was dit woord inderdaad niet; immers weinigen tijd te voren had Humphrey trouwbelofte gedaan aan de zuster van Philip van Burgondië, en — de Burgondiër had zelf toch zulke heerlijke plannen met Jacoba's erflanden voor, om ze niet gedwee in de handen van den Engelschman te zien overgaan..

Hendrik V had, gelijk wij reeds weten, eenen goeden bondgenoot aan Philip van Burgondië, dien hij niet tergen of misnoegen mocht zonder in gevaar te komen onberekenbare nadeelen te lijden. In Frankrijk was den 21 April 1420 tusschen de nog altijd woelende partijschappen een verdrag tot stand gekomen, waarbij de krankzinnige Karel VII, of liever zijne boosaardige gemalin, hunnen zoon, den dolfijn, van zijne erfrechten had beroofd ten voordeele van hunne dochter, echtgenoote van den Engelschen

[1] Löher, *Jakobäa von Bayern und ihre Zeit.*
[2] Rymer, IV, 34. — Van Mieris, IV, 589-590.

koning. Tusschen de beide koningen en Philip van Burgondië was daarop een verbond gesloten tegen den dolfijn, zoodat Hendrik V de medehulp des Burgondiërs niet missen kon zonder gevaar van de hem toegezegde kroon van Frankrijk te zullen verliezen. — Van zijnen kant was er voor Philip van Burgondië geen hoegenaamd beletsel, dat hem weerhouden kon, en zoo mocht hij vrij en vrank den Engelschman schrijven dat hij een huwelijk tusschen Humphrey en zijne nicht Jacoba als eene beleediging zou beschouwen, hem en zijn geslacht aangedaan, en die niet ongestraft zou laten.

De kroon van Frankrijk lag Hendrik V dichter aan het hart dan zijne beloften aan Jacoba : deze zou nogmaals worden geslachtofferd...

Hij antwoordde Philip van Burgondië, dat hij om Jacoba's wille niet met hem in onmin wilde komen, maar het huwelijk verschuiven zou tot na de bepaalde uitspraak des pausen. Dat dit hem ernstig was, bleek weldra uit het feit, dat Humphrey, na den dood zijns broeders Clarence, in Frankrijk gesneuveld, daarheen werd gezonden om diens bevelhebberschap in handen te nemen ; de koning zelf volgde hem weldra derwaarts. Jacoba was toen nauwelijks drie maanden in Engeland.

Intusschen had de gemalin van Jan IV den paus brieven van echtscheiding verzocht. Hare zaak werd aan 't onderzoek van twee kardinalen onderworpen en de hertog van Brabant naar Rome ontboden. Jan IV ging zelf niet, maar zond den bisschop van Kamerijk en Jan Bont. Korten tijd nadien verspreidde men in Jacoba's staten pauselijke bullen, met den naam van Martinus V aan 't hoofd, waarbij het huwelijk van Jan van Brabant met Jacoba nietig verklaard en haar oorlof gegeven werd om te hertrouwen. Deze brieven waren valsch : het opperhoofd der Kerk verklaarde later in een schrijven aan Jan IV, dat hij van zulke bullen niets wist, en beval zelfs in 1425 den bisschoppen van Kamerijk, Utrecht en Luik dit openlijk in hunne kerken af te kondigen[1].

Is 't ook waar, dat Jacoba, ongeduldig om de wegblijvende uit-

[1] Van Mieris, IV, 755.

spraak van Rome, zich tot eenen scheurpaus wendde om van dezen de zoo vurig verlangde echtverbreking te verkrijgen? Men verhaalt namelijk, dat zij Pedro da Luna, die eenen tijd lang paus was geweest onder den naam van Benedictus XIII, deed opzoeken in Spanje, te Peniscola, niet verre van de Middellandsche Zee, dezen met hare omstandigheden deed bekend maken en op haar aandringen van hem een gunstig besluit verkreeg. — Is dit waar, dan moet alle onderstelling van goede trouw bij Jacoba van kant worden geschoven; maar, gelukkiglijk voor hare nagedachtenis, bestaat van dit gezegde geen hoegenaamd bewijs, en men mag het, onzes dunkens, beschouwen als eene dier legenden, welke door de verbeelding des volks of der oude kroniekschrijvers te allen tijde over beroemde of beruchte personen zijn verteld [1].

Er verliep meer dan een geheel jaar, zonder dat er in Jacoba's onzekeren toestand eenige verandering kwam. Wel is waar werd zij aan 't hof van Londen bejegend met al de eer en onderscheiding, haren hoogen rang verschuldigd, maar zij was daar toch, als 't ware, in eene vreemde wereld, verre van hare moeder, wie het haar nu en dan wel smarten moest in 't geheim verlaten te hebben; verre van hare landen, van waar zij niets dan slechte tijdingen ontving.

Jan van Beieren was er eindelijk in gelukt, dank aan zijne staatkundige behendigheid en stouten ondernemingsgeest, de tot dan toe onbuigzame Friezen tot onderwerping te brengen. Bij verdrag van 1 September 1421, in den Briel bezegeld, werd hij door het grootste gedeelte van de bevolking dezes gewestes als heer erkend. Te gelijk verdrukte hij in Holland Jacoba's getrouwe aanhangers, de Hoekschen; Haarlem, na eene poging om de Kabeljauwschen van 't gezag te berooven, werd streng en voor-

[1] De Dynter, geheimschrijver van Jan IV, van Brabant, die zoo nauwkeurig en zoo volledig de gebeurtenissen beschrijft, rept van dit verhaal geen woord. Men wist er dus in Brabant niets van. Vinchant en Delewarde, de Henegouwsche kroniekschrijvers, deelen er insgelijks niets van mee. Daarentegen nemen de schrijvers van l'*Art de vérifier les dates* de waarschijnelijkheid van Jacoba's nieuwen misstap aan en houden ook Wagenaar (III, 455-456), en na hem Bilderdijk (IV, 82), het gezegde voor waar.

beeldig gekastijd (1421); te Zierikzee werd eene dergelijke beweging krachtdadig onderdrukt (1422). Al deze tijdingen, de eene na de andere aan Jacoba te Londen overgebracht, moesten de vorstin zekerlijk diep schokken en bedroeven, vooral nu zij weer zoo weinig uitkomst had op eene ernstige herneming van den strijd tegen haren gehaten vijand.

Toch zou die komen : Humphrey van Glocester was een even onverzettelijk als moedig en onverschrokken ridder, beheerscht door onstuimige driften en verslingerd op de Nederlandsche prinses, maar vooral op hare rijke erflanden. Ondanks dit alles ware hij evenwel niet zoo spoedig met Jacoba in den echt getreden, daar de koning en de staatsraad het noodig oordeelden de vriendschap van Philip van Burgondië niet op het spel te zetten. Maar — te goeder ure voor zijne plannen — Hendrik V overleed in Frankrijk den 31 Augustus 1422, en toen de eerste rouwmaanden waren verstreken, plicht en geweten doende zwijgen en de aanbevelingen zijns broeders, op zijn doodsbed gedaan, vergetende, voerde hij zijne verloofde met koninklijke pracht naar het altaar [1].

Een tweede, zware misstap, een ergerlijk vergrijp tegen de kerkelijke wet en de burgerlijke maatschappij. Hierdoor moest Jacoba, tot hiertoe omringd van aller liefde en medelijden voor hare onverdiende rampen, in veler oogen geschandvlekt zijn [2], en eenen nieuwen vloek zich op het hoofd laden.

[1] Vóor het sluiten van dit huwelijk had Humphrey eenige Engelsche rechtsgeleerden gepolst over de quaestie, of de echt van Jan van Brabant en Jacoba wettig was geweest. 't Antwoord was Humphrey gunstig, maar geschiedde dit belangloos? In dergelijke zaken was de uitspraak van Rome alléen geldig.

[2] Zoo verstonden 't ook de oude schrijvers. In de *Brabantsche Yeesten* (bl. 516) leest men :

« ... Si verbeidt, wats ghesciet,
tVonnesse der Heileger Kerken niet ;
Maer verselt haer haestelike,
In scine van rechten huwelike,
Als oft si engheenen man
Levende en hadde...
Metten hoogh gheborenen
Humfride... »

Humphrey, den stap gedaan, kon voor de gevolgen niet terugwijken. Onmiddellijk nam hij de titels aan van Jacoba's graafschappen en heerlijkheden, eischte die van hertog Jan van Brabant af, vroeg daartoe de bemiddeling van Philip van Burgondië en verzamelde een leger om zijnen eisch door de wapens te ondersteunen.

Middelerwijl schreef Jacoba, uit Herdford, aan de Staten van Henegouw, dat zij den 26 September 1422 te Bergen zouden vergaderen om den volgenden dag eene gewichtige mededeeling van haar te ontvangen. Jacoba's moeder, Jan van Brabant en zijn broeder de graaf van St.-Pol, kwamen te dier gelegenheid te Bergen bijeen. Men gist genoeg, van welken aard de mededeeling aan de Staten is geweest.

Gelijk licht is te denken, dacht Philip van Burgondië in 't geheel niet den Engelschen prins zijn genoegen te geven; integendeel raadde hij den hertog van Brabant aan om zich, ook in Henegouw, tot eenen kamp tegen Humphrey van Glocester gereed te maken. Dit scheen echter niet zoo gemakkelijk te zullen gaan als men meende; immers de Henegouwers toonden zich veeleer bereid om partij te kiezen voor hunne vorstin en verijdelden verschillige maatregelen, door Jan en Philip volgens haar opzet genomen.

Hadde Humphrey van Glocester zich de zaak van Jacoba geheel en gansch, met al de hartstochtelijkheid, waarvoor hij vatbaar was, aangetrokken, mogelijk had hij die, althans tegen den Brabander, gewonnen; maar ongelukkiglijk wilde hij niet alleen vier schoone Nederlandsche gewesten, maar ook het koninkrijk Engeland meester worden. De bevordering van laatstgemeld ontwerp hield hem, langer dan voor Jacoba's belangen voegzaam was, in Engeland; en toch won hij niet, wat hij verlangde. Het regentschap, dat hij gaarne had gekregen, werd, door den invloed van den wijzen en voorzichtigen bisschop van Winchester, opgedragen aan zijnen ouderen broeder den hertog van Bedford, en daar de Engelsche grooten afkeerig waren van eenen oorlog tegen hunnen bondgenoot in Frankrijk, zag Humphrey van Glocester zich verplicht uit eigene middelen krijgsmannen aan te werven. Niet alleen was dit niet gauw verricht, maar daarbij nam Philip den schijn

aan als wilde hij met Humphrey eene overeenkomst sluiten. Den schijn, inderdaad! immers de sluwe Burgondiër had geen ander doel dan zijnen tegenstrever door merkelijk tijdverlies te verzwakken.

Na menige list en poging om elkander afbreuk te doen, gaf Humphrey eindelijk den 15 Februari 1424 toestemming om zijn geschil met Jan van Brabant te onderwerpen aan twee scheidrechters, den hertog van Bedford en Philip van Burgondië. Het duurde ongeveer eene maand, aleer Jacoba daarin bewilligde, want zij kon wel voorzien dat daaruit niets goed voor haar zou voortspruiten. 't Was eerst in Juni dat de scheidrechters te Parijs bijeenkwamen, ieder vergezeld van raadsheeren, prelaten en rechtsgeleerden. Het geschil werd van weerskanten grondig onderzocht en bepleit, maar het klaarste wat uit de betwistingen bleek, was dat het Jan IV niet om den persoon van zijne vrouw, Philip van Burgondië niet om de eer des huizes, maar beiden alleen om Jacoba's landen te doen was. Na langdurige bepleituigen kwamen de scheidrechters tot het besluit... dat er eigenlijk geen besluit te nemen was; zij stelden voor om, aangezien er geene overeenkomst tusschen de partijen was te treffen, een nieuw beroep te doen tot den paus, opdat hij zonder verwijl eene beslissing aangaande de huwelijken in 't midden zou brengen.

Was dit niet eene bittere spotternij voor Humphrey? De Engelsche hertog oordeelde er niet anders over en bracht nu dadelijk zijn leger bijeen. Te vergeefs gebruikte de hertog van Bedford al zijnen invloed om zijnen broeder te wederhouden : Humphrey wilde niet tot speelbal dienen voor den Burgondiër en geleidde, weinige weken nadien, de voor dien tijd belangrijke macht van 5,000 weluitgeruste krijgers, waaronder vele ridders en een talrijk geschut, naar de Engelsche kust. Daar vonden hen, op 25 September, de gezanten der stad Bergen, wachtende op voorspoedigen wind om het kanaal over te steken [1].

[1] « A monsigneur le comte de Namur, le mierquedy XIe jour dOctembre qu'il revint a Mons comme sour sen retour de lambassade par lui faite en Engletière, leur estet avoit, et avoecq lui pluiseurs autres, ou nom des III estas

De afvaart geschiedde in het midden der maand October, omtrent denzelfden tijd dat de hertog van Brabant, met toestemming van de Staten zijns lands, al zijne steden opriep om zich tot den strijd tegen de Engelschen gereed te maken. De Brabanders maakten spoed: korts nadien stonden zij in de omstreken van Nijvel, aan de grens van Henegouw en op het punt om naar Bergen op te rukken.

Hunne vraag, om deze hoofdstad te bezetten en Jan IV bijstand te bieden, korts nadien herhaald door Jan van Beieren, werd door de Bergenaars afgeslagen : liever zouden ze de rampen van een beleg onderstaan dan ontrouw te plegen jegens hunne vorstin. En terwijl nu de hertog van Bedford, duchtende voor 't lot zijns broeders en zijner landgenooten, die dezen vergezelden, te Parijs eene uiterste poging beproefde bij Philip van Burgondië om tot eene minnelijke schikking te geraken, en terwijl Philip's gezanten te Leuven met Jan IV onderhandelden, spoedden Humphrey en Jacoba zich met hun leger naar Henegouw [1].

dou pays de Haynnau, par deviers monsigneur le duc de Gloucestre et no tres redoubtee dame hiretière doudit pays, fu fais presens de XXXII los de Rin et de XXXII los de vin de Biaune... »

(*Stadsrekening van Bergen*, 1423-1424.)

De stadsrekening van Gent, over het jaar 1424-1425, bevat den volgenden post, die bewijst hoe waakzaam in dien tijd de Vlaamsche gemeenten waren, zelfs in staatkundige zaken, welke hun niet rechtstreeks betroffen :

« Item den XXV dach in September voer Jan de Grave, messagier, te Calais, omme te vernemene de comste van den hertoeghe van Cloetsester... »

De Gentsche bode werd dus bij tijds naar Kales gezonden om een oog in 't zeil te houden.

[1] « Le XVIIIe jour dOctembre se party de Mons lidis recepveres avoecq monsigneur le bailliu de Haynau, liquelz demora a se maison et lidis recepveres alla... à lordonnance de messigneurs dou conseil pour signefier à notre redouté signeur le prochement des Englez, et les esmençons que de jour en jour on percepvoit, tant en sa ville de Mons comme es autres bonnes villes de son pays de Haynau et à lui donner à cognoistre les outrages que Gilles de le Porte et ses alyez avoient fait en sa dite ville de Mons, avoecq pluiseurs autres choses touchant le bien de son pays... Si trouva monsigneur le prevost de Cambray et maistre Jehan le Marchant à Nivelles avoecq lesquels il sen alla à le Vure là où mondit tres redoubte signeur estoit, auquel il fist sa credensce, present pluiseurs de messigneurs de son conseil dou pays de Braibant, dont

Geheel dit land was reeds lang in blijde verwachting om de jonge vorstin, voor wie ieder thans een beter lot wenschte; geen wonder dan dat het vorstelijke paar door de Henegouwers met vreugde en geestdrift werd onthaald. Nadat men eenige dagen had vertoefd te Bouchain, vanwaar Jacoba, anderhalf jaar te voren, naar Engeland was gevlucht, en in de abdij van St.-Ghislain, welker monniken haar vroeger zoo bereidwillig en getrouw hadden gediend, trok de stoet, bij welken zich ondertusschen Jacoba's moeder had vervoegd, den 27 November naar Bergen.

Wij moeten het zeggen : dit geschiedde niet volgens de begeerte der wethouders; immers eenige dagen vroeger hadden deze het vorstelijke paar, door tusschenkomst van Jacoba's moeder, doen verzoeken niet in de hoofdstad te komen zonder voorweten en uitnoodiging der Staten, maar Humphrey en Jacoba hadden daarvan niets willen hooren [1]. De wethouders der stad lieten toch

pour le bien et warde de son dit pays de Haynau apres ce quil eust estet en sa ville de Louvaing, il vint à sa ville de Nivelle grandement accompagniez de gens darmes et que pour resister encontre ses annemis, mais là endroit furent lettres à lui aportees tant de par monsigneur le regent comme par monsigneur le duc de Bourgogne contendant de reprendre et avoit journee pour mestre traitié de pais par entre lui et tres redoublé signeur et le duc de Gloucestre, laquelle journee fu assise à Louvaing et ad celli cause fist ses dites gens darmes retraire... »

(*Recette générale du Hainaut*, 1424-1425.)

[1] « Le 24 jour doudit mois de Novembre se partirent de Mons Jehan de le Loge, Jaquemart le Feron, Christoffle dou Parcq, esquievin, Willaume de Brouxelle, Colart le Herut et Jaquemart Hannekart, dou conseil, et avoecq yaux Thiery de Pottes, à tout leurs valez à xx chevaux et sen allerent viers le Quesnoit à intention de là endroit trouver no dite tres-redoubtee dame la doagière, pour à elle supplyer de tant faire par devers no tres-redoubtee dame sa fille, que point ne li pleusist à venir en se ville de Mons ne y amener monsigneur de Gloucestre, que ce ne fuist par le sceu et ordonnance des III estas dou pays; se trouvèrent que no tres-redoubtee dame, madame sa mère et ledit monsigneur de Gloucestre furent celi nuit à Bouchain et le lendemain prisent leur chemin par-deseure Valenchiennes, pour venir au giste à Crespin, là où li dessusdit les trouvèrent et besoingnèrent à eulx, et lendemain revinrent à Mons, et disent que, non obstant remonstrance et supplication par yaux faitte, finer ne poorent que no ditte tres-redoubtee dame hiretière,

maar, uit voorzorg, het vorstelijke paar en Jacoba's moeder, met 500 ruiters, waaronder het geleide van laatstgenoemde, binnen; de overige strijdmacht zou de gemeenten rondom Bergen bezetten [1].

Het onthaal bij wethouders, gilden en neringen was recht hartelijk en met vertrouwen mochten Humphrey en Jacoba de Staten des lands bijeenroepen. De vergadering had plaats den 1 December, in het Naasterhof. Hier hield, namens de vorstin, de onderprior Jan l'Orfèvre eene toespraak, waarin hij de vier punten uiteenzette, waarom Jacoba's huwelijk met den hertog van Brabant niet geldig kon zijn. Wel is waar had Rome, opzichtens twee punten, dispensatie verleend en kon er voor de andere twee ook ontslaging worden gevraagd, maar daarmede was het huwelijk toch niet geldig, aangezien Jacoba weigerde toe te stemmen. De vorstin had, door haar eerste huwelijk, haar geweten bevlekt, zich daarvan in de biecht gezuiverd en vergiffenis bekomen, onder beding, dat zij 1,200 Fransche kronen zou geven tot aalmoes en tot straf van haar lichaam. Deze boete had zij volbracht en nadien, volgens den raad van god- en rechtsgeleerden, zich in den echt vereenigd met den hertog van Glocester, welk huwelijk, nu reeds ongeveer twee jaren gesloten, tot geen verzet had aanleiding gegeven. Uit dien hoofde verlangde zij dat haar gemaal, Humphrey van Glocester, als regent en voogd (*mambour et avoué*) zou erkend worden [2].

madame se mère et le duc de Gloucestre ne se venissent logier en le ditte ville de Mons, le dimenche ensuiant... »

(*Stadsrekening van Bergen*, 1424-1425.)

[1] *Registre des résolutions du conseil de ville*, nº 1.—Stadsarchief van Bergen.

[2] « Et... ensuiwant remonstra que le mariage contrais de no dite dame a mons[r] de Braibant, elle no dite dame tenoit pour nul contre Dieu et Sainte Eglise pour IIII principauls causses. La premiere que Mons[r] de Braibant et elle estoient si prouchain que en second degret de linage. — La seconde que no dite dame avoit par avant eubt a marit et espeus mons[r] le daufin, auquel mons[r] de Braibant estoit en tierch degret. — Le tierche que no tres redoubtee dame la dowagiere mère, à no dite dame hertiere, avoit ledit mons[r] de Braibant levet de fons et par tant mons[r] de Braibant et no dite dame hertiere, estoient freres et suer espirituel.— Et le quarte cause pour coy ledit mariages

De Staten waren in geen voldoend getal leden om over deze quaestie eene beslissing te nemen; men ontbood daarop de ontbrekende prelaten en baronnen, en den 4 December, na eene ernstige beraadslaging, werd het gedrag der vorstin goedgekeurd en hare vraag ingewilligd. De hertog van Glocester werd den 5 December als graaf van Henegouw, tevens als voogd en regent in name der erfvorstin gehuldigd en de Staten schreven den hertog van Brabant, dat men ophield hem leenhulde te bewijzen en hem ontsloeg van de beloften, aan het volk gedaan [1]. Tevens stonden zij een hulpgeld toe van 40,000 pond, ter bestrijding der oorlogskosten.

Het grootste gedeelte van Henegouw sloot zich bij de betooging aan: Soignies, Maubeuge, Kanoot, Valensijn huldigden Humphrey en Jacoba. De stad Halle, twee leden der heerenfamilie van Edingen en de heer van Jeumont, daarentegen, hielden de zijde van Jan van Brabant, maar de heer van Havré, die door laatstgenoemden was aangesteld geworden tot opperbevelhebber in Henegouw, ging zich scharen onder Jacoba's vaandel [2].

valoir ne devoit, ne avoir liu pour honniestetet de justice, avoecq ce que par avant ledit mariage consommet il avoit estet revokies et denonchiet la dite revocation en IIII eveskes et que se desp uis celi revocation on avoit eus dispensation de II des poins dessus dis dou consentement no dite dame, et en apries pourcachiet une seconde dispensation se ne devoit ceste seconde riens valoir ne avoir liu pour tant que ce avoit estet sans le gret et consentement de no dite dame. Liquelle pour le raison de ce que dou dit mariage et aliance sentoit sa conscience blechie, se estoit confiessee et len avoit estet baillie absolution, moyennant de XII^{c} couronnes de France à donner en pluissieurs amonsnes et en penance de corps que elle avoit accomplit, et sour ce par ordenance de Sainte Eglise, et le conseil de pluissieurs grans et notaubles clercs dItalie, et dautres regions, elle sestoit alyé par mariage à mons^{r} le Ducq de Glocestre et en ce mariage demoret par lespasse de II ans et plus, dans ce que personne quelconque y euist mis empecement ne contredit... »

(*Résolutions du conseil de ville,* n° 1.— Stadsarchief van Bergen. — Gedrukt in de *Particularités curieuses,* etc.— Zie ook de *Mémoires de Saint-Rémy,* 132e hoofdst.).

[1] *Résolutions du conseil de ville.*

[2] MONSTRELET, IIe boek, 24e hoofdst. — VINCHANT, bl. 90-91. — *Particularités curieuses.* — DELEWARDE, bl. 412-413.

Weldra trokken de vereenigde Engelsche en Henegouwsche strijders over de Brabantsche grenzen en vielen in op de troepen van Jan IV, die nu met haast den hertog van Burgondië en Jan van Beieren om hulp verzocht. Beide, men kan 't wel denken, zonden een gunstig antwoord. Philip van Burgondië deed aanstonds in Vlaanderen en Artois een sterk leger verzamelen, dat hij onder aanvoering stelde van den graaf van St.-Pol. Ook uit Holland en Zeeland zouden na veertien dagen talrijke benden Kabeljauwsche strijders opkomen, indien Jan van Beieren zou hersteld zijn van de ziekte, waaraan hij op dat oogenblik leed [1]. Dit zou echter niet gebeuren : den 6 Januari 1424 (o. s.) bezweek de woelzieke man, slachtoffer eener vergiftiging [2]. — « Met hem (zegt een schrijver), zonken al zijne groote, veelomvattende plannen en ontwerpen in de stille groeve der kleine hofkapel te 's-Gravenhage. »

Men beweert, dat deze misdaad beraamd of aangemoedigd is geweest door Humphrey en Jacoba, toen zij nog te Londen waren. Het is zeker, dat zij beiden zich van een zwaren last ontslagen moesten gevoelen door dit onvoorzien afsterven, maar van hier tot eene zoo verfoeilijke snoodheid, als een sluipmoord is, mag men den afstand groot noemen. Gelukkiglijk voor de eer van Jacoba is er tot nu toe nog geen grond gevonden om de bedoelde betichting staande te houden. Dat de vorstin later, in de beschikking van haren uitersten wil, beval vier honderd missen te doen lezen voor de zielrust eens bespieders, die Jan van Beieren vroeger naar Engeland gezonden had om 't een en 't ander nopens

[1] Van Wyn, *Bijvoegsels op* Wagenaar, bl. 92.

[2] Deze misdaad gebeurde, wil men, door 't strijken van een zeker vergif op de snede van Jan's gebedenboek. Een der schuldigen was ridder Jan van Woerden, heer van Vliet, vroeger hofmaarschalk van Jan van Beieren en daarna zijn vijand. Gevangen genomen en ter dood veroordeeld, werd Jan van Vliet den 3 Augustus 1424 het hoofd afgeslagen, zijn lichaam gevierendeeld en de stukken naar de vier voornaamste steden van Holland gezonden om daar door beulshanden te worden opgehangen. — (Zie Van Gouthoven, *Chron. van Holland,* 210, 249). — De eigenlijke schuldigen waren echter drie jaren later nog niet opgespoord. (Zie Van Mieris, IV, 921).

Jacoba te vernemen, en die aldaar van 't leven werd beroofd; dat zij voorschreef zijne nagelatene betrekkingen voldoening te geven — is voor ons nog geen bewijs dat zij ook aan dien moord eenige schuld zou hebben gehad. Wij weten toch met hoeveel hartstochtelijkheid vóor en tegen Jacoba's belangen gekampt werd; zou de dienaar van Jan van Beieren in Engeland niet kunnen gestraft geweest zijn door eenen van Jacoba's vrienden of dienaren toen hij op heeter daad van bespieding werd betrapt? Van den anderen kant kennen wij het goedig, medelijdend hart der vorstin : ware 't wonder geweest en strijdig met haar karakter, indien zij de familie van den om harentwille verslagen man door eene stoffelijke vergoeding, en den vermoorde zelf door eene offerande van gebeden getracht had met haar te verzoenen?

Wat er van zij, Jan van Beieren werd weinig betreurd. « Men heeft, zegt Marchal, in de aanteekeningen op de De Barante (*Hist. des Ducs de Bourgogne,* II, 217), men heeft met recht zijne wreedheid, gierigheid, heerschzucht en trouweloosheid gelaakt; » — Arend (*Algemeene geschiedenis des Vaderlands*), strijkt over Jan van Beieren het volgende oordeel, dat men streng, doch niet overdreven kan vinden : « Hij was noch geestelijke, noch veldheer, noch staatsman, en bezat geene hoedanigheden, welke hem bij de Hollanders begeerlijk konden maken. » — Hossart, in zijne *Histoire ecclésiastique et profane du Hainaut,* laakt te recht « la barbarie et l'humeur sanguinaire de cet implacable prélat. »

De dood van hertog Jan van Beieren, op 't oogenblik van Glocester's komst, viel den Brabantschen vorst niet weinig tegen. Wilde hij Holland en Zeeland niet verliezen, dan moest hij onmiddellijk daarheen en er zijn gezag gaan bevestigen : Glocester kon hem anders vóor zijn en den loef afsteken. Jan IV trok dan naar Holland den 18 Januari 1424 (o. s.), bekrachtigde al de rechten en privileges, door de vorige graven van Holland verleend, verbond zich tot betaling der nagelatene schulden van Jan van Beieren en verwierf zich de genegenheid der Kabeljauwsche partij door hare aanleiders met gunsten te overladen. Dit alles geschiedde op aanraden van hertog Philip van Burgondië, wiens gezanten, met de afgevaardigden der Vlaamsche steden, naar den Haag

waren getrokken zelfs vóor dat Jan IV hem daartoe had verzocht[1].

Eene zoo ijverige bemoeiing van de zijde des Burgondiërs had eene andere oorzaak dan de vriendschap, welke hij zijnen neef toedroeg. Jan van Beieren had, bij testament, zijne rechten op de drie graafschappen en zijne goederen niet aan zijne naaste erfgename, Jacoba, opgedragen, maar aan Philip van Burgondië. Hiervan, echter, zou men in Holland geene rekening houden. Nog was het lijk niet ter aarde besteld, of de algemeene raad der ridderschap en steden van genoemd gewest verklaarden dat, aangezien de overleden hertog noch Holland noch Zeeland beheerd of bezeten had als heer des lands, maar als bestuurder en ruwaard, volgens verdrag met den hertog van Brabant, zij nu met dezen zouden blijven en hem getrouwe onderdanen zijn, overeenkomstig den eed, hem vroeger gedaan[2]. In de akte, daarvan afgeleverd, wordt geen woord gerept van Jacoba; beschouwde men haar zelve misschien verbeurd ten gevolge van haar huwelijk met den hertog van Glocester? Men is geneigd dit aan te nemen, dewijl Humphrey en Jacoba den edelen en steden van Holland en Zeeland opene brieven hadden toegestuurd, waarbij zij hen uitnoodigden hen als wettige vorsten des lands te erkennen. De toetreding van Holland tot Jan van Brabant was echter niet algemeen: de stad Gouda wilde hem volstrekt niet als landheer huldigen; Dordrecht en Zierikzee verklaarden onzijdig te willen blijven zoolang het niet was uitgemaakt wie als Jacoba's echtgenoot te beschouwen was; andere gemeenten nog waren in de overtuiging dat Jacoba's huwelijk met Jan IV door den paus was verbroken. In 't kort, de oorlog tusschen Hoekschen en Kabeljauwschen ving opnieuw, vooral langs de zeekust en aan de riviermonden, aan.

In den beginne waren de meeste voordeelen voor de Hoekschen, die de stad Schoonhoven, aan de Lek, bemachtigden. Daar was,

[1] « Item ghegheven den XXIIIIe dach in Laumaent I chevauscheur, die brieve brochte van den hertoeghe van Brabant...

« Item den XVIIIe dach in Lauwe reet Jan de Grave, messagier, an de steden van Hollant ende Zeelant omme ons gheduchts heeren wille, van XLVIII daghen, IIII lib. gr. » (*Stadsrekening van Gent,* 1424-1425).

[2] VAN MIERIS, IV, 746.

door Jan van Beieren aangesteld, Willem van de Coulster als bevelhebber, en de schout van Gouda, Albrecht Beilinc, als onderbevelhebber of vrijwilliger. Nederland kent de heldhaftige daad van laatstgenoemde na de overgave des kasteels, en door twee groote dichters meesterlijk bezongen. Beilinc, alléen veroordeeld, en dan nog om levend begraven te worden [1], verkreeg op zijn eerewoord eene maand uitstel tot regeling zijner zaken. Heilig was hem zijn woord! Gelijk weleer Regulus, en in eene volgende eeuw, een andere Nederlander, Hambroeck, keerde de schout van Gouda ten bepaalden dage naar zijne vijanden terug, en werd gedurende den nacht op een molenwerf buiten Schoonhoven levend in de aarde gedolven. Roerend bezingt Helmers zijn afscheid van echtgenoote en kind; Tollens eindigt terecht zijn lofdicht op den man van eer met de woorden :

Hij stort, en op zijn grafgesteent
(Zoo ver het weerzijds heugt)
Is de eerste Hoeksche traan geweend
Om Kabeljauwsche deugd [2].

Onderwijl de hertogen Jan en Humphrey in Holland hunne wederzijdsche belangen verzekerden, bleven de benden van den eerstgenoemde niet stil: een talrijk korps Brabanders, te Halle gelegerd, en een tweede, te Nijvel in bezetting, deden stroop- en vernielingstochten in Henegouw en sloegen weldra het beleg vóor 's-Gravenbrakel, destijds zeer sterk en vol Engelschen. De macht van Humphrey en Jacoba kwam te Soignies, op een uur afstands van Brakel, doch dorst het zoo sterke leger van Brabanders niet aantasten. De beschieting van de stad en het kasteel was zoo geweldig, dat beiden den 11 Maart den vijand overgegeven werden, op voorwaarde dat de bezetting ongehinderd mocht aftrekken. Slechter liep het af met de ingezetenen : na geheel de stad te hebben uitgeplunderd, stak de overwinnaar haar in brand als straffe voor hare wederspannigheid [3].

[1] De kroniek meldt niet, welke bijzondere grief tegen hem was ingeroepen. Ook weet men niet bepaald, in welke hoedanigheid hij op 't kasteel was.

[2] Zóo vertelt de kroniek. Anderen beweren, dat Beilinc nog vele maanden later in leven zou geweest zijn, bezig met het bijeenbrengen van een losgeld.

[3] De Dynter geeft het omstandig verhaal des belegs, bl. 446-448.

Deze strengheid bracht de andere steden aan het wankelen. Valensijn onderwierp zich aan hertog Jan en zelfs de hoofdstad, hoewel schier ongenaakbaar door 't onder water zetten der haar omringende weiden, werd bevreesd.

Dat Humphrey van Glocester vooral gebeten was op Philip van Burgondië, hoeft geen betoog; zonder hem had hij allicht Jan van Brabant onschadelijk gemaakt. En niet alleen had de Burgondiër den Brabander met raad en daad bijstand geboden, maar zelfs Humphrey, in de brieven tot oproeping zijner strijdmacht, nagenoeg voorgesteld als ware hij een ongeloovige, een barbaar geweest, tegen wien een kruistocht moest worden ingericht. De hertog van Glocester had hem daarover den 12 Januari 1425 uit Bergen eenen brief geschreven, waarin hij zich bekloeg over zijne valschheid en ontrouw, zeggende, onder andere, dat, indien bloedverwantschap hem noopte in de hangende geschillen tusschen te komen, hij veeleer zijne nicht Jacoba zou moeten ondersteunen, die hem meer verwant was dan Jan IV. Humphrey herinnerde Philip voorts, dat hij menigmaal reeds zich aan hem en zijnen broeder den hertog van Bedford had onderworpen om te trachten het geschil te vereffenen, en maande hem aan om van alle vijandelijke betooging af te zien. Hij sloot zijnen brief met de woorden: « Wilt gij anders handelen dan ik u verzoek, dan zal God wel mijn goed recht handhaven en beroep ik mij op den eed, dien gij bij de overeenkomst hebt gezworen [1]. »

Het antwoord van Philip werd Glocester gebracht na de overgave van 's-Gravenbrakel. 't Was hoogmoedig en bits. De hertog zegde, dat hij 't grootste gedeelte des briefs zou onbeantwoord laten, omdat hem daar weinig of niets aan gelegen was, behalve evenwel wat zijne eer betrof, die hij verklaarde tegen recht en rede niet te zullen laten bezwalken. De brieven, welke Humphrey hem had aangeklaagd, bekende hij te hebben doen schrijven; hij had daarin niets aangevoerd dat streed tegen de waarheid, zooals Humphrey hem logenachtig en ten onrechte had verweten. Daarom eischte Philip dat de Engelschman zou herroepen wat hij dienaan-

[1] Monstrelet, IIe boek, 25e hoofdstuk. — Van Mieris, IV, 748.

gaande had geschreven; wilde hij niet, dan was Philip bereid zich op eenen bepaalden dag in het strijdperk lijf aan lijf met hem te meten, ten einde alzoo eenen oorlog te voorkomen, die vele edellieden en andere strijders het leven zou hebben gekost. Ten slotte drong de Burgondiër aan op een spoedig antwoord, willende de zaak zoo gauw mogelijk afdoen [1].

Deze beleedigende, uitdagende brief was gedagteekend den 3 Maart 1425: Humphrey's antwoord werd den 16 derzelfde maand uit Soignies verzonden. De hertog van Glocester zegde nu, dat hij den ganschen inhoud zijns eersten briefs voor waarheid hield, en bijgevolg geen woord daarvan had in te trekken. Hij nam het voorgestelde tweegevecht aan, ten einde door de wapenen te doen beslissen wie er gelijk had, en stelde, de keus hem overgelaten zijnde, de ontmoeting op den 23 April, feestdag van St Joris, den patroon der ridderschap en ook van Engeland. Ook hij vroeg nu een kort bescheid [2].

De hertog van Burgondië liet hem niet lang in de onzekerheid: hij schreef, dat hij met den bepaalden dag genoegen had en de schuld des tweegevechts op hem legde. « Zoo hoop ik (eindigde hij) door onzen Heer Jezus-Christus en door de verheerlijkte Moeder-maagd, vóor wij scheiden uit dezen door u verwekten kamp, mijn goed recht zóo te hebben verdedigd, dat het u niet meer mogelijk zal zijn met dergelijke oneenigheden voor den dag te komen. »

Onmiddellijk liet de hertog van Burgondië den graaf van St.-Pol weten dat de vijandelijkheden tusschen beide legers moesten opgeschorst worden. Deze tijding was Humphrey niet weinig welkom, want hij had berichten uit Engeland ontvangen, hem meldende dat zijne tegenwoordigheid aldaar noodig was geworden. Men wist te Londen reeds met hoe weinig moed hij in Henegouw krijg gevoerd, hoe luttel roem hij en zijne troepen daar geoogst hadden. Zijne vijanden aan het hof, de voortvarendsten onder de ridders, betichtten hem van flauwhartigheid of onbekwaamheid,

[1] Monstrelet, IIe boek, 26e hoofdstuk. — Van Mieris, IV, 763.
[2] Monstrelet, IIe boek, 27e hoofdstuk. — Van Mieris, IV, 766.

terwijl anderen , de bezadigde staatsmannen , hem verweten door het uitgelokte tweegevecht het Engelsch-Burgondisch verbond in gevaar te hebben gebracht. 't Was derhalve noodig zich te Londen te gaan rechtvaardigen, gelijk hij ook orde in zijne zaken moest gaan stellen en trachten met evenveel glans en pracht in 't krijt te verschijnen als de gehate Burgondiër, dien men reeds wist te Hesdin de schoonste wapens te doen vervaardigen, welke ooit ridder in een tournoi zou gedragen hebben.

Voor 't oogenblik moest Humphrey, bovendien , niet veel prijs hechten aan een langduriger verblijf in Henegouw, waar, sedert de bekendmaking der brieven van Martinus V, waarbij de paus verklaarde nooit het huwelijk van Jacoba met Jan IV te hebben verbroken, de toegenegenheid des volks veel voor hem gedaald was. Eene andere reden van misnoegen der Henegouwers was, dat het onderhoud der Engelsche krijgers aanzienlijke sommen gelds kostte [1], en zij daarbij zich van het volk niet konden doen beminnen. Men had dit den hertog van Glocester zonder omwegen gezegd [2], zoodat, alles te zamen genomen, hij wel merkte dat, voor 't oogenblik, zijne verwijdering uit het graafschap wenschelijk was. De Engelsche soldaten zou hij met zich meenemen.

Gaarne zou Jacoba Humphrey hebben gevolgd, maar deze beweerde dat het best voor haar was, te midden harer onderzaten te blijven. Was hij haar reeds moede? Had hij toen reeds besloten haar te verstooten voor de schoone Eleonora Cobham, die, als hofjonkvrouw, met Jacoba uit Engeland was gekomen en

[1] De Staten van Henegouw hadden den 28 of 29 December 1424 eene vraag ontvangen van den hertog van Glocester tot een hulpgeld ten bedrage van 40,000 kronen, « pour payer les despens quil disoit avoir soustenus en venant ou pays pour la garde diceluy, et à entendre les prélas et nobles... » De Staten gaven echter zooveel niet.

(*Stadsrekening van Bergen*, 1424-1425.)

[2] Één voorbeeld onder meer : « Pour despens fais par Jehan de Hom, esquievin, et Gille Poullet, massart, le viie jour de Decembre, que envoyet furent de par le ville à Songnies là où monseigneur de Gloucestre estoit allez faire serment pour lui suplier que à son retour à Mons il ne lui pleurist souffrir nuls de ses Englez, autres que des gens de son hostel, leissier entrer en le ville... »

(*Stadsrekening van Bergen*, 1424-1425.)

nu, in gezelschap van Humphrey, heentrok? Hoe het zij, Humphrey vertrok den 12 April.

Het afscheid van Jacoba was recht droevig; de vorstin had een voorgevoel, dat nieuwe, zwaardere rampen dan zij nog tot heden had onderstaan, op haar gingen neerzakken, en dat zij weer alleen zou zijn geweest om die het hoofd te bieden. Zij vergezelde Humphrey tot aan Crespin, weende bitter bij 't snikken van vaarwel en keerde naar Bergen weer met fel benepen hart en diep bekommerden geest, hoezeer de hertog beloofde weldra met nieuwe hulptroepen den strijd te komen hernemen.

In de onzekerheid van wat er verder gebeuren kon, wilde Jacoba's moeder nog eens beproeven om haren neef den Burgondiër tot betere gevoelens jegens hare dochter te stemmen. Den 21 April 1425 vertrok zij met een gevolg van elf ridders, raadsheeren en leden van den staadsraad van Bergen naar Vlaanderen, maar de poging bleef zonder gevolg [1].

Naar het schijnt, hadden de Henegouwers bij den hertog van Glocester op Jacoba's verblijf in Henegouw aangedrongen. Waarschijnlijk was dit eene reden te meer voor hare vijanden om de stad Bergen te komen belegeren. Niet zoodra was dit voornemen aldaar gekend, of alle maatregelen werden genomen tot behoorlijke tegenweer. De gilden en neringen oefenden zich dagelijks in den wapenhandel; wie niet in staat was zich levensvoorraad aan te schaffen, moest de stad verlaten. Aanvankelijk goedgezind, werd de bevolking van Bergen weldra tot verdeeldheid gebracht. De magistraten, de geestelijkheid en de edelen hielden 't met Jacoba, maar de meeste gilden wilden niet van een verzet tot het

[1] « Le samedi xxi jour dAvril au command des eskievins, jurez, conseil et de toutte le communaulté diceli ville, messires Jehan de la Motte, chevaliers, Thieris de Pottes, Simons li Doulx, Jehans li Leux, Jakes li Ferons, Christoffles dou Parcq et maistres Nicolles de Mauroit, dou conseil, Raoulx, bastart de Marchiennes, Jehans Parens, Colars Boissiaux et Jehans de Bertainmont, armoyeres, ensembles à tous leur varlez a xxix chevaux, et sen allèrent en le compaignie de no tres-redoubtee dame le mère ou pays de Flandres, per devers tres-puissant prince monsigneur le duc de Bourgoigne et son noble conseil, pour trouver moyen de traitier de paix envers no tres-redoubtet signeur monsigneur le duc de Brabant... » (*Stadsrekening van Bergen*, 1424-1425.)

uiterste hooren. Waarschijnlijk had het lot van 's-Gravenbrakel de Bergenaren met schrik en angst geslagen, te meer, daar Philip van Burgondië zelf, bij brief van 29 Maart, Bergen had aangemaand om Jan IV als heer te erkennen, onder bedreiging, zoo zij daaraan in gebreke bleef, te komen helpen de stad belegeren.

Dag aan dag won de vijandelijke partij te Bergen veld. Er werden zes notabelen benoemd, die met Jacoba alles, wat de verdediging der stad betrof, moesten schikken, maar deze raad scheen veeleer geneigd zich aan den Brabander te onderwerpen dan tegen hem te kampen. Jacoba en hare moeder vroegen, dat dien raad eenige andere mannen van hunne keuze zouden worden toegevoegd, maar dit werd hun geweigerd, evenals de vraag, dat de gemeente eenen nieuwen eed van getrouwheid aan de vorstin zou afleggen. Zoo ver ging het zelfs, dat Jacoba en hare moeder werd aangezegd den noodigen voorraad voor hen en hunne dienstlieden te koopen, of dat zij anders niet in de stad konden blijven. Deze gelijkstelling der beide vorstinnen met de nuttelooze monden, die reeds buiten de muren gezonden waren, werd dra door eene andere beleediging gevolgd. Toen hertog Jan twee herouten zond om een vrijgeleide aan te bieden aan vier en twintig burgers, en Jacoba verbood voor hen de stadspoort te openen, schonken de wethouders hun twee goudstukken en werd het vrijgeleide door de gilden aangenomen. Het gevolg van dit openlijk verzet des volks was, dat Jacoba's moeder met een zeker getal aanzienlijke burgers naar Hesdin trok.

Den 15 Mei schreef Philip van Burgondië den Staten van Henegouw eenen brief, waarin hij, zijn spijt uitdrukkende over de voortzetting des oorlogs door Jan IV, verklaarde bereid te wezen Jacoba en hare moeder onder zijne hoede en bescherming te zullen nemen en aan niemand te zullen uitleveren dan nadat de paus in de huwelijksquaestie bepaald uitspraak zou gedaan hebben, ofwel wanneer Jacoba door de dood van Humphrey of Jan IV hare vrijheid zou hebben weergekregen [1]. Denzelfden dag

[1] « Phelippe duc de Bourgoingne, comte de Flandres, d'Artois et de Bourgoingne, etc. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Comme belle

ontvingen de Staten vanwege Jacoba's moeder een ontwerp van overeenkomst, dat de vergadering aan de vorstin vroeg om te antwoorden. Gaarne had Jacoba, aleer een besluit te nemen, daarover met hare moeder gesproken, maar zij kon niet meer buiten de stad : de Brabanders hadden reeds geheel Bergen omsingeld.

Nu kregen de ingezetenen weer medelijden met de vorstin. Zij beseften wel, dat het den Burgondiër — de groote drijver in den noodlottigen oorlog — vooral te doen was om Jacoba in zijne macht te krijgen, ten einde te beter over hare landen te kunnen

tante de Haynnau et les deputes de la ville de Mons soient venus par deviers nous et nous aient par pluissieurs fois tres instamment requis tant ou nous de notre tres chiere et tres amee cousine, la dame heritiere doudit pays de Haynnau, comme deulx de prendre la garde de nos dites tante et cousine et dicelui pays de Haynnau et les preserver des inconveniens apparans davenir a elles et au dit pays pour occasion de la guerre qui y est, et il soit ensi que par deviers beau cousin de Braibant avons fait jusques a ores toute dilegence tant en notre personne comme par ambasadeurs notaubles de faire cesser les dis inconveniens, affin que nos ditez tante et cousine et ausi le dit pays puissent y estre et demorer en bonne pais et sceurete, a coy navons peu parvenir dont il nous a despleu et desplaist de tout notre cuer. Savoir faisons que nous, meus damour naturelle que avons comme drois est a ycelles, nos tante et cousine et qui ne leur povions ne voldrions a tel besoing faillir, a leur requestre et priere et aussi du dit pays meismement des dis de la ville de Mons, les avons prins et mis, prenons et mettons par ces presentes, en notre garde et sceurte, par ainsi quelles viengnent par devers nous, et les garderons et deffenderons a notre loyal povoir de tous griefs et inconveniens comme nous vouldrions faire notre propre personne, et ycelle notre cousine ne mettrons ne renderons en autres mains quelconques, jusques a ce que par notre Saint Pere le Pape en sera ordonne ou que par la mort de lune des parties elle demourroit a sa franchise et liberte selon l'ordonnance que lors en seroit faite par notre dit Saint Pere et en tant que touche la garde dou dit pays de Haynnau. Nos dites belle tante et cousine ainsi venues par devers nous, comme dit est, et la response eue du dit beau cousin de Brabant sur certaines lettres que finablement lui escripvons sur ceste matiere y aurons avis et par toutes les meilleurs voies et manieres que saurons, et porrons aviser, mettrons paine de le garder, preserver de maulx et inconveniens. En tiesmoing de ce nous avons fait mettre notre seel de scire en labsence du grand a ces presentes. Donne a notre ville de Bruges le xv^e^ jour de may lan de grace mil quattre cens vint cinq. » (*Livre rouge*, I, 66 v°. Archief der stad Bergen.)

beschikken, en zij besloten den vijand krachtig weerstand te bieden. De vorstin had, 't is waar, veel gedaan om hen daartoe te bewegen; zij zelve was in den raad verschenen, had de voornaamste leden in 't bijzonder gesproken, hen gebeden en gesmeekt om haar toch niet te verraden. Hare jeugd, hare innemende schoonheid, haar buitengewone moed, hare verlatenis en ongelukken hadden op de bestuurders der gemeente diepen indruk gemaakt en hen doen besluiten alles te wagen voor hare eer.

Hoe wispelturig toch is het volk! Dit edele voornemen hield niet lang stand... Naarmate de beschieting der stad heviger werd, de rangen der gemeentestrijders op de vestingen verdunden en het uitzicht op den beloofden bijstand des Engelschmans verminderde, verflauwde de moed der Bergenaren. Daarbij kwamen nog de ongunstigste berichten van buiten : Valensijn, Condé, Bouchain, Aath, Soignies en andere steden hadden zich aan den Brabander onderworpen [1]; de gedachte eener overgave deed te Bergen elk uur voortgang en nieuwe onderhandelingen werden met den Burgondiër aangeknoopt.

Te Dowaai had hij, op 't einde der maand Mei, de gezanten van Jacoba, alsmede hertog Jan zelf, bij zich genoodigd om over een bepaald verdrag te spreken, en den 1 Juni was hij er in gelukt hen eene overeenkomst van den volgenden inhoud te doen onderteekenen :

1° Jacoba zal Bergen verlaten en haar verblijf vestigen in eene stad, toebehoorende aan Philip van Burgondië, tot na de uitspraak, door 't hof van Rome, over de huwelijksquaestie;

2° Gedurende dien tijd zal haar uit de inkomsten van Henegouw, Holland en Zeeland eene behoorlijke geldsom worden toegelegd om haren staat te houden;

3° Hertog Jan zal weder in 't bezit komen van Henegouw en dit graafschap doen besturen door Jan van Luxemburg;

[1] Vinchant, bl. 101. — Despars, sprekende van Philip van Burgondië en Jan IV, zegt : « ...brenghende daer al, by foortse ende met ghewelde, thaerlieder subjectie ende onderdanicheit, dat hemlieden eenichsins jeghens ende vrau Jacoba mede was. »

4° Niemand zal lijfstraf of goederenverbeuring lijden wegens 't geen hij voor of tegen Jan mocht gedaan hebben, maar de burgerlijke straffen zullen uitgesproken worden door vier rechters, van welke de hertog Jan er twee en hertog Philip de twee andere zal aanstellen.

Door dit verdrag werd Jacoba het graafschap Henegouw ontnomen, gelijk zij reeds hare twee andere erflanden, Holland en Zeeland, had verloren, althans de aangeduide stadhouder was 's hertogen leenman, persoonlijk aan hem verbonden.

De kroniek verhaalt dat wanneer Jacoba, den 3 Juni 1425, een afschrift van bovengemelde overeenkomst in handen kreeg, zij dreigde van smart te bezwijken. Daags nadien begaf zij zich naar 't raadhuis en drong bij de wethouders der gemeente aan om haar toch niet te verraden. Hare getrouwen wilden in gelijken zin spreken, doch werden door de meerderheid, die haar vijandig was, overrompeld en gevangen genomen. De geheele stad kwam in oproer. Een hoofdman van Glocester's leger, te Bergen gebleven, werd, niettegenstaande Jacoba's vurig smeeken, het hoofd afgeslagen, en meer dan 250 harer aanhangers in de boeien geklonken. De vorstin zelve dreigde men in handen der Brabanders te zullen overleveren indien zij niet het verdrag van Dowaai goedkeurde.

In dien uitersten nood werd Jacoba overvallen door angst en droefheid; zij schreef haren gemaal uit « het valsche en verraderlijke Bergen » eenen brief, die, in aandoenlijke woorden al het hachelijke van haren toestand schetsende, Humphrey in de teederste en wanhopigste bewoordingen om bijstand smeekte [1].

[1] « Mon tres redoute seigneur et pere. Je suis la plus affligée et la plus indignement trahie de toutes les femmes. Dimanche 13 de Juin les deputez de votre ville de Mons revinrent et rapporterent un traité fabriqué par les Ducs de Bourgogne et de Brabant en labsence de ma mere et à son inscu, comme elle men a fait assurer par maitre Gerard son chapelain. Comme elle ne scavoit quel parti prendre ni quel conseil donner, elle me prie de consulter le conseil de la ville de Mons. Le lendemain 14 du mois je fus a lhotel de ville, ou je leur fis remontrer qu'a leurs prières vous m'aviez laissee a votre depart sous leur garde pour vous en rendre bon compte, comme doivent faire des sujets

Vergeefs! geene hulp, zelfs geen antwoord van Humphrey zou uit Londen komen... de ontknooping, de schandevolle ontknooping van het staatkundig drama was nabij.

Een andere, korte brief, gericht aan haren neef den paltsgraaf Lodewijk, destijds ook te Londen, werd denzelfden bode, die bij een hertog van Gloecester moest gaan, toevertrouwd, maar Jacoba, aan alle kanten door vijanden en bespieders omringd, vernam weldra dat haar bode in de handen der Brabanders was gevallen en de beide brieven aan Philip van Burgondië overhandigd waren [1].

fideles et engagez par un serment solennel fait devant le tres saint Sacrement de lautel et sur les saintes Evangiles; ils me repondirent quils netoient pas assez forts pour me defendre contre mes ennemis et que mes gens vouloient les assassiner. La dessus il se fit une emeute à l'instant, et malgré moi ils prirent Maquart, un de vos sujets, et lui firent trancher la tête sur le champ. Ensuite ils prirent tous ceux qui vous aiment et tiennent votre parti, tels que Bardoul de la Porte, Collart son frère, Gille de la Porte, Jean du Bois, Guillaume de Leuze, Samson votre sergent, Pierre Baton, Sandrart Dandre et plusieurs autres, jusques au nombre de deux cens cinquante. Ils vouloient prendre le tresorier, Louis de Montfort, Haulnere, Jean de Fresne et Estiennes d'Hestre, quils nont pas encore pris, et je ne scai ce quils feront dans la suite. De plus ils me dirent hardiment que, si je ne consentois au traité fait, ils me livreroient entre les mains du Duc de Brabant. Selon le traité, je nai plus que huit jours pour aller en Flandre, ce qui m'est bien dur; d'autant plus que je nespère plus de vous voir, si vous ne vous pressez de me venir secourir. Vous êtes mon unique appui, ma joie en ce monde et c'est pour lamour de vous que je souffre tout ce que je souffre ici... »

(Van Mieris, IV, 134.)

[1] « Phelippe, duc de Bourgoigne, conte de Flandres *etc.* A tous ceulx qui ces presentes lettres verront, salut. Comme pour faire cesser la guerre, qui est presentement ou pays de Haynnau, notre tres chier et tres ame cousin le duc de Brabant et de Lembourg, conte de Haynnau, de Hollande et de Zellande, ait nagaires par notre moyen accorde certains poins et articles contenuz en la cedulle sur ce faite en notre ville de Douay, dont la teneur sensuit. Premierement que madame Jaques de Baiviere, dame heritiere du dit pays de Haynnau, estant presentement en la ville de Mons, sen pourra seurement venir ou pays de mons[r] de Bourgoigne et illec soubz sa main demourra et se tenra jusques a ce que en court de Rome soit sentence donnee sur le proces estant en icelle court, entre mons[r] de Brabant et ma dite dame ou que par la mort de lun deulx, le dit proces soit determiné, et pour soustenir cependant son

De week verstreek zonder hoop, zonder uitzicht op hulp; de vorstin moest zwichten voor het geweld en het verraad. Den 8 Juni werd door Jan en Philip het verdrag van Dowaai te Rijsel

estat, sera prinse une somme dargent convenable, sur les pays de Haynnau, Hollande et Zellande, et tout sans prejudice du dit proces et de la cause pendant en la dite court de Rome. Item que mons^r le duc de Brabant sera restitué a la possession du dit pays de Haynnau et en aura lobeissance, ainsi que a seigneur de pays appartient, lesquelles possession et obeissance se prendront par mon dit seigneur de Brabant ou autres quil lui plaira a ce commettre, sans ce que par lui ou eulx soit faite aucune punicion criminelle ou civile, et icelles possession et obeissance ainsi prinses, mon dit seigneur de Brabant commettra un seigneur notable aggreable a monsieur de Bourgoingue au gouvernement dudit pays de Haynnau, qui aura puissance de par mon dit seigneur de Brabant de mettre capitaine es villes et forteresses du seigneur et autres du dit pays de Haynnau, se besoing est, lequel gouverneur promettra de bien et loyaulment garder ledit pays de Haynnau et les privileges, franchises et libertes dicellui, et durera ledit gouvernement jusques a ce que le dit proces sera décidé, ou que par la mort de mon dit seigneur de Brabant ou de ma dite dame icellui proces sera terminé, pendant lequel temps ma dite dame doit demourer es pays de mon dit seigneur de Bourgoingne, et soubz sa main comme dessus est dit, et sil avenoit que ledit gouverneur alast de vie a trespas, ou ne fist boin sen devoir, ou quil se volsist deschargier dudit gouvernement, mon dit seigneur de Brabant commettra un autre en sen lieu, aggreable a mon dit seigneur de Bourgoigne. Item que abolicion generale sera faite ou dit pays de Haynnau de toutes paines criminelles et corporelles, et de toutes confiscacions de biens, mais pour faire punicion civiles sur ceulx qui ont estet coulpables des nouvelletez, maulx et inconveniens aucuns ou dit pays de Haynnau, seront commises par mon dit seigneur de Brabant quatre notables personnes, dont mon dit seigneur de Bourgoingne nommera les deux. Lesquelles quatre commis, avec le gouverneur, se informeront diligemment des diz coulpables, et feront les dites punicions civiles selon ce quil leur semblera expedient et raisonnable, et sils treuvent que aucuns deulx en soient a bannir hors dou pays, faire le pourront, et ou cas aussi que aucuns des dits delinquans sabsenteroient dou dit pays de Haynnau ou ne vouldroient comparoir par devant les gouverneur et commis desus dits, pour ester a droit, mon dit seigneur de Brabant pourra faire prendre et mettre leurs biens en sa main pour en joir jusques a ce quils venront ester a droit par devant iceulx gouverneur et commis, et est a savoir que les deux des dits commis en absence ou pour occupacion des autres deux porront besoignier es choses desus dites avec le dit gouverneur, pourveu toutesfvoyes, quil y ait un de ceulx que mon

bezegeld [1] en vijf dagen later zou Jacoba de hoofdstad van het tot gisteren verkleefde, eilaas! nu ook trouweloos geworden Henegouw, verlaten. Noch Jacoba, noch hare moeder wilden, door goedkeuring van 't verdrag, eenig recht des vijands erkennen.

De vorstin verzocht acht en twintig wagens, benevens paarden voor twee rijtuigen, voor 't vervoer harer goederen [2]; zij vroeg en bekwam ook den terugkeer van acht en twintig dienstlieden, door haar ter bewaring van Sint-Ghislain afgestaan. Daarentegen werd het bevel uitgevaardigd, dat niemand, buiten haar gevolg, met haar vertrekken mocht. Zestien beroemde ridders [3], ieder met zijne talrijke dienaren, kwamen den 13 Juni, om 1 ure na den middag, de vorstin aan 't Naasterhof te Bergen afhalen om haar naar Gent te geleiden. Bij hen voegden zich nog Jacoba's krijgsoversten, Lodewijk, heer van Montfoort, en de heer van Steenkerke, benevens de heer van Herinnes en andere ridders en edelen, die Jacoba slechts op het uiterste oogenblik verlaten wilden.

dit seigneur de Bourgoingne aura nommez et un des autres. Nous qui desirons que la dite guerre puist cesser ou dit pays au bien et relievement dicellui, requerons a tous ceulx quil peut ou porra touchier et appartenir que les dis poins et articles et chacun deulx tiengnent et gardent, facent tenir et garder selon leur fourme et teneur, sans faire ou aler ne souffrir estre fait ou aler a lencontre en aucune maniere. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre notre seel de scire, en labsence du grand, a ces presentes. Donné en notre ville de Lille le VIIIe jour de Juing lan de grace mil quatre cens vint et cinq. »

(Archief van Bergen, overgedrukt in het werk : *Particularités curieuses sur Jacqueline de Bavière*, bl. 143-146.)

[1] Zie MONSTRELET.

[2] « Premiers que pour mener ses meubles et jeulviaux et baghages, elle euist XXVIII kars de coruwee.

» Item des chevaus pour mener II carios. »

(*Résolutions du conseil de ville*, n° 1. — Stadsarchief van Bergen.)

[3] Te weten de prins van Oranje, de heer van Antoing, Jacob de Cortramble, Boudewijn van Lannoy, gouverneur van Rijsel, de Brabanders de Naisho, Hendrik van der Leke en de heer van Rotselare (Rochelaire ?), de heer van Masmines en Adriaan de Vallins (Vilain ?) (vanwege den hertog van Burgondië); de heeren van Edingen, Vertain en de la Mongoie (namens den hertog van Brabant); Godfried Clauwet en Jan van Luxemburg, gouverneur.

Aan de stadspoort, langs welke de hertogin vertrekken zou, stond eene sterke wacht. Men reed haastig naar eene andere poort en kwam te midden van het Brabantsche kamp. Jacoba had reeds veel verduurd, allerlei vernederingen en beschaming onderstaan, maar in handen komen van den Burgondiër, die de macht had gehad haar te redden, doch koelbloedig in 't verderf had gestort, dat zou zij beproeven te ontkomen. Nog eene poging wilde zij wagen, zelfs bij den eerloozen, laffhertigen man, door wiens schuld zij van ongeluk tot ongeluk, van misstap tot misstap was gedaald. Hare oude vrienden, den graaf van Nassau en den heer van Hezewijk ontmoetende, bad zij hen, met tranen in de oogen en bevend van angst, hertog Jan uit haren naam te verzoeken haar in Brabant te laten, onverschillig in welke stad of kasteel, mits zij maar niet onder bedwang moest komen van den Burgondiër. Vergeefsche poging! de Brabander, wiens lage wraakzucht nu zegevierde, was niet te vermurwen : Jacoba moest naar Gent.

Hare vrienden zouden echter nog éene kans tot hare redding wagen. Omtrent Aath sprong eene bende Jacoba'sgezinden op haar geleide en trachtte haar met zich mede te voeren. De prins van Oranje was echter tegen elke verrassing gewapend; met de 500 mannen zijns gevolgs sloeg hij de opgedaagde redders uit de baan.

't Was dan beslist : ook de laatste kroon, die Jacoba op het jeugdige hoofd was gebleven, moest verruild tegen den doornen krans des ongeluks en der verlatenis. Zwaar zou zij hare misslagen boeten!

VIII

Overdracht van Holland en Zeeland aan hertog Philip. — Jacoba vlucht naar Holland. — Glocester zendt haar eene hulpbende. — Neerlaag der Engelschen. — Worsteling van Jacoba met hertog Philip. — Eindelijke uitspraak van den Paus. — Jacoba staat het beheer harer graafschappen af aan Philip.

Jan IV, van Dowaai naar Brabant terugkeerende, deed zich te Valensijn en te Bergen plechtig onthalen en stelde Jan van Luxemburg als stadhouder van Henegouw aan. In zijne hoofdstad teruggekeerd, gelastte hij onmiddellijk een aanzienlijk gezantschap naar Rome te trekken en bij den paus aan te dringen de huwelijkszaak zoo spoedig mogelijk klaar te maken.

Philip van Burgondië was tot hiertoe te wel geslaagd in zijne politieke plannen dan dat hij op den ingeslagen weg niet zou voortgaan. Graaf van Vlaanderen en Artois, hertog van Burgondië, reeds half meester van Henegouw, Holland, Zeeland en Friesland, was hij de naaste bloedverwant van de Nederlandsche vorsten, die op dit tijdstip meest kinderloos waren. Was 't geen schoone droom, de zoo rijke en machtige vorstendommen van Nederland te vereenigen onder éenen schepter, alle tot éen rijk te maken, hetwelk in macht en aanzien voor geen ander in Europa zou behoeven de vlag te strijken? Door sluwheid en geweld had hij in menig gewest reeds voet gezet; door sluwheid en overmacht van wapenen zou hij de groote taak zijns levens wel ten einde weten te brengen en den titel van « groote hertog van het Westen » wel verdienen.

De omstandigheden zouden den Burgondiër uitermate meevallen. Een Engelsche banneling, omtrent dien tijd te Bergen gekomen, had er verteld dat het Engelsche volk, zich vernederd en gekrenkt achtende over den weinig eervollen veldtocht van Humphrey in Henegouw, geheel in opschudding was gekomen; dat overal de kreet weerklonk, die schande zoohaast mogelijk door eene reeks overwinningen uit te wisschen. De hooge bestuur-

kringen, evenals de volksstanden, hadden daaromtrent maar één gedacht. Het Parlement had 80,000 gouden schellingen en 20,000 ruiters en boogschutters ter beschikking van den hertog van Glocester gesteld, terwijl de koning van Schotland, met Humphrey's nicht verloofd, zich mede gereed maakte om met 8,000 man over zee te steken, uit Ierland eene gelijke hulpbende was beloofd en al het Engelsche krijgsvolk in Normandië zou opbreken om naar Nederland te trekken.

Deze tijdingen kwamen met bliksemsnelheid van Henegouw naar Brabant, en niet alleen het volk, maar ook Jan IV werd bevreesd dat hij in zijne eigene staten zou aangerand worden. Niet wetende hoe al die gewesten tegen den Engelschman te verdedigen, en onbewust of Humphrey den kamp in 't noorden of in het zuiden voeren zou, oordeelde de Brabander het geraadzaam om Holland, Zeeland en Friesland aan zijnen neef, den hertog van Burgondië, op te dragen. Dit opzet vond evenwel veel tegenstand. De Brabantsche steden, edelen en geestelijkheid raadden een uitstel aan, doch Jan IV hield vol. Er waren verscheidene landdagen noodig te Brussel, Mechelen, Brugge, Gent en Dendermonde, waar de afgevaardigden dier verschillige landen beschreven waren en de bezwaren tegen het vooruitgezette ontwerp toch niet uit den weg konden geruimd worden. Daarop verschenen de Burgondische en Brabantsche raadsleden te Dendermonde met een ander plan : Jan IV zou den Burgondiër, als naaste erfgenaam van Jacoba, het ruwaardschap of regentschap over de drie noordelijke landen, voor den tijd van twaalf jaren, afstaan, en de brief daartoe werd den 19 Juli 1425 bezegeld. Den 25 derzelfde maand — Jacoba's verjaarfeest — zond de hertog van Brabant opene brieven aan die van Holland, Zeeland en Friesland, waarbij hij hun beval aan Philip van Burgondië onderdanig te zijn.

Terwijl dit alles plaats had, zat Jacoba van Beieren wezenlijk gevangen in 't oud Posternehof te Gent [1], een sterk, somber

[1] Despars beweert, dat zij in *'t hof te Walle,* 't nieuw paleis der graven van Vlaanderen, gevangen zat; andere schrijvers, daarentegen, spreken van 't oud grafelijk Steen, of Gravenkasteel.

kasteel, met hooge muren, torens en breede wallen, en welks uitzicht en droevige eenzaamheid zoo weinig geschikt waren om haar treurig gemoed te verhelderen en op te beuren.

Gansch overgegeven aan de willekeur haars ergsten vijands, beroofd van al het hare, was de fiere vorstin nu verplicht het genadebrood te eten, dat haar waarlijk niet te mild werd voorgezet... Zij, die weleer de prachtigste hofhouding had, giften en aalmoezen uit kon deelen volgens believte, bezat nu zelfs de middelen niet om de boden harer moeder, die haar bijwijlen eenig geschenk zond, de minste belooning te geven [1]. Alléen zat zij in haar gevang, alléen met hare smart en vernedering, afgescheiden van de wereld, nog erger dan in 't dichtst gesloten kloostersticht, waar de Zusters, boven de genade, voor 't volbrengen hunner roeping, van hooger verleend, onder boetedoening en gebed nog door onderlinge liefde aan elkander zijn gehecht, elkander opbeuren, vertroosten en steunen.

Alles wat Jacoba in hare akelige gevangenis van de buitenwereld ter oore kwam, bracht vermeerdering van lijden en kommernis. De listige staatkunde van Philip van Burgondië, het laf en schandig gedrag van Jan IV, die hare moeder beroofd had van hare juweelen, haar huwelijks- en weduwgoed, omdat zij 't verdrag van Dowaai niet erkennen wilde, het wegblijven van Glocesters troepen, de onzekerheid nopens den uitslag van 't huwelijksproces [2], wat al redenen om de nachten in slapeloosheid over te

[1] Wagenaar, III, 510.

[2] Eene der eerste zorgen van Jacoba, na hare aankomst te Gent, was, Humphrey van Glocester te verzoeken hare huwelijkszaak te Rome te doen vooruitgaan :

« Le mardy xix[e] jour dou mois de Joing... se party li dis recepveres de la ville de Gand, et en alla à Londres vers mondit signeur (*le Duc de Gloucestre*) pour a lui remonstrer lestat de madite dame, et comment le avoit convenut partir de sa ville de Mons; ossi remonstra comment il estoit necessité de envoyer en court de Rome et autres coses, dont il estoit chargie, et raporta a madicte dame comment mondit signeur avoit envoyet en ladicte curt de Rome... » (*Recette générale du Hainaut*, 1424-1425. — Archief van 't Noorderdepartement te Rijsel.)

brengen, of gekwollen te worden door zwarte droombeelden; wat al redenen tot geklag, tot onmoed en vertwijfeling!

En alsof dit alles nog niet genoeg ware, werd haar nu nog in 't geheim eene tijding medegedeeld, die haar gemoed met angst en afschrik vervullen moest; men zegde, namelijk, dat het plan bestond om haar van Gent naar Rijsel te voeren, waar zij in het kasteel eene eeuwigdurende gevangenis zou moeten onderstaan... Te allen prijze, en wel zoo spoedig mogelijk, moest Jacoba trachten zich los te maken uit het net, hetwelk men nog dichter om haar heen wilde spannen. Met hoeveel gevaren hare poging tot bevrijding ook zou gepaard gaan, hoe macht- en weerloos zij zich ook wist, zij zou alles er aan wagen. In 't geheim wist zij eenen vertrouwden dienaar, eenen harer beste vrienden, naar Holland te zenden, namelijk Dirk van Merwede, den onverschrokken verdediger van 't kasteel te Geertruidenberg tegen Jan van Beieren. Deze ridder maakte de aanleiders der Hoeksche partij met het droevig lot en de nog ergere toekomst van Jacoba bekend, en drong in haren naam aan, te beproeven haar te verlossen. Twee Hoeksche edellieden, Arnout Spierinc en Voss van Delft, namen de taak op zich naar Gent te trekken en den wensch der ongelukkige vorstin te vervullen.

De kroniek zegt niet hoe de beide mannen te Gent met Jacoba in verstandhouding kwamen; hoe zij in de groote, hun gansch onbekende stad al de noodige schikkingen troffen en een aanzienlijk poorter, Victor van der Zickelen, bewegen konden der vorstin eene genoegzame somme gelds te leenen om in de behoefte der vrij groote en gevaarvolle reis te voorzien [1]. Den vrijdag 31 Au-

[1] Het geld werd hem twee jaren nadien teruggegeven door Jan du Moulin, ontvanger van Vloersberge en Lessen:

« Je, Victoer de la Faucille, confesse avoir receu par la main de Jehan du Moulin, receveur de Floerbercus et de Lessines, de ma tres-redoubté dame, la duchesse de Baviere, contesse de Heynay, Hollande et Zelande, en la nom de madite dame, la somme de quarantte quattre livrez de groz pour la plaine paye de tout largent que je prestoie à ma dite dame, quant elle parti derreinement de la ville de Gand, en or et en blanque monnoye; de laquelle dite somme de XLIIII l. groz et de tous aultres argens et sommes je, Victoer dessusdit,

gustus 1425, omtrent den avond, wist Jacoba, met eene harer dienstvrouwen, beide in mansgewaad, door de wacht en buiten de poort van 't grafelijk slot te geraken, vanwaar een met de zaak vertrouwd persoon haar geleidde tot aan de stadspoort [1]. Hier wachtten haar de twee edellieden met de paarden, en nu ging het in vollen rusteloozen ren tot aan het Vlaamsche Hoofd, waar de viertalige troep tegen den ochtend aankwam, de Schelde overstak en van Antwerpen voorts in eenen wagen naar Breda en verder naar Holland reed. Bij het aanbreken van den vierden morgen was de kleine troep zonder de minste hindernis of ongeval in de stad en 't kasteel van Vianen, beide behoorende aan eenen verkleefden Hoekschgezinde.

De tijding der ontvluchting ontving Philip in Holland zelf, waarheen Jacoba zich begaf. Zij werd hem reeds den volgenden dag aangebracht door de schepenenboden der stad Gent, Jan Damman, de Grave en Jan Mayaert, die meteenen tot last hadden Jacoba op te zoeken [2].

me tieng pour content et bien payet, et en quitte ma tres redoubté dame, Jehan du Moulin, leur devant dit receveur, et tous aultrez à qui quittance appartient. Tesmoing del verité je, Victoer dessus nommé, ay mis et pendu mon zeel à ce présentes, le XXII jour de février, lan mil quatre cens et vingt sept. »

(*Trésorerie des chartes de la Chambre des comptes de Flandre,* in 't Rijksarchief te Brussel.)

[1] Volgens Despars zou Jacoba uit Gent gevlucht zijn in « een scamele manshabijte, met een cruke water up haer schouders. » De volgende regelen uit de algemeene rekening van Henegouw, over 't jaar 1424-1425, melden ons den dag der ontvluchting en welke gedachte Jacoba eerst bezielde :

« Le dimanche II[e] jour de Septembre ensuiwant se parti de ladicte ville de Gand Pieres, li clers doudit recepveur et sen alla en Engleterre vers mondit seigneur, quil trouva sour le chemin de Waltem... pour à lui dire le partement de madicte dame de la ville de Gand, *qui fu le venredi, par nuit, darrain jour dAoust,* et lui venut dales (*aupres de*) mondit signeur, par son command, retourna ou pays de Hollande, ou quel trouva ma dicte dame en la ville de le Goede, à laquelle il raporta lettres de mondit signeur... »

(*Archief van 't Noorderdepartement te Rijsel.*)

[2] « Item Jan Damman, messagier, reed den eersten dach van Septembre te

Men begrijpt met welke vreugde de getrouwe bevolking de weerkomst der zwaarbeproefde vorstin vernam; wat luid gejubel, welke hartelijke wenschen voor haar ten hemel stegen. Te meer mocht men zich verheugen in het feit, daar uit Schoonhoven de tijding kwam dat de Kabeljauwschen deze stad, na ongeveer zes maanden beleg, hadden moeten verlaten. Schoonhoven onthaalde de vorstin op de plechtigste wijze en zwoer haar opnieuw trouw en onderdanigheid. De Hoekschen werden ter algemeene heirvaart opgeroepen.

Weldra was er rond Gouda en ook in Zeeland een aanzienlijk leger bijeen; Utrecht en de steden van Overijsel verzochten met de Hoekschen een nieuw verbond. Van hunnen kant bleven de Kabeljauwschen niet met gekruiste armen staan, maar richtten zich alom opnieuw in. Philip van Burgondië sliep evenmin. Zijne vloot was in 't begin van September aan de Hollandsche kust.

Niet zonder onrust en kommer had de hertog van Bedford de beweging gevolgd, welke in Engeland uit wraakzucht tegen Philip van Burgondië was ontstaan. Nu Jacoba uit haar gevang ontvlucht was en zij Humphrey bij zich had geroepen, wilde hij beproeven om den tweestrijd tusschen hem en den hertog van Burgondië, welke onvermijdelijk scheen, te voorkomen. Hij riep dienvolgens te Parijs eenen grooten raad van bisschoppen, abten, baronnen en graven bijeen, wien hij de quaestie onderwierp of het tweegevecht te dulden was. Na lang beraad besloot de doorluchtige vergadering dat er geene genoegzame redenen bestonden om den kamp te gedoogen. De paus, van zijnen kant, dreigde den hertog van Glocester met den kerkelijken ban, indien hij het

Grevenijnghen ende daer omtrent, om te zoukene mer vrauwen van Hollant, van VI daghen, VIII s. gr.

» Item ghegheven denzelven van I perde, dat hy huerde up den wech, II sc. VI d. gr.

» Item Jan Mayaert reed ter zelver stede omme de zake vors., VIII sc. gr.

» Item ghegheven denselven van I perde, dat hy huerde up den wech, II sc. VI d. gr.

» Item de Grave, messagier, reed ter zelver stede omme de zake vors., VIII s. gr. » (*Stadsrekening van Gent*, 1425-1426.)

tweegevecht aanging, en maande bovendien al de christene vorsten van Europa aan om niet te dulden dat het gevecht in hunne wederzijdsche Staten zou plaats hebben. Het Engelsch parlement, eindelijk, ondersteunde den opperkerkvoogd door de koninginnen-moeders van Frankrijk en Engeland, benevens den regent, aan te manen, dat zij zouden trachten dit persoonlijk geschil op minnelijke wijze te vereffenen.

De hertog van Glocester onderwierp zich aan de beslissing van den Franschen raad, doch Philip van Burgondië verklaarde, trots allen, zich met hem te willen meten.

Gedurende anderhalve maand maakten de partijen in Holland zich ten strijde gereed. Hertog Philip was uit Holland naar Vlaanderen teruggekeerd, doch den 12 September met de afgevaardigden der Staten weer derwaarts vertrokken om te pogen eenen vrede mogelijk te maken [1], willende door dit middel de groote gemeenten van beide gewesten gunstig voor hem stemmen. Beide partijen waren even vurig, even begerig naar den slag, maar de kansen schenen voor elkander niet gelijk. De geldelijke hulp, die Jacoba uit Londen ontving, was veel geringer dan hetgeen Philip van Burgondië beschikbaar had; van de andere zijde waren hare veldoversten, Jan van Montfoort, Dirk van Merwede, Willem van Brederode, Willem Nagel en anderen wel koen, onversaagd en dapper, doch niet zoo ervaren in de krijgszaken als de veldoversten van den Burgondiër : Jan van Luxemburg, Jan van Villers, de bastaard van St.-Pol, Lyonel van Bournonville en anderen. En toch, niettegenstaande deze dubbele ongelijkheid waren de

[1] « Item scepenen Joos Vijd, Jacop Eeckaert, Jan Cricke ende met hemlieden meester Heinric Uten hove troeken den XII^{sten} dach in Septembre int gheselscip van onzen gheduchten heere te sinen neerensten versouke, beden ende begheerte, bij overeendraghene vanden vier leden ende bij wetene vanden goeden lieden vander stede in Hollant ende in Zeelant, ghelast omme hemlieden te pinene te sprekene ten payse tusschen onzen gheduchten heere ende mire vrauwen van Hollant, ende waren ute hem XXV^{ster} omme de bewaernesse van hemlieden, mids dat dland was vul van orloghen, ende mids dat zij ghesonden waren van onzen gheduchten heere te Utrecht, CLXXI daghen... » *enz.* (*Stadsrekening van Gent,* 1425-1426.)

Hoekschen vol hoop en moed, verbeidde Jacoba onverschrokken den vijand, altijd in de verwachting der Engelsche hulptroepen. Zij versterkte zich te Gouda, door het omliggende land gedeeltelijk onder water te zetten, maar zag de Kabeljauwschen juist aan die zijde, waar de toegang tot de stad niet was belemmerd, op haar afkomen. Jacoba, blijde eene gelegenheid gevonden te hebben om hare hardnekkige vijanden eindelijk te kunnen het hoofd bieden, trok met eene betrekkelijk geringe manschap uit, die door de Stichtschen van Utrecht versterkt werd. Den 21 October 1425 werd men handgemeen bij Alphen, aan den ouden Rijn. Deze plaats, voorzien van eene sluis, welke het binnenlandsch verkeer op eenen der voornaamste waterwegen des lands openen of sluiten kon, was een strategisch punt van belang. Jacoba won den slag, en de tijding harer overwinning drong in juichkreten door al de gouwen, uit de kasteelen en boerenhuizen, waar eene Hoeksche borst voor 't recht der moedige vorstin klopte.

Deze eerste zege vond zelfs weerklank te Londen. Humphrey, nog altijd driftig naar weerwraak, hoewel veeleer voor zijne eigene dan voor Jacoba's eer, verwekte in Engelands hoofdstad een klein oproer tegen den bisschop van Winchester, die den meesten invloed had en tot hiertoe de nieuwe onderneming van Glocester uit al zijne macht had tegengewerkt. Hij kreeg de overhand, wist nu van zijnen broeder den koning 5,000 mark te bekomen, trok zijne aangewerfde benden saam, opgeleid door goedgeoefende ridders, en liet in 't begin van November zijne vloot van vier en twintig vaartuigen, met ongeveer 2,000 man, onder 't opperbevel van lord Fitz-Walter, naar Zeeland afvaren.

Philip van Burgondië was inmiddels vooruitgetrokken aan 't hoofd zijner Burgondiërs, Picardiërs en Vlamingen. Dordrecht, Rotterdam, Delft, Amsterdam, Haarlem, 's-Gravenhage en Leiden openden hem hunne poorten; Gouda, Oudewater, Viane en Schoonhoven bleven getrouw aan Jacoba en zwoeren met haar te willen leven en sterven.

De Engelsche vloot wierp het anker vóor Brouwershaven en bemachtigde die stad. Bij haar voegden zich dag aan dag talrijke

benden Hoekschen, uit alle kanten van Zeeland opgedaagd, en die niet alleen de Kabeljauwschen, maar ook de Vlamingen, waar zij die ontmoetten, uitplunderden, zoodat de Staten van Vlaanderen het weldra noodig oordeelden der Engelsche regeering vergoeding te vragen voor de geledene verliezen [1].

Fitz-Walter was ongeduldig. De vloot van Jacoba, die zich bij de zijne voegen moest, niet in 't zicht hebbende, besloot de Engelschman eenige schepen naar Gouda te sturen, waar de vorstin verbleef; maar niet bekend met het vaarwater, geraakten de bodems op zandplaten, waar zij door den heer van Gaasbeek, een der ervarenste bevelhebbers van Philip van Burgondië, en die met zijne manschap op lichte booten genaderd was, werden aangerand. Het gevecht was den Engelschen niet gunstig : 300 hunner sneuvelden dien dag of werden gevangen genomen.

Op deze kleine nederlaag volgde kort nadien eene meerdere. Nauwelijks had Philip van Burgondië bericht van deze eerste ontmoeting, of hij raapte al zijne beschikbare macht bijeen, bemande eene vloot en toog er mede naar Brouwershaven. Den 13 Januari 1425 (o. s.) verscheen hij vóor die stad. Hij deed zijne krijgers aan land stappen en ontmoette er de Engelschen. De strijd was hevig en duurde schier den ganschen dag. Van weerskanten vocht men als dapperen, en lang bleef de zegepraal onbeslist. De bloem der Burgondische ridders was gevallen, en hertog Philip zelf zou, zonder de heldhaftige pogingen van den Gentenaar Jan Vilain, een man van reusachtige gestalte en ongemeene kracht, het zand hebben gebeten. Tot hiertoe was al het voordeel aan de zijde der Engelschen, maar niet zoodra had de vreeslijke strijdbijl des Gentenaars den vorst bevrijd van de rond hem dringende vijanden, of Philip rent, met wanhopigen drift, vooruit, gevolgd door zijne ruiters, die als een storm door de Engelsche gelederen

[1] « Item meester Zegher de Worem reed den XXVIIIsten dach in Octobre int gheselscap van ons gheduchs heeren edelen rade, metgaders Jacoppe Remghote, uter name van den vier leden, in Ingheland, omme te heesschene de restitucie van der scade, die dIngelsche daden up de Vlaminghen, van LXXX daghen, x s. gr. sdaechs... »

(*Stadsrekening van Gent.*)

heenbreken, daar verwarring en schrik doen ontstaan en ten laatste hen aan 't wijken brengen. Toen de avondschemering neerviel lagen ongeveer 1,500 strijders aan en op de dijken en op de aanpalende vlakte levenloos uitgestrekt en dreunde het Burgondische zegelied 300 vluchtende Engelschen achterna. Tot deze laatsten behoorde Fitz-Walter.

Deze nederlaag was den Hoekschen een allernoodlottigste slag. Philip maakte er gebruik van, toen het Zeeuwsche volk nog onder den indruk stond dier gewichtige gebeurtenis, om de belangrijke stad Zierikzee te bemachtigen (13 Maart). Vandaar toog hij naar den Briel en 't land van Voorne, waar hij zich huldigen deed, en werd zoo meester van de Zeeuwsche eilanden, liggende tusschen zijn Vlaanderen en zijne bezittingen en krijgsmacht in Holland.

Inmiddels had Philip van Burgondië, op dringend verzoek van Jan IV, en meer of min beducht voor het hardnekkig verzet der Hoekschen, wier rangen dag aan dag door de wederkeerende ballingen werden versterkt — een verbond van wederzijdsche hulp en bijstand met den Brabander tot stand gebracht [1].

Te gelijk met de aanzienlijke voordeelen, door de vernielende

[1] « In nomine Domini, Amen. Noverint universi hoc presens publicum instrumentum inspecturi. Ex anno ejusdem Domini millesimo quadringentesimo vicesimo quinto secundum stilum et modum stribendi in civitate et dyocesi Cameracensi, indictione quarta, mensis marcii die prima pontificatus sanctissimi in Christo patris et Domini nostri domini Martini divina providencia pape quinti anno suo nono, illustrissimi potentissimi que principes et domini domini Philippus dux Burgundie, comes Flandrie, Arthesii et Burgundie, palatinus de Salinis et Mechlinea dominus, et Johannes Dei mediante gracia dux Lotharingie, Brabancie et Lymburgie, sacri imperii marchio, comes Hannonie, Hollandie, Zelande et dominus Frisie, non per errorem aut improvide sed ex eorum certis negotiis causis que ad hoc ipsos moventibus, coram nobis notariis juratis et testibus subscriptis sibi invicem subjugaverunt et obligati sunt de presenti prout in eorumdem litteris desuper confectis habetur manifeste talibus videlicet modum et forma quod ducem Glocestrie, Jacobam de Bavaria dicti domini ducis Brabancie sotiam et cognatam et exules seu bannitos patriarum et terrarum Hollandie, Zelandie et Frisie insuper in eorum dominiis patriis sive terris non recipient aut ab aliis eorum subditis acceptare permittent occulte vel manifeste neque etiam predictis seu prefatorum alicui victualia, arma aut aliqua alia providenciarum genera aut guerrarum susta-

macht of den betooverenden glans van Philips wapenen behaald, kwam eene overwinning van gansch anderen aard, even gewichtig : de paus had eindelijk uitspraak gedaan ten *possessoire* in

menta ex prefatorum dominorum Philippi Burgundie et Johannis Brabancie ducum vel ex prefatarum patriarum aliqua poterunt se qui aut aliquo modo deliberari vel ministrari dummodo tamen prefati duces videlicet Philippus Burgundie et Johannes Brabancie alter ab altero fuerit requisitus contra prefatos suos inimicos et eorum quemlibet suis cum potenciis, subsidium, auxilium pariter et favorem ministrabunt predicta vero et omnia infrascripta promittentes et obligantes sibi invicem fide et principatuum eorumdem sub honore quod ex leges bannitos et exules predicti ex eorum patriis tam conjunctim quam divisim expelli facient et effugari sine mora. Et si qui prefatorum dominorum subditi bannitis et exulibus subsidium, consilium aut auxilium preberent vel assensum illos taliter corrigere debeant veluti necesse fuerit et videbitur expedire, in predictis autem agendis veluti in litteris obligatoriis presentis facti a prefatis dominis Philippo duce Burgundie et Johanne duce Brabancie concessis et eorumdem sigillis appenditiis et sigillatis a nobis notariis subscriptis visitatis et perlectis diligenter sanis integris non cancellatis non abrasis nec alicubi ut bene videbatur suspectis, sed omni prorsus vicio carentes et suspitione, talis vero per omnia continencie et tenoris.

» Philips, hertoge van Bourgongnen, grave van Vlaendren, van Artoys ende van Bourgongnen, Palatin heer van Salins ende van Mechelen, ende Johan, by der genaden Goide hertoge van Lothier, van Brabant ende van Lymborch, marcgrave des heyligen riicx, grave van Henegouwe, van Holland, van Zeelant ende heer van Vrieslant, doen cond allen luyden want die Hertoge van Gloucestre voir dese tyt by rade ende insette van somigen siinen vrienden off anders vrouwe Jacob van Beyeren, ons hertoge Jehans gesellinne, hertoginne ende gravinne der landen voirseid, affgetogen ende in den conineryke van Ingeland mit gewelde onthouden heeft tegen God ende tegen trecht van der heyliger kerken, ende daer uut niet content wesende, dair nae uut heercrachte gecomen is in den lande van Henegouwen om dat in te nemen ende ons hertoghe Johanne die possessie dair off te ontweldigen, om twelke te wederstaen, wy hertoge Philips voirnoemd, hebben onsen voirscreven neve van Brabant te siinre ernstiger bede ende verzoeke sulke hulpe ende bystandicheit mit onsen ridderen, knapen ende dienaren gedaen, so wy doch van bloits wegen sculdich waren te doene, dat wy daeromme, ende oick om des regiments wille der landen van Hollant ende van Zeelant, dat onse lieve neve van Brabant ons sindert in onsen handen geset ende overgegeven heeft, mede inder beede ende oirloge gecommen siin tegen den hertoge van Glocestre voirscreven, onse nichten van Brabant voirnoemd ende tegen den ballingen van Hollant ende van Zeelant ende allen haren hulperen ende medeplegeren, Soe est dat wy

't proces nopens Jacoba's huwelijk. Hij verklaarde dat de vorstin tegen alle recht en plicht haren echtgenoot Jan van Brabant verlaten en beroofd had van hetgeen zij hem verschuldigd was,

daeromme ende om salicheit, nutscap ende oirboir onser beyder landen, luyden ende ondersaten, ende dair wy bewint over hebben, mit malcander vriendelic ende gunstelic overdragen ende gelooft hebben ende by onser trouwen ende vorsteliker eere beloven mit desen brieve trouwelic ende volcomelic, elc den anderen in dese sake te stercken, te helpen ende by te staen mit alle onser macht tot alre tyt als onser een den andren des vermanen off an hem begeven sal, ende van noide wair tegen den hertoge van Gloucestre tegen onse gesellinnen ende nichten ende haren vrienden ende hulperen voirscreven, ende en zullen niet geheugen noch ghedogen dat onse vianden noch die ballinge ende voirvluchtige der landen van Holland, Zeelant ende Vrieslant voirscreven, voirtaen ontfaen, ghehuyst off gehoeft sullen worden in onse vorscreve landen noch oick hen eenige lyfftocht, hernasth, cruyt, bossen off andere provanden off gereetscip van oirlogen uut noch doer onse landen voirscreven sal mogen volgen off toe geschichket werden, mer sullen die selve ballinge ende voirvluchtige doen ruymen ende verdriven uut der selver onse landen ende corrigeren diegene offer enige waren die se secoursden in enige manieren als dat behoren zoude, alle aergelist uutgesceyden. Ende des te getuyge hebben wy onsen zegelen hier an doen hangen, ende onse name met ons selfs handen hier onder gheteykent. Gegeven tot Mechelen den eersten dage in Maerte int jaer ons heren dusent vier hondert vyff ende twintich ende waren aldus geteykent, by Minen here den Hertoge van Bourgoingnen. Dair bi waren mynen heren syn cancellier, de heren van Beaurevoir, van Comene, heren Philips, here van Borssel, here Rolland van Uutkerke, de heren van Charney, van Saligny, van Traues, van Massemine, here Henrick van Wassenare, here Jan van Horne, here Jan Chapellain, Floris van Borssel, Laurents van Cats, Andries van Thoulomon, Gillet van Arremude, Guy Guylbaut, meystre Joos van Steelland ende Jan Rasoir. Philippe. J de Gand, ende bi minen here den hertoge daer by waren mynhere die greve van Saint Poul, die here van Edingen, die joncheren van Nassow ende van Seyne, here Engelbrecht van Edingen, here Henrick van der Lecke, Johan van Glunet, die heren van Hoochstraten, die meystre van Chanteraine, die pevoisst van Camerick, Jan here te Boutershem, Willem van Montenaken, Arnt Stamelart van Uden, Jan van Woude, die heren van Lillo, here Claes van Sint Gorix, here Everart van der Hagen, Daniel van Ranst, Robyn Daule ende meer andere Jan P. de Dumo.

» Predictis omnibus et singulis a nobis notariis infrascriptis auditis visis intellectis et sane perceptis ad hoc rogatis specialiter et requisitis de premissis et infrascriptis hoc publicum confecimus instrumentum. Acta fuerunt hec Mechlinie in hospitio nuncupatur ter Couderborch ibidem anno indictione

en zij tot hem moest wederkeeren; edoch, om gewichtige redenen beval de paus, dat zij in bewaring zou gehouden worden bij haren bloedverwant Amedeus van Savooie. Dáar zou Jacoba, op

mense die et pontificatu quibus supra. Presentibus ibidem ex parte domini ducis Burgundie nobilibus potentibusque dominis, militibus et domicellis videlicet domino Nicolao Rolin, domino d'Anthume cancellario, domino Johanne de Luxembourg, domino de Beaurevoir, domino de Comines, Philippo domino de Borssel, Rolando d'Uutkerke, Petro de Bauffremont, domino de Charney, Anthonio de Salegny, domino de Traves, domino de Masmines, Henrico, domino de Wassenare, Johanne de Horne, Johanne de Puligny, dicto chapellain domino de Mota, Florencio de Borssel, Laurentio de Cats, Andrea de Thoulonjon, Egidio d'Arremude, Guidone Guilbaut, magistro Judoco de Steellant et Johanne Rasoir. Ex parte domini ducis Brabancie illustribus, nobilibus potentibusque dominis militibus et domicellis videlicet domino Philippo comite de Sancto Paulo et de Ligny, domino Petro de Luxembourg, comite de Conversan et de Brene et domino de Edingem, domicellis de Nasso et de Seyne, Engelberto d'Anghien, Henrico de Lectre, Johanne de Ghines, domino de Berges, Suprazomam domino de Hoochstraten, magistro de Chanteraine, magistro Cornelio, Proper preposito ecclesie Cameracensis, Johanne de Boutershem, Guillelmo de Montenaken, Arnoldo Stamelaert, domino de Uden, Johanne de Wonden, domino de Lillo, Nicolao de Sancto Gaugerico Evrardo de Dumo, Daniele de Ranst et Roberto Daule. Et quam pluribus aliis ad premissa vocatis rogatis specialiter et requisitis.

» Et ego Petrus Hacdorp comes palatinus Coloniensis diocesis apostolica ac sacri palacii causarum apostolici et imperiali auctoribus juratus tabellio et publicus notarius quod omnibus et singulis premissis dum sicut premittitur fierent et agerentur una cum Henrico de Usselroede est testibus prenominatus presens inter fui eaque sic fieri vidi et audivi id circo hoc presens publicum instrumentum per alium fideliter scriptum manu propria subscripsi ac signo et nomine meis solitis et consuetis una cum predicto Henrico de Usselrode meo in hac parte meo connotario signavi rogatus et requisitus in fidem et testimonium omnium et singulorum premissorum.

» Et ego Hericus de Uselrode Cameracensis dyocesis apostolica et imperiali auctoritatibus juratus notarius quod obligationibus promissionibus infrascriptis dum ut premittitur fierent et agerentur unacum prefato Petro Hacdorp comite palatino meo connotario et testibus premissis interfui ea que sic fieri vidi et audivi ideoque hoc presens publicum instrumentum aliena fideli manu scriptum inde confecimus, nomine et signo meis solitis et consuetis requisitus et rogatus signavi in fide et testimonium omnium premissorum. »

(*Rekenkamer te Rijsel.* — Oorspronkelijk stuk op perkament.)

hare eigene kosten, blijven, totdat, na behoorlijk onderzoek, de opperkerkvoogd ook een gewijsde ten *pétitoire* ter eindelijke beslissing der zaak zou hebben gegeven [1].

[1] « In nomine Domini amen. Pridem sanctissimus in Christo pater et Dominus noster Dominus Martinus divina providentia papa quintus quamdem expositionis sive supplicationis cedulam nobis Jordano miseratione divina episcopo albanensi sacro sanctae romanae ecclesiae cardinali de Ursinis tradidit hujusmodi sub tenore dignetur, sanctitas vestra causant et causas nullitatis et nullitatum praetensi matrimonii inter devotissimam E. S. V. dominam Jacobam ducissam Bavariae comitissam Hanoniae etc. et illustrem principem dominum Johannem ducem Brabantiae de facto contracti nec non divorcii et separationis ejusdem ac omnes alias quas premissorum occasione dicta domina Jacoba contra praefatum dominum Johannem movet et movere intendit committere alicui ex reverendissimis patribus sanctae romanae ecclesiae cardinalibus audiendis cognoscendis et fine debito decidendis cum omnibus emergentiis, jucidentiis, dependentiis et conexis et cum potestate citandi dictum dominum Johannem totiens quotiens opus erit et per edictum publicum in romana curiae et extra in locis vicinis affigendi cum non pateat ad cum tutus avessus non obstante quod forsan causa seu causae hujusmodi non siut de sui natura in curia romana tractandae et fiviendae seu alias devolutae et aliis contrariis non obstantibus quibuscumque et ulterius nobis vivae vocis oraculo commisit causam et causas in dicta expositionis sive supplicationis cedula contentas et designatas juxta ipsius commissionis sive suplicationis tenorem audiendas cognoscendas decidendas et sive debito terminandas cum omnibus et singulis emergentiis, jucidentiis, dependentiis et convexis et cum potestate citandi per editum publicum non tamen in romana curia sed in partibus in locis circum vicinis exequendi, publicandi et affigendi cujus quidem commissionis vigore nos Jordanus cardinalis judex et commissarius praefatus recepta praesens per nos sommaria informacione per quam juvenimus illustri principisae dominae Jacobae Bariae ducissae ac Hannoniae Hollandiae et Zelandiae comitissae principali in dicta expositionis sive suplicationis cedula principaliter nominatae aut alicui alteri pro eadem ad illustrem principem dominum Johannem ducem Brabantiae ex adverso principalem etiam in eadem expositionis sive supplicationis cedula principaliter nominatum pro citando ipsum in ipsius propria persona aut alias legitime tutum non patere accessum, id circo ad providivia magistri Johannis de scribanis in romana curia et ipsius dominae Jacobae ducissae principalis procuratoris et procuratorio nomine ejusdem prout de suae procurationis mandato legitimis constabat prout constat documentis instantiam praefatum dominum Johannem ducem Brabantiae principalem per edictum publicum extra romanam curiam et ad partes in certis locis circum vici-

Men begrijpt dat deze uitspraak allernoodlottigst voor Jacoba worden moest; wanneer de paus, het onfeilbaar hoofd der Kerk, Jacoba eene echtbreekster noemde, wie zou nog voor haar en

nis. Tunc expressis exequendum affigendum et publicandum citari mandavimus et fecimus quatenus certo peremptorio termino competente tunc expresso compareret in judicio coram nobis per se vel procuratorem seu procuratores suos ad causam sive causas hujusmodi sufficienter instructos cum omnibus et singulis actis actitatis, litteris processibus, scripturis, instrumentis, privilegiis, juribus et munimentis quibuscumque causam et causas hujusmodi concernentibus praefatae dominae Jacobae principali seu ejus procuratori legitimo pro ea et ejus nomine de et super omnibus et singulis indicta expositionis sive supplicationis cedula contentis de jure et justicia responsurus et ulterius in causa et causis hujusmodi ad actus singulos incumbentes usque ad prolationem deffinitivae sententiae inclusivae debitis et consuetis terminis et dilationibus praecedentibus praecessurus et procedi visurus aliisque dicturus, facturus, allegaturus et recepturus quod justum foret et ordo dictaret rationis cum certificatione quod sive indicto citationis termino compareret sive non nos nichillominus ad praemissa omnia et singula et alias prout juris foret procederemus ipsius citati absentia seu contumacia in aliquo non obstante prout in nostris inde confectis litteris plenius continebatur subsequenter vero prefatus dominus noster papa quamdam aliam commissionis sive supplicationis cedulam nobis Jordano cardinali judici et commissario praefatum per certum suum cursorem praesentari mandavit et fecit hujusmodi sub tenore: Exponitur sanctitati vestrae pro parte devotissimi vestri et sanctae romanae ecclesiae humillimi illustris principis Johannis ducis Lotharingiae, Brabantiae, Lemburgiae necnon comitis Hanoniae, Holandiae et Zelandiae atque Domini Frisiae quod licet ipse nuper de consilio suorum procerum ad sivem inter cetera majorum suorum populorum pacis et tranquilitatis cum illustri domina Jacoba divissa comitissa atque domina conjuge sua matrimonium solempniter contraxerit publice nemine contradicente illudque carnali copula subsecuta consummaverit rite cum eadem ac secum per non nullos annos, menses et tempora ut vir cum uxore legitima pacifice et quiete sine reclamacione quacumque cohabitaverit et ipsam insuper continuo maritali affectione tractaverit magnoque inhonore tenuerit tamen dicta domina vescitur quo spiritu dicta nuper de mense marcii proximo praeterito et ex tunc usque in presentem diem absque scitu et voluntate ducis praedicti ad extraneas partes et presertim in regno angliae se transportari fecit ac se a conjugio et societate hujusmodi absentavit dictum ducem contra canonicas sauciones in grave praejudicium ipsius et dominorum suorum predictorum domnum atque scandalum sui possessione corporis spoliando quare suplicatur humiliter etiam S. V. pro parte

den hertog van Glocester strijden willen ?... En alsof nog eens de waarheid moest bevestigd worden van 't woord der volkswijsheid : dat een ongeluk nooit alléen komt, werd uit Londen eene tweede

ducis praefati quatenus alicui ex reverendissimis in Christo patribus et dominis dominis sanctae romanae ecclesiae cardinalibus committere et mandare dignemini omnes causant et causas quam et quas idem dominus dux occasione praemissorum movet et movere intendit contra et adversus dictam dominam Jacobam divissam cum omnibus incidentibus dependentibus et convexis cum potestate citandi in curia romana et extra ad partes totiens quotiens opus erit non obstante quod dictae causae non fuit ad curiam legitime devolutae, nec in ea de juris necessitate tractandae et fiviendae cum potestate etiam eidem ducissae et eam sustinentibus sibique in hac parte adherentibus atque faventibus communiter et divisim etiam si regali aut alia profulgeant dignitatibus certum et peremptorium terminum sub excommunicationis suspencionis a divinis et interdicti sententiis ac aliis paenis formidabilibus praefigendis et assignandis infra quem reducant ipsam dominam ipsaque revertatur ad virum suum praefatum realiter et cum effectu ut cum ipso domino duce conjugali societate et affectu maritali cohabitet et praetractetur vel saltem dictis dominis inquorum territoriis ipsam existere contingeret seu continget mandantes etiam quatenus eam de suis dominiis sub praedictis paenis repeltant nec inibi eam stare permittans necnon et alium terminum etiam peremptorium competentem ex tunc statuendum infera quem doceant legitime coram eodem domino commissario se praecepto et commissione hujusmodi paruisse alioquin lapso dicto secundo termino ad videndum se sententias et paenas hujusmodi incurisse declarandi potestate concessa praemissa omnia et singula exequendi etiam per editum publicum in romana curia et extra in locis publicis citramare affigendum cum ad ipsos pro nunc pro executione hujusmodi fiendis tutus non pateat accessus constitutionibus et ordinationibus apostolicis ceterisque contrariis non obstantibus quibuscumque et maxime non obstante siqua commissio per partem adversum sub quocumque tenore concessa fuerit et etiam executa cujus tenorem habere dignemini pro expresso attento quod dicta commissio signa est per partem adversam clam non publice et inpersonam veri similiter suspectam crediture impetrata infine vero dictae commissionis sive suplicationis cedulae scriptae erant de alterius manus litterae superiori litterae ipsius cedulae penitus et omnino dissimili et diversa haec Verba videlicet demandato Domini nostri papae audiat reverendissimus pater dominus cardinalis de Ursinis citet ut petitur etiam per edictum in aliis procedat si et prout de jure, et nos in causa et causis hujusmodi ulterius debiter procedentes prefato magistro Johanne de scribanis procuratore ulterius instante et petente honorabiles et discretos viros dominos et magistros Lam-

ernstige tijding overgebracht. De koning van Engeland was uit Frankrijk gekomen om zijnen broeder Humphrey met den bisschop van Winchester te verzoenen en tevens den hertog van

bertum de stipite decretorum doctorem, Henricum de Valle et Everardum Everardi de Eyndoven praefati domini Johannis ducis Brabantiae principales procuratores nominibus procuratoriis ejusdem dequorum mandato constabat et constat sufficienter in actis hujusmodi causae ad dicendum et excipiendum quidquid verbo vel in scriptis contra commissionem nobis primo ut premittitur factam dicere sive excipere vellent per certum dicti domini nostri papae cnrsorem citari mandavimus et fecimus ad certum peremptorium terminum competentem inquo comparuit in judicio coram nobis providus vir magister Johannes Wachtendonck etiam in dicta curia et praefati domini Johannis ducis Brabantiae principalis procurator et nomine procuratorio ejusdem de cujus similiter mandato in actis hujusmodi causae constat legitime et contra dictam nobis primo ut premittitur factam commissionem non nullas exceptiones in scriptis exhibuit atque dedit, deinde nos at praefati magistri Johannis de Scribanis procuratoris instantiam magistrum Henricum de Valle procuratorem ex adverso praedictum ad dandum et recipiendum darique et recepi videndum libellum sive petitionem summariam in hujusmodi causa per certum dicti domini nostri papae cursorem citari peremptorie mandavimus et fecimus ad certum peremptorium terminum competentem quem ad idem faciendum dicto magistro Johanni de Scribanis procuratori petenti et postulanti duximus praefigendum in quo quidem termino comparentibus in judicio coram nobis magistris Johanne de Wachtendonck et Henrico de Valle ex una et Johanne de Scribanis procuratoribus praedictis et procuratoriis nominibus quibus supra partibus ex altera, magister Johannes de Scribanis dictorum magistrorum Johannis Wachtendonck et Henrici de Valle procuratorum non dantium aliquem libellum sive petitionem summariam in causa hujusmodi coutumaciam accusavit et in eorum coutumaciam libellum sive petitionem summariam partis suae verbo dumtaxat exhibuit atque produxit cum protestatione de dando eundem facto et inscriptis suisloco et tempore opportunis ex adverso vero ipse magister Johannes Wachtendonck procurator dictas suas exceptiones per cum ut praemittitur contra prefatam primam commissionem datas obtinuit per nos ad probandum in romana curia admytti, et dixit se in observationem termini ad libellandum hujusmodi consentire non velle de Gravamine et appellando expresse protestando. Postea vero ipse magister Johannes de Scribanis procurator non nullos positiones et articulos facto realiter et in scriptis exhibuit atque produxit. Nos que de inde ad praefati magistri Johannis de Scribanis procuratoris ulteriorem instantiam, magistrum Johannem Wachtendonck procuratorem ex adverso praedictum adjurandum et deliberandum

Glocester te beletten met een versch legerkorps, en ditmaal zelf, zooals men bevestigde, naar Zeeland te trekken. 's Konings dubbele poging gelukte [1], en zoo bleef Jacoba overgelaten aan hare

jurarique et deliberari videndum de calumpnia vitanda et veritate dicenda in hac causa per certum dicti domini nostri papae cursorem citari mandavimus et fecimus ad certum peremptorium terminum competentem quem etiam ad idem faciendum dicto magistro Johanni de Scribanis procuratoris duximus praefigendum in quo quidem termino comparuit coram nobis providus vir magister Henricus Wilkim etiam in dicta romana curia et per praefatum magistrum Johannem de Scribanis procuratorem, ut asseruit, procurator substitutus ac nomine procuratorio praefatae illustris principissae dominae Jacobae divissae Bavariae principalis et dicti magistri Johannis Wachtendonck procuratoris exadverso non comparentis coutumaciam accusavit ipsumque coutumaciem reputari petiit instanter et in ejus coutumaciam postquam ad hoc per nos admissus fuerat ad mandatum nostrum et in notris manibus tactis per cum corporaliter scripturis sacro sanctis de calumpnia vitanda et veritate dicenda cum omnibus et singulis clausulis et capitulis in et sub calumpniae juramento contentis in causa hujusmodi solitum prestitit juramentum subsequenter vero praefatus dominus noster papa quamdam expositionis sive supplicationis cedulam reverendissimo in Christo patri et domino domino Francisco dicta miseratione tunc tituli sanctae crucis in Jerusalem nunc vero episcopo sabinensi etiam praefatae romanae ecclesiae cardinali venetiarum ac nobis Jordano cardinali judici et commissario praefato tradidit hujusmodi sub tenore beatissime pater cum pro parte illustrissimi principis domini Johannis Lothoringiae et Brabantiae etc. ducis a non nullis assertis gravaminibus sibi per reverendissimum patrem dominum Jordanum episcopum Albanensem sanctae romanae ecclesiae cardinalem de Ursinis vulgariter nuncupatum in causa quam coram severti pretendebat inter illustrissimam principissam dominam Jacobam de Bavaria predicti domini ducis consortem et uxorem legitimam ex una et ipsum dominum ducem de et super pretensa nullitate matrimonii inter eos contracti et rebus aliis deductis et eorum occasione partibus ex altera illatis ad sanctitatem vestram appellato causaque appellationis hujusmodi ac nullitatis pretensi processus in hujusmodi causa habiti reverendissimo in Christo patri domino Francisco cardinali veneciarum seniori commissa et coram eo inter partes ipsas ad non nullos actus judiciales citra tamen discutionem articuli gravaminis processo parte dicti domini ducis sit contenta ut nonobstante appellatione predicta praefati reverendissimi patres domini

---

[1] Monstrelet, XXXVIe hoofdst. — Wagenaar, III, 467.

eigene macht, dit is : het met elken dag verminderende leger der Hoekschen...

Het valt niet te twyfelen, of deze uitslag was alweer eene

cardinales tam gravaminis quam negocii principalis causam et causas saltem quo ad possessorium vel saltem eadem appellatione remota ipsum principale negocium quo ad possessorium hujusmodi conjunctim audiant, cognoscant et decidant quare attento qualitate personarum inter quas et ardiutate rei de qua agitur dignetur sanctitas vestra causam et causas hujusmodi modo praemisso eisdem reverendissimis partibus dominis cardinalibus simul et conjonctim committere audiendas, cognocendas, decidendas et fine debito terminandas cum omnibus et singulis suis emergentiis jucidentiis dependentiis et convexis necnon commissione ipsi soli domino cardinali de Ursinis alias vivae vocis oraculo facta ac sulo palatii et romanae curiae, statuque causarum hujusmodi quem utrobique prout jacet praesentibus pro sufficienter expressis habentes ceterisque in contrarium facientes non obstantibus quibuscumque et dicto reverendissimo patri domino cardinali venetiarum ac nobis Jordano cardinali judici et commissario praefato vivae vocis oraculo commissit et mandavit quod in praesenti causa Brabantina matrimonii rejectis omnibus appellationibus interpositis et interponendis procederemus summarie in negotio principali et cognosceremus pariter de viribus matrimonii et justiciam faceremus; postea vero idem dominus noster papa retulit vivae vocis oraculo nobis Jordano cardinali judici et commissario praefato quod ipse habito consilio reverendissimorum in Christo patrum et dominorum dominorum sanctae romanae ecclesiae cardinalium supra praesenti causa Brabantina matrimonii decrevit quod procedatur in eadem causa secundum juris dispositionem non obstantibus quibuscumque commissionibus ante factis et sic idem dominus noster papa mandavit et voluit in eadem causa procedi, et quod unus nostrorum judicum et commissariorum dum taxat procederet et deinde interdictum reverendissimum patrem dominum cardinalem veneciarum et nos ordinato ut nos Jordanus cardinalis judex et commissarius antedictus solus in observatione terminorum procederemus subsequenter vero magister Johannes de Wachtendonck procurator antedictis nomine procuratorio quo supra petitorium utriusque partis in causa hujusmodi intentatum et intentandum suspendit et se insolo possessorio procedere velle et intendere dixit et allegavit prout et quem admodum inquadam papiri cedula tunc per eum producta plenius continetur: postea vero per prefatum magistrum Johannem de Scribanis ad hoc ad dicti magistri Johannis Wachtendonck procuratoris quo supra nomine instantiam citatum contradictum ipsi domino cardinali veneciarum ac nobis Jordano cardinalis judici et commissario praefato factam commissionem verbo generaliter excepto ac per eosdem magistros Johannem de Scribanis et Johan-

behendigheid van hertog Philip. Vóor de verzoening van Humphrey en den bisschop van Winchester had de Burgondiër de Staten van Vlaanderen verzocht afgevaardigden naar Londen te

nem Wachtendonck procuratores huic inde diversis petitionibus, exceptionibus, replicationibus, positionibus que et articulis ac etiam non nullis testibus fide dignis exhibitis atque productis eisdemque procuratoribus huic inde videlicet altero ad alterius instantiam ad ponendum et articulandum, poni que et articulari videndum in hujusmodi causa citatis praefatus reverendissimus pater dominus cardinalis veneciarum et nos quod servatis exceptionibus peremptoriis suo loco in causa possessorii inter partes predictas termini servarentur verbo tenus ordinavimus et volumus et nichilominus dicto magistro Johanni Wachtendonck procuratori instanti et petenti ad dandum et exhibendum positiones et articulos partis suae in causa possessorii hujusmodi certum peremptorium terminum competentem in prefati magistri Johannis de Scribanis procuratoris exadverso non consentientis praesentia duximus praefigendum et praefiximus in quo quidem termino comparentibus coram dicto reverendissimo patre domino cardinali veneciarum de nostro qui tunc certis aliis ardius impediti eramus assensu pro tribunalis sedentis magistris Johanne de Scribanis ex una et Johanne Wachtendonck procuratoribus huic inde praedictis procuratoriis nominibus quibus supra partibus ex altera. Idem magister Johannes de Scribanis procurator omnes et singulos positiones et articulos partis suae alios in presenti causa productos repetiit atque reproduxit ex adverso vero ipse magister Johannes Wachtendonck procurator in praefata possessori causa non nullos positiones et articulos in eorum sive concludendos facto realiter et in scriptis exhibuit atque produxit quorum quidem positionem et articulorum conclusio sequitur et est talis. Quare petit dictus procuratori nomine quo supra per vos reverendissimos patres et dominos dominos Jordanum episcopum Albanensem de Ursinis et Franciscum veneciarum seniorem vulgariter nuncupatos sanctae romanae ecclesie cardinales judices et commissarios a domino nostro papa in causa hujusmodi specialiter deputatos utramque definitivam sententiam pronunciari, decerni et declarari substractiones, spoliationes et recusationes praedictas fuisse et esse temerarias illicitas indebitas et injustas ac de facto praesumtas, praefataeque dominae Jacobae ducissae a super dicto domino Johannae duce Brabantiae marito suo ejusque domo et consortio absque judicio ecclesiae et sine consensu ac praeter et contra voluntatem ejusdem domini ducis recęssisse ac recedere minime licuisse et neque licere praefatumque dominum ducem ad corporalem possessionem dictae dominae Jacobae ducisse uxoris suae ac obsequium conjugalium ejusdem primo et ante omnia antequam super praetenso divorsio seu nullitate matrimonii inter eos legitime contracti audiatur restituendum fore et per vos

zenden om er den staatkundigen toestand te bespreken, hetgeen wel in overleg moet geweest zijn met den Engelschen koning, vermits deze de Vlaamsche gezanten twee zijner herauten tot

restitui, ipsamque dominam Jacobam ad redeundam et ut redeat ad dictum dominum ducem maritum suum nec non ad prestandum et ut prestet eidem domino duci conjugalia absequia omnibus viis juris et remediis oportunis cogendam et compellandam fore atque per vos cogi et compelli ac tandem dominam Jacobam in expensis dampnis et inter esse pro parte dicti domini ducis praemissorum occasione factis et passis condempnandam fore et per vos condempnari de expensis fiendis ac dampnis et inter esse paciendis solempniter protestatur et alias in et super praemissis sibi per vos fieri justiciae complementum praemissa omnia et singula petit dietur procurator nomine quo supra tam conjunctim quam divisim ac alias omnibus melioribus modo, via, jure, causa et forma quibus melius et efficacius potest et debet vestrum insuper benignum officium in praemissis et eorum quolibet quatenus expediat humiliter implorando salvo jure addendi, minuendi, mutandi, corrigendi, etc., de quo protestatur et protestatur alias ut fuit et est moris romanae curiae. Postea vero comparuit coram dicto reverendissimo patre domino cardinali veneciarum ac coram nobis pro tribunali sedentes praefatus magister Johannis de Scribanis procurator quo supra nomine procuratorio et contra dictos posiciones et articulos per ipsum magistrum Johannem Wachtendonck procuratorem ut praemittitur productos nunnullas exceptiones facto realiter et in scriptis exhibuit atque produxit ipse que magister Johannes Wachtendonck procurator etiam quamdam exceptionis papiri cedulam extra judicialiter contra praefatae sibi partis adversae positiones et articulos obtulit atque dedit deinde que praefatus reverendissimus pater dominus cardinalis veneciarum et nos ad sepedicti magistri Johannis Wachtendonck procuratoris instantiam magistrum Johannem de Scribanis procuratorem exadverso praedictum ad producendum et produci videndum quidquid partes hinc inde indicta possessorii causa producere vellent per certum dicti Domini nostri papae cursorem citari mandavimus et fecimus ad certam peremptorium terminum competentem in quoquidem termino comparuit coram dicto reverendissimo patre domino cardinali veneciarum et nobis magister Johannes Wachtendonck procurator praedictus procuratorio nomine quo supra et jura et munimenta partis sua verbo dum taxat exhibuit atque produxit cum protestatione de producendo eodem facto realiter et inscriptis suis loco et tempore oportunis subsequenter vero comparentibus coram dicto domino cardinali veneciarum et nobis magistris Johanne Wachtendonck ex una et Johanne de Scribanis comparentibus hinc inde praedictis procuratoriis nominibus quibus supra partibus ex altera idem magister Johannes Wachtendonck procurator contradictae partis sibi adversae jura et

geleide en bescherming gaf. — Het Vlaamsche goud werkte zelfs niet weinig om de goede verstandhouding tusschen Engeland en Burgondië te handhaven [1].

munimenta verbo generaliter excepit cum protestatione de excipiendo contra eadem facto realiter et in scriptis exhibuit atque produxit et nichilominus repetiit et reproduxit contra eadem jura et munimenta positiones et articulos ac exceptiones nec non attestationes et dicta testium pro parte illustris principissae dominae Jacobae ducissae Bavariae praedictae alias in causa hujusmodi datos et productos ac data et producta ac etiam probata inquantum faciunt ac facere possunt prodicta parte sua et contra praefatam sibi partem in hac causa adversam et non alias neque alio modo postea vero saepedictus dominus cardinalis veneciarum et nos dictis magistris Johanni Wachtendonck instanti et petenti et Johanni de Scribanis ex adverso procuratoribus hinc inde praesenti et audienti ad declarandum et declarari videndum quidquid partes hinc inde verbo vel in scriptis in dicta possessorii causa declarare vellent certum peremptorium terminum praefiximus comptentem deinde vero dictis positionibus et articulis per eundem magistrum Johannem Wachtendonck procuratorem in hujusmodi possessorii causa ut praemittitur productis per dictum reverendissimum partem dominum cardinalem veneciarum et nos inquantum essent de jure et relevarent ad probandum in dicta romana curia admissis. Postea vero dicto termino ad declarandum et declarari videndum adveniente comparentibus successive coram dicto reverendissimo patre domino cardinali veneciarum et nobis magistris Johanne de Scribannis ex una et Johanne Wachtendonck procuratoribus hinc inde predictis procuratoriis nominibus quibus supra partibus ex altera idem magister Johannes de Scribanis procurator non nullos positiones et articulos loco declarationis exhibuit atque produxit ipseque magister Johannes Wachtendonck procurator partis

---

[1] « Item scepene Lievin Pappal, ende met hem meester Lievin van den Huffle, reden den XXsten dach van Meye int gheselscap van ons gheduchts heeren edelen rade ende metten anderen drie leden in Inghelant omme te sprekene ten payse van beede den landen, van LXX daghen, met VI perden...

» Item van dat de selve persone ghegheven hebben van diversen costen, metgaders den anderen drien leden, te weten II yrauden, die zij altoos bij hem hadden van sconincx weghe van Inghelant omme hemlieden te bewarene, ende van ghifte, die zij gaven int hof van den coninc ende int hof van den regent, ende in anderen diversen steden, ende van den beseghelden brieven, ghegheven ende ghemaect omme tonderhoudene den paix tusschen beede den landen... (*Stadsrekening van Gent,* 1425-1426.)

De winter dit jaar bijzonder streng en langdurig zijnde, besloot de hertog van Burgondië in Vlaanderen den terugkeer der goede dagen af te wachten. Van zijn afwezen maakte Jacoba gebruik

suae declarationes verbo dumtaxat exhibuit atque dedit cum protestatione de dando eisdem facto realiter et in scriptis suis loco et tempore oportunis et etiam quodam alio termino competente contra dictas declarationes per ipsum magistrum Johannem de Scribanis procuratorem ut praemittitur productas non nullas exceptiones facto realiter et in scriptis exhibuit atque produxit, deinde successive per procuratores hinc inde praedictos nominibus procuratoriis quibus supra diversis aliis positionibus et articulis exceptionibus, replicationibus, addicionibus et correctionibus, in causa hujusmodi oblatis et pro eorum ac etiam dictorum positionum et articulorum per ipsum magistrum Johannem Wachtendonck procuratorem ut praemittitur productorum verificatione non nullis testibus fidedignis tam affuturis quam non affuturis exhibitis atque productis ipsisque fideliter examinatis et eorum depositionibus in scriptis redactis ac in causa hujusmodi perdictarum partium hinc inde advocatos in plurimorum sanctae romanae ecclesiae cardinalium praesentia ac etiam coram nobis necnon coram sacri palatii apostolici causarum auditoribus ac diversis utriusque juris doctoribus publice allegato ac diversis aliis dicto reverendissimo patri domino cardinali veneciarum et nobis per praefatum dominum nostrum papam successive factis commissionibus et illarum vigore ad aliquos alios actus judiciales coram ipso reverendissimo patre domino cardinali veneciarum et nobis processo prout in actis causae hujusmodi lacius continetur, et cum idem reverendissimus pater dominus cardinalis veneciarum infirmaretur saepedictus dominus noster papa nobis Jordano cardinali judici et commissario praefato vivae vocis oraculo fecit commissionem, videlicet cum ipse in causa matrimoniali hujusmodi multociens interpellatus fuerit per utramque partem et sollicitatus quod faceret ipsam causam expediri et de praesenti alter ex commissariis in dicta causa videlicet praefatus reverendissimus pater dominus cardinalis veneciarum esset infirmus et modicum restaret quod processum, istius causae ulterius expediendum, idem dominus noster papa nobis mandavit, et voluit quod nos cardinalis de ursinis praefatus in causa hujusmodi ulterius solus procederemus etiam usque ad sententiam exclusive, et postquam hujusmodi commissionis vigore per nos ulterius in causa hujusmodi ad aliquos actus citra causae hujusmodi conclusionem inter partes praedictas seu eorum legitimos procuratores extitisset processum saepedictus dominus noster papa nobis Jordano cardinali judici et commissario praefato commisit vivae vocis oraculo quod in praesenti causa matrimoniali Brabantina deberemus procedere solus usque ad sententiam inclusive et etiam solus proferre sententiam et postquam dictus magister Johannes de Scribanis procu-

om het beleg te slaan vóor Haarlem, waar slechts een klein getal Burgondiërs waren met den heer van Gaasbeek, Roeland van Uutkerke en den jonker van IJzenburg. Jan van Uutkerke, zoon

rator quo supra nomine et honorabilis vir magister Johannes de Lovanio etiam in romana curia et praefati domini Johannis ducis Brabantiae procurator et nomine procuratorio ejusdem prout de suae procurationis mandato in actis cause hujusmodi constabat prout constat sufficienter per certum dicti domini nostri papae cursorem de mandato nostro fuissent citati ad dicendum et excipiendum quidquid verbo vel in scriptis contradictam nobis ultimo ut praemittitur factam commissionem dicere seu excipere vellent; comparuerunt in judicio coram nobis magistri Johannes de Lovanio, Johannes Wachtendonck, et Everardus Everardi de Eyndoven una cum venerabilibus et circumspectis viris dominis Johanne de Milis Legum et Gaspare de Pucio decretorum doctoribus praefati domini Johannis ducis Brabantiae in causa hujusmodi advocatis ex una, et Johanne de Scribanis una cum religioso viro domino Bernardo de Planhea priore prioratus de Sallaco ordinis Sancti Benedicti Burdegalensis diocesis necnon venerabili viro domino Thoma de Birago, praefatae dominae Jacobae ducissae in eadem causa advocato partibus ex altera. Idem magister Johannes de Scribanis procurator partis suae positiones et articulos ac exceptiones in hujusmodi causa datos prout etiam alias petierat et praesertim eaquae de jure consuetudine vel stilo curiae romanae statim sint probanda ad probandum admitti petiit instanter et ea probare se offerebat ad statim ex adverso vero praefati magistri Johannes de Lovanio, Johannes Wachtendonck et Everardus procuratores in causa hujusmodi concludi et eam expediri prout etiam alias per eos petitum fuerat, petierunt instanter, nosque tunc Jordanus cardinalis judex et commissarius praefatus visis primitus per nos et diligenter inspectis omnibus et singulis in hujusmodi causa actis actitatis litteris scripturis, instrumentis, privilegiis, juribus et munimentis testium que dictis et depositionibus in hujusmodi causa habitis exhibitis atque productis de juris peritorum consilio ad nostram in presenti possessorii causa sententiam proferendam duximus procedendum et processimus eamque per ea quae vidimus et cognovimus dictis procuratoribus hinc inde ut praemittitur praesentibus et audientibus in scriptis tulimus et promulgavimus ac presentibus ferimus et promulgamus in hunc qui sequitur modum. In nomine Domini amen. In causa matrimoniali supra possessorio judicio coram nobis pendente inter illustres principes dominum Johannem ducem Brabantiae ex una, et dominam Jacobam ducissam Bavariae Hanoniae etc. comitissam partibus ex altera auditis per utramque partem praepositorum et advocatorum allegationibus de juris peritorum consilio per hanc nostram sententiam quam pro tribunali sedente fecimus in hiis scriptis pronunciamur decer-

des vorengenoemden, snelde de belegerden ter hulp met 700 of 800 strijders uit Vlaanderen, bij wie zich vele Leidsche, Amsterdamsche en andere poorters hadden aangesloten ; hij werd door

nimus et declaramus praefatam dominam Jacobam a dicti domini Johannis ducis Brabantiae consortio et cohabitatione de facto et indebite recessisse ipsumque dominum ducem praedictis servitio et conjugali debito spoliasse indebite et injuste, spoliationes que et recessus hujusmodi fuisse et esse indebitos et injustos dictamque dominam Jacobam quaelibet secundum predicta praedicto domino duci restituenda foret certis tamen ex causis rationabillibus animum nostrum moventibus nostra etiam sententia pronunciamus, decernimus et ordinamus sequestrandam fore et sequestramus ac ipsam in et sub sequestro per illustrem principem dominum Amedeum ducem Sabandiae eidem dominae Jacobae secundo affinitatis gradu attinentem quem sequestrum quo ad hoc constituimus et deputamus honeste tenendam et conservandam esse ipsius tuae dominae Jacobae sumptibus et expensis usque et donec causa supra federe matrimonii examinato negocio et meritis causae discussae fuerit per sententiam terminatu et super sententiae ejusdem , indicati executionem canonicae ordinatum. Inquorum omnium et singulorum fidem et testimonium praemissorum praesentes nostras litteras sive praesens publicum instrumentum hujusmodi nostram sententiam sive pronunciationem inse continentes sive continentem ex inde fieri et per angelum notarium publicum, nostrumque et hujusmodi causae coram nobis scribam infra scriptum subscribi et publicari mandavimus nostrique sigilli fecimus appensione communiri lecta lata et inscriptis promulgata fuit dicta nostra sententia per nos Jordanum cardinalem judicem et commissarium praefatum romae in domibus nostrae solitae residentiae nobis inibi hora vesprarum consueta ad jura reddendum in loco nostro solito pro tribunali sedentem sub anno a nativitate Domini millesimo quadringentesimo vicesimo sexto indictione quarta die vero mercurii vicesima septima mensis februarii pontificatus praefati sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini Martini divina providentia papae quinti anno nono, presentibus ibidem venerabili et religioso viro fratre Stephano de Lectano priore urbis ordinis sancti Johannis Gherosolimitani et nobilibus viris domino Cypriano de Manaffeys milite iterapnensi ac Valeriano de mutis cive romano testibus ad praemissa vocatis specialiter ac rogatis. Inferius habebatur. Et ego, Angelus de Grassis de Mansruviva presbiter sipontinensis diocesis publicus apostolica auctoritate notarius ac reverendissimi in Christo patris et domini domini Jordani cardinalis de Ursinis judicis et commissarii praefati et hujusmodi causae coram eo scriba quia praedictae sententiae promulgationi et prolationi una cum praenominatis testibus ac omnibus aliis et singulis premissis dum sic ut praemittitur agerentur et fierent presens interfui, eaque omnia et sin-

de Hoekschen aan den oever der zee verrast en geheel zijne bende uiteengeslagen. Gedurende het beleg, dat ongeveer vier weken duurde, ging Jacoba de Kabeljauwschen aantasten, die uit Alphen haar zochten te verrassen, en behaalde den 21 October op hen eene schitterende overwinning : duizenden burgers van Leiden en andere Hollandsche steden, die zich bij de Burgondische bevelhebbers en hunne troepen gevoegd hadden, vonden aldaar den dood en Jacoba mocht voor de tweede maal eenen zegepralenden intocht houden te Gouda, omringd door de buitgemaakte banieren van Leiden, Haarlem, Amsterdam en andere steden.

Weldra, nochtans, verplichtte de nadering van een aanzienlijk leger Vlamingen, Burgondiërs en mannen uit Artois, opgeleid door Philip van Burgondië zelf, het beleg van Haarlem op te breken. Bij die aanrukkende macht bevond zich de geheele ridderschap van Philip's uitgestrekte landen, want ditmaal was hij wel voornemens met den strijd in Holland gedaan te maken. Zijne eerste verrichting was, de boeren van Kennemerland, die voor Jacoba gevochten hadden, te Haarlem vóor zich te dagen en hen tot onderwerping te dwingen. De vernedering, welke hij dit volk daarbij in 't aanschijn zijner ridders en edelen deed onderstaan, was echter te diep gevoeld dan dat de Kennemers gedwee den nek zouden buigen voor den vreemdeling, wiens trots en overmoed hen maar te zeer tegen de borst stiet. Weer verhieven zij de vlag des opstands en gingen de eigendommen van Philip en de kasteelen der Kabeljauwschen verwoesten. De sloten van Nijenburcht en Middelburg werden bestormd; 't kasteel van

gula sic fieri vidi et audivi jocoque hoc praesens publicum instrumentum per alium me aliis legitime occupato negociis fideliter scriptum de mandato dicti domini cardinalis de Ursinis ex inde confexi, subscripsi et publicavi et in hanc publicam formam redegi siquoque et nomine meis solitis et consuetis una cum praefatis domini cardinalis appensione sigilli signavi rogatus et requisitus in fidem et testimonium omnium et singulorum praemissorum. »

(*Rekenkamer te Rijsel.* — Oorspronkelijk stuk op perkament, met roodwassen zegel, goed bewaard, gevat in wit was en hangend aan roodzijden koorden.)

Heemskerk vernield, de stad Medemblik veroverd, Enkhuizen en Monnikendam geplunderd. Hoorn, dat zich als 't ware onzijdig had gehouden, ging echter, door eene beklagenswaardige gebeurtenis, voor Jacoba verloren. De zoon eens rijken poorters, Jan Lambertsz Cruyf genaamd, was in die dagen te Gouda en liet, bewogen door het lot der ongelukkige vorstin, zich het woord ontvallen : dat het eene schande was, zulk eene edele en schoone vrouw heen en weer te sleuren alsof zij eene gemeene slet ware... De Hoekschen van Gouda konden zulke ergerlijke taal over hunne geliefde vorstin niet ongekastijd aanhooren. Cruyf werd in hechtenis genomen en, niettegenstaande de smeekingen van zijnen vader, op het schavot ter dood gebracht. Deze wreede, nuttelooze wraakoefening werd Jacoba, te recht of te onrecht, ten laste gelegd, en toen de vader des gehalsrechten de poorters van Hoorn met het feit had bekend gemaakt, riep de gansche gemeente, als uit éénen mond, dat zij Jacoba nooit als vorstin zou hebben gehuldigd. Van toen af was Hoorn hare ergste tegenstreefster, en bracht er 't meest toe bij om hare partij in Holland ten onder te brengen. Weinige dagen na het geval te Hoorn trokken de boeren van Kennemer- en West-Friesland tegen die stad op en sloegen er het beleg voor, dat evenwel door de aangerukte macht der Burgondiërs moest opgebroken worden. De belegeraars leden daarbij eene bloedige neerlaag.

Deze nieuwe ramp was den Hoekschen hoogst noodlottig. De verdedigers van Jacoba lieten overal den moed zinken en de West-Friesche en Waterlandsche [1] steden, die de vorstin tot heden hadden ondersteund, openden thans hunne poorten voor hertog Philip. Deze, sterker dan ooit, zou de Kennemers, schuldig aan de verbreking van 't Haarlemsche bestand, nogmaals straffen, en dezen keer op recht voorbeeldige wijze. Te Amsterdam gedagvaard op 13 Augustus 1426, las men hun in 't openbaar hun vonnis vóor. Zij hadden, zegde Philip, lijf en goed verbeurd, maar, voegde hij er bij, « want wi altoes goedertier ende ghena-

[1] Het Waterland is de streek benoorden Amsterdam, grenzende aan het IJ en de Zuiderzee.

dich sijn willen, ende immer die ontfermicheit willen laten gaen voir die herdicheit, so seelden wi quyt ende geven hem weder alle hare voirs. guede, behouden dies dat si ons wtreyken selen sulcke somme van gelde, ende inder maniere als hier na volghet... » De strafbepalingen waren: eene boete van 123,300 kronen onder al de steden en dorpen van Kennemerland verdeeld en binnen de zes maanden te kwijten; 2° betaling door dezelfde plaatsen, van eenen altijddurenden cijns van vier grooten 's jaars, voor elke haardstede; 3° verbeuring van al de handvesten en vrijheden, welke binnen de acht dagen ten stadhuize van Haarlem moesten geleverd worden; 4° inbrenging van al hunne wapenen, « dats te wetene zweerden, dagghen, bijlen, hamers, pieken, staven, boghen ende bussen, » ter uitzondering van « slechte broodmessen sonder punten, » welke de genadige vorst hun toeliet voortaan nog te dragen [1]... Na de Kennemers kregen de West-Friezen en Waterlanders hunne beurt [2], terwijl de stad Haarlem voor hare getrouwheid, Roeland en Jan van Uutkerke voor hunnen moed en zelfsopoffering mildelijk werden beloond [3].

Ontmoedigd, zat Jacoba van Beieren op haar kasteel te Gouda deze gebeurtenissen na te zien, wachtende, eilaas te vergeefs, op hulp uit Engeland. Al, wat haar op dit oogenblik nog overbleef, was Gouda, Oudewater en Schoonhoven, benevens de Brabantsche stad Zevenbergen, toebehoorende aan Gerrit van Strijen, die van den beginne af Jacoba als zijne eigene gebiedster trouw en dapper had gediend. Daar Zevenbergen bij de Hollandsche grens lag en van een zeer sterk kasteel was voorzien, kon Gerrit al de schepen, die langs den Moerdijk naar Holland of Zeeland vaarden, gemakkelijk en straffeloos aanranden, ja, hij ging zelfs met zijne vaartuigen tot in de Zeeuwsche havens om kooplieden en anderen te rantsoeneeren. Een echte vrijbuitersoorlog was op alle punten der betwiste gewesten ingericht.

De vijandige houding des heeren van Zevenbergen maakte den

[1] Van Mieris, IV, 847-850.
[2] *Idem*, 856-858.
[3] *Idem*, 852, 854, 856.

Burgondiër op 't laatst ongeduldig, en hij ging met een machtig leger, in de maand December 1426, de stad en vesting belegeren. Beide waren echter zóo sterk en wel voorzien, dat hij er den geheelen winter vruchteloos zijne pijlen op verspilde. Geene gunstige uitkomst hopende, sloeg Philip den belegerde eene vriendelijke schikking voor. Hij vroeg Gerrit van Strijen niet om binnen de stad en 't kasteel te komen — daartoe had zijne mislukte poging hem ook geen recht gegeven — maar wel zijne onzijdigheid en de staking van den vrijbuitersoorlog. De heer van Zevenbergen weigerde, fier dat hij een zoo machtig vorst, als de groote hertog, het hoofd kon bieden; en toen deze zijne onzijdigheid trachtte af te koopen, zelfs maar voor den tijd, dat tusschen Philip en Jacoba geen openlijke krijg gevoerd werd, met aanbieding van aanzienlijke geldsommen, dan nog gaf de Zevenbergenaar een kort maar kloek « neen! » ten antwoorde.

Deze dubbele weigering wekte Philip's toorn nog heviger op, en nu besloot hij alles te beproeven om Zevenbergen te doen vallen. In waarheid, zijne eer vorderde dit : kon de machtige vorst, die zijnen standaard geplant had in drie hem vijandige gewesten, die sterkbemuurde steden doen bukken en groote overwinningen te water en te lande behaald had, thans aftrekken met de schande, dat een Brabantsch onderdaan, een Gerrit van Strijen, zijne vlag boven de zijne had geheschen? De stad werd nu nauwer en nauwer ingesloten, bolwerk en vesting nog heftiger besprongen en met het grofste geschut gebeukt. In 't einde begon de honger de ingezetenen te kwellen, en, hoezeer tegen den dank van hunnen heer, gaven zij den 11 April 1426 (o. s.) de stad aan Philip over, waardoor Gerrit ook gedwongen was het hoofd in den schoot te leggen.

Men begrijpt dat hertog Philip nu met geheel andere voorwaarden voor den dag kwam... Gerrit van Strijen zou, in de eerste plaats, voor zijne halstarrigheid boeten : zijne heerlijkheid, kasteel en stad kwamen in 't bezit des hertogs; hij zelf, met de edelen, die bij hem waren, moesten als gijzelaars naar Rijsel trekken; allen moesten de in hun bezit zijnde wapenen, schepen en ander oorlogstuig overleveren aan den Burgondiër, en hem,

gelijkmede de poorters der stad, erkennen voor hunnen gerechten heer. Daarentegen gaf de hertog hem kwijtschelding van alle misdaad en breuken, tegen hem, de landen en onderzaten van Holland en Zeeland gepleegd[1]. Toen, den 11 April 1426, de zoo fiere en machtige heer van Zevenbergen, aan 't hoofd zijner edelen, zonder wapenen en ontdaan van allen pronk, hoofd en knie boog voor den overwinnaar en zijne genade afsmeekte, mocht ook hij zich een slachtoffer heeten van dien langdurigen en den lande zoo heilloozen strijd, door de begeerlijkheid des Burgondiërs opgewekt : Gerrit van Strijen zou de tien schoonste jaren zijns levens in gevangenschap overbrengen.

Weinige dagen na dit aanzienlijke voordeel te hebben behaald, werd Philip uit Brussel eene gewichtige tijding aangemeld : hertog Jan IV was krank, uiterst zwak, stierf bepaald weg... « De weinige geestkracht (zegt Löher), waarover hij te beschikken had, was reeds vroegtijdig in liederlijke uitspattingen te gronde gegaan en het bloedige wraakgericht te Brussel, waarbij zijne vertrouwdste leidslieden en vrienden als voor zijne oogen werden geslacht, had op zijn zwak gemoed eenen onuitwischbaren indruk gemaakt, en hem gansch verlamd. Nu trad evenwel zijne betere natuur aan het licht, die, ware hij als jongeling in goede handen gevallen, hem misschien voor zijn land ten zegen had kunnen doen zijn. Hij werd vroom, bad veel en ging ijverig ter kerke. Voor zijne hovelingen en dienaars toonde hij zich een goedaardig, welwillend en geduldig heer; en zijne hand was steeds geopend tot weldoen, zoo zelfs, dat hij den eervollen naam van « Vader der armen » verwierf. »

Vóor zijn verscheiden wilde hertog Jan zijn land met eene instelling verrijken, welke het onder al de Nederlandsche gewesten beroemd en tot een brandpunt der wetenschap maken zou : hij ontwierp de stichting eener hoogeschool, waardoor de Nederlandsche jongelingen niet langer naar Duitschland of Frankrijk behoefden te gaan om hunne studiën te voltrekken. De poorters

[1] Van Mieris, IV, 883. — De Fransche tekst staat bij Olivier van Dixmude, 117, alsmede in den *Messager des Sciences historiques,* 1837, bl. 14.

van Brussel, evenwel, hielden van zulke school binnen hunne muren niet, uit vrees, zoo zij verklaarden, dat het groot getal vreemde jongelingen, de lessen aan de universiteit volgende, gevaarlijk mocht worden voor de zedelijkheid der Brusselsche vrouwen en dochters. Maar wat de nieuwe hoofdstad van Brabant niet verlangde, aanvaardde de oude : Leuven achtte zich gelukkig de school te bezitten, die bij pauselijke bulle van 2 October 1426 met dezelfde voorrechten werd begiftigd als de meeste andere inrichtingen van dien aard destijds genoten.

Kort vóor zijnen dood had Jan IV de kans, eenen aanslag op zijne vrijheid te onderscheppen en te verijdelen : Jacoba's moeder, namelijk, had in Henegouw, geholpen door eenige verkleefde edellieden, het ontwerp gesmeed zich van den hertog op de jacht meester te maken en gevangen naar Kanoot over te voeren [1]. Maar ontsnapte de Brabantsche vorst aan het lot, dat hij zijne echtgenoote te Gent had doen onderstaan, het genot des levens zou hem weldra ontzinken. In de eerste dagen der maand April keerde hij met zijnen broeder van de Statenvergadering te Lier naar Brussel terug, toen hij tusschen Vilvoorde en de hoofdstad plotseling ongesteld werd. 't Was op Palmzondag 1426 (o. s.). Van uur tot uur namen de krachten des hertogs af, en op Witten-Donderdag gaf hij den geest. Jan IV had nauwelijks zijn 24[e] levensjaar bereikt en tien jaren geregeerd [2].

Toen Philip van Burgondië de mare van dit afsterven ontving had hij pas zijne plechtige intrede gedaan in 't overwonnene Zevenbergen. Die tijding had elken anderen vorst dan de Burgondiër niet weinig ontsteld en van zijn stuk gebracht; immers, door 't verscheiden des hertogs van Brabant verviel de volmacht, krachtens welke hij in Holland, Zeeland en Friesland als gebieder was opgetreden, terwijl Jacoba nu weer in 't bezit harer erflanden komen moest. Te geenen titel kon Philip dus zijn gezag in Holland handhaven.

[1] Zie het verhaal daarvan bij Löher, II.

[2] Zijn gebalsemd lijk werd den 22 April naar S[te]-Gudulakerk gedragen en daags nadien in het koor der kerk van Tervuren bijgezet. — Daar hij geene kinderen had, volgde zijn broeder, Philip van St.-Pol, hem op. (Henne et Wauters, ,229.)

Waar het recht ontbreekt, vindt de listige staatkunde altijd drogredens om zich eenen schijn van recht te geven. Had de Burgondiër ooit met billijkheid jegens Jacoba gehandeld? Wat gaf hij om haar recht, als zijne hebzucht maar kon verzadigd worden, als hij zijnen droom : « geheel Nederland mijn, » maar tot wezenlijkheid kon brengen?

Jacoba, zoo verklaarde hij nu, was eene vrouw, eene weduwe, en hoefde te meer eenen voogd, daar de paus haar bepaald onder voogdij had gesteld. Die taak kwam niemand anders toe dan hem, den naasten bloedverwant en erfgenaam van Jacoba. Bovendien had de paus nog geene eindbeslissing genomen omtrent hare verbintenis met Humphrey, en was de tijd nog niet verstreken, voor welken Jan IV zijnen oom van Burgondië de regeering van Holland had opgedragen.

Hierop voortgaande, liet Philip zich andermaal als landheer huldigen in de drie noordelijke gewesten en ook in Henegouw, belovende die te scheiden noch te vervreemden.

Voor Henegouw had er ten minste eene beraadslaging plaats onder de edellieden en de bisschoppen van Doornik, Kamerijk en Atrecht, en eenige andere prelaten, te Valensijn vergaderd. Men kwam daar tot het besluit, het graafschap aan Jacoba's naasten erfgenaam, Philip van Burgondië, toe te vertrouwen, met het recht zich door eenen stadhouder te doen vervangen (22 Juni 1427) [1].

Ontslagen van den knellenden band, die haar door 't huwelijk met Jan IV had gedrukt, vond Jacoba thans in hare vrijheid nieuwe hoop en bemoediging. Zij zond twee harer bekwaamste vrienden naar Londen met eenen brief tot de lords van den geheimen raad, waarin zij, « arme, ongetrooste vrouw, » hun ver-

[1] Vinchant, 113. — Delewarde, 449. — Monstrelet, XLIIe hoofdstuk. — De stad Bergen, den eed getrouw, aan Jacoba vroeger gezworen, deed op de vergadering zeggen, dat men eerst Jacoba over de zaak wenschte te raadplegen. Deze gelastte met de bevordering harer belangen hare moeder, die de Staten van Henegouw te Aath bijeenriep. Edoch, al haar streven tegen den even listigen als machtigen Burgondiër hielp tot niets.

zocht den hertog van Glocester naar Nederland te laten komen. Het duurde zes weken, eer zij antwoord kreeg, maar de opstel van dit antwoord was uit Londen gevraagd aan Philip van Burgondië, en 't luidde in hoofdzaak : sluit eenen wapenstilstand met uwen vijand en maak vrede met hem... Een tweede schrijven van Jacoba was gericht tot den koning. Daarin riep zij nogmaals « erbarming over haar ongeluk » in, op eenen toon, teeder genoeg om 't verstoktste hart tot verwurwing te brengen; maar deze tweede brief had weeral geenen anderen naklank dan : Vrede en zoen met den Burgondiër ! Jacoba, gehoor leenende aan den aandrang van velen, en in het denkbeeld dat hertog Philip, door de laatste gebeurtenissen, mogelijk inschikkelijker zou zijn, stemde eindelijk toe in eene onderhandeling tusschen hare en haars vijands gevolmachtigden. Weeral eene teleurstelling! Wat men van de vorstin eischte, kon, na al hare rampen en verliezen, mogelijk eene toestemming bekomen, doch wat der vrouw werd gevraagd, ging plicht, eergevoel en redelijkheid te boven. Zij zou, luidden Philips voorwaarden : afstand doen van den naam en titel van hertogin van Glocester, beloven geene hoegenaamde betrekking met Humphrey of geen bondgenootschap met Engeland meer aan te knoopen...

Hard moest zulk voorstel aan Jacoba zijn; immers zij besefte nu wel, dat de Engelsche regeering zich gaarne van haar zou hebben losgemaakt. Het volk, nochtans, verborg zijne sympathie voor haar niet, maar nam elke gelegendheid te baat, om zijne deelneming in haar deerniswaardig lot te uiten, en het Parlement was weldra zedelijkerwijze gedwongen eenen onderstand voor de gemalin van Humphrey van Glocester te stemmen. Den 25 Juni 1427 werd inderdaad het besluit genomen dat, gezien den grooten nood en de benauwdheid, waarin Jacoba verkeerde, haar persoon, alsook het verbond, hetwelk zij met Engeland had gesloten, in zekerheid en veiligheid dienden gebracht te worden. Met dit doel vroeg het Parlement om eene som van 20,000 mark te harer beschikking te stellen. Was dit voorstel aangenomen, naar de meeste waarschijnlijkheid zou Philip van Burgondië het als eene oorlogsverklaring tegen hem hebben beschouwd, et de geheime

raad, die nog over het hulpgeld te beslissen had, zou trachten het gevaar zoo veel mogelijk te verminderen. Daarom stond hij enkel 9,000 mark toe, ter aanwerving van het noodige krijgsvolk, dat in Nederland de plaatsen zou bezetten welke Jacoba waren verkleefd, terwijl men zorgen zou de hertogin naar Engeland te geleiden [1].

[1] « Henri, par la grace de Dieu *etc.* Comme nous, de lavis et assent de nostre Conseil tendrement considerantz non soulement tres grandes troubles et taungers, adversitees et distresses, lesqueux nostre treschere et tres amee tante la ducesse de Gloucestre ad longlement sustenuz et uncore de plus en plus soeffre et sustient par sa loiale et vertueuse acquit si bien envers Dieu, come nostre treschere et tresame uncle, son mary, le duc de Gloucestre et pour le singulere et entire affection et desir qu'elle ad a nous et a lalliance et bien de nostre royaume dEngleterre, mais aussi les tres grandes requests, diligences et pursuit queux noz ditz uncle et tante journelment a nous et a nostre dit conseil ont faitz et font, pur le relevement et aide dicelle nostre tante et pur elle mettre hors desditz troubles, daungers, adversitees et distresses, par aucunes moyens lycites et resonables et avec ce laffectuouse et entire recommendation faite a nous et a les seigneurs espiritueulx et temporelx, en nostre darreine parlement, tenuz a Westmonstre esteantz de la personne de nostre dit uncle (assavoir) pur lui purvoire de finance, jusques a la somme de vynt mille marcs, par les communes de mesme nostre royalme dEngleterre, et ledit nostre parlement assemblez et autres diverses et poisantes causes et matires, que nous moevent, eons, de lavis et assent dessusditz, grantes a nostre dit uncle une apprest de la somme de noef mille marcx, cest assavoir de cynk mille marcs a cause de ladite recommendation de la personne de nostre dit uncle, par les ditz communes et nostre parlement dessusdit, a nous fait comme dessus. Et de quatre mille marcz à luy a payers de sa somme de oyt mille marcz, lesqueles il peut annuelment de nous, comme protectour et defensour de nostre dit royaume dEngleterre, en labsence de notre aisne uncle, le duc de Bedford.

» Volons partant, de lavis et assent dessus ditz, et vous mandons que a nostre dit uncle de Gloucestre vous facez suffisant assignement de la dite somme de noef mille marcs par voie dapprest; cest assavoir des subsides et custumes que font ou ferront a nous dues pour vous maneres de marchandises, hors de touz et chescuns de galeys en ceste nostre royaume dEngleterre a present esteantz ou durant cest present, a fin au primer jour de janver avenirs, a dischargers et en ycelles a rechargers quatre mille marcz. De la grande custumes en touz noz portz dEngleterre, mille marcz.

» Du subside des layns, quirs et peaux, lamitz que par les deuzeins de

Humphrey van Glocester had nu de handen vrij; hij wierf zijne kampers aan, waaronder verscheidene edellieden van naam, en maakte toebereidselen om naar Nederland af te varen. Hij rekende evenwel buiten de behendige politiek van hertog Philip en zonder de berekeningen van den regent, den hertog van Bedford, die te geenen prijze het Engelsch-Burgondisch verbond zou laten verbreken. Terwijl de eerste zich tot eenen nieuwen veldtocht tegen Jacoba gereed maakte, waar hij natuurlijk de Engelschen zou ontmoet hebben, drong de laatste bij den geheimen raad ten zeerste aan om eenen wapenstilstand tusschen de oorlogende partijen te bewerken. En dit was het eenige middel niet, hetwelk men beproefde om de Engelschen in hun land te houden : men kende de oorzaak genoeg, die de hertog van Glocester zoo lang van Jacoba had verwijderd gehouden, en nu zou men beproeven die verwijdering altijddurend te maken...

Men wees Humphrey op de groote gevaren, die de herneming van eenen oorlog tusschen hem en den Burgondiër der Engelsche kroon moest aanbrengen; men sprak hem van den onschatbaren dienst, dien hij, door een offer van zijn hart en van zijne ridderlijke fierheid, zijn vaderland bewijzen kon, en liet hem verstaan dat er geen beletsel zou gesteld worden aan een huwelijk met de schoone Eleonora Cobham... In 't kort, de reeds meineedige hertog van Glocester leende het oor naar den boozen raad van de behendige staatslieden, hem door eenen verraderlijken sirenenmond voorgezongen; hij zou niet alleen Jacoba's belangen aan die van zijnen broeder opofferen, maar ook van haar teenemaal afzien; de belofte van getrouwheid en bescherming, haar vóor 't altaar gedaan, breken, haar nooit meer terugzien en 't eerlooze schepsel, dat hem van haar had afgetrokken, huwen [1].

messire nostre royaume en yceux portz sont ou serront a noz duz mille marcz.

» De les rentes et revenues de nostre duchie de Lancastre mille marcz.

» Et de le primers deniers de toutes les gardes deins age et en nostre gardes esteantz, et de lour mariages provenantz, deuz mille marcz.

» Don souz nostre prive seal a Westmon le IX jour de Juyll. lan de nostre regne quint. » (RYMER, *Act. publ. Angl.* — VAN MIERIS, IV, 894.)

[1] Op de schutbladen van een Hs. ter Nationale Bibliotheek, te Parijs, en dat

Het lijdt geen twijfel, of Jacoba moest van 't een of 't ander wel onderricht zijn. « Welke brieven, overvloeiende van toornige verontwaardiging en verpletterende verachting (zegt Löher), mag de vorstin in deze dagen wellicht naar Londen hebben geschreven; welke vlammende, doorboorende woorden heeft zij gebruikt om Humphrey's wuft hart te treffen ? » Vergeefs nochtans gevleid, gebeden en gesmeekt, vergeefs gedreigd, veracht en gevloekt, de bijzit triomfeerde. De ongelukkige Jacoba moest thans ervaren dat de zonde hare eigene straf medebrengt. Ook zij immers had, tegen Gods gebod en de burgerlijke wetten in, haren echtgenoot verlaten en roekeloos den band verscheurd, die slechts door den dood kan onthecht worden. Haar lot was hare boete.

Wat zou zij nu? Weifelen, zich der wanhoop overgeven? Neen, daarvoor was de vorstin te grootmoedig, te hooghartig, te fier; hare koene ziel schrikte niet af voor eenig gevaar, maar scheen in nood en beproeving zich te louteren en te temperen. Ja, zij zou den kamp, hoe ongelijk ook, voortzetten; zij, zwakke, verlatene vrouw, zou haar erfgoed, haar recht en vorstelijke eer verdedigen tot de laatste Hoeksche strijder haar ontvallen zou. Hare geestkracht was niet gedoofd, haar wil niet gebroken, haar moed niet gefnuikt!

En terwijl Philip van Burgondië in Henegouw of in Frankrijk voort onderhandelde met den hertog van Bedford, vuurde zij den ijver harer partijgangers in Holland en Zeeland opnieuw aan, won de Stichtenaren voor hare belangen, bracht door hare getrouwe bevelhebbers en raadsmannen Dordrecht, Delft, Leiden en Rotterdam aan 't wankelen, en zou deze vier belangrijke

vroeger aan den hertog van Bedford, aan Humphrey of Jacoba moet toebehoord hebben, vindt men eenige spreuken en korte aanteekeningen van bekende heeren, die tot Humphrey's en Jacoba's gevolg behoord hebben. Zonderling, voorwaar! men leest er : Geen leelijker, dan Jacoba van Beieren, « geen schooner dan de vrouwe van Warigny », in de deviezen van Humphrey; terwijl de deviezen van den heer van Warigny Jacoba roemen als de schoonste... Maar misschien waren dit slechts vluchtige, invallende gedachten, en kon men dáaruit de ontrouw van Humphrey of Jacoba niet afleiden. Voor Glocester, ongelukkiglijk, bestaan bewijzen genoeg.

steden bepaald voor haar verworven hebben, ware hertog Philip nu niet spoedig naar Holland overgekomen. De Burgondiër begon met betoogingen van zijne macht en gezag : hij kastijdde de afgevallenen, bracht de wankelenden tot de getrouwheid aan zijne zaak weer, en ging Amersfoort belegeren, die na Utrecht de belangrijkste stad was van 't bisdom :

« Als rechter hand van 't sticht, in zegen nooit verkort. »

Deze onderneming viel hem echter niet mee; wel waren, ja, zijne benden bewonderenswaardig van moed en dapperheid, maar op 't oogenblik dat zij bijna den zege hadden verworven, kwamen de burgervrouwen van Amersfoort met ketels, eemers en potten vol heet water op de vestingen en goten het den bestormers over het lijf. Tegen zulk wapen konden zelfs de onverschrokkensten van Philip's leger niet op : de hertog moest met groot verlies aftrekken.

Meer roem behaalden zijne wapenen op de Zuiderzee, waar Willem van Brederode tot last gekregen had van Jacoba, de watersteden van West-Friesland tot hare belangen over te halen om alzoo weer voet in Holland te krijgen. Reeds was Brederode meester van 't eiland Texel en trachtte hij in 't midden van September 't eiland Wieringen te bemachtigen, toen eene vijandelijke vloot hem den weg kwam afsnijden. De slag ving onmiddellijk aan. Hadden al Brederode's schepen er deel aan genomen, de zege was voor de Hoekschen geweest, doch er heerschte verdeeldheid, naar 't schijnt, opzichtens het beleid, en verscheidene bodems bleven op den strijd rustig toezien. De slachting was verschrikkelijk, en de Burgondische macht hield de overhand. Vier en tachtig Hoekschen, waarschijnlijk de aanzienlijksten onder hen, werden te Enkhuizen door beulshanden omgebracht, maar de oude Brederode, afstammende van de graven van Holland, werd gevankelijk naar Leiden gevoerd.

Intusschen was weer de winter daar en Philip moest den strijd staken. Hij bepaalde zich tot het sluiten van den mond der Eem, door middel van eene drijvende monstervesting, zoodat de Hoek-

schen geenen toegang tot de Zuiderzee meer konden hebben; vervolgens verdeelde hij zijne legermacht in de verschillige steden en vestingen des lands en trok den 10 Februari 1427 (o. s.) naar Vlaanderen, om zich tegen de lente voor eenen nieuwen veldtocht uit te rusten.

Vóor zijne terugkomst behaalden de Hoekschen echter nog verscheidene aanmerkelijke voordeelen. De Utrechtschen wisten, trots de drijvende sterkte aan de Eem, de vrije vaart op de Zuiderzee te herwinnen en eenen aanval der Kabeljauwschen op Utrecht zelf af te slaan. Maar aleer de kamp opnieuw zou beginnen kwam weer iets geheel onvoorziens den stand der zaken veranderen. Den 9 Januari 1428 (o. s.) was te Rome door twee kardinalen het eindelijk vonnis in 't rechtsgeding over Jacoba's huwelijk uitgesproken. De rechters, den Heiligen Naam aanroepende en alléen God voor oogen hebbende, verklaarden den echt van Jan IV en Jacoba van Beieren, met voldoende pauselijk verlof gesloten, wettig en kanoniek te zijn geweest. Jacoba was derhalve tot Jan's afsterven zijne wettige gemalin gebleven en hare tweede verbintenis ongeoorloofd, onwettig en nietig[1].

[1] « ...Christi nomine invocato, pro tribunali sedentes, et solum Deum pre oculis habentes, de jurisperitorum consilio, per hanc nostram diffinitivam senteuciam, quam eciam ex officio ferimus in hiis scriptis, pronunciamus, decernimus et declaramus matrimonium inter prefatos illustres principes, dominum quondam Johannem, ducem Brabancie, et dominam Jacobam, in Bavaria ducissam, mediante sufficienti et solida dispensacione apostolica in actis cause hujusmodi producta, et in vim hujusmodi dispensacionis contractum, fuisse legitimum et canonicum ac legitime contractum et solempnizatum, non obstantibus pretensis impedimentis antedictis, ipsamque dominam Jacobam fuisse prefati quondam domini Johannis ducis, dum viveret, usque ad ejus obitum legitimam conjugem et uxorem, ac inter eosdem usque ad obitum predictum verum et legitimum matrimonium fuisse et durasse, dicteque ducisse Jacobe ab eodem domino Johanne, marito suo legitimo, dum viveret, ejusque consorcio et cohabitacione recedere, sibique post dictum matrimonium cum eodem domino Johanne duce, ut prefertur, contractum, ipso domino Johanne vivente, cum quocumque alio aliud matrimonium contrahere minime licuisse, neque licitum fuisse, recessumque ejusdem domine Jacobe a prefato domino Johanne duce ejusque consorcio et cohabitacione predictis fuisse illicitum et injustum, ac de facto presumptum, necnon pretensum matrimonium,

't Was dus uitgemaakt door het hoogste gezag van dien tijd : Jacoba was enkel de bijzit geweest van den Engelschman... Welk een slag deze uitspraak voor haar moet geweest zijn, laat zich gemakkelijk raden : stond de vorstin nog recht en onbedwongen tegenover den machtigsten gebieder van Nederland — de vrouw was vernederd, geschandvlekt, onteerd... Jacoba ging tegen de uitspraak in beroep — hoofdzakelijk uit hoofde harer staatkundige belangen, ofschoon, alles goed ingezien, het vonnis, onder 't opzicht van recht, mogelijk eenige bedenking kon doen ontstaan [1]. Wat Humphrey van Glocester betreft, deze — hij had er zijne redenen voor — onderwierp zich.

De vreeselijke burgerkrijg van Hoekschen en Kabeljauwschen woedde onderwijl in Holland voort, en Philip van Burgondië zich door de uitspraak van Rome sterker dan ooit gevoelende, riep voor de zesde maal de weerbare mannen zijner staten op : nu zou hij Jacoba in 't haar dierbare, getrouwe Gouda, haren zetel en haar hechtste en beste steunpunt, aantasten, ten einde haar tot volkomene onderwerping te dwingen. Er kwamen nu echter twee tijdingen, welke de herneming der vijandelijkheden opschorsten : uit Londen werd bericht, dat de hertog van Glocester

si quod ipsa domina Jacoba, dicto domino Johanne duce, marito suo, vivente, cum quovis alio contraxerit, fuisse et esse nullum et invalidum, nulliusque roboris vel momenti ; opposicionesque, molestaciones, vexaciones, perturbaciones et impedimenta eidem quondam domino Johanni duci per dictam dominam Jacobam ducissam super pretensa nullitate et divorcio predictis eorum occasione prestita fuisse, et esse illicita et injusta ac de facto presumpta et super illis ac nullitate et divorcio predictis eidem domine Jacobe perpetuum silencium imponendum fore et imponimus.

» Promulgata die veneris IX Januarii anno M CCCC XXVIII. »

(De Dynter, *Chron. Brab.*, VIe boek, 231 hoofdst. [Uitgave van De Ram]. — Van Mieris, IV, 910).

[1] Men zal het zich herinneren : de dispensatie voor het eerste huwelijk was, ja, gegeven, maar toch ingetrokken op 't oogenblik dat de echt werd ingezegend : dus bestond er eigenlijk geene dispensatie. Van den anderen kant is 't ook waar, dat de intrekking des verlofs gedaan was op valsche berichten en bedreigingen van Jan van Beieren, en bijgevolg de goede trouw des pausen was verschalkt geworden.

in 't openbaar met Eleonora Cobham was gehuwd, en uit Kales wist men, dat, als gevolg daarvan, de Engelsche strijdbende van 6,000 man naar Engeland was weergezeild[1]. Deze ongeluksmaren maakten alle verzet nutteloos. Nu toch was alles, alles aan Jacoba ontvallen : familie, bondgenoot, gemaal; nu stond zij alleen, wel is waar met enkele duizenden getrouwe Hoekschen, die voor en met haar leven en sterven wilden, maar die reeds zoo lang en zoo woedend voor haar in 't wapen stonden, en, gelijk al het volk harer erflanden, zoo schrikkelijk veel hadden geleden. Haar moed zonk eindelijk weg; zij had volgehouden tot het uiterste, niets verwaarloosd, alles gewaagd; maar nu hare eer geschonden was, eene schromelijke macht haar naderde en weer stroomen bloed zouden vergoten worden zonder uitzicht van nog iets te kunnen redden, nu boog zij het stugge hoofd. Philip van Burgondië, die te Delft was, ontving er van hare gezanten 't voorstel tot eenen wapenstilstand.

De onderhandelingen, te Brugge geopend en te Delft voortgezet, liepen spoedig af en den 29 Juni 1428 bezegelde Jacoba, in genoemde stad door haren neef Philip met veel pracht ontvangen, de akte van eenen wapenstilstand voor drie weken. Reeds vier dagen daarna, 3 Juli, onderteekende Jacoba het vredeverdrag, welk in hoofdzaak op de volgende punten neerkwam :

[1] De hertog van Glocester had te Londen in 't voorjaar van 1427, wegens zijn schandelijk gedrag, eenen openbaren blaam ontvangen. Een stoet van vrouwen was naar 't huis der Lords getrokken en had der vergadering eene aanklacht voorgelegd tegen Humphrey, die de zitting bijwoonde. 't Adres, door eene vrouw voorgelezen, legde bitter en scherp het gedrag van den hertog uit, die, zijne ongelukkige vrouw in nood en kommer latende, voor 't aanschijn van geheel Londen in overspel leefde. Waarlijk eene diepe vernedering te midden der lords en bisschoppen van het rijk! (Southey, *Joan of Arc*, V, I, 225. — Lignard, *Hist. d'Angleterre.*) — Humphrey's huwelijk was ook niet gelukkig; Eleonora Cobham laadde zich den haat der Engelsche grooten op den hals. Beticht van eenen aanslag op 't leven van Hendrik VI, door « toovermiddelen », werd zij veroordeeld tot openbare boete en levensdurende gevangenschap. De hertog van Glocester zelf werd in 1447 door machtige vijanden beticht van hoogverraad, in den kerker geworpen en spoedig van kant gemaakt. (Hume, *Hist. of Engl.*, XXe hoofdst., bl. 223).

1° Jacoba zou, bij notariëele akte, afzien van 't hooger beroep in zake van haar huwelijk, zich aan de gedane uitspraak onderwerpen en die van waarde houden.

2° Philip van Burgondië zou « zijne lieve nicht », vrouw Jacoba van Beieren, erkennen als gravin van Henegouw, Holland, Zeeland en Friesland, en wederkeerig zij hem houden voor haren gerechten oir of erfgenaam, alsook voor ruwaard of regent der graafschappen. Beiden zouden in deze verschillige hoedanigheden opnieuw door de edelen en steden ontvangen en gehuldigd worden.

3° Philip zou het bewind over de genoemde gewesten voeren, totdat Jacoba, met toestemming van hare moeder, van den hertog en van de Staten harer landen zou hertrouwd zijn. Indien zij echter een huwelijk aanging zonder kennis, raad of toestemming der bovengenoemden, zouden hare onderdanen ontslagen zijn van alle gehoorzaamheid aan haar of haren echtgenoot en alleen en uitsluitelijk den hertog van Burgondië, als ruwaard en oir, te gehoorzamen hebben.

4° De beden zouden voortaan, tot beloop van twee derden, dienen ter aflossing van oude schulden, en 't ander derde verdeeld worden tusschen Philip en Jacoba. De overige inkomsten, daarentegen, moesten, na aftrek van de jaarwedden der ambtenaren en onkosten, in hare handen worden gestort[1].

5° De leengoederen der grafelijkheid moesten van Jacoba verheven worden; de leenmannen, nochtans, zouden ook hertog Philip trouwe zweren.

6° De openbare zaken in Holland, Zeeland en Friesland zouden toevertrouwd worden aan eenen raad van negen personen, van welke er drie door Jacoba, de overige zes door Philip zouden benoemd worden. Laatstgenoemde zou de ambtenaren in 't graafschap Henegouw aanstellen.

[1] Ten jare 1429 werden hieromtrent te Valensijn eenige nadere bepalingen gemaakt, Jacoba geklaagd hebbende dat hare inkomsten ontoereikend waren om haren staat te onderhouden. Die inkomsten werden dan verbeterd. (Van Mieris, IV, 942).

7° Het geschil over de nalatenschap van Jan van Beieren, waarop beiden meenden recht te hebben, zou door de uitspraak van acht goede mannen opgelost worden. Philip en Jacoba zouden ieder de helft van dien scheidrechtersraad benoemen.

8° De wederzijdsche bannelingen en uitwijkelingen zouden ingeroepen, de gevangenen geslaakt en alle schade aan beide zijden vergoed worden geacht [1]. De meeste der gepleegde vijandelijkheden zouden vereffend gerekend worden, maar de personen, die men wist schuld te hebben aan den dood van Jan van Beieren, waren uitgesloten van allen zoen.

9° Van weerskanten zou niemand den anderen eenig verwijt of vermaan mogen doen ten opzichte dezer verzoende veete. Van *Hoeksch* en *Kabeljauwsch* zou niet meer ongestraft mogen gesproken worden.

Dit waren de voornaamste « poincten, ghedadingt, overdraghen ende ghesloten ter eeren Godts, sijner ghebenedijder Moeder ende alle der sancten ende sanctinnen van hemelrijke », en door Philip van Burgondië en Jacoba van Beieren « bij hunner kerstelijker trouwe ende vorstelijker eere ghelooft ende ghezworen op dat helighe Evangelium » [2].

Nog denzelfden dag onderteekende Jacoba de akte, waarbij zij haren neef erkende als haren « rechte oir ende erfgenaem, ende geen andere », welke overdracht of belofte zij aan anderen in dien zin ook mochtgedaan hebben; zij deed dit (verklaarde zij) « om te beletten dat geen veede, geschillen noch oirloge dair af en spruyten na onsen overliden, in scaden ende ter verderfnisse onser landen, luyden ende ondersaten, dat God verhoede » [3].

[1] De tekst is : « Item sullen staen doode jegens doode, brandt jegens brandt, roof jegens roof, als dat gewoonlick es. »

[2] Oorspronkelijk stuk te Rijsel. — Van Mieris, IV, 917-922. — Deze belangrijke akte hadden wij gaarne in haar geheel medegedeeld, doch zij is uitermate lang : bij Van Mieris beslaat zij niet min dan negen kolommen, groot folio-formaat.

[3] Oorspronkelijk stuk te Rijsel. — Van Mieris, IV, 922. — Jacoba's zegel, aan deze akte gehecht, vertoont eene rechtstaande vrouw, houdende een kind in den rechter arm en eenen palmtak in de linker hand. Links, aan de voeten,

Korts na 't sluiten van het verdrag kwam Jacoba's moeder, wie Philip bereids al hare inkomsten en juweelen had doen teruggeven, naar Holland, om, naar 't verlangen van den hertog, den gezoen door haar handteeken en zegel te bekrachtigen. Dit geschiedde den 16 Juli 1428, waarna Philip naar Vlaanderen terugkeerde. In Augustus was hij echter reeds in 't noorden weer om zich met Jacoba door de steden en edelen van Holland in Zeeland opnieuw te doen huldigen [1].

Dergelijke plechtigheden geschiedden daarna in Henegouw, vooreerst te Soignies, vervolgens te Bergen [2]. Het onthaal, dat Jacoba in deze laatste stad te beurt viel, was zoo hartelijk en luistervol, dat de vorstin twee maanden later, namelijk bij brief van 17 November, de hoofdstad van 't haar verkleefde Henegouw verscheidene belangrijke verordeningen en voorrechten vergunde. Daartoe behoorden, onder andere: het verbod aan de weezen, vóor hun 25e jaar niets te verkoopen of te verpanden van 't geen hun toebehoorde; het recht, den schepenen toegekend, om, behalve de politie, ook de justitie uit te oefenen en, op de maning van den proost, kennis te hebben van alle crimineele en civiele zaken. Ter betere uitwerking van dit gewichtig privilege veroorloofde Jacoba den wethouderen der stad Bergen vier

een klimmende leeuw. 't Geheel is omgeven door eenen tuin, in welks midden Jacoba's wapen prijkt.

[1] Veldenaar, *Chron. van Holl.*, 30, 131. — Van Mieris, IV, 923.

[2] Bij akte van 15 September 1428 verklaarden Philip en Jacoba, op verzoek van Bergen, dat zij eerst den gewoonlijken eed hadden gezworen te Soignies, langs waar hun weg naar de hoofdstad van Henegouw liep, doch dat zulks geschied was zonder nadeel der rechten en privileges der kapittelkerk van Sinte Waltrudis :

... « Comme en accomplissant le traictie per la grace de Nostre Seigneur nagaires fait entre nous sur les divisions qui par anchien temps y ont esté, nous soyons venus et deschendus en la ville de Songnies, pour ce que, en venant dudit pays de Flandres oudit pays de Haynnau, nostre chemin si adonnoit, et y aions este receuz et y fait les sermens en tel cas acoustumez avant que en la ville de Mons. »

(*Staatsarchief te Bergen.* — Devillers, *Cartulaires du Hainaut*, IV, 73.)

sergeanten te hebben [1]; de getuigen op hunnen eed te hooren, en, in gemeenzaam overleg met den hoogbaljuw en proost, verordeningen en edicten af te kondigen. Een ander artikel, van groot belang voor de welvaart der familiën, stelde vast, dat niemand zijn erfgoed met erfelijke renten bezwaren mocht, althans niet met zulke lasten, welke de erfgenamen der bedoelde goederen niet zouden kunnen afkoopen als zij dit zouden verlangen [2].

De dagen van Jacoba's verblijf in Henegouw waren haar des te aangenamer en verschaften haar te meer genoegen, daar de vorstin sedert jaren geene zoo ongestoorde rust en gemoedskalmte had gesmaakt als nu. De hertog van Burgondië scheen er zich op toe te leggen haar de ontroofde macht en 't verlies van haar levensgeluk te doen vergeten in de weelderige plechtigheden, glansrijke optochten en luidruchtige volksbetoogingen. Te harer eere werden schitterende ridderfeesten te Bergen ingericht en groote jachten in de wouden van Bleaugies, Amblise, Condé en Baudour, waarop de vorsten der naburige gewesten en de voornaamste edellieden uit den omtrek werden genoodigd. Een kroniekschrijver van die dagen drukt zijne verwondering uit dat Philip en Jacoba toen zoo vriendelijk en voorkomend voor elkander waren als hadden zij nooit tegen elkaar in eenen verdelgingsoorlog het zwaard gevoerd. Wie weet nochtans, wat er in 't gemoed der ongelukkige vorstin omging, toen zij die vriendschapsblijken van haren neef, gister haar hardnekkigste vijand en vervolger, ontving? Wie weet, hoeveel heete tranen en smartelijke zuchten zij des nachts, alléen met hare ongestoorde denkbeelden, aan de herinnering harer droomen van levensheil wijdde?

Jacoba zou evenwel niet in Henegouw blijven : haar hart verlangde naar het noorden, naar Holland met zijne bedrijvige en

[1] Vóor de instelling dezer vier sergeanten was er te Bergen maar één, voor den meier, en één voor den gevangenbewaker.

[2] Zie het stuk in de *Histoire de la ville de Mons ancienne et nouvelle*, par Gilles-Joseph de Boussu, bl. 121.

bloeiende koopsteden, naar Zeeland met zijne frissche en vruchtenrijke polders. Ook, na te Valensijn hare getrouwe ridders vergoeding te hebben gegeven voor hetgeen zij vroeger om haar hadden voorgeschoten en eenige andere zaken geregeld te hebben, zegde zij Henegouw vaarwel en trok naar 's-Gravenhage.

IX

Jacoba op 't slot Oostende te Goes. — Zij trouwt met ridder Frank van Borselen. — Gramschap van Philip van Burgondië, die Frank van Borselen doet gevangen nemen. — Jacoba staat hem al hare landen af. — Zij sterft.

Na zooveel stormen, waartegen wij Jacoba van Beieren hebben zien worstelen, moesten ongetwijfeld haar afgepijnd gemoed, haar diepgeteisterd hart zuchten naar verademing; ook zien wij haar voortaan in de schoone zomerdagen bij voorkeur in 't stille, afgezonderde eiland Zuid-Beveland, dat toen reeds 't paradijs van Zeeland werd geheeten. Hier, bij het noeste volk, uitschitterende door oprechtheid en eerlijkheid, die tegen de stormen geharde lieden, « als geboren in de zee en gewiegd in de baren », gelijk Bokhorn zegt, zoo huiselijk en tot stijfzinnigheid toe verkleefd aan de voorouderlijke zeden en gebruiken, hier mocht Jacoba inderdaad de rampen van vroeger vergeten en hopen dat betere dagen voor haar zouden aanbreken. Had zij er het recht niet toe? Van het leven had zij schier niets gekend dan tegenspoed en beproeving, en zij had nauwelijks haar zeven en twintigste jaar bereikt!

Jacoba huisde op het slot Oostende, te Goes, nu sedert ruim eene eeuw gesloopt [1]. De geschiedenis van die heerenwoon was wel geschikt om de belangstelling op te wekken eener vorstin, die zoo een avontuurlijk en veelbewogen leven had gehad als zij; na eene reeks van geslachten te hebben geherbergd, die in veete en strijd

[1] De heerenfamilie van Goes verkocht het kasteel ten jare 1747 aan den Raad van State, die er een krijgshospitaal van maakte, maar het werd eenige jaren nadien verkocht om afgebroken te worden. Er bestaat van 't kasteel Oostende nog een groote kelder, samengesteld uit twee breede gangen, die gevormd zijn door eene rei van vier zware pijlers. Deze kelder diende in 1838 tot bewaarplaats eener in de vorige eeuw aldaar gebouwde herberg.

(*Zeeuwsche Volksalmanak*, 1838.)

hunne dagen overgebracht hadden, mocht het huis tot wijkplaats verstrekken aan een wezen, dat dezelfde hartstochten had gekend, maar thans voor gansch andere aandoeningen zou vatbaar zijn. Kon Jacoba hier minder pronk en praal ten toon spreiden als te Bergen of te 's-Gravenhage; waren de luidruchtige jachtvermaken, het opwekkende klaroengeschal en wapengerammel der ridderlijke tournooien van gindsche streken hier vervangen door eenvoudige landelijke feesten : schietingen met den boog, spelevaarten op den stroom of de breede kreken, en dergelijke, toch schepte de vorstin daarin een wezenlijk genoegen en schaamde zich niet bijwijlen aan de uitspanning der Goesche schuttersgilden op haar eigen hof deel te nemen. De kroniek van Zeeland verhaalt, dat zij op eene der schietingen met den voetboog, in tegenwoordigheid van vele heeren uit den omtrek den papegaai hebbende geveld, naar 't gebruik der schuttersvereenigingen tot gildekoningin werd uitgeroepen en door de vrouwen van Goes met allerlei geschenken begiftigd. Was het daarop feest onder het landvolk, dat met dankbare oogen de geliefde vorstin naar hem toe zag komen, niet met den trots der gebiedster, maar met den welwillenden, liefelijken glimlach van eene zuster — men kan wel denken dat gedurende die dagen het kasteel van Oostende als 't ware een open hof was voor de edelen en ambtenaren, die de bevallige Jacoba hunne hulde kwamen brengen.

Onder al degenen, die te Goes met onderscheiding bejegend werden, was er geen van zoo hooge en beroemde afkomst als de heer van Borselen, wiens familiegeschiedenis tot zulke verre oudheid opklom, dat hare geboekte of bij traditie levende wapenfeiten waren voorgegaan door eene reeks legenden, die, wel is waar, vooral getuigden van den rijken vindingsgeest des eenen of anderen menestreels, op het slot gastvrij onthaald, maar die toch eenigerwijze de oudheid en grootheid des geslachts vermochten te staven. Zoo wist men te verhalen, dat de van Borselens afkomstig waren uit Zwaben en daar kroon en schepter hadden gedragen, tot den dag, waarop de machtige keizer, tegen hen in oorlog, besloten had geheel den stam te verdelgen. Een Frank van Borselen was de eenige telg des geslachts, aan de vervolging des

keizers ontsnapt, en die, naar Hongarië getrokken, daar de dochter van koning Maroth ten huwelijk had gekregen; zijn kleinzoon, Luitpold, was in 838 met het leger van keizer Lodewijk den Vrome naar Nederland gekomen om de Denen te bevechten, had die woeste krijgshorden uit Zeeland verdreven en was, ter belooning zijner heldendaden, benoemd tot « capiteyn generael om tland van Zeelandt te bewaren voor die vianden. » Om daartoe te beter in staat te wezen, werd hij « seer hoogeliken begaeft met goet, lant en erve, bisonder bi Zuyt-Bevelant [1]. » Volgens de overlevering zou hij ook de kasteelen Troye en Oostende hebben opgericht.

Alle legende daargelaten, het is zeker dat het geslacht van Borselen reeds in de XIe eeuw in Zeeland bloeide; dat een Wolfaart van Borselen ter eerste kruisvaart toog en een der stichters was van de Tempelorde; dat in de XIIIe eeuw een andere Wolfaart zich door 't indijken van schorren ten zuidwesten van Noord-Beveland verdienstelijk maakte en daar van graaf Floris V eene heerlijkheid verkreeg; voorts dat ook andere leden des geslachts met eer en glans in de geschiedenis der middeleeuwen worden genoemd.

De van Borselen waren in den vorigen oorlog geheel en al verkleefd geweest aan de belangen van Jan van Beieren, nadien aan die van Philip van Burgondië. Frank, die eene belangrijke rol in Jacoba's laatste levensjaren vervulde, had Jan van Beieren als rechtzinnig Kabeljauwsch gediend, en was nadien door Philip van Burgondië, te Brouwershaven, tot ridder geslagen, tot lid van zijnen raad benoemd en, na het sluiten des verdrags van Delft, aangesteld tot opperbevelhebber van Zeeland. Edoch, al deze omstandigheden, welke hem bij Jacoba hadden moeten verdacht maken, beletten geenszins dat de vorstin hem als dapper, rechtzinnig en waarlijk edel ridder in hare omgeving duldde, ja hem eene plaats in haren raad vergunde.

Alles, wat Jacoba hier genoot, diende evenwel slechts tot verzachting, niet tot genezing van hare diepe hartewonden, en

[1] *Zeeuwsche Volksalmanak*, 1838.

menigmaal moet zij bittere zuchten geloosd hebben bij de stille overdenking aan alles wat zij verloren had, en aan de treurige eenzaamheid, waartoe zij in de bloeiendste levensjaren was veroordeeld. Te droeviger zal de vorstin, bij den terugblik op hare vervlogene jaren, zich gestemd gevoeld hebben naarmate het besef van haren bekrompen toestand haar pijnigde; ook zal het wel in zulke oogenblikken geweest zijn dat Jacoba zich overgaf aan den drang harer edelmoedige gevoelens.

Wij hebben haar in Henegouw, gedurende de eerste beproevingen van een rampspoedig huwelijk, hare liefde tot de minderen, hare vroomheid en christenzin in edele daden zien vertolken; ook thans, in Zeeland, na zoo menigen storm doorstaan en zoo diep door allerlei leed en smarte getroffen te zijn geweest, wist zij haren geest af te trekken van aardsche zinnelijkheid en lust, het verdoovende gedommel der joelende volksmenigte en de schaterende zangen der feestvreugde te ontwijken, om hare zucht tot weldoen en hare vrome gevoelens lucht te geven. Ook hier reikte zij aalmoezen uit aan de behoeftigen, beurde zij de bedrukten op, herdacht haren geliefden vader door de instelling eener maandelijksche misse tot rust zijner ziel [1], en bevestigde zij de instelling eens kapittels van kanunniken te Reimerswaal [2], gelijk zij weldra, tot welstand der Utrechtsche kerk, bij het concilie van Bazel zou aandringen om den gestoorden vrede onder de priesters van het sticht te herstellen [3].

Zooeven repten wij een woord van Jacoba's bekrompen toestand; en inderdaad moeten hare inkomsten niet voldoende geweest zijn ter bestrijding van de kosten harer hofhouding. Is het waar, wat de kroniek verhaalt, dan moet de vorstin zelfs meer dan eens in moeilijke omstandigheden verkeerd hebben. Eens toch, zoo schrijft men, toen hare moeder haar eenige schoone paarden en kostbare juweelen gezonden had, was zij niet in staat

[1] Namelijk in hare hofkapel te 's-Gravenhage. Zie de akte van 4 April 1429 bij Van Mieris, IV.

[2] Van Mieris, IV. Akte van 22 Januari 1430.

[3] *Idem.* IV, 8 April 1433.

den brenger dier geschenken te beloonen. In hare verlegenheid wendde zij zich tot verscheidene edellieden, met verzoek haar uit den nood te helpen, maar hunne edelmoedigheid reikte zoo ver niet om eene gevallene grootheid meer dan met woorden ten dienste te staan. Dan toonde Frank van Borselen, haar vroegere tegenstrever, meer hart dan menige Hoeksche aanleider; en zonder uitzicht op eenig hoegenaamd voordeel, voorzag hij de gravin van tijd tot tijd van de haar ontbrekende penningen.

Is dit verhaal echt, of enkel de vrucht der inbeelding van onze oude kroniekschrijvers? Werd Jacoba inderdaad teenemaal door hare Hoeksche vrienden verlaten, of waren deze door de aanwezigheid van Kabeljauwsche raadsheeren en beambten te Goes van Jacoba natuurlijkerwijze verwijderd?

De geschiedschrijvers, medegesleept door de vele ongelukken en het romantische van Jacoba's leven, hechten geloof aan het vertelsel en verklaren alzoo de innige betrekking, tusschen haar en Frank van Borselen tot stand gekomen. Onwaarschijnlijk toch is het niet, en als er iets noodig was om de gravendochter van Holland geboorte en rang te doen vergeten en hare liefde te schenken aan eenen landedelman, hoe beroemd ook als ridder en geacht als staatsman, dan kan het bezwaarlijk iets anders geweest zijn dan rechtzinnige deelneming in 't lot der gevallene vorstin, bij hem, en een warm gevoel van dankbaarheid bij haar. Beide beminden dan elkander met hartstocht en zij waren ook geschikt om elkander goed te begrijpen. Was Jacoba als eene bloeiende roze, levenslustig ondanks al hare tegenspoeden, bedeeld met schitterende geestesgaven en een groot hart — Frank van Borselen wordt ons voorgesteld als een schoon, krachtig, welgevormd man, opgeruimd van geest, heusch van manieren en vatbaar voor de beste gevoelens.

Ongetwijfeld zal de vorstin, in het eerste bewustzijn van den nieuwen hartstocht, die haar beheerschte, wel eenigszins hebben geschrikt over den afstand, die den Zeeuwschen ridder van haar scheidde; maar na rijpe overweging zal haar dit verschil van rang dan niet meer zoo groot hebben geschenen. Het is waar, Jacoba had eene onafzienbare reeks van gekroonde vorsten, keizers,

koningen, hertogen en graven in haar geslacht, maar was haar huidige toestand wel aanzienlijker dan van eene gewone landedelvrouwe? En van Borselen — behoorde hij niet tot de aanzienlijkste edelen des lands, die onmiddellijk afhingen van den keizer en naast den vorst des lands de eerste plaats innamen? Een zijner voorvaderen, Wolfaart van Borselen, met graaf Floris V vermaagschapt [1], werd regent van 't land en voogd van Jan I; Floris van Borselen verkreeg van Jan IV en Jacoba van Beieren, in 1418, de heerlijkheid van Sint-Martensdijk, terwijl Philip van Borselen omtrent dienzelfden tijd 't ambacht van Munster, in Borselen, en 't ambacht Kortgene, in Noord-Beveland, die hij beide in leen hield, als vrij eigen goéd bekwam. Genoemde Floris, ook heer van Zuilen, was in 1420 schatmeester des hertogs van Brabant, die hem datzelfde jaar beleende met de heerlijkheid van Evere; — Frank, zoon van Floris, werd in 1421 door Jan van Beieren, met Florens en Philip van Borselen, als gevolmachtigde naar de Statenvergadering van Geertruidenberg gezonden, en in 1425 door Elizabeth van Gorlitz, hertogin van Beieren, tijdens hare afwezigheid tot ruwaard van Voorne aangesteld — zeker bewijzen genoeg van aanzien, achting en vertrouwen.

Nog grooter eere was Frank van Borselen te beurt gevallen omtrent 1430, toen Philip van Burgondië hem, tegelijk met Philip van Borselen, voor den duur van acht jaren als bestuurder van Holland, Zeeland en Friesland had aangesteld, eene benoeming, die Jacoba den 19 Januari van gemeld jaar (o. s.) met haar zegel bekrachtigde [2]. Men ziet, de afstand tusschen de gevallene vorstin

[1] Melis Stoke, II, b. IV, 280.

[2] « Jacob, bider genaden Goids hertoginne in Beyeren, gravinne van Henegouwen *enz.* Want onse lyeve broeder van Bourgon. bevolen heefft mit sinen brieven onsen lieven getruwen heren Franck van Borssel, heer tot Zulen ende tSente Mertinsdijck, heren Phillips, heer tot Borssell ende tot Cortekene, ende Florens van Borssel, heer tot Zobborch, tguvernement van onsen landen van Hollantt, van Zeelant ende van Vriesslant, durende een zeker tijt ende termiin van achte jaren, also die selve onse lieve broeder van Bourgon. voirscr. een ruwaert ende een oir is der selver onser lande voirgenoemt; ende wair dat zake, dat onse lieve broeder van Bourgon. voirs. binnen den termiin van

en haren plaatsvervanger in 't beheer harer staten was eigenlijk niet groot.

Hoe nu Jacoba ook over haren toestand dacht, terugwijken zou zij niet; wij kennen haar immers : zij had eenen eigenen wil en was gewoon dien door te drijven, hoe groot ook de gevaren mochten zijn, welke haar daarbij bedreigden. Alleenlijk zou zij met omzichtigheid handelen en alzoo alles trachten te redden wat door het plechtig zoenverbond van 1428 verbeurd was verklaard, in den gevalle zij zonder voorweten en toestemming van hertog Philip, hare moeder en de Staten harer landen een huwelijk zou hebben aangegaan. Die toestemming vragen achtte Jacoba nutteloos : geene der drie partijen toch zou ze gegeven hebben, uit hoofde van de ongelijkheid van rang tusschen haar en Frank van Borselen bestaande; daarom zou het geheim verkeer door eene geheime echtverbintenis worden gevolgd. Dit geschiedde in den loop van 1432, in Jacoba's kamer van haar kasteel te 's-Gravenhage; de bisschop van Luik zegende het huwelijk in, waarbij slechts enkele vrienden der vorstin tegenwoordig waren.

Nu gebeurde het, dat omtrent dienzelfden tijd Jacoba's moeder in Henegouw het plan opvatte om Philip van Burgondië door eenen sluipmoord van kant te maken. De hertog, nochtans, hiervan bij tijds onderricht, deed de medeplichtigen in hechtenis

den achte jaren voirseit bider onthengenisse Goids van den leven ter doit quame, dat onse heer Got verbieden moet, off dat hem enige zaken up comen muchten, wairbij dat hij onse heerlichede ende lande niet regieren en soude mogen, hoedanich die in eniger wijs gebueren muchten, so hebben wij geloefft ende geloven mit desen brieve onsen lieven getruwen heren Franck van Borssel voirs. te houden ende te doen houden van onser wegen inden guvernement van onsen landen van Hollant, van Zeelant ende van Vriesslant, gelikerwijs ende in alre manieren als die brieve inhouden ende begripen, die hij mit heren Phillips ende Florens van Borssel, sinen neven voirs., van onsen lieven broeder van Bourgon. voirscr. daer off hebben, durende de voirs. achte jaren lanck, ende daren tenden tot onsen wederseggen. In oircunden desen brieve bezegelt mit onsen zegle. Gegeven inden Hage, den XIX dach in Januario, int jaer ons Heren dusent vier hondert ende dertich. »

(*Codex diplom.*, bl. 139, uitgegeven door 't Historisch Genootschap van Utrecht.)

nemen, ontperste hun op de pijnbank alles wat hij verlangde te weten en deed daarop, tot verdere veiligheid, niet alleen te Kanoot, waar Jacoba's moeder verbleef, maar ook te 's-Gravenhage en te Goes eene scherpe waakzaamheid onderhouden. Zoo wist hij weldra van zijne bespieders dat Jacoba met Frank van Borselen in 't huwelijk was getreden.

Erg was deze tijding voor den Burgondiër; hij kon niet weten of hier alleen liefde in 't spel was, dan of het paar ook staatkundige bedoelingen had, die enkel en alleen tegen hem konden gericht zijn. Hadden de Hoekschen hem verscheidene jaren lang tot verdediging en strijd gedwongen, wat zou het worden, moesten nu ook de Kabeljauwschen, die Frank van Borselen als een hunner eerste aanleiders erkenden, zich bij de eersten aansluiten om Holland, Zeeland en Friesland aan de gravendochter terug te geven en het land geheel en al te bevredigen!

Philip nam een kort besluit. Tegen 't einde der maand November 1432 trok hij met zijne gemalin, eenen schitterenden hofstoet en 600 ruiters naar 's-Gravenhage, liet er zich door Jacoba onthalen, hield zich alsof er niets buitengewoons gebeurd was en nam intusschen maatregelen om de zoenverbreking te straffen. Op eenen avond werd Frank van Borselen in den naam des hertogs gevangen genomen, in eene schuit over Delft en Rotterdam naar Vlaanderen gevoerd en in het slot van Rupelmonde gevangen gezet.

Men raadt de ontsteltenis, de verlegenheid, den schrik, die Jacoba aangrepen toen haar 't lot haars echtgenoots werd gemeld. Zij ging Philip te voet vallen, bidden en smeeken om haren geliefde de vrijheid weer te geven, niets hielp: de hertog, in den schijn of wezenlijk vertoornd, liet zich zelfs het woord ontvallen dat Frank van Borselen zijne roekeloosheid en vergrijp tegen den vorst met den dood zou boeten.

Een dergelijk avontuur, door Philip zelf ontworpen, hadde voorwaar niet beter zijne hebzucht kunnen dienen. Wat zou de ongelukkige Jacoba thans niet doen om het leven van haren gemaal te redden, wat om haar huwelijk te doen erkennen en zonder angst en verlegenheid de zoete genuchten eens gelukki-

gen echts te mogen smaken ? Om dit te verkrijgen wilde zij alles ten offer brengen; al haar recht op hare erflanden, zelfs den titel van gravin, dien zij tot nu toe gedragen had, gezag, rang, eere — wat woog dit alles bij de nog jonge vrouw op tegen de liefde, waarvan zij eerst nu, voor enkele dagen slechts, de zaligheid had gekend ?

Men kan denken hoe hevig 't hart van Philip jeukte toen hem eindelijk 't volle bezit van die schoone landen was verzekerd... Ja, Jacoba van Beieren bewilligde in al de voorwaarden, welke haar gesteld werden, hoe hard die ook mochten zijn; enkel bedong zij, met de vrijheid van Frank van Borselen, een aantal heerlijkheden, alsmede de opbrengst der tollen in Holland en Zeeland voor zich. De akte, waarbij zij dien afstand doet ten voordeele van « haren lieven broeder » den hertog van Burgondië, rept evenwel geen woord van het huwelijk, dat er aanleiding toe gegeven had, maar zegt dat Henegouw, Holland, Zeeland en Friesland beter te besturen waren door eenen machtigen vorst dan door de hand eener zwakke vrouw. — Zoo wist de Burgondiër nog den schijn aan te nemen als handelde hij enkel in 't belang der volkeren, en zoo bevestigden de staatsmannen der XV[e] eeuw de echtheid van het gezegde, dat het woord den mensch is gegeven om zijne gedachte te verbloemen [1].

[1] « Wij, Jacob, hertoginne in Beyeren.... oversiende ende merckende hoe dat onse voorsz. landen van Henegouwen, van Hollant, van Zeelant ende van Vrieslant syn grote ende machtige landen, daer die sommige off liggen op die zee, ende mit vele groter machtiger heerscippen ende landen ombetoent gelegen; bedenckende oick dat wij, die een vrouwelick persoen syn, alsoo niet ontsien ende geobedieërt syn mit alsulcker onderdanicheden als daer wail toebehoirde, die selve onse landen, dair grote menichte van edelen ende volcke is, die lange tyt onder malkanderen in groter partyen ende tweedrachten gestaen hebben, niet en mogen onderhouden ende regieren in payse, rusten ende vreden, als wy mit goeden herte gaerne sagen ende wail van groten noede wair, noch die oic niet ontlasten vanden groten ende zwaren lasten ende sculden, dair sy inne staen; ansiende voirt dat van groten noede is om die welvaert, nutscap ende profyt der voorsz. landen, die te ontlasten, te zuveren ende te onderhoudene in goeder justicie, payse, ruste ende vrede, dat zy geset ende gebrocht worden in handen van eenen muegenden vorst

De afstandsakte hield, onder andere bepalingen, deze in, dat, zoo hertog Philip kinderloos kwam te sterven vóor Jacoba, deze opnieuw in het bezit der haar ontnomene landen komen zou, met recht van opvolging voor hare nakomelingen. Zoolang Jacoba leefde zou Philip een vierde, en na haren dood, wanneer zij wettige erfgenamen achterliet, de helft genieten van hetgeen hare landen en heerlijkheden moesten bijdragen in de hulpgelden, door de Staten toegestaan. Stierf Jacoba zonder wettige kinderen achter te laten, dan zouden al hare goederen tot den hertog terugkeeren. — De aan Jacoba gelatene bezittingen waren : de eilanden Oost- en West-Voorne, met de stad Briel; Zuid-Beveland, met de steden Goes en Reimerswaal, en Tholen, met de stad van dien naam, en van Borselens voorvaderlijk kasteel te Sint-Martensdijk;

ende heer van groeter machten ende ontsicht, wairtoe wy niet en weten noch en kenne ne gheenen oirbaerlicker noch nutter te wesen dan onsen lieven brueder, die hertoghe van Bourgoignen, die welcke kent die conditie ende natuere der voorsz. landen ende luden, ende heeft die selve onse brueder die voorsz. onse landen ombelegen mit vele van synen landen ende luden, die dagelycx die selve onse landen hantieren mit groter comanscippen, ende anders, hebben om desen saicken wille, ende sunderlinghe overmits dat onse lieve brueder voirsz. is onse waerachtige erffgename ende naeste bloet, uut gansser liefden ende natuerlicker minnen, dair wy van rechter maechscaps wegen ende naerheden van bloede an hem verbonden staen, den selven onsen lieven brueder, die hertoghe van Bourgoignen, voir hem ende voir sijne wittachtigen lijfserven, gegeven ende gegonnet mit onser rechter wetentheyt, wail bedacht, mit onsen vryen moetwille, sonder eenich bedwanc ende sonder wederropinghe van ons off van onsen nacomelingen, geven ende gonnen mit desen jegenwoirdigen brieve voor ons ende voor onse voorsz. nacomelingen, alle die heerlicheden, hooge ende lage, landen, steden, sloten ende luden der graefflicheden van Henegouwen, van Hollant, van Zeelant ende Vrieslant, mitsgaders alle manscappen, rechten ende vryheden, renten, opcomingen, beden, brueken, verbuerten ende giften van geestelicken ende waerlicken goeden, ende mit allen hueren anderen toebehoirne, geheel ende overal, sonder yet daer uut bijsondert te wesen, in allen manieren, als die an ons gecomen ende bestorven syn by doode ons lief heeren ende vaders, hertoghe Willems, ende ons liefs ooms, hertoghe Jans van Beyeren zaliger ghedachten... »

(Van Mieris, IV, 1012-1015. — Het geheele stuk telt niet min dan acht kolommen, groot folio-formaat. De oorspronkelijke akte is te Brussel in 't Rijksarchief.)

de stad en het kasteel van Leerdam, met de landen van Ter Leede en Schoonrewoerd; het slot Nijenburcht in West-Friesland, met de Noord-Hollandsche dorpen Schermer en Ursem [1]. Verders was men overeengekomen dat Jacoba, na 't overlijden harer moeder, de haar toebehoorende eilanden Texel en Wieringen, benevens de heerlijkheden van Teilingen, Noordwijk, Wijk-aan-Zee en Beverwijk, ter uitzondering der sterke stad Schoonhoven, zou ontvangen. Ten laatste, buiten de hoogergemelde tollen, zou Jacoba de inkomsten genieten van 't graafschap Oostervant, boven eene som van 12,500 schilden uit de loopende hulpgelden van Holland en Zeeland.

Welke titel zou Jacoba voortaan dragen? Ook was dit in 't verdrag voorzien : zij zou, namelijk, schrijven : « Jacoba, hertoginne in Beieren, van Holland, gravinne van Oostervant. » Toen alles geregeld was, en hertog Philip het doel zijner langdurige pogingen bereikt had, trok hij nog eens met Jacoba door Holland, Zeeland en Henegouw om zich door de edelen en steden als wettigen landheer te doen huldigen. Te recht merkt Siegenbeek op, « dat wij in de geheele handelwijze van Philips, bij deze gelegenheid, duidelijk den schranderen en listigen staatsman ontdekken, die, terwijl hij zijne heerschzuchtige oogmerken volkomen bereikt zag, zich tevens den lof van gematigheid en zachtmoedigheid wist te verwerven. »

Nu was Jacoba geheel en al beroofd, zonder uitzicht op eenen ommekeer van zaken; immers dat Philip vóor haar zou overlijden was niet zeker, en dat hij zonder wettige kinderen ten grave zou dalen bleek bereids niet zoo te zullen zijn; althans zijne gemalin was reeds in zwangeren toestand [2]. Het was derhalve den hertog van Burgondië weinig van belang, met wien zijne nicht zich verbond, en zonder moeite zond hij haar den 9 December 1433 uit Dijon zijne toestemming om een huwelijk aan te gaan, zonder

[1] Deze laatste bezittingen verwisselde Jacoba naderhand met de heerlijkheden van Borselen en 't land en ambacht van 's-Gravezande, Maasland, Vlaardingen. (Van Mieris, IV, 1041, 1049.)

[2] Er werd den hertog op 14 April 1432 (o. s.) een zoon geboren.

evenwel Frank van Borselen, natuurlijk reeds weder in vrijheid gesteld, te willen noemen. Maar dewijl Jacoba hem, na de onderteekening des bestands van 12 April 1432, had verklaard zich te willen verbinden met eenen heer uit hare naburige landen (*avec ung seigneur des marches à elle prouchaines*), waartoe zij zijne goedkeuring vroeg, gelastte Philip zijnen eersten kamerling Antoon van Croy en zijnen schatmeester Gui Guilbant de zaak in overweging te nemen. Beide raadsheeren verklaarden bij brief van 27 Januari 1433 (o. s.) toe te stemmen in 't huwelijk der gravin met den edelen ridder Frank van Borselen, heer van Zuilen, Sint-Martensdijk en Kortgene [1].

Thans werd de echt openbaarlijk ter kerke van Sint-Martensdijk ingezegend en den 1 Maart 1433 (o. s.) de huwelijksakte onderteekend [2].

Philip, die geene gelegenheid liet voorbijgaan om den schijn

[1] Van Mieris, IV, 1029.

[2] « In den naeme der heyliger Drivuldicheyt, amen. Jacob, by der genade Gods hertoginne in Beyeren, van Hollandt, gravinne van Oostervant ende van Ponthieu, vrouwe van Zuyt Bevelandt ende van Voorne, ende wy, Franck van Borselen, heere tot Zuylen, tSente Maertensdyck ende tot Cortkene, alzoo overmits die welvaert, nutschap ende prouffijt van eeniger onser landen ende heerschappien, nevens die een den andren gelegen, ende omme sonderlinghe saicken ende reedene wille, ons beyden daer toe roerende, zeker hielick tusschen ons beyden by toespreecke van sommige onze vrunden ende maigen geraempt, gedadingt, geslooten ende overdragen es, soo hebben wy daerom tusschen ons beyden zeekre hielicxse voorwaerden gemaect inder vougen ende manieren hiernaer beschreeven :

» In den eersten is voorwaerden ende voor hilick wail overspreecken, dat wy Franck voornt. binnen desen eersten jaer naestcommende onser liever vrouwen de hertoginne voorsz. maecken sullen eene duwarie ende lyftocht met onsen besegelden brieven, ende anders, alst van noode wesen sal, an zeeckre landen, heerschappien ende goeden, daer zy wel mede bewaert sal wesen, tot de somme toe van zeven duysent Bourgonse Philips scilden sjaers off daer ontrent voor datum sbrieffs geslaegen.

» Item is desgelixs voorwaerde ende voor hilick wel oversproocken, dat wy hertoginne oock binnen desen eersten jaer naestcommende den selven heere Vrancken van Borssel verlyfftochten sullen met onsen besegelden brieven ende anders, als het van node wesen sal, an zeeckre heeren (*heerlicke*) goeden ende anders, daer hy wel an bewaert sal wesen, tot de somme van twaelff

van een edelmoedig vorst te hebben (zelfs dan, gelijk zijne latere geschiedenis maar genoeg bewijst, wanneer slechts koele wreedheid uit zijne daden sprak), schonk nu Frank van Borselen den

duysent Bourgoense Philips scilden sjaers, ofte daer ontrent, voor datum sbrieffs geslaegen, welcke duwarie ende lyfftochten, die wy aldus den een den andren sullen maeken met onsen andren brieven, sullen goet, vast ende van goeden waerden wesen ende blyven, ende wy willen dat die volcomelycke gehoude worden by onsen erven ende naecomelingen nae inhoudt die brieven, die wy daer off die een den andren geven sullen, sonder die te verbreeken off daer tegens te gaen in eeniger vougen.

» Item es rechte voorwaerden ende voor hilick wel oversproocken, dat van alzulcke schulden ende verbanden, als wy hertoginne gemaect ende besegelt hebben off schuldich wesen mogen, geschiet voor den datum des brieffs, wy Franck van Borssel onse erven ende goeden, duwarien ende lyfftochten, die wy nu hebben off naemaels crygen, off maelcanderen maecken mogen, sullen daer niet in gehouden wesen yet uyt te reycken off te betaelen, nu off tot eeniger tyt in eeniger manieren, mer sullen daer vry ende onbelast of staen; ende desgelicx is rechte voorwaerde ende voor hilick wel oversproocken, dat van alsulcke schulden ende verbanden, als wy Vranck van Borssel gemaect ende besegelt hebben, ofte sculdich wesen mogen, geschiet voor den datum des brieffs voorsz., wy hertoginne, onse erve ende goeden, duwarie ende lyfftochten, die wy nu hebben off namaels crygen off malcander maecken mogen, en sullen oock niet daer in gehouden wesen nu off tot eeniger tyt yet uyt te reycken of te betaelen in eeniger vougen, maer sullen daer vry ende onbelast aff staen, ende een ygelick van ons, ende onse goeden zullen elck zyn last draegen van den schulden, die hy gemaect heeft voor den zelven datum des brieffs.

» Item es rechte voorwaerden ende voor hilick oversproocken, waert saecke dat wy hertoginne afflyvich worden voor heere Vranck voorn., zonder oir achter te laeten, van onser beyder lyve commende, dat dan die zelve heere Vrancke uytgaen ende van onsen erve ende nacomelinghen verscheyden sal met alle alzulcke lande, erve, heerlicke goede ende andre, als hy aen ons, hertoginne, gebracht hadde, ofte noch by versterfte, coope off anders vercrygen ende aen ons brengen mochte, ende daer toe es rechte voorwaerde ende voor hilick ondersproocken, dat die zelve heere Vrancke mede hebben, behouden ende gebruycken sal zyn leven lanck gedurende alzulcke verlyfftochtinge ende goeden, als wy hem met onsen besegelden brieven voor onse doot gemaect hebben sullen. Ende waert saecke, dat wy, Vrancke va̅n Borssel, afflivich worden voor onser liever vrouwen der hertoginne voorsz., sonder oir after te laeten van onser beyder lyve commende, zoo is rechte voorwaerden ende voor hylicke oversproocken, dat dan onse lieve vrouwe voornt. wtgaen ende van onsen erve

titel van graaf van Oostervant, welke hem gelijkstelde met de prinsen van den bloede, en vleidc hem zelfs in zijne brieven met den naam van « lieven ende getrouwen neve » [1].

ende naecommelingen verscheyden sal met alle alzulcke landen, erven, heerlicke goeden ende andere, als zy aen ons Vrancke gebracht hadde. Ende des is oock rechte voorwaerden, ende voor hilick ondersproocken, dat die zelve onse lieve vrouwe daer mede hebben, behouden ende gebruycken zal haer leven lanc gedurende alzulcke duwarie ende lyfftochten, als wy haer met onsen besegelden brieven voor onse doot gemaect zullen hebben. Voort meer is rechte voorwaerde, ende voor hilick wel ondersproocken, waert dat wy hertoginne ende Vranck voorsz. hier namaels tot eeniger tyt die een den anderen eenige meer lyfftochten ofte duwarie maecten boven der somme ende lyfftochten voorsz. met onse brieven, van wat goeden het zy, heerlicheyden ofte eygen goeden, roerende ofte onroerende, dattet waer, die zullen goet, vast ende van waerden wesen ende blyven, gelyck off zy op dese tyt by ons geschiet ende gemaect hadde geweest, ende sullen elxs de zelve onse lyfftochten ende duwarie hebben, houden, besitten ende gebruycken vry ende onbelast, zonder die een des anders schulden te betaelen, gemaect voor datum des tegenwoordigen brieffs, gelycken voor verclaert staet.

» Item zoo is noch rechte voorwaerden, waert saecke dat wy eenige goeden coften, worven ofte vercregen van ons selve, het waere heerlycke goeden, erfflicheyden ofte andre, dat wy die erffelick mochten maecken elcxs den andren, ende erffelic te blyven, ende die te hebben ende te gebruyken naer inhoudt die brieven, die wy elcxs den anderen daer off geven sullen.

» Voort zoo hebben wy, hertoginne, ende Vranck van Borssele voorsz. met goeden vrye willen elxs den anderen gegunt, gegeven ende gemaect, gunnen, geven ende maecken by desen tegenwoordige hilicse voorwaerden alle alzulcke havelicke goeden als wy nu tsamen brengen sullen ofte hier namaels vercrygen mogen, hetzy gesteente, goudt, silver, cleynoden, juwelen, geslaigen ende ongeslaigen, geltsculde, die men ons ofte eenich van ons sculdich es off sculdich mochte worden, huysraet, katelen ende anders alle havelicke goeden, hoedanich die zyn off hoe die genompt mogen wesen, off naemaels, tsy gifte van duwarie ende lyfftochten, of anders, vercrygen mogen, om die te gebruycken ende te hebben in vryen eygendomme elcx naers anders doot, zonder onsen erven ofte yemandt anders hem des te bewinden, zonder oock die een des anders schulden te betaelen voor datum deses brieffs gemaect.

» ..... Gegeven tot Oostvoorne op den eersten Maerte int jaer ons Heeren M. CCCC. XXXIII na den loop shoofs van Hollandt. »

(Van Mieris, IV, 1032-1033.)

1. « Phelippe, par la grace de Dieu, duc de Bourgoingne, *etc.* A tous ceulx

Maar ondertusschen zou de hertog van Burgondië toch niet geheel rustig zijnen buit bezitten. Keizer Sigismond beschouwde nog altijd de graafschappen Holland en Zeeland als mannelijke leenen, welke Jacoba nooit met recht bezeten had en bijgevolg niet aan haren neef kon afstaan; bovendien had Philip ook eenige andere leengoederen, die van 't Duitsche rijk afhingen, niet in tijds bij den keizer verheven en die, volgens feodaal recht, verloren. Sigismond zond dan in Juni 1434 aan Philip eene oorlogsverklaring, met de verwittiging dat hij voornemens was de onrechtig aangematigde en verbeurde landen, als hoofd des rijks, uit zijne handen te zullen komen halen [1].

Daarop zond de hertog van Burgondië al de Duitsche vorsten een vertoog ter opheldering van zijne handelwijze, den keizer betichtende onrechtstreeksch aan den moord van hertog Jan, Philips vader, te hebben deel genomen. Dit vertoog lokte eenen nieuwen brief uit van Sigismond, dien hij al de steden en vorsten van het rijk toestuurde, benevens eenen brief aan al de steden

qui ces presentes lettres verront, salut. Savoir faisons que en lonneur et faveur du mariage naguerres fait et confremé en sainte eglise entre notre tres chier et feal cousin messire Francke de Borssel, comte dOestrevant, seigneur des pays de Zuud Beveland, de Vourn, de Zulen et de Saint-Martins dycq, dune part, et notre tres chiere et tres amee seur dame Jaque, ducesse en Baviere, de Hollande, contesse dOestrevant et de Pontieu, dame desdiz pays de Zuyd Beveland, de Vourn, de Zuylen et de Saint-Martins dyc, dautre part, nous sommes contens.... otroyons et consentons par ces presentes audit messire Franck que tant et si longuement quil vivra il prenge et ait le tiltre et se escrive et nomme conte dOestrevant, sans aucune reprehension ne que apres la mort dicelle notre seur, ou cas quelle iroit die vie a trespas avant luy, il doye delaissier ne perdre ledit tiltre, sa dite vie durant et avec ce en faveur dicelluy mariage, ottroions et consentons par ces mesmes presentes au devant dit messire Franck, que des cinq cens clinquars que avons donne et assigne a notre seur, prendre et avoir chacun an sur toutes les rentes et revenues de ladite conte dOestrevant, il joisse apres le trespas dicelle notre seur, ainsi et par la maniere que fait de present notre dite seur sa vie durant. En tesmoing de ce nous avons fait mettre scel a ces presentes. Donne en notre ville de Malines le second jour de juing lan de grace mil quatre cens trente et quatre. »
(*Staatsarchief van Bergen.*—Lacroix, *Épisode du règne de Jean de Bavière.*)

[1] De Dynter, 507. — Van Mieris, IV, 1037.

en prelaten des bisdoms van Luik. De antwoorden, die de keizer daarop ontving, waren hem wel gunstig, doch hij haastte zich niet met een leger naar de Nederlanden te komen en stierf in 1437. Zijn zoon en opvolger, Albrecht van Oostenrijk, vreedzamer van aard, liet Philip van Burgondië in 't rustig bezit der bedoelde landen en heerlijkheden.

Zoo was er rust voor den vervolger en vrede voor het slachtoffer. Ja, voor Jacoba, zoo lang door het noodlot vervolgd, waren nu eindelijk schoone dagen aangebroken. Zonder heerschzucht, zonder staatkundige bekommeringen, zonder vrees voor 't morgen, gelukkig met den geliefde haars harten, verbleef zij nu eens te 's-Gravenhage, dan te Gouda, maar meest op 't huis Teilingen, in Rijnland [1]. Overal leefde zij nog als eene echte vorstin, omgeven door de pracht en den luister eens volledigen hofstaats, in al de weelde die eene jonge vrouw, verslingerd op keur van kostbare kleeren en juweelen, kan droomen. Hield zij feest, en dit gebeurde niet zelden, dan waren de dichte en wildrijke bosschen van hare lusthuizen getuigen van de glansrijkste jachtstoeten, die wel aan eenig hof waren aan te treffen; de banketten waren lustig, de spelen druk gevolgd, de zwervende menestreels, of hare eigene dichters en muzikanten, altijd welkom in het feestsalet [2]. Hare ingeborene goedheid vergat evenwel, te midden van al hare zieleweelde, de ellendigen der wereld niet, en zij bleef de tranen drogen, door armoede of lijden geweend; waar zij vertoefde, werd

[1] Eenige schrijvers der XVIIe eeuw hebben beweerd, dat Jacoba, vooral op het huis te Teilingen, zich bezig hield met het vervaardigen van kannetjes, uit eene fijne soort van leem gebakken, sommige wat verglaasd, nauw van hals en dik van buik. Ten gevolge van dit beweren worden soortgelijke kannetjes « Jacoba-kannetjes » geheeten. Men kan het verhaal dat Jacoba als pottebakster voorstelt, rangschikken onder de sprookjes. Wel is waar werden er uit de grachten van 't kasteel Teilingen eene groote menigte opgebaggerd, doch dit bewijst enkel, zegt Schotel, dat het daar bijzonder vroolijk moet hebben toegegaan. 't Was namelijk vroeger de gewoonte, de ledig gedronkene wijnkruiken over 't hoofd heen in den kasteelwal te werpen.

(Zie *Oude Tijd*, 1869, bl. 365.)

[2] Onder hare nalatenschap bevonden zich verscheidene « discanter boekskens, » dit zijn zangboeken voor tweestemmig koraalgezang.

zij door de bedrukten een engel van voorziening genoemd, terwijl de hoogere stand haar omgaf met al de eer en de achting, die hare schitterende gaven van hoofd en hart zoo ruimschoots verdienden.

Drie jaren verliepen, drie jaren van ongestoord heil, gedurende welke Jacoba geenen enkelen dag zich over hare vereeniging met Frank had te beklagen. Waarom moest dit bestaan, zoo rijk aan zegen, zoo kort van duur zijn? waarom mocht Jacoba niet minstens eene zoo lange reeks van jaren den wellust genieten van eenen gelukkigen echt, als zij den vloek had onderstaan van twee heillooze huwelijken?

Haar zwak gestel was niet bestand geweest voor de vele rampen en kwellingen, voor de zorgen en vermoeinissen die haar jaar bij jaar den geest en het lichaam hadden gepijnd en gemarteld; de tering greep haar aan... Langzamerhand verbleekte de levendige blos harer wangen, verdoofde de glans in hare schitterende oogen, teekende zich de afgematheid op haar bleek en invallend gelaat; blijkbaar stierf zij weg van de aarde, waar het lot haar op zoo menigen doornweg had gestuwd en waar nu eerst, sedert korte dagen, haar vurige levenslust had mogen vermeien op een pad van bloemen. Ach, hoe gaarne had Jacoba nog geleefd voor Frank van Borselen! maar de verschrikkelijke kwaal verpoosde niet; wreedaardig woedde zij in de aangetaste longen, in den hollen, smartelijken kuch, in de uitmergelende, pijnigende koorts, in de langzame sloping van hare krachten en van hare hoop. Vergeefs riep haar jammerende echtgenoot de hulp in van de beroemdste geneesheeren der kunst [1], alle middelen bleven vruchteloos : Jacoba worstelde met den dood.

De zomer van 1436 was de laatste, dien zij zou aanschouwen, en toen de liefelijkheid van 't schoone jaargetij verzwond, de bloemen waren uitgebloeid en op de blaren der boomen zich het werk der verdorring teekende; toen de maand October daar was met hare regenvlagen en koude mist, toen zagen de geneesheeren

[1] Meester Martijn was haar gewoon geneesheer; hem werden, in de laatste levensdagen der vorstin, Jan van Leiden, Gijsbrecht van Amsterdam en Jan van Apeltaren, uit Dordrecht, toegevoegd.

dat het uur der scheiding nakend was... Men ontbood hare moeder, nog altijd te Kanoot, haren gemaal, die enkele dagen afwezig was geweest, en een drietal getrouwe vrienden : Floris van Kijfhoek, Floris van Abeele en Willem van Egmond, alle drie leden van den Hollandschen regeeringsraad.

Jacoba zelve gevoelde genoeg, dat alles met haar weldra zou geëindigd zijn. Zij schreef dan de bepalingen voor van haren jongsten wil [1], waarbij zij hare verkleefde ridders en edelvrouwen, hare bedienden (de geringste niet uitgezonderd), hare magen en vrienden, verscheidene prelaten, kerken, kloosters en behoeftige lieden met liefde et goedheid herdacht [2]. Verders, zich de zonden haars levens herinnerende, bestemde zij verscheidene gelden tot het doen van bedevaarten, alzoo de boete voortzettende, die zij verscheidene jaren vroeger had begonnen door 't geven van aalmoezen aan behoeftige menschen om voor haar te bidden.

Dit verricht zijnde, mocht Jacoba hare gedachten aftrekken van deze nietige, vergankelijke wereld, welker rijkdommen en genuchten zij nu ondervond slechts hersenschimmen te zijn en de ziel gansch onbevredigd te laten. Versterkt door de opwekkende woorden van haren kapelaan en bijgestaan door twee broederen uit het Regulierenklooster te Leiderdorp, en drie begijnen, verhief zij geest en hart tot den God van barmhartigheid en genade, en stierf den 8 October 1436, in den bloeienden leeftijd van 36 jaren [3]. Zoo min bij Frank van Borselen als bij hare drie eerste echtgenooten was zij met kinderen gezegend.

[1] Dit belangrijk stuk is gelukkig bewaard gebleven.

[2] Omtrent honderd arme lieden, waaronder verscheidene van groote geboorte, doch vervallen, zijn in haar testament genoemd. Verders bepaalde zij, naar 't gebruik dier tijden, aalmoezen aan al de behoeftigen, die in de lijkdiensten en andere, te harer gedachtenisse te verrichten, zouden tegenwoordig zijn.

Bij akte van 1 Aug. 1434 had Jacoba, ter vervulling harer huwelijksbeloften, Frank van Borselen met verscheidene goederen tot zijnen lijftocht begiftigd.

(Van Mieris, IV, 1048-1049.)

[3] Eerst dertien dagen later was het overlijden van Jacoba met zekerheid te Bergen gekend :

« Le nuit Saint Lucq, ou mois dOctembre, fu envoyés Jehans Ghobiers, ser-

De vorstin had het verlangen uitgedrukt, begraven te worden in de kerk van Sint-Martensdijk, doch hare moeder wilde, dat zij met groote staatsie naar 's-Gravenhage gevoerd en in de hofkapel zou bijgezet worden. — Een beeldsnijder, met naam Joris, vervaardigde het afbeeldsel der vorstin in hout, hetwelk in genoemde kapel naast de beelden der vorige graven en gravinnen eene plaats bekwam [1].

Haar gemaal deet den 12 October in het openbaar afstand van de nalatenschap, hierdoor aan de verplichting ontkomende om hare schulden te kwijten. Hare moeder handelde evenzoo. Ganseh het vermogen der vorstin, na den verkoop van de achtergelatene juweelen en ander roerend goed, en welke omtrent 4,600 pond opbracht, was noodig tot betaling der legaten en schuldvorderingen.

Frank van Borselen overleefde zijne echtgenoote niet min dan

gans a ledite ville, portez lettres de par ycelle au Kesnoy, a Lardenois de Doustievene, à cause de la renommée qui couroit de medamme Jaqueline de Baivière, contesse dOstrevant, qui fu fille de no très-redoubté signeur le duc Guillaume, cui Dieux pardoinst, yestre trespassee...

» Le XXI jour doudit mois dOctembre sour ce que on sceult de certain que maditte damme la contesse dOstrevant estoit allé de vie à trespas, se partirent de Mons et dou conseil dicelle, Estievene Joye, eskevin, Jehan dou Parcq, doudit conseil, et ledit Druelin, a tout leur varles à VI chevaux, et sen allèrent en le ville de Lisle par devers nodit très-redoubté signeur monsigneur le duc de Bourgongne, le coudolloir doudit trespas... »

(*Stadsrekening van Bergen,* 1435-1436.)

[1] Er bestaan verscheidene portretten, welke men voorgeeft die van Jacoba te wezen. Te St.-Martensdijk, op 't gemeentehuis, vindt men eene verzameling portretten der heeren en vrouwen van het dorp, wellicht afkomstig uit het oude heerenslot. Onder deze is dat van Frank van Borselen en van Jacoba, beide klein, blijkbaar zeer oud en goed bewaard. Onder 't wapen van Beieren staat: *Mit ganser liebe,* en aan den voet: *vrouwe Jacoba van Beyeren, gravine van Hollant.* Sterf 1436.

Op het tafereel dat Frank van Borselen voorstelt, leest men onder 't wapen: *An allen wanck* (à tout hasard? of eene misschildèring van: *an allen vrank.*) Van onder staat: *Heer Vranck van Borselen, grave van Oostervant, sterf a°* 1470. (Zie de *Navorscher,* III, 1.)

Deze stukken, en verscheidene andere van dezelfde grootte, schijnen echter

46 jaren, en stierf in hoogen ouderdom den 19 November 1470, zonder wettige kinderen achter te laten. Na Jacoba's dood was hij vereerd gebleven met het vertrouwen en de toegenegenheid van Philip van Burgondië en diens opvolger, Karel den Stoute, en had op de openbare zaken eenen gewichtigen invloed blijven uitoefenen. Hertog Philip had hem in 1445 verheven tot ridder van het Gulden Vlies.

al kopiëen, waarvan het oorspronkelijke niet te vinden is. Dat Jacoba's beeltenis inderdaad werd gemaald, blijkt genoegzaam uit den volgenden post van de rekening der Burgondische hertogen, medegedeeld door Laborde (*Les ducs de Bourgogne*, I, 381.)

« A Jehan de Prestinieu, varlet de chambre et enlumineur de mdS. pour avoir osté les armes du roy dAngleterre qui estoient au livre de mdS. que lon appele le livre du Tresor, y avoir mis en ce lieu les armes de mdS. et de madame la duchesse, et y avoir figuré les personnes de mesdits seigneur et dame ou lieu de celles du roy et de madame de Hollande, LXXXII s. »

(*Recette générale*, 1440-1441.)

Wil men eene beschrijving van het beeld, zooals men het te St.-Martensdijk ziet? Deze wordt ons gegeven door het Jaarboekje *Zeeland*, voor 1853 :

« Het aangezicht is fijn, schoon van vorm en dat eener jeugdige vrouw; het hoofd bedekt met een net mutsje, omzet met een smal kantwerk; het mutsje wordt aan de slapen des hoofds opgetild door kussentjes, die overtrokken zijn met eene stof, geruit van zwart en rood, en naar het aangezicht toe met briljanten prijkende. Voorts draagt het lijf, tot aan deszelfs midden op de schilderij voorkomende, een eenvoudig zwart kleed, omgeven boven aan den hals, die ontbloot is, door een kraag van hermelijn, op de schouderen en op de borst met punten uitloopende. »

Noord-Nederlandsche schrijvers beweren nochtans, dat, onder al de bestaande portretten van Jacoba, alleen dat op het Trippenhuis te Amsterdam als echt te beschouwen is.

BESLUIT.

Wij hebben het beeld geschetst der buitengewone vrouw, die als 't ware de geheele geschiedenis van Holland in de eerste helft der XVe eeuw beheerscht. « Heldin der ridderschap », gelijk Löher haar noemt, streed zij gedurende elf jaren voor hare rechten, met een beleid en eenen moed, dien men veeleer bij eenen ervaren krijgsman dan van eene jeugdige vrouw verwachten mocht. Haar leven biedt een onwedersprekelijk bewijs aan van de wisselende kans des lots, de onbestendigheid der aardsche grootheid. Dochter eens gebieders van vier schoone en rijke gewesten, koninklijke bruid, verviel zij, na eene schier onderbrokene reeks van zware rampen en beproevingen, tot den stand eener landelijke edelvrouw, met de betrekking van houtvesterin... Verraden van degenen, die hare natuurlijke beschermers en verdedigers hadden moeten zijn, werd zij overgelaten aan hare eigene macht en zag zij een aanzienlijk deel harer onderdanen haar afvallen om met vreemde indringers tegen haar in strijd te gaan. Zoo stond zij bloot aan den haat van drie, met haar vermaagschapte vorsten, die, de eene door laag- en lafheid, de anderen door wraaklust en heerschzucht, hare vijanden waren geworden. Drie jaren bood zij, gesteund door eene geringe strijdmacht, het hoofd aan den hertog van Burgondië, evenzeer geducht om zijne sluwheid in staatkundige berekeningen als om de overmacht zijner schitterende legerbenden; drie jaren hield zij zijne ridders en huurlingen in het veld, nu eens overwonnen en teruggedreven, dan door bloedige neerlagen of verwerende aftochten hem de snoodheid zijns gedrags doende boeten.

Jacoba van Beieren beging misslagen, groote misslagen, voorzeker! Zij leverde blijken van lichtzinnigheid, en gaf der wereld het ontstichtende schouwspel eener schandvolle echtbreuk; en ech-

ter, ondanks hare groote gebreken, hare roekeloosheid en voortvarenheid, haar gemis aan staatkundig doorzicht; ondanks de schandvlek die haar huwelijk met den hertog van Glocester haar op 't voorhoofd teekende; ondanks de wreedheid, waarvan zij bewijzen gaf in het doodvonnis van Albrecht Beilinc en Jan Cruyf [1], bleef Jacoba's naam in de geschiedenis des vaderlands als omhuld met eenen krans van rozen en immortellen.

Ja, waar is het, wat de dichter Beets omtrent haar zegt :

« ...En echter neemt haar met ontferming,
Uit heel zijn achtbre gravenrij,
Een goedig nakroost in bescherming ;
Haar, lievling van de poëzij !
Zij boeit in verzen en verhalen.
Haar naam vervult de schouwburgzalen.
Poëet en schilder put zich uit
Om haar op 't lieflijkst af te malen,
Als schoone weduw, teêre bruid;
En welke namen wij vergaten,
Verguisden, hoonden, leerden haten,
Zij vond genade in ieders oog;
Met tranen weten kind en grijzen
Het huis te Teilingen te wijzen,
Waar eens haar laatste hoop vervloog. » [2]

Hoe dit komt ? Men heeft de misstappen der onberadene vrouw vergiffenis geschonken om zich alleen hare voortreffelijke hoedanigheden en weergalooze ongelukken te herinneren [3]. Heeft zij zwaar gezondigd, zij heeft ook lang en grootelijks geboet... « Haar leven, merkt Löher te recht op, haar leven was hare boete. » Men vergeeft zoo lichtelijk eene jonge en schoone vrouw, als zoo vele

[1] Eene opmerking nochtans : Zonder deze daden te verdedigen, hoeven wij den lezer indachtig te maken op de woeste manier, op welke gedurende de middeleeuwen geoorlogd en de misdaad gestraft werd. Men mag dien ver van ons verwijderden tijd niet beoordeelen volgens de beschavingsbegrippen der tegenwoordige eeuw.

[2] Beets, *Korenbloemen.*

[3] Jacoba heeft evenwel ook verguizers gevonden, onder andere Bilderdijk, in zijne *Vaderlandsche Geschiedenis;* maar de groote schrijver is daarbij zeer lichtzinnig, niet altijd te goeder trouw te werk gegaan.

verzachtende omstandigheden voor haar zijn in te roepen. Was zij, beeld van liefde en goedheid, niet aanhoudend vervolgd door haat, wraakzucht en begeerlijkheid? Heeft zij niet al het mogelijke beproefd om hertog Jan van Brabant uit den poel van laagheid en onteering op te beuren, en, hoewel tegen haren zin met hem gehuwd, hem met al de genegenheid en trouwe haars harten ter zijde te staan? En wanneer, radeloos van vertwijfeling, diep in hare eer en haar gevoel gekrenkt, op het punt haars vaders rijke nalatenschap zich te zien ontweldigen, zij zich met Gloecester verbonden had, meenende eenen verdediger te hebben gevonden, gaf zij dezen geene bewijzen van hartstochtelijke genegenheid en onderwerping, zoolang hij haar niet openbaarlijk had verstooten?

En hoe schoon blinkt de grootheid harer ziel tijdens de gevangenschap van Frank van Borselen! Alles, waarvoor zij zoo lang gestreden en zoo veel geleden had: vorstelijke eer, glans, titelen, macht, alles bracht zij zonder wrevel of spijt ten offer om den man, dien zij uit edele erkentenis hare liefde had geschonken, te redden uit de boeien en den dood.

Is het dan wonder, dat de fierheid des Nederlandschen volks op eene zoo uitstekende vorstin de oogen voor hare ondeugden en gebreken heeft geloken? Geenszins, en de menigte, bewust dat Jacoba van Beieren niet alleen hare misslagen, maar ook die haars geslachts boette, heeft haren naam en lof van geslacht tot geslacht voortgezet. Nu, dat schier alle oorkonden betrekkelijk haar leven opgespoord en het onderzoek daarvan niet ongunstig voor haar is uitgevallen, verstaat men gemakkelijk hoe Jacoba bij hare tijdgenooten een voorwerp van deernis en sympathie is geweest, en waarom het huidige geslacht haar ook zijn medelijden niet ontzegt.

(188)

INHOUD.

(1)

ÉTUDE

SUR

REGNIER I AU LONG COL

ET LA LOTHARINGIE A SON ÉPOQUE

(850 ENVIRON A 915);

PAR

le Père Firmin BRABANT, S. J.,

Professeur à la faculté de philosophie du collége N.-D. de la Paix.

(Mémoire présenté à l'Académie le 3 novembre 1879.)

(2)

ÉTUDE

SUR

REGNIER I AU LONG COL

ET LA LOTHARINGIE A SON ÉPOQUE

(850 ENVIRON A 915).

Regnier I n'est pas, dans notre histoire nationale, un personnage obscur; son époque, malgré les ténèbres épaisses qui l'enveloppent, ne manque pas complétement d'intérêt. Deux grands faits généraux, bien dignes de fixer l'attention de l'historien, dominent tout l'ensemble des événements dont nos contrées furent le théâtre, dans la seconde moitié du IXe siècle : les progrès du système féodal et la formation de notre nationalité. Je ne dis pas que ces deux courants, dans lesquels sont emportés les hommes et les choses, auxquels chaque fait particulier vient apporter son flot, aient pris naissance à cette époque et n'aient pas continué fort longtemps après. La féodalité a mis bien du temps à se former; ce n'a pas été l'affaire d'un siècle que de donner à notre pays une existence indépendante, et d'y fusionner en un même esprit national les éléments hétérogènes qui se partageaient le sol de la Lotharingie. Mais jamais la marche de ce double courant ne fut plus rapide. Regnier a été, je ne dirai pas le plus honnête, mais le plus constant, le plus habile, le plus heureux champion de la féodalité contre le pouvoir royal. Il peut être considéré aussi comme un des fondateurs de notre nationalité. Personne, peut-être, n'a contribué plus que lui à constituer le duché de Lotharingie, et à donner ainsi à notre patrie une existence distincte et presque indépendante.

Si ce siècle n'était pas si pauvre de documents, il serait curieux de suivre la politique, les intrigues ambitieuses, les manœuvres de ces vieux Lotharingiens avides de se partager les dépouilles de la couronne. Malheureusement les ténèbres de l'histoire ne nous laissent qu'entrevoir ou deviner ce spectacle. J'ai tâché de tirer tout le parti possible des éléments que nous trouvons épars çà et là. J'ai toujours recouru aux sources; c'est le devoir de tout historien sérieux. Mais pour exploiter cette mine, les recherches de mes devanciers m'ont été d'un grand secours. Faut-il l'avouer? J'ai trouvé le champ de mes travaux, tout belge qu'il est, autant et, peut-être, plus défriché par des mains allemandes que par celles de mes compatriotes. Ernst, il est vrai, a beaucoup étudié la vie de Regnier [1], mais personne n'a poussé les recherches aussi loin que M. Wittich [2].

Le principal mérite de ce travail c'est de présenter le bilan de nos connaissances relativement à Regnier; d'avoir tenté de les étendre un peu, en pénétrant plus avant dans les intrigues qui expliquent les événements de l'époque; d'avoir redressé, peut-être, quelques erreurs et indiqué les problèmes qui restent à résoudre. Il va sans dire que le plus grand nombre des textes dont mes notes sont remplies, ont déjà été cités par d'autres auteurs. Notre savant Ernst, MM. Wittich et Dümmler [3] ont dépouillé avec un soin si minutieux tous les monuments imprimés de cette époque, qu'il faut presque désespérer d'y trouver une phrase importante qui n'ait pas attiré l'attention de l'un d'eux. Mais j'ai soumis ces textes à une nouvelle étude, et je me suis plusieurs fois écarté de mes guides dans les conclusions que j'en ai tirées. Je suis bien loin de leur avoir tout emprunté, mais je leur dois certainement beaucoup. La justice me faisait un devoir de rendre à ces savants auteurs la part qui leur revient.

[1] Son travail, resté longtemps inédit, a été publié par De Ram dans les *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 2me série, t. IX, pp. 403 et suiv. — Voy. aussi le t. I de son *Histoire du Limbourg*.

[2] Wittich, *Die Entstehung des Herzogthums Lothringen*.

[3] Dummler, *Geschichte des Ostfränkischen Reichs*.

I

ORIGINE ET FAMILLE DE REGNIER.

1. — Tout ce que les plus anciens auteurs nous apprennent explicitement sur l'origine de Regnier I, c'est qu'il était d'une illustre et antique famille. Ce sont les expressions qu'emploie Widukind, moine du Xe siècle, en parlant du fils de Regnier [1]. L'historien Richer, avec son affectation ordinaire de classicisme antique, le qualifie de *vir consularis et nobilis* [2]. Et suivant Dudon, auquel on ne peut pas, il est vrai, se fier sans réserve, puisqu'il est moins historien que poëte, Regnier aurait même compté des rois parmi ses ancêtres. Dans son récit, en effet, le chanoine de St-Quentin prête au normand Rollon un discours adressé à Regnier et commençant par ces mots : Regnier, duc et vaillant capitaine, issu du sang glorieux des rois, des ducs et des comtes [3]. Ce discours ampoulé n'est évidemment jamais sorti de la bouche de ce barbare, mais il exprime la pensée de l'auteur. Et nous allons voir que cette origine royale de Regnier s'accorde parfaitement avec les renseignements que l'histoire nous fournit d'ailleurs.

2. — Quoique les monuments contemporains se taisent sur le père de Regnier, on peut, cependant, en rapprochant différentes données, le nommer, sinon avec certitude, du moins avec une de ces probabilités dont on se contente généralement dans ces sortes de matières.

[1] Widukind, *Res gestae Saxon.*, I, 30 : « Erat autem Isilberhtus nobili » genere ac familia antiqua natus. »

[2] Richer, *Hist.*, I, 34.

[3] « Raginere, dux milesque asperrime, regumque et ducum atque comi- » tum superbo satus sanguine. » Dans Butkens, *Trophées du Brabant*, t. I, preuves, p. 13.

3. — A l'époque de la mort de Louis le Débonnaire (840), nous trouvons dans le *Masgau* ou *pagus* de la Meuse, dans le Limbourg belge actuel, un comte nommé Gislebert [1]. Ce comte, d'après le partage que Louis le Débonnaire avait fait de ses états en 839, était vassal de Charles le Chauve [2]. Après la mort du vieil

[1] NITHARDI, *Histor.*, l. III, c. 2 et 3 : « Mandaverant etiam huc (à Charles » le Chauve) avunculus ejus, necnon et Gislebertus comes *Mansuariorum* » (suivant d'autres versions, Mausuariorum, Masuariorum. Ce qui suit indique » bien qu'il s'agit du Masgau), si in illis partibus iisset, ad illum se una cum » ceteris esse venturos.

» Ergo tam pro fratris adjutorio, quam et ut hos, si ad illum venire vellent, » recipere posset, ad S. Quintinum iter direxit. Quo quidem Hugonem, sicut » mandaverat, obviam habuit : et inde in partes Trajecti iter direxit. »

[2] Voyez la note suivante : « Firmatam fidem negligentes defecerunt. » — D'après le partage de 839, la Meuse servait de frontière entre les États de Charles le Chauve et ceux de Lothaire. Voy. les *Ann. Bertin,* 839. Cf. SIMSON, *Jahrbücher des Fränkischen Reichs unter Ludwig dem Frommen*, t. II, pp. 206-210.

Je place le comté de Gislebert sur la rive gauche de la Meuse. Il est vrai que le Masgau s'étendait sur les deux rives du fleuve; mais le comté de Gislebert se trouvait certainement sur la rive gauche, sans quoi Gislebert, en 840, n'aurait pas été vassal de Charles le Chauve. De plus, en rapprochant le passage de Nithard, cité dans la note 1, des Annales de St-Bertin, citées dans la note 2, page 7, on voit que Gislebert et ses sujets sont compris parmi les Hesbignons. Or, la Hesbaye était tout entière sur la rive gauche de la Meuse. M. Piot, dans son savant mémoire sur les Pagi de la Belgique, l'étend sur les deux rives, mais je crois que c'est à tort. Pas une seule des localités hesbignonnes qu'il cite n'est située sur la rive droite. M. Piot croit trouver dans le traité de Meersen les quatre comtés qui formaient la Hesbaye. Je me permets jusqu'à nouvelle preuve de ne pas les y voir. Le traité de Meersen dit bien aussi qu'il y a quatre comtés dans le Brabant, cinq dans la Ripuarie, deux dans l'Alsace, et il ne les énumère certainement pas. C'est donc, selon moi, sans aucune raison, que le savant académicien donne une telle extension au *pagus* de la Hesbaye. Le traité de Meersen, en revanche, indique que le *pagus* de Liége s'étendait sur les deux rives de la Meuse, et M. Piot le met tout entier sur la droite. Le mémoire de M. Piot a certainement fait faire un grand pas à la question si embrouillée des *pagi,* mais, à mon avis, il n'en donne pas le dernier mot, et la carte aura besoin d'être remaniée. C'est ainsi, par exemple, qu'il divise le grand *pagus* de Hainaut en deux *pagi* moyens : Hainaut et Famars, tandis que l'abbé Folcuin de Lobbes, qui devait savoir ce

empereur, il ne laissa cependant pas d'embrasser d'abord le parti de Lothaire [1], mais pour revenir bientôt au souverain que le partage de 839 lui avait assigné [2]. Ce nom de Gislebert revient dans la famille de notre Regnier. Le comté de Masgau se retrouvera plus tard dans les mains de Regnier et de ses descendants. Ces deux faits suffisent bien pour établir avec une fort grande probabilité que Gislebert, comte du Masgau, était père de Regnier. Aussi les meilleurs auteurs se sont-ils rangés à cette opinion [3].

4. — Mais le comte du Masgau est-il identique avec un Gislebert qui, en 846, épousa la fille de Lothaire I malgré l'opposition de l'empereur [4]? Les auteurs précités le supposent généralement, sans néanmoins apporter de preuves. Toutefois, l'identité de nom, quand il s'agit de personnages considérables, comme l'étaient le ravisseur de la fille de Lothaire et le comte du Masgau, doit nous porter, en l'absence de preuves contraires, à conclure à l'identité des personnages qui les portaient. Mais ici, nous avons une raison positive de croire que ces deux Gislebert sont un même

qu'il en était, nous dit positivement que Hainaut et Famars étaient deux noms portés à des époques différentes par un même territoire : « Infra terminos » pagi, quem veteres... Fanum-martine dixerunt, juniores... Haynau vocave- » runt. » (*De gest. abb. Laub.*, c. 1.) Faut-il admettre la distinction des *pagi* en grands, moyens et petits? Les *pagi* du moyen âge sont-ils tous des pays bien délimités comme nos provinces actuelles? Plusieurs d'entre eux ne seraient-ils pas, comme aujourd'hui la Campine, la Hesbaye, le Condroz, les Ardennes, des pays assez vaguement déterminés, des dénominations populaires, plutôt que des divisions politiques ou administratives?

[1] Nithard., *Hist.*, II, 2 : « Quamobrem cum perpaucis Karolus hoc iter acce- » lerans, ab Aquitania Carisiacum venit, et à Carbonariis et infra ad se ve- » nientes benigne suscepit. Extra vero Herenfridus, *Gislebertus*, Bovo, ac » ceteri ab Odulpho decepti, firmatam fidem negligentes defecerunt. »

[2] *Ann. Bertin.*, 841 : « Carolus dispositis... Aquitanicis partibus... Hasba- » nienses adit, sibique plus amore quam timore conciliat. » — Cfr. note 1, p. 6.

[3] Par exemple, Butkens, *Trophées du Brabant*, l. II, ch. II, t. 1, p. 33. — Ernst, *Bullet. de la Comm. roy. d'hist*, l. c., p. 409. — Dummler, t. II, p. 464. — Wittich, p. 33. — Eckhart, *Francia orient.*, II, 396. — Leibnitz, *Ann. imperii*, II, 289.

[4] *Ann. Fuld.*, *Mett.*, *Hermanni Contr. chron.*, 846.

personnage; ainsi s'expliquent parfaitement les paroles que nous avons vu Dudon mettre à la bouche d'un chef normand. Dans ce cas, en effet, Regnier serait, par sa mère, petit-fils de Lothaire I, et, par conséquent, issu du sang des rois. De plus, elle explique la prépondérance que Regnier exercera plus tard en Lotharingie. Car si la conduite de Gislebert lui attira d'abord la disgrâce de l'empereur, la réconciliation se fit dans la suite, pleine et entière, comme nous l'atteste une lettre du pape Nicolas I [1]. La qualité de gendre de l'empereur devait assez naturellement ouvrir à Gislebert la voie à de nouvelles faveurs. Toutes ces circonstances réunies, peu importantes, si on les prend séparément, ne laissent pas, me semble-t-il, de former une très-forte présomption.

5. — Cependant, Ernst, après avoir admis comme probable que Regnier au Long Col était fils du comte de Masgau, rejette l'identité de ce Gislebert avec le beau-fils de l'empereur Lothaire. La raison qu'il en donne [2], c'est que le ravisseur de la princesse était, d'après tous les auteurs qui en parlent, vassal de Charles le Chauve [3]. Or, en 846, à l'époque du rapt, le Masgau, depuis le traité de Verdun, appartenait à Lothaire et, par conséquent, Gislebert, comte de Masgau, était vassal de l'empereur et non pas du roi de France [4].

[1] *Epist. Nicol. PP. ad Carol. Calv.* Le souverain pontife intercède en faveur de Baudouin Bras de Fer, ravisseur de Judith, fille de Charles le Chauve, et il rappelle au roi de France l'exemple de Lothaire : « Non plane immemor (Bal- » duinus) quod ante aliquot annos quidam, qui in hujusmodi noxam incurrerat, » Memoriam et Sedem adiisset cœlestis clavigeri, ejusque vicarii interventu » apud piae memoriae imperatorem Hlotarium, non perdita conjuge, plenissi- » mam indulgentiam simul et gratiam percepisset. » Dom Bouquet, t. VII, 392. B.

[2] *Loc. cit.*, pp. 407, 408.

[3] *Ann. Fuld.*, 846 : « Gisalbertus *vassallus Karli* filiam Hlotarii imperatoris » rapuit, et in Aquitaniam profectus, in conjugem accepit. — Cfr. *Ann. Mett.*, et *Hermanni Contr. chron.*, 846.

Ann. Fuld., 847 : « Hludowicus tramen Hlotarium et Karlum ita ut voluit, » pacifican non potuit, renuncte Hlotario propter injuriam sibi a Gisalberto » *vassallo Karli* in raptu filiae suae factam. »

[4] De Vaddere (*Origine des ducs de Brabant,* p. 70, édit. de 1672) dit que

6. — M. Dümmler[1] suppose que Gislebert avait été dépouillé de son comté par Lothaire, pour s'être donné à Charles, et que c'est ainsi qu'il est devenu vassal du roi de France. Cette explication ne paraît pas fondée; car, outre qu'on ne s'expliquerait pas bien comment Gislebert, disgracié et probablement exilé, aurait pu paraître à la cour de son ancien maître, pour y connaître la fille de Lothaire et l'enlever, l'empereur n'avait aucun motif raisonnable de dépouiller le comte du Masgau. Gislebert était, en effet, à la mort de Louis le Débonnaire, vassal de Charles le Chauve, comme nous l'avons déjà vu, en vertu du partage de 839[2]. Si, par conséquent, il avait forfait à son devoir pendant les guerres civiles qui précédèrent le traité de Verdun, c'était en se donnant d'abord à Lothaire. Si quelqu'un avait à se plaindre de lui, c'était Charles et non pas l'empereur. D'ailleurs, à cette époque, on était tellement habitué à voir les hommes passer d'un parti à l'autre, qu'on se pardonnait facilement les trahisons. Ce qui le prouve, c'est que, très-peu de temps après avoir changé de parti, Gislebert fut envoyé par Charles le Chauve en ambassade à Lothaire[3]. Puisqu'il occupait cette mission, c'est qu'il n'avait pas conscience d'avoir commis à l'égard de l'empereur un crime irrémissible; et Charles le Chauve qui l'envoyait, devait voir les choses du même œil.

Regnier ne pouvait avoir pour père Gislebert; et cela pour deux raisons : 1° parce que Regnier était déjà comte en 853, d'après un capitulaire de Charles le Chauve (Voy. Bouquet, VII, 616, D). Il ne pouvait donc être issu d'un mariage contracté en 846; 2° parce que son nom est mentionné avec celui de Gislebert dans le capitulaire de 877, et il n'est fait aucune mention de leur parenté.—Ces raisons ne sont guère convaincantes. Le Regnier de 853 n'était évidemment pas Regnier au Long Col. Car en supposant qu'en 853 il n'eut que dix-huit ans, en 919, il en aurait eu quatre-vingt-quatre. Or en 919 et plus tard, Gislebert, fils aîné de Regnier au Long Col, est appelé *adolescens* (Widukind, *Res. gest. Saxon*, I, 30). Le fils aîné d'un vieillard de quatre-vingt-quatre ans n'est généralement plus *adolescens*. Quant au second argument, Ernst (*loc. cit.*, p. 406) fait observer que souvent les diplômes nomment des parents sans faire mention de leur parenté.

[1] I, 282, note 31.

[2] Voy. le § 3, et la note 2 de la page 6.

[3] Nithard, *Hist*, III, 3.

7. — On peut cependant admettre que Gislebert est devenu, après le traité de Verdun, vassal de Charles le Chauve, quoique pour d'autres motifs que celui que suppose M. Dümmler. Plus tard, après son mariage et après sa réconciliation avec son beau-père, il sera venu s'établir de nouveau en Lotharingie et aura reçu de l'empereur son ancien comté de Masgau.

8. — Nous apprenons encore par un diplôme, qu'en 862, le *pagus* de Darnau était gouverné par un comte du nom de Gislebert [1], que Butkens [2] identifie avec le comte du Masgau. La raison sur laquelle il appuie son sentiment, c'est que le Darnau a toujours appartenu dans la suite à la postérité de Regnier au Long Col. Je ne sais si la preuve est suffisante. Les *pagi* de Darnau et de Lomme appartenaient à Bérenger, beau-fils de Regnier I. Mais la question est de savoir s'il les possédait de son chef ou par sa femme. Cette seconde hypothèse, qui est celle de Butkens, a toutefois sa probabilité. Si l'on pouvait l'établir solidement, le fait serait à noter. Il prouverait que le principe de l'hérédité des fiefs était bien reconnu dès les premières années du X[e] siècle, puisque les comtes auraient pu les transmettre avec leurs offices même à leurs filles [3].

9. — Pour compléter les renseignements que nous pouvons trouver sur la famille de Regnier au Long Col, mentionnons encore un comte Regnier, qui, de 864 à 870, fut abbé laïque d'Epter-

[1] Miroeus, *Op. dipl.*, I, 648 : « In pago Darnau... in comitatu Giselberti. »

[2] Butkens, *Troph. du Brabant*, l. c.

[3] Nous trouvons à la même époque un autre exemple de ce genre de transmission dans le *Breve chronicon Leodiense :* « His temporibus (de Zwentibold)... gloriosissimus comes Maingoldus... comitatus itaque Hoyensis » pervenit ei ex parte Geilae uxoris suae quae fuit uxor Guillelmi comitis » Hoyensis. » (Pertz, *Monum., Script.*, t. XVI, p. 682). — Dès 879, une princesse carolingienne, au rapport de l'annaliste de S[t]-Bertin, portait bien plus haut encore les prétentions de son sexe : « Boso, persuadente uxore sua, » quae nolle vivere se dicebat, si filia imperatoris Italiae, et desponsata imperatori Graciae, maritum suum regem non faceret » (Bouq., VIII, 54, C).

nach [1]. Ce n'est pas Regnier au Long Col. Celui-ci, en effet, devait être encore bien jeune en 864. Puisque son fils aîné était encore *adolescens* en 919, nous devons, pour rester dans les probabilités, retarder autant que possible la naissance de notre héros. D'ailleurs, Regnier au Long Col devint à son tour abbé d'Epternach [2]. La chronique appelle le premier *Raginarius* et le second *Reinerus*. Ce sont donc bien deux personnages différents. Mais M. Dümmler [3] a raison, me paraît-il, de soupçonner entre eux des liens de parenté. Le savant historien allemand ne semble appuyer ses conjectures que sur l'identité des noms. Mais nous pourrons les étayer de nouvelles probabilités.

10. — M. Duvivier, dans ses *Recherches sur le Hainaut ancien* [4], donne une charte d'un certain comte Albert, frère d'un nommé Regnier, et parent de Gislebert, fils de Regnier I au Long Col. Cet Albert avait des propriétés en Ardenne [5]. Voilà donc de 864 à 870, un comte Regnier, abbé d'Epternach, dans le Luxembourg actuel; dans la première moitié du Xe siècle,

[1] Martene et Durand, *Coll. Ampliss.*, IV, 506, *Breve Chronicon Epternacense* : « Raginarius comes et abbas successit Hattoni, rexitque hunc » locum VII annis, id est a decimo anno Lotharii regis, usque ad XVI » annum regni ejusdem, qui est annus Incarnationis Domini DCCCLXX. » — Ces données, dit Dümmler (ouvr. cité, t. II, p. 465, note 19), sont d'accord avec les chartes d'Epternach, des dixième, douzième et treizième années de Lothaire : « ubi etiam venerabilis vir Reginarius abbas et rector (dans une autre on trouve : « Comes, abbas et rector) praeesse videtur. » (*Cod. Eptern*, f. 86, 86', 88'). — Cfr. Beyer, *Mittelrh. Urk.*, II, p. 13. — *Ibid.*, p 593, n° 133.

[2] Martene et Durand, *l. c.*, 507.

[3] II, 465.

[4] P. 336

[5] « Ego Albertus... adii celsitudinem *ducis Gisleberti*, scilicet *cognati* » mei... tradidi ad praefatum monasterium... villam... sitam *in pago Arduennense*.. quam etiam ante annos plurimos in publico mallo a *fratre meo* » *Raginero*, qui mihi eam vi abstulit, legaliter acquisivi... Post decessum » meum proedictus *dux Gislebertus*, *consanguineus meus*... Actum.. » regnante domno Heinrico rege. Signum *Alberti comitis*, qui hanc precariam fieri rogavit. »

vers 930, un comte Albert, frère d'un autre Regnier, possédant aussi des propriétés dans le Luxembourg actuel. Il y a bien quelque probabilité que cet Albert était fils de l'abbé d'Epternach, et que celui-ci était conséquemment de la famille de Regnier au Long Col; peut-être son oncle et frère de Gislebert I.

Nous ne donnons pas la chose comme indubitable, mais nous croyons qu'il peut être utile d'examiner et de mettre en avant ces hypothèses, comme des jalons, pour préparer des recherches ultérieures, pourvu qu'on ne leur donne pas plus de valeur qu'elles n'en ont, et qu'on n'affirme pas comme certain ce qui n'est que plus ou moins probable.

11. — M. Duvivier voit dans ce comte Albert dont nous venons de parler, un fils de Regnier au Long Col [1]. Il nous semble que s'il en était ainsi, la charte le nommerait *frère* de Gislebert, comme elle le nomme frère de Regnier, et qu'elle ne se contenterait pas, pour désigner une parenté si étroite, des termes de *Consanguineus* et de *cognatus*.

II

ÉTAT DE LA LOTHARINGIE DANS LA SECONDE MOITIÉ DU NEUVIÈME SIÈCLE.

12. — Le royaume de Lotharingie prit naissance à la mort de Lothaire I (855), par le partage qui se fit à Orbe (856) entre les trois fils de ce prince. Lothaire II, à qui la Lotharingie doit son nom, eut pour sa part tout le territoire compris entre les bouches du Weser [2], la mer du Nord et l'Escaut, d'un côté; le lac Léman

[1] Ouvr. cité, pp. 88 et 336.

[2] L'étendue que je donne à la Lotharingie étonnera peut-être plus d'un lecteur belge. Lui assigner pour frontière le Weser au lieu du Rhin, c'est l'enseignement général en Allemagne, et il commence à prendre pied en France; en

et les sources du Rhône, de l'autre. Je ne fais qu'indiquer en gros les limites de ce royaume.

Si jamais, pour pénétrer dans la vie et la constitution d'une nation, il a été nécessaire de connaître l'état de la propriété territoriale chez ce peuple, c'est surtout lorsqu'il s'agit du régime féodal et des siècles qui l'ont préparé. C'est par là que nous commencerons.

13. — La puissance des rois francs avait toujours reposé en grande partie sur leur richesse immobilière, qui leur permettait

Belgique, c'est presque une nouveauté. Je ne connais qu'un historien belge qui suive cette opinion : M. Émile de Borchgrave (*Hist. des rapports de droit public*). Ernst (*Hist. du Limbourg*, I, 346); Dewez, Dumont, Moke, MM. Namèche, Juste et Alph. Wauters (*Les libertés communales*, p. 157) semblent même en ignorer l'existence. David et M. Poullet la mentionnent; David la rejette (*Vaderland. hist.*, III, 425), M. Poullet reste indécis (*Hist. polit. interne de la Belgique*, p. 92). « Quant à la Hollande septentrionale, sur » la rive droite du Bas-Rhin, dit-il, on discute encore avec des arguments » sérieux en faveur des systèmes contraires, si elle faisait partie du royaume » mitoyen ou de la Germanie. » M. Poullet s'exagère, à mon avis, la valeur des arguments de l'opinion généralement suivie en Belgique. Le témoignage de l'annaliste de Metz (ann. 843) et de Réginon (*Chron*, ann. 842) ne prouve rien. Il est évident que ces deux auteurs ne nous font connaître qu'à grands traits le partage de Verdun. Le seul argument sérieux se tire du témoignage de Prudent de Troyes (*Ann. Bertin.*, 843), qui, toutefois, se contredit à quelques pages de distance : « Lotharius totam Fresiam filio suo Lothario donat » (*Ann. Bertin.*, 855). A moins qu'on ne suppose, très-gratuitement, que Lothaire I, pendant son règne, a conquis sur Louis le Germanique le pays qui s'étend du Rhin au Weser. Ce qui renverse complétement l'opinion belge, c'est le texte du traité de Meersen (*Ann. Bertin*, 870). Nous y voyons que la Frise entière faisait partie du royaume de Lothaire. A vrai dire, l'opinion belge ne repose que sur une étude incomplète des monuments. David n'a examiné la question que très-superficiellement; Pagi, plus superficiellement encore (*Critica*, ann. 843, § II). Augustin Thierry (*Lettre XI sur l'hist. de France*) et Guizot (*Civil. en France*, *leç.* 24), ainsi que les auteurs cités plus haut, n'apportent pas l'ombre d'une preuve. Je conclus qu'entre les deux systèmes contraires, on peut se décider sans balancer. Gfrörer (*Geschichte der Ost-und Westfränkischen Carolinger*, I, pp. 53, 54 et 138) assigne pour limite aux états de Lothaire, l'Ems au lieu du Weser. Nous n'avons pas à examiner ici ce système.

de donner des bénéfices en récompense à leurs fidèles, et leur servait ainsi à se créer des partisans. Dans le royaume de Lotharingie, cette source de puissance était tarie, déjà sous Lothaire I. Son fils nous l'apprend lui-même dans un diplôme de la troisième année de son règne. Il rappelle que l'empereur son père se trouvant, faute de terres, dans l'impossibilité de récompenser les services de ses fidèles sujets, a usurpé un bien ecclésiastique pour le donner en bénéfice à quelqu'un des siens. A ses derniers moments, cependant, il a reconnu et résolu de réparer son injustice. Son fils, souverain d'un royaume bien moins étendu encore, et, par conséquent, beaucoup moins riche en biens-fonds, n'a pu, durant trois ans, malgré tout son désir, exécuter cette dernière volonté d'un père mourant [1].

Ce témoignage nous fait connaître en même temps et l'embarras où se trouvait le souverain, et l'avidité de ses fidèles, et les injustices auxquelles les faibles devaient continuellement s'attendre, et les moyens qu'employaient les rois pour satisfaire une cupidité toujours haletante.

14. — Qu'étaient donc devenues les vastes propriétés des premiers rois Mérovingiens? Elles avaient passé à l'état de bénéfices héréditaires, ou avaient même été transformées en pleines propriétés par les possesseurs. Dans les derniers temps de la première dynastie franque, le domaine royal était tellement épuisé, que les souverains ou les maires du palais n'avaient pas eu d'autre ressource que de donner en précaires les biens ecclésiastiques. Charlemagne, dans un capitulaire de l'an 806 [2], se plaint de ce

[1] « Domnus et genitor noster piae recordationis Hlotarius, quondam piissi- » mus Augustus, nuper ob minorationem regni carens ubi vel unde suorum » fidelium devotissimum famulatum remuneraret; ab ecclesia Sancti Ste- » phani, urgente indigentia, cellulam S. Apri... accipiens, fidelibusque suis » jure beneficiali proebuerit. Sed cum praesentem oevum otius se crederet » transiturum, motus divino timore pariter et amore, restituit eam ecclesiae » Sancti Stephani, jussitque reddi. Nobis itaque in regno succedentibus, non » minima sed major accidisse cernitur regni diminoratio. Ideoque actenus » illam compulsi eodem modo optentam habemus. » Bouquet, VIII, 405, C.

[2] « Auditum habemus qualiter et comites et alii homines, qui nostra bene-

que ses bénéficiers, comtes ou autres, cherchent par différents moyens à s'approprier les bénéfices royaux. Ce qui se pratiquait sous ce grand prince n'a évidemment pas disparu sous ses faibles successeurs, et au milieu des querelles des rois et des invasions normandes. Un capitulaire de Louis le Débonnaire, de 829, nous montre la difficulté que le fisc éprouvait à rentrer en possession des biens usurpés sur lui par des particuliers [1].

15. — Pendant que la royauté s'appauvrissait, la puissance territoriale du clergé s'étendait par des donations. A l'époque dont nous nous occupons, les chartes qui nous ont été conservées nous l'apprennent, les propriétés immobilières des abbayes devaient être immenses. « Dès l'époque Carolingienne, dit M. Waitz [2], la » propriété d'une petite abbaye ne comprend pas moins de 200 » à 300 manses [3], une abbaye de moyenne grandeur en possède » de 1,000 à 2,000, et une grande de 3,000 à 8,000. L'abbaye de » St-Maximin de Trèves put un jour accorder un bénéfice de » 6,000 manses. » L'abbaye de St-Denys, près de Paris, possédait des terres, non-seulement dans toutes les parties de la France, mais encore dans le Hainaut, le Brabant et la Hesbaye [4]. Les abbayes de Stavelot et de Malmedy, lors de leur fondation en 648,

» ficia habere videntur, comparant sibi proprietates de ipso nostro beneficio » Bouq., V, 677, C.

[1] « Volumus ut omnis inquisitio, que de rebus ad jus fisci nostri pertinen- » tibus facienda est, non per testes qui producti fuerint, sed per illos qui in eo » comitatu meliores et veraciores esse cognoscuntur, per illorum testimo- » nium inquisitio fiat, et juxta quod illi testificati fuerint, vel contineantur, » vel reddantur. » Bouq., VI, 445, B.

[2] *Deutsche Verfassungsgeschichte*, VII, 186. — Cfr. Mansi, XIV, 232.

[3] Le *manse* est défini par Guérard (*Polypt. d'Irminon*, t. I, p. 578) : « Une » sorte de ferme ou une habitation rurale, à laquelle était attachée, à perpé- » tuité, une quantité de terre déterminée et, en principe, invariable. » L'étendue du *manse* est de douze arpents (*jugera*), d'après les uns; d'autres disent que le *manse* renferme la quantité de terre que deux bœufs peuvent labourer annuellement. Voy. le *Glossaire* de Du Cange.

[4] Voy. Bouquet, t. IV, 717; t. V, 735. Wauters, *Table des diplômes*, t. I, p. 124.

avaient reçu de Sigebert II tout le pays environnant dans un rayon de douze milles [1]. Il est vrai que les religieux de ces monastères renoncèrent bientôt à une partie de ces biens [2]. Il faut reconnaître aussi que la plus grande partie de ces terres devaient être incultes, mais le travail pouvait leur donner de la valeur. En 650, Grimoald donna à ces deux mêmes abbayes tout le village de Germigny dans le pays de Reims [3]. Elles reçurent de Sigebert II des possessions et des revenus à l'embouchure de la Loire [4]; et elles ne faisaient cependant que commencer. Un diplôme de 760 nous apprend que l'église de Trèves, sans compter les vastes propriétés qu'elle avait dans le pays, possédait encore des terres sur les deux rives du Rhin et de la Loire [5]. D'après un relevé incomplet fait en 869, l'église d'Utrecht, dit M. Roth [6], possédait cinquante-deux propriétés petites ou grandes, plus 516 *manses,* et cependant elle se croyait pauvre. Je ne fais que citer quelques exemples. Il en était de même d'une foule d'autres abbayes et de plusieurs évêchés [7].

M. Roth pense qu'on n'exagérerait pas en affirmant qu'au commencement du VIIIe siècle, le tiers de la propriété foncière en Gaule appartenait au clergé [8]. L'étendue des propriétés de l'abbaye de St-Germain des Prés, au commencement du IXe siècle, est évaluée par Guérard à 429,987 hectares [9].

16. — Il faut dire toutefois que la possession de ces biens était fort précaire. Car la propriété ecclésiastique était un objet

[1] Bouq., IV, 634.

[2] Bouq., IV, 650.

[3] Mir., *Op. dipl.*, III, 281.

[4] Bouq., IV, 635.

[5] Beyer, *Mittelrh. Urk.*, I, 15. — Cfr. Flodoard, *Hist. eccl. Rem.*, III, c. 21. Migne, *Patr. lat.*, t. CXXXV, col. 201, A.

[6] Roth, *Geschichte des Beneficialwezens*, p. 253, not. 50.

[7] Voy., par exemple, le polyptique de l'abbaye de Lobbes sous Lothaire II; Duvivier, *Hainaut ancien*, pp. 307 et suiv. — Sur la richesse du clergé franc, voy. Roth, ouvr. cité, pp. 246-253.

[8] Ouvr. cité, p. 253.

[9] *Polyptique d'Irminon*, t. I, 903.

de convoitises pour les grands, et une ressource pour les souverains dans leurs embarras financiers. Nous avons déjà rencontré un exemple d'abbaye confiée à un laïque; nous en verrons bien d'autres encore. Le concile de Juditz (844), dès les premières années des fils du Débonnaire, se plaint de ce que cette coutume s'introduit et se répand toujours de plus en plus [1]. Nous avons vu aussi l'empereur Lothaire recourir à la spoliation du clergé (§ 13), pour doter ses fidèles. Mais ceux-ci n'attendaient pas toujours de semblables donations. La preuve en est dans un concile tenu dans les états de Lothaire I. Il nous apprend que les grands usurpaient les biens de l'Église, sous le voile de contrats, qu'ils obligeaient probablement les prélats à conclure à des conditions fort désavantageuses [2]. On présentait aussi aux évêques des priviléges mensongers par lesquels l'empereur était censé accorder à tel ou tel seigneur laïque un bien de l'Église [3]. Il est vrai que le concile de Valence, qui nous apprend ces détails, n'était composé que des prélats des provinces de Lyon, Vienne et Arles, étrangers à nos régions; mais il nous montre combien peu était respectée l'autorité impériale, et certainement il devait se passer quelque chose de semblable dans nos provinces, quoiqu'elles fussent la résidence habituelle de l'empereur. Cinq ans seulement après la mort de Lothaire I, un concile Lotharingien se plaint de l'extension qu'a prise le brigandage dans le royaume [4]. Mais quel effet pouvait

[1] Migne, *Patr. lat.*, t. CXXXVIII, coll. 536, 537 : « Sacrum quoque monasticum ordinem..., et quaedam etiam loca specialius venerabilia, contra omnem » auctoritatem et rationem, ac patrum vestrorum seu regum praecedentium » consuetudinem, laïcorum curae et potestati... vos commisisse dolemus. »

[2] *Conc. Valent*, *can.* 21 : « Ut de commutationibus rerum ecclesiasticarum » diligentissima adhibeatur cura... ut ecclesia Dei suis praediis et facultatibus tam impudenter et dolenter minime spolietur. » Labbe, *Conc.*, t. VIII, col. 142.

[3] Ibid , *Can.* 8 : « Quod etsi praetenderit hujusmodi sibi indulta et concessa ab augustissimis dominis nostris, nec sic a sententia episcopi sit » liber (multi enim probantur in similibus mentiri). » Col. 139.

[4] *Concil. Tullense*, II, Labbe, *Conc.*, VIII, 713 : « Rapinae quoque et » depraedationes, quae in istis regnis jam ex consuetudine sic ab omnibus » pene tenentur, quasi peccata non sint, aut quasi levia peccata sint. »

produire la voix des conciles, lorsque des évêques mêmes s'emparaient des biens monastiques [1] ? Tout ce qui était faible se voyait continuellement exposé à devenir la proie du plus fort.

Les hommes puissants dépouillaient le petit peuple. Ils forçaient les petits propriétaires à vendre leurs biens ou même à les donner, en n'en conservant que l'usufruit leur vie durant. De sorte que les enfants de ces pauvres opprimés, dépouillés de leur héritage, tombaient dans la dernière misère et se trouvaient souvent réduits à vivre de brigandage [2]. Les Lotharingiens semblent s'être distingués en ce genre de violences. Le concile de Metz de 893 se plaint amèrement de leur cruauté à l'égard des pauvres [3]. L'historien Saxon Widukind nous les dépeint comme des hommes rusés, violents et d'un caractère indomptable [4]. Voilà la réputation dont ils jouissaient chez les Saxons, qui étaient loin d'être des modèles de douceur et de bonté.

17. — Par des exactions de tout genre, les grands voulaient forcer le petit peuple à se mettre sous leur dépendance, à devenir simplement leurs colons ou leurs serfs. C'était une pratique géné-

[1] Le pape Nicolas I écrit à Charles le Chauve : « Interdicimus... ut nullus » episcoporum ultra praesumat de redditibus, rebus, cartis monasteriorum, » vel de cellis seu villis quae ad ea pertinent, quocumque modo, qualibet » exquisitione minuere, nec dolos vel immissiones aliquas facere. »

MARTENE et DURAND, *Ampl. coll.*, I, 153.

[2] *Conc. Mogunt*, 847, can. 17; LABBE, *Conc.*, VIII, 47 : « Monemus » regiam pietatem de oppressione pauperum liberorum, ut non a potentioribus per aliquod malum ingenium contra justitiam opprimantur, vel » cogantur ut res suas vendant, sive tradant, ne forte parentes eorum » contra justitiam fiant exheredati, et regale obsequium minuatur, et ipsi » propter indigentiam mendici vel latrones, seu malefactores efficiantur. » Voy. aussi le can. 18.

[3] Cp. 1. LABBE, *Conc.*, IX, 413 : « Statuenda est lex Dei, qua crudelissimi » gentis nostrae homines a vastatione pauperum repellantur. » — Sur la date de ce concile, voy. DÜMMLER, II, 360, note 40.

[4] *Res gest. Saxon.*, I, 30 : « Gens varia erat et artibus assueta, bellis » prompta mobilisque ad rerum novitates. » — II, 36 : « Genti indomitae » Lothariorum »

rale. Au rapport de Thégan [1], Louis le Débonnaire, aussitôt après son avénement, envoya par tout l'empire des *missi* pour faire rendre justice à ceux d'entre ses sujets que des hommes puissants auraient dépouillés de leurs biens ou de leur liberté. Une multitude immense, nous dit l'historien du pieux empereur, se trouva dans le cas d'invoquer la justice royale. Le prince leur fit rendre patrimoine et liberté; mais on voit la tendance du siècle, et Louis ne la changea pas. Ce que nous avons déjà dit le prouve abondamment.

18. — Le clergé stimulait aussi les fidèles à donner leurs biens aux églises et à se mettre sous leur dépendance. On voit que la société tendait rapidement à se diviser en deux classes : des hommes dépendants, serfs ou vassaux, et des hommes assez puissants pour pouvoir se dispenser d'obéir au souverain.

19. — Les abbés, les évêques, les grands voyaient leur puissance s'augmenter par l'immunité en même temps que par leurs richesses. L'immunité entraînait, pour celui qui la possédait, certains droits régaliens : l'administration de la justice et la disposition des revenus publics. Elle tendait, par conséquent, à transformer en véritables souverains les chefs des territoires qui en jouissaient. Ce n'était pas seulement aux évêchés et aux abbayes qu'elle s'accordait, mais aussi aux bénéficiers du roi.

20. — Tel était l'état de la Lotharingie, dès le règne de Lothaire I. Le pouvoir royal pauvre et sans force; partout le désordre, la violence et la spoliation. Le règne de Lothaire II ne fit qu'empirer encore cette situation.

21. — Tout le monde connaît le dérèglement des mœurs de Lothaire II, et sa funeste passion pour Waldrade. A partir des

[1] *De Gest. Ludov.*, c. 13; Bouq., VI, 77. A, B: « Qui egressi inveniunt innu- » meram multitudinem oppressorum aut ablatione patrimonii aut expolia- » tione libertatis, quod iniqui Ministri, Comites et loco positi per malum inge- » nium exercebant. »

premières années de son règne, tous ses efforts tendirent à faire casser son mariage avec la reine Theutberge, et à faire reconnaître l'union adultère qu'il avait contractée avec Waldrade. C'était pour lui une question capitale, car il s'agissait de légitimer ses bâtards pour leur assurer sa succession. Ce fut là le pivot de toute sa politique et la source de toutes ses fautes. Les faveurs se mesurèrent à la complaisance qu'il rencontrait ou qu'il espérait pour sa coupable passion [1]. Les embarras dans lesquels sa conduite l'avaient jeté, favorisèrent le développement de la puissance des grands et du clergé, et achevèrent d'épuiser le domaine. Le monarque fut forcé à se relâcher de la sage sévérité qui avait marqué les débuts de son règne [2]. Il fallait bien acheter à tout prix le suffrage des hommes puissants. C'est pour cette raison que Lothaire devra donner en bénéfices son domaine, et, faute de domaine, les biens ecclésiastiques [3].

22. — Un diplôme de Charles le Simple de l'an 912, nous apprend qu'Arnoul, évêque de Toul, a été dépouillé du monastère de Bonmoûtier et d'autres biens, à cause de sa constance à défendre la justice contre le prince [4]; c'est-à-dire, on n'en peut douter, à cause de l'opposition qu'il faisait à l'union scandaleuse du roi. L'historien des évêques de Toul, bien postérieur, il est vrai, aux événements, nous vante, en effet, la rigueur avec laquelle ce prélat condamna les projets adultères du prince, et il dit formellement que cette conduite le fit dépouiller lui et son église [5]. Hinc-

[1] *Ann. Bertin,* 862 : « Lotharius Waldradam concubinam... faventibus sibi » Luitfrido avunculo suo et Vultario, qui *vel ob hoc maxime illi erant familiares,...* coronat, et quasi in conjugem et reginam sibi, amicis dolentibus » atque contradicentibus copulat. »

[2] Flodoard, *Hist. Rem. eccl.*, III, 21. *Migne,* P. L., t. 135, col. 201 : (Scribit Hincmarus ad Lotharium regem) « aliam epistolam de hominibus pacem recipere nolentibus... collaudans quod de quibusdam talibus regale jam ministerium exercuerit. » Cfr. Dümmler, I, 687.

[3] Voy. Dümmler, I, 687 et suiv.

[4] « Propter insuperabilem rectitudinis normam quam tenuit erga praefatum regem venerabilis praesul. » Bouq., IX, 515, C.

[5] Calmet, *Hist. de Lorraine,* t. I, preuves, col. 129 : « Praedictum regem

mar de Reims avait écrit contre le divorce de Lothaire. L'église de Reims perdit les biens qu'elle possédait en Lotharingie [1]. L'évêché de Cambrai, suffragant de Reims, fut donné, malgré les réclamations du métropolitain [2], à Hilduin, frère du fameux Gunther de Cologne [3], ce prélat mercenaire vendu à tous les caprices de son souverain. Plus tard, ce même siége de Cambrai fut donné à Jean, qui montrait assez de complaisance pour Lothaire [4], et qui reçut en outre l'abbaye de Lobbes [5]. Hatton, évêque de Verdun, qui, dans plusieurs conciles, avait approuvé le divorce [6], se vit comblé de biens [7]. Fort peu d'abbayes conservèrent leur liberté. La plupart furent livrées à des laïques ou données en bénéfices aux

» super hoc scelere persaepe arguens, cum revocare nequiret, pastorali religavit sententia, donec resipisceret. Quapropter ab ipso rege suisque in » malum fautoribus, venerabilis praesul suaque ecclesia ablatus, prorsus ad » tempus spoliata remansit. »

[1] Lettre de Nicolas I[er] au roi Lothaire; Bouq., VII, 400 : « Comperimus quod sanctae ecclesiae Remorum, in qua venerabilis confrater noster Hincmarus divina dispensatione archiepiscopus praeest, in regni tui finibus facultates ac praedia constituta diripias. »

[2] Flodoard, *Hist. eccl. Rem.*, III, 21. (Migne, *Patr. lat.*, t. 135, col. 201. B) : « (Scribit Hincmarus) Guntario Coloniensi, ut intercedat apud Lotharium » regem, et satagat pro electione canonica Cameracensis episcopi .., item » secundo vel tertio pro hac eadem re, affirmans nonnisi regulariter in diebus » suis illic episcopum ordinandum. » — Toutefois, les difficultés relatives à l'évêché de Cambrai ne venaient pas uniquement de la cause que nous avons assignée. Elles étaient déjà antérieures. Voy. Flodoard, *Hist. eccl. Rem.*, III, 26. Migne, *Patr. lat.*, t. 135, col. 241, C.

[3] Bouq., VII, 400.

[4] Flodoard, *Hist. Eccl. Remensis*, l. III, c. 23. Migne, *Patr. lat.*, t. 135, col. 226 : « Joanni Cameracensi petenti commendatitias dari sibi Romam » proficiscenti litteras... rescribit [Hincmarus], quod si redditurus obsequium » Caesari, Romam velit ita pergere, ut obsequio Deo debito Caesaris contra» rium non esset obsequium, canonicas libenter ei litteras tribueret; sin » autem pro causa Lotharii regis, quae inter eum et ipsius uxorem diu venti» lata fuerat, quoniam commendatitias in hac re dare litteras non vale» bat,... »

[5] Folcuin, *Gest. abb. Laub.*, c. 13.

[6] Dümmler, I, 688. — Calmet, t. I, 693.

[7] Calmet, t. I, preuves, col. 198 et 340.

évêques. St-Maximin de Trèves eut pour abbé laïque le comte Adalhard, Grandfel passa aux mains du comte Liutfrid, oncle du roi [1], et approbateur de sa passion [2]. Un certain comte Vivin reçut l'abbaye de Gorze [3]. Une partie des biens de Stavelot fut partagée entre les fidèles du roi [4]. L'église de Cologne, privée de son titulaire Gunther, ne fut pas mieux traitée [5]. Nous avons vu plus haut (§ 9) que l'abbaye d'Epternach avait été donnée en 864 à un comte Regnier, qui, selon toute probabilité, était parent du nôtre. De là, et du fait que Gislebert conserva son comté de Masgau, nous sommes quelque peu autorisé à conclure que la famille de Regnier ne désapprouva pas le divorce de Lothaire.

23. — Ce prince s'était mis dans une position extrêmement difficile et presque intenable. Car sa conduite donnait des armes à ses oncles, qui convoitaient ses états [6]. Aussi le voyons-nous chercher, par des sacrifices considérables, à se faire des alliés. En 860, la crainte que lui inspirait Charles le Chauve, le contraignit à acheter l'alliance de Louis le Germanique par la cession de l'Alsace [7]. En 159, probablement pour les mêmes motifs, il avait déjà

[1] Dümmler, I, 687, note 73. Cfr. ibid., p. 478, note 45.

[2] Voy. la note 1 de la page 20.

[3] Calmet, t. I, preuves, col. 307.

[4] Bertholet, *Hist. de Luxembourg*, t. II, p. lxii : « Cum nos beneficia » regni nostri inter fideles nostros dignum distribuere judicavissemus, con- » tigit ut necessitate compulsi, propter parvitatem ipsius regni quamdam » partem rerum ex monasterio Strabulaus... beneficiario munere quibusdam » fidelibus nostris concederemus. »

[5] « Praesertim cum nostra metropolis inter laïcos frequenter divideretur » et venatores et inter obscenas secularium potestates, » écrivait le clergé de Cologne au pape Adrien. (Voy. Dümmler, I, 688, note 79.)

[6] Voy. Dümmler, I, 461.

[7] *Annal. Bertin.*, 860 : « Lotharius rex metuens avunculum suum Karlum, » Hludowico regi Germaniae sociatur, atque ob eamdem societatem partem » regni sui, id est Helizatiam tradit. » — Cfr. Dümmler, *l. c.* — Louis le Germanique ne devait cependant, selon toute probabilité, entrer en possession de cette province qu'après la mort de Lothaire, car, en 862, nous voyons l'évêque de Strassbourg assister au concile d'Aix-la-Chapelle avec les évêques de

cédé à l'empereur Louis, son frère, une partie des territoires qu'il possédait au-delà du Jura [1]. Le malheureux prince soupçonnait toujours ses oncles de vouloir le dépouiller [2], et il sentait bien que son union adultère leur fournissait un prétexte spécieux d'exécuter leurs projets [3].

24. — Il importait d'ailleurs à Lothaire de faire reconnaître Waldrade par les autres rois comme son épouse légitime, afin d'assurer sa succession à ses enfants naturels. On comprend sans peine que les grands du royaume, qui ne cherchaient que les occasions d'étendre leurs domaines, auront profité des embarras du prince pour lui extorquer des libéralités. Si, au rapport d'Hincmar, les fidèles du roi de France demandaient à Charles le Chauve des bénéfices avec menace de l'abandonner en cas de refus [4], la race indomptable des Lotharingiens, pour nous servir des termes de l'annaliste saxon, ne devait pas montrer plus de modération. Quel respect pouvait inspirer un souverain que ses mœurs rendaient méprisable et odieux à l'univers entier [5], et auquel le pape Nicolas I doutait s'il devait encore donner le titre de roi [6]?

Lotharingie (Labbe, *Concil.*, VIII, 739); et en 867, Lothaire donne le gouvernement de l'Alsace à son fils naturel Hughes. (*Ann. Bertin.*, Bouq., VII, 96, c. — Cfr. Waitz, *Verfassungsgeschichte*, V, 15.)

[1] Voy. Dümmler, I, 450 et suiv. — *Ann. Bertin.*, 859 : « Lotharius fratri » suo Hludowico Italorum regi quamdam regni sui portionem attribuit : eam » videlicet quae ultra montem Juram habebat... »

[2] *Ann. Bertin.*, 865 : « Lotharius vero putans quod sibi regnum subripere » et inter se vellent dividere. »

[3] *Ann. Bertin.*, 868 : « Lotharius suspectum habens Carolum, ad Hlodowicum se iterum contulit, et obtinuit ut sacramentum illi fieri ex sua parte » faceret, quatenus in nullo nocumento illi foret, si in conjugem Waldradam » acciperet. »

[4] *Lettre d'Hincmar à Louis le Germanique*, Bouq., VII, 520, E : « Quia » dicebant petitores quod nisi eis illa loca sacra donaret, ab eo deficerent. »

[5] *Hist. Translat. S^æ Clodesindis*, Bouq., VII, 552, E : « Totum pene orbem » in sui commovit invidiam. »

[6] *Lettre de Nicolas Ier aux évêques de France*, Bouq., VII, 82, A : « Lotharius rex, si tamen rex veraciter dici possit. »

25. — La période qui suivit la mort de Lothaire II, fut encore plus favorable au développement du pouvoir des grands. La Lotharingie devint en effet dès lors un objet de dispute entre Charles le Chauve et les rois de Germanie. Or rien ne fortifiait la puissance des grands et n'affaiblissait le pouvoir royal comme ces compétitions entre souverains. Les rois devaient chercher à se créer des partisans, et il était nécessaire pour cela de semer les faveurs.

III

LA LOTHARINGIE SOUS LES SUCCESSEURS DE LOTHAIRE II.

26. — Charles le Chauve n'eut pas plus tôt appris la mort de son neveu, qu'il s'empressa d'entrer en Lotharingie pour s'en emparer à l'exclusion de tout autre prétendant. Il y était appelé par le plus grand nombre des évêques et des hommes puissants [1]. Parmi ses partisans, nous comptons Hatton, évêque de Verdun, Arnoul de Toul, Francon de Liége et, principalement, Adventius de Metz, le plus chaud de tous [2]. Charles fut sacré et couronné

[1] *Ann. Bertin*, 869 : « A quibusdam episcopis, sed et ab aliquibus primo-
» ribus regni quondam Lotharii missos directos suscepit ut ibi resideret, et in
» regnum quod Lotharii fuerat non intraret... plures autem saniori consilio
» illi mandaverunt ut, quantocius commode posset, usque Mettis properare
» satageret. » — Réginon, *Chron.*, 869 : « Mettisque perveniens, ab Adventio...
» et nonnullis aliis primoribus favorabiliter exceptus.. indeque digrediens,
» Aquisgrani palatium ingressus est... ubi *multo plures ad eum confluxe-*
» *runt.* » — Les *Ann. Bertin.* disent : « Veniens autem Aquis, nullum obtinuit
» quem antea non habuit. » Les deux récits ne sont pas inconciliables.

[2] *Annal. Bertin.*, 869 : « Veniens ergo usque Viridunum, plurimos de
» eodem regno, sed et Hattonem, ipsius civitatis episcopum, et Arnulphum,
» Tullensis urbis episcopum, sibi se commendantes suscepit; indeque Mettis
» nonas septembris veniens, Adventium ipsius civitatis praesulem, et Fran-
» conem Tungrensem episcopum, cum multis aliis in sua commendatione
» suscepit. » — « Réginon, *Chron.*, 869 : « Bertulfum, nepotem supradicti
» Adventii episcopi, ecclesiae Trevirorum praefecit... interventu et ope prae-
» dicti Adventii, qui eo tempore plurimum apud regem poterat, eo quod illi
» assentando in adipiscendis regni negotiis ambitiosius faveret. »

roi de Lotharingie à Metz. Avant son sacre, il dut promettre de respecter les droits des églises et de l'aristocratie [1]. Ceux qui lui faisaient opposition furent dépouillés de leurs propriétés et de leurs bénéfices [2]; ses partisans, au contraire, furent comblés de biens et d'honneurs [3]. L'ambition, l'intérêt propre était le mobile de toute la conduite politique des grands à cette époque. C'était là, bien plus que l'amour de la patrie, ce qui les avait amenés au-devant de Charles, dans la circonstance présente. La voix publique du moins leur prêtait ces pensées [4]. La promptiude avec laquelle plusieurs d'entre eux abandonnèrent peu après le roi de France pour passer au parti du Germanique [5], ne donne que trop de vraisemblance à cette accusation.

27. — L'histoire ne nous apprend pas quel parti embrassèrent les Regnier; mais il est bien probable qu'ils se prononcèrent pour Charles le Chauve, puisque le Masgau continua à rester dans leur famille. Les bonnes relations que nous voyons régner peu d'années après entre Francon et Regnier au Long Col, sont peut-être aussi un motif de croire que l'évêque de Liége et le comte du Masgau n'étaient pas divisés en cette occasion. Le voisinage, des intérêts communs devaient naturellement les unir.

[1] *Annal. Bertin.*, 869, et Bouq., VII, 678 : « Consecratio Caroli Calvi. » — Cfr. Dümmler, I. 721, note; Waitz, *Verfassungsgesch.*, III, 248, note, et V, 16, note 2.

[2] *Ann. Fuld.*, 869: « Karolus vero rex... regnum Hlotarii invasit, et secun- » dum libitum suum disposuit, atque ad se de eodem regno venire nolentes » publicis privatisque rebus privavit. » — Cfr. Dümmler, I, 725.

[3] C'est ainsi, par exemple, qu'Adventius de Metz fut récompensé par la nomination de son neveu à l'archevêché de Trèves. Voy. la note 2, p. 24.

[4] « Eos qui, *ut quidam dicunt*, Regem nostrum in regnum quondam » Lotharii *pro sua necessitate* invitaverunt, et honores ex eodem regno obti- » nuerunt, » dit Hincmar dans une lettre au pape Adrien. (Bouq., VII, 539, B, C.)

[5] *Ann. Fuld.*, 870 : « Hludowicus rex... plurimos de optimatibus Hlotarii » diu illum opperientes, in suum suscepit dominium, et beneficium illis a » Karolo sublatum restituit. Nonnulli etiam, qui prius cum Karolo fuerant, » eum deserentes ad Hludowicum venerunt. »

28. — Le roi de France ne resta pas longtemps possesseur de la Lotharingie entière. L'année suivante, le traité de Meersen divisait ce royaume entre Charles et Louis le Germanique. Pour qui connaît cette époque, la faiblesse du pouvoir royal, l'avidité des grands, la nécessité où se trouvaient les souverains de les ménager, il n'est pas douteux que ces changements de règnes n'aient profité à l'aristocratie. D'après le partage de Meersen, la Belgique actuelle presque entière appartenait à Charles le Chauve.

29. — Ce fut pendant cette union de la Lotharingie occidentale avec la France, que parut le fameux capitulaire de Kiersy (877), qui, sans établir ou reconnaître explicitement en droit l'hérédité des bénéfices, donnait cependant une certaine consécration à l'hérédité de fait qui tendait à s'établir toujours de plus en plus. L'hérédité des bénéfices et des offices royaux dut donc avoir dès lors presque force de loi en Belgique, ou, tout au moins, les seigneurs lotharingiens firent un grand pas dans cette voie. Les parents des vassaux défunts n'ont pas précisément le droit de leur succéder, mais ils prétendent l'avoir, au point que le souverain ne peut plus faire sortir un fief de la famille qui le possède, sans exciter des réclamations ou même des révoltes ouvertes [1]. Regnier, qui écrivait sa chronique dans les premières années du dixième siècle, et dont les paroles doivent refléter l'opinion régnante en Lotharingie, est si bien pénétré de l'existence du droit, que, se trouvant en face d'une exception à la règle générale, il croit devoir l'expliquer. Robert le Fort ayant été tué dans un combat contre les Normands, son duché fut donné à son cousin l'abbé Hughes. Les deux fils de Robert, ajoute le chroniqueur, étaient encore en bas âge; voilà pourquoi le duché de leur père ne leur fut pas donné [2].

[1] Voy. Roth, *Geschichte des Beneficialwezens*, pp. 419 et suiv. — Dümmler, II, 630 et suiv. — Cfr. ibid., 226 et suiv.

[2] Réginon, 867 : « Si quidem Odo et Ruotbertus, filii Ruotberti, adhuc » parvuli erant, quando pater exstinctus est, *et idcirco non est illis ducatus* » *commissus.* » — Cfr. note 3, p. 10.

30. — En 879, Louis le Bègue, roi de France, étant mort, Gozlin, abbé de S[t]-Germain, et Conrad, comte de Paris, conspirèrent avec une foule de grands personnages pour donner la France à Louis de Saxe. Le moyen qu'ils emploient pour gagner des partisans est à noter. C'est de leur faire entrevoir de beaux bénéfices [1]. Les autres grands du royaume offrirent alors à Louis de Saxe la Lotharingie, s'il voulait se retirer. Louis accepta l'offre, et la Lotharingie, divisée depuis le traité de Meersen, se trouva tout entière réunie sous un même sceptre.

31. — Le capitulaire de Kiersy, dont nous venons de parler, nomme parmi les hauts personnages qui doivent accompagner Louis le Bègue en Lotharingie et former son conseil, un certain Regnier [2]. Était-ce l'abbé d'Epternach (§ 9) ou Regnier au Long Col? Je crois qu'il est impossible de le décider. Quoique la chronique d'Epternach nous dise, en effet, que cette abbaye a cessé d'être soumise à Regnier en 870 [3], et que les bénéfices fussent viagers, on n'en peut pas conclure que le comte-abbé est mort cette année-là. Ce fut en 870, en effet, que la Lotharingie fut partagée, par le traité de Meersen, entre Charles le Chauve et Louis le Germanique. Or, il était reçu en principe, dans l'empire carolingien, qu'on ne pouvait être vassal de deux souverains en même temps. Si donc ce Regnier avait son comté dans la partie attribuée à Charles, il a dû se démettre de son abbaye d'Epternach, comprise dans la part de Louis. Ainsi rien ne nous prouve

[1] *Annal. Bertin.*, 879 : « His autem qui convenerant persuaserunt ut Ludo-» vicum Germaniae regem in hoc regno convocarent, et ejus largitione » honores, quos hactenus obtinere non potuerunt, sine ulla dubitatione habe-» rent. »

[2] « Qualiter et quo ordine filius noster in hoc regno remaneat, et qui » debeant esse, quorum auxilio utatur, et vicissitudine cum eo sint. Videlicet » ex episcopis assidue sint cum illo... Ex abbatibus.. Ex comitibus vero... Si » versus Mosam perrexerit, sint cum eo Franco episcopus, Joannes episcopus, » Arnulfus comes, *Gislebertus*, Letardus, *Matfridus*, Widricus, Gotbertus, » Adalbertus, Ingelgerus, *Rainerus*, una cum praedictis. » (Bouq., VII, 702, A, B.)

[3] Voy. la note 1, p. 11.

que l'abbé d'Epternach fût mort en 877. Il est possible cependant que le capitulaire désigne Regnier au Long Col. Dans ce cas, quoiqu'il n'y porte pas le titre de comte, il ne peut y avoir de doute qu'il eût dès lors un gouvernement. Cela n'empêche pas que Gislebert, qui est nommé avec lui [1], ne puisse être son père. Je ne dis pas qu'il le soit, mais il peut l'être, et en supposant que le capitulaire parle réellement du comte du Masgau et de Regnier au Long Col, voici, probablement, quel était l'état des affaires de cette famille. Gislebert continuait à être comte du Masgau et, peut-être, du comté de Darnau. Regnier, son fils, avait obtenu une partie du Hainaut, non de son père, qui vivait encore et n'avait pas été comte de Hainaut, mais par concession du roi. Je dis qu'il était comte d'*une partie du Hainaut;* comte en Hainaut, d'abord, car nous allons bientôt le voir paraître en cette qualité; mais comte d'une partie seulement, car le Hainaut comprenait plusieurs comtés. Et à une époque où Régnier était certainement comte en Hainaut (908), nous y trouvons simultanément un comte nommé Sigehard, dans le gouvernement duquel se trouvait l'abbaye de Lobbes [2]. Sigehard devait donc avoir la partie orientale du Hainaut, et Regnier la partie occidentale [3].

J'ai ajouté que Gislebert ne possédait pas ce comté avant Regnier, du moins ne devait-il pas le posséder en 840, alors qu'il était déjà comte du Masgau. Nithard nous apprend, en effet, que Charles le Chauve vit les peuples de la forêt Charbonnière, le Hainaut aussi, par conséquent [4], embrasser son parti, tandis que les provinces situées au delà, et nommément le Masgau à la

[1] Voy. la note 2, p. 27.

[2] « Laubacensem abbatiam... in pago ac in comitatu Hainuensi sitam, cujus » ad praesens comes videtur adesse Sigehardus. » Miræus, *Op. dipl.*, I, 34.

[3] Il avait Mons et Saint-Ghislain, que nous voyons dans la suite au pouvoir de ses descendants. Pour Mons, Richer, *Hist*, III, 8 : « Ad oppidum praedicti » Rageneri quod dicitur Mons Castriloci. » — Pour Saint-Ghislain, voy. la vie de Saint-Gérard dans les *AA. SS.*, oct., t. II, p. 311.

[4] Sur l'étendue de la forêt Charbonnière, voir Duvivier, *Recherches sur le Hainaut ancien*, pp. 13-22.

suite de son comte Gislebert, se tournaient du côté de l'empereur [1]. Si Regnier au Long Col doit le Hainaut à Charles le Chauve, c'est une raison de plus pour affirmer que sa maison s'empressa de le reconnaître à la mort de Lothaire II.

32. — M. Duvivier hésite à reconnaître à Regnier un gouvernement particulier dans le Hainaut. « Nommé, dit-il, dans plus de cent diplômes relatifs à la Hesbaie et à l'Ardenne, il n'est cité que deux fois à propos du Hainaut, dans des actes des années 905 et 908; et encore n'y figure-t-il peut-être qu'à titre de duc de Lotharingie [2]. »

Nous espérons montrer plus loin qu'à ces deux dates, Regnier n'était pas encore duc de Lotharingie; ce n'était donc pas à ce titre qu'il intervenait. Toutefois son intervention ne prouve pas non plus qu'il fût comte de Hainaut.

Nous ne pouvons donc, pour lui donner ce titre, nous appuyer que sur le témoignage de Dudon, qui le qualifie pompeusement de duc de Hesbaye et de Hainaut [3]. Quoique l'autorité de Dudon ne soit pas de très-grand poids, nous n'avons cependant aucune raison de le suspecter sur ce point-ci. Quant au comté de Hesbaye, le témoignage de Dudon est confirmé par les chartes qui nous parlent des propriétés que Regnier y possédait [4]. L'auteur des *Gesta abbatum Laubacensium* nous donne sur lui des détails qui confirment encore ce que nous disons.

33. — Au rapport de Folcuin [5], Regnier au Long Col s'unit avec Francon, évêque de Liége, pour combattre les Normands.

[1] Voy. la note 1 de la page 7.

[2] Ouvr. cité, p. 89.

[3] « Raginerum Longicolli Hasbacensem et Hainaucensem ducem. »

[4] Voy. Wittich, p. 33, note 3.

[5] *Gest. abb. Laubac.*, c. 17 : « Tali ergo modo turbata ecclesiae pace, et » firmamento regni posito in formidine, Franco praedictus episcopus, coactus » justa, quantum ad saeculares, et vere necessaria bella suscipere, accito sibi » Reginerio quodam, quem Longum Collum vocant, viro strennuo et in bel- » licis rebus exercitato, hii frequenter in acie confligentes, perraro victi, mul-

Les deux alliés livrèrent aux pirates du nord un nombre considérables de combats, dans lesquels ils obtinrent presque constamment la victoire. L'évêque et le comte ne déposèrent les armes que lorsque la conversion du chef ennemi, Godefroid (882), [1] et sa mort (885) permirent à ces malheureuses contrées de respirer enfin quelque temps. Le comté du Masgau, dans la Hesbaye, était, avec le pays de Liége, des plus exposés aux attaques des pirates du Nord [2]; les deux territoires se touchaient. L'alliance de Regnier avec Francon était toute naturelle, ou plutôt indispensable. Les Normands vinrent, en effet, en 881 s'établir à Elsloo, près de Maestricht. Les ravages qu'ils exercèrent de là, les villes de Maestricht, de Liége, de Tongres pillées et dévastées porteraient à croire que les succès remportés par Regnier et Francon ne furent pas aussi constants que Folcuin le dit. Ils ne durent pas être non plus bien considérables puisque les auteurs contemporains n'en font aucune mention [3]. Les Annales de Fulde rapportent cependant qu'en 885, les Normands entrèrent dans la Hesbaye, et y firent du butin et des prisonniers. Mais l'archevêque de Mayence, un comte Henri, dont nous aurons à reparler tout à l'heure, et quelques autres, *aliique nonnulli,* tombèrent sur eux à l'improviste, les vainquirent et leur enlevèrent leur proie. Probablement que le comte du Masgau et l'évêque de Liége étaient compris dans ces quelques autres. On ne peut pas douter non plus qu'ils n'aient pris une part, mais secondaire, à toutes les cam-

» toties extitere victores, nec cessatum est, donec peste attrito rege eorum
» Godefrido ad fidem Christi converso et baptisato, nec multo post interfecto,
» pax ecclesiae redditur. »

Dümmler, II, 465, dit que l'archevêque d'Utrecht Radbod prit part à ces expéditions. Radbod ne monta sur le siége d'Utrecht qu'en 899. Sept ans après la dernière incursion normande (Dümmler, II, 331 et 464).

[1] *Regin. chron.*, 882. — Hincmar., *Ann.*, 882. — Et les *Ann. Fuld.*, 882, qui sont cependant en contradiction avec les auteurs précédents et commettent une erreur, en mettant Sigefroid au lieu de Godefroid.

[2] *Ann. Fuld.,* 881 : « Plurima loca in regione Regis nostri vastaverunt,
» hoc est Cameracum, Trajectum et *pagum Hasbanicum...* »

[3] Folcuin écrivait environ un siècle après les événements. Il mourut en 990. Voy. Migne, *Patr. lat.,* t. CXXXVII, col. 532.

pagnes dirigées dans ces contrées contre les perpétuels ennemis de l'empire. S'il faut en croire Dudon, Regnier eut aussi à lutter contre le normand Rollon, qui le vainquit, le fit prisonnier et le relâcha bientôt moyennant une forte rançon [1].

34. — D'après la chronique de Liessies, qui ne date que du XVI[e] siècle [2], mais dont l'auteur a écrit d'après un manuscrit fort ancien [3], Regnier au Long Col aurait fait prisonnier le normand Godefroid dans un combat qu'il lui livra avec Francon, et ce serait lui qui l'aurait amené à embrasser le christianisme [4]. Ce récit ne s'accorde pas avec les données que nous fournissent les contemporains et, par conséquent, doit être rejeté. Lorsque la paix fut rendue à nos contrées, Regnier, d'après le même auteur, aurait beaucoup contribué à la restauration des églises ruinées par les barbares [5]. Il est difficile de dire jusqu'à quel point ces renseignements si tardifs méritent créance. Pour en apprécier la valeur, il faudrait connaître l'âge du manuscrit dont le chroniqueur a fait usage.

35. — Quoi qu'il en soit, toujours est-il que Godefroid, après son baptême, reçut de Charles le Gros un gouvernement et des bénéfices dans la Frise [6]. A en juger par les expressions des historiens du temps, ce gouvernement devait être très-étendu, et probablement Godefroid avait les pouvoirs et la position d'un duc [7]. Le

[1] Voy. le passage de Dudon, t. I[er] de Butkens, *preuves*, pp. 12 et 13.

[2] De Reiffenberg, *Monum. hist. du Hainaut*, etc., t. VII, p. 394.

[3] *Ibid.*, p. 393 : « Penes nos est venerandae vetustatis codex vix legibilis, » ex quo thema nostri laboris desumptum est. »

[4] *Ibid.*, pp. 402, 403.

[5] *Ibid.*, p. 403 : « Praedictus Reinerus plerasque studuit reaedificare basi- » licas. »

[6] Dümmler, II, 204, 205. Voy. aussi la note suiv.

[7] *Ann. Fuld.*, 882 : « Imperator... Gotafridum de fonte baptismatis leva- » vit, et quem maximum inimicum et desertorem regni sui habuerat, *consor-* » *tem regni constituit.* Nam *comitatus* et beneficia... *eidem hosti* suisque » hominibus ad inhabitandum *delegavit.* » — *Ann. Vedast.*, 882 : « *Regnum* » Frisonum, quod olim Roricus Danus tenuerat, dedit. »

territoire soumis à sa juridiction comprenait plusieurs comtés [1]. Le chef normand avait juré fidélité à l'empereur et s'était engagé à défendre la Frise contre ses compatriotes [2]. Mais il ne resta pas longtemps fidèle à ses serments.

36. — Les années du règne de Louis de Saxe et de son successeur Charles le Gros comptent parmi les plus malheureuses qu'ait jamais traversées la Lotharingie. Nos contrées furent ravagées et par les Normands et par les entreprises d'un prétendant à la couronne, Hughes, fils bâtard que Lothaire II avait eu de son union avec Waldrade.

37. — La défense de ces provinces contre les ennemis tant de l'intérieur que du dehors fut confiée au plus grand homme de guerre que l'empire possédât à cette époque. Le comte Henri, dont nous avons déjà dit un mot (§ 33), reçut le commandement militaire supérieur, non-seulement dans la Lotharingie, proprement dite, mais encore dans la Saxe et la Frise [3].

Le savant auteur de l'histoire du Limbourg en fait le premier duc de Lotharingie [4]. On peut, à la rigueur, lui donner ce titre, pourvu qu'on n'y attache pas d'autres fonctions que le commandement militaire et qu'on ajoute qu'Henri était, dans le même sens, également duc de Frise et de Saxe. Mais le titre de duc emporte autre chose que le commandement des armées; aussi préférons-nous, pour notre part, le lui refuser. D'autant plus que la Saxe, à cette époque, avait un autre duc [5].

[1] Voy. la note précéd. — Réginon, 885 : « Godefridus... Gerolfum et Gardolfum comites Fresonum legatos ad Caesarem dirigit. » Ce Gérulfe est qualifié de vassal, *fidelis*, de Godefroid. (*Ann. Vedast.*, 885. Bouq., VIII, 84, B.)

[2] Réginon, 885 : « Si vellet ut in ea quam pollicitus fuerat fidelitate perseveraret, finesque regni sibi commissos ab incursione propriae gentis defensaret. »

[3] Saxonibus, Francis, Frisonibus ille triarchos
Praefuit,

dit son épitaphe (Dümmler, II, 169). Son intervention fréquente en Lotharingie prouve que par *Francis* il faut entendre les Lotharingiens.

[4] Ernst, *Hist. du Limbourg*, I, 374.

[5] De 866 à 880, c'était Brunon; de 880 à 912, Othon.

Henri eut d'abord à lutter, en Lotharingie, contre le bâtard de Lothaire.

38. — Hughes avait reçu autrefois de son père le gouvernement de l'Alsace, sous la suzeraineté de Louis le Germanique [1], à qui elle devait tôt ou tard revenir, d'après la cession que lui en avait faite le roi Lothaire [2]. Vers les années 877-878, on le voit, à la tête d'une bande de brigands, infester nos contrées et chercher à conquérir le royaume de son père [3]. Ses excès le firent excommunier, mais les anathèmes de l'Église le trouvèrent aussi insensible que les exhortations d'Hincmar de Reims. Les offres avantageuses de Louis le Bègue n'obtinrent pas plus de résultat [4]. Hughes continua ses brigandages avec une bande toujours croissante, ou plutôt avec une véritable armée de partisans, dans la haute aussi bien que dans la basse Lotharingie [5], à tel point qu'en

[1] *Ann. Bertin.*, 867 : « Hugoni ducatum Helizatium donat, eumque Hludo- » wico commendat. »

[2] Voy. le § 23 et la note 7, p. 22.

[3] FLODOARD, *Hist. Eccl. Rem.*, l. III, c. 26. — MIGNE, *P. L.*, t. CXXXV, col. 248. Hincmar, dit Flodoard, écrivit à Hughes : « Audierat... multos scilicet » prædones conspirasse et conspirare secum, ipsoque principe atque auctore » innumeras et horrendas fieri depraedationes... Insuper etiam quod regni » moliretur pervasionem... Subjungens etiam quod rex eidem promiserit et » ex parte ostenderit eum se velle honoribus ampliare et honoratum habere si » culpa ipsius non fuerit. » — Sur Hughes, voy. DÜMMLER et WITTICH. — La Belgique était le théâtre des brigandages du bâtard de Lothaire. Ce qui le prouve, c'est que premièrement Hincmar, pour lui faire parvenir sa lettre, l'envoie à Francon de Liége : « Franconi episcopo, pro litteris commonitoriis, » quas jussione regis mittebat Hugoni imperatoris Lotharii nepoti, rogans ut » et idem Franco missum suum talem cum misso ipsius mitteret, qui eum » salvum ducere et reducere posset. » FLODOARD, *l. c.*, c. 23; MIGNE, *P. L.*, t. CXXXV, col. 229. Secondement, Hugues attaqua les Normands dans le Brabant. *Ann. Vedast.*, 879 : « Omnem Bracbantisiorum terram incendio et » ferro delent. Contra quos Hugo arma sumens... »

[4] Voy. la note précédente.

[5] *Ann. Fuld.*, 879 : « Hugo... tyrannidem in Gallia exercebat; contra quem » rex quosdam fideles suos destinavit... qui venientes, nonnullos ex hominibus » illius in quodam castello *juxta Viridunum* obsederunt. »

880, les deux rois de France, fils de Louis le Bègue, ne crurent pas faire trop de s'unir à l'armée du comte Henri pour marcher contre lui [1]. De Gondreville, près de Toul, cette armée combinée de Français, de Lotharingiens et de Germains, revint sur Attigny [2], ce qui fait supposer qu'Hughes se trouvait à cette époque dans le Cambraisis ou dans le Hainaut. On ne le trouva pas, mais seulement son beau-frère Theutbald [3], avec le gros de l'armée des révoltés. On en vint aux mains et Henri remporta la victoire, mais avec beaucoup de peine et après de grandes pertes [4]. Le général vaincu prit la fuite [5].

Toutefois, la révolte, quoique comprimée, devait encore inspirer des craintes, puisque Louis de Saxe tenta les voies de la bonté pour gagner le bâtard de Lothaire. Il lui offrit des comtés et des abbayes. Hughes accepta tout, mais uniquement pour pouvoir pousser ses projets avec plus d'avantage. Oubliant ses serments il ne tarda pas en effet à se soulever. Mais Louis envoya contre lui une armée qui le contraignit à se retirer en Bourgogne [6]. L'ambitieux recommença ses tentatives sous Charles le Gros, en 882. Le faible empereur essaya encore de le gagner par les voies

[1] *Ann. Bertin.*, 880 : « In quo placito communi consensu inventum est, ut » ipsi reges Ludovici quondam filii ad Attiniacum redirent cum scara Ludovici » Germaniae regis, et Hugonem Lotharii junioris filium impeterent. » Cfr. *Ann. Fuld.*, et *Ann. Vedast.*, 880.

[2] Voy. la note précédente.

[3] *Ann. Bertin.*, 880 : « Quo venientes, quia Hugonem non invenerunt, sororium illius Teutbaldum bello aggressi sunt. »

[4] *Ann. Fuld.*, 880 : « Cum Thiotbaldo principe militiae Hugonis, qui robur » exercitus secum habebat, iniere certamen, et ceciderunt multi ex utraque » parte vulnerati. In quo conflictu Heinricus cruentam obtinuit victoriam. »

[5] *Ann. Bert.*, 880 : « Illum in fugam verterunt. » — L'annaliste de Lobbes dit que Theutbald périt dans la bataille. Il se trompe. Voy. Dümmler, II, 145.

[6] *Ann Fuld.*, 881 : « Rex... Hugonem... ad se venientem in suum suscepit » dominium, et ei abbatias et comitatus in beneficium dedit, ut ei fidem serva- » ret. Sed ille pravorum usus consilio, fidem mentitus regi molestus efficitur. » Quapropter regis exercitus illum persecutus in Burgundiam fugere com- » pulit. » — *Ann. Laub.*, 880 : « Hugo, filius Lotharii regis, Lobiensis abbas » efficitur. » Cfr. *ibid.*, ann. 873.

de la bonté, qui avaient si mal réussi à Louis de Saxe. Hughes reçut les revenus du siége vacant de Metz [1]. Mais de nouveau nous le voyons bientôt relever l'étendard de la révolte (883 et 885). Plusieurs comtes suivaient ses drapeaux [2], et il fit alliance avec le normand Godefroid, duc de Frise, auquel il donna la main de sa sœur Gisèle [3]. Il lui promit aussi la moitié du royaume de Lotharingie, s'il l'aidait à s'en rendre maître [4]. Charles le Gros, devinant leurs projets, parvint à se défaire de Godefroid par l'assassinat [5]. Hughes fut aussi victime d'une trahison. On lui creva les yeux et on le jeta dans les fers [6]. Le comte Henri avait été l'instrument de ces tristes exécutions. Il n'avait cessé de combattre les Normands en Lotharingie depuis l'année 882, et avait remporté sur eux de grands succès [7].

39. — En 886, Henri fit deux expéditions, sans résultat sérieux, contre les Normands qui assiégeaient Paris. Il périt même dans une embuscade [8], et un certain Regnier s'exposa à la mort pour aller retirer son cadavre du milieu des ennemis [9]. Était-ce Regnier

[1] *Ann. Bert.*, 882 : « Hugoni... facultates ecclesiasticas Mettensis episcopii, » quas sacri canones futuro episcopo reservari praecipiunt, ad consumendum » remisit. »

[2] Réginon, *Chron.*, 883 : « Ab aliquibus discordiarum ac litium sectatoribus » introducitur, omnesque qui justitiam et pacem execrabantur, ad eum con» fluxerunt, ita ut in paucis diebus innumera multitudo praedonum ejus domi» nationi se submiserint. Inter quos etiam nonnulli ex primoribus regni vana » spe seducti, manibus datis accedunt, videlicet Stephanus, Ruodbertus, » Wicbertus, Thietbaldus comites, Albricus et frater ejus Stephanus. »

[3] *Ann. Fuld.*, 883 : « Gotafrid Nordmannus... cum Hugone Illutarii filio » fœdus iniit ejusque sororem duxit in conjugium. » — *Ann. Mett.*, 886 : « Gislam uxorem Godefridi. »

[4] Réginon, 885.

[5] Ibid.

[6] Ibid et *Ann. Fuld.*, 885.

[7] Voy. les *Ann. Fuld.*, ann. 882-885.

[8] *Ann. Vedast.*, 886. *Ann. Fuld.*, 886. Réginon, *Chron.*, 887.

[9] *Ann. Vedast.*, 886 : « Supervenit quidam e Francis Ragnerus nomine » comes, ejusque corpus non absque vulneribus illis tulit. »

au Long Col? Impossible de le décider. Ce peut être lui, car Henri était venu au secours des assiégés avec une armée de Germains et de Lotharingiens [1], de laquelle, par conséquent, Regnier au Long Col pouvait fort bien faire partie. Mais comme nous trouvons parmi les défenseurs de la place, avant l'arrivée d'Henri, un valeureux guerrier du même nom [2], rien ne nous permet de nous prononcer pour l'un ou pour l'autre. Cependant, le silence gardé par Abbon sur le beau dévouement de ce Regnier me fait pencher pour Regnier au Long Col. Le moine de St-Germain-des-Prés n'aurait sans doute pas omis ce trait de courage, s'il avait été le fait d'un des défenseurs de la ville.

IV

LE RÈGNE DE ZWENTIBOLD.

40. — Arnoul, qui succéda à Charles le Gros en 887, réussit mieux que ce prince faible à faire respecter son autorité et sut défendre ses États avec plus d'énergie contre les pirateries des Normands. La victoire de Louvain fit cesser presque complétement les invasions de ces barbares en Lotharingie. Un concile qui se tint à Metz en 893 [3], témoigne beaucoup de confiance dans la fermeté du monarque et menace les malfaiteurs des rigueurs de sa justice [4]. Quoique la politique constante de ce prince fût de

[1] Reginon, *Chron.*, 887 : « Idem Heinricus cum exercitibus *utriusque* » *regni* Parisius venit. »

[2] Abbo, *Bell*, *Paris.*, l. 1, v. 66, 67 :

> « Hic comites Odo fraterque suus radiabant
> » Robertus, pariterque comes Ragenarius. »

Ce n'est qu'au second livre que nous voyons arriver l'armée de secours conduite par Henri.

[3] Cfr. *supra*, note 3, p. 18.

[4] Can. 1. Labbe, *Concil.*, t. IX, col. 413 : « Velint nolint, pro timore » etiam gloriosissimi senioris nostri Arnulfi regis ad satisfactionem venire » faciemus. »

gagner l'appui du clergé [1], il ne laissa pas de donner, comme ses prédécesseurs, quelques biens ecclésiastiques à ses fidèles [2]. On le conçoit. Nous avons vu quelle était la pénurie du trésor de nos souverains.

11. — La Lotharingie, pendant les premières années du règne d'Arnoul, était-elle gouvernée par un duc? Oui, si nous en croyons l'*Histoire des miracles de Saint-Maximin,* écrite, il est vrai, en 962; et ce duc se nommait Mégingaud [3]. Mais faut-il nous en rapporter à un témoignage si tardif? Généralement, les historiens modernes ne citent même pas le nom de Mégingand, ou n'en parlent que pour lui refuser la qualité de duc de Lotharingie [4]. A ma connaissance, Ernst est le seul qui ajoute foi au témoignage de Sigehard, auteur de l'*Histoire des miracles de Saint-Maximin* [5].

12. — Quoique ce témoignage soit trop postérieur aux faits pour fonder une certitude complète, nous n'avons aucune raison

[1] Voy. Dümmler, II, 310, 400.

[2] Par exemple l'abbaye de St-Maximin. Voy. la note suiv.

[3] Sigehard, *de Mirac. S^i Maximini,* c. 8, Migne, *Patr. lat.*, t. CXXXIII, col. 969 : « Temporibus Arnulfi imperatoris... monachi pro electione abbatis » palatium ex more competunt. Quibus cum peccatis exigentibus electio non » permitteretur, sequestratis aliquibus monasterii possessiunculis, quae vix » artam monachis sustentationem potuissent praebere, cuidam Megingaudo » *regni hujus duci,* qui tunc forte aderat, abbatia ab imperatore donata est. » — Le mot *dux* n'est pas pris ici, comme parfois, dans un sens vague. C'est ce qui ressort de la suite de l'histoire. Chap. 11 : « Post memoratum Megingau» dum potestatibus et usibus *hujus regni ducum* haec abbatia subjacuit... » Qua ex causa cum Gisilbertus admodum juvenis *dux regno praeficeretur...* »

[4] M. Wittich, p. 21, croit que ce témoignage, quoique respectable, n'est pas suffisant pour prouver que Mégingaud a été duc. Ce qui a trompé le chroniqueur, c'est que Mégingaud a été abbé laïque de St-Maximin, ainsi que les ducs postérieurs de Lotharingie.

M. Waitz, *V. G.*, t. V, p. 51, n. 6, indique implicitement qu'il partage sur ce point l'avis de M. Wittich.

M. Dümmler, II, 358, cite le texte des miracles de St-Maximin et nomme seulement Mégingaud comte de Maienfeld.

[5] *Bull. de la Comm. roy. d'hist.*, 2e série, t. IX, p. 425.

de le suspecter; au contraire, les vraisemblances sont plutôt en sa faveur.

D'abord, le silence des autres auteurs sur le titre et les fonctions conférés à Mégingaud et sur les actes de son gouvernement ne forme pas une présomption contre le témoignage de Sigehard. L'argument négatif n'a pas grande valeur, quand il s'agit d'une époque dont les monuments sont si rares.

A cette époque, les duchés se constituaient [1]. Rien d'étonnant donc que la Lotharingie eût un duc.

Après Mégingaud, la Lotharingie a toujours été tout entière soumise à un chef, duc ou roi. A peine Mégingaud est-il mort, qu'Arnoul commence à préparer les voies au trône de Lotharingie à son fils Zwentibold. Il fallait qu'on trouvât des avantages à réunir toute cette vaste contrée sous un chef unique. De fait, après tous les désordres qui avaient désolé nos provinces pendant les années précédentes, lorsque Hughes, le bâtard de Lothaire II, avait trouvé des comtes pour soutenir ses prétentions contre Charles le Gros et partager ses brigandages, il paraît qu'il devait être nécessaire d'établir dans ces régions un homme puissant et dévoué, pour maintenir dans le devoir ces comtes turbulents et un pays si porté à se séparer du reste du royaume. Mégingaud aura reçu cette mission : ce qui ne l'aura pas empêché de garder les comtés dont il avait le gouvernement dans d'autres parties de l'empire.

Que Mégingaud fût un homme sur lequel Arnoul pouvait compter, c'est ce que prouvent et son titre de saint [2], témoignage de la vénération des peuples pour lui, et l'empressement avec lequel il embrassa le parti d'Arnoul [3], lors de la déposition de

[1] Waitz, *Verfassungsgesch.*, V, 33 suiv. — Dümmler, II, 560 suiv.

[2] *Vita S[i] Mengoldi, AA. SS. Febr.*, t. II, 191-196. — Dümmler, II, 358, note 37.

[3] Le 23 janvier 888, Arnoul, à la prière de Mégingaud, accorda à l'abbaye de S[t]-Maximin le village de Ribenac (voy. Wauters, *Table chronol.*, t. I, 304). Il était donc déjà abbé laïque de S[t]-Maximin (Cfr. Sigehard, c, 9. Migne, *Patr. lat.*, t. CXXXIII, col. 971). Arnoul était monté sur le trône en novembre 887, deux mois auparavant. Il n'aurait pas mis tant d'empressement à conférer à

Charles le Gros, et la confiance que lui témoigna l'archevêque de Reims. C'est à sa garde que Foulques remit certains biens que l'église de Reims possédait en Lotharingie [1]. C'est encore probablement lui que Louis le Germanique envoya en ambassade à Charles le Chauve avec l'archevêque Willibert de Cologne et le comte Adalard [2]. Mégingaud semble donc avoir réuni toutes les qualités capables d'attirer sur lui l'attention du roi.

Il fut assassiné en 892 par Albéric et les anciens partisans d'Hughes [3]. Mégingaud, dans notre supposition, ayant été nommé duc de Lotharingie pour empêcher les intrigues des ambitieux qui voulaient semer le désordre, et cherchaient, à la faveur des troubles, à augmenter leur fortune, on s'explique la haine d'Albéric pour lui.

Enfin, à la mort de Mégingaud, une partie de ses bénéfices sont donnés à Zwentibold [4], qu'Arnoul se proposait d'établir chef de la Lotharingie, non plus avec le titre de duc, mais avec l'autorité royale. N'est-ce pas une probabilité de plus que Zwentibold succédait à Mégingaud dans le gouvernement de la Lotharingie, quoique avec des pouvoirs différents?

Ce qu'il y a donc de plus probable, à mon avis, c'est que Mégingaud a été effectivement le premier duc de Lotharingie.

Mégingaud une abbaye si considérable, s'il n'avait été parfaitement satisfait de l'attitude de ce comte lors de son avénement.

[1] Flodoard, *Hist. eccl. Rem.*, IV, 6. Migne, *Patr. lat.*, t. CXXXV, col. 280. Foulques écrit à Hermann, archevêque de Cologne : « Pro quibusdam rebus » hujus ecclesiae super Rhenum sitis... quas Maingaudio commendaverat : » quo defuncto, petit ut idem praesul Herimannus eas tutandas suscipiat. »

[2] *Ann. Bertin.*, 876 : « Et imperator in synodo residens audivit missos » fratris sui Hludowici regis, Willebertum archiepiscopum Coloniae, et Adalardum ac Maingaudum comites. »

[3] Réginon, 892 : « Eodem anno mense augusto, 5 kalendas septembr. » Megingaudus comes, nepos supradicti Odonis regis, dolo interfectus est ab » Alberico et sociis ejus in monasterio sancti Xysti, quod vocatur Rotila. » — Cfr. note 2, p. 35. Albéric est nommé parmi les partisans de Hughes.

[4] Réginon, 892 : « Arnolfus Zuendiboldo filio honores Megingaudi comitis » ex parte largitur. » — Pourquoi *ex parte?* C'est que Mégingaud n'était pas seulement duc de Lotharingie, mais encore comte de Wormsfeld et de Maienfeld (Dümmler, II, 358).

13. — Peu de temps après la mort de Mégingaud, nous voyons Arnoul faire une tournée en Lotharingie. Il y visita les monastères et les églises, pour y faire ses dévotions, disent les *Annales de Fulde* [1]. Ce n'était évidemment pas là le but unique du roi de Germanie; mais il avait dès lors très-certainement l'intention de donner la Lotharingie à Zwentibold, son fils naturel. Voilà pourquoi il l'investit, comme nous l'avons déjà dit, d'une partie des bénéfices de Mégingaud. Il est évident qu'Arnoul cherchait avant tout à s'assurer l'appui du clergé. Aussi le voyons-nous faire des donations importantes à plusieurs évêques [2].

Il força, l'année suivante, les comtes Matfrid, Étienne et Gérard à donner satisfaction à l'évêque de Toul, qu'ils avaient lésé dans les biens de son église, et il eut soin de faire intervenir dans cet acte son fils Zwentibold [3]. Le roi accorda encore d'autres faveurs à quelques prélats [4]. Après cela, il crut qu'il pourrait sans difficulté faire agréer son fils comme roi de Lotharingie. Il se trompait: la diète de Worms, convoquée à cet effet en 894, ne voulut pas prêter les mains au projet du roi [5].

[1] *Ann. Fuld.*, 893 : « Ante Quadragesimam rex per totam occidentalium » Francorum provinciam monasteria, episcopatus, causa orationis obibat. » — Par Francs occidentaux, il faut entendre les Lotharingiens. En effet, le 2 février 893, Arnoul était à Florenges, près de Thionville; le 7 février à Trêves (voy. Wauters, *Table des Chartes*, t. I, 310). Le jour des Cendres tombait cette année le 21 février.

[2] Dümmler, II, 359. — Cfr. Wauters, *Table des Chartes*, I, 309, 310.

[3] Calmet, *Hist. de Lorraine*, preuves, col. 325 : « Arnaldus sanctae Tul- » lensis ecclesiae episcopus... conquestus est, quod comes Stephanus, et » Gerardus frater suus et Matfridus, super possessiones Tullensis ecclesiae » nimiam malitiam exercuerant, et fere totam terram rapinis et incendiis ad » extremum deduxerant; quod monasterium sancti Mauritii et sancti Apri » quod sub nomine advocatiae sui juris falso hereditatem esse asserebant; » praeter hoc munitiones castelli... aedificaverant... Praeterea interventu » dilecti filii nostri Zuenteboldi... praecepimus... »

[4] Dümmler, II, 387. — Cfr. Wauters, *Table des Chartes*, I, 311.

[5] Réginon, 894 : « Wormatiam venit, ibique placitum tenuit, volens Zuen- » dibold, filium suum, regno Hlotarii praeficere, sed minime optimates prae- » dicti regni ea vice assensum praebuerunt. »

44. — Ce qu'Arnoul n'avait pu obtenir cette fois, lui fut accordé l'année suivante, sans qu'on puisse expliquer comment le changement s'était opéré dans les esprits. Il est vrai que, dans le concile de Tribur, le roi déploya un zèle qui lui gagna l'affection du clergé [1]. Il donna aussi gain de cause à l'archevêque de Cologne, qui était en démêlés avec l'évêque de Brême [2]. Mais les laïques, comment les gagna-t-il? Car il n'y eut qu'une voix pour acclamer la royauté du jeune prince [3]. Serait-ce le clergé seul qui, l'année précédente, aurait fait opposition? La conjecture n'est pas dénuée de fondement.

45. — Le royaume de Zwentibold comprenait tous les anciens États de Lothaire II, c'est-à-dire, non-seulement la partie qui se trouvait au pouvoir d'Arnoul, mais probablement encore, en exspectative, bien entendu, et dans les intentions du roi de Germanie, le royaume de Bourgogne, que tous les efforts d'Arnoul n'avaient pu arracher aux successeurs de Boson [4]. La Frise, l'Alsace, le Brisgau et quelques lambeaux de la Bourgogne reconnaissaient l'autorité de Zwentibold, comme le prouvent les diplômes de ce jeune prince relatifs à ces contrées [5].

46. — Mais était-il roi indépendant? Arnoul n'avait-il pas conservé la haute main dans le gouvernement des provinces qu'il cédait à son fils? M. Dümmler pense que Zwentibold jouissait dans son royaume d'une complète indépendance vis-à-vis de son père, que le roi de Germanie exerçait seulement sur celui de

[1] Dümmler, II, 394 suiv.

[2] Ibid., 401 suiv.

[3] Réginon, 895: « Arnolfus Wormatiam venit, ibique... conventum publicum » celebravit, in quo conventu omnibus assentientibus atque collaudantibus » Zuendibold filium regno Hlotarii praefecit. » — Je ne sais sur quel fondement M. Alph. Wauters s'appuie (*Table des Chartes*, I, 312) pour dire que Zwentibold a été proclamé roi dans le concile de Tribur.

[4] *Ann. Fuld*, 895 : « Infulam regni a patre suscipiens in Burgundia et » omni Hlutarico regno. »

[5] Wittich, p. 50. — Dümmler, II, 407, 408.

Lotharingie l'influence qu'un père doit avoir naturellement sur un fils encore jeune et inexpérimenté. Si Arnoul intervient, ce n'est que pour aider son fils ou lui donner des conseils. Zwentibold, dans l'étendue de ses États, disposait à son gré de tous les bénéfices; il ne se mêla aucunement aux guerres qu'eut à soutenir le royaume germanique, et il prit plusieurs fois les armes pour son propre compte. Les relations des deux rois sont indiquées en termes significatifs dans une pièce datée du 25 octobre 895, qui nous montre le jeune roi complétement maître de ses actes, mais soumis en même temps à l'influence paternelle [1]. Telle est l'opinion de M. Dümmler [2].

47. — Pour moi, les expressions mêmes de cette pièce éveillent dans mon esprit l'idée d'une bien plus étroite dépendance. Ce qui confirme ma manière de voir, c'est qu'Arnoul, en 898, donne de sa propre main un successeur au comte de Frise Éberhard [3]. Lui qui prétendait à une certaine suzeraineté sur la France et les autres royaumes sortis du démembrement de l'empire carolingien [4], aurait-il accordé à la Lotharingie une complète indépendance? Tous ces faits me portent à croire qu'au fond Zwentibold ne devait être, du vivant de son père, qu'un vice-roi, et qu'Arnoul intervenait d'autorité chaque fois qu'il le jugeait à propos [5]. La Frise, en tout cas, spécialement exposée aux invasions des Normands, devait être défendue comme un des boulevards du

[1] Beyer, *Mittelrheinisches Urkundenbuch*, I, 204 : « Qui (Arnulfus) etenim » ut nobis regni gubernacula commisit, *jubendo petiit* et *petendo praecepit*, » ut idem monasterium... redderemus... Nos autem *genitoris voluntati* et » pontificis efflagitatui *libenter assensum praebuimus* »

[2] II, 408.

[3] Régin., *Chron.*, 898 : « Eworhardus dux... dolo trucidatur; ducatus quem » tenuerat, Meginhardo fratri *ab imperatore* committitur. »

[4] Waitz, *Verfassungsgesch.*, V, 87-91.

[5] C'est ce que semble indiquer aussi un auteur, postérieur, il est vrai, de plus d'un siècle : « Zuendeboldus... *Lotharingiam provinciam disponere per-* » *missus*, indelebilis flagitii nota dedecoravit primitias sui principatus. » (Libellus de Successoribus S. Hidulphi in Vosago, c. 6. Calmet, *preuves*, col. LIII)

royaume germanique, et, à ce titre, sera restée sous l'influence plus directe de l'empereur [1].

48. — On présume, que Regnier au Long Col contribua beaucoup aux succès qu'obtinrent les projets d'Arnoul [2]. Cette conjecture n'a rien que de très-fondé. Regnier, en effet, étant dès lors un des hommes les plus puissants du royaume, son suffrage dut certainement être d'un grand poids dans la balance. Et puisqu'on le voit devenir le conseiller intime du nouveau roi [3], puisque plusieurs diplômes sont accordés à son intervention [4], c'est qu'il aura usé de son influence en faveur de Zwentibold. Le jeune roi n'aurait pas accordé une telle confiance à un adversaire de la veille ni même à un indifférent.

49. — A peine monté sur le trône, Zwentibold fit alliance avec Charles le Simple contre le roi Eudes, qui disputait au Carolingien la couronne de France. Le désir d'agrandissement était, d'après Réginon, le principal motif de l'intervention du jeune roi [5]. Je serais porté à croire, avec Ad. Borgnet [6], qu'Arnoul et

[1] Wittich, p. 43.

[2] C'est, par exemple, l'opinion du baron de Reiffenberg, *Hist. du Hainaut*, I, 78.

[3] Réginon, 898 : « Reginarium ducem sibi fidissimum et unicum consilia- » rium. »

[4] Bouquet, IX, 378, E : « Hludelmus Leuchorum sedis venerabilis episcopus » et Reginharius dilectus comes noster nostram expetierunt clementiam ut... » Diplôme du 28 déc. 897. C'est par erreur que M. Alph. Wauters le rapporte à l'année 898. Dom Bouquet rappelle que les Francs sous la seconde race faisaient commencer l'année à la fête de Noël. Voy. Mabillon, *De re diplomatica*, p. 173. — Bouquet, IX, 377, C : « Ob interventum fidelium nostrorum Odoacri » et Raginharii reddidimus eis... » Diplôme du 22 janvier 896.

[5] Réginon, 895 : « Zuendibold, collecto immenso exercitu, cupiens ampli- » ficare terminos regni sui. » — Cfr. *Ann. Vedast.*, 895 : « Qui cum Karolo » erant, conferunt se ad Zuendebolchum, eique partem regni consentiunt, ut » veniat et juvet Karolo suo consobrino. »

[6] *Étude sur le règne de Charles le Simple*, p. 18, t. XVII, des Mémoires de l'Académie de Bruxelles.

Zwentibold étaient d'accord pour fomenter la guerre civile en France [1]. Les deux rois alliés assiégèrent la ville de Laon et se retirèrent à l'approche du roi Eudes, sans avoir obtenu aucun résultat.

50. — Les *Annales de Saint-Vaast* nous apprennent que pendant le siége de Laon, des dissensions éclatèrent entre Charles et Zwentibold, et que trois des vassaux du roi de France abandonnèrent leur seigneur et prirent parti pour le roi de Lotharingie. C'étaient Baudouin, comte de Flandre, Rodolf, son frère, et Regnier [2]. MM. Dümmler [3] et Wittich [4] identifient ce Regnier, vassal de Charles le Simple, avec Regnier au Long Col. Mais si depuis longtemps, comme l'admettent ces deux savants historiens, Regnier au Long Col était comte de Hainaut et du Masgau, comment pouvait-il être vassal de Charles le Simple? Il faut donc admettre que ce Regnier était différent du nôtre, ou que l'annaliste a fait erreur.

51. — Ernst [5], avant MM. Dümmler et Wittich, voyait aussi dans ce Regnier le comte de Hainaut. Il en concluait que cette province, avant l'année 895, faisait partie du royaume de France. La cession que Louis et Carloman firent à Louis de Saxe de la Lotharingie (§ 30) n'aurait pas compris le Hainaut.

52. — Je ferai d'abord observer que, par respect pour l'autorité d'un contemporain, Ernst en contredit deux autres. Les

[1] Que telle fût la politique d'Arnoul, c'est ce qui ressort, me semble-t-il, des renseignements que nous donne l'annaliste de St-Vaast. An 894 : Charles le Simple va demander du secours à Arnoul contre Eudes. Arnoul lui en accorde : « Sed hi qui erant cum Karolo ex parte Arnulfi, cum Odone rege » amicitiam habebant.. nulloque peracto negotio, unusquisque rediit in sua. »

[2] *Ann. Vedast.*, 895 : « Zuendebolchus vero rex et Karolus cum exercitu » veniunt, Laudunumque obsidione cingunt. Balduinus vero comes et Rodulfus » frater ejus, necnon et Ragnerus, non bono consilio accepto, Karolum reli- » querunt, et se ad Zuendebolchum contulerunt. »

[3] II, 409 et 464.

[4] Pp. 29 et 34.

[5] *Bullet. de la Comm. roy. d'hist*, 2e série, t. IX, p. 418.

Annales de Fulde nous disent, en effet, que Louis de Saxe réunit à ses États la Lotharingie *tout entière* [1]. Et Réginon, poussant presque jusqu'au scrupule l'attention de bien préciser : « Les deux fils de Louis le Bègue, dit-il, cédèrent au roi de Saxe *tout* ce qu'ils possédaient de l'ancien royaume de Lotharingie, et ils y ajoutèrent l'abbaye de St-Vaast [2]. » Le chroniqueur se trompe, paraît-il, dans ce dernier détail [3]. Mais, en précisant avec cette attention minutieuse, il nous enlève toute échappatoire. Qui pourra soutenir qu'il a négligé de mentionner le Hainaut comme trop peu important?

53. — Il resterait à dire, en faveur de l'opinion que je combats ici, que la Lotharingie, après la déposition de Charles le Gros, ne s'est pas tout entière donnée à Arnoul, et que le Hainaut a préféré la domination française. L'objection ainsi modifiée, nous demanderons à Ernst pourquoi il ne parle que du Hainaut. Puisque Regnier était également comte en Hesbaye, il faudra dire que la Hesbaye aussi, du moins en partie, s'est donnée au roi de France. Mais alors le royaume de Zwentibold aurait été dans un état de dislocation dont l'histoire aurait bien conservé quelques traces.

54. — Quoi qu'il en soit du récit de l'annaliste de St-Vaast, ce qui est certain, c'est que Regnier au Long Col sut mettre à profit la faveur de Zwentibold pour augmenter sa puissance et ses richesses. Dès 897, il était abbé laïque d'Epternach [4]. Vers le même temps, le roi lui accordait l'abbaye de St-Servais de Maastricht [5].

[1] *Ann. Fuld.*, 880 : « *Totumque* regnum Hlutarii suae ditioni subjugavit. »

[2] Réginon, 879 : « Portionem regni Hlotarii, quam avus paterque tenuerat *ex* » *integro* illi concesserunt, addita insuper Atrabatis abbatia sancti Vedasti. »

[3] Dümmler, II, 133, note 37.

[4] Martene et Durand, *Ampl. coll.*, IV, 507, *Breve Chron. Eptern.* : « Robertus cum VIII. annis huic loco praefuisset, X. anno Arnoldi regis ac » Incarnationis Domini DCCCXCVII. indictione XV. Reinerus comes adeptus » est hunc locum cum nomine abbatis, sub quo fuit Berengaudus praepositus » canonicorum. » — Une seconde chronique (*ibid.*, 509) est d'accord avec celle que nous venons de citer, sauf qu'elle donne pour prédécesseur à Regnier Radbod au lieu de Robert. Sur ce point, voy. Dümmler, II, 465, note 19.

[5] Miræus, *Op. diplom.*, I, 252. — Bouq., IX, 542, A, et 546, B.

55. — Pour entrer plus avant dans l'intelligence des événements qui vont se dérouler devant nous et qui aboutiront à une révolution et à une catastrophe, examinons quelle fut, dans les commencements, la politique de Zwentibold. Je préviens le lecteur, une fois pour toutes, que je ne prétends nullement donner mes vues comme des certitudes. Dans l'étude de cette ténébreuse antiquité, il faut souvent se contenter de probabilités plus ou moins grandes.

56. — Comme je l'ai dit plus haut (§ 44), c'était probablement dans le clergé qu'Arnoul avait rencontré le plus d'opposition au projet qu'il avait conçu de donner à son fils la couronne de Lothaire II. Nous avons vu, en effet, le roi de Germanie, après le premier échec éprouvé par son projet, s'attacher à gagner la faveur des évêques. La différence d'attitude du clergé et de la noblesse laïque dans cette circonstance est, si je ne me trompe, facilement explicable. Arnoul, nous avons déjà eu l'occasion de le dire, n'était pas seulement protecteur zélé de l'Église, mais encore un prince habile et ferme, qui savait faire respecter son autorité. C'était précisément ce que ne désiraient pas du tout les comtes et les autres laïques puissants, toujours ambitieux de s'agrandir. Il leur fallait un pouvoir faible, il leur fallait des troubles. Et sous ce rapport, ils avaient bien plus à attendre d'un jeune prince inexpérimenté que d'un homme tel qu'Arnoul. Il semblerait, à première vue, que les évêques et les abbés dussent faire cause commune avec l'aristocratie laïque et partager ses aspirations. Tirés presque exclusivement des plus grandes familles, habitués, en dépit des lois canoniques, à conduire en personne leurs guerriers en campagne et à mener une vie presque laïque, leurs intérêts ne paraissent pas différents de ceux de la noblesse. En réalité, néanmoins, il en était tout autrement. Les biens des églises et des monastères étaient sans cesse convoités par les laïques, les ecclésiastiques souvent méprisés et maltraités par les comtes. Le concours du pouvoir royal était nécessaire au clergé pour la défense de ses biens et pour le maintien de ses droits. Les évêques et les abbés (je parle des abbés religieux, non des abbés laïques)

avaient donc le plus grand intérêt à soutenir le trône et à voir le sceptre dans une main ferme et puissante. Les qualités qui distinguaient Arnoul le rendaient incommode aux laïques et précieux pour le clergé. Ainsi s'explique l'accueil si divers que reçut la première proposition faite par le roi de Germanie en faveur de Zwentibold.

57. — Zwentibold, dans les premières années de son règne, tout au moins, suivit la politique dont son père lui donnait l'exemple et qu'imitèrent ensuite la plupart des rois de Germanie, ainsi que les premiers Capétiens. Il favorisa le clergé pour pouvoir trouver en lui un appui. La richesse de l'Église était une force pour le pouvoir souverain. En effet, les bénéfices et les offices royaux étant devenus héréditaires, ou peu s'en faut, dans les mains des seigneurs laïques, échappaient presque au pouvoir du roi et donnaient à l'aristocratie séculière une position à peu près indépendante, tandis que le souverain avait généralement la collation des évêchés et des abbayes. Les fiefs ecclésiastiques étaient donc, dans la main du roi, autant de forces à opposer, dans l'occasion, aux ennemis du trône. Aussi la plupart des rois de cette époque, et parmi eux Zwentibold, indépendamment des motifs de piété qu'ils pouvaient avoir d'ailleurs, se firent-ils une règle politique de travailler à augmenter la puissance des évêques et la richesse des abbayes, en leur accordant des terres, des immunités et des droits régaliens. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir les tables des chartes et diplômes [1]. Un diplôme, entre autres, celui du 5 février 898, nous apprend que l'archevêque de Trèves possédait dans sa ville épiscopale le pouvoir et la dignité de comte [2]. C'était probablement Zwentibold qui les lui avait accordés.

58. — Telle fut la politique du roi de Lotharingie à l'égard du clergé. A l'égard de l'aristocratie laïque, il semble avoir eu à cœur

[1] Cfr., cependant le *Libellus de successoribus S[i] Hidulphi*, c. 6, Calmet, *preuves*, LIII.

[2] Beyer, *Mittelrheinisches Urkundenbuch*, I, 209 : «Quia comitatum de » eo factum esse dinoscitur. »

d'en réprimer l'ambition et d'en arrêter les envahissements. Dans la révolte générale qui éclata contre lui en l'an 900, l'un des griefs des mécontents, c'est, au rapport de Réginon, qu'il écartait des affaires les nobles et les grands et qu'il les dépouillait de leurs honneurs [1]. C'est-à-dire, en d'autres termes, que Zwentibold ne voulait pas admettre la prétention des nobles d'occuper exclusivement toutes les charges et les honneurs. Il lui arriva aussi, probablement pour de justes motifs, quoique avec trop de précipitation; de déposer quelques comtes. Ainsi, en 896 ou 897 [2], il dépouilla de leurs fiefs quatre comtes nommés Odacre, Étienne, Gérard et Matfrid [3]. L'histoire ne dit rien des motifs de cette destitution; mais puisque parmi les biens dont ces malheureux furent dépouillés, se trouve l'abbaye d'Oeren [4], concédée peu auparavant à l'église de Trèves [5], puisque nous avons déjà vu aussi trois d'entre eux punis pour avoir entrepris sur les biens et les priviléges de l'église de Verdun [6], nous avons quelque raison de croire qu'ils s'étaient encore rendus coupables de crimes semblables. On sait que cette sorte de brigandage était familière aux hommes de cette époque.

59. — Mais il n'y avait pas là seulement des actes de brigandage, un crime politique devait se cacher derrière ces usurpations. Il n'est guère douteux, en effet, que, suivant le courant général de

[1] Réginon, 900 : « Quia cum mulieribus et ignobilioribus regni negotia » disponens honestiores et nobiliores quosque dejiciebat et honoribus et digni- » tatibus expoliabat. »

[2] Réginon met le fait en 897, les *Annales de Fulde*, à l'an 897, disent : « Qui *priori anno* ab eo honoribus privati sunt. »

[3] Réginon, 897 : « Anno Dominicae Incarnationis 897, Stephanus, Odacar, » Gerardus et Matfridus comites honores et dignitates quas a rege acceperant, » perdunt. Zuendibold Treveris cum exercitu venit, terram quam praefati » tenuerant, inter suos dividit, monasterium ad Horrea (OEren) et monaste- » rium sancti Petri, quod Mettis situm est, sibi reservans. »

[4] Voy. la note précédente.

[5] Par la pièce du 25 octobre 895. Voy. Wauters, *Table des Chartes*, t. I, p. 313.

[6] Voy. § 43 et la note 5, p. 40.

l'époque, ces comtes puissants ne tendissent à l'anéantissement du pouvoir royal, et qu'ils n'aspirassent à une complète indépendance.

Ce que Regnier au Long Col était dans la basse Lotharingie, Gérard et Matfrid l'étaient dans la Mosellane [1], quoique avec quelques différences. De part et d'autre, même soin constant de s'étendre, de s'enrichir. Mais Regnier y procède avec plus de ménagements et de prudence, Matfrid et Gérard avec plus de violence et sans déguisement. Regnier était personnellement plus puissant que ses émules; mais Gérard et Matfrid pouvaient l'égaler par leurs alliances. Les choses en étant à ce point, des jalousies cachées ou des hostilités ouvertes ne pouvaient manquer d'éclater entre les rivaux. Je serais porté à croire que Regnier, cet intime et

[1] Gérard et Matfrid étaient frères (Réginon, 906 : ut irruerent super Gerardum et fratrem ejus Matfridum). Si, dans un diplôme que nous avons cité à la note 3, p. 40, Étienne est appelé frère de Gérard, c'est probablement, dit M. Wittich (page 31, note 5), une erreur de copiste; Gérard et Matfrid avaient un frère nommé Richard (Réginon, 892: Richarium fratrem Gerhardi et Mathfridi), qu'ils établirent abbé de Prum en 899, à la place du chroniqueur Réginon qui fut déposé (Cfr. Dümmler, II, 469; Réginon, 892 et 899). Ce Richard devint plus tard évêque de Liége (Folcuin, *Gest. Abb. Laubac.*, c. 19). Le passage de Réginon cité p. 48, note 3, montre clairement que les comtes disgraciés avaient leurs propriétés et leurs comtés dans le pays de Trèves et de Metz, dans la Lotharingie Mosellane. Matfrid était probablement comte de Metz. En 926, nous trouvons un Matfrid « comes in pago Metensi » (Beyer, N, 165). Il n'est guère douteux que ce ne soit le nôtre. Les deux frères Gérard et Matfrid avaient de grandes propriétés dans le Bliesgau (Blesensis ou Blesiacus pagus), à l'est de Metz (Réginon, 906). En 891, nous trouvons un Étienne comte du Calmenzgau (Bouquet, IX, 365), sur la haute Moselle. C'était probablement le nôtre, et peut-être est-ce lui que nous avons déjà vu parmi les compagnons d'Hughes le Bâtard (voy. la note 2, p. 35). On trouve en 901, Odacre comte dans le Luxembourg allemand actuel (Hontheim, *Hist. Trevir. diplom.*, I, 59) : « Ettelbrucka .. in pago Ardinnensi, in comitatu » Odacri. » Au rapport de Flodoard, *Hist. eccl. Rem.*, IV, 4, Fulco, archevêque de Reims s'excusait de ne pouvoir se rendre à Rome en 896 ou 897, sur ce que les communications étaient interceptées par Zwentibold : « dum sibi viae » patuerint, quae tunc ab Zendeboldo Arnulfi regis filio erant obstructae. » Le roi de Lotharingie a-t-il dû faire à Matfrid et à Gérard une guerre si sérieuse?

unique conseiller de Zwentibold [1], fut l'instigateur de la mesure qui frappa Gérard, Matfrid et leurs alliés. Leurs relations postérieures confirmeront, si je ne me trompe, la conjecture que j'émets.

60. — Quelque coupables que pussent être les comtes dépossédés, les mesures prises à leur égard étaient peut-être par trop radicales. Cette excessive sévérité pouvait avoir un double inconvénient : d'abord de susciter au jeune roi des ennemis puissants, et, en second lieu, de donner à Regnier, maintenant sans rivaux, une influence trop exclusive et trop prépondérante. Aussi l'empereur se hâta-t-il d'intervenir et de réconcilier son fils avec les comtes Étienne, Gérard et Matfrid [2]. Pour Odacre, il fut exclu ou s'exclut lui-même de la réconciliation. Les trois autres recouvrèrent leurs biens et leurs dignités [3].

61. — Les rivaux étaient derechef en présence; ou plutôt, si réellement Gérard et Matfrid pouvaient seulement soupçonner Regnier d'avoir été l'auteur de leur perte, les rivalités devaient s'être transformées en inimitié profonde. Les comtes Mosellans méditaient sans doute une éclatante vengeance. Aussi, dès les premiers mois de 898, moins d'un an après la réconciliation dont nous venons de parler, l'abbaye de St-Servais était enlevée au comte du Masgau et rendue à l'archevêque de Trèves, qui en avait été injustement dépouillé [4]. Regnier voyait confisquer ses fiefs et ses alleux, et on lui enjoignait de quitter la Lotharingie dans les quinze jours [5].

[1] Voy. la note 3 de la page 43.

[2] Reginon, 897 : « Interventu imperatoris Stephanus, Gerhardus et Mat-
» fridus cum filio reconciliantur. »

[3] *Ann. Fuld.*, 897 : « Quibusdam primoribus suis, qui priori anno ab eo
» honoribus privati sunt, cum eo pacificatis, ceterisque negotiis, prout potuit,
» ibidem inter se dispositis, placabilem *licentiam in sua redeundi donavit.* »

[4] Miræus, *Op. dipl.*, I, 252. — Bouq., IX, 542, A, et 546, B.

[5] Réginon, 898 : « Zuendibold Reginarium ducem, sibi fidissimum et unicum
» consiliarium, nescio cujus instinctu, a se repulit, et honoribus, hoeredita-
» tibus quas in suo regno habebat interdictis, eum extra regnum infra 14 dies
» secedere jubet. »

62. — Réginon, tout en nous faisant entendre que Regnier tomba victime d'intrigues tramées contre lui, dit ignorer quel fut l'auteur de sa ruine [1]. Il est bien probable qu'il le savait parfaitement, et que son silence ne lui est imposé que par la crainte des désagréments auxquels est exposé l'historien trop véridique d'événements contemporains. Réginon n'ignorait pas les dangers de sa profession [2]. Quant à nous, en voyant tout à l'heure Gérard et Matfrid prendre le parti de Zwentibold contre Regnier, nous pourrons voir dans la disgrâce de celui-ci les représailles exercées par ses victimes de la veille.

63. — Regnier refusa de se soumettre à la sentence qui le condamnait. Faisant alliance avec Odacre et tout ce qu'il y avait de mécontents dans le royaume, il se retira dans une place forte nommée Durfos, située au milieu de marais formés par la Meuse [3]. Zwentibold vint l'y assiéger, avec une armée dans laquelle devaient figurer Gérard, Étienne et Matfrid. Car dans cette guerre contre le plus puissant de ses vassaux du nord, le roi fut soutenu par le midi [4]. Sans cela la lutte lui eût été impossible. Durfos cependant était imprenable; il fallut lever le siége. Regnier et

[1] « Nescio cujus instinctu. » Voy. la note précédente.

[2] Régin., *Chron.*, 892 : « Si veritatem rerum gestarum ad liquidum stylo » executi fuerimus, proculdubio odium et offensam quorumdam, qui adhuc » superstites sunt, incurremus. »

[3] Réginon, 898 : « Adjuncto sibi Odacro comite et quibusdam aliis,... in » quemdam tutissimum locum qui Durfos dicitur intravit, ibique se communivit. Quod cum rex cognovisset, coadunato exercitu, castrum expugnare » conatus est, sed minime praevaluit propter paludes et multiplices refusiones, quas in praedicto loco Mosa fluvius facit. »

Dümmler (II, 467) pense que Durfos est la petite ville de Doveren non loin de Bois-le-Duc; d'autres (voy. Waitz, *Heinrich*, I, 123, not. 2) opinent pour Dordrecht. Mais personne ne dira avec de Reiffenberg (*Hist. du Hainaut*, I, 80) que c'est Durbui. Ernst (ouvr. cité, p. 420) cherche l'emplacement de cette forteresse dans la Lorraine française. Regnier serait-il allé chercher un refuge au centre même de la puissance de ses ennemis?

[4] Cfr. les notes 4 et 5 de la page suivante.

Odacre appelèrent alors à leur secours Charles le Simple,[1], qui, à la tête d'une armée, parcourut, sans trouver de résistance, toute la basse Lotharingie[2]. La facilité et la promptitude de sa marche s'expliquent dans un pays où dominait l'influence de ses alliés.

A l'approche du roi de France, Zwentibold qui ne se sentait pas suffisamment appuyé dans ces provinces[3] s'empressa de les évacuer, accompagné de Francon, évêque de Liége[4] (ayant montré tant de faveur au clergé, il devait naturellement y trouver plus de fidélité que chez les laïques); et il se retira dans la Mosellane, dont tous les grands, Matfrid, Étienne et Gérard aussi, par conséquent, embrassèrent sa cause avec ardeur[5]. Cependant le roi de France s'étant fait reconnaître dans le nord, il lui restait à conquérir le midi.

Charles se rendit de Nimègue à Prum, pour marcher de là contre Zwentibold[6]. Il dut y recevoir un bon accueil de la part de l'abbé Réginon, dont la chronique porte quelques traces des sympathies de son auteur pour Regnier[7]. Quand on fut en présence

[1] Réginon, 898 : « Rege ab obsidione recedente, praefati comites Carolum » adeunt, et eum cum exercitu in regnum introducunt. » — *Ann. Vedast*, 898 : « Ragnerus vero comes venit ad regem Karolum; et fidem ei promittens, » suasit illi atque suis fidelibus invadere regnum Zuendebolchi. »

[2] Réginon, 898 : « Carolus recto itinere Aquis venit, deinde Niumagam » perrexit. »

[3] Ibid. : « Zuendibold, quamvis sero intelligens se circumventum, cum » paucis fuga dilabitur. » — Cfr. la note 5, infra.

[4] Ibid. : « Interea Zuendibold ad Franconem episcopum venit, et eum cum » omnibus suis secum assumens, Mosam transiit, et ad Florichingas venit » (près de Thionville).

[5] Ibid. : « Ubi omnes proceres regni qui in illis partibus erant ad eum con- » fluxerunt. *Ex desperatis itaque rebus* vires se recepisse congaudens... » Les mots *desperatis rebus* indiquent que Zwentibold n'avait pas été soutenu dans la basse Lotharingie.

[6] Ibid. : « Carolus a Niumaga revertens Prumiam venit, et inde adversus » Zuendibold copias transfert. »

[7] Réginon désapprouve évidemment la disgrâce de Regnier, quand il dit : « Reginarium ducem, sibi *fidissimum* et unicum consiliarium, *nescio cujus* » *instinctu*, a se reppulit. » — A l'année 900, il parle de Zwentibold en très-mauvaise part, et peut-être avec passion.

de l'ennemi, Charles lui trouva sans doute fort bonne contenance. Le fait est qu'il ne livra pas bataille. La paix ou, du moins, une trêve fut conclue entre les deux rois, et Regnier se vit abandonné à ses propres forces [1].

64. — D'après les annales de S[t]-Vaast, la paix ne fut conclue définitivement qu'en 899, à Cambrai [2]. Un congrès eut lieu aussi à S[t]-Goar, dans lequel, parallèlement aux négociations qui furent suivies ouvertement entre les ministres d'Arnoul et les rois Zwentibold et Charles le Simple, des intrigues secrètes se nouèrent entre l'aristocratie germanique et les grands de la Lotharingie. La suite des événements montra, dit Réginon, ce qui s'était tramé [3]. Le chroniqueur ne s'explique pas davantage sur ce point, mais il nous indique la voie qui nous mettra au fait : c'est l'examen des événements qui suivirent. N'oublions pas non plus, dans nos recherches, les personnages qui ourdirent la trame.

65. Ce sont, du côté de l'empereur, les deux frères Conrad et Gebehard; dans la suite de Zwentibold se trouvaient, sans le moindre doute, Gérard et Matfrid; Charles le Simple, qui ne voulait apparemment pas abandonner ses alliés de la veille, s'était fait accompagner du comte Odacre. Il est probable que les Lotharingiens, dans l'attente de la mort prochaine d'Arnoul, fatigués de leur roi, s'accordèrent pour se révolter contre Zwentibold et offrir la couronne à Louis l'Enfant, aussitôt après le décès de l'empe-

[1] Réginon, 898 : « Nequaquam pugna committitur, sed intercurrentibus » legatis pax firmatur, sacramenta jurantur. »

[2] *Ann. Vedast.*, 898 : « Nunciisque inter eos discurrentibus, Karolus, nullo » peracto negotio, redit in regnum suum. » — 899 : « Primitus pacificati sunt » Karolus rex atque Zuendebolchus. »

[3] Régin., 899 : « Anno Dominicae Incarnationis 899, Zuendibold colloquium » habuit cum optimatibus Arnolfi et Caroli et suis apud sanctum Goarem; ex » regno Arnolfi interfuerunt Hatto archiepiscopus, Chuonradus et Gebehardus » comites, ex parte Karoli Haschiricus episcopus et Odacar comes. Quid vero » in eodem conventu seorsum sine praesentia regis pertractatum sit, postea » eventus rei luce clarius manifestavit. »

reur [1]. Gérard et Matfrid comptaient sans doute bien avoir la principale influence auprès d'un roi qui leur devrait une couronne. Le clergé lotharingien n'aura pas fait difficulté d'accepter cet arrangement. L'Église n'était plus aussi contente qu'autrefois du bâtard d'Arnoul; elle ne trouvait plus auprès de lui la même faveur [2]. Par l'intervention d'Odacre, le clergé se sera en même temps rapproché de Regnier, nous en aurons quelque preuve tout à l'heure. Nous savons déjà qu'il avait à se défier de Gérard et de Matfrid. Une nouvelle usurpation de ces comtes avides et ambitieux vint bientôt le confirmer dans ces sentiments. Gérard et Matfrid firent déposer Réginon, et nommer à sa place, comme abbé de Prum, leur frère Richard [3]. Ce fut sans doute l'expiation de l'accueil trop favorable que Réginon avait fait à Charles [4]. C'était un pas que Gérard et Matfrid faisaient sur le terrain de Regnier.

66. On eut bientôt l'occasion de s'apercevoir du rapprochement qui s'était opéré entre le clergé et Regnier au Long Col. Pendant le second siége de Durfos, qui suivit de près les conférences de St-Goar, les évêques refusèrent d'obéir à l'injonction que leur fit le roi Zwentibold d'anathématiser Odacre et Regnier [5].

[1] Dümmler, II, 468.

[2] *Ann Fuld.*, 900 : « Zwentiboldus... res ecclesiarum crudelitate sua immo- » derate affectans. » — Nous avons vu, § 58, que Zwentibold avait conservé l'abbaye d'OEren, qui appartenait à l'archevêque de Trèves. — Cfr. Dümmler, II, 470, 471. — Flodoard, *Hist. eccl. Rem.*, IV, 4 : « Qui (Zendeboldus) eccle- » siam quoque Remensem multis affligebat injuriis, res ejusdem suis imper- » tiens subditis. »

[3] Régin., 899 : « Eodem anno Richarius abba monasterii Prumiensis consti- » tuitur. » — *Ibid.*, 892 : « OEmulis agentibus, Richarium fratrem Gerhardi » et Mathfridi, invidiosum mei negotii successorem sustinui. »

[4] On ne l'a pas dépossédé sans apporter de motifs, par violence ouverte. Il parle de calomnies qu'on a répandues contre lui. 892 : « Propter invidentium » et adversantium calumniosam querelam. »

[5] Ibid. : « Episcopis jubet, ut Reginarium et Odacrum et socios eorum » anathematisarent; sed cum illi anathematis sententiam proferre recusarent, » minis, exprobrationibus et contumeliis utitur. »

La rupture entre le trône et le clergé éclata alors ouvertement, et le roi s'oublia même jusqu'à frapper d'un bâton le métropolitain de Trèves [1]. Aussi, Arnoul ne fut-il pas plutôt mort que toute la noblesse lotharingienne, comme un seul homme, abandonna Zwentibold et fit hommage à Louis l'Enfant, le nouveau roi de Germanie [2].

V

REGNIER DUC DE LOTHARINGIE.

67. — Zwentibold courut aux armes pour défendre son droit, mais il périt dans une rencontre qu'il eut près de la Meuse avec Étienne, Gérard et Matfrid [3]. Dès lors, la Lotharingie entière se soumit à Louis l'Enfant. Je dis la Lotharingie entière, car avant la mort de Zwentibold, Louis n'avait pu guère se faire reconnaître que dans la Mosellane. Ce qui le prouve, c'est que la proclamation du nouveau souverain eut lieu à Thionville [4], au lieu d'Aix-la-Chapelle, où les Carolingiens tenaient à se faire reconnaître [5]. La basse Lotharingie était au pouvoir de Zwentibold et de Regnier [6]. Mais après la mort de Zwentibold, Regnier doit avoir immédiate-

[1] Voy. la note précédente. — *Ann. Fuld.*, 900 : « Zwentiboldus... maximum » crimen eo quod Ratpodo Trevirensi archiepiscopo (contra sacerdotalem » honorem baculo suo in capite percutiens) intulit, a suis tam episcopis quam » comitibus omnibus desertus est. »

[2] *Ann. Fuld*, 900 : « A suis tam episcopis quam comitibus omnibus deser- » tus est. » — Réginon, 900 : « Certatim igitur ad Hludowicum transeunt. »

[3] Régin., 900 : « A comitibus Stephano, Gerardo et Matfrido circa Mosam » isdem Zuendibold in proelio interficitur, idibus Augusti. »

[4] Ibid. : « Et in Theodonis villa, manibus datis, ejus dominationi se subji- » ciunt. »

[5] Wittich, p. 41, not. 1.

[6] Zwentibold devait avoir son principal point d'appui dans le pays de Liége. Dans ses derniers temps, lorsque la révolte avait déjà éclaté, il faisait une donation dans le pays de Liége à un certain Robing (Miræus, *Op. dipl.*, I, 255, cp. XVII). Peut-être Francon lui est-il resté fidèle jusqu'au bout.

ment reconnu Louis, car nous le voyons rentrer en possession de toutes ses anciennes propriétés [1]. Il reprend S[t]-Servais de Maastricht [2] et Epternach [3], et devient, ce qu'il n'avait pas encore été, abbé commendataire de Stavelot et Malmedy. De son côté, Odacre reparaît, dès 901, avec la qualité de comte en Ardenne [4]. Ainsi que les autres grands de la Lotharingie, Regnier acceptait la royauté d'un enfant, comme une garantie d'indépendance et de liberté. Il le montra bien, lorsque le roi rendit l'abbaye de Maastricht à l'archevêque de Trèves [5]. La décision du souverain resta lettre morte [6].

68. — Gérard et Matfrid ne mirent pas moins d'ardeur que Regnier a étendre leur puissance. A peine Zwentibold était-il mort, que Gérard épousa sa veuve [7], sans doute pour pouvoir s'emparer d'une partie des propriétés du malheureux prince [8].

[1] Dümmler, II, 501, 502.

[2] Miræus, *Op. dip.*, I, 256 : « Zuendeboldo perempto, iterum a Raginero » pervasa est. »

[3] Martene, *Ampl. coll.*, IV, 507.

[4] Martene, *Ampl. coll.*, II, 36 : « Reginarius comes et sui monachi ex » monasterio sancti Remacli. » Diplôme du 10 septembre 902. — *Ibid.*, 38 : « Raginnarius comes ac missus dominicus necnon et abba Stabulensis atque » Malmundariensis monasteriorum. » Charte du 1er juin 911. — Si, dans une pièce de l'an 905, nous trouvons Gislebert honoré du titre d'abbé de Stavelot (Martene, *Ampl. coll.*, II, 37), ce nom ne s'y trouve que par interpolation. M. Wittich (p. 64, not. 4), après Eckhart, pense que le texte doit être ainsi modifié : « Notum esse cupimus, venerabilem ducem necnon gloriosum abba- » tem Stabulensis monasterii Raginerum. » — Pour Odacre, voy. la note 1, p. 49.

[5] Miræus, *Op. diplom.*, I, 259. Diplôme d'Othon I, du 29 décembre 945 : « Innovantes ergo predecessorum nostrorum edictionem regum, videlicet » Arnolfi, Zuendeboldi, *Luduici* et Caroli, qui praelibatae sedi antedictam » contulere Trajectensem abbatiam. »

[6] C'est du moins ce qu'il y a de plus probable, puisque Gislebert, fils de Regnier, avait encore des prétentions à la possession de cette abbaye. Voy. Bouq., IX, 542, A.

[7] Régin., *Chron.*, 900 : « Eodem anno Gerardus comes Odam, uxorem ejus- » dem Zuendiboldi regis, sibi in matrimonium copulat. »

[8] Wittich, 53.

En 901, le siége épiscopal de Liége fut donné à un de ses parents, nommé Étienne [1]. Les deux frères acquirent encore d'autres biens [2]. Le clergé fut aussi l'objet de la générosité royale [3]. Il fallait bien contenter tout le monde. Si la cause de Louis avait trouvé tant de partisans, c'était l'intérêt personnel, bien plus que l'affection, qui les lui avait amenés.

69. — Nous avons vu d'ailleurs de quelle importance il était pour les rois de gagner l'appui du clergé. Mais la cour germanique ne se contenta pas d'opposer la crosse à l'épée. Pour contre-balancer l'influence de l'aristocratie lotharingienne, Louis donna le pouvoir ducal à une puissante famille de la Franconie, celle des Conradins. Gébehard, prince de cette maison, fut nommé duc de Lotharingie [4], avec la mission de défendre les droits du souverain contre les empiétements des grands, et il reçut une partie des biens de Zwentibold [5]. Nous ne voyons aucune raison suffisante de restreindre, avec M. Wittich [6], le pouvoir ducal de Gébehard à la Mosellane [7].

[1] Miræus, *Op. dipl.*, I, 35 : « Abbatiam Heriboteshelm nomine dictam, » quae a Gerhardo quondam comite proprio jure habita,... quam praelibato » Stephano proprio ipsius affini, quandoquidem mansit semper fidelis, dare » volentes. »

[2] Dümmler, II, 502.

[3] Voy. Wauters, *Table des Chartes*, ann. 900 suiv.

[4] Neugart, *Codex diplom. Alemanniae*, I, 526 : « Kebehart dux regni » quod a multis Hlotarii dicitur. » — Cfr. Dümmler, II, 503, et Ernst, *Hist. du Limbourg*, I, 375.

[5] Sur les biens des Conradins en Lotharingie, voy. Dümmler, II, 503, et Wittich, 61.

[6] Wittich, 64, 65.

[7] Au contraire; nous voyons Gébehard intervenir dans un diplôme du 9 octobre 902 en faveur du monastère de Chèvremont, au pays de Liége (Ernst, *Limbourg*, VI, 89); ensuite, dans un diplôme du 26 octobre 907, en faveur de l'église de Liége (*ibid.*, 91). Dans un diplôme de 908, également en faveur de l'église de Liége (Miræus, *Op. dipl.*, I, 34), *Repehardus* est probablement pour *Gebehardus*. Dans le diplôme du 9 novembre 909 (et non 910) (Miræus, *Op. dipl.*, I, 253) en faveur du monastère de Chèvremont, au lieu de *Gerberdus*, il faut probablement *Gebehardus*. Gébehard interviendrait donc

70. — En 906, Gérard et Matfrid profitèrent d'une guerre que les Conradins avaient à soutenir en Franconie, pour envahir leurs propriétés [1]. Leur haine contre Gébehard est facile à expliquer. Leur puissance, leur ambition, la part qu'ils avaient eue aux événements qui firent passer sur la tête de Louis l'Enfant la couronne de Lotharingie, avaient dû certainement éveiller dans le cœur de Gérard l'espoir d'obtenir la dignité ducale. Son mariage avec la veuve de Zwentibold n'avait-t-il pas pour but de lui créer un nouveau titre à cette distinction? Ses calculs cependant avaient été déjoués. Le pouvoir ducal, avec les biens de Zwentibold, avait été donné à Gébehard. La violence ne réussit pas mieux que les intrigues politiques à cet esprit inquiet et brouillon. Avec Matfrid, son frère, il fut vaincu et proscrit [2]. Il n'est pas douteux que la ruine des deux comtes Mosellans n'ait profité aux Conradins leurs vainqueurs, et en particulier à Gébehard [3]. Regnier, plus prudent que ses émules, semble avoir vécu en bonne intelligence avec le duc de Lotharingie [4]. Il n'y perdit rien. En 910, Gébehard mou-

deux fois en faveur de Chèvremont. Ce qui fait supposer que cette abbaye lui appartenait, comme elle avait appartenu à son prédécesseur Zwentibold, comme elle passa plus tard au duc Gislebert (Cfr. Wittich, p. 86, not. 3). Nous avons vu (note 3, p. 57) que l'abbaye de St-Maximin a toujours été au pouvoir des ducs de Lotharingie, et Réginon, à l'année 906, l'attribue positivement à Gébehard. Si donc, dans un diplôme de 909 (Hontheim, *Hist. Trevir. dipl.*, I, p. 257), nous trouvons : *Everhardo ipsum abbazium tenente,* nous ne devons pas hésiter à remplacer *Everard* par *Gébehard.*

[1] Réginon, 906 : « Ut irruerent super Gerardum et fratrem ejus Mathfridum, » eo quod honores suos et Gebehardi fratris ejus... violenter invasissent. »

[2] Réginon, 906.

[3] Cfr. Dümmler, II, 541.

[4] On les voit intervenir de commun accord en faveur de l'église de Liége, dans un diplôme du 28 janvier 908. Miræus, *Op. dipl.*, I, 34 : « Quoniam » Hedrimannus Agrippinae ecclesiæ archipraesul inclytus, simulque *Repe-* » *hardus* (Gepehardus) et Reginharius egregii comites ad nostrae sublimitatis » accedentes excellentiam vice Stephani venerabilis episcopi, humiliter sunt » deprecati. » — Ce passage nous montre en même temps que Regnier et Gébehard sont unis au clergé, et spécialement avec Étienne, parent de Gérard et Matfrid (voy. la note 1, p. 57). C'est à la prière de Gébehard et de Regnier,

rut dans une bataille contre les Hongrois [1], et Regnier ne tarda pas à le remplacer.

71. — Dans une charte du 1[er] juin 911, pendant le peu de temps qui s'écoula entre la mort de Gébehard et celle de Louis l'Enfant, Regnier se donne le titre de *missus dominicus* [2]. C'est-à-dire, qu'il s'était probablement fait conférer par le roi de Germanie une certaine autorité sur la Lotharingie tout entière. Dans le courant de la même année, Louis l'Enfant mourut à l'âge de dix-huit ans, et la Lotharingie se donna à Charles le Simple. L'attachement de nos ancêtres à la dynastie Carolingienne peut avoir été pour quelque chose dans cette révolution. Avec Louis l'Enfant, la branche germanique de cette race venait de s'éteindre, et la maison de Charlemagne conservait encore un représentant en France. Or, l'attachement de notre pays à une dynastie dont il était le berceau, est un fait qui ne peut guère être révoqué en doute. Mais la démarche des Lotharingiens, dans la circonstance présente, doit avoir eu d'autres mobiles encore. Nous l'avons déjà observé, un changement de domination profitait presque toujours à l'aristocratie. Mais à la mort de Louis l'Enfant, les grandes familles de la Lotharingie, celle de Regnier surtout, avaient le plus grand intérêt à se donner à Charles le Simple. Se séparer de l'Allemagne, c'était couper par la racine la puissance des Conradins en Lotharingie. Ceux-ci ne pouvaient plus y conserver leurs terres, puisque, comme princes franconiens, ils

que Louis l'Enfant récompense Étienne pour n'avoir pas suivi ses parents dans leur révolte : « Quandoquidem mansit semper fidelis (note 1, p. 57). » Nous voyons percer partout l'opposition de Regnier et de Gérard. C'est donc à tort, selon nous, qu'ADOLPHE BORGNET (*Étude sur le règne de Charles le Simple,* p. 30, t. XVII des Mémoires de l'Acad. de Belgique), et GIESEBRECHT (*Deutsche Kaiserzeit*, t. I, p. 168), en font des amis.

[1] *Ann. Alam.*, 910 : « Ungarii in Alamanniam... ipso itinere cum Francis » et Baugauriis pugnaverunt, Gebehardumque ducem... occiderunt. » — Cfr. WITTICH, 72.

[2] Voy. la note 4, p. 56.

allaient être vassaux d'un souverain étranger. En supposant même le principe tombé en désuétude, on pouvait le faire revivre pour la circonstance. Regnier se débarrassait donc, sans violence, d'un rival incommode, et il pouvait, sans trop de présomption, se flatter de l'espoir de recueillir une part de ses dépouilles. Il n'est pas probable, toutefois, comme le pense Leibnitz [1], que l'élection de Conrad ait été la cause de la résolution des Lotharingiens. S'il faut en croire les *Annales Alamannici*, la couronne aurait déjà été offerte à Charles avant la mort de Louis l'Enfant [2]. Mais quoi qu'il en soit du récit de ces annales, l'exaltation de Charles le Simple suivit de trop près l'élection de Conrad [3], pour que l'une ait été la cause déterminante de l'autre. A une époque où les communications étaient lentes, il n'est pas probable que les événements se soient succédé avec cette rapidité.

72. — Quel fut le rôle de Regnier dans cette révolution? De quelque côté qu'il se rangeât, son titre de *missus dominicus* le mettait évidemment au premier rang. L'intérêt qu'il avait au changement suffirait déjà pour nous porter à croire qu'il fut le chef du parti français. Mais ce qui est bien plus significatif, ce sont les largesses de Charles le Simple à son égard. Tout d'abord, Regnier fut nommé duc de Lotharingie.

73. — A-t-il été duc de Lotharingie? Si Pagi ne l'avait contesté [4], je ne poserais pas même la question. La réponse, en effet,

[1] *Annal. Imper.*, II, 256 : « Comites regni Lotharienses, quem privatum » hostem habuerant, regem nolebant. »

[2] *Ann. Alam.*, 911 : « Hlotariorum principes a Hludowico rege divisi. »

[3] L'élection de Conrad eut lieu du 7 au 10 novembre. En effet, le 10 novembre, il signait déjà un diplôme en qualité de roi, et le 6 novembre 915, il datait encore une charte de la quatrième année de son règne (Dümmler, II, 573, not. 6). Charles le Simple a été reconnu roi de Lotharingie du 8 au 24 novembre. Il ne l'était pas encore le 7, car un diplôme du 7 novembre 921 est daté de la dixième année de son règne (Bouq., IX, 523). Il l'était le 24, puisque un diplôme du 24 novembre 915 est daté *anno V* (Bouq., IX, 525).

[4] *Critica*, ann. 913, § 1.

ne peut pas rester douteuse un instant. Gislebert, fils de Regnier, a certainement été duc de Lotharingie. Or Richer, après avoir parlé de la mort du père, ajoute que Charles le Simple accorda à Gislebert les honneurs dont Regnier avait joui [1]. Quels sont ces honneurs? Sigehard, dans l'*Histoire des miracles de St-Maximin,* nous le dit clairement, c'est la dignité ducale [2]. Widukind n'est pas moins clair : « Isilberchtum cui principatus regionis paterna successione cessit [3]. » Il n'y a pas à douter.

74. — Mais à quelle époque Regnier obtint-il cette dignité? Quelques historiens lui en font déjà honneur dès les dernières années du IXe siècle, parce que le titre de duc lui est parfois donné dès cette époque. Mais le titre seul, observe Ernst [4], ne prouve absolument rien, puisque les termes de comte, duc et

[1] Richer, *Hist.*, I, 34 : « Rageneras... finem vitae... accepit. . Karolus rex... » peractisque obsequiis, Gisleberto ejus filio, jam facto juveni, paternum » honorem liberalissime accommodat. »

[2] Voy. la note 3, p. 37.

[3] *Res gest. Saxon,* I, 30.

[4] Ernst, *Bullet. de la Commiss. roy. d'hist.*, 2e série, t. IX, p. 427, et *Hist., du Limbourg,* t. I, p. 375, note 1.— Cfr. Wittich, p. 36.— Seulement Ernst, qui fait la remarque, l'oublie à la page même où il la fait. C'est ainsi que, sans autre fondement que le titre de duc qui leur est donné, il considère Henri et Regnier comme ayant été ducs de Lotharingie sous Charles le Gros (*Hist. du Limbourg,* I, 374). Il trouve encore en 894 un duc Vilcovind, dont il n'est fait, à ma connaissance, qu'une seule fois mention, dans une charte d'Arnoul en faveur de l'église de Toul : « Praeterea interventu dilecti filii nostri Zuenteboldi » et Vilcovindi ducis » (Bouq., IX, 367, E). — Mentionnons encore ici une charte qui pourrait peut-être donner à croire que Regnier était duc avant l'époque que nous avons assignée. Calmet, *Hist de Lorraine,* preuves, col. 313, donne un diplôme sans date, qu'il place après 886, et qui émane d'un comte Regnier, lequel se donne comme successeur de Charles le Gros. Calmet, t. I, col. 834, identifie ce Regnier avec le nôtre. Je trouve, avec M. Wittich (p. 34, not. 1), que cette identité est bien douteuse. Et, comme MM. Alph. Wauters (*Table des Chartes,* I, 303) et Waitz (*Verfassungsgesch.*, t. V, p. 51, not. 6), je penche fort à rejeter la pièce comme apocryphe, quoique M. Wittich ne la suspecte pas.

marquis s'employaient souvent indistinctement dans ces siècles-là.

75. — Regnier n'a pu devenir duc de Lotharingie avant la mort de Gébehard, arrivée en 910. Il l'était déjà certainement le 1er janvier 912. Ce qui le prouve, c'est que l'abbaye de St-Maximin, qui fut toujours un bénéfice des ducs, avait déjà à cette époque son abbé-comte [1]. Le duc de Lotharingie était donc nommé, et ce ne pouvait être que Regnier; de plus, comme l'indique la même charte, c'était Charles le Simple qui l'avait nommé abbé de St-Maximin [2], et par conséquent duc de Lotharingie. Regnier reçut de Charles le Simple, comme prix de sa coopération à la révolution qui venait de se faire, la dignité ducale avec les abbayes de St-Maximin et de Chèvremont [3]. L'abbaye de St-Maximin lui donnait dans la Mosellane la prépondérance qu'il exerçait déjà dans la basse Lotharingie [4].

76. — La puissance de Regnier était considérable. Duc de Lotharingie, comte en Hainaut et dans le Masgau, abbé laïque de St-Maximin, de Stavelot, de Malmedy, d'Epternach, de Chèvremont et de Maastricht, il avait encore de puissantes alliances. Les comtés de Darnau et de Lomme appartenaient à son gendre Béranger [5]. Sa famille comptait des membres puissants dans les Ardennes [6]. Nous devons encore probablement ajouter à ses propriétés une partie des biens que nous voyons, très-peu d'années après, aux mains de son fils Gislebert [7], Meersen, Jupille, Herstal

[1] Bouq., IX, 514, charte de Charles le Simple du 1er janvier 912 : « Notum » sit venerabilem comitem atque B. Maximini Coenobii... Abbatem celsitudinis » nostrae adiisse clementiam .. »

[2] Ibid. : « Cum praefatum locum ad regendum largiremur. »

[3] Voy. la note 7, p. 57.

[4] Sur la richesse de cette abbaye, voyez le § 15.

[5] Miræus, *Op. dipl.*, I, 35 : « In pago ac in comitatu Lummensi... cujus » nunc adest comes Berengarius. » Diplôme de l'an 908.

[6] Voy. §§ 9 et 10.

[7] Richer, *Hist.*, I, 39 : « Recipit itaque (Gislebertus)... maximam suarum » rerum partem, Trajectum, Juppilam, Harstalium, Marsnam, Littam, Caprae» montem. » — Regnier mourut à Meersen. *Ibid.*, I, 34.

et Litta. Tandis que la violence avait précipité Gérard et Matfrid dans l'abîme, Regnier, par sa patiente politique, était devenu un des hommes les plus puissants que comptât l'ancien empire Carolingien.

77. — La Lotharingie semble lui avoir été donnée comme duché héréditaire. La puissance de sa famille excluait presque nécessairement toute autre maison du gouvernement de ces contrées. De plus, puisque l'hérédité des bénéfices et des offices royaux était de règle en France et en Lotharingie [1], pourquoi aurait-on fait cette exception ? Le service que Regnier avait rendu à Charles, lui méritait bien d'être mis sur le même pied que les autres ducs. De fait, nous voyons que son fils Gislebert lui a succédé, et cela, par droit d'hérédité, comme semble du moins l'indiquer Widukind [2].

78. — Quelque intérêt que pût trouver le lecteur à connaître les pouvoirs que conférait à Regnier sa qualité de duc, et la position qu'elle lui créait dans le royaume, je ne m'arrêterai cependant pas à cette question. L'histoire ne nous fournit à ce sujet que des données beaucoup trop vagues. Loin de répandre quelque lumière sur la question générale des duchés à cette époque, les relations de Regnier avec le roi et avec ses peuples doivent, au contraire, être éclairées par l'histoire de ses successeurs et par celle des autres duchés.

79. — Disons, toutefois, qu'à cette époque de demi-barbarie, où la force primait le droit, un duc, pour pouvoir se faire respecter, devait avoir de grandes possessions ; parfois, il gouvernait directement plusieurs comtés [3]. Mais aussi c'était un homme

[1] Voy. § 29.

[2] *Res gest. Saxon.*, I, 30 : « Isilberhtum cui principatus regionis *paterna* » *successione* cessit. » — Richer cependant semble dire le contraire, *Hist.*, I, 34 : « Gisleberto... paternum honorem... liberalissime accommodat. »

[3] Ainsi Regnier au Long Col avait un comté en Hainaut et un autre dans le

dont le roi avait toujours à se défier; dont il devait tenir la puissance en échec, sous peine de voir bientôt son influence complétement neutralisée dans le duché. Telle fut en effet la politique de Charles le Simple vis-à-vis de Regnier et de son fils Gislebert. L'ancien émule de Regnier, Matfrid, reparaît avec le pouvoir comtal dans le *pagus* de Metz [1]. Son frère Richard, abbé de Prum, est porté sur le siége épiscopal de Liége, et soutenu par Charles le Simple, contre Hilduin candidat de Gislebert [2]. En 919, Charles le Simple enlève à Gislebert, pour la rendre à l'église de Trèves, l'abbaye de Saint-Servais de Maastricht [3], dont nous avons déjà parlé. Parmi les comtes qui figurent comme juges dans cette affaire, paraît au premier rang Matfrid et en second lieu Sigehard [4]; Sigehard, collègue et, par suite, émule naturel des Regniers dans le Hainaut [5]. Il est évident que la politique de Charles le Simple consiste à contre-balancer autant que possible la puissance de la maison ducale. Regnier dut nécessairement s'en apercevoir. Aussi, la fidélité qu'il garda constamment à son souverain [6], ne lui était-elle probablement pas inspirée uniquement par un dévouement chevaleresque; la politique et l'intérêt la lui imposaient également. Ce qui prouve que Regnier avait à compter avec la puissance royale, quelque déchue qu'elle

Masgau. L'abbé Hughes, lorsqu'il fut nommé duc à la place de Robert de France, reçut les deux comtés de Tours et d'Angers, sans compter plusieurs abbayes (*Ann. Berlin.*, 866).

[1] Voy. la note 1, p. 49.

[2] Folcuin, *De gest. abbat. Laub.*, c. 19 : « Pars una Hilduinum... sibi poscebat episcopum, favente sibi ad hoc Gisleberto Lothariensi duce, qui flocci» pendens regiam majestatem, regni sibi usurpaverat summam; alia Richarium » Prumiae abbatem, dono et consensu Caroli regis expetitum. » — Voy aussi la lettre de Jean X à Hermann de Cologne, Bouq., IX, 215.

[3] Bouq., IX, 541.

[4] Bouq., IX, 542, A, B : Haec sunt nomina qui praefatum contulerunt judi» cium, videlicet episcoporum... : sed comitum, *Matfridus, Sigardus,* Otto...»

[5] Voy. le § 31.

[6] *Chron. Saxon.*, 916 : « Raginerus princeps nobilis, partium Karoli fidis» simus tutor. » — (Bouq., VIII, 224, D).

fût dès lors, c'est le peu de succès qu'obtint quelques années plus tard la révolte de Gislebert.

80. — Regnier ne paraît pas avoir réuni sous son gouvernement la Lotharingie entière. L'Alsace et la Frise, si elles ne lui échappèrent pas, lui furent disputées; leur position ne se dessine pas bien nettement. Nous voyons en 912 les Lotharingiens faire une expédition en Alsace, où ils incendient Strasbourg, et le roi Conrad donne dans cette ville un diplôme daté du 12 mars 913 [1]. Ce qui suppose que l'Alsace était au pouvoir du roi de Germanie. Bientôt après, en 913 encore, deux évêques sont portés successivement sur le siége de Strasbourg par l'influence française [2]. Toutefois, les Français n'en restèrent pas maîtres fort longtemps, puisque nous voyons leurs attaques contre l'Alsace continuer dans la suite [3]. Quant à la Frise, le roi Conrad en 914 confirma les immunités de l'Église d'Utrecht, à la prière du comte Walcher Frison. Radbod, évêque d'Utrecht, l'avait donc reconnu [4]. Mais en 916, nous trouvons les comtes frisons Thierry et Walcher parmi les fidèles de Charles le Simple au *placitum* d'Herstal [5], Walcher, Thierry et Baudry, évêque d'Utrecht à la conférence de Bonn en 921 [6]. La Frise finit cependant par retomber au pouvoir de Charles le Simple, au plus tard, dit M. Dümmler, à la mort de Conrad [7].

81. — Regnier au Long Col ne jouit pas longtemps de la dignité ducale. Il mourut dans son palais de Meersen, dans le

[1] Ernst, *Bullet. de la Comm. roy. d'hist.*, 2e série, t. IX, p. 428. — Dümmler, II, 583.

[2] Dümmler, II, 590.

[3] *Continuator Regin.*, 923 : « Carolus Alsatiam et partes illas Franciae » juxta Rhenum usque Magontiam sibi usurpaturus, usque Patermisheim... » pervenit. »

[4] Dümmler, II, 583.

[5] Bouq., IX, 526, C, D.

[6] Bouq., IX, 523, 524.

[7] Dümmler, II, 584.

courant de l'année 915 [1], profondément regretté du roi, qui assista, dit-on, à ses funérailles [2].

82. — Le duc de Lotharingie laissait, de sa femme Albrade [3], plusieurs enfants : Gislebert, qui lui succéda comme duc de Lotharingie; Regnier II [4], qui fut certainement comte de Hainaut. Ce titre, cependant, ne lui est donné que par un seul contemporain, l'auteur de la vie de saint Gérard [5], dont l'autorité n'est pas bien

[1] En 915, le 16 janvier (WAUTERS, *Table des Chartes*, I, 652), Regnier accordait une charte à l'abbaye d'Epternach (Cfr. *Breve chron. Eptern*, MARTENE, *Ampl. coll.*, IV, 507). Le 25 août de la même année, Regnier intervient encore dans une charte en faveur de l'église de Liége (BOUQ., IX, 525). La seconde chronique d'Epternach dit que Regnier fut abbé jusqu'en 915 : « Reinerus comes et abbas praefuit huic loco IX et X annis, id est a tertio » anno Zuendiboldi regis usque ad IV annum Caroli regis filii Ludovici Balbi, » qui est annus DCCCCXV. Incarnationis Domini » (MARTENE, *Ampl. coll*, IV, 509). Le 19 janvier 916, à l'assemblée d'Herstal, le nom de Regnier I ne paraît plus, mais nous y trouvons ses deux fils Gislebert et Regnier (BOUQ., IX, 526, C). Regnier est donc mort en 915. La troisième année du règne de Zwentibold commence en mai 897. Regnier a été abbé d'Epternach au plus tôt en mai 897, et il l'a été jusqu'au delà du mois de mai 915. La quatrième année du règne de Charles le Simple finit en novembre 915. Donc Regnier est mort entre août et novembre 915. Je raisonne dans la supposition que les données de la chronique d'Epternach sont d'une exactitude parfaite. — Rosières a publié un diplôme de 913, par lequel Regnier repentant des injustices dont il s'était rendu coupable à l'égard de l'Église, fait une ample donation au monastère de St-Mathias, à Trèves, en réparation de ses péchés. PAGI (*Critica*, 913, § 1) et ERNST (*Bullet. cités*, p. 429) font observer que ce diplôme, comme beaucoup d'autres, a été fabriqué par Rosières.

[2] RICHER, *Hist.*, I, 34.

[3] MIRÆUS, *Op. dipl.*, I, 48 : « Senioris nostri piae memoriae Gisleberti » suique parentum, patris scilicet et matris, Rageneri et *Albradae.* » — D'après une charte dont nous avons parlé à la note 4, p. 61, Regnier aurait eu une première femme nommée *Hersenda.* Nous avons déjà observé qu'il est impossible d'établir l'identité de ce Regnier avec le nôtre, et que la pièce est fort probablement apocryphe.

[4] FLODOARD, *Ann.*, 924 : « Gislebertus... terram Berengarii *Ragenariique* » *fratris sui...* vastat. »

[5] *AA. SS. Oct.*, t. II, p. 311, n. 44 : « Raginero Hainoënsi comite. » — Cfr.

considérable. Mais puisque son père et son fils ont été comtes en Hainaut, il n'y a pas le moindre doute que Regnier II n'ait aussi gouverné cette province. C'est à ce titre qu'il aura figuré en 916, parmi les comtes, à l'assemblée d'Herstal [1]. Regnier eut enfin une fille, qui épousa Béranger, comte de Namur [2], et que des auteurs modernes, j'ignore sur quel fondement, appellent Symphorienne.

83. — Certains auteurs donnent encore à Regnier I d'autres enfants, mais sans preuves suffisantes.

Nous avons déjà écarté un certain comte Albert, dont M. Duvivier voulait augmenter la famille du duc de Lotharingie [3].

D'après quelques auteurs [4], Lambert, comte de Louvain, aurait eu pour père Regnier I au Long Col. Cette opinion a été réfutée indirectement par Ernst, dans son *Mémoire sur les comtes de Louvain* [5]. Elle repose sur un diplôme apocryphe d'Othon le Grand.

Un savant historien allemand, M. Hirsch [6], prétend que Baldéric ou Baudry, évêque d'Utrecht, était aussi frère du duc Gislebert. La vie de saint Radbod d'Utrecht nous apprend au contraire que Baldéric avait pour père un comte nommé Ricfrid [7].

Enfin Butkens [8], sur une certaine confusion qu'il met entre Baldéric d'Utrecht et Baldéric de Liége, fait de ce dernier un enfant de Regnier I.

Bullet. de la Comm. roy. d'hist, 2e série, t. IX, pp. 456 et suiv., une dissertation d'Ernst sur les Regniers.

[1] Cfr. la note 1, p. 66.

[2] Flodoard, *Ann.*, 924 : « Interea Gislebertum Berengarius *qui sororem » ipsius uxorem habebat,* comprehendit. »

[3] Voy. § 11.

[4] Par exemple, Butkens, *Troph. du Brabant,* I, p. 46.

[5] Publié par M. Lavalleye.

[6] *Jahrbücher des Deutschen Reichs unter Heinrich II*, t. I, p. 344.

[7] « Valdricus, egregius adolescens, Ricfridi comitis filius. Migne, *Patr. lat.*, t. CXXXII, col. 544. — Cfr. Köpke, *Otto der Grosse,* 593. — Et Moll, *Kerkgeschiedenis van Nederland,* t. I, pp. 270 et 530.

[8] *Troph. du Brabant*, I, 37.

Arrivés au terme de la carrière, si nous comparons l'état dans lequel nous laissons la Lotharingie, et celui où nous l'avons trouvée au point de départ, nous pourrons mesurer l'immense espace qu'elle a parcouru pendant un peu plus d'un demi-siècle. A l'époque de la naissance de Regnier, la Lotharingie formait encore, sous le sceptre de Lothaire I, une partie importante, sans doute, mais minime, cependant, d'un vaste empire composé d'éléments hétérogènes et qui s'étendait depuis Bénévent jusqu'aux bouches du Weser. A la mort de notre héros, dégagé de ce que la force seule ou la politique y avait uni, elle jouissait, sous un duc, d'une vie à demi indépendante. Notre nationalité, à nous Belges, avait fait d'immenses progrès, et ce résultat était, en grande partie, l'œuvre de Regnier. En travaillant à faire passer la Lotharingie tantôt à l'Allemagne, tantôt à la France, il avait empêché la conscience nationale de s'endormir. Si plus tard, réunie définitivement au royaume germanique, la Belgique a su garder une plus grande indépendance que les autres provinces de l'empire, et se défendre contre l'absorption, elle le doit, en grande partie, à cette longue indécision de son sort. Nous pouvons donc considérer Regnier I au Long Col comme un des fondateurs de notre nationalité.

TABLE DES CHAPITRES.

(1)

LE PROCÈS

DU

CHANCELIER HUGONET

ET DU

SEIGNEUR D'HUMBERCOURT,

ÉTUDE HISTORIQUE

PAR

Charles PAILLARD,

Lauréat de l'Institut de France, chargé de mission du Gouvernement français à Bruxelles.

Présenté à la Classe des lettres, dans la séance du 7 juin 1880.

LE PROCÈS

DU

CHANCELIER HUGONET

ET DU

SEIGNEUR D'HUMBERCOURT.

On ne peut certainement pas dire que ce procès constitue encore aujourd'hui un problème historique. Il y a en effet environ quarante ans que presque toutes les questions qui s'y rattachent ont été élucidées dans une discussion mémorable soutenue au sein de l'Académie royale de Belgique, par MM. De Smet, Dumortier et de Saint-Genois, d'une part, et M. Gachard, de l'autre. Plus tard, est venu le tour de M. Kervyn de Lettenhove qui, profitant des travaux de ses devanciers et produisant de nouveaux documents, a coordonné toutes les découvertes et exprimé, pour ainsi dire, dans son *Histoire de Flandre* les résultats acquis.

J'ai cru cependant qu'il était encore temps d'intervenir, pour ajouter quelques détails nouveaux et surtout quelques jugements particuliers. Voici du reste les motifs qui m'ont déterminé.

D'abord, après avoir lu et médité tout ce qui, en Belgique, a été écrit sur la matière, j'ai trouvé qu'on n'avait pas fait la part assez grande à Louis XI, à sa politique et à ses intrigues. Il ne faudrait pas d'ailleurs penser que, si je suis porté à développer

ce côté du sujet, j'y suis incliné par ma nationalité. Rien n'est plus loin de ma pensée et l'on verra que j'ai fait grand usage des documents gantois et des publications belges. Mais enfin, soit qu'on se place au point de vue national, soit qu'on se place au point de vue français, il faut reconnaître que Louis XI a été l'un des principaux acteurs de ce drame historique et peut-être l'auteur principal de son issue tragique.

En second lieu, j'ai été frappé de ce fait assez décourageant que les travaux les plus sérieux, les découvertes les plus décisives pénètrent peu dans les pays étrangers, lorsqu'ils ne font point directement partie de l'histoire intérieure de ces pays. Ainsi, et pour ne parler que du sujet de cette étude, on en est encore en France à l'histoire de M. de Barante, qui, ayant suivi pas à pas Commynes, est tombé dans les mêmes erreurs que lui. On ne paraît pas être beaucoup plus avancé en Hollande, car dernièrement un très-estimable historien de cette nation me reprochait d'avoir écrit « que Hugonet et Humbercourt n'avaient pu être sauvés par les larmes et les supplications de Marie de Bourgogne. » Cet écrivain avançait, au contraire, que ces deux grands dignitaires avaient été abandonnés et livrés par leur maîtresse. J'ignore à quelle opinion on s'est arrêté en Allemagne.

Faut-il s'étonner de cet état de choses? Je ne le crois pas, et j'invoquerai à cet égard mon expérience personnelle. Pour me former une opinion, j'ai été obligé de consulter un nombre considérable de mémoires et de livres disséminés et recélant la vérité à l'état fragmentaire. Je citerai au premier rang les mémoires contenus dans le tome II, deuxième série, des *Bulletins de l'Académie royale*, les éditions données par MM. Gachard et Marchal du livre de M. de Barante, la remarquable *Histoire de Flandre* de M. Kervyn de Lettenhove, l'*Histoire de Louis XI* par Duclos avec ses preuves, les *Mémoires de Commynes*, etc. Or, il est parfaitement clair que ceux-là seuls s'imposeront ce labeur qui, voués à l'étude de l'histoire, voudront connaître une question jusque dans ses dernières profondeurs. Le grand public, lorsqu'il est sollicité par un sujet, entend en trouver tous les éléments à l'état de cohésion, et il en est à peu près de même des savants de

profession qui, absorbés par leurs propres travaux, n'ont pas de temps à perdre dans des études latérales et accessoires.

J'ai donc pensé qu'un travail sur le procès d'Hugonet et d'Humbercourt avait encore la chance de réformer les idées arriérées et erronées qui ont encore cours hors du royaume de Belgique. J'ai cru aussi que le meilleur véhicule pour faire pénétrer un peu partout la vérité devait être cherché dans les publications d'un corps savant, qui possède des correspondants dans toutes les contrées de l'Europe.

On remarquera que je n'ai pas manqué de me rendre à Gand, pour visiter ce qui reste des lieux ou des édifices, témoins de la tragédie que je vais retracer. De cette façon, je suis sûr d'éviter ces bévues qui font sourire les historiens locaux.

---

§ I.

On sait que le premier duc de Bourgogne de la maison de Valois, Philippe le Hardi, fils du roi de France Jean II, épousa à Gand le 19 juin 1369, Marguerite de Flandre, dite de Maele, fille unique de Louis II, de Maele [1]. A la mort de Louis de Maele, Marguerite hérita des comtés de Flandre et d'Artois, ainsi que de la seigneurie de Malines. C'est ainsi que les pays, dits «d'Embas», commencèrent à passer sous la domination, on peut même dire sans exagération, sous le joug des ducs de Bourgogne.

Les quatre grands ducs de Bourgogne de la maison de France, les deux premiers surtout, ne comprirent jamais parfaitement leurs sujets flamands. Loin d'étudier le génie de leur race, de s'appliquer à sauvegarder leurs intérêts commerciaux qui faisaient de l'alliance anglaise une nécessité, ils se contentèrent de considérer les Flamands comme une matière à pressurer ou bien encore comme les instruments d'une puissance qu'ils recherchaient

[1] Elle était veuve de Philippe, dit de Rouvre, dernier duc de la première maison de Bourgogne.

ailleurs. « Ils arrivèrent, dit un historien belge [1], dans les Pays-Bas » en étrangers imbus de préjugés antinationaux; leur éducation » et leurs préjugés de famille les poussaient vers l'absolutisme; » leur langue les éloignait de la majorité de leurs sujets de par » deçà. « Les princes bourguignons, dit Namèche [2], restèrent » fidèles à leur origine et la Belgique ne fut point pour eux une » patrie [3]. » En un mot, il n'y eut pas fusion entre l'élément français et bourguignon — d'une part — et l'élément germanique et flamand, — d'autre part. Il y eut simplement superposition de l'un à l'autre, oppression de l'un par l'autre.

L'historien, celui surtout qui, comme moi, se place à un point de vue international, doit donc étudier chacun des quatre ducs sous un double rapport, d'abord comme prince français poursuivant des intérêts en France, ensuite comme souverain d'une partie des Pays-Bas.

Philippe le Hardi, « sage, froid et imaginatif et qui sur ses besognes véoit au loing [4] » reste vraiment un prince français, « le tuteur et le conseiller de la royauté absolue en France [5]. » Comment en douter lorsque, en 1385, on voit le parlement de Paris associer son nom à celui du roi, en déclarant « que tousjours la cour obéiroit aux commandemens du Roy et de monseigneur de Bourgogne? » Sous le règne de Philippe le Hardi, il semble, au point de vue guerrier, que la France, la Flandre et l'Artois ne fassent plus qu'un seul pays. Le duc inflige à ses pays d'Embas le fléau de quatre invasions ou expéditions françaises [6]. « Pour attaquer » l'Angleterre, il place en Flandre le camp de la France féodale [7]. »

[1] Paul Frédéricq, *Essai sur le rôle politique et social des ducs de Bourgogne*, p. 73.

[2] T. VI, p. 8.

[3] MM. Kervyn de Lettenhove et Edm. Poullet ont exprimé la même opinion.

[4] Froissart.

[5] Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*. — Nous prévenons une fois pour toutes le lecteur que nos citations de M. K. de L. sont extraites de ce livre.

[6] Roosebeke (1382); défense d'Ypres contre les Anglais et les Gantois (1383); expédition terminée par la paix de Tournai (1385); projet d'une descente en Angleterre (1386).

[7] Kervyn de Lettenhove.

Sa politique à l'égard de ses sujets n'est d'ailleurs que le reflet et la conséquence de sa politique française; c'est-à-dire que « plus » son autorité se consolide en France, plus elle devient écrasante » en Flandre [1]. » Il inaugure à l'égard des communes le système qui sera suivi par ses successeurs. « Il oppose sans cesse à » l'énergie du sentiment national un système de corruption » lente et astucieuse [2] ». Ypres reçoit de lui le coup mortel; les châteaux-forts érigés à l'Écluse, Ypres, Tournay, Audenarde, Nieuport, surgissent comme de graves menaces aux libertés flamandes. La conscience des sujets n'est même plus respectée : Philippe voudrait qu'ils abandonnassent le pape de Rome pour celui d'Avignon.

Le sombre Jean sans Peur est encore bien plus étranger que son père à ses sujets flamands. Il est tellement mêlé de 1404 à 1419 aux troubles de la France pendant la folie de Charles VI que, pour écrire son histoire, il faudrait écrire celle de ce royaume alors si malheureux, si déchiré tant par la guerre étrangère que par les rivalités des princes du sang. Qui ne se rappelle l'assassinat de la rue Vieille du Temple, l'apologie de Jean Petit, le supplice de Jean de Montagu, l'association du duc de Bourgogne avec les bouchers de Paris ou Cabochiens, sa lutte violente et pleine de vicissitudes avec le parti des Armagnacs, sa domination sanglante à Paris d'abord de 1411 à 1413, puis en 1418 après la trahison de Perrinet le Clerc, etc., etc. ? Comme sous le règne précédent, les agissements du duc dans les pays d'Embas reflètent sa bonne ou sa mauvaise fortune en France. Lorsqu'il est le plus fort, il impose à Bruges le *Calfvel* [3] du 24 mai 1407, humilie Ypres, s'associe aux cruautés commises à Liége par Jean de Bavière

[1] Le même.

[2] Le même.

[3] Nous devons dire pour ceux de nos lecteurs qui n'appartiennent pas à la Belgique qu'on appelle *Calfvel* (littéralement *peau de veau*) le parchemin sur lequel étaient écrits certaines chartes ou accords passés entre les ducs et leurs sujets flamands, et par extension ces accords eux-mêmes. Ces actes constatent généralement les dures conditions imposées aux sujets après des rébellions ou de graves mésintelligences avec leurs princes.

après la bataille d'Othée, mais son étoile pâlit-elle en France, aussitôt il cède tout à ses sujets de par deçà. C'est ainsi qu'après la levée du siége de Montdidier par les communes flamandes (1411), Bruges obtient l'abolition du *Calfvel* de 1407; Gand, le changement des officiers du duc. Il en est de même en 1414, lorsqu'il subit le traité d'Arras; en 1416, lorsqu'on l'affuble du sobriquet de Jean le Long ou de Jean de Lagny. D'ailleurs, le perpétuel besoin d'argent expliquerait dans la plupart des cas les concessions, les ventes de chartes et de priviléges faites par le duc à ses sujets.

En somme, deux indices importants suffiraient à montrer combien tout ce qui touche à Jean sans Peur reste français d'inclination et de cœur. D'une part, c'est le sentiment national flamand si énergiquement exprimé par l'abbé de Eeckout : « O Flandre, » s'écrie-t-il dans des vers dont M. Kervyn de Lettenhove nous » donne la traduction, malheur à toi! tu nourris les étrangers de » ton lait, et tandis que les loups s'abreuvent à ton sein fécond, tu » n'as que du fiel pour tes brebis!» D'autre part, c'est l'empressement de la noblesse bourguignonne à aller combattre Henri V dans les champs d'Azincourt, où demeurèrent deux frères de Jean sans Peur, le duc de Brabant et le comte de Nevers.

Le règne de Philippe le Bon (*Philippe l'asseuré* ou, suivant le dicton des Gantois, *Philippin aux longues jambes*) offre d'autres caractères. Sans doute, Philippe est encore très-mêlé aux affaires de France, d'abord comme allié des Anglais (traité de Troyes, 21 mai 1420), puis comme allié de Charles VII (traité d'Arras, 21 septembre 1435). Sans doute les chroniqueurs nous le dépeignent comme un prince au cœur français. Chastellain, qui nous représente ce pays comme devant posséder « le trône de gloire et » honneurs mondains », nous dit que Philippe était « léal fran- » çois de couraige. » Olivier de la Marche ajoute que le sang royal de France « lui boulloit en l'estomac et à l'entour du cueur.., » tellement qu'il vescut et mourut noble et entier françois de » sang, de cueur et de voulenté. » Mais là ne se bornent pas les aspirations du duc : son ambition est plus haute, son horizon plus étendu, ses visées plus grandioses. Ce qu'il lui faut, c'est d'abord

l'indépendance féodale vis-à-vis du roi de France et il l'obtient par le traité d'Arras (à titre personnel et viager); puis il veut être vicaire impérial, chef militaire de la chrétienté par la prédication d'une croisade. S'il se fût contenté du titre de roi de Lotharingie, ce titre lui eût sans doute été concédé par l'empereur d'Allemagne. Du moins le duc l'a affirmé dans une circonstance solennelle.

Au point de vue des Pays-Bas, l'aspect de ce règne est tout autre que celui des règnes précédents. C'est Philippe surtout qui a poursuivi et réalisé la double tâche que se sont proposée les ducs de Bourgogne quant à ces provinces : nous voulons dire, d'un côté, l'unité du territoire, la concentration administrative, la centralisation autoritaire et irresponsable du pouvoir; d'un autre côté la division, la désagrégation et l'abaissement des communes.

Sur le premier point, il suffit de rappeler que Philippe, qui n'avait hérité de son père que les comtés de Flandre et d'Artois, ainsi que la seigneurie de Malines, réunit à ce noyau primitif, par des procédés divers sur la moralité desquels il y aurait beaucoup à dire, le comté de Namur (1421); les duchés de Brabant et de Limbourg, le pays d'outre-Meuse (1430); les comtés de Hainaut, de Hollande, de Zélande et la seigneurie de Frise (1433); le duché de Luxembourg (1443); la mainbournie héréditaire de la principauté épiscopale et impériale de Liége. Nous ne comptons pas les villes de la Somme, à lui cédées par le traité d'Arras et qu'il rétrocéda à la fin de son règne.

D'un autre côté, l'indépendance des communes n'eut jamais un ennemi plus astucieux, plus opiniâtre, plus conséquent avec lui-même. Ypres, le Cassel-Ambacht, Grammont, Mons, Bruges, Liége et Dinant furent tour à tour ses victimes. Nous avons à dessein réservé la grande lutte avec Gand, par laquelle nous entrons directement dans notre sujet.

Le cadre de cette étude ne nous permet pas d'exposer en détail cette longue querelle des Gantois avec leur seigneur; elle dura près de treize ans et fut, comme cela arrive toujours, amenée par des causes sérieuses, avivée par des prétextes. Au fond Philippe ne pouvait pardonner deux choses à la métropole flamande: sa

puissance entretenue par le recrutement très-actif, exagéré même des métiers, et le refus de la gabelle du sel, à raison de trois sous par mesure pendant douze ans, impôt accepté par Ypres et par Bruges. A côté de ces deux causes sérieuses, vinrent se grouper des prétextes plus ou moins habilement choisis. Les incidents de la querelle furent nombreux et divers. Le conseil de Flandre fut enlevé à Gand, transféré à Ypres, puis à Termonde; le bailli et les officiers du duc quittèrent la ville par deux fois, après avoir prononcé des sentences de bannissement sans efficacité; le duc prétendit que le mode adopté pour l'élection des échevins, laquelle avait lieu chaque année trois jours avant la fête de l'Ascension, violait le privilége octroyé par Philippe le Bel en novembre 1301 [1]; en conséquence, il refusa de ratifier une de ces élections (ordonnance du 26 novembre 1449). Plus tard, le différend allant toujours en s'envenimant, Philippe lance un manifeste (juin 1451); puis il cite devant lui trois patriotes gantois Daniel Sersanders, Liévin Potter et Liévin Snievoet. Ces bourgeois sont condamnés à l'exil, au mépris de la parole donnée [2]. Dès lors les événements se précipitent et enfin la guerre est déterminée par deux faits corrélatifs : la tentative réactionnaire de Pierre Tincke et de Louis Dhamere, dont l'insuccès vaut à Gand la prépondérance de l'élément démagogique.

Cette guerre, qui fut acharnée, impitoyable, féroce, dura environ dix-huit mois. Elle commença dans le mois de décembre 1451 par l'attaque du château de Biervliet. Les Gantois avaient pris l'initiative et remportèrent au début de sérieux avantages, mais leurs efforts, leur énergie guerrière et leur bravoure ne pouvaient que retarder la catastrophe finale. On vit alors se produire les fruits amers de la politique des ducs, et, par-dessus tout, la désunion des grandes communes des Pays-Bas. Gand avait abandonné Bruges en 1438; Bruges le lui rendit quinze ans plus tard. Bien plus, le Brabant, espérant succéder à la suprématie commer-

[1] On verra plus loin comment cette élection se pratiquait.

[2] Le duc avait promis qu'ils n'encourraient aucune peine, s'ils se présentaient devant lui et lui faisaient amende honorable.

ciale de la Flandre, aida matériellement Philippe : Bruxelles, Anvers, Malines lui prêtèrent de l'argent, des munitions, des vivres, de l'artillerie, des bateaux, des tentes. Gand resta isolé avec la petite ville de Ninove et succomba après la plus énergique résistance. Le 23 juillet 1453, ses milices furent entièrement défaites à la bataille de Gavre.

Sept jours après (30 juillet), fut conclue entre le duc et les Gantois la paix dite : de Gavre, qui naturellement coûta cher à ces derniers. En voici les principales dispositions :

1° Les deux grands doyens (doyen des métiers et doyen des tisserands) n'auraient plus part à l'élection des échevins.

2° Les usages concernant la concession du droit de bourgeoisie étaient abolis.

3° Les sentences de bannissement ne pouvaient plus être prononcées par les échevins qu'avec l'intervention du grand bailli ducal.

4° Les métiers livreraient leurs bannières et renonceraient à leurs chaperons blancs.

5° Le droit dit : de prééminence sur les châtellenies était supprimé; en d'autres termes, les échevins de Gand perdaient leur juridiction d'appel dans le pays dit : des quatre métiers, dans celui de Waes et dans les châtellenies d'Alost, Audenarde et Courtray.

6° Gand devait payer à titre d'amende 200,000 ridders d'or, et en outre 50,000 ridders destinés à la réparation des églises et des monastères.

7° Des deux portes par lesquelles les Gantois étaient sortis pour attaquer le duc, l'une devait être murée, l'autre fermée le jeudi de chaque semaine.

8° Amende honorable devait être faite par les *Hooftmans*, échevins, doyens de métiers et deux mille bourgeois.

Toutefois, en même temps, le duc renonça à la gabelle du sel et confirma le privilége de 1301. Le mode d'élection des magistrats municipaux ne fut donc point changé.

Jusqu'à la mort de Philippe le Bon (1467), Gand se tint tranquille, mais il prit sa revanche d'une façon complétement inattendue lors de l'avénement du duc Charles.

Commynes prête au troisième duc un dicton ou proverbe « lequel disoit que ceux de Gand aymoient bien le fils de leur » prince, mais leur prince non jamais [1]. » En effet, leurs relations avec Charles avaient été excellentes, alors que celui-ci n'était que prince héritier sous le nom de comte de Charolais. Lors donc qu'il devint duc de Bourgogne, il crut, malgré certains indices précurseurs de troubles, pouvoir visiter Gand sans danger et y fit son entrée le dimanche 28 juin 1467. Le moment était mal choisi. A cette époque de l'année avait lieu à Gand une fête populaire au cours de laquelle les artisans des métiers se livraient à des manifestations allant jusqu'à la licence. Le prétexte était une cérémonie religieuse, une sorte de procession, organisée à l'intention et en l'honneur de saint Liévin, l'un des plus honorés parmi les saints locaux. On conduisait sa châsse au village de Houthem, où, vers l'an 633, il avait souffert le martyre ; on enfermait pendant la nuit les reliques dans l'église du lieu, et, le lendemain, on les ramenait à Gand en l'église de Saint-Bavon, au milieu des chants, des libations, des danses et des vociférations. En cette année 1467, la sortie de la châsse fut, à cause de l'arrivée du duc, avancée d'un jour et eut lieu le samedi 27 juin. A peine le cortége était-il parvenu à Houthem que l'effervescence populaire se manifesta d'une façon insolite. L'arrivée du duc était-elle un motif d'excitation particulière pour tous ces hommes déjà échauffés par la marche, par la chaleur de la saison, par les libations? Cela est possible; toutefois cette agitation tumultueuse et confuse paraît avoir été surtout déterminée par un droit seigneurial perçu sur les blés, dit droit de Cueillotte, établi à Gand après la paix de Gavre. Les Gantois détestaient les officiers du prince préposés à la recette des impôts, « les mangeurs de foie » (*leverheeters*), comme ils les appelaient, et en effet, ce fut surtout contre ceux-ci qu'éclatèrent les menaces et les imprécations.

[1] *Mémoires*, liv. II, chap. IV.

« Malheur, criait-on dans les rues d'Houthem, malheur à ces » mangeurs de foie, à ces méchants larrons qui desrobent mon- » seigneur et nous, endorment monseigneur en bourdes et faux » donner à entendre, et gastent sa bonne ville et la desrobent, » et de nous sucent le sang des veines! »

L'effervescence populaire est contagieuse et, en se propageant, elle s'accroît. Aussi lorsque la procession rentra en ville le lundi, 29 juin, à cinq heures du soir, fut-il visible qu'un mouvement populaire, d'autant plus dangereux qu'il était inopiné, allait éclater. Une sombre résolution se lisait sur tous les visages; on allait passer des paroles à l'action.

Le cortége arriva d'abord au Marché aux grains, où se trouvait l'aubette de la Cueillotte. « Saint Liévin ne se dérange jamais », s'écrièrent les porteurs de la châsse, et à l'instant l'aubette fut démolie. Les flots du peuple inondèrent ensuite le Marché du Vendredi; les drapeaux qui ornaient la châsse du saint servirent d'étendards.

Au moment où l'émeute commençait, le duc Charles se trouvait en son palais de Ten Walle [1], entouré des seigneurs qui l'avaient accompagné et des archers de sa garde. Aussitôt qu'il eut appris ce qui se passait, il monta à cheval, vêtu d'une simple robe noire [2] et se dirigea vers le Marché du Vendredi, « à hautes bannières » levées nouvellement faites [3]. » Derrière lui marchaient les archers, tenant l'arc bandé. Le duc, ne se rendant pas de suite un compte exact de la réalité des choses, laissa d'abord un libre cours à sa colère: « Mauvais garçons, s'écriait-il, que me voulez- » vous encore? », et il frappait d'un bâton qu'il tenait à la main ceux qui étaient le plus près de lui, mais ces velléités autoritaires

[1] Le palais appelé *Ten Walle*, ou *Sanders Walle* (Fossé d'Alexandre), ou encore *Prinsenhof*, était celui qu'habitaient les ducs de Bourgogne au XV[e] siècle; il avait succédé, comme séjour du prince, à l'ancien château des comtes de Flandre (*S'Graeve Steen*). On ne voit plus que la porte d'entrée de ce palais.

[2] C'est du moins ce que dit M. Kervyn de Lettenhove. Cependant Chastellain dit « tout cousu en fer ».

[3] Chastellain.

ne durèrent pas longtemps. Déjà les hallebardes se dressaient autour de lui. Ce fut alors qu'un des seigneurs qui l'entouraient, Louis de la Gruthuuse, lui représenta l'imprudence de sa conduite : « Vous exposez, lui dit-il, votre vie et celles des vôtres. » Charles comprit le langage de la raison, descendit de cheval, et entra dans l'Hoochhuus (haute maison). Cet édifice, appelé aussi « *Untenhoven Steen* » (la maison ou château des Untenhoven), dominait le grand marché[1]. C'était d'une de ses fenêtres que le nouveau souverain prêtait au peuple son serment comme comte de Flandre, ou haranguait ses turbulents sujets. Bientôt le silence se fit. Charles venait d'apparaître au balcon de l'Hoochhuus et de là se mettait en devoir de haranguer le peuple en se servant de la langue flamande[2]. Les Gantois ne pouvaient-ils exposer leurs griefs, sans déployer un appareil factieux et irrespectueux pour le souverain? Cette attitude conciliante produisit le meilleur effet. Le marché retentit des vivats populaires, des protestations de fidélité et de dévouement. Déjà le peuple se retirait; déjà l'on soulevait de terre la châsse de saint Liévin pour la rapporter à Saint-Bavon, lorsque la scène changea encore une fois.

Tout à coup apparut à côté du duc un homme couvert d'une armure et le peuple reconnut Hoste Bruneel, patriote gantois, en qui vivait le souvenir des Jean Yoens et des Van Artevelde. Sans s'inquiéter de la présence du duc et malgré les protestations de la Gruthuuse, Bruneel frappa de son gantelet de fer sur le rebord du balcon, pour réclamer le silence : « Qu'allez-vous faire? s'écria » t-il en s'adressant à ses concitoyens; vous ne devez rentrer » dans vos maisons qu'après avoir recouvré vos franchises et » libertés! » Et reprenant une à une toutes les prétentions du peuple gantois : « Voulez-vous tout cela, » demandait-il? voulez-vous vivre comme ont vécu vos pères? » « Oui, oui! » répondirent mille voix. Cette fois le programme des revendications municipales et populaires était formulé de la manière la plus

[1] Sa démolition ne date que de 1840.

[2] C'était l'habitude des ducs, toutes les fois qu'ils avaient peur des Gantois ou qu'ils voulaient les flatter.

précise. Charles dut s'exécuter : il promit donc d'examiner les réclamations qui venaient de se produire et de donner sa réponse sous un bref délai. Puis il se retira dans son palais sous le poids de cette cruelle humiliation. Il gardait un morne silence, et lorsqu'il passa devant la maison de ville, il ne détourna pas la tête pour saluer les échevins placés aux fenêtres de l'édifice communal.

La Gruthuuse et les autres conseillers du duc n'eurent point à faire de bien grands efforts pour lui démontrer que la situation était intenable et qu'il devait céder. Il était en réalité prisonnier de son peuple et la moindre imprudence, la moindre collision pouvaient exposer aux plus graves périls, non-seulement sa personne et celles des autres hôtes du *Prinsenhof*, mais encore celle de sa fille unique, la duchesse Marie, alors âgée d'environ dix ans, qu'il avait amenée avec lui. Une autre considération le détermina, à savoir la nécessité de sauvegarder les joyaux et pierreries de la maison de Bourgogne, qui le suivaient partout.

Les Gantois obtinrent donc tout ce qu'ils voulurent, la suppression des gabelles, l'abolition de celles des amendes imposées par la paix de Gavre qui n'étaient pas encore payées, la restitution de leurs bannières, la réouverture des deux portes, le droit d'élire leurs doyens de métiers et enfin la nomination d'une commission d'enquête chargée d'instruire contre les *leverheeters* et notamment contre Pierre Hueriblock, le plus compromis et le plus détesté d'entre eux.

Le 1er juillet 1467, le duc sortait de Gand, la rage au cœur et ne respirant que la vengeance. Les Gantois allaient bientôt connaître les vicissitudes de la fortune.

En 1467 et en 1468, les Liégeois, secrètement soutenus par Louis XI, se révoltèrent contre leur prince évêque, Louis de Bourbon, et contre le Téméraire, leur avoué héréditaire. La révolte de 1467 prit fin après la défaite des bourgeois à Brusthem [1]. Celle de 1468 fut beaucoup plus grave. Elle éclata, comme l'on sait, au mois d'octobre, au moment où Louis XI et le duc Charles étaient réunis à Péronne, et aurait pu coûter cher au roi

[1] Village à 3 kilomètres de Saint-Trond, sur la route de cette ville à Liége.

de France, si Philippe de Commynes et le valet de chambre du duc, Charles de Viseu, n'eussent été là fort à propos pour amortir le premier accès de fureur du Téméraire. Inaugurée par la prise de Saint-Trond, par la captivité du prince évêque et du seigneur d'Humbercourt, la seconde révolte se termina le 30 octobre par la prise de Liége, qui fut livré au pillage et en partie détruit. Louis XI fut contraint d'assister et d'applaudir à cette impitoyable exécution.

En ce moment, le duc, ayant les mains libres, songea à tourner contre Gand son armée victorieuse. La capitale flamande était menacée du même sort que Liége : elle dut acheter son salut par le sacrifice de ses récentes conquêtes. Et encore Charles se fit-il prier. Deux fois Gand lui envoya à Bruxelles ses députés pour le fléchir ; il les fit attendre pendant une heure et demie, en plein air et les pieds « en la nege » dans la cour de son palais de Caudenberg. Enfin, le 2 janvier 1469 (nouveau style) furent expédiées à Gand les fameuses lettres de *Calfvel,* qui consacraient la soumission et l'humiliation de la fière cité. Le 8 janvier, le *Calfvel* fut présenté au duc en son palais de Bruxelles par les échevins et les doyens de métiers, à qui on avait aussi imposé la remise de la charte concédée en 1301 par Philippe le Bel. Ce n'est pas tout. Ces bannières, dont les métiers gantois étaient si fiers, furent déposées « devant les piés de monseigneur de Bourgogne. » Les cinquante-deux doyens durent s'agenouiller « trois fois à terre » moult humblement, chascun doyen ayant devant luy la ban» nière de son mestier sur une lance. » Le privilége de 1301 fut lacéré en leur présence par le chancelier de Bourgogne, Pierre de Goux.

On verra plus loin le rôle important que joua le *Calfvel* de 1469 dans les événements de 1477 ; le lecteur du reste comprendra bientôt qu'ils ne sont que la conséquence des orages de 1453, 1467 et 1469. Ils seraient presque inexplicables, s'ils restaient isolés dans le récit, car ils constituent une réaction contre le *Calfvel* de 1469, de même que les revendications de 1467 ne sont qu'une réaction contre la paix de Gavre. Les divers incidents de la lutte soutenue par Gand contre ses seigneurs à partir

de l'année 1440 forment une chaîne dont un seul anneau ne pourrait être détaché.

Le caractère du Téméraire est bien connu, grâce à Olivier de la Marche, à Georges Chastellain, à Philippe de Commynes. Il était « bien estudié [1], véritable et franc en ses mots, dévôt » à Dieu et grand aumosnier, continent et chaste en mariage, » souple aux commandemens de l'Église, non oncques jureur ni » adonné à dame volupté, sobre..... [2]. » Le peuple, qui l'avait suivi avec sympathie dans sa lutte contre les conseillers de son père, lui savait gré de manifester en toute occasion l'instinct et le goût de la justice, comme aussi d'écarter les grands seigneurs (les Croy surtout), dont l'avidité était proverbiale et la fidélité peu sûre. Mais en même temps, Charles avait ces lacunes d'intelligence, ces défauts de caractère qui perdent les hommes et les empires. Il était dur et froidement hautain, ce qui excluait autour de lui les amitiés chaleureuses et les dévouements sincères. Son tempérament brutal et extravagant l'entraînait parfois jusqu'à la férocité. Son entêtement surtout était extrême, et plus ses desseins étaient chimériques, plus il s'y obstinait : « Plus estoit embrouillé » et plus s'embrouilloit [3]. » Il n'avait ni le sentiment du réel, ni la suite dans les idées : « Il taschoit à tant de choses qu'il n'avoit » point le temps à vivre pour les mettre à fin et estoient choses presque impossibles [4]. » Ce prince, dont le caractère était formé d'éléments si disparates, était prédestiné à devenir la victime de son entêtement et de son orgueil, « de cette gloire qui lui » montoit au cœur [5], de cette haulte extrême volonté de non se » souffrir fouller par nulles voies, ains de porter l'espée si roide et » si ague que le monde trembleroit devant luy [6]. » On l'a assez justement comparé à Philippe II, comme lui porté à la solitude et inaccessible aux conseils. Ses contemporains ne l'ont connu que

[1] Olivier de la Marche.
[2] G. Chastellain.
[3] Commynes.
[4] Le même.
[5] Le même.
[6] G. Chastellain.

sous le nom de Charles le Hardy, mais la postérité a dégagé son trait distinctif, en lui donnant le surnom de Téméraire.

Toujours est-il que, malgré ses hautes et sérieuses qualités, il fatigua, indisposa, irrita ses sujets de toutes les classes par les agitations de sa pensée et de son règne, ainsi que par ses guerres incessantes; qu'il acheva de les ruiner par ses perpétuelles demandes de subsides; qu'il anéantit par les fluctuations de sa politique commerciale leur commerce et leurs industries qui d'ailleurs ne pouvaient vivre et prospérer que par la paix. Tout tourna contre lui, même ses innovations le mieux justifiées, même son système d'armées permanentes, pourtant indispensable après la réforme militaire de Charles VII. C'est qu'en effet les réformes ne valent que par la sagesse et la juste mesure dans l'application; or, la mesure et l'équilibre étaient justement ce qui lui manquait le plus : tout chez lui était excessif. Les choses en arrivèrent à ce point que, dans les Pays-Bas, les catastrophes de Granson et de Morat furent envisagées d'un œil presque indifférent et que la mort même du duc fut acceptée comme une délivrance.

Qui d'ailleurs l'eût regretté, lui si concentré en lui-même, lui à qui on n'avait connu aucun attachement, aucun ami? Aurait-ce été le haut clergé? il avait maltraité ses députés aux États de Flandre tenus à Bruges en 1475 [1]. Aurait-ce été la noblesse guerrière, si dévouée à Philippe le Bon? Mais ces nobles, déjà obérés par le luxe de la cour du « bon duc », Charles avait achevé de les ruiner par la permanence du service militaire, par les frais d'équipement, par les rançons à payer. Pendant les deux dernières années du règne, ces rudes soldats n'avaient ni déposé leurs casques ni délacé leurs armures. Ils avaient souffert le froid, la faim, les rigueurs des hivers, pendant que leurs femmes et leurs enfants se mouraient d'inquiétude dans leurs châteaux délabrés. Et pour les consoler de ces grandes défaites qui s'appelaient

[1] Aux prélatz, il leur recommanda, au nom d'eulx et pour les autres prélatz absens, que doresenavant ilz obéissent diligemment et sans dissimulation à ses lettres, mandemens et ordonnances, soubz peine de perdre et confisquer envers luy tout leur temporel. (P. Frédéricq, ouvrage cité, p. 109; d'après Gachard, *Documents inédits*, t. I, p. 258.)

Granson et Morat, leur chef ne leur épargnait ni les reproches, ni les injures, ni même les coups portés avec le bâton de commandement. Aurait-ce été le patriciat bourgeois? Voici comment, en 1475, Charles parlait à ses représentants : « Et vous, mengeurs » de bonnes villes, faictes pareillement quant à l'obéissance de mes » commandemens, lettres et ordonnances, sur voz testes et sur » confiscation de tous voz biens ». Aurait-ce été le populaire, la bourgeoisie intermédiaire ou inférieure? On a vu plus haut comment il avait traité les bourgeois et les artisans de Gand et de Liége.

Par ces propos imprudents, par ces sévérités outrées, le Téméraire amassait sur sa tête les colères et les ressentiments de ses sujets, mais, nulle part, il ne fut plus détesté qu'à Gand. Là, cette haine rencontrait des aliments particuliers. En 1470, à Middelbourg, il lançait à ses députés cette apostrophe sanglante : « Et » entre vous, Flamengs, avecq vous dures testes, avez tousjours » contempné ou hay vos princes, car, quant ilz n'estoyent pas » bien puissans, vous les contempnastes, et, quant ilz estoyent » puissans, vous les haystes. J'ayme mieulx que vous me hayés » que contempnés. » Les Gantois prirent leur seigneur au mot. Ils le haïrent.

Lorsque le Téméraire succomba (5 janvier 1477), son heure était venue. Il tomba comme un fruit desséché tombe de l'arbre, par impossibilité de vivre. L'histoire chercherait en vain un plus terrible châtiment de l'orgueil. Ce prince qui avait renchéri sur les splendeurs paternelles, qui avait rêvé la royauté et la pourpre impériale, périssait dans les glaces de l'étang de S[t]-Jean, et la morsure des loups devait rendre méconnaissable sa dépouille mortelle.

---

§ II.

Le coup était si rude qu'on ne crut pas tout d'abord à un désastre aussi complet. Dès le 12 janvier 1477, des bruits vagues couraient à Gand : les uns annonçaient que le duc avait péri ; d'autres, qu'il était caché dans quelque château. Le 15 janvier, Marguerite d'York, seconde femme de Charles, écrivait aux membres de la cour des comptes de Malines : « Par plusieurs nouvelles » que nous avons de divers costéz, nous entendons et espérons » que, grâces à Dieu, il est en vie et en santé [1]. » Le 25 du même mois, on était revenu à un doute pénible. Toutefois Marie de Bourgogne, fille unique du duc [2], écrivait « qu'elle n'avoit encore certaincté de la mort de son père » ; mais presque en même temps la duchesse douairière et la « damoiselle de Bourgogne » apprenaient que le cadavre de leur époux et père avaient été retrouvé et reconnu à certains signes par son médecin portugais, Don Lope de la Garde [3], et par un page, romain de naissance, nommé Gian Baptista Colonna [4]. L'émotion fut générale et comme électrique. Tant que les Gantois purent croire à la réapparition de leur seigneur, le prestige qu'il conservait malgré ses revers ou plutôt la terreur qu'il inspirait encore les retint. Délivrés de cette crainte, ils commencèrent aussitôt à s'agiter. En ce moment ni Hugonet ni Humbercourt n'étaient à Gand. Ce dernier était dans son gouvernement du pays d'outre-Meuse. Les deux duchesses s'empressèrent de les rappeler, ainsi que le lieutenant général du duc dans les Pays-Bas, Adolphe de Clèves et de La Marck, seigneur de Ravestein, (ou de Ravensteyn). Aussitôt après l'arrivée

[1] Kervyn de Lettenhove.

[2] Issue de son premier mariage avec Isabelle de Bourbon.

[3] Appelé *Maître Louppe* par Commynes, et *Me Mathieu, portugalois,* dans les Preuves de Commynes (Lenglet Dufresnoy, d'aprés les Godefroy).

[4] D'après le manuscrit de Commynes, suivi par Mlle Dupont, ce page aurait été espagnol et se serait appelé Don Diego. Nous avons préféré la version de Jehan Molinet et de Lenglet-Dufresnoy (Preuves, t. III, p. 495). Ce page appartenait à un seigneur napolitain, nommé M. de Chillans, et non au Téméraire.

des trois conseillers, il fut décidé que les États généraux seraient convoqués à Gand pour le 5 février [1].

Le 8 janvier 1477, au soir, arriva à la porte du château de Plessis-lez-Tours, un messager chargé d'une lettre pour le roi de France par Georges de La Trémoille, seigneur de Craon, comte de Ligny, qui se trouvait alors dans le Barrois. Le messager s'adressa à M. du Lude qui logeait en dehors du château [2], mais qui ne put transmettre le jour même la lettre à Louis XI, attendu que les portes du Plessis se fermaient de bonne heure. Le roi ne la reçut donc que le 9 janvier au matin : elle lui annonçait la défaite de son rival, l'anéantissement irrémédiable de la puissance du duc Charles.

Le jour même, sans perdre une minute, il adressa à M. de Craon et à Charles de Chaumont d'Amboise, comte de Brienne et gouverneur de la Champagne, l'ordre d'envahir le duché et la comté de Bourgogne et d'employer à cette entreprise « leurs cinq sens de nature ». Notons qu'au moment où il écrivait, Louis XI ne connaissait pas la mort du duc et qu'il paraissait simplement prendre une mesure conservatoire. Il s'agissait, disait-il, de prévenir l'invasion des Allemands dans les deux provinces.

En même temps, le roi ordonnait à Philippe de Commynes et au bâtard de Bourbon, amiral de France, de se mettre à la tête de quelques soldats et de marcher vers la Picardie. Ce dernier ordre fut encore expédié par Louis XI le 9 janvier, après son dîner et Commynes partit aussitôt avec son compagnon, « nonobstant le plus grand froid qu'il ait veu faire de son temps [3]. » Après

[1] M. Kervyn de Lettenhove dit que Marie de Bourgogne hâta par lettres l'époque de la convocation des États, mais il n'indique pas le jour de la nouvelle convocation.

[2] D'après Duclos, du Lude, dont l'avidité était insatiable, ne sortit du château que pour guetter l'arrivée du messager attendu, recevoir le premier les nouvelles et mériter une gratification. Il était alléché par l'exemple de Commynes et de du Bouchage, qui avaient reçu chacun 200 marcs d'argent, pour avoir, les premiers, annoncé à Louis XI la défaite du Téméraire à Morat.

[3] Voir pour les détails, notamment pour la joie et les propos de Louis XI, le chapitre X du livre V aux *Mémoires* de Commynes.

quelques heures de marche, il rencontrait un messager porteur d'une seconde lettre annonçant au roi la mort du Téméraire [1]. Ce message parvint donc au Plessis le 10 janvier.

Une résolution si énergique et si prompte devait rapidement porter ses fruits [2].

Nous ne dirons que quelques mots de la comté et du duché de Bourgogne, parce que Louis XI, qui se réservait pour l'Artois et le Boulonnais, ne se porta pas en personne de ce côté. La comté et le duché furent envahis par Craon, Chaumont d'Amboise, Jean II de Chalon, duc d'Orange, et le duc-évêque de Langres à la tête de sept cents lances. Auparavant, le roi de France avait eu soin d'adresser deux lettres pleines de promesses [3], la première

[1] D'après Duclos (*Histoire de Louis XI*), cette seconde lettre émanait du duc de Lorraine, René II.

[2] Ajoutons, d'après Duclos, que Louis XI transmit immédiatement les nouvelles tant aux principales villes du royaume qu'au duc de Bretagne.

[3] Suivant M. de Barante, Louis XI aurait écrit deux fois aux bonnes villes du duché de Bourgogne, la première après avoir appris le désastre de Nancy, la seconde après avoir été informé de la mort du Téméraire. Ces lettres contenaient en substance que le roi de France prenait sous sa protection la personne et les États de Marie de Bourgogne, sa parente et filleule; — qu'il espérait la marier avec le Dauphin, son fils; — que d'ailleurs on n'ignorait pas que le duché de Bourgogne, ayant été donné en apanage à Philippe le Hardi, retournait de plein droit à la couronne de France, faute d'hoirs mâles dans la maison de Bourgogne.

Ce dernier point était très-controversé. Dans le sens français, on invoquait l'ordonnance testamentaire de Philippe le Bel du 27 novembre 1314 et l'ordonnance de Charles V de 1374, qui avaient déclaré que les apanages seraient à l'avenir restreints à la ligne masculine.

Dans le sens contraire, on arguait des lettres du roi Jean II de France, en date du 6 septembre 1363, qui avaient stipulé le retour du duché, non à défaut d'hoirs mâles dans la maison de Bourgogne, mais à défaut d'héritier quelconque et en cas d'extinction de la race. Ces lettres portent en effet ce qui suit : « ... Sauf en outre et sous la réserve que si notre dit fils ou sa postérité, » comme il a été dit plus haut, viennent à manquer, ce que Dieu ne veuille, et » restent *sans héritiers de leur corps*, succédant audit duché, tous et chacun » des objets ainsi donnés retournent de plein droit et intégralement à nous » et pour le temps à venir aux rois nos successeurs, pour être réunis au » domaine de notre couronne. »

aux bonnes villes du duché (Plessis-du-Parc, 9 janvier d'après les Godefroy et Lenglet-Dufresnoy. Preuves, III, 496. 11 janvier, suivant d'autres historiens), la seconde au clergé bourguignon (Selommes près Vendôme, 19 janvier). Les seigneurs, imitant l'exemple du prince d'Orange, le plus riche et le plus puissant d'entre eux, firent des traités particuliers au mieux de leurs intérêts. Quant aux États des deux provinces, ils composèrent avec les négociateurs français, savoir : le 29 janvier 1477, en ce qui concernait le duché [1], et le 19 février suivant, relativement à la comté. Le traité avec les états du duché fut confirmé par le roi, suivant lettres patentes du 18 mars suivant.

De leur côté, le Bâtard de Bourbon et Commynes ne perdaient pas leur temps. Tout d'abord ils se dirigèrent vers Abbeville, en se faisant précéder d'un message adressé aux officiers du duc. L'œuvre de trahison commençait. Les deux envoyés français, usant en cela des pouvoirs donnés par Louis XI, promettaient de l'argent et des pensions aux chefs militaires, pourvu que ceux-ci

On répliquait encore que l'ordonnance de Philippe le Bel n'avait pas été exécutée — que celle de Charles V était postérieure aux lettres d'apanage de 1363 — que le roi Jean II lui-même avait hérité du duché du chef de sa mère et non par réversion, enfin que si le duché était un fief masculin, la maison de Bourgogne était encore représentée par le comte Philippe de Nevers.

Bref, c'est là une question passablement obscure. Les personnes qui désireraient l'élucider feront bien de lire : 1° la lettre de Marie de Bourgogne du 23 janvier 1477, adressée aux États de Bourgogne, dans laquelle elle rappelle les droits de sa maison sur le duché, sur le comté de Charolais acheté par Philippe le Hardi du comte d'Armagnac, sur les comtés de Macon et d'Auxerre transportés par le traité d'Arras à Philippe le Bon pour lui et ses héritiers mâles ou femelles. 2° les négociations du traité de Madrid où les deux systèmes furent débattus avec acharnement.

[1] M. de Barante ne donne pas cette date et se borne à dire que tout était conclu, lorsqu'arrivèrent à Dijon, par les mains de Simon de Cléron, les lettres en date du 23 janvier, par lesquelles Marie de Bourgogne faisait appel à la fidélité des états du duché.

M. Gachard ajoute que Craon fut nommé gouverneur général du duché par rescrit daté de Péronne le 3 février 1477.

Enfin Sismondi, plus affirmatif, donne la date du 29 janvier pour la composition des états du duché.

fissent évacuer la ville par les troupes dont ils disposaient. L'offre fut acceptée, mais à peine les soldats bourguignons avaient-ils quitté la ville que le peuple en ouvrit les portes à M. de Torcy, grand-maître des arbalétriers de France.

D'Abbeville, Commynes et le Bâtard de Bourbon se rendirent à Doullens, d'où ils envoyèrent sommer Arras, « chef d'Artois, an-» cien patrimoisne des comtes de Flandres et qui, de tout temps, » avoit accoustumé d'aller à fille comme à fils [1]. » Adolphe de Clèves, sire de Ravestein, et Philippe de Crèvecœur, seigneur d'Esquerdes [2], qui tenaient la ville pour Marie, demandèrent alors aux deux représentants de Louis XI une entrevue qui eut lieu à l'abbaye de Mont-Saint-Éloi, près Arras. Notons toutefois que Commynes s'y rendit seul. Non-seulement il ne voulait pas s'engager à fond, mais son but principal n'était pas la revendication d'Arras et du comté d'Artois. Il voulait surtout pratiquer Crèvecœur « et plusieurs autres gens de bien, parler à aucuns particu-» liers.... pour les convertir au roi. »

Tout se passa comme le sire d'Argenton l'avait prévu. Il commença par baser sa prétention sur le droit régalien de confiscation, « attendu que le feu duc Charles avait forfait contre le roi et la Couronne [3]. » A quoi, messire Jean de la Vaquerie, pensionnaire d'Arras, répondit, tant sur ce point de confiscation que sur le prétendu droit de retour à la couronne de France, qu'Arras (*ville*) et le comté d'Artois, appartenaient à Marie de Bourgogne « en vraye ligne, » comme descendante en ligne directe de Marguerite de Maele, épouse de Philippe le Hardi. Il cita de nombreux cas de succession féminine, tant en Flandre qu'en Artois.

[1] Commynes, livre X, chap. XI. — En effet, outre les cas de succession féminine du comté d'Artois, nous voyons dans l'ouvrage de M. de Barante (1, 102) qu'après la mort du duc Philippe de Rouvre, sa veuve avait conservé sans difficulté les comtés d'Artois et de Bourgogne qui venaient de son chef.

[2] C'est lui que Commynes ne cesse d'appeler *Des Cordes* (Esquerdes est une localité de l'arrondissement de St-Omer). Faisons observer qu'Adolphe de Clèves fut rappelé à Gand et que Crévecœur lui succéda comme gouverneur d'Arras. On verra plus loin quel rôle il joua.

[3] De Barante, XI, 203.

En bonne conscience, il n'y avait rien à répondre. Commynes n'insista point. Son but secret était atteint : il avait parlé à « aucuns, qui, tost après, furent bons serviteurs au roy. »

Au moment où Commynes s'en retournait vers le Bâtard de Bourbon, il apprit que Louis XI avait quitté Plessis-lez-Tours, le 17 janvier [1] et se dirigeait de leur côté, précédé, suivant son habitude, « de plusieurs lettres pour faire venir gens devers » luy. »

La fortune, qui souvent couronne les patients et les habiles, souriait au roi de France. Les villes de la Picardie et de l'Artois lui ouvraient leurs portes, soit qu'elles fissent partie des villes de la Somme, cédées à Philippe le Bon par le traité d'Arras sous condition de rachat, puis rétrocédées au Téméraire par le traité de Conflans, soit que, comme Ham, Bohain et Saint-Quentin, elles eussent fait partie de celles des dépouilles du connétable de Saint-Pol que le Téméraire s'était adjugées. Lorsque Louis XI arriva aux portes de Péronne, elles lui furent ouvertes par le gouverneur, Guillaume Biche [2]. Il entra en vainqueur dans le château qui, dix ans plus tôt, avait été témoin de son humiliation.

C'est à Péronne que Louis XI reçut les deux premières ambassades envoyées par Marie de Bourgogne. C'est donc le moment de retourner à Gand et de parler des événements qu'avait entraînés la réunion des États généraux.

Ils peuvent se résumer d'un mot : tous les ressorts courbés violemment ou traitreusement faussés par les ducs de Bourgogne se redressaient d'eux-mêmes. Les communes flamandes et Gand à leur tête entendaient ressaisir leur ancienne autonomie, leurs antiques droits, franchises, libertés et priviléges.

Quant aux États généraux, ils firent ce qu'ont fait de tout temps ces assemblées plénières, lorsqu'elles ont été convoquées

[1] Ce même jour, dit Duclos, Louis XI adressa aux villes de son royaume une demande de subsides.

[2] M. Kervyn de Lettenhove donne, à plusieurs reprises, des renseignements sur Guillaume Biche. C'était, dit-il, un ancien ménestrel bourguignon qui dut sa fortune à la part qu'il prit dans les démêlés du Téméraire avec son père.

par un pouvoir aux abois[1]. Ils accordèrent à la jeune duchesse des forces militaires et des subsides pour lutter contre le roi de France, mais, en même temps, ils lui imposèrent la concession de priviléges généraux pour les Pays-Bas *in globo* et de priviléges spéciaux pour chaque province.

Le privilége général est daté du 11 février 1477 (nouveau style). En voici, d'après M. Kervyn de Lettenhove, les principales dispositions :

1° Création d'un conseil supérieur de vingt-deux membres, moitié nobles, moitié clercs.

2° Suppression du grand conseil de Malines [2]. Les causes sont rendues à leurs juges naturels qui doivent jurer d'observer les priviléges des pays où ils siégent.

3° La duchesse et ses successeurs ne feront la guerre qu'après avoir pris l'avis des États généraux. — Si ceux-ci ne donnent pas leur consentement, les sujets et feudataires ne seront pas tenus de servir; les relations commerciales ne seront pas suspendues avec les pays étrangers que les États généraux refuseraient de reconnaître pour ennemis. — Dans le cas où les États résoudraient la guerre, les marchands appartenant aux pays ennemis auraient un sauf-conduit de quarante jours pour se retirer avec leurs biens.

4° Le service des vassaux et feudataires cesse aux frontières. Au delà des frontières, leur solde est à la charge du prince.

5° Les États se réunissent sans autorisation, quand, où et comment il leur plaît.

6° Les édits du prince sont nuls, s'ils sont en contradiction avec les priviléges provinciaux ou communaux.

[1] Pour être scrupuleusement exact, nous devons faire observer que ces états ne furent pas des États généraux proprement dits; les députés de quatre provinces y assistèrent (Brabant, Flandre, Hainaut, Hollande et Zélande), ainsi que ceux du bailliage de S[t]-Omer et des châtellenies de Lille, Douai et Orchies. Ces députés se portèrent fort des états de Limbourg, Luxembourg, Gueldre, Namur, Zutphen et Malines. La véritable dénomination de ces états est : *de vier landen* (les quatre pays).

[2] Le grand conseil de Malines était mal vu parce qu'il empiétait sur les justices provinciales et faisait partie de l'œuvre de centralisation des ducs.

7° La vénalité des offices est abolie.

8° L'emploi des idiomes nationaux est rétabli dans toutes les matières.

9° Suppression de tous obstacles à la libre circulation des marchandises — aucun nouveau tonlieu ne sera établi. — Les tonlieux qui n'auraient pas été approuvés par les États sont supprimés.

Le privilége particulier de Flandre est du même jour. D'autres chartes, ajoute M. Kervyn de Lettenhove, supprimaient les impôts créés par Charles le Hardi, rendaient aux tisserands et aux membres des petits métiers de Gand le droit d'élire leurs doyens et rétablissaient toutes les coutumes abolies en 1453.

Le 15 février, furent cassés en la salle de la Collace la paix de Gavre, l'accord que les bonnes gens de Gand avaient conclu avec le duc Philippe, et les lettres de *Calfvel* du 2 janvier 1469.

Le lendemain 16 février, en l'Hoochhuus, ou en l'église de Saint-Jean, suivant M. Kervyn de Lettenhove, Marie de Bourgogne, qui faisait son entrée solennelle à Gand, prêta, comme comtesse, son serment au pays de Flandre et rendit à la ville de Gand, entre autres droits, le droit de prééminence sur les châtellenies [1].

Mais ces réformes intérieures ne pouvaient arrêter le roi de France qui tendait vers Arras. Était-il possible de lui faire obstacle? Telle était la question qu'avaient à résoudre les trois ambassades dont nous allons parler.

La première, envoyée de sa propre autorité par Marie de Bourgogne, fut en quelque sorte confidentielle et domestique. Elle fut confiée à Jacques de Tainteville et à Me Thibaut Barradot, secrétaire de la duchesse. Ils étaient porteurs d'une lettre, datée du 18 janvier 1477, par laquelle Marie de Bourgogne et sa belle-mère, s'intitulant elles-mêmes « les très humbles subjectes » et povres parentes » du roi de France, le suppliaient de maintenir la trève de neuf ans conclue à Soleuvre (Solwer en Luxem-

[1] Nous avons expliqué plus haut qu'en vertu de ce droit, les échevins de Gand connaissaient des appels des jugements rendus dans le pays des quatre métiers, dans celui de Waes, dans les châtellenies d'Alost, Audenarde et Courtrai.

bourg) le 13 septembre 1475. Les ambassadeurs, ayant rencontré Louis XI au moment où il s'acheminait vers Péronne, ne purent traiter avec lui et furent envoyés à Paris pour s'aboucher avec les conseillers royaux. Ils ne tardèrent pas d'ailleurs à s'apercevoir qu'ils étaient surveillés de près. Enfin, après les avoir amusés pendant deux ou trois semaines, on les laissa partir pour Péronne, où ils trouvèrent les membres de la seconde ambassade [1].

Elle fut confiée à des personnages considérables. Hugonet et Humbercourt en faisaient partie, mais ils n'étaient pas seuls. On leur avait adjoint Louis de la Gruthuuse, ancien gouverneur de Gand; l'évêque de Tournay; Pierre de Ranchicourt, évêque d'Arras; Wolfart de Borseele, comte de Grand-Pré et seigneur de la Vere en Hollande, et enfin les représentants des trois grandes communes flamandes, savoir : Pour Gand, l'échevin Roland de Wedergraete; pour Bruges, Josse de Halewin, bourgmestre de la ville (ou fils de ce bourgmestre), et pour Ypres, le grand bailli de la ville [2].

Quand partirent les députés? M. de Barante, toujours vague quant aux menus faits et aux dates, dit simplement qu'ils arrivèrent à Péronne quelque temps après le roi. M. Kervyn de Lettenhove est très-précis et fournit sur ce point de précieuses lumières. Suivant lui, Hugonet et Humbercourt, qui avaient pour cela des raisons particulières, partirent sans doute les premiers. Roland de Wedergraete quitta Gand le 5 février et y rentra le 22. Josse de Halewyn rentra à Bruges le 25 février après une absence de vingt et un jours. On ne paraît pas avoir de renseignements précis sur les autres députés. Toujours est-il que leur mission paraît avoir duré une quinzaine de jours, du 4 ou 5 février au 20 ou environ, car il faut compter le temps pour le retour de Péronne en Flandre. Une place à part doit être réservée

[1] Duclos, qui parle de cette ambassade, se trompe complétement en l'attribuant à l'iniative des trois états de Flandre.

[2] La composition de l'ambassade varie suivant les auteurs. Ainsi M. Kervyn de Lettenhove comprend parmi les députés Guillaume de Clugny, administrateur perpétuel de l'évêché de Thérouanne, qui fut impliqué dans le procès que nous étudions. Il serait intéressant que l'on fixât ce point. (*Sic* Duclos.)

à Hugonet et à Humbercourt. De même qu'ils partirent avant leurs collègues, ils restèrent à Péronne, tout porte à le croire, après eux.

Quoi qu'il en soit, les députés proposèrent au roi de France :

1° D'entretenir la trève de neuf ans conclue à Soleuvre entre le Téméraire et lui.

2° De lui restituer tous les territoires cédés à la maison de Bourgogne tant par lui que par ses prédécesseurs en vertu des traités d'Arras, de Conflans et de Péronne.

3° De lui faire hommage pour les États héréditaires de la jeune duchesse, notamment pour le duché de Bourgogne, les comtés de Flandre et d'Artois.

4° De reconnaître la juridiction du parlement de Paris sur une partie des Pays-Bas [1].

A quoi Louis XI répondit qu'il ne consentirait à aucune trève, « si ce n'estoit que, préalablement, la Cité-lez-Arras feust mise en » ses mains pour en joyr comme du sien propre et la conté de » Boulenois pour la tenir en sesdites mains au proufit de celui qui » droit y aura, et aussi que ouverture luy feust faicte des villes et » places fortes du pays d'Artois ».

Il déclara cependant consentir à suspendre les hostilités jusqu'au 2 mars, ce qui était insuffisant et presque dérisoire au regard du maintien de la trève de Soleuvre [2].

Il fut aussi fort question du mariage de Marie de Bourgogne avec le dauphin de France (plus tard Charles VIII), alors âgé de six ans et demi [3]. Rien n'aurait été plus favorable à la politique française et à l'agrandissement de la France. Le projet ne présentait pas d'ailleurs en ce moment de sérieuses difficultés. La jeune duchesse, bien qu'âgée de vingt ans passés, s'y était résignée d'après les conseils de son oncle l'évêque de Liége et probablement aussi d'après ceux d'Hugonet et d'Humbercourt. Dans le conseil du roi de France, plusieurs personnages inclinaient vers cette union,

[1] De Barante, tome XI, p. 214.

[2] Soleuvre et non pas Soleure, comme l'écrivent beaucoup d'historiens français. Soleuvre (Solwer) est une localité sise près de la ville de Luxembourg.

[3] Né le 30 juin 1470.

dont la politique faisait tous les frais, notamment Philippe de Commynes. Le roi n'avait qu'à étendre la main pour saisir un royaume dont toute la partie assimilable lui serait restée. Nous verrons plus loin qu'il tergiversa et perdit une occasion sans pareille. Mais, en février 1477, il était grand partisan du projet. Aussi dit-il aux députés que, si le mariage se pouvait conclure, « non seulement il leur accorderoit et donneroit ce qu'ils dési-» roient, mais du sien eslargiroit » [1].

Ce qu'il est surtout intéressant d'étudier dans cette ambassade, c'est moins le côté officiel que les manœuvres plus ou moins secrètes de Louis XI. Nous retrouvons là tout entier ce maître fourbe, ou si l'on trouve l'expression trop forte, ce politique aussi délié que peu scrupuleux. On sait que, très-simple dans son accoutrement, il se plaisait dans la société des bourgeois, des marchands, des petites gens, et qu'il admettait dans son intimité un Coictier, un Olivier le Daim, un Tristan Lhermite à côté des plus grands seigneurs. Ainsi fit-il à Péronne où il affecta de séparer les représentants des communes de Flandre des prélats et des seigneurs. Aux premiers, il réservait ses prévenances et ses familiarités. « Il beuvoit à eux et à ses bons sugés de Gand [2]. » Il promettait à Louis de la Gruthuuse « une comté de France bien meilleure que celle qu'il avoit en Angleterre » [3]. « Le roy, dit » Commynes, mit grande peine à gagner chacun d'eux et en eut » humbles paroles et révérentes ». Nous croyons que Commynes se trompe en ce qui concerne La Gruthuuse, Borsecle, et les trois réprésentants des communes de Flandre. Ils savaient quel compte redoutable ils avaient à rendre à leurs commettans. Aussi se bornèrent-ils à dire, en prenant congé, qu'ils rendraient compte aux États généraux [4].

[1] Kervyn de Lettenhove. Voir aussi de Barante, t. IX, pp. 213 à 217. — Nous ne pouvons entrer dans plus de détails.

[2] Jean de Hennin, 307, cité par M. Kervyn de Lettenhove.

[3] Comté de Winchester.

[4] C'est la version de M. Kervyn de Lettenhove, toujours très-bien informé des choses flamandes. Nous la préférons à celle de Commynes qui parle des députés en général et ne fait aucune distinction entre eux.

Autant le roi de France se montrait facile, enjoué, familier avec quelques-uns des députés, autant il affectait à l'égard d'Hugonet et d'Humbercourt la dureté et l'ironie. Il disait d'eux, par exemple, « qu'ils avoient de tout perdu leur gouvernement », et il ajoutait en parlant d'Humbercourt qu'il était le véritable évêque de Liége, puisqu'il avait levé et perçu tout l'argent du pays. Ces dédains n'étaient que simulés.

Pourquoi Hugonet et Humbercourt étaient-ils partis avant les autres députés? Pourquoi, suivant toute vraisemblance, restèrent-ils à Péronne après eux? Il y avait pour cela deux raisons : en premier lieu, ils étaient, au dire de Philippe de Commynes et de presque tous les historiens, chargés [1] de remettre à Louis XI une lettre écrite de trois mains, celles de la jeune duchesse, de la duchesse douairière et du seigneur de Ravestein. « Le » contenu de ladite lettre estoit créance sur lesdits chancelier et » Humbercourt, et davantaige ladite demoiselle (Marie de Bour- » gogne) déclaroit que son intention estoit que tous ses affaires » seroient conduits par quatre personnes... [2] et supplioit au roy » que ce qu'il luy plairoit faire conduire envers elle passast par » leurs mains et qu'il luy pleust s'en adresser à eulx, et à nuls » autres n'en avoir communication » [3]. En second lieu, le chancelier et le maréchal héréditaire de Brabant étaient, dit M. Kervyn de Lettenhove, porteurs d'instructions particulières de Marie relatives à ses intérêts auprès du roi de France. Enfin ils avaient à régler avec ce dernier leurs intérêts privés. Depuis quel temps étaient-ils en correspondance avec ce redoutable sondeur de consciences? C'est ce que nous nous réservons d'examiner plus loin. Pour le moment, nous n'entendons parler que de ce qui se passa à

[1] Suivant M. de Barante (XI, 213), il semblerait que la remise de la lettre ait été faite par tous les ambassadeurs conjointement. Cette opinion est insoutenable. On comprend très-bien que le chancelier et Humbercourt aient été porteurs de ce message secret de sa nature, mais il est impossible d'admettre que La Gruthuuse et les députés de Gand, de Bruges et d'Ypres l'aient connu, bien loin de le remettre à Louis XI.

[2] Hugonet, Humbercourt, Ravestein, Marguerite d'York.

[3] Commynes, livre V, chap. XVI.

Péronne et nous pensons que les parties s'entendirent d'autant plus facilement qu'il fut surtout question entre elles du mariage du dauphin, dont Hugonet et Humbercourt étaient partisans, et de la reddition de la cité d'Arras, sur laquelle ils n'avaient pas intention ou ne se reconnaissaient pas la force de résister. Donc, « ils prestèrent l'oreille au roy et à ses offres et donnèrent » quelque consentement de le servir en faisant ce mariage et de » tous poincts se retirer soubs luy, ce mariage accomply » [1]. Suivant Commynes, ce délai et le secret à garder pendant quelque temps étaient les plus surs moyens de faire aboutir les plans du roi. Toutefois celui-ci, soit qu'il jouât la comédie, soit que ses exigences crussent avec le succès, parut contrarié des réserves faites par les deux hauts dignitaires de Bourgogne [2].

L'affaire de la cité d'Arras reçut également une solution. Si l'on en croit Commynes, ce fut Philippe de Crèvecœur lui-même qui, pressé de faire son traité particulier, aurait suggéré à Louis XI de harceler les négociateurs bourguignons [3]. Quoi qu'il en soit, on se trouve encore sur ce point tiraillé entre les informations conçues au point de vue français de Commynes et celles qui nous viennent de Flandre. Suivant le premier, la remise de la cité entre les mains de Louis XI aurait été l'œuvre commune des négociateurs bourguignons, « dont les désolations estoient si grandes et leur » paour qu'ilz ne sçavoient que dire ni que faire [4] ». « Après » plusieurs remontrances faites ausdits ambassadeurs, ajoute-t-il, » et que ce seroit pour le mieux, et que plus aisément on vien- » droit à paix en faisant cette obéissance, ils y consentirent.... ». Nous ne croyons pas que les choses se soient passées ainsi et que les députés flamands aient pris sur eux de consentir à ladite reddition. Nous pensons, au contraire, que sur ce point, comme

[1] Commynes, livre V, chap. XV.

[2] « Et combien que ce chemin fût le meilleur pour le roy, toutesfois il » ne luy estoit point agréable et se mescontentoit d'eulx, par ce que dès lors » ils ne demeuroient en son service, mais il ne leur en fit pas de semblant, » car il s'en vouloit aider en ce qu'il pourroit. » (Liv. V, ch. XV.)

[3] *Sic* de Barante (XI, 216).

[4] Commynes, *ibid.* — *Sic* de Barante (XI, 216).

sur celui du mariage, ils répondirent simplement qu'ils en référeraient aux États. Ç'aurait donc été après leur départ que Hugonet et Humbercourt, n'ayant pas les mêmes scrupules et n'étant pas astreints aux mêmes obligations, auraient délivré les lettres de décharge sollicitées par le seigneur d'Esquerdes. C'est au surplus ce qu'indique Commynes lui-même, car le passage que nous venons de citer se termine ainsi : « .... ils y consentirent, et principalement lesdits chancelier et seigneur d'Hymbercourt, et baillèrent lettres de décharge audit seigneur Des Cordes et le consentement de livrer la cité d'Arras, ce qu'il fit volontiers[1]. »

Les troupes françaises entrèrent dans la cité[2] le 4 mars 1477. En ce moment, Hugonet et Humbercourt devaient avoir quitté Péronne.

La troisième ambassade, reçue par Louis XI en la cité d'Arras, lui fut envoyée par les États eux-mêmes. En faisaient partie les personnages suivants: Pour le Brabant, Henri de Witthem, seigneur de Bersselc; Louis Pynnock, mayeur de Louvain; Godevaert Roelandts, pensionnaire de Bruxelles. Pour la Flandre, l'abbé de St-Pierre; Messire Philippe, seigneur de Maldeghem; le seigneur de Dudzeele; Godevaert (Godefroi) Hebbelinck, pensionnaire de Gand. Pour l'Artois, l'abbé de St-Bertin (St-Omer) et Me Louis Lemire, licencié ès loix. Pour le Hainaut, le seigneur de Ligne et

[1] D'après Duclos (*Hist. de Louis XI*, tome II, p 258, de l'édition de 1745), le consentement des députés de la seconde ambassade, ou, si l'on préfère l'autre version, du chancelier et du maréchal héréditaire, relativement à la tradition de la cité d'Arras, se serait étendu à tout le comté d'Artois.

[2] La cité d'Arras était comprise entre les portes de *Bronne*, *Baudimont*, *Maître-Adam*, *de la Triperie* et *de la Cité*. Ceinte de murailles, elle communiquait avec la ville par la porte *Triperesse*. Elle englobait l'évêché (aujourd'hui la préfecture); le cloître du chapitre, la cathédrale sur l'emplacement de laquelle a été bâtie l'église moderne de St-Nicolas, les églises de St-Nicolas-en-l'Atre et de St-Nicaise, l'hôtel échevinal. Près de la porte Maître-Adam, se trouvait une petite forteresse, bâtie vers 1350 et servant au logement du capitaine de la cité pour le roi de France. Commynes dit formellement : « car lors y avoit murailles et fosséz entre la ville et la cité et portes fermans contre ladite cité, et maintenant est à l'opposite, car la cité ferme contre la ville. »

le pensionnaire de Mons. M. Gachard dit qu'ils partirent à la fin de février ou au commencement de mars. Cette dernière indication est la plus exacte. Comme ils arrivèrent à Lens en Artois le 7 mars, il est fort probable que leur départ de Gand doit être fixé au 4 ou au 5 de ce mois. Mais, avant d'entrer dans le récit de la troisième ambassade, il est bon de suivre Louis XI dans les menées qu'il pratique à Gand [1].

Nous avons dit plus haut qu'au moment de la deuxième ambassade, il était tout à fait disposé à conclure le mariage de son fils avec la demoiselle de Bourgogne. Dans le mois de mars 1477, ses intentions s'étaient modifiées et cela pour deux raisons: d'une part, il se voyait déjà maître des riches provinces des Pays-Bas [2]; de l'autre, il préférait, dit M. Kervyn de Lettenhove, le droit de conquête à des négociations où les communes flamandes eussent introduit mille réserves. En un mot « il estoit changé de volonté (Commynes). » Déjà l'on avait mis sur le tapis le mariage du dauphin avec la jeune princesse Élisabeth d'Angleterre. L'idéal de la politique française eût été dès lors de maintenir l'alliance projetée [3], tout en forçant Marie de Bourgogne par le réveil et la menace des vieilles émeutes populaires à se réfugier en France. Tel fut, dans une certaine mesure et autant qu'on peut apprécier une manœuvre avortée, l'objet de la mission dont fut chargé l'un des sinistres familiers du roi. Nous voulons parler d'Olivier Necker, appelé plus tard Olivier Teufel ou le diable, et enfin Olivier Le Daim. Ce personnage, originaire de la petite ville de Thielt en Flandre, avait commencé par être le valet de chambre et le barbier du dauphin, pendant sa retraite dans les Pays-Bas; puis il avait été chargé conjointement avec le prévôt Tristan L'Hermite de l'exécution des sentences secrètes. Depuis 1474, il

[1] Duclos dit que, dès le 17 janvier, jour où il quitta Plessis-lez-Tours, Louis XI « envoya des émissaires dans les divers pays de la succession de » Bourgogne, pour persuader aux peuples de se soumettre à lui. »

[2] « Je compte, disait du Lude à Commynes, » être gouverneur de Flandre » et m'y faire tout d'or. »

[3] Il désiroit et travailloit de toute sa puissance que la paix d'Angleterre s'entretint (Commynes, chap. V, liv. XII).

avait marché à grands pas dans la carrière des honneurs et des dignités; d'abord le vilain nom, dont l'avait baptisé l'animadversion populaire, avait été changé par ordonnance royale; il était ensuite devenu successivement gentilhomme de la chambre, capitaine de Loches, gouverneur de St-Quentin et comte de Meulan.

Malgré le prestige de tous ces titres, Olivier Le Daim éprouva bientôt la vérité de ce proverbe: « Que nul n'est prophète en son pays. » Arrivé à Gand avec une suite de vingt-quatre chevaux, il remit à la jeune duchesse les lettres du roi de France, en présence de l'évêque de Liége, d'Adolphe de Clèves et de plusieurs grands personnages, mais lorsqu'on lui demanda d'exposer sa charge, il répondit « qu'il n'avoit charge sinon de parler à elle » à part » et éleva ainsi la prétention d'entretenir la jeune duchesse seul et sans témoins. On lui répondit que telle n'était pas l'habitude en Flandre, où l'innocence et l'honneur des jeunes filles, fussent-elles du sang royal, étaient soigneusement gardés. Il s'obstina et cette attitude engendra des soupçons et de l'irritation; de l'entourage de Marie, ces dispositions hostiles passèrent dans le peuple. A la cour de Bourgogne, on lui dit que, s'il s'obstinait à se taire, on le ferait bien parler malgré lui. Dans la rue, on le poursuivait d'insultes et de brocards; on parlait même de le jeter dans l'Escaut. Olivier prit peur et s'enfuit à Tournay. Sa mission, dit M. Kervyn de Lettenhove, durait encore lorsque eut lieu la troisième ambassade, envoyée par les États généraux à Louis XI, alors logé en la cité d'Arras. Nous possédons heureusement sur cette partie si importante de notre sujet un document des plus intéressants [1].

Les instructions données par les États à leurs ambassadeurs à la date du 28 février 1477 ont été publiées par M. Gachard. Elles sont trop longues pour être reproduites ici. Nous ne rappellerons donc que le passage relatif au mariage du dauphin: « Les estas,

[1] Pièce intitulé: Relation de l'ambassade envoyée par les États généraux des pays de par deça au roi Louis XI. Cette pièce a été donnée par M. Kervyn de Lettenhove, dans l'édition de son histoire de Flandre de 1854 et nous ne l'avons pas retrouvée dans les éditions postérieures.

» considérans que, au moyen de ladite aliance de mariaige, tous
» différens entre le roy et madite demoiselle seroient apaisiéz
» et s'en ensuyvroient d'autres grands biens, se sont résoluz et
» concluz, du sçeu et bon plaisir de madite demoiselle, d'entendre
» et de vacquier au fait de ladite aliance de mariaige. » Nous verrons aussi que les ambassadeurs étaient chargés de remercier Louis XI du « délai obtenu, » lequel était considéré par les États comme un acheminement à une trève de plus longue durée.

Les députés arrivèrent à Lens en Artois, le vendredi 7 mars 1477 au soir. En passant à Lille, ils avaient appris la reddition de la cité d'Arras. C'était là un sinistre présage.

A Lens, ils trouvèrent plusieurs seigneurs que Louis XI avait envoyés au-devant d'eux. Aussitôt commencèrent des conférences qui durèrent jusqu'au dimanche 9. Ledit jour, les ambassadeurs furent conduits en la cité d'Arras. L'hôtel de l'évêque leur était réservé comme logement.

Presque aussitôt après leur arrivée, « vindrent le maistre d'ostel
» du roy et autres faire le bienveingnant et présenter le vin et
» poisson du roy en grant habondance. »

Se présentèrent ensuite le maréchal de Loyac, le bailli de Vitry et d'autres seigneurs, chargés de les conduire à l'audience royale.

Louis XI les reçut d'abord « en une salette bas, » puis « se
» retira plus haut vers sa chambre parée de ung drap de velours
» bleu, semé de fleurs de lis d'or. »

Quand le roi se fut arrêté et « mis en son lieu, » les députés s'agenouillèrent et l'abbé de St-Pierre prit la parole : « Très excel-
» lent, très-puissant et très-chrestien roy, dit-il, vostre humble et
» obéissante parente et filleule, madamoiselle de Bourgogne,
» nostre naturelle princesse, ensemble les estaz de tous ses pays,
» tant de ceux qui sont de l'empire comme les autres qui à vostre
» très-haulte Majesté ressortissent, tous voz très-humbles servi-
» teurs bienveingnants et ceulx de vostre ressort féaulx subjectz,
» se recommandent en toute humilité à vostre sérénité. »

Ils présentèrent ensuite leurs lettres de créance qui ne furent trouvées ni assez cérémonieuses, ni assez respectueuses : « De
» aucuns qui particulièrement nous en touchièrent, elles n'estoient

» point en si bonne et honneste fourme qu'il appartenoit, dont
» feismes excuse sur la simplesse et inexercitation de nous. »

Louis XI, trouvant qu'il était entouré de trop de gens, monta à l'étage; les députés l'y suivirent et l'abbé de St-Pierre, reprenant la parole, traita de suite la question de mariage: Sire, dit-il, les États ont appris par l'ambassade précédente « Que iceulx
» ambassadeurs ne povoient parvenir aux fins par eulz prétenduz,
» se préallablement la cité d'Arras ne fust mise en voz très-nobles
» mains pour en jouir comme du vostre propre, ensemble la ville
» et conté de Bouloingne pour icelles garder au profit de ceux
» qui droit y auront, et que ouverture vous fust faitte des villes
» et places du pays et comté d'Artois, pour en jouir par fief ouvert
» comme souverain seigneur, mais se le plaisir d'icelle nostre
» princesse, ensemble celuy des estas de ses pays, estoit, en
» contemplacion et faveur de la couronne de France, vouloir
» quondescendre à aliéner par mariage entre monseigneur le
» daulphin, vostre très-noble filz, et icelle nostre très-redoubtée
» princesse, en ce cas non-seulement seriés content de lui laisser
» toutes ses terres, seigneuries et pays, . . . mais de vostre propre
» grandement vouldriez donner et eslargir, . . . iceulx estas,
» considérans que, par le moyen de tel mariage, plusieurs grans
» biens pourroient advenir, nous ont chargé de vous dire que,
» quant vostre très-noble plaisir sera d'envoyer pardevers eux
» voz ambassadeurs, iceulx les recevront, recueillyeront et trai-
» teront tellement que vostre majesté par raison de eulx devra
» estre contente. »

Toutefois, ajouta l'abbé, « parceque les couraiges et affections
» des subgects d'icelle nostre princesse, meismes [1] de ceulx de
» sesdits états, par ce [2] se porroient aliéner, distraire et refroidir,
» dont empeschement de vostre très noble désir légièrement et
» facillement porroit ensuyvre, iceulx estas prient et requièrent
» que vostre très noble plaisir soit de faire retraire vostre armée
» le plus tost que faire se porra, en mettant toutes choses en

[1] Principalement.

[2] C'est-à-dire : par les hostilités actuellement existantes.

» surséance de guerre, pourveu que, pendant icelluy temps de » surséance, les tresves qui estoient au temps du trespas de mon- » seigneur le duc Charles fussent continuées et entretenues avec » l'entrecours des marchandises et communications des subgectz » d'ung cousté et de l'aultre ».

Louis XI consulta pour la forme ceux qui l'entouraient; puis, se tenant debout, commença une interminable harangue, dont le but évident était de noyer sa pensée dans un flot de paroles.

Il commença par remercier Mademoiselle de Bourgogne, sa bonne parente et filleule, et Messeigneurs des États, des bonnes dispositions qu'ils manifestaient relativement au mariage avec le dauphin.

Il rappela ensuite sa fuite en Flandre et l'accueil qu'il y avait reçu. Puis, sans transition, il se mit à parler du duc Charles et de leurs querelles, remontant à Montlhéry, aux traités de Conflans et de Péronne. Il fit surtout entendre des plaintes amères sur deux points : 1° le duc avait, par le traité de Conflans, recouvré violemment « les terres engagées », sans restituer les deniers déboursés par lui, Louis XI [1]. 2° Jamais il n'avait voulu faire et relever l'hommage pour « les ténemens et seignories » relevant de la couronne de France, bien qu'il l'eût promis à Péronne[2]. Après la mort du Téméraire, le Roi s'était, dit-il, avancé dans l'Artois pour

[1] Voici ce que cela veut dire. Par le traité d'Arras (1435), le roi de France, Charles VII, avait été obligé de céder au duc Philippe le Bon les villes de la Somme, rachetables toutefois moyennant 400,000 écus d'or. En 1463, Louis XI paya cette somme et rentra en possession desdites villes. Puis vint la guerre du bien public, la bataille de Montlhéry et la paix de Conflans (1465). Par cette paix, Boulogne, Guines, Roye, Péronne et Montdidier furent abandonnés au comte de Charolais en toute et perpétuelle propriété, tandis qu'Amiens, Saint-Quentin, Corbie, le Ponthieu et le Viseu étaient abandonnés tant au comte qu'à son prochain héritier, pour en jouir leur vie durant, sauf le droit de rachat moyennant 200,000 écus d'or. Louis XI perdait donc ces villes, sans rentrer dans l'argent qu'il avait déboursé en 1463.

[2] « Le roi, dit M. de Barante (ch. IX, p. 169), aurait voulu que le duc accomplit la cérémonie de foi et hommage, comme c'était son devoir. Il s'y était » engagé la veille, mais il n'en fut plus question et le roi n'en parla pas davan- » tage. »

deux raisons : « 1° recouvrer ce que estoit sien, comme les terres
» et places engagées; 2° mettre et veoir son cas en sceureté et les
» villes et places de sa conté d'Artois et aultres de luy mouvans,
« en prendre la sceureté et sermens ».

Pourquoi « avoit-il fait sieuvre grant armée? » Parce que « il
» avoit trouvé son fief en conté d'Artois sans homme et ouvert,
» qu'il n'avoit esté ad ce receu, mais empeschié par résistence de
» fait, non pas à ses gens seulement mais à luy en personne, en
» notant principalement Arras. »

Enfin il arriva à la question du mariage, « démonstrant avoir
» singulier désir et affection de y parvenir, combien que l'on
» offrit grandes aliances pour luy, comme la fille d'Arragon [1], héri-
» tière de plusieurs royaumes, la fille d'Angleterre [2] et autres, ...
» en offrant pour elle (Marie de Bourgogne), à ceste fin et en y
» parvenant, corps et biens et tout son roiaume en effect et à la
» tuition, sceureté et deffence d'elle et de ses pays, ... mais, pour
» ce qu'il avoit bien entendu que aucuns tendoient à ceste aliance,
» et principalement les Anglois comme le duc de Clarence, il
» n'avoit volu jamais soy délibérer faire requérir mad^{le} demoi-
» selle que, premier, il ne se fust asseuré de son vouloir et des
» estas, mais quant de ce il seroit deuement adverty, il y
» envoieroit telle et si honneste ambassade qu'il appartenoit. »

Là-dessus, les députés eurent congé.

Mais, quelque temps après, ils virent revenir les porte-paroles de Louis XI, à savoir : le bailli de Vitry, le bailli de Vermandois et le greffier de la cour ; de leur bouche sortait la vérité toute nue. Ce qu'il fallait, c'était « faire au roy la raison des villes » d'Artois et restitution de Boulloingne. »

A ces pressantes instances, les ambassadeurs répondirent simplement qu'ils avaient exposé leurs instructions et ne pouvaient excéder leurs pouvoirs. La conversation s'engagea alors d'une manière générale et les ambassadeurs reçurent de singulières confidences : « Et ad ce propos et en parlant de ces matières nous

[1] Jeanne d'Aragon.

[2] Élisabeth d'Angleterre.

» furent ouverts assez de choses touchant la reddition des cités,
» *lettres envoiées par aucuns grans personnaiges durant nostre*
» *légation*, meismes que par luy (le roi) et ses gens nous fu dit et
» déclairé que aucuns par dechà luy avoient mandé et fait savoir
» que ne estions venus que pour l'amuser et délayer son faict
» sans pooir effectuel de besoingnier, dont fusmes fort perplex
» et esbahis et au vray ne sçavions que dire. »

Ils demandèrent cependant termes et délais pour aller à Gand avertir leurs commettants des intentions du roi, puis revenir à Arras. Louis XI répondit d'abord qu'il n'accordait aucun délai, attendu qu'on ne faisait en réalité rien pour lui « en ouvertures (des villes d'Artois) ou autrement. » Puis il accorda terme jusqu'au jeudi, 20 mars.

Le mardi 11 mars, au matin, les commissaires français vinrent avertir les ambassadeurs que le roi, se ravisant, leur permettait d'aller conférer à Gand, pourvu qu'ils revinssent dans les dix jours. A cet effet et dans l'après-midi du même jour, ils seraient reçus en audience de congé.

Dans cette dernière entrevue, Louis XI parla encore longuement et persévéra dans son plan, consistant à dénigrer les conseillers de la duchesse et à exalter les gens des communes flamandes. Tout cela est trop important pour n'être pas souligné: « dénotant assez que les premiers ambassadeurs ne luy estoient
» point agréables et que en eulx il n'avoit guère de fiance, *et non*
» *avait-il en aucuns grans personnaiges* estans lèz mademoi-
» selle, principalement madame la ducesse, à cause de la nation
» dont elle est [1]. Bien nous dit le Roy, à l'honneur de ceulx de
» Flandres et de ceulx de Gand, qu'il les tenoit si loiaux à la cou-
» ronne de France que de rien il ne doutoit d'eulx et qu'il estoit
» conclu de jamais quérir ne requerre son droit de ressort ou
» autres qu'il y peult prétendre que par doulceur et non en rien
» par rigueur. Encorres déclaira le Roy qu'il se confioit tant en
» ceulx de Gand qu'il y oseroit bien entrer à VI chevaulx. »

[1] La duchesse douairière Marguerite d'York, qui préconisait le mariage de Marie avec le duc de Clarence.

Certes, c'étaient là de fort belles paroles, mais, de concessions, les ambassadeurs n'en obtinrent aucune. Ils eurent beau se remettre à genoux, prier, supplier pour obtenir « une surcéance *générale* » de dix jours, ils ne l'obtinrent que « en exceptant le païs d'Artois. » Dans ce domaine qu'il considérait comme sien, Louis XI entendait conserver la liberté de ses mouvements.

Le même jour, à 4 heures de l'après-midi, les ambassadeurs des États quittaient la cité d'Arras. On verra qu'ils ne revinrent plus.

Les passages que nous avons soulignés, bien qu'obscurs à dessein, ont une grande importance. Ils expliquent au moins un fait qui eut sur le sort d'Hugonet et d'Humbercourt une influence capitale. Dans l'une des conférences que les ambassadeurs eurent avec Louis XI, ils avancèrent que Marie de Bourgogne ne faisait rien qu'avec l'avis et l'agrément des États. Le roi commença par hocher la tête en signe de doute, puis parla de la lettre « aux trois écritures, » et enfin la laissa entre les mains des ambassadeurs [1]. On peut juger de l'effet produit par cette révélation et on comprendra ce passage du « besoigné » où il est parlé de l'ébahissement et de la perplexité des députés des États.

Pourquoi Louis XI trahissait-il la confiance de Marie de Bourgogne? Pourquoi, dans un mouvement d'abandon habilement joué, faisait-il cette communication extra-diplomatique? Pour brouiller les cartes, pour semer des dissentiments, pour obliger Hugonet et Humbercourt à embrasser de suite son parti, pour rendre suspects la duchesse douairière et Adolphe de Clèves, qui poussaient, l'une au mariage avec le duc de Clarence, l'autre au mariage avec le jeune duc Jean de Clèves, son neveu.

Toutes ces habiletés de mauvais aloi aboutirent à un assez

[1] M. Kervyn de Lettenhove ajoute que, suivant une tradition accréditée, Louis XI remit aussi aux ambassadeurs 1° les lettres de décharge données par Hugonet et Humbercourt au seigneur d'Esquerdes et autorisant ce dernier à livrer la cité d'Arras; 2° les lettres par laquelle « aucuns de par deçà » avertissaient le roi de France que la troisième ambassade ne lui était envoyée que pour gagner du temps.

pauvre résultat [1]. Sans doute Louis XI se servit de la cité d'Arras comme d'un point d'appui pour s'emparer de la ville où il entra le 4 mai 1477, moins en seigneur légitime et clément qu'en vengeur irrité de prétendus griefs; sans doute aussi Olivier Le Daim, après sa fuite de Gand, réussit à ouvrir les portes de Tournai à Colart de Mouy, mais ce furent là des conquêtes éphémères. Nous répétons que Louis XI eut entre les mains une occasion unique : celle de joindre à la France une partie des Pays-Bas. Le duché de Bourgogne resta à la France, même malgré Pavie, même en dépit du traité de Madrid; fort probablement, il en eût été de même des provinces wallonnes, Artois, Hainaut, Namur, les Châtellenies de Lille, Douai et Orchies. Quant au Brabant, à Anvers, aux Flandres, l'assimilation ou l'incorporation eût été plus difficile, impossible même, vu les différences de caractère et de génie existant entre la race flamande et la race française. Pour mener à bien cette absorption qui, pour aboutir, aurait dû être progressive plutôt qu'instantanée, qu'aurait-il fallu? Poursuivre avec persévérance le mariage du dauphin avec Marie de Bourgogne, profiter des occasions offertes par la minorité du jeune prince, pratiquer successivement les nobles de chaque province, mais les

[1] En cette circontance, Louis XI, généralement très-maître de lui-même, ne sut pas discerner nettement où était son intérêt ni même ce qu'il voulait véritablement. Sachant que la main de Marie était recherchée par Édouard IV d'Angleterre pour le duc de Clarence, ou pour lord Scales, frère de la reine, peut-être a-t-il reculé devant cette concurrence redoutable qui pouvait le brouiller avec les Anglais. Il serait alors revenu à l'idée de marier le dauphin avec la princesse Élisabeth, tout en forçant les états des Pays-Bas à le reconnaître comme tuteur, protecteur et gardien de Marie. Il paraîtrait même qu'il chercha à lancer Édouard IV dans une guerre contre la duchesse de Bourgogne, en offrant au roi anglais de payer les troupes engagées dans cette expédition. Édouard fût devenu, si le sort l'eût favorisé, souverain de la Flandre et du Brabant.

D'un autre côté, Commynes dit qu'en réclamant Élisabeth d'York pour son fils, Louis XI ne songeait qu'à gagner du temps « en dissimulations. »

En résumé, il n'est pas facile de voir clair dans ces intrigues compliquées et nous pensons que Louis XI ne vit pas lui-même bien clair dans son âme d'ailleurs passablement noire.

chances avaient été si extraordinairement heureuses, la fortune si favorable que le roi de France en était littéralement comme grisé. Il ne parlait plus que de disposer des seigneuries wallonnes au profit de seigneurs français et des seigneuries flamandes au profit de seigneurs allemands. Les nobles indigènes se le tinrent pour dit et les défections cessèrent [1]. Commynes, qui aurait beaucoup mieux conduit les affaires et pratiqué la politique qu'il préconisait, avait été écarté et envoyé vers les frontières du Poitou pour traiter avec le duc de Bretagne.

---

§ 3.

Lorsque, le 13 mars, les députés des États rentrèrent à Gand, ils trouvèrent la ville profondément émue. De grands changements s'étaient accomplis et le sang allait couler.

C'est qu'en effet, les réformes inaugurées par le privilége général du 11 février 1477 n'étaient pas les seuls *desiderata* des Gantois. Le tour des questions personnelles était venu. Les cinquante-deux métiers, dont les membres avaient refusé d'assister au service funèbre, célébré en leur ville à l'intention de leur défunt seigneur, avaient leurs représailles à exercer, leurs vengeances à satisfaire.

Leur attention haineuse se porta tout d'abord sur le *Calfvel* et sur ceux des échevins de 1468-1469 qui avaient conseillé et fait accepter cet acte. Sur leur dénonciation [2], la *Collace* (large ou grand conseil) [3], entra en délibération tant avec les deux grands

[1] Voir dans Commynes l'aventure d'un chevalier de Hainaut, (fin du chapitre XIII, liv. V).

[2] Elle n'est pas précise et n'insiste pas sur le *Calfvel* en particulier. Elle vise d'une manière générale ceux qui « ont perdu et gasté le pays. »

[3] Ce corps, dit Diéricx (*Mémoires sur la ville de Gand*, chap. I, p. 75) était composé des échevins qui avaient été en fonctions les deux années précédentes, auxquels on adjoignait quarante-deux nobles ou bourgeois des plus

doyens qu'avec les échevins de l'année courante [1]. Les anciens échevins les plus compromis étaient Roland de Wedergraete [2], Philippe Sersanders et Olivier de Grave. Aussitôt ils furent arrêtés, ainsi que Me Pierre Boudens ou Bauwens, messire Pierre Hueriblock, ancien membre du conseil provincial de Flandre, Barthélemy Trottin, ancien garde des chartres de Flandre, Jean van Poucke et Jean van den Poele. Tous furent enfermés dans la maison de Louis d'Escornaix, haut bailli de Gand.

Les juges naturels et légitimes de ces bourgeois étaient les échevins de la keure (loy). Or, en 1477, le magistrat de Gand avait été renouvelé deux fois; une première fois, par le choix seul du prince conformément à la paix de Gavre; une seconde fois, le 18 février, conformément au privilége de 1301 [3]. Bien qu'ils fussent imprégnés de l'esprit municipal, les nouveaux échevins ne se pressaient pas d'instruire le procès des huit prisonniers. Les métiers jugèrent qu'il était temps de brusquer la solution. Ils prirent les armes, déployèrent leurs bannières, se réunirent dans leurs maisons corporatives et enfin descendirent sur le marché. La cloche du travail (*werke cloke*) resta muette. C'était là l'appareil des jours révolutionnaires. Les échevins com-

notables (six de chacune des sept paroisses de la ville), au choix du grand bailli et des échevins de l'année courante. Aucun impôt ne pouvait être levé à Gand, s'il n'avait été préalablement approuvé par la Collace.

[1] C'est la version de feu M. de Saint-Genois, bibliothécaire de l'Université de Gand, qui s'est fort occupé de la question. M. Gachard dit simplement que les corps de métiers entrèrent en communication avec leurs doyens.

[2] Membre de la deuxième ambassade.

[3] L'élection, d'après ce privilége, était dirigée par six commissaires (en 1477, nous n'en trouvons que cinq), et faite par huit « éliseurs » (*kiesers*) dont quatre nommés par le souverain et quatre par la ville.

Ces « éliseurs » choisissaient vingt-six échevins, treize de la keure (loy) et treize des parchons (pupilles-orphelins), dans les trois membres de la ville, savoir : six dans le membre de la bourgeoisie (*poorterie*); dix dans le membre des métiers (*neeringhen*) et dix dans le membre des tisserands (*weverie*). — Ces vingt-six échevins, dits : des deux bancs, constituaient le magistrat après l'adjonction du grand doyen des métiers (*heuverdeken*) et du doyen du métier des tisserands (*deken van de weverie*).

prirent la situation et vidèrent aussitôt les procès. Van den Poele fut déclaré innocent, Trottin relâché comme n'étant pas bourgeois (*poorter*). Les six autres furent décapités sur la place de Sainte-Pharaïlde, devant les portes et les bailles du vieux château des comtes (*s' Graeven steen*), savoir : Hueriblock, le 13 mars 1477; Pierre Boudens, qui était aveugle, le 14; Van den Poucke, le 15; et enfin les trois échevins de 1468-1469, le 17 [1].

Ici nous n'aurons garde d'oublier une circonstance que nous verrons se reproduire à propos de l'exécution d'Hugonet et d'Humbercourt et qui caractérise à merveille le populaire gantois à la fois violent et formaliste. Toutes les fois qu'il s'était mis en état de rébellion, qu'il avait forcé la main au duc ou au haut bailli, il se garantissait contre les recours offensifs du souverain par des lettres de rémission. Les métiers sollicitèrent donc ces lettres, à raison de l'appareil factieux qu'ils avaient déployé, et les obtinrent sans difficulté (18 mars 1477).

Les suppliciés avaient-ils mérité leur sort? L'affirmative est plus qu'évidente en ce qui concerne Hueriblock, Boudens et Van Poucke. Ils étaient coupables de crimes de droit commun tels que malversations, abus de blancs-seings, ventes de rente sur la ville faites indûment, etc. Hueriblock était de plus le chef des *leverheeters* de 1467; enfin Boudens n'avait jamais cessé d'exciter les ducs Philippe et Charles contre ses concitoyens. Une réponse identique serait peut-être plus douteuse en ce qui concerne les trois échevins de 1468-1469, sur lesquels pesait une accusation purement politique, à raison du rôle principal qu'ils avaient joué dans la délivrance et l'expédition du *Calfvel*.

Pour résoudre cette question particulière, il faut examiner une autre question plus générale, qui peut se poser ainsi : quel rôle politique avaient joué à Gand les patriciens bourgeois, sous la

[1] Nous trouvons aussi la date du 18 mars, notamment dans l'étude de M. Gachard, insérée dans les *Bulletins de l'Académie royale de Belgique*. Cependant nous croyons que celle du 17, à laquelle s'est arrêté M. Kervyn de Lettenhove, est préférable, parce qu'elle est donnée, dit cet historien, tout à la fois par les trois manuscrits intitulés : *Aloude vlaemsche dagkronyke*, — le Journal du tumulte — et *Dagboek der Gentsche Collatie*.

domination des ducs de Bourgogne et spécialement pendant le règne de Charles le Téméraire ?

Ce rôle avait été, disons-le franchement, peu honorable et même, au point de vue flamand, antinational et antipatriotique. Les *poorters* [1] avaient primitivement occupé toutes les places de l'échevinage, puis avaient dû abandonner aux métiers une partie de la représentation municipale. De là des regards jetés vers le passé, des regrets, des jalousies. En outre, « ils mépri-» saient le travail qui les avait enrichis, étaient dévorés d'am-» bition et de cupidité .., prévariquaient et dilapidaient l'argent » de la commune. Dans l'administration de la justice , ils se ren-» daient odieux par leur partialité et leur vénalité » [2]. Toutes ces mauvaises tendances devaient les porter à séparer leur cause ou plutôt leurs intérêts de ceux de leurs concitoyens.

Une autre raison les associa plus étroitement encore au pouvoir qui s'était superposé à l'élément flamand et populaire. Dans toutes les émeutes, les poorters étaient pourchassés, pillés, menacés : « Il faut bien l'avouer, les excès de la populace et l'ex-» tension exagérée que prenait l'élément démocratique dans » l'administration de la commune étaient de nature à effrayer les » classes aisées; le maintien de libertés, qui semblaient insépa-» rables de tant et si sanglantes agitations, avait fini par leur » paraître moins désirable que la stabilité et l'ordre que leur » promettaient les ducs » [3].

Tel avait été le cas pour Wedergraete, Sersanders et de Grave. Ils avaient fait cause commune avec le Téméraire, s'étaient associés à sa tyrannie, l'avaient aidé à opprimer leurs concitoyens des métiers. Le jour où ceux-ci se redressaient et ressaisissaient le pouvoir, ils devaient être sacrifiés, disons même le mot vrai, recevoir leur châtiment.

[1] Ce terme de *poorters* ne signifie pas « bourgeois » dans le sens actuel, il a plutôt le sens de rentier, capitaliste.

[2] P. Frédéricq, p. 137.

[3] Le même, p. 140. Cette tendance est parfaitement indiquée par Commynes dans un passage, qui nous paraît empreint d'une certaine bonhomie doublée d'ironie : « Les notables, dit-il, sont très-bonnes gens et très-» desplaysans de la folie du peuple. »

Mais ajoutons de suite que les triomphateurs du moment eurent tort de déguiser la véritable cause sous un prétexte faux et insoutenable [1]. Les trois échevins n'étaient pas, au point de vue du *Calfvel*, des coupables : ils n'étaient que des boucs émissaires. Avant de se résoudre à l'humiliation du 2 janvier 1469, le magistrat de Gand avait pris ses précautions et mis sa responsabilité à couvert. La Collace, où l'expédition des lettres avait été consentie, était composée, outre les deux grands doyens et les échevins des deux bancs, de 800 à 1,000 notables. En un mot, il n'y avait eu qu'un coupable, la ville de Gand tout entière qui, par ses concessions, avait voulu éviter le sort de Liége.

---

§ IV.

Nous avons dit que les députés des États généraux avaient quitté la cité d'Arras le 11 mars et étaient rentrés à Gand le 15, c'est-à-dire le jour de l'exécution de Pierre Hueriblock. Le lendemain de la dernière exécution [2], c'est-à-dire le 18 mars, si l'on place au 17 le supplice des trois échevins, ou le 19, si on le place au 18, furent décrétés d'accusation le chancelier Hugonet, le seigneur d'Humbercourt, le protonotaire Guillaume de Clugny, administrateur perpétuel de l'évêché de Thérouanne (comme suffragant d'Henri de Lorraine) et Jean Van Melle, chevalier, ancien trésorier-chef de Gand. Les termes de l'acte d'accusation étaient

[1] La sentence resta dans le vague et les échevins furent condamnés « pour » le mauvais gouvernement qu'ils avaient tenu dans la ville pendant plusieurs » années. » Il n'en est pas moins vrai que le *Calfvel* fut la cause de leur perte.

[2] *Wetvernieuwingen van 1443 tot 1480*, manuscrit en langue flamande reposant aux archives d'Ypres. Ce manuscrit constitue une autorité considérable dans l'espèce; il émane en effet d'un compilateur yprois contemporain, Pierre Van Letuwe, qui a connu les députés envoyés par Ypres aux États généraux de 1477.

vagues: « grande rumeur, alléguait-on, s'était répandue parmi le » peuple au sujet des excès et méfaits commis dans les pays » [1].

Que s'était-il passé ?

Entre le 14 et le 18 mars s'était tenu, en présence de Marie de Bourgogne, des seigneurs de son sang et de quelques-uns de ses officiers, un conseil où l'on avait entendu les ambassadeurs envoyés à Arras par les États. Le calme qui avait régné dans cette assemblée restreinte ne présageait point la tempête qui allait éclater. En résumé, on y avait débattu et adopté les quatre points suivants : 1° aucune alliance matrimoniale n'était aussi convenable que celle du dauphin de France; 2° en ce qui concernait l'ouverture des villes et forteresses de l'Artois, les gouverneurs prêteraient serment de fidélité au roi de France et ce serment tiendrait jusqu'au moment où Marie de Bourgogne aurait fait hommage à son suzerain pour cette province; 3° cette ouverture ne serait que verbale et par conséquent symbolique, sans que Louis XI pût introduire ses hommes d'armes dans lesdites villes et forteresses; 4° dans le cas où cette question de l'ouverture des villes d'Artois empêcherait le mariage projeté, quels moyens avait-on pour résister au roi de France? [2].

Le 18 mars (suivant toute probabilité) eut lieu la séance plénière des États généraux dans laquelle les ambassadeurs présentèrent la relation officielle de leur « besogné ». Hugonet et Humbercourt n'étaient point présents, non plus que la duchesse douai-

[1] Ce passage n'est pas tiré, comme on pourrait le croire, des lettres patentes du 28 mars, mais des lettres de rémission du 4 avril, qui reviennent sur le passé. (Voir ci-après.)

[2] Lettres des députés de Bruges aux États, adressée aux bourgmestre, échevins et conseillers de leur ville. Gand, 18 mars, à 6 heures du matin. *Précis des archives de la Flandre occidentale*, chap. VI, p. 284, citation de M. Kervyn de Lettenhove.

« Veuillez savoir, écrivent-ils, que, *depuis notre dernière lettre*, les ambas- » sadeurs récemment envoyés vers le roi, se sont rendus en présence de » Mlle de Bourgogne, etc. » On ne connait pas la date de la lettre précédente. Il n'en est pas moins certain que ce conseil eut lieu l'un de ces quatre jours, 14, 15, 16 ou 17 mars Il ne put être tenu le 18, puisque les députés de Bruges écrivaient ce jour-là à six heures du matin.

rière qui déjà s'était retirée à Audenarde, l'une des quatre villes assignées à la garantie de son douaire. Les historiens sont muets sur la question de savoir si Adolphe de Clèves (Ravesteyn) assista à la séance, à laquelle intervinrent certainement les échevins et les doyens des métiers. Tout alla passablement pendant quelque temps [1], parce que les ambassadeurs s'efforcèrent de rester dans l'ambiguïté, mais il fallut bien parler de la fameuse lettre « aux trois écritures », et alors l'orage éclata. Marie de Bourgogne ayant dénié l'existence de cette lettre et porté le défi qu'on la lui représentât, la funeste missive fut exhibée par le pensionnaire de Bruxelles, Godevaert Hebbelinck. On voit d'ici la scène : la jeune duchesse accablée sous le poids de la confusion [2]; les cris d'indignation proférés par un auditoire frémissant, lorsqu'on prononce les noms d'Hugonet et d'Humbercourt, etc.; ce moment décida de leur sort.

Mais laissons le côté dramatique de ce récit et reprenons notre besogne de critique historien, car les questions les plus ardues vont nous solliciter.

Quelle autorité requit l'arrestation et quelle autorité l'exécuta?

Nous rencontrons d'abord une version présentée par feu M. le chevalier Marchal, conservateur de la Bibliothèque de Bourgogne [3]. Se fondant sur deux chroniques flamandes, qui reposent en ladite Bibliothèque [4], l'estimable écrivain nous représente Adolphe de Clèves comme ayant pris l'initiative de l'arrestation. Ses mobiles et son but, on les devine. Il veut que son neveu épouse la jeune duchesse et pour cela il perdra irrémissiblement Hugonet et Humbercourt, qui poussent au mariage avec le Dau-

[1] En se servant de termes comme ceux-ci : « suivant ce qui est rapporté » plus avant aux estatz » ou « selon ce que est en la mémoire du reportant » (Kervyn). »

[2] Il ne faut pas demander si elle eut grande honte, car à chacun elle avoit dit le contraire. (Commynes.)

[3] Section des manuscrits de la Bibliothèque royale de Bruxelles.

[4] *Cronyke van Vlaenderen* et *Registerboek van het scependom der stede Gent* (Chronique de Flandre et registre de l'échevinage de la ville de Gand. — N° 13129 de ladite Bibliothèque.)

phin. D'après cette version, Adolphe de Clèves arrache d'abord à Marie des pleins pouvoirs pour éloigner ses deux adversaires. Puis il obtient des États le réquisitoire tendant à l'arrestation et le communique lui-même aux doyens des métiers. Ceux-ci, vers dix heures du soir, font armer sans bruit leurs compagnies.

Cette hypothèse, présentée par M. Marchal dans l'édition qu'il a donnée de *l'Histoire des ducs de Bourgogne* de M. de Barante, n'est pas de celles qu'on écarte avec dédain, car, d'une part, elle repose sur des documents non sans valeur, et de l'autre, elle est conforme aux passions qui agitaient l'entourage de la duchesse. Toutefois nous la repoussons avec M. Kervyn de Lettenhove, et voici nos raisons : d'abord le *Registerboek*, n'est pas, comme on pourrait le croire d'après le titre, le recueil des résolutions prises par l'échevinage gantois ; c'est une simple chronique. En second lieu, comment veut-on qu'Adolphe de Clèves ait eu un tel crédit auprès des états et des métiers, lui qui avait écrit une partie de la lettre livrée par Louis XI, lui qui y était désigné comme l'un des quatre conseillers secrets de Marie de Bourgogne [1] ? En ce moment critique, il devait être presque aussi suspect que le chancelier et nous ne savons même pas d'une manière certaine s'il avait assisté à la séance plénière du 18 mars.

Écartons donc cette version plus hasardée encore qu'ingénieuse et examinons des documents qui méritent une entière confiance.

Le manuscrit d'Ypres (*Wetvernieuwingen*) dit : ceux de Gand (*de zelve van Ghend*, les mêmes de Gand) firent prendre, etc. Le *Journal du tumulte* qui, croyons-nous, est à Vienne (du moins il s'y trouvait il y a cinquante ans), dit que Hugonet et Humbercourt furent saisis à la requête des quatre pays. Les lettres de rémission du 4 avril 1477, dont il sera ci-après parlé, s'expriment ainsi :
» que.... les états de tous nos pays, assemblés dans ladite ville de
» Gand, *ont fait arrêter et emprisonner* quelques personnes,
» notoirement famées, accusées et chargées, de manière que

[1] M. de Barante dit même que, pour cette raison, on le fit sortir de Gand (ch. XI, p. 231).

» lesdits états les ont fait arrêter, afin de les mettre à justice et à » droit[1]. »

Ainsi voilà qui est clair: les États ont requis (*ter versoeke*) l'arrestation [2], et les échevins de Gand, chargés de la police de la ville, l'ont exécutée. Tel est l'avis de M. Kervyn de Lettenhove, qui dit même que l'arrestation fut opérée dans la nuit du 18 au 19 mars, par Adrien de Ravenschoot, premier échevin de la keure [3].

Les détails ne manquent pas non plus sur l'arrestation elle-même, seulement il s'agit de choisir entre eux.

M. le chevalier Marchal, s'appuyant sur les deux chroniques manuscrites de la Bibliothèque de Bourgogne, donne des détails dramatiques. Vers 11 heures du soir, dit-il, quelques artisans des métiers, dirigés par leurs doyens, allèrent frapper à la porte du chancelier. Hugonet, qui était déjà couché, se leva, se mit à une fenêtre et demanda ce qu'on lui voulait. Il lui fut répondu que la duchesse l'appelait immédiatement. Hugonet sortit de son hôtel et fut appréhendé dans la rue. Clugny, qui demeurait dans les environs, quitta à son tour son logis pour s'enquérir du tumulte dont l'éclat était arrivé jusqu'à lui et partagea le sort du chancelier.

Nous repoussons absolument cette version pour un motif qui nous paraît décisif. Il est certain que les choses se passèrent de la façon suivante:

1° Van Melle fut arrêté à Termonde et ramené à Gand par ordre des « chaperons blancs » termondois.

2° Hugonet fut saisi en son hôtel.

3° Humbercourt et Clugny furent appréhendés en la Chartreuse de Royghem, près Gand, où ils avaient eu le temps de se réfugier, comme en un lieu d'asile.

[1] Traduction littérale de l'original flamand.

[2] Jean de Hennin s'exprime de la même façon; tout se fit, dit-il, « par l'ordonnance des commis des estas de mademoiselle de Bourgogne. »

[3] Nous ne savons pas où M. Kervyn de Lettenhove a pris ce détail qui n'apparaît pas dans la discussion, pourtant prolongée et vive, qui eut lieu en 1839 entre M. Gachard, d'une part, et MM. De Smet, de Saint-Genois et Dumortier, d'autre part.

Or la présence de Guillaume de Clugny au couvent des Chartreux est absolument incompatible avec la version du chevalier Marchal, qui le représente comme arrêté dans la rue et au sortir de son logis. Si cette version est manifestement fausse pour Clugny, il n'y a pas de raison pour l'admettre en ce qui concerne Hugonet. Les auteurs des chroniques susdites nous paraissent avoir cédé en toute occasion à la tentation de dramatiser le récit.

Quoi qu'il en soit, les quatre prisonniers furent enfermés dans le *St Graeven Steen* [1]. Faisons observer toutefois que Guillaume de Clugny, ayant réclamé les priviléges de la cléricature, obtint la disjonction de sa cause. Il fut condamné à un emprisonnement qui, au bout de quatre mois, fut converti en amende [2]. Aussi ne parlerons-nous plus dorénavant que de ses compagnons d'infortune.

Il s'agissait désormais de juger les trois prisonniers restants et certes la chose n'était pas facile. Hugonet était Bourguignon; Humbercourt, Picard. Nous verrons dans la discussion des points spéciaux qu'il existait dès ce moment dans les Pays-Bas des tribunaux investis d'une compétence indiscutable en cette matière, mais n'anticipons pas. Le peuple gantois récusa ou écarta ces tribunaux. Il trouva plus simple d'engager, de compromettre le pouvoir souverain en forçant la main à la duchesse. Le 27 mars 1477, il se remit en état de *wapeninge* (armement) ou de *moyte* (émeute) [3]. Les métiers reprirent leurs armes, leurs bannières, et allèrent de nouveau camper sur le marché du Vendredi, où, soit dit en passant, ils séjournèrent sans désemparer jusqu'au jour de l'exécution. Le résultat convoité fut promptement atteint; le lendemain, 28 mars, la duchesse promulgua, à la demande des trois États des pays de par deçà [4], des lettres patentes, en langue

[1] L'ancien château des comtes de Flandre, dont la porte d'entrée se voit encore sur la place Sainte-Pharaïlde.

[2] Les historiens disent qu'après sa mise en liberté, il passa en France et y devint évêque de Poitiers.

[3] Ce point sera discuté ci-après.

[4] *Ter begheerte van de drie staten van onzer lande van herwaerts overe.*

flamande [1], instituant une commission spéciale pour juger les trois prisonniers (Hugonet, Humbercourt et Van Melle.) « Comme nous » avons toujours désiré, disait-elle, et désirons encore de tout » notre cœur et de toute notre pensée que droit, justice et raison » soient faits et rendus à chacun, quel qu'il soit, d'après ses mé- » rites, et en particulier, souhaitons qu'il soit fait bonne et » prompte justice des personnes de monseigneur Guillaume » Hugonet, seigneur de Saillant et d'Espoisses, de monseigneur » Guy de Brimeu, sire d'Humbercourt, comte de Meghem, etc., » à présent emprisonnés dans notre château de Gand, *à cause* » *de certaines choses qu'on met à leur charge...* [2] »

En conséquence, la duchesse constituait pour juges spéciaux trente-six personnes, savoir; les treize échevins de la keure, les treize échevins des Parchons, les deux grands doyens (le doyen supérieur [3] et le doyen du métier des tisserands [4], et enfin huit membres des États généraux étrangers à la Flandre [5]. Elle leur donnait tous pouvoirs à l'effet d'examiner l'affaire, de procéder aux enquêtes ou interrogatoires, comme aussi à la condamnation ou à l'absolution, suivant droit et raison.

Nous ne nierons point l'importance de cette pièce qui constitue, le lecteur l'a déjà deviné, le principal argument, le grand cheval de bataille de ceux qui proclament la légalité de la procédure et du jugement, et qui partent de là pour soutenir que Marie de Bourgogne n'a pas pu chercher à sauver la vie de ses conseillers. Seulement cette lettre est-elle spontanée et sincère? Voilà la vraie question. D'un autre côté, la commission siégea-t-elle en effet ou fut-elle immédiatement dépossédée par les échevins gantois? Voilà encore une question réservée.

[1] L'original en flamand a été publié par le *Messager des sciences de Gand*, chap. VI, p. 364, année 1838.

[2] Traduction littérale du flamand.

[3] Jacob de Wymeersch.

[4] Jan de Vechtere.

[5] Voici, d'après M. Kervyn de Lettenhove, les noms de ces huit commissaires : Everard de la Marck, sire d'Arenberg, Pierre de Roubaix, Philippe de Maldeghem, Henri de Witthem, seigneur de Bersseele, Jacques de Mastaing, Jacques Unterlymmigen, Jean d'Auffay, Arnould de Beukelaere.

Nous passons pour le moment sous silence tout ce qui concerne l'intervention de la duchesse. Nous aurons à nous en occuper plus loin spécialement et nous arrivons de suite au 2 avril.

Ce jour-là, dit M. de Saint-Genois, les juges [1] « paraissent avoir
» terminé les interrogatoires et l'examen des chefs d'accusation;
» les échevins donnent à Mathieu Nys, joueur de trompe, et à
» Wautier Buuc, clerc du magistrat, l'ordre de parcourir toute la
» ville et de proclamer que ceux qui auraient des charges à révéler
» contre les prisonniers devaient se rendre auprès des députés
» des États (*sic*) [2]. »

Le 3 avril, jour du jeudi saint, de grand matin, Hugonet, Humbercourt et Van Melle sont soumis à la torture suivant l'usage barbare du temps [3]. Les juges sont là pour recueillir les aveux des accusés [4]. Puis, ils se rendent au palais (*in t'Hof te Walle*), pour soumettre à la duchesse toutes les pièces de la procédure; de là, ils se transportent en la maison échevinale [5] et délibèrent dans la

[1] Nous verrons plus loin quels sont ces juges.

[2] Le jeune historien gantois, qui a bien voulu nous guider dans notre visite aux lieux ci-après indiqués et vérifier pour nous quelques points, nous fait observer que M. de Saint-Genois semble avoir voulu à tort indiquer les députés des États généraux, parce qu'il a lu dans les comptes de la ville de Gand, au sujet de cette proclamation (anno 1476, ancien style, fol. 160) : « Commen souden by den ghedeputeerden van den *dien* staten (de ces états), » tandis que le texte porte : *drien* (trois). Notre correspondant pense qu'il s'agit des trois États *de Flandre*. Nous devons rappeler cependant que l'ordonnance du 28 mars est rendue à la requête « des trois États *de nos* (*onzer*) *pays de pardeça.* » M. Kervyn de Lettenhove donne aussi la version : *drien.*

[3] M. Kervyn de Lettenhove dit qu'ils furent conduits à la salle de la torture. Où était cette salle? Était-elle dans la prison même ou bien au *Scepenhuus*, à proximité de la salle de justice?

[4] Nous verrons dans le chapitre suivant quels furent les chefs d'accusation et les réponses des accusés.

[5] Le *Scepenhuus* (maison des échevins, hôtel de ville) était situé dans la rue Haut-Port, à peu près sur l'emplacement de l'hôtel de ville actuel, bâti en trois styles différents (1482 à 1484 — 1517 à 1535 — 1595 à 1622). Du reste, il est facile de déterminer l'emplacement du *Scepenhuus*, car l'ancienne rue, qui y aboutissait, juste en face de la bretèque, subsiste encore et porte le nom de rue de la Maison des échevins (*Scepenhuisstraatji*).

salle ordinaire de la justice (*vierschare*). Les accusés, extraits de la salle de la torture, sont amenés devant leurs juges, qui les condamnent à mort « à cause de certain mauvais gouvernement qu'ils » avaient eu dans les pays et bonnes villes du comte Charles [1]. » Humbercourt proteste, comme il l'avait déjà fait, en excipant de sa qualité de chevalier de la Toison d'or. Nous ne croyons pas que Hugonet ait invoqué les priviléges de la cléricature, ni que les condamnés aient interjeté appel devant le Parlement de Paris [2]. Ils sont menés au marché du Vendredi toujours occupé par les métiers en armes, montent sur l'échafaud qui y était préparé, et, si l'on en croit le chroniqueur Adrien de Vieux-Bois, cité par M. Kervyn de Lettenhove, sont décapités, savoir : Jean Van Melle, à 9 heures du matin ; le chancelier, à midi ; et le seigneur d'Humbercourt, à 5 heures de l'après-midi. Suivant d'autres autorités, Hugonet aurait été exécuté le premier, Van Melle, le second. Humbercourt, brisé par la torture [3], ne pouvait plus se tenir debout. On l'assit sur une chaise et ce fut dans cette posture qu'il reçut le coup mortel. Il paraît qu'auparavant il parla au peuple pendant longtemps et avec animation [4].

Les métiers quittèrent immédiatement le marché du Vendredi et se séparèrent.

[1] *Ter causen van zeker onduechdelic gouvernement dat zy gehadt hebben in de landen ende goede steden van den grave Karele* (Registre de la Collace de Gand aux Archives de Bruxelles ; publié en 1841 par feu Schayes).

[2] Voir plus loin.

[3] Disons en passant qu'à cette époque la torture avait lieu dans tous les procès criminels pour arracher au prévenu un aveu sans lequel la condamnation eût été illégale. Ce n'est que sous Charles-Quint que cet aveu cessa de constituer l'élément indispensable de l'arrêt de condamnation.

[4] Il y a doute sur la question de savoir si l'échafaud fut tendu de noir avant l'exécution d'Humbercourt, comme cela était prescrit lorsqu'il s'agissait du supplice d'un chevalier de la Toison d'or. M. Gachard penche pour l'affirmative et tire de là argument pour déclarer que le chapitre de l'ordre était seul compétent pour juger Humbercourt. Toutefois, une chronique locale et contemporaine, citée par M. Kervyn de Lettenhove, dit que le sol n'était jonché sous l'échafaud que d'un peu de paille, comme s'il se fût agi de la décapitation d'un criminel vulgaire.

Du 27 mars au 3 avril, la bannière de la duchesse et celle de la commune avaient été plantées côte à côte sur le marché, la première, sous la garde de Christophe Stuuvaert, sergent de la keure, la seconde, sous celle de Jean de Meyer, sergent des Parchons [1].

Lelendemain, 4 avril, jour du vendredi saint, le peuple de Gand, fidèle à ses habitudes, se pourvut auprès de Marie de Bourgogne, pour obtenir les lettres de rémission, que rendait nécessaires le campement factieux sur le marché du Vendredi. La pauvre duchesse dut encore une fois céder et déclarer que, voulant, en raison de la passion de notre seigneur Jésus-Christ, user de miséricorde envers les bonnes gens de la ville de Gand, elle leur remettait et pardonnait les offenses dont celles-ci s'étaient rendues coupables envers elle, sa hauteur et seigneurie [2].

Le 5 avril, elle quittait Gand pour se rendre à Bruges.

Nous avons exposé les faits généraux d'après les meilleures autorités. Nous avons évité jusqu'ici toutes les controverses. Nous allons maintenant passer en revue les questions spéciales, exposer les arguments qui ont été produits de part et d'autre et enfin exprimer notre opinion personnelle.

[1] Comptes de la ville.

[2] Nous verrons même plus loin qu'elle dut ajouter « que la connaissance et » le jugement des personnes emprisonnées avaient été consentis par elle... » Il est vrai que cette phrase se trouve, non dans le dispositif, mais dans le préambule des lettres de rémission, qui reproduit purement et simplement les termes de la requête présentée par les Gantois pour obtenir lesdites lettres de rémission.

---

§ V.

QUESTIONS SPÉCIALES.

Première question.

Hugonet et Humbercourt furent-ils condamnés justement? méritaient-ils la mort?

Il existe en histoire peu de questions aussi difficiles à résoudre; aussi, avant de hasarder une opinion, convient-il d'exposer les chefs d'accusation et toutes les controverses qui se sont engagées sur cette partie de notre sujet.

Commynes n'avait cité que trois de ces chefs:

1° Avoir livré la cité d'Arras ou autorisé Crèvecœur à la livrer, mais aussitôt il ajoute: « peu s'y arrestèrent,.... leur passion ne » les tenoit pas là [1]. »

2° Avoir vendu la justice, notamment dans un procès gagné par la ville de Gand, moyennant un don aux deux conseillers du duc.

3° « Avoir fait plusieurs choses contre les priviléges de ladite ville et les statuts d'icelle. »

A quoi des historiens modernes ont ajouté les griefs suivants:

1° Non-seulement Hugonet et Humbercourt avaient promis d'aider au mariage de Marie avec le Dauphin et de suivre la duchesse en France, une fois le mariage accompli, mais Hugonet avait comploté de faire passer Marie en Bourgogne. Là, on aurait offert à la jeune fille une partie de chasse, au cours de laquelle elle aurait été enlevée par les affidés du roi de France.

2° Ils avaient dissimulé des lettres écrites par le duc Charles devant Nancy et par lesquelles il réclamait des États de prompts secours en hommes et en argent. M. Kervyn de Lettenhove parle aussi de taxes levées en Flandre et retenues en partie par Hugonet et Humbercourt.

Enfin, il convient d'ajouter à tout cela des accusations vagues

[1] Liv. V, ch. XVII.

d'avoir abusé des blancs-seings du duc; de l'avoir lancé dans des guerres perpétuelles, afin de rester maîtres en Flandre pendant les absences du souverain, etc., etc.

M. Gachard s'est inscrit en faux contre presque tous ces griefs qui ont été, il est presque inutile de le dire, adoptés avec empressement par les historiens favorables aux Gantois. Avant d'analyser les objections du célèbre archiviste, il convient, croyons-nous, d'écarter les menues questions.

Ainsi — sur la vénalité en matière de justice — il est impossible de ne pas trouver très-faible l'excuse des deux accusés, disant « qu'au regard de l'argent qu'ils avoient pris, ils ne l'avoient point demandé ne fait demander, mais vray estoit que, quand on le leur présenta, ils le prirent [1]. » Toutefois les personnes qui nous lisent peuvent être bien convaincues que ce n'est pas pour cela que Hugonet et Humbercourt furent condamnés. Lorsqu'on se rappelle quelles étaient encore au XVIIe siècle les obligations imposées aux plaideurs, on est fort porté à ne pas exagérer les torts imputés sur ce point aux deux ministres.

En ce qui concerne les abus de blancs-seings, les mauvais conseils donnés au duc, la retenue d'une partie des taxes, tout cela est si vague, si dénué de preuves qu'il est impossible d'étreindre l'accusation; il y a surtout dans cet ordre d'idées un grief qui étonnera, à savoir : la dissimulation des lettres écrites devant Nancy. Les États des provinces ne cessaient de se lamenter au sujet des aides et des impôts. Ils ne se seraient certainement point plaints qu'on leur eût dissimulé des lettres réclamant encore de l'argent d'un pays épuisé.

La discussion de M. Gachard a porté plus haut, à savoir : sur la reddition de la cité d'Arras et sur le projet d'évasion de la jeune duchesse.

Est-il possible d'ériger en crime de trahison la délivrance des lettres de décharge, données par Hugonet et Humbercourt au Seigneur de Crèvecœur pour la reddition de la cité d'Arras? M. Gachard fait observer d'abord que beaucoup d'historiens et de

[1] Commynes, liv. V, ch. XVII.

critiques ont confondu la *cité* avec la *ville* d'Arras. La cité, telle que nous l'avons décrite, ne relevait que de l'évêque et du chapitre, qui eux-mêmes ressortissaient au roi de France [1], et c'est pourquoi celui-ci, rappelons-le, réclamait la cité comme son propre. En second lieu, comment Hugonet et Humbercourt, qui d'ailleurs ne composaient pas à eux seuls la seconde ambassade, s'y seraient-ils pris pour empêcher la mainmise de Louis XI? En troisième lieu, pourquoi, si leur conduite fut criminelle en cet endroit, les députés des États généraux allèrent-ils remercier le roi de France « du délai obtenu, » grâce à la capitulation de la cité? N'est-il pas vrai de dire que par là les États s'approprièrent cet acte, qu'ils proclamèrent la légitimité et la nécessité d'un abandon douloureux?

Alléguera-t-on que, pour une cession de territoire, il aurait fallu le consentement des États généraux des Pays-Bas? On répondra que jamais le consentement des États ne fut nécessaire en pareille matière. Ce fut le duc Philippe *seul*, qui, de sa *seule* autorité, restitua en 1463 au roi de France presque toute la Picardie, qui lui avait été engagée par le traité d'Arras.

En ce qui concerne l'évasion de la jeune duchesse, M. Gachard pense que le projet attribué à Hugonet de faire passer la fille du Téméraire en Bourgogne, pour la faire ensuite enlever pendant une partie de chasse, est purement chimérique. En 1476, au moment où le duc était en Suisse, il s'adressa aux États généraux, réunis à Gand, pour obtenir des subsides et demander que sa fille lui fût envoyée avec un secours de mille cavaliers. Les États refusèrent net. Eussent-ils dit oui, le peuple de Gand, qui se considérait comme le tuteur de la jeune duchesse (tuteur incommode, défiant et jaloux) [2], eût dit non. Et ce qu'il aurait refusé au duc lui-même, il l'eût accordé à Hugonet, qu'il détestait! Le pro-

[1] Cela est si vrai que vers 1350, on avait bâti dans la cité, à proximité de la porte maître Adam, un logis destiné au capitaine de la cité pour le roi de France.

[2] N'en aiment nuls depuis qu'ils sont seigneurs, mais très-naturellement les aiment quand ils sont en enfance et avant qu'ils viennent à la seigneurie (Commynes, liv. V, ch. XVI).

jet d'évasion n'est pas plus admissible. Les Gantois avaient besoin de Marie, pour lui faire sanctionner le retour à l'ancienne constitution, et le *Prinsenhof* était bien gardé.

D'ailleurs, d'où ce malencontreux projet d'évasion nous vient-il encore? Toujours du manuscrit 13129 de la Bibliothèque de Bourgogne, qui fournit à M. le chevalier Marchal un certain nombre d'opinions particulières. Dans ce système, c'est, on se le rappelle, Adolphe de Clèves (Ravesteyn) qui joue le principal rôle : « Le jour » où le projet d'évasion fut résolu, dit cet historien, Adolphe de » Clèves, étant entré dans la chambre de la jeune duchesse, » remarqua son trouble et son chagrin. Il la pressa de questions » et obtint d'elle l'aveu du projet, etc. » La conséquence de l'aveu, c'est que, dans la nuit qui suivit, Hugonet et Humbercourt furent arrêtés. Or, tout cela nous paraît insoutenable pour deux raisons; la première c'est que Ravesteyn devait être à peu près aussi suspect aux métiers de Gand que ses deux prétendus adversaires; la seconde, c'est que ceux-ci furent arrêtés à cause de la lettre aux trois écritures et dans la nuit qui suivit son exhibition, sans qu'il soit besoin d'imaginer un aveu d'évasion.

Restent donc deux chefs sérieux d'accusation :

1° Avoir attenté aux priviléges de Gand[1].

2° Avoir prêté la main au mariage avec le Dauphin, fait un traité particulier avec Louis XI, pactisé avec lui non-seulement à Péronne et après la mort du Téméraire, mais encore quelques années avant la catastrophe de Nancy, et probablement dès l'année 1471.

L'exposé de ces griefs va nous permettre d'indiquer notre opinion personnelle sur ces questions passablement obscures.

Et d'abord nous déclarons nettement et formellement que, pour décider si Hugonet et Humbercourt ont été des traîtres, nous refusons de nous placer au point de vue étroitement gantois. Les deux conseillers du Téméraire ont, nous y consentons, attenté aux priviléges de la capitale flamande. Mais qu'est-ce à dire? ils

[1] Et que tout homme, qui avoit fait contre les priviléges de Gand, devoit mourir (Commynes, liv. V, ch. XVII).

n'étaient ni Flamands, ni Gantois, n'exerçaient pas leurs fonctions par délégation du peuple gantois. Ministres du duc, ils ne relevaient que de lui, ne devaient compte qu'à lui. Autre était le cas des trois échevins de 1468-1469. Ceux-ci avaient prêté les mains à l'oppression de leurs concitoyens, mais les Gantois n'étaient des concitoyens, ni pour Hugonet, ni pour Humbercourt, qui ne pouvaient voir en eux que les sujets souvent rebelles de leur souverain [1].

Suivant nous, pour que l'histoire imprime au front du chancelier et du maréchal héréditaire de Brabant le stigmate flétrissant qu'elle réserve aux traîtres, il faudrait prouver: 1° que les suppliciés du 3 avril 1477 ont trahi, non la ville de Gand, mais la maison de Bourgogne; 2° qu'ils l'ont trahie du vivant du Téméraire, car toutes les conventions qu'ils ont pu faire lors de leur ambassade à Péronne, si blâmables qu'elles soient, ne constituent pas à nos yeux un acte positif de trahison.

Certes, le projet de marier Marie de Bourgogne avec le Dauphin était, au point de vue de l'avenir et de l'intégrité de la monarchie bourguignonne, des plus mal conçus, des plus dangereux. Le futur Charles VIII, né le 30 juin 1470, n'avait pas encore sept ans, tandis que Marie, née en février 1457, avait vingt ans passés. La minorité du jeune prince devait donc durer, au point de vue de son association à la suzeraineté sur les Pays-Bas, au moins sept autres années, pendant lesquelles Louis XI aurait, s'il vivait [2], exercé directement ou indirectement les pouvoirs du régent. Si la Flandre et Gand avaient cruellement souffert sous les ducs de Bourgogne, si leur autonomie avait reçu de rudes atteintes, que n'auraient-ils pas eu à redouter de Louis XI, ce terrible niveleur? On peut même se demander si à sa majorité, nous voulons dire la majorité royale de quatorze ans, le Dauphin aurait retrouvé les Pays-Bas à l'état indépendant.

[1] Lorsqu'on les accusa d'avoir violé les priviléges de Gand, Hugonet et Humbercourt rejetèrent, dit M. Kervyn de Lettenhove, tout sur le duc. Nous trouvons qu'ils étaient parfaitement dans leur droit.

[2] Il mourut en 1483, c'est-à-dire, six ans après les événements qui nous occupent.

Malgré cela, on ne peut dire que ce projet de mariage constituât un crime prémédité, parce que, dans le désarroi général qui suivit le désastre de Nancy, il ne manqua pas de gens bien intentionnés et parfaitement loyaux pour croire que cette union était le seul moyen qui restât de réserver l'avenir et d'arrêter le roi de France dans la voie des usurpations[1].

Mais, a-t-on dit ou pourra-t-on dire, la promesse de se rendre à la cour de France après le mariage décèle à elle seule l'intention criminelle? Nous ferons observer que cette retraite en France était presque forcée. De même qu'il avait donné le gouvernement de la Bourgogne à un Français, à M. de Craon, de même Louis XI eût conféré celui de la Flandre à quelque seigneur de son entourage, Jean de Daillon ou tout autre. Il est clair qu'alors la place d'Hugonet et d'Humbercourt n'aurait plus été dans les Pays-Bas, où d'ailleurs, comme le leur disait crûment Louis XI, ils avaient perdu tout crédit. Ils auraient suivi leur maîtresse, comme plus tard Michel de L'Hospital suivit à Nice Marguerite de France. On pourrait multiplier les exemples en ce sens.

Aussi, suivant M. Gachard et aussi suivant nous, le fait d'avoir pactisé avec le roi de France après la mort du Téméraire ne constitue-t-il pas un acte de trahison avérée, parce que, dans un pareil écroulement, le plus grand, assurément, du XVe siècle, on comprend fort bien qu'il fût difficile de conserver son sang-froid. Nous avons aussi fait observer ailleurs que l'idée de patrie, si puissante aujourd'hui, existait à peine alors, d'où il résultait que des intérêts particuliers, qui aujourd'hui seraient refoulés avec indignation et mépris, étaient facilement écoutés.

Les partisans de la culpabilité ont sans doute reconnu la valeur des raisons qui précèdent, car ils ont cherché à établir que l'entente d'Hugonet et de Louis XI était déjà ancienne. Ainsi M. Kervyn de Lettenhove, pour qui la trahison d'Hugonet et d'Humbercourt

[1] M. Kervyn de Lettenhove, bien que, en sa qualité de Gantois, il se place toujours au point de vue flamand ou anti-français, reconnaît « qu'il paraissait » sage, tout en s'efforçant de défendre l'Artois, de se prêter aux négociations » relatives au mariage du Dauphin, dont l'accomplissement était nécessaire- » ment éloigné, afin d'attendre des événements quelque secours inespéré. »

ne fait pas doute [1], renvoie pour l'établir à la page 412 des Preuves de l'*Histoire de Louis XI* de Duclos (édition de 1745, La Haye, chez Jean Néaulme). Or, à l'endroit indiqué, nous trouvons un passage où le chancelier n'est ni cité ni indiqué, mais qui compromet gravement Guillaume de Clugny. Ce passage, tiré d'une lettre adressée par Louis XI, de Montléan, le 21ᵉ jour de décembre (année non indiquée) à son chancelier, au comte de Dammartin et au sire de Craon (Georges de la Trémouille), est ainsi conçu : « Je
» vous prie, sentez le plus tôt que vous pourrez *par notre protho-*
» *notaire* la volonté du duc de Bourgogne et, s'il est besoin que
» je m'approche jusques à Creil, écrivez-le moi et je le ferai incon-
» tinent, soit pour le traité du duc de Bourgogne ou pour celui
» du Connétable, et de Creil j'irois de Guise en une nuit jusques
» à Compiègne, pour parler à notre prothonotaire, si besoin est,
» et m'en retournerai lendemain [2]. »

Il serait difficile, après cela, de révoquer en doute la culpabilité de Guillaume de Clugny [3]. Le pronom possessif « *notre* » est ici non moins fâcheux que l'entrevue secrète de Compiègne, mais jusqu'à présent il n'est pas question du chancelier.

Aussi M. Kervyn de Lettenhove est-il revenu à la charge dans

[1] Ils s'occupèrent moins, dit l'éminent historien de la Flandre, de soutenir les intérêts de la duchesse que de confirmer le traité particulier qui *depuis longtemps* les unissait à Louis XI.

[2] Tome III, p. 412.

[3] Les Preuves de Duclos mentionnent Clugny (qui y est prénommé Ferry et non Guillaume) en deux autres endroits : 1° à la page 306 dudit tome III (relation par Guillaume Cousinot de l'ambassade envoyée à Rome par Louis XI, au sujet de l'affaire du cardinal de La Balue). En cette occasion, Clugny remplit une mission secrète donnée par le duc de Bourgogne; on voit qu'il est entré à Rome de nuit; rien de tout cela ne sent la trahison, mais il n'en est pas de même dans les passages qui suivent : 2° à la page 388, même volume (Lettre de Louis XI à Craon et à Pierre Doriole, général des finances — Montbazon, 11 décembre, sans indication d'année). « Et au regard du doute que
» vous me mettez qu'il (le duc) veut faire les promesses principales par
» lettres à part, sans le mettre en celles de la paix, vous savez que je l'ai
» accordé au *protonotaire,* » et, plus loin : « Vous m'avez écrit que le *pro-*
» *tonotaire* vous a dit que je traitois partout, etc. »

l'édition de son *Histoire de Flandre*, qui porte la date de 1854 [1]. Cette fois Hugonet est nommé. Des explications complètes sont donc nécessaires.

Autant qu'on en peut juger par les documents de Duclos, qui ne sont presque jamais datés, Hugonet serait accusé d'avoir trahi son maître dans les circonstances suivantes. Nous suivons Duclos et Sismondi pour ainsi dire pas à pas.

Charles de France, duc de Guienne, qui, comme on le sait, suscita à Louis XI, son frère, les plus graves embarras, s'était retiré dans son gouvernement en juillet 1471 et avait envoyé à Rome l'évêque de Montauban, chargé d'obtenir la dispense pontificale nécessaire pour épouser Marie de Bourgogne, sa cousine. Puis ses familiers lui avaient suggéré l'idée d'épouser Éléonore de Foix, dont les sœurs s'étaient mariées, l'une avec le duc de Bretagne, l'autre avec le comte d'Armagnac. « La ligue entre les » princes se resserrait. Les ducs de Guienne, de Bourgogne et de » Bretagne, les comtes de Foix et d'Armagnac avaient accepté les » secours que le roi d'Angleterre leur offrait et ils promettaient » de lui abandonner en retour la Normandie et la Guienne. Ce » n'était rien moins que l'anéantissement de la monarchie (fran- » çaise), pour lequel les princes de sang étaient conjurés. »

« De son côté, Louis XI tenta des combinaisons nouvelles.... » Il offrait donc au duc de Bourgogne une alliance intime contre » les ducs de Guienne et de Bretagne [2]. » Charles le Téméraire aurait récupéré tout ce qui lui avait été enlevé en Picardie au commencement de l'année, moyennant quoi il aurait abandonné le Connétable de Saint-Pol et le comte de Nevers à la vengeance du Roi et accordé la main de sa fille au Dauphin, à peine âgé de quelques mois. Comme conditions accessoires, on aurait stipulé que, le mariage avec le Dauphin échouant, le Téméraire s'interdisait d'accorder Marie au duc de Guienne; que les deux contractants échangeraient leurs ordres de chevalerie, etc. [3]. « Un traité sur ces bases

[1] Édition de 1854, à Bruges, chez Beyaert-Defoort.

[2] Sismondi, tome X de l'édition belge Wahlen, ch. XVII, p. 60.

[3] Voir de Barante, tome IX, pp. 401 à 405.

» fut signé au Crotoy le 3 octobre 1471, mais ni l'un ni l'autre
» des deux princes n'avait aucune intention de l'exécuter. Dès le
» mois de septembre, Louis XI était averti que son frère était
» tombé malade de la fièvre à Saint-Sever, et, spéculant déjà sur
» la probabilité de sa mort, il se proposait seulement de gagner
» du temps. De son côté, le duc de Bourgogne comptait qu'au
» moment de la signature du traité, Saint-Quentin et Amiens lui
» seraient remis [1] et qu'aussitôt entré en possession, il commen-
» cerait les hostilités...... Mais plus les deux princes étaient de
» mauvaise foi [2], plus ils se défiaient l'un de l'autre. Le Roi
» refusait de remettre Amiens, Saint-Quentin et les autres places
» fortes avant de tenir les scellés [3] du duc et le duc ne voulait
» point donner ces scellés avant que les places lui fussent livrées.
» Il affectait de craindre que le Roi n'en fît usage pour le brouiller
» avec ses anciens alliés. Probablement il comptait ne point les
» remettre du tout, puisqu'ils auraient été des preuves de sa
» perfidie [4]. »

Le 17 novembre 1471, Louis XI chargea Georges de la Trémouille et Pierre Doriole, lieutenant général des finances, ses ambassadeurs auprès du Téméraire, de lever les dernières difficultés.

Les ambassadeurs étaient à leur poste depuis deux semaines. Comme ils ne donnaient aucune nouvelle, le Roi se persuadait que

[1] On peut ajouter à ces deux villes Roye et Montdidier.

[2] Duclos impute au Téméraire un manque de foi signalé. Au lendemain du traité du Crotoy, le duc aurait formé contre Louis XI, avec Ferdinand et Isabelle, roi et reine de Sicile, prince et princesse de Castille, une ligue offensive et défensive, à laquelle aurait accédé le roi d'Aragon, père de Ferdinand (1er novembre 1471). De plus, le 12 novembre même mois, le duc aurait signé une déclaration portant que tous ses pays étaient exempts de vassalité envers la couronne de France, attendu l'infraction faite par Louis XI au traité de Péronne, et défendant à tous ses sujets de relever aucun appel en la cour de Parlement. Cette déclaration n'aurait été publiée que le 23 janvier 1472, ce qui explique la lettre du 2 décembre, ci-après analysée au texte. (Voir Duclos, tome II de ladite édition, pp. 64 et 65.)

[3] Duclos dit : les lettres de sûreté.

[4] Sismondi, *ibid.*

tout allait bien. Il ne tarda pas à être détrompé. Le 1er décembre arriva vers lui, aux Montils, près Tours, Me Jean Van den Driessche, que M. Kervyn de Lettenhove présente [1] comme l'intermédiaire habituel entre Hugonet et Louis XI. Nous sommes informé de la communication qu'il était chargé de faire par la lettre suivante adressée des Montils, le 3 décembre, par le Roi à Georges de la Trémouille et à Pierre Doriole :

« Mon cousin et vous, Monsieur le général, il y eut mardi » quinze jours que mes dernières lettres arrivèrent devers vous » au plus tard, et depuis je n'eus nulles nouvelles de vous, ce que » j'ai toujours pris à très bon signe jusques à hier que Me Jean » de la Drisque arriva, qui me dit que Monsieur le Connétable » m'avertissoit pour certain que je ne finerois de Monseigneur de » Bourgogne, mais qu'il ne me tromperoit point et qu'il diroit tout » franchement s'il le vouloit faire ou non, et qu'il étoit délibéré » de le me tenir, s'il me l'eût promis [2], et de ces choses qu'il en » est bien averti par homme sûr et qu'il ne lui en eût point » menti, qui est homme qu'il le sçait bien, et, à ce que je puis » connoître par les paroles de Me Jean de la Drisque, c'est *le* » *chancelier* et Me Jean Gros qui l'en ont averti. »

« Mon cousin et vous, Monsieur le général, je m'ébahis, quand » vous avez vu que la chose alloit mal, que vous ne m'en avez » averti, afin que je remédiasse par deçà, etc. [3]. »

Ce passage est, à notre connaissance, le seul qui incrimine Hugo-

[1] Hugonet, dit M. Kervyn de Lettenhove, instruisait dès 1471 Louis XI, par Jean Van den Driessche, de tout ce qui se passait au conseil de Charles le Hardi. (Note à la page 199 du tome IV de l'édition de 1854.) — L'historien de la Flandre nous donne aussi des renseignements précieux sur ce Van den Driessche. Il avait commencé par être huissier de la keure de Gand, puis était devenu huissier du conseil du duc. C'est lui qui, en cette qualité, avait, en 1451, assigné Daniel Sersanders, Liévin Potter et Liévin Snievoet. Rentré à Gand, il en avait été banni en 1460, puis y avait reparu en 1463. Plus tard, il avait accepté les offres de Louis XI, qui l'avait nommé trésorier des finances et l'avait, en 1467, envoyé vers le Téméraire, pour dissuader celui-ci d'attaquer les Liégeois. Bref, Van den Driessche était un traître de la pire espèce.

[2] Il s'agit sans doute de la délivrance des lettres de sûreté.

[3] Duclos, Preuves, III, 387, édition de 1745.

net. Il n'est pas sans gravité, car c'est assurément un fait anormal que de voir le chancelier de Bourgogne entrer en communication avec le connétable de France et dévoiler les intentions et les projets de son maître. Toutefois, pour peu qu'on réfléchisse, les objections se présentent en foule [1]. Ainsi :

1° Pourquoi, si Van den Driessche est l'intermédiaire ordinaire entre Hugonet et Louis XI, le chancelier ne l'adresse-t-il pas directement au Roi, car il faut le remarquer, Van den Driessche vient aux Montils de la part du Connétable, et rien ne dit dans la lettre de Louis XI, qu'il ait servi d'intermédiaire entre le chancelier de Bourgogne et Louis de Luxembourg.

2° Dira-t-on que Hugonet était obligé de communiquer avec Louis XI par personne tierce, attendu que des rapports directs l'eussent trop compromis? On répondra qu'il est à peine possible de comprendre comment cette personne tierce aurait été le Connétable de Saint-Pol. S'il y a un fait connu, c'est bien l'inimitié capitale existant entre Louis de Luxembourg et le chancelier de Bourgogne. Ce furent en effet Hugonet et Humbercourt, ses ennemis mortels, qui, le 24 novembre 1475, livrèrent Saint-Pol à l'amiral de France, aux seigneurs de Bouchage et de Saint-Pierre, et à Me Cerisais, délégués de Louis XI [2].

3° Van den Driesche, devenu trésorier des finances de France,

[1] Chose bien remarquable! M. de Barante, à la page 405 de son tome IX (édition susdite), cite la lettre du 2 décembre 1471 au seigneur de Craon et à Pierre Doriole. Il en donne même un passage et ne fait aucune réflexion au sujet du chancelier Hugonet. Il émet seulement cette observation à propos des tentatives de corruption qui venaient des deux côtés : « Réciproquement, » on s'efforçait de gagner les serviteurs et les conseillers. Souvent ils feigni- » rent de se laisser corrompre, en telle sorte qu'on ne savait pas bien pour » qui ils travaillaient, ou s'ils avaient un autre but que de se faire donner de » l'argent. » (Tome IX, p. 402.) — Dans un autre passage, M. de Barante se déclare franchement partisan de l'innocence d'Hugonet et d'Humbercourt : « Il (Louis XI) ne gagna rien, dit-il, sur ces fidèles serviteurs, » etc. (Tome XI, p. 215.)

[2] M. de Barante dit (tome X, 427) que Hugonet et Humbercourt étaient les deux plus grands ennemis que le Connétable eût en Bourgogne, et qu'ils l'avaient déjà vendu une fois aux conférences de Bovines.

ne devait pas avoir de secrets pour son Roi : comment se fait-il dès lors que Louis XI en soit réduit à faire des conjectures sur le nom de celui qui a fait passer un avis à Saint-Pol? comment se fait-il qu'il écrive: « *à ce que je puis connoitre par les paroles* » *de Me Jean de la Drisque?* »

De deux choses l'une : ou bien Van den Driessche ne s'explique pas clairement avec Louis XI, ne lui dit pas tout ce qu'il sait, ce qui ne s'accorde pas avec l'assertion de M. Kervyn de Lettenhove, ou bien, s'il n'est pas plus clair, c'est qu'il ne sait pas lui-même quel est le personnage de la cour de Bourgogne qui a communiqué avec Saint-Pol, et alors que devient l'accusation contre Hugonet?

4° Il faut aussi penser que tous les messages de Louis de Luxembourg doivent être tenus pour suspects. Dans une époque de mensonges et de fourberies, il mérita d'être distingué sous ce rapport et d'être considéré comme un traître tout à la fois par Louis XI et par le duc de Bourgogne. Combien de fois n'a-t-il pas trompé son maître en lui faisant passer de faux avis ou autrement?

Et maintenant que nous avons étalé sous les yeux du public savant les pièces du procès, concluons.

Aucun indice de trahison n'est relevé contre Humbercourt, il ne méritait donc pas la mort.

Un nuage plane sur Hugonet et sa mémoire en est comme ternie. Il mérite d'être soupçonné, mais la preuve de sa culpabilité ne nous paraît pas atteinte.

Nous rappelons d'ailleurs que nous nous refusons à appliquer la qualification de traîtres aux deux victimes du 3 avril 1477, à raison du traité particulier fait par eux avec Louis XI après la mort du Téméraire. Sur ce terrain, ils ne sont pas plus coupables que le prince d'Orange, les prélats, nobles et membres des États de Bourgogne qui s'accommodèrent avec le roi de France [1]. Ils sont moins coupables, à nos yeux, que Philippe Pot, seigneur de la Roche Nolay, que Philippe de Crèvecœur, seigneur d'Esquerdes,

[1] Cela était vrai surtout pour Hugonet, qui était Bourguignon.

Jean de Neufchâtel, seigneur de Montaigu, Jacques de Luxembourg, seigneur de Richebourg, qui tous, chevaliers de la Toison d'or, trahirent leurs serments et livrèrent les places dont ils étaient gouverneurs.

Du reste, en faisant décapiter Hugonet et Humbercourt, les Gantois firent œuvre et entendirent faire œuvre, non de justice, mais de vengeance et de politique. Ils voulaient mal de mort au Téméraire. Ne pouvant plus l'atteindre, ils se rejetèrent sur ses conseillers. Cela était forcé, inévitable, mais, remarquons-le, la fatalité n'a rien de commun avec la justice.

Deuxième question.

La sentence fut-elle légale?

Sur ce terrain, les partisans de l'affirmative ont cru quelque temps avoir cause gagnée.

En effet, disaient-ils, Hugonet étant Bourguignon et Humbercourt, Picard, les échevins gantois étaient incompétents à leur égard, aussi bien que le conseil provincial de Flandre. D'un autre côté, on ne pouvait renvoyer les deux ministres devant la cour souveraine des Pays-Bas, devant le grand conseil de Malines, puisqu'il venait d'être aboli par le privilége général du 11 février 1477. Il fallait donc créer un tribunal spécial pour juger ces deux hauts dignitaires, et ce tribunal, Marie de Bourgogne l'institua, *motu proprio*, par ses lettres patentes du 28 mars de ladite année. Quoi de plus explicite que ses lettres? la duchesse n'y dit-elle pas qu'elle veut et entend que bonne et prompte justice soit faite de ses deux conseillers?

Et si cela ne suffit point, ne dit-elle pas, dans les lettres de rémission du 4 avril, que « la connaissance et le jugement des » personnes arrêtées et emprisonnées.... *ont été consentis par* » *elle?* » En l'espèce, table rase étant faite des justices locale et seigneuriale, la constitution du nouveau tribunal ne pouvait émaner que du prince et c'est ce qui arriva. Si le pouvoir judiciaire est régulier, la sentence portée par lui est légale.

Dira-t-on que la duchesse eut la main forcée par l'émeute

du 27 mars? mais il n'y eut pas émeute (*moyte*), il n'y eut qu'un simple armement (*wapeninge*), puisque l'on vit pendant toute une semaine la bannière de la duchesse flotter sur le marché du Vendredi à côté de l'étendard de la commune.

A ces arguments qui, au premier abord, paraissent bien enchaînés et péremptoires, le savant archiviste général du royaume de Belgique a opposé les arguments que nous allons résumer :

A. — Tout est illégal dans ce procès, du commencement jusqu'à la fin, à commencer par l'ordre d'arrestation. De qui devait-il émaner? de la duchesse. Or, on a vu qu'il fut délivré par la loi de Gand, sur la requête des États généraux.

B. — Le tribunal qui jugea Hugonet et Humbercourt, (en admettant pour un instant que la condamnation émane des trente-six personnes nommées dans les lettres patentes du 28 mars), n'est pas un pouvoir régulièrement émané de la Constitution du pays. C'est une commission. Or, qui dit commission dit violence, passion aveugle, illégalité. Si la sentence qui coûta la vie au chancelier et au maréchal héréditaire de Brabant est légale, il faut en dire autant de l'arrêt porté quatre-vingt-onze ans plus tard par le Conseil des troubles contre les comtes d'Egmont et de Hornes (1568).

C. — Toutefois il est faux que la sentence ait été portée par ladite commission. C'est par les échevins gantois de la keure, par des magistrats absolument incompétens (les adversaires le reconnaissent), que Hugonet et Humbercourt ont été condamnés.

Les documents originaux et contemporains établissent ce point capital avec la dernière évidence.

C'est d'abord le registre de la *Collace*, qui dit « que les prisonniers ont été condamnés et justiciés par la loy de Gand[1]. »

C'est ensuite le manuscrit d'Ypres (la compilation de Van Letuwe), qui s'exprime ainsi :

« Les dites trois personnes (Hugonet, Humbercourt et Van

[1] *Verwijst ende ghejusticiert by de* WET (loy) *van Gendt.*

» Melle) furent *aussi*[1] traduites *devant les échevins de la keure* » *de Gand*, jugées et condamnées à mort, nonobstant qu'il y en » eût deux, savoir M. le chancelier et M. d'Humbercourt, qui ne » fussent pas bourgeois de Gand[2]. »

Dans les lettres de rémission du 4 avril 1477, la duchesse dit :

« La connaissance et le jugement des personnes arrêtées et empri- » sonnées par lesdits états de tous les pays de par deçà ont été » consentis par nous *aux échevins de ladite ville*, de sorte que les » prisonniers ont été exécutés par la justice d'icelle[3]. »

Enfin, la chronique gantoise et contemporaine (allant de 1468 à 1504), ayant appartenu à l'érudit Schayes, dit que les Gantois firent décapiter « par violence[4] le chancelier de Bourgogne, » homme très-sage, juste et débonnaire[5], le seigneur d'Humber- » court, qui était un seigneur sage[6], et qu'ils le firent contre la » volonté de la princesse[7]. »

Peut-on dès lors imaginer une sentence plus irrégulière, plus illégale ? Que deviennent, en présence de ces témoignages contemporains et si formels, les arguments qu'on peut tirer soit du *Journal du tumulte*, soit des chroniques flamandes, reposant aux archives provinciales de la Flandre orientale, desquelles chroniques la plus récente est de soixante-dix-sept ans postérieure aux évé-

[1] Ce mot « aussi » se rapporte aux six suppliciés de la place Sainte-Pharaïlde, qui avaient été jugés, personne ne le conteste, par les échevins de la keure.

[2] *De welke vorseide drie personen ooc bedinghet waren voor* SCEPENEN VAN DER KUERE IN GHEND, *ende waren verwijst ende ghecondempneert te stervene...*

[3] ... *dat de persoonen ghearresteert ende gevanghen by der selver staten van allen der landen van hairwairts over van der welken de kennisse ende dberecht gheconsenteert heeft ghezyn by ons den wethouders van onser voirseyde stede, zoe dat die ghevangene hendelic oic gheexecuteert hebben gheweest by der justicie van diere.*

[4] *Met gheweld.*

[5] *Die een zeer wys, rechveerdich ende goedertiere man was.*

[6] *Een wys heere.*

[7] *Jeghen den wille van de princesse.*

nements, les deux autres ne faisant que répéter la première[1]? Que deviennent les inductions tirées de cette circonstance que les trois suppliciés du 3 avril furent exécutés sur le marché du Vendredi et non sur la place S[te]-Pharaïlde ou devant la maison échevinale[2], ou de cette autre particularité que les frais de leur exécution, ayant été pris sur le trésor public, ne figurent pas dans les comptes de la ville, tandis qu'on y voit le bourreau de Gand, M[e] Guillaume Hurtecam, recevoir trois deniers gros pour la décapitation des six « *poorters* »? Des inductions, si ingénieuses qu'elles soient[3], ne peuvent prévaloir contre des textes formels et précis.

D. — L'argument tiré de la distinction entre les mots *moyte* (émeute) et *wapeninge* (prise d'armes) n'a aucune valeur. Lorsque le peuple de Gand prenait les armes sur la réquisition du souverain ou de son haut bailli (*hooch bailliu*), il y avait simple armement, mais lorsqu'il les prenait de lui-même et tumultuairement, il y avait une belle et bonne émeute. Jamais ce populaire indomptable et rancunier ne s'y prit autrement pour forcer la main à ses princes.

La particularité des deux bannières flottant côte à côte sur le marché du Vendredi ne signifie rien. Le magistrat, qui les avait sous sa garde, les fit planter ensemble; voilà tout. Par qui donc fut gardée la bannière de la maison de Bourgogne? non par un de ses officiers, mais par un sergent de la keure.

E. — Il est inexact de prétendre que Marie de Bourgogne fût dans la nécessité d'instituer la commission spéciale du 28 mars 1477. Il existait en ce moment dans les Pays-Bas deux juridictions parfaitement compétentes pour juger Hugonet et Humbercourt.

[1] *Bouck van memorien der stadt Gend* (1554). — *Geschrevene chronyke van Gendt* (1572). — *Aloude vlaemsche dag chronyke.* — Ajoûtons que, d'après le *Journal du tumulte*, Humbercourt, Hugonet et Van Melle auraient été jugés par la commission des trente-six. Voici le texte : « Le jeudi matin, » les huit seigneurs, les échevins des deux bancs et les deux doyens furent » en la maison *Ten Walle* vers Madame la comtesse, » etc.

Cette opinion, répétons-le, est difficilement soutenable.

[2] C'est dans ces deux endroits que se faisaient les exécutions en vertu de sentences rendues par les échevins ou par la cour féodale du Vieux-Bourg.

[3] Elles sont dues à M de Saint-Genois.

Pour le chancelier, la juridiction compétente était la cour souveraine, qui, aux termes du privilége général du 11 février 1477, avait été établie aux lieu et place du grand conseil de Malines et devait siéger là où résiderait le souverain. En vain a-t-on voulu prétendre que cette nouvelle juridiction ne fonctionnait pas encore au moment du procès. C'est une erreur. Les registres de ladite cour, conservés aux Archives générales du royaume de Belgique, prouvent, au contraire, qu'elle siégeait déjà en mars 1477. D'ailleurs, les lettres de rémission du 4 avril suivant fournissent un argument sans réplique. La duchesse y dit qu'elle les délivre « de » l'avis du conseil des princes et seigneurs de notre sang, *ainsi* » *que de notre grand conseil étant près de nous*[1]. »

Pour juger Humbercourt, une seule juridiction était compétente : le chapitre de la Toison d'or. Les statuts de l'ordre [2] contiennent le passage suivant : « Si un chevalier se départ ou s'enfuit » de journée de bataille, avec son seigneur ou autre, *ou s'il commet aucun vilain, énorme et réprochable cas*, le souverain et les » chevaliers de l'ordre procéderont contre lui, *et par aultre* » *manière n'en pourroit estre privé ne debouté.* » Cela est si vrai que c'est devant ce chapitre que furent traduits à la même époque les grands seigneurs bourguignons, chevaliers de l'ordre, coupables d'avoir livré à Louis XI les places dont ils étaient gouverneurs [3].

F. — On dit encore que le chancelier ne protesta pas contre la sentence, ce qui prouverait qu'il en reconnaissait la légalité. Le silence de Hugonet ne prouverait qu'une chose, c'est qu'il savait avoir offensé mortellement les Gantois, notamment en 1476 [4], et ne pouvoir attendre d'eux aucune pitié. Il se tut parce qu'il jugea

[1] *Ende oic met onsen groeten raide by ons wesende.*

[2] Chapitre VI.

[3] Nous avons donné leurs noms plus haut.

[4] Les députés des États généraux de 1476 avaient refusé de donner leurs conclusions par forme d'avis, ce qui eût équivalu à accepter « une charge limitée ». « Et n'avez pas aussi charge limitée, leur répliqua insolemment » Hugonet, quantes fois vous devez boire en chemin? » Pour d'autres impertinences de même espèce, voir Frédéricq, 200.

qu'il était au-dessous de sa dignité de faire entendre des réclamations inutiles. D'ailleurs, c'est bien une protestation que ce passage de la lettre qu'il écrivit à sa femme, le jour même de son supplice : « Ma fortune est telle que j'attens de aujourd'huy morir et partir » de cestuy monde, et, comme l'on dit, *pour satisfaire au peuple...* » La mort que je soustiendray est sans cause et sans que j'aye » faict ne que l'on me trouve avoir faict chose pour laquelle j'aye » desservy la mort [1]. »

Tels furent les arguments produits par M. Gachard. Le lecteur jugera s'il reste quelque chose de ceux de ses adversaires. Ce qui est certain, c'est qu'on ne lui a pas répondu.

Nous adoptons donc les conclusions de l'éminent archiviste général, sauf sur un point de détail. M. Gachard pense que la sentence fut prononcée par les treize échevins de la keure seulement, et en effet c'est ce que dit le manuscrit d'Ypres de Van Letuwe. Nous ne sommes pas aussi affirmatif. D'une part, on verra ci-après que le 27 ou le 28 mars 1477, la duchesse intercéda en faveur de ses ministres auprès des échevins des deux bancs (keure et Parchons); nous inférons de là que, cinq jours plus tard, les échevins des Parchons ont fort bien pu participer à la sentence. D'un autre côté, le registre de la *Collace* et les lettres de rémission du 4 avril attribuent la sentence à la *loy* de Gand ou aux échevins de ladite ville, expression générique qui englobe aussi bien les échevins des Parchons que ceux de la keure. Toutefois, notre jugement ne sera pas modifié. Étant posé que la sentence fut prononcée par la *loy* de Gand, nous n'hésitons pas, pour ce seul motif, à en proclamer l'illégalité.

Un dernier mot sur cette question.

Comment se serait opérée, si l'on s'arrête à l'opinion bien tran-

[1] La même idée se retrouve dans les lettres de réhabilitation accordées par Louis XI à la veuve et à la famille du chancelier (Bapaume, 16 mai 1477) : « ...à laquelle (duchesse) par le grand doyen dudit Gand fut respondu que » bien estoit vray que sans cause on l'avoit condamné à mort, mais qu'il convenoit que ainsy fust pour contenter le peuple dudit Gand. » (Lenglet-Dufresnoy, Preuves, III, 513, 514.)

chée de M. Gachard, la substitution, dans la prononciation de la sentence, des treize échevins de la keure aux trente-six membres de la commission judiciaire? On est réduit sur ce point à des conjectures, car il n'existe, à notre connaissance, aucun acte d'où résulte, soit la dépossession de cette commission, soit sa renonciation à son mandat.

Il faut admettre que les huit membres des États généraux se récusèrent d'abord et que leur exemple fut suivi par les deux doyens et les treize échevins des Parchons. Des deux côtés, le motif aurait été le même, à savoir qu'en participant à un arrêt emportant la peine capitale, les uns et les autres sortaient de leurs attributions. Le terrain serait donc resté libre pour les treize échevins de la keure, dont le rôle spécial était précisément d'administrer la justice [1].

[1] Il serait bien à désirer que l'on connût enfin d'une façon certaine les noms des échevins qui condamnèrent Hugonet et Humbercourt.

D'après le *Memorieboek*, publié en 1852 par la Société des bibliophiles gantois (tome I, pp. 302, 303), les treize échevins de la keure, nommés le 18 février par huit éliseurs, choisis moitié par la duchesse et moitié par la ville, auraient été :

1° Adriaen Van Ravenschoot, *ruddere* (chevalier);
2° Liévin de Pottere;
3° Pieter Goetgebuer;
4° Willem Van der Cammen;
5° Jan Van Zeveren;
6° Jaspar Van den Hole;
7° Joos Van Crombrugghe;
8° Jacob de Temmerman;
9° Jan Van der Boven;
10° Willem Rym;
11° Philips Van Loo;
12° Jacob Van Papeghem;
13° Daneel Van den Hane.

D'un autre côté, M. Kervyn donne la liste des nouveaux échevins à la page 220 du tome V de son *Histoire de Flandre* (édition de 1854). Nous ne trouvons plus alors que onze noms au lieu de vingt-six. Ces noms se décomposent comme suit :

Si, au contraire, on s'arrête à l'opinion intermédiaire, qui est la nôtre, les huit membres des États généraux se seraient seuls récusés ou auraient été seuls évincés.

Il nous reste maintenant à examiner le côté moral de l'affaire. La duchesse a-t-elle, en édictant les lettres patentes du 28 mars, agi librement ou a-t-elle subi une contrainte plus forte que sa volonté? Quels étaient au fond ses sentiments pour ceux qu'elle livrait à des juges prévenus et impitoyables?

On va voir qu'aucun doute ne peut plus subsister sur ce point.

Troisième et dernière question.

La duchesse Marie a-t-elle tenté de sauver ses deux conseillers, en implorant, soit les échevins, soit les métiers, soit tour à tour les uns et les autres.

M. le chanoine De Smet est, à notre connaissance, le seul historien qui ait dénié ces démarches de Marie de Bourgogne. Il les

1° Trois échevins de la keure (d'après le *Memorieboek*) :

Adrien de Ravenschoot,
Liévin Pottere,
et Guillaume ou Willem Rym.

2° Deux échevins des Parchons (d'après le *Memorieboek*) :

Roland de Baenst,
Philippe Van der Zickele.

3° Les quatre éliseurs (*kiesers*) du prince (d'après la même autorité) :

Jean Van der Gracht,
Simon Borluut,
Simon Damman,
Liévin Zoetamys.

4° Deux éliseurs de la ville (*id.*) :

Dieric Van Schoonbrouck,
Liévin Utermeere ou Untermeere.

Nous ne comprenons pas de telles dissidences, et surtout que les éliseurs du *Memorieboek* figurent parmi les échevins de M. Kervyn. Nous prions donc les historiens gantois d'élucider complétement ce point.

considérait comme incompatibles avec les lettres patentes du 28 mars 1477, à la sincérité desquelles il croyait.

Mais comment soutenir une thèse aussi absolue, alors que des documents, tels que les *Wetvernieuwingen* d'Ypres, le *Journal du tumulte,* le *Memorien-bouck* de Gand, que nous citerons tout à l'heure, sont unanimes pour attester les efforts de la duchesse.

La thèse de M. De Smet a donc été désertée. Seulement, on s'est mis à discuter sur la façon dont ces démarches avaient eu lieu, sur leurs dates, etc. Tout ce mouvement historique s'était produit, il faut insister sur ce point, par réaction contre Philippe de Commynes, Olivier de la Marche, Jean Molinet, et contre M. de Barante, qui les a un peu trop fidèlement suivis. On s'est surtout demandé si la scène finale s'était bien passée comme le raconte Commynes, si elle avait été aussi dramatique; si, en effet, Marie de Bourgogne avait vu ses deux serviteurs sur l'échafaud et si leur sang avait en quelque sorte rejailli jusque sur elle.

Or, les documents contemporains ou originaux ne sont pas favorables à cette version que Commynes a évidemment dramatisée. Ils l'infirment même complétement.

La vérité est que Marie de Bourgogne fit deux démarches pour sauver Hugonet et Humbercourt : la première, le 27 ou le 28 mars 1477, auprès des échevins et peut-être des doyens des métiers assemblés à l'*Hoochhuus;* la seconde, le lundi de la semaine-sainte, 31 mars, auprès des métiers eux-mêmes, campés sur le marché du Vendredi.

Voyons comment on peut arriver à la découverte de la vérité historique.

Ce ne sera assurément, ni par le manuscrit d'Ypres, ni par le *Journal du tumulte,* ni par le *Memorien-bouck.*

Le manuscrit d'Ypres dit simplement qu'il y eut de la part de Marie supplications avec larmes, mais il n'indique pas de jour et ne dit pas à qui ces prières furent adressées. Voici le texte : « Mémoire que, quoique Melle de Bourgogne eût accordé pardon » et rémission de tout ce qu'ils (les deux conseillers) pouvaient » avoir méfait et en outre qu'elle priât de tout son cœur avec » ardeur et instance et, à ce que disent aucuns, avec les larmes

» aux yeux, pour toutes les personnes susdites et en particulier » pour Mr le chancelier et Humbercourt, cela ne servit à rien[1]. »

Le *Journal du tumulte* est plus précis. Il dit d'abord que la duchesse s'adressa « à ceux de Gand, » et ensuite que sa démarche eut lieu le lundi en la bonne semaine, c'est-à-dire le lundi de la semaine-sainte, 31 mars 1477[2].

Ce document ne s'applique donc qu'à la seconde démarche, à celle qui eut lieu auprès des métiers.

Le *Memorien-bouck* est confus. Ainsi il indique le 31 mars, non comme date d'une des deux démarches de la duchesse, mais comme le jour de la convocation des métiers pour se rendre sur le marché du Vendredi. Ils y restèrent, dit ce document, pendant cinq jours et ce fut le cinquième jour que la duchesse vint implorer le peuple[3]. Le chroniqueur ne paraît même pas savoir ou se rappeler que l'exécution eut lieu le 3 avril, puisque, suivant lui, la duchesse ne serait venue sur le marché du Vendredi que cinq jours après le 31 mars, c'est-à-dire le 5 avril. Il a évidemment confondu et s'est trompé sur ce qui s'est passé le 31 mars. Néanmoins, comme nous le savons déjà, la date est à retenir[4].

Dans le *Journal du tumulte* et le *Memorien-bouck*, la réponse faite à Marie de Bourgogne est identique : « la duchesse a promis » de faire justice au riche comme au pauvre. » Le *Memorien-bouck* ajoute un détail qui serait curieux, s'il n'était inexact[5] :

[1] *Memorie hoe wel dat mijn ghenadeghe joncvrauwe van Bourgoingen pardoen ende remis ghegheven hadde van al dies zy mesdaen mochten hebben, ende boven dien met aller herten, neerensticheid ende diligencie ende zo eenighe zeiden met weenenden hoghen, bad voor alle de vorseide personen, ende zonderlighe voor mijnen heere den cancellier ende Hubercourt, het en mochte niet baten.*

[2] Le lundi en la bonne semaine, vint Madame, comtesse de Flandre, prier à ceux de Gand pour lesdits seigneurs prisonniers. Sur quoy fut respondu à nostre très redoutée dame qu'elle avoit juré d'administrer droit aussi bien aux riches que aux pauvres.

[3] Ainsi, il s'agit encore ici de l'intercession auprès des métiers.

[4] Voir la note du chanoine De Smet dans le dernier tome VI, 2e série, des Mémoires de l'Académie de Bruxelles.

[5] Nous disons : inexact, parce qu'il est faux que Marie de Bourgogne se soit désintéressée du sort de ses conseillers.

« A cette réponse, la comtesse salua le peuple, laissa la chose aux
» hommes de loi et se retira en son palais. »

L'argumentation de M. de Saint-Genois va nous servir à déterminer la date de l'intervention auprès des échevins.

« Vers la fin de mars, dit-il (il aurait dû dire le 27 mars), les
» métiers et leurs doyens s'assemblent, bannières déployées, sur
» le marché du Vendredi, pour demander qu'on prononce sur le
» sort des prisonniers. La princesse prend alors une détermina-
» tion extrême. Elle se rend au marché dans la maison dite
» *Hoochhuus* ou *Untenhoven-Steen*. Les doyens et les suppôts
» des métiers (M. de Saint-Genois aurait dû ne pas omettre les
» échevins) y sont assemblés. Elle les engage à se retirer chez
» eux, leur disant qu'ayant pardonné, elle la princesse, à Hugonet
» et à Humbercourt, les crimes qu'ils avaient pu commettre, elle
» les priait à son tour de laisser rendre la liberté aux prisonniers.
» Les métiers, ayant délibéré entre eux, répondirent qu'ils avaient
» juré de faire justice du pauvre comme du riche et qu'ils dési-
» raient que le jugement fût rendu sur la conduite des deux
» ministres. »

Comme on le voit, c'est toujours le même argument de la justice égale pour tous, argument que nous avons déjà relevé dans le *Journal du tumulte* et dans le *Memorien-bouck,* qui reparaît encore ici, et, comme il est reproduit une troisième fois dans les lettres patentes du 28 mars 1477, instituant la commission judiciaire, M. de Saint-Genois conclut de cette coïncidence que l'intervention de la duchesse auprès des personnages réunis à l'*Hoochhuus* et les lettres patentes sus-énoncées sont presque simultanées.

Les comptes de la ville de Gand de l'année 1476, ancien style [1], fournissent des arguments très-forts pour tout à la fois rectifier M. de Saint-Genois et fixer la date de la première intervention. On y lit ce qui suit :

« Item, payé sur l'ordre comme plus haut (c'est-à-dire des
» échevins) à Jean de Coc, demeurant dans la maison haute au
» marché du Vendredi, à cause et pour les dépenses par lui faites
» à l'époque où notre très-redoutée demoiselle et princesse vint

[1] F° 175 dudit compte.

» à ladite maison haute et que les bonnes gens des trois membres » de la ville de Gand lui firent serment [1], et lorsque notre très- » redoutée demoiselle encore vint à la susdite maison haute, à » l'époque où lesdites bonnes gens de cette ville se tenaient en » armes sur le marché, *avec les dépenses des échevins des deux* » *bancs et d'autres* [2], suivant spécification de la cédule, 35 esca- » lins 7 deniers gros. »

Ainsi les personnages que la duchesse est allée trouver à l'*Hoochhuus*, ce ne sont pas, comme le dit M. de Saint-Genois, les doyens et les suppôts des métiers, mais bien les échevins des deux bancs (Keure et Parchons). Le texte ajoute: et *d'autres personnes*. Ces dernières sont sans doute le grand doyen et le doyen du métier des tisserands, qui faisaient partie du magistrat; peut-être aussi d'autres doyens de métiers, car, dans les jours révolutionnaires, on n'y regarde pas de si près.

Quant à la date, on aboutit presque forcément, ce nous semble, à la conclusion de M. de Saint-Genois. La première intercession de Marie a eu lieu, dit le compte de 1476 (1477 n. s.), alors que les métiers campaient sur le marché du Vendredi; donc elle ne peut être antérieure au 27 mars. D'un autre côté, on admettra difficilement qu'elle soit postérieure au 28 mars. On comprend en effet parfaitement que la duchesse soit allée prier les échevins et les doyens de passer l'éponge sur le passé, alors que le procès n'était pas résolu en principe, que la juridiction n'était pas fixée, mais quand tout cela fut fait, l'intervention aurait été inintelligible.

Donc, cette première démarche aurait eu lieu le 27 mars, après le rassemblement des métiers, ou le 28 mars, avant la promulgation des lettres patentes [3].

[1] Le 16 février 1477.

[2] *Ende als dezelve onse harde geduchte joncvrauwe noch quam up troorn t' Hoochhuus, doe de voors goede lieden van dezer stede ende wapene ter maerct stonden, metten costen* VAN SCEPENEN VAN BEEDE DEN BANCKEN ENDE ANDREN.

[3] Disons toutefois que, suivant M. Kervyn de Lettenhove, toutes les démarches de la duchesse, tant auprès des échevins qu'auprès des métiers, eurent lieu le même jour, 31 mars.

Commynes est dans le même sens : « Mademoiselle de Bourgogne, sçachant

Cette conclusion nous paraît enfin corroborée par le dernier document qu'il nous reste à citer. Il établit, croyons-nous, qu'il y eut au moins une tentative faite avant le suprême effort tenté auprès des métiers. Or, comme celui-ci eut lieu incontestablement le 31 mars 1477, la démarche auprès des échevins aurait eu lieu le 27 ou le 28 mars, et son insuccès a dû déterminer la promulgation des lettres patentes du 28.

C'est à M. Gachard que revient l'honneur d'avoir produit cette dernière pièce et dissipé les ténèbres qui planaient encore sur toutes ces questions difficiles et controversées.

L'éminent archiviste général n'attachait pas grande importance aux dates des démarches de la duchesse. Du moment où cette intervention n'était plus contestée, il lui importait peu, disait-il, qu'elles se fussent produites tel jour plutôt que tel autre. En revanche, il ne négligeait rien pour infirmer les lettres patentes du 28 mars, pour leur enlever leur caractère de liberté et de spontanéité, et par conséquent tout crédit, toute vertu et toute autorité. Ainsi, tantôt dans la précieuse édition qu'il a donnée de l'*Histoire des ducs de Bourgogne* de M. de Barante [1], tantôt dans ses communications à l'Académie royale de Belgique, il ajoutait successivement aux pièces déjà connues : 1° des lettres du 5 mai 1477, par lesquelles la duchesse remettait à la veuve du chancelier Hugonet la moitié des droits seigneuriaux dus au trésor ducal à raison de l'acquisition faite par son défunt mari de la seigneurie de Middelbourg en Zélande, lettres motivées « par les grands, notables et » loyaux services que ledit feu seigneur avait fait par ci-devant » tant à feu monseigneur le duc Charles qu'à elle-même. » 2° une lettre écrite par la même le 24 avril 1477, de Bruges, aux com-

» cette condamnation, s'en alla en l'hostel de ville (ce qui est une erreur) leur » faire requeste et supplication pour les dessusdits, mais rien n'y valut. De » là s'en alla sur le marché, où tout le peuple étoit assemblé et en armes. »

[1] 1838, Wahlen. — Ce livre est très-utile aux historiens français qui s'occupent du XIVe et du XVe siècle, parce que la rare exactitude de M. Gachard supplée à ce que les brillantes facultés de M. de Barante laissent parfois à désirer.

munemaistres et échevins de Malines, par laquelle elle leur recommandait spécialement la veuve du seigneur d'Humbercourt, qui s'était retirée en leur ville avec ses enfants et se proposait d'y rester quelque temps.

Dans cette pièce étaient encore invoqués « les bons, notables et » fidèles services rendus par nostre dit cousin, son époux, durant » sa vie, à nous et à nos prédécesseurs [1]. »

Comment, en présence de ces témoignages de reconnaissance et d'affection, si rapprochés du jour de l'exécution, disait M. Gachard, douter des véritables sentiments de la duchesse pour les deux serviteurs, que la nécessité et le malheur des temps l'avaient contrainte à sacrifier?

Cependant le bruit du débat était arrivé aux oreilles d'un gentilhomme belge, amateur d'histoire. M. le comte Jean de Hornes se trouvait être possesseur, nous ignorons à quel titre, d'une partie des archives de la famille de Brimeu. Il communiqua ces documents, dont beaucoup concernaient Guy de Brimeu (Humbercourt), à M. Gachard qui, avec le flair de l'archiviste et du savant, distingua parmi eux celui qui devait mettre fin à bien des discussions [2]. C'est un *motu proprio*, une cédule datée du 31 mars 1477 (antérieure par conséquent de trois jours à l'exécution) : « Je promets, y dit » Marie, en parole de princesse et sur ma foy et honneur, que je » ne souffriray estre fait aucun empeschement à la veuve et aux » enfans de messire Guy de Brimeu, seigneur d'Humbercourt, » en leurs biens, quelque exécution qui se fasse de la personne » dudit Humbercourt, *que Dieu ne veulle, car ce seroit à nostre* » *très grant desplaisir...* »

Puis elle continue en ces termes : « considérans que nostre amé » et féal cousin, le seigneur de Humbercourt, *sans nostre aucto-* » *rité ny de justice,* a esté prins *contre nostre vouloir* par ceulx

[1] On peut invoquer dans le même sens les lettres patentes données le 26 juin 1479 par l'archiduc Maximilien et la duchesse Marie.

M. Gachard fait encore observer que les veuves des deux suppliciés restèrent dans les Pays-Bas et que les biens de leurs maris ne furent pas confisqués.

[2] *Histoire des ducs de Bourgogne,* de M. de Barante, annotée par M. Gachard. Édition belge de 1838, tome II, p. 725.

» de Gand, et que, *par voulenté populaire,* il est en danger de sa
» vie, pour laquelle sauver avons *plusieurs fois et en nostre per-*
» *sonne* fait plusieurs requestes et *ce jourd'huy, mains jointes,*
» *avec larmes,* avons prié *audit peuple* pour luy, ce que n'avons
» peu obtenir, et pour ce que, à notre mandement, ledit seigneur
» de Humbercourt est venu en ceste ville de Gand et depuis se
» employé en nos affaires, selon que luy avons ordonné, etc. »

Toutes les solutions se trouvent, comme à plaisir, accumulées dans ce document capital. Humbercourt y est, à la vérité, seul visé, mais il est évident, vu la cédule relative à la seigneurie de Middelbourg, que le chancelier ne peut être séparé de son compagnon d'infortune.

Ainsi :

1° La duchesse proclame la fidélité et le loyalisme du grand-maréchal, comme aussi le chagrin que lui cause son malheureux sort.

2° Elle déclare que les choses se sont passées contre son autorité et au mépris de toute justice régulière.

Que son serviteur a été, contre son vouloir, arrêté par la Loy de Gand.

Que le supplice d'Humbercourt, s'il a lieu, n'a d'autre cause que la « voulenté populaire. »

Qu'elle a agi en personne et par plusieurs fois, « et fait plusieurs requestes. »

C'est-à-dire agi successivement auprès des échevins et des métiers.

Que sa dernière démarche auprès du peuple, campé sur le marché du Vendredi, a eu lieu le jour même où elle signe la cédule, 31 mars 1477 [1].

[1] Il y a là, nous le répétons, un argument de texte très-fort en faveur de l'opinion qui assigne deux dates aux démarches de la duchesse. Ainsi celle-ci dit : *qu'elle a fait plusieurs fois... plusieurs requestes*, puis elle ajoute : *Et ce jourd'huy, mains jointes, avons prié audit peuple.*

Ce mot d'*aujourd'hui* ne s'applique évidemment qu'à la démarche auprès

Qu'elle n'a épargné ni les prières, ni les larmes; qu'elle a supplié le peuple à mains jointes.

De là ressortent les conséquences suivantes:

1° M. de Saint-Genois était exact, en fixant au 27 ou au 28 mars, la démarche de la duchesse auprès « des échevins des deux bancs et autres » réunis à l'*Untenhoven Steen*.

2° Le *Journal du Tumulte* était bien informé en fixant au « lundi en la bonne semaine (31 mars) » la présence de la duchesse sur le marché du Vendredi.

3° Commynes a été véridique en ce qui concerne l'un des faits principaux, la descente de Marie sur le marché du Vendredi. Seulement, ce n'est pas le jour du supplice, 3 avril 1477, qu'elle est allée affronter le peuple, c'est le 31 mars. Tous les autres détails donnés par lui sont controuvés, imaginaires. Lorsqu'il nous montre la jeune princesse apercevant ses ministres sur l'échafaud, les métiers divisés d'opinion et prêts à se ruer les uns contre les autres, la pique en avant, il tombe du drame humain dans le roman.

Après la découverte de la pièce que nous venons d'analyser, il n'y avait plus rien à dire sur la troisième question. Le débat est donc clos depuis quarante ans. Seulement, — et il faut avoir le courage de le répéter, — il est regrettable qu'une discussion, qui fait tant d'honneur aux historiens belges, ne soit pas mieux connue à l'étranger, même des érudits de carrière et de profession [1].

des métiers. Donc les « plusieurs requestes » doivent être reportées à un jour antérieur, et à qui auraient-elles été adressées, sinon aux échevins? Ce dernier point est d'ailleurs établi par la mention du payement à Jean de Coc, où il est parlé des échevins des deux bancs.

[1] On trouvera peut-être que nous avons trop peu cité M. de Barante. Nous ferons observer que les détails dans lesquels nous avons dû entrer ne sont pas du domaine de la grande histoire et que nous ne pouvions pas espérer les trouver dans l'ouvrage du célèbre et brillant historien. En ce qui concerne les faits généraux, M. de Barante a beaucoup suivi Commynes. Discuter les assertions souvent sujettes à caution, parce qu'elles sont intéressées, du sei-

gneur d'Argenton, c'est par cela même discuter M. de Barante. C'est ainsi que tout le récit du supplice d'Hugonet et d'Humbercourt serait à refaire.

Pour montrer, du reste, que nous sommes excusable de ne pas avoir cité davantage un ouvrage dont la France s'enorgueillit à juste titre, nous signalerons quelques points qui appellent des rectifications.

1° M. de Barante dit[1] : « Les membres (de la deuxième ambassade) en » retournant à Gand, y trouvèrent le désordre fort augmenté et la jeune prin- » cesse dans un péril toujours croissant. Les gens de la ville avaient saisi » leurs magistrats, fait périr les uns, enfermé les autres. »

Ce furent bien plutôt les ambassadeurs des États (troisième ambassade), qui, à leur retour, trouvèrent Gand dans l'état de trouble dont parle M. de Barante. En effet, ils y rentrèrent le 13 mars, jour de l'exécution de Pierre Hueriblock.

On croirait aussi, en prenant le passage ci-dessus transcrit au pied de la lettre, que les Gantois avaient arrêté leurs magistrats en exercice lors de la mort du Téméraire, tandis qu'il s'agit des échevins qui étaient en exercice en 1468-1469, lors du *Calfvel*. Il n'est pas exact non plus de dire que « les » Gantois avaient fait périr les uns, enfermé les autres », puisque sur les huit individus décrétés d'accusation, six furent suppliciés et deux relâchés.

2° A la même page, nous lisons : « Il avait fallu assembler les trois États » de Flandre, etc. »

Ce n'est pas assez dire. Ces États dits « de vier Landen » comprenaient aussi les députés du Brabant, du Hainaut, de l'Artois, de la Hollande et de la Zélande, des châtellenies de Lille, Douai et Orchies, lesquels se portèrent fort pour les députés de Luxembourg, Limbourg, Gueldre, Zutphen, Namur et Malines.

3° M. de Barante dit[2] : « Des ambassadeurs furent envoyés par les États à » *Péronne*, où se tenait toujours le roi. »

Nous avons vu, au contraire, que la troisième ambassade fut reçue par Louis XI en la cité d'Arras, où elle arriva le dimanche 9 mars, après avoir passé par Lille et par Lens.

4° Le maréchal héréditaire de Brabant est appelé Himbercourt. C'est l'orthographe adoptée par Commynes. Or, le véritable nom est Humbercourt.

Guillaume de Clugny est appelé le protonotaire de Cluni (*sic*). Il semble qu'il s'agisse d'un titre alors qu'il s'agit d'un nom patronymique.

5° Nous lisons à la page 224, même volume, que le chancelier fut arrêté dans un couvent (la Chartreuse de Royghem, près de Gand). Or, cela n'est vrai que pour Humbercourt et Clugny.

6° A la page 226, même volume, nous trouvons ces deux passages : « Mes-

[1] Tome XI, p. 217.
[2] Même tome, p. 221.

» sire Hugonet déclara aussi qu'il devait être regardé comme appartenant à » la cléricature. » Puis : « Pour obtenir du moins quelques délais, ils en appe- » lèrent au Parlement de Paris. »

Ces deux opinions, introduites dans l'histoire par Commynes, sont aujourd'hui bien ébranlées.

Sur le premier point, on a fait observer que ceux-là seuls étaient clercs et susceptibles d'être soustraits aux tribunaux laïques, qui avaient reçu le sacrement de l'ordre. Celui à qui le sacrement avait été conféré ne pouvait renoncer aux priviléges qui en découlaient. *Qui quidem ordo suæ personæ adhæret, licet alias sit vitæ pestiferæ ac detestandæ.* Or, il est bien certain que le chancelier, marié et père de famille, n'avait pas reçu « l'*ordo* ».

Le second point est plus controversable.

Dans le sens de l'opinion de M. de Barante, on peut citer les autorités suivantes : 1° L'appel devant le Parlement de Paris fut admis, en ce qui concernait la Flandre, non-seulement par les membres de la seconde ambassade, dont faisaient partie Hugonet et Humbercourt, mais encore par ceux de la troisième, lesquels, s'appuyant sur l'abolition du grand conseil de Malines, déclarèrent au roi de France que, « pour nul temps advenir, la majesté royale » plus ne seroit au moyen de telz nouvelletéz foulée ne diminuée en aucune » manière. » 2° Dans les lettres de réhabilitation accordées en faveur de la mémoire d'Humbercourt (Hesdin, 20 avril 1477), Louis XI parle de « certaines » appellations sur ce interjettées par ledit seigneur de Humbercourt en nostre » cour de Parlement. »

A quoi l'on a objecté :

a) Que le ressort des juridictions de Flandre au Parlement de Paris avait été aboli par les traités de Péronne et du Crotoy.

b) Que, d'après le privilége général du 11 février 1477, tout appel fait en Flandre ne pouvait plus être porté que devant le conseil de la province.

c) Enfin, M. Gachard, qui combat la première opinion, dit que tout appel était impossible en l'espèce, attendu qu'il s'agissait d'une matière criminelle et qu'en cette matière les loys ou magistrats de la plupart des villes des Pays-Bas jugeaient souverainement et en dernier ressort. Or, il s'agit ici d'une sentence rendue par la loy de Gand.

7° Nous avons déjà dit que tout le récit de l'exécution était à refaire.

En effet, on saisit les traits suivants dans le récit de M. de Barante :

a) La duchesse va à l'hôtel de ville supplier qu'on épargne ses serviteurs ?

Or, c'est à l'*Hoochhuus*, et non à l'hôtel de ville (*schepenhuus*) que se rendit la duchesse.

b) De là, elle court à la place du Marché?

Elle n'avait pas à courir d'un lieu à l'autre, puisque l'*Hoochhuus* était placé sur le marché du Vendredi.

c) On fut obligé de porter sur l'échafaud Hugonet et Humbercourt, brisés par la torture?

Cela n'est vrai que pour Humbercourt, et l'on ne dit pas qu'on le porta sur l'échafaud. Comme il n'avait plus assez de force pour se tenir quelque temps debout, on lui donna un siége. Telle paraît être la vérité.

d) Les métiers sont divisés d'opinion et sur le point de croiser la pique les uns contre les autres. Enfin, les plus violents l'emportent. Marie voit tomber les têtes de ses deux serviteurs. On l'emporte à demi morte, etc.?

A tout cela on peut répondre d'un mot : le 3 avril 1477, la duchesse ne sortit point de son palais.

e) Cette cruelle exécution ne calma point le peuple, il continua à se tenir en armes sur la place du Marché?

C'est une erreur. Les métiers quittèrent le Marché aussitôt après l'exécution et reconduisirent les échevins à la maison de ville.

f) Mademoiselle de Bourgogne était gardée comme dans une prison?

Comment alors se fait-il que, le 5 avril, elle soit partie pour Bruges?

LA

LOI DE BEAUMONT

EN BELGIQUE.

ÉTUDE

SUR LE RENOUVELLEMENT ANNUEL DES JUSTICES LOCALES,

PAR

M. Godefroid KURTH,

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE.

(Présenté à la classe des lettres dans la séance du 10 février 1881.)

PRÉFACE.

Si peu qu'on aime les préfaces, encore est-il des cas où elles sont indispensables.

L'étude que je soumets au public est un fragment d'un travail de longue haleine sur les institutions politiques des campagnes ardennaises. Plusieurs vacances ont été employées à en rassembler les documents éparpillés et mutilés. Les archives de l'État à Arlon m'en ont fourni le plus grand nombre ; celles de la ville de Virton m'ont valu quelques pièces ; les autres ont été exhumées au jour le jour dans des courses le plus souvent stériles d'un village à l'autre. Les terribles désastres soufferts par notre pays pendant le XVIIe siècle, les pillages de la révolution française au XVIIIe, et enfin l'incurie de la génération actuelle ont fait, en grande partie, disparaître les matériaux de cette étude. Ethe, Étalle,

Rachecourt, Halanzy, Châtillon, n'ont plus de papiers communaux ; par contre, ceux que j'ai trouvés à Bleid, à Sainte-Marie, surtout à Saint-Léger et à Mussy, m'ont été d'un grand secours.

Je ne me dissimule pas combien de traits manquent encore au tableau que j'ai essayé de tracer ; mais la vie est courte, et je dois me contenter aujourd'hui d'une esquisse incomplète, sauf à faire mieux plus tard si j'en trouve le temps et les moyens.

Il y avait longtemps que je supportais avec impatience la vieille réputation que l'on fait au Luxembourg d'avoir été la partie la moins libre de la Belgique. Le lecteur verra par les pages qu'il va lire ce qu'il en doit penser, et je ne croirai pas avoir pris trop tôt la plume si je puis contribuer à extirper un préjugé si outrageant pour ce noble pays.

LA LOI DE BEAUMONT EN BELGIQUE.

Le droit essentiellement rural auquel la petite ville de Beaumont a l'honneur d'avoir attaché son nom s'étendait, comme chacun sait, sur une multitude de villages lorrains, champenois et ardennais. La vallée de la Semois, qui traverse le Luxembourg méridional dans presque toute sa largeur, celle de la Chiers, qui s'étend dans un sens à peu près parallèle à la précédente et va, comme elle, aboutir à la Meuse, et toute la région comprise entre ces deux belles rivières, ont été, de temps immémorial, des pays libres par excellence. Là vivaient, dans les vastes solitudes des forêts et au milieu d'une nature sauvage, ces fortes et saines populations qui n'ont appris à connaître la servitude que le jour où des étrangers ont fait retentir à leurs oreilles le mot de liberté.

Dans la partie belge de cet étroit domaine, c'est-à-dire vers les frontières du Luxembourg méridional, on compte jusqu'à présent plus de soixante-dix villages qui étaient régis par la loi de Beaumont [1] et le nombre en sera doublé peut-être lorsqu'on connaîtra

[1] Il y en a trente-cinq dont on connaît la charte ; ce sont, en suivant l'ordre chronologique : Corbion (1242), Gembes (1243), Limes (1254), Bellefontaine, Gérouville, Tintigny, Han, Poncelle, Houdemont, Prelle (1258), Saint-Mard, Vieux-Virton (1260), Herbeumont, les Abbyes (1268), Cugnon, Orgeo, Lamorteau (1269), Virton (1270), Florenville (1273), Chassepierre (1274), Villers-Tortru (1282), Ruette, Vance (1284), Ethe (1300), Torgny (1301), Chiny (1303), Lacuisine (1304), Rouveroy (1324), Saint-Léger (1368), Harnoncourt (1369), Villers-devant-Orval (1378), Sainte-Marie (1460), Montquintin, Couvreux (1473), Sugny (1384).

Les suivants, dont la charte est perdue ou qui n'en ont jamais eu, étaient

plus exactement le passé de ce pays. Serrés les uns contre les autres, en groupe compacte et nombreux, tous ces villages libres formaient comme une vaste famille dont les membres se sentaient unis par les liens d'une antique fraternité. Beaumont était au milieu d'eux comme la métropole du droit; on y allait *prendre* ou *battre la loi*, comme disaient nos ancêtres, chaque fois qu'on se trouvait embarrassé dans l'application de la coutume. Plusieurs chefs de sens intermédiaires se groupaient, à des degrés différents, autour de la métropole; on ne s'adressait généralement à celle-ci que lorsque ceux-là étaient impuissants à résoudre d'une manière satisfaisante les difficultés qui leur étaient proposées. C'est ainsi que Montmédy, depuis sa charte d'affranchissement, qui date de 1239, donnait la loi à tous les villages du comté de Chiny [1], et que, dans ce même comté, Virton la donnait en première instance à tous ceux de sa prévôté. Marville [2] et Mussy-la-

également affranchis à la loi de Beaumont: Mussy-la-Ville, Halanzy, Messancy, Rachecourt, Baranzy, Meix-le-Tige, Châtillon, Étalle, Buzenol, Jamoigne, Pin, Izel, Bulles, Grandcourt, le Ménil, Sommethone, Neufchâteau, Musson avec tout son ban, Bleid, Signeul, Saint-Remy, Habay-la-Neuve, Suxy, Alle, Chantemelle, Meix-devant-Virton, Ucimont, Battincourt, Selange, Udange, Habergy, Wolkrange, Juvillancourt, Barnich, Stockhem, Guerlange, Bebange, Longeau.

[1] Voici comme s'exprime à ce sujet la charte d'affranchissement de Montmédy:

« Item dedi et concessi eis quod omnes villae novae aliaeque comitatus de » Chiney, et burgenses earum, deinceps tenentur venire apud Montmaidy, a » villico et scabinis, super casibus in quibus dubitaverint, legem et judicium » ibidem recepturi, secundum quod consueverant apud Bellomontem facere; » et stabile erit quidquid super his dictus villicus et scabini secundum legem » et consuetudinem Bellimontis sub juramentis eorum judicaverint. Si vero » dictus villicus et scabini super aliquibus casibus dubitaverint, et sub sacra- » mentis eorum per ipsos vel per burgenses de Montmaidy non voluerint » super his ad plenum edoceri, ex tunc possint ire sine forisfacto apud » Bellimontem ratione consilii ibidem habendi. » (Goffinet, *Les comtes de Chiny*, Instit. Archéol d'Arlon, t. IX, p. 318.)

Beaucoup de chartes communales du comté de Chiny ont soin de stipuler ce privilége de Montmédy: ainsi celles de Lacuisine, d'Ethe, de Sainte-Marie.

[2] Saint-Léger, aux termes de sa charte d'affranchissement, allait à Marville.

Ville [1] étaient les chefs de sens d'un grand nombre de villages luxembourgeois, mais la seconde de ces communes était subordonnée à la première comme Virton à Montmédy. Il y avait ainsi entre les villages une hiérarchie véritable dont les rangs étaient déterminés par l'antiquité ou par une circonstance historique primordiale, et qui continuait d'être respectée alors même que le souvenir de son origine s'était depuis longtemps perdu [2].

De quand datait ce régime de liberté dans les villages forestiers du Luxembourg? Je n'entreprendrai pas de répondre à cette question, quelque intéressante qu'elle soit; elle se rattache trop intimement à un grand problème historique dont la solution n'est pas l'objet de cette étude. Je me contenterai ici de deux affirmations, dont l'une est prouvée de la manière la plus péremptoire par l'histoire du régime communal dans tous les pays de l'Europe, et dont l'autre n'a guère besoin de preuves. La première, c'est que les libertés communales sont partout beaucoup plus anciennes que leurs chartes, et que celles-ci ne font d'ordinaire que constater et consacrer une coutume bien antérieure. La seconde, c'est que les communautés rurales, au même titre que les grandes associations urbaines, sont des formes nécessaires de toute vie sociale, et que leur origine, comme celle de la famille, ne peut être cherchée que dans l'origine de la nation elle-même. Sans doute, elles ne jouirent pas, dès les premiers jours, de tous les droits que leur conférait si libéralement la loi de Beaumont, et il leur fallut bien des développements successifs pour arriver à cet état d'indépendance et de prospérité où nous les trouvons pendant les beaux siècles du moyen âge.

[1] Le record de 1714, qu'on voit aux Pièces justificatives, *litt.* D, nous apprend que Mussy donnait la loi à Ethe, Petange, Differdange, Habay-la-Neuve, Charage, Soleuvre, et est dressé à l'occasion d'une question posée par ceux de Messancy. Un autre document prétend même que Mussy était chef de sens pour tous les villages de la prévôté d'Arlon qui suivaient la loi de Beaumont. Mais cela est inexact, au moins en ce qui concerne Saint-Léger.

[2] Je crois devoir noter encore qu'au XVIII[e] siècle on voit le village de Vance aller directement à Beaumont sans passer par aucun intermédiaire. (*Cartulaire Nothomb*, n° 372.)

Mais enfin, ce travail séculaire s'est fait jour par jour, petit à petit, par voie d'évolution insensible et non de révolution violente, et, quelles que soient les transformations amenées par le cours des âges, on peut dire que le régime communal, tel qu'il fonctionnait encore dans nos villages, il y a un siècle, remontait par la chaîne ininterrompue de la tradition, jusqu'aux premières années où une population chrétienne s'établit dans les clairières et se mit à défricher les forêts.

Or, parmi les traits distinctifs de ce vieux droit communal, le plus libre peut-être de tous ceux qu'a connus l'Europe, il y en a un qui est tout à fait original et caractéristique, et qui, à lui seul, suffit pour faire aux communes de ce groupe une place à part parmi toutes les communes belges. Je veux parler du renouvellement annuel des justices par le libre choix des bourgeois [1] et sans intervention du seigneur. C'était là un privilége extraordinaire. A cette époque où les magistrats communaux réunissaient dans leurs mains une si grande somme de pouvoir, c'était investir les communes d'une partie de la souveraineté que de leur abandonner le choix de leurs justices. Aussi voyons-nous que nulle part en Belgique, si nous en exceptons les communautés affranchies à la loi de Beaumont, les seigneurs n'avaient poussé la libéralité jusqu'à ce point. Partout ils s'étaient réservé le droit de désigner eux-mêmes les magistrats communaux. Les plus puissantes communes flamandes n'eurent pas, sous ce rapport, une condition meilleure que les autres. A Bruges et à Gand, l'échevinat était à la nomination du comte; c'est ce que disent formellement les chartes de 1190 et de 1192. Et bien que, pendant tout le XIII[e] siècle, l'histoire gantoise soit remplie du récit des troubles et des conflits suscités par la question du recrutement des magistrats

[1] Je crois utile de rendre compte du vocabulaire employé dans ce travail. Les termes consacrés sont ceux de *communauté* pour les communes, de *justice* pour le corps des magistrats communaux, de *mayeur* ou *maire* pour le chef, d'*échevins* (plus rarement *jurés*) pour les membres, de *bourgeois* pour tous les participants aux droits de la communauté, de *novice* pour tout bourgeois qui est appelé pour la première fois à exercer une magistrature communale.

communaux, tout ce que cette fière commune put obtenir de plus avantageux pour elle, ce fut, en 1301, le droit de choisir quatre des huit électeurs qui devaient nommer le magistrat : les quatre autres étaient à la nomination du comte. Dans toutes les autres villes du pays flamand, c'était le comte qui nommait les échevins, soit directement, soit indirectement, en confiant à la justice locale le droit de se renouveler elle-même comme à Ypres [1]. Il en était de même dans le Brabant : à Bruxelles, à Louvain, à Lierre, à Tirlemont, à Wavre, à Nivelles, etc., je vois la nomination des échevins réservée au seigneur, parfois, il est vrai, comme à Tirlemont, avec cette réserve qu'il doit les choisir sur une liste de candidats présentés par la commune [2]. Il n'en est pas autrement à Liège, où les échevins étaient nommés par le prince, et où le peuple ne parvint pas même à maintenir intact son droit d'élire ses deux maîtres à temps. Les autres villes belges ne présentent pas un spectacle différent; il est inutile de les parcourir toutes; partout nous vérifions la même loi; partout le seigneur a soigneusement resserré le lien le plus solide par lequel la commune se rattache à l'autorité centrale. Et ce n'est pas dans les villes seulement que nous remarquons cette sollicitude du pouvoir à se prémunir contre la trop grande indépendance des communes. La comparaison entre la coutume de Beaumont et celles de tout le reste de la Belgique devient surtout intéressante lorsqu'on la fait porter sur les communes rurales. En règle générale, on peut affirmer que l'immense majorité de celles-ci était, sous ce rapport, dans une situation identique, et n'a jamais possédé le droit d'élire elle-même sa justice. J'ai vainement cherché, dans le recueil consacré par M. Wauters aux villages du Brabant, une exception à cette règle, et tout ce qu'on sait jusqu'à présent des institutions communales dans les campagnes permet d'affirmer que s'il s'est trouvé par-ci par-là un village élisant librement ses magistrats,

[1] Warnkœnig et Gheldolf (*Histoire des comtes de Flandre*, t. V, p. 334). M. Vanderkindere se trompe lorsqu'il dit que c'est la commune qui désignait les électeurs (*Le siècle des Artevelde*, p. 71).

[2] Voir Wauters, *Les communes belges*, ville de Tirlemont, p. 115.

ce n'a été que par dérogation à une coutume universellement observée [1].

La loi de Beaumont est donc la seule en Belgique qui ait proclamé le principe de l'indépendance communale la plus large, je dirais presque la plus souveraine. Écoutons cette voix qui, dès la fin du XII[e] siècle, retentit dans les clairières des forêts ardennaises avec des accents si mâles et si nouveaux : *In eadem villa assensu omnium vestrum jurati constituentur, major similiter* [2]. Cette parole hardie et féconde, c'est comme le mot d'ordre de la liberté dans tout le pays de la Chiers et de la Semois; c'est la bonne nouvelle qui circule d'un village à l'autre et qui les appelle tour à tour à l'exercice presque illimité des droits politiques les plus précieux. C'est sous la sauvegarde de ce droit que vont se développer, avec une fécondité admirable, toutes les institutions libérales qui ont fait la prospérité et la gloire des campagnes luxembourgeoises. Il n'y a pas d'exception à une liberté si enviable et si rare; le privilége est ici la loi commune. Je ne connais pas un seul cas, en Belgique, où une localité affranchie à la loi de Beaumont n'ait exercé dans toute sa plénitude le droit de nommer son mayeur et ses échevins [3]. Nos paysans, d'ailleurs, prisaient bien haut cette garantie de leur indépendance communale. Jusque dans les derniers temps, ils y restèrent attachés avec une singulière constance, et ils la défendaient avec un âpre courage contre les entreprises des légistes. Ils succombèrent à la fin, et je raconterai

[1] Dans quelques *franchises*, comme à Montenaeken, les habitants avaient le droit de choisir eux-mêmes les deux bourgmestres, mais le prince nommait un drossart et un écoutète qui remplissaient la plus grande partie des fonctions que la loi de Beaumont abandonnait au maïeur; il avait de plus la nomination de tous les échevins. — Voir Kempeneers, *De oude Vrijheid Montenaeken,* 1861, p. 63.

[2] Charte de Beaumont en 1182.

[3] S'il fallait en croire les éditeurs des *Coutumes des pays de Luxembourg* (t. I, p. 45), un record de Limpach (grand-duché de Luxembourg), en 1630, déclarerait que le seigneur du lieu a le droit de nommer tous les ans le mayeur et les échevins de la commune, *en présence d'un arbitre.* Mais le texte allemand de cette pièce est loin d'avoir le sens qu'ils lui prêtent dans leur traduction : « *Dass ein Herr zu Limpach Meyer und Scheffen zu setzen und zu*

quelque jour les péripéties de cette lutte inégale entre le droit et la chicane : il suffira de dire ici que de toutes leurs franchises, celle-là fut la dernière qu'on leur arracha, et qu'aucune autre ne survécut à cette confiscation suprême.

Après avoir ainsi posé comme une règle générale le principe de la liberté absolue des élections, j'ajouterai immédiatement qu'une conséquence naturelle de ce principe, c'était la variété infinie de ses applications. Et tout d'abord signalons ici l'influence du chiffre de la population sur le nombre des magistrats qui composent la justice locale. Dans les endroits de quelque importance, la magistrature comprend le chiffre normal de sept membres, à savoir six échevins et un mayeur [1], ou de huit, en comptant le lieutenant et ce dernier. Tel est notamment le cas pour Virton, Montquintin et Couvreux, Saint-Léger, Mussy, Halanzy. Pin avec Izel, Clémency, dans le grand-duché de Luxembourg, n'avaient qu'un mayeur et cinq échevins; Moyen, un mayeur et trois échevins, parmi lesquels est compris le lieutenant; Châtillon, Meix-le-Tige, Rachecourt, se contentaient d'une justice de trois membres. Il eût été difficile en effet, dans des agglomérations aussi peu populeuses, de trouver toujours sept personnes ayant assez de capacité et de loisir pour vaquer aux occupations souvent absorbantes de la vie publique.

C'est sans doute la même raison, en grande partie, qui rend compte d'une autre différence, plus importante, qu'on rencontre

entsetzen gehabt und noch habe, welche jedes Jahr vermöge des Boemerrechts (sic) *durch gemelte Herren oef Pfingstag mit* Beistand eines Gemeinsman. *bei dem freyen Kreuz im Dorf Limpach erneuert und veraendert werden.* » Ces mots : *mit Beistand eines Gemeinsman*, signifient : *avec l'assistance d'un homme de la commune*, et nullement : *en présence d'un arbitre.* C'es-à-dire que la commune partage avec le seigneur le droit de nommer la justice; elle n'en est pas privée totalement.

[1] A Florenville, la justice se décompose ainsi : un mayeur, un lieutenant, cinq échevins. A Sainte-Marie, je trouve une justice composée comme suit : le mayeur, le lieutenant, sept échevins et le doyen. C'est la seule fois que le chiffre normal est dépassé. (Voir aux archives communales de Sainte-Marie un fragment d'un registre des actes de transport, années 1620, 1621, 1622, 1625, 1626, 1627.)

dans le mode de renouvellement des justices. Dans les petites localités, par exemple, à Battincourt, à Meix-le-Tige, à Châtillon, à Habergy, à Baranzy, à Rodange, à Clabay, à Esch, à Orgeo, etc., les justices étaient viagères [1], tandis que, selon l'esprit de la loi de Beaumont et dans la pratique du plus grand nombre de villages, elles étaient annuelles. Ici encore, on ne peut contester l'influence que des circonstances purement extérieures et matérielles peuvent exercer sur le développement d'une coutume. Il n'a sans doute manqué aux villages nommés plus haut qu'une population un peu plus forte, pour jouir de tous les bienfaits du régime beaumontois; mais l'exiguïté même du nombre de leurs habitants aura rendu impossible, ou du moins illusoire, le renouvellement annuel des magistrats communaux, et ceux-ci sont devenus viagers d'une manière inévitable. Je ne m'explique pas autrement une déviation si sensible de la coutume, et je constate, au surplus, qu'elle ne se rencontre guère que dans les villages où le nombre des magistrats communaux est inférieur au chiffre typique de sept. Partout où se présentent les conditions normales, on se conforme au texte formel de la loi de Beaumont : *Nec ipse major nec jurati ultra annum, nisi de voluntate omnium vestrum, in officiis suis remanebunt.* L'annalité faisait si bien partie intégrante de ce régime communal, que les villages qui n'en jouissaient pas y aspiraient du moins comme à une forme meilleure, et la faisaient passer dans leurs institutions dès qu'ils le pouvaient : c'est ainsi qu'en 1609, nous voyons Châtillon remplacer sa justice viagère par des magistrats annuels [2].

[1] Je trouve ce renseignement dans une déposition faite, en 1613, par Nicolas Vincent, lieutenant prévôt de Longwy, au cours d'un procès entre Châtillon et le prévôt d'Arlon. (Voir aux Pièces justificatives un document relatif à ce procès.) Tous les villages qu'il cite faisaient partie de la prévôté de Longwy, avant le partage des terres communes qui eut lieu en 1604, et son affirmation n'a de valeur que pour la période antérieure à cette date. — Quant à Orgeo, dont le nom ne figure pas dans la déposition du lieutenant prévôt, une pièce du 3 mai 1775 m'apprend qu'à cette date la justice y était encore viagère.

[2] Pièces justificatives, *litt.* C.

Les membres des justices étaient d'ailleurs rééligibles : c'était une conséquence nécessaire du système. Autrement, on aurait eu vite épuisé la liste des personnes capables dans ces petits villages, et on aurait inutilement privé la communauté des services que pouvaient lui rendre les hommes de talent et d'expérience. Aussi ai-je pu me convaincre, chaque fois que les documents me permettaient de dresser des listes de magistrats communaux pour une période de plusieurs années, que les mêmes hommes reparaissent fréquemment dans les fonctions de mayeur et surtout d'échevin [1]. Cependant, on pouvait craindre que parfois, profitant du bénéfice de la rééligibilité, certaines familles ne parvinssent à se perpétuer au pouvoir, et à faire de l'annalité une véritable fiction. Au dire d'un témoin assez prévenu d'ailleurs, un abus de ce genre se serait présenté à Vance, où, vers le milieu du XVIII[e] siècle, les fonctions de mayeur auraient été le privilége à peu près héréditaire de deux familles. « Voilà trente ans que je suis à Vance, écrit ce témoin, et il n'y en a qu'un seul qui soit parvenu à être maire, car il n'y a que deux familles qui se partagent la mairie » [2].

Mais nos pères, avec une perspicacité qui fait honneur à leur esprit politique, avaient prévu ce danger, et de bonne heure ils avaient pris des mesures pour le conjurer. Je trouve dans un document du XIV[e] siècle l'expression de leur vive sollicitude à cet endroit. C'est une pièce du 31 mai 1352, émanant de la justice et de la communauté de Virton, et défendant à chaque magistrat de rester en fonction plus d'une année, ainsi qu'aux électeurs d'élire deux années la même personne. Si les électeurs se laissaient décider, *par aulcune favorableteit,* à remettre en charge un magistrat de l'année précédente, ils devaient être frappés d'une amende de dix livres de petits tournois [3]. Comme on le voit, Virton se contente ici d'interrompre la prescription qu'un trop

[1] Voir aux Pièces justificatives, *litt.* I, la liste des magistrats communaux de Sainte-Marie pour les années 1620-1631.

[2] Lettre du curé de Vance en 1764. — Pièces justificatives, *litt.* F.

[3] Pièces justificatives, *litt.* B.

long exercice du pouvoir aurait pu créer au profit de quelques hommes, et les mesures qu'elle prend attestent qu'il était déjà entré dans les usages de renommer fréquemment les mêmes personnes aux magistratures communales.

Trois siècles plus tard, les élections annuelles de cette petite ville nous présentent une élaboration complète de l'idée qui a inspiré l'acte de 1352, et nous assistons à un ingénieux ensemble de combinaisons destiné à sauvegarder le principe de l'annalité en même temps que les intérêts d'une bonne administration. Voici un aperçu de ces dispositions minutieuses et compliquées. La justice, en ne tenant pas compte du maire et de son lieutenant, dont l'élection se fait selon des règles exposées plus loin, comprend un chiffre normal de six échevins. Les deux premiers doivent être choisis par le corps des anciens magistrats, c'est-à-dire par les *hommes quarante*, dans leur propre sein; deux autres rentrent de plein droit; ce sont les deux derniers échevins qui ont fait partie de la justice antérieure à celle qui sort; deux autres enfin sont choisis par la communauté parmi les novices, c'est-à-dire parmi les bourgeois qui n'ont pas encore exercé de magistrature communale. Il y a donc là trois catégories, composées chacune de deux membres et classées régulièrement dans l'ordre que je viens d'indiquer : la première est celle des *vieux quarante* (1er et 2e échevins); la deuxième celle des *rentrants* (3e et 4e échevins); la troisième celle des *novices* ou *nouveaux* (5e et 6e échevins). Chacune de ces catégories a une origine différente, puisque l'une est élue par les anciens magistrats, la dernière par les bourgeois, et que celle du milieu rentre en fonction de plein droit, après l'intervalle d'une année stipulé par le règlement de 1352. Tous les deux ans il se produit ainsi un roulement en vertu duquel les *novices* (5e et 6e échevins de chaque année) reprennent place dans le corps de justice avec rang de troisième et de quatrième, pendant que les magistrats qu'ils remplacent vont se fondre dans le corps des *hommes quarante*, d'où l'élection pourra les renvoyer dans une justice suivante avec rang de premier et de deuxième. Le maire se trouve dans des conditions identiques à celles des deux *novices* : nommé pour une année, il rentre de droit deux ans après, en

sorte qu'il exerce régulièrement ses fonctions deux fois avec une année d'intervalle[1]. Tel est ce système qui découle évidemment de la nécessité de concilier deux tendances opposées : la tendance démocratique qui veut les magistratures accessibles à tous, le plus grand nombre possible d'élus, et l'exercice annuel du droit électoral de la communauté, et la tendance aristocratique, qui se préoccupe avant tout de faire remplir les fonctions par les plus dignes, et qui leur demande de l'expérience et des traditions administratives. Tout me fait croire qu'ailleurs encore on trouverait des mesures analogues, si les documents étaient plus nombreux et plus explicites. C'est très-incidemment qu'on apprend qu'à Mussy, sur six échevins, il fallait aussi deux *novices* au moins : preuve peut-être qu'on suivait pour le choix des quatre autres échevins des règles non moins strictes que celles de Virton. Mais, encore une fois, le silence des témoignages écrits ne me permet pas de faire autre chose que des conjectures.

Quoi qu'il en soit, la pratique de l'annalité, avec ou sans les correctifs que le cours des temps y avait introduits, présentait, entre autres avantages, celui de créer au sein de chaque commune une réserve d'anciens magistrats, une espèce de sénat villageois où l'on comptait tout ce que la communauté avait de gens intelligents, honorables et expérimentés. Ce corps jouait un rôle important à côté des justices annuelles, dans les délibérations sur des interêts majeurs : il n'était pas seulement consultatif, il avait, dans certaines circonstances, une véritable autorité légale, et en matière d'élection surtout ses droits balançaient et dépassaient même ceux de la communauté entière. Il était connu dans tous nos villages sous un nom spécial : c'étaient les *quarante hommes* ou les *hommes quarante*, non que leur nombre fût strictement

[1] Voir le rapport du prévôt de Virton. Ce rapport est confirmé par les listes encore existantes des justices annuelles de Virton. M. le docteur Jeanty, fort versé dans l'histoire des institutions de cette ville, a bien voulu me communiquer un extrait de ces listes pour quatre années consécutives : on y voit les règles dont parle le prévôt appliquées de la manière la plus stricte. — Voir aux Pièces justificatives, *litt.* G.

limité à ce chiffre, qu'il n'atteignait pas toujours et qu'il dépassait parfois [1], mais parce que c'était, dans un village de population moyenne, le chiffre approximatif de gens de cette espèce qu'on rencontrait pendant la durée d'une vie humaine. Il semble que ce corps ait fait partie intégrante des institutions consacrées par la loi de Beaumont, bien qu'il ne soit pas même mentionné dans le texte de celle-ci. On le rencontre partout où la coutume a pu se développer, et il doit être aussi ancien qu'elle. Dès 1304, il est cité nominalement dans la charte de Lacuisine comme ayant une part d'intervention dans les sentences de la justice, et c'est à lui déjà qu'il est fait allusion en 1270 dans la charte de Virton, lorsqu'elle parle des *proudhommes de la ville* [2]. C'était un honneur que de pouvoir mettre à côté de sa signature le titre d'*homme quarante,* et on manquait rarement de s'en prévaloir dans les documents publics.

Le choix du jour où devaient se faire les élections communales n'était pas chose indifférente aux yeux de nos ancêtres. Tous les villages qui pratiquaient le système de l'annalité, conformément à la loi de Beaumont, réélisaient leurs magistrats le dimanche de la Pentecôte. Au milieu de tant de divergences engendrées par les larges allures de la liberté, cet usage est peut-être le seul qui ne comporte pas d'exception. L'universalité est le caractère de tout ce qui est religieux, et le choix de ce jour était puisé essentiellement dans des idées religieuses. Nous avons ici l'occasion de constater pour la première fois l'influence profonde que le christianisme a exercée sur cette législation extrêmement pénétrée de son esprit. Il y avait je ne sais quelle corrélation mystérieuse entre cette grande fête de l'Église et l'acte public dont elle devait être l'occasion. Le jour de la Pentecôte rappelait aux fidèles le moment auguste où l'Esprit-Saint était descendu sur les apôtres réunis en cénacle, pour les inspirer et leur donner les grâces nécessaires à

[1] Pendant la peste de 1636, on vit dans un seul village mourir *plus de quarante qui étaient et avaient le nom de quarante.* (*Coutumes de Luxembourg*, t. I, p. 57.)

[2] Pièces justificatives, *litt.* A.

leur mission sublime. Et eux-mêmes, pauvres laboureurs penchés pendant toute l'année sur les sillons, n'avaient-ils pas besoin d'invoquer cet Esprit de sagesse et de conseil, alors qu'il s'agissait pour eux de l'acte le plus solennel et le plus important de toute leur vie publique? En le mettant donc sous le patronage de ce divin inspirateur, ils attestaient à la fois la gravité de la démarche qu'ils allaient faire, et le caractère religieux qu'elle revêtait à leurs yeux. Mais ce n'est pas seulement dans ce fait extérieur que se manifeste l'action salutaire de l'Église sur les libres institutions de nos campagnes; nous la retrouverons partout, dans les formes et dans l'esprit, à tel point que souvent la société temporelle nous apparaîtra comme une image et un reflet de la société des âmes.

Il s'agit maintenant d'entrer au cœur de notre sujet, et d'examiner comment se faisaient ces élections annuelles de la Pentecôte, dont nous n'avons encore indiqué que les caractères accessoires. Remontons donc par la pensée à ces âges lointains où sous l'ombre des forêts, et dans toute la fraîcheur d'une jeunesse pleine d'espérance, les communautés rustiques renouvelaient dans leur sein les dépositaires de l'autorité sociale. Voici le jour de la Pentecôte arrivé. L'office du Saint-Esprit a été chanté, et le peuple s'écoule à flots pressés hors de l'église. Sur la place publique se tient le sergent du village : il arrête les bourgeois, et à grande voix les convoque à l'élection. C'est le moment solennel. Un coup de cloche retentit. Les pères de famille se groupent sur la place publique, et tous les yeux sont fixés sur le mayeur dont les fonctions expirent aujourd'hui. Il s'avance, *une branche de verdure* à la main; il se dirige vers son lieutenant maire et lui remet le rameau, en même temps qu'il lui *rend son serment,* comme s'expriment les textes, et qu'il demande qu'on procède à l'élection d'un nouveau mayeur. Cet acte symbolique de la remise du rameau signifie qu'il s'est dévêtu de ses fonctions [1] : à partir de ce moment il n'y a plus de

[1] On sait le grand rôle que le rameau, conjointement avec la motte de terre et la touffe de gazon, jouait au moyen âge dans les transports des propriétés foncières. Ducange, dans son glossaire, et Grimm, *Rechtsalterthumer,* p. 130, donnent à ce sujet beaucoup de renseignements. Mais aucun de ces savants

mayeur, et, en attendant qu'il en soit créé un nouveau, l'autorité dont il était investi repose sur la tête du lieutenant, qui continue de former avec les échevins le corps de la justice locale. Comme on le verra plus loin, l'usage le plus généralement suivi était que la justice tout entière se démît en même temps que son chef; je suppose que, dans ce cas, c'est entre les mains du précédent mayeur, d'un autre homme quarante, ou encore d'un représentant du seigneur, qu'ils résignaient leurs fonctions.

D'après quelles règles vont se faire les élections communales? Écoutons d'abord l'oracle de Beaumont : *In eàdem villâ assensu omnium vestrum jurati constituentur, major similiter.* Cela est formel, et il semble que d'après ces paroles on doive s'attendre à voir le suffrage universel, comme on dit aujourd'hui, conférer les charges municipales. Rien ne serait plus inexact, et ce serait se tromper étrangement que de prendre au pied de la lettre, ou dans le sens moderne, les expressions consacrées du langage de nos ancêtres. Il ne serait pas entré dans l'esprit de ceux-ci que le droit de délibérer et de voter sur les affaires communales pût appartenir à d'autres qu'aux pères de famille [1], ou que le fils se se trouvât dans le cas d'émettre un vote qui fût en contradiction avec celui de son père. La communauté villageoise n'était que la réunion de toutes les familles : c'est ce qu'il ne faut jamais oublier

ne paraît avoir connu l'usage du rameau dans un cas analogue au nôtre. Dans un record de Bendorf (Nassau), en 1559, nous voyons le mayeur sortant remettre un *fétu de paille* au seigneur, qui le passe au nouvel élu. (Grimm, ouv. cit., p. 126.) Le symbolisme du rameau était d'ailleurs plus parlant que celui du fétu : il marquait surtout l'autorité administrative que le maïeur exerçait sur les terrains communaux, dont de vastes forêts composaient la plus grande partie.

[1] Ce mot doit être entendu ici dans le sens d'un individu qui est son propre maître, et qui dispose librement de sa personne et de ses biens, en dehors de toute autorité d'un père ou d'un tuteur. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir, dans notre droit rural, les femmes célibataires et les veuves jouir d'un certain droit de vote dans les questions pour lesquelles l'intervention de tous les ménages était requise. J'ai trouvé, aux archives de Saint-Léger, plusieurs résolutions arrêtées et signées par tous les chefs de famille, parmi lesquels figurent un bon nombre de femmes.

quand on étudie les institutions de ce temps. L'État moderne ne connaît que des agglomérations d'individus qui sont tous égaux devant lui, tandis que le moyen âge voyait dans la société politique un ensemble de familles, dont chacune était représentée vis-à-vis de la communauté par son chef.

Mais ce n'est pas tout. D'après le texte cité plus haut, on s'attendrait évidemment à voir au moins tous les pères de famille exercer directement leur droit de vote dans chaque élection, et l'élu devoir sa nomination à la majorité des voix, comme cela se pratique aujourd'hui. Ces mots : *assensu omnium,* ne semblent, à première vue, s'entendre que d'un suffrage auquel auraient pris part tous les bourgeois jouissant de la plénitude de leurs droits politiques. Et cependant à regarder d'un peu près le fonctionnement des institutions communales dans cette même ville de Beaumont, dont la charte est si expresse, on y constate des pratiques bien différentes de l'élection directe. Voici comment s'exprime, en 1755, un record émané de la métropole de notre droit rustique : « Pour faire laquelle élection, quatre bourgeois sont nommés, » sçavoir deux de la part de la communauté, et les deux autres » de la part du magistrat et justice. Ces quatre hommes prennent » serment ès mains du seigneur maire, après quoy ils se retirent » en l'église paroissiale, et entre eux nomment huit autres per- » sonnes, bourgeois de cette ville, gens irréprochables non » parents ni alliés, lesquels huit prêtent serment ès mains du » seigneur maire. Ce fait, se retirent en l'église paroissiale, et » entre eux font élection et nomment le maire et les sept échevins » pour exercer ladite justice. Le nouveau maire prête serment » entre les mains de l'ancien maire, et après son serment reçoit » celui des autres échevins [1]. »

Le mode d'élection si compliqué dont le record de Beaumont nous donne ici le type se retrouve presque partout dans ses traits

[1] Voir *Coutumes de Luxembourg*, t. I, p. 21. L'abbé Defourny, ouv. cit., p. 243, a publié le procès-verbal d'une élection de mayeur et de jurés, fait au même Beaumont, le 16 mai 1717, et identiquement conforme aux règles formulées par le record.

essentiels, et sauf les nombreuses divergences de détail dont nous aurons à nous occuper. Tous les villages dont j'ai pu suivre de près la vie politique m'ont offert le même spectacle : partout l'élection à plus d'un degré, partout le droit de désigner les électeurs exercé concurremment par la justice et par la communauté. Aussi, en présence de cet accord unanime entre tous les faits observés par moi, aurais-je voulu conclure que, du moins pendant les derniers siècles, ces deux traits caractéristiques du système esquissé ici ne connaissaient pas d'exception. Il en existait, cependant, au rapport d'un témoin bien informé, dans la partie allemande de la prévôté d'Arlon. Le prévôt, Dominique de Feller, nous apprend en termes exprès que les villages de ce pays se divisaient en deux groupes : les uns, où les habitants choisissaient leur justice à la majorité des voix; les autres, où ils confiaient à quelques électeurs le soin de renouveler la majorité communale[1].

Je dois ajouter ici que, d'après quelques documents, fort peu explicites d'ailleurs, les justices de Châtillon et de Halanzy auraient été également nommées par toute la population.

De ces deux modes si opposés, quel est le plus ancien? et lequel se rapproche le plus du type primitif de la loi, telle qu'elle fut proclamée au XII[e] siècle par Guillaume aux Blanches-Mains? Celui que nous fait connaître le record de Beaumont a pour lui la totalité des communes qui ont pu être observées; il était en vigueur dans les localités les plus importantes du pays, et dans la métropole même de la coutume : grande présomption qu'il devait être le plus conforme à l'esprit de la législation. Sa haute antiquité est, d'ailleurs, démontrée par le document de 1352 cité plus haut, où nous voyons que dès cette époque les justices de Virton étaient nommées par trois électeurs : et les pénalités décrétées contre ceux-ci, dans le cas d'infraction au règlement, nous font connaître des abus attestant que l'usage devait remonter à une époque bien plus ancienne encore.

Malgré ces raisons, je ne saurais me persuader que l'élection

[1] Rapport officiel du prévôt de Feller dans le recueil des *Coutumes de Luxembourg*, t. I, p. 62.

directe n'a pas été la forme la plus ancienne comme la plus naturelle. Il serait difficile d'admettre que la charte de Beaumont, si elle n'avait pas voulu parler d'un suffrage auquel participaient tous les bourgeois, aurait employé une expression aussi catégorique que celle de *assensu omnium* [1]. D'ailleurs, et cette raison me paraît décisive, le mode d'élection à plusieurs degrés, tel qu'il fonctionnait dans nos villages, est un de ces mécanismes compliqués qui attestent une longue habitude de la vie politique et une expérience consommée des difficultés inhérentes au choix des magistrats. L'histoire comparée des institutions communales pourrait nous montrer, dans bien des grandes villes, des systèmes analogues, mais partout on ne les voit apparaître qu'après une période où les rouages étaient plus simples, où le flot de la vie électorale coulait dans un lit plus large et moins profond, au risque de déborder sans cesse. Tel est notamment le cas, à Liége, pour le *Nouveau Régiment de Heinsberg*, qui, en 1424, substitua l'élection indirecte des maîtres à temps au système beaucoup plus démocratique de la nomination directe par le peuple. De part et d'autre, l'élection à plus d'un degré était évidemment une précaution prise contre le retour des abus du vote populaire : donc, de part et d'autre aussi, c'est le système le plus large qui a dû précéder le régime des restrictions : et quelle que soit l'antiquité constatée de l'élection indirecte, elle ne peut diminuer la force de cette conclusion. Comment supposer que le développement des institutions communales eût ainsi, chez nous, une marche opposée à celle que nous lui voyons prendre dans l'Europe entière, et qu'il faille considérer comme une conquête des derniers siècles un mode de votation dont la simplicité seule attesterait déjà le caractère tout primitif?

D'après ce point de vue, les institutions électorales, telles que nous les font connaître les records et autres actes publics, ne nous offriraient que le dernier aboutissement d'une coutume qui serait allée se développant toujours, conformément à son propre esprit et aux besoins des diverses communes. On serait parti du

[1] C'est aussi l'opinion de l'abbé Defourny, ouv. cit., p. 42.

vote à la majorité absolue et du suffrage universel des pères de famille, pour arriver, d'étape en étape, au système que nous décrivons ici. Quelles furent ces diverses étapes? Me fondant sur la conjecture très-vraisemblable qu'on doit aller partout du plus simple au plus compliqué, j'ai essayé, à l'aide des indications malheureusement incomplètes que j'ai rencontrées par-ci par-là, de retracer l'itinéraire suivi par nos institutions, depuis la forme primitive que nous trouvons dans la plus ancienne charte, jusqu'à celle qu'elles avaient revêtue à la veille de leur suppression. Dans cette entreprise ardue, j'ai besoin de toute l'indulgence du lecteur : qu'il veuille se souvenir que j'explore ici des sentiers non battus, et où j'ai dû trop souvent remplacer les lumières du témoignage par celles du raisonnement.

Rappelons-nous d'abord ce fait essentiel que les corps de justice, tels qu'ils fonctionnèrent depuis la proclamation de la loi de Beaumont, étaient issus partout de la fusion des administrateurs avec les juges. Dans ces corps nouveaux, les échevins étaient avant tout les représentants des anciens juges, tandis que chez le maire, bien qu'il fût échevin lui aussi, c'était le caractère d'administrateur local et d'élu de la communauté qui était le plus en relief. Son nom même indiquait qu'on voyait surtout en lui le maître des bourgeois, le chef du village. Aussi son élection continua-t-elle à faire l'objet d'un acte public tout spécial, et d'être entièrement distincte de celle des échevins. Sans doute, par la suite des temps, cette distinction a pu, en certains endroits, n'être plus observée parce qu'elle avait en grande partie perdu sa raison d'être, et Beaumont même avait donné l'exemple d'une déviation à la coutume traditionnelle en faisant nommer le maire et les échevins à la fois, par les mêmes électeurs. Mais, ailleurs, on était resté plus rigoureusement fidèle à la tradition, et une élection double continua de rappeler l'origine distincte des pouvoirs du maire et des échevins.

Une conséquence très-importante découle de ce fait établi. Si les deux élections étaient différentes, rien n'empêchait que, dès l'origine, elles n'eussent lui d'après des règles différentes aussi. Celle du maire devait, on le comprend, avoir lieu par la participation du

plus grand nombre possible : tous étaient intéressés à le nommer, aucun ne devait consentir de plein gré à laisser donner son droit de vote : le mayeur, c'était, en effet, le représentant des intérêts matériels de chacun, l'autorité avec laquelle tous avaient le plus de rapports journaliers : ses fonctions étaient par excellence d'origine démocratique. Il en était autrement des échevins. Non-seulement leurs fonctions étaient d'une nature plus spéciale et moins universelle, surtout à l'origine, mais encore les villages n'obtinrent le droit de les nommer qu'à une époque où ils étaient peut-être déjà entrés dans la voie des restrictions électorales. Qui sait même si la concession de ce droit ne fut pas, dès l'origine, accompagnée des restrictions dont il s'agit? Dans tous les cas, un point semble certain : c'est que les mesures restrictives portèrent d'abord sur les élections des échevins, et que celle du mayeur garda plus longtemps le caractère démocratique qu'elle avait eu de tout temps. En certains endroits, elle échappa entièrement à toute espèce d'altération, et garda intacte sa forme primitive jusqu'à la fin de l'ancien régime : ainsi, à Virton, le maire continuait d'être élu par l'universalité des bourgeois pendant que les échevins étaient choisis en partie par le corps des hommes quarante. Ailleurs, elle avait marché dans la direction du suffrage restreint, mais d'un pas moins rapide : à Saint-Léger, par exemple, des témoins du XVIIe siècle nous apprennent que les échevins étaient issus du suffrage indirect tel que nous allons l'étudier, tandis que le maire était nommé par les *hommes quarante*, mode d'élection qui se rapproche davantage de la simplicité primitive. Ailleurs, enfin, le développement continu des institutions avait fini par effacer toutes ces différences originelles; maire et échevins sortaient d'un seul et même vote et étaient nommés d'après des règles identiques : tel était, comme on l'a vu plus haut, le cas de Beaumont. Il y a là trois degrés différents dans le développement simultané de deux faits qui ont progressé dans un sens parallèle, mais toujours avec des différences notables dans l'allure.

Il importait, pour l'intelligence de ce qui va suivre, de bien distinguer ces faits, avant d'étudier la transformation du mode d'élire dans nos villages. Chose remarquable! Partout apparaît

cette tendance à substituer l'élection indirecte au suffrage universel! A la voir dominer pour ainsi dire sans exception dans tout le domaine de la loi de Beaumont, on serait tenté de croire qu'elle faisait partie du génie politique de nos populations, ou que l'élection directe avait engendré partout la même désillusion. Mais, ici encore, il faut distinguer plusieurs étapes qui n'ont pas été franchies également partout. Telle commune s'est arrêtée à la première et n'a plus fait un pas dans le sens des restrictions jusqu'à la fin de l'ancien régime; telle autre en a fait un second, telle autre un troisième. Du jour où l'on voulut confier à quelques personnes choisies la tâche de nommer les magistrats communaux, ce qui se présenta le plus naturellement à l'esprit des manants, ce fut de faire désigner les électeurs immédiatement avant le renouvellement des justices, par les quarante et la communauté réunis. C'est cette forme que nous trouvons en vigueur à Virton dès l'année 1552, où elle est qualifiée de très-ancienne; pendant le siècle passé, elle continuait d'être pratiquée à Clémency, à Vance, et sans doute dans beaucoup d'autres endroits.

Le nombre de ces électeurs n'est nulle part inférieur à deux, ni supérieur à quatre. Ce dernier chiffre était celui de Beaumont qui, en ceci encore, ne servait pas de type à nos villages luxembourgeois, car chez nous, les communes les plus importantes, Virton, Mussy, Saint-Léger, avaient trois électeurs, le plus grand nombre n'en avaient que deux [1].

Aussi loin qu'il m'a été possible d'étendre mes recherches, je vois le droit de désigner ces électeurs partagé entre les gens de la communauté d'une part, et la justice sortante ou les quarante hommes, d'autre part. Il y avait cependant un groupe de communes où l'exercice de ce droit avait à peu près entièrement échappé au public, puisque les deux électeurs — c'était pour elles le chiffre régulier — ne se contentaient pas de choisir les magistrats, mais nommaient encore leurs propres successeurs pour l'année suivante. L'existence de ce groupe est attestée par les décla-

[1] Ainsi tous les villages de la prévôté de Virton et Saint-Mard. (Rapport du prévôt en 1766, *loc. cit.*) Ainsi encore Clémency, Vance, Moyen, Sainte-Marie, Étalle.

rations du prévôt de Virton en 1764 [1], et un autre document nous apprend que la commune de Meix-le-Tige en faisait partie : ce système était défectueux et, dans tous les cas, de beaucoup inférieur à l'usage général. Dans les autres villages, lorsque les électeurs étaient en nombre pair, ils étaient nommés, moitié par la justice sortante, moitié par la communauté; lorsqu'ils étaient trois, la justice en nommait deux et la communauté un. En revanche, il était reçu à Mussy que les deux électeurs à la nomination de la justice devaient être choisis dans le sein de la communauté, de même que la communauté était obligée de prendre son électeur unique dans l'ancienne justice [2]. Je suis assez tenté de croire qu'il en était ainsi à peu près partout où les électeurs étaient en nombre impair; cependant, Saint-Léger faisait exception, car cette commune prenait deux électeurs dans le corps des anciens magistrats et un seul parmi les novices [3]. Le doyen de la justice sortante était, de droit, l'un des deux premiers.

[1] Voir aux Pièces justificatives.

[2] Pièces justificatives, *litt.* E. — Je note ici une contradiction entre le record de 1714 et la déclaration de 1752 : le 1° fait désigner deux électeurs par le lieutenant maire, l'autre les fait nommer par l'ancienne justice. Peut-être la contradiction n'est-elle qu'apparente, si le lieutenant maire n'agit qu'au nom et comme représentant de la justice sortie de charge.

[3] Ici, nouvelle contradiction, comme on le verra aux Pièces justificatives. Le corps tout entier de la justice de Saint-Léger déclare au cours d'une enquête que les échevins sont nommés par le doyen et un novice, et l'un de ses membres, Fr. de Rouveroy, qui dépose individuellement, a déclaré précédemment que les échevins sont nommés par les trois électeurs désignés dans le texte. Cette contradiction ne me semble pas plus sérieuse que la première. La justice de Saint-Léger, consultée par tourbes, répondait par l'organe de son lieutenant maire. A la vérité, elle confirme son dire, mais il est facile de croire soit à une légère distraction du déposant sur un point qui n'avait rien d'essentiel dans le débat, soit à un *lapsus* du greffier qui a fait le procès-verbal. Je suis d'autant plus tenté d'accorder ma confiance à Fr. de Rouveroy que je le vois seul de la justice en charge interrogé spécialement par les commissaires de l'enquête, ce qui semble prouver qu'on lui attribuait une connaissance plus complète des anciens usages locaux. De plus, on ne comprendrait pas qu'il eût ajouté arbitrairement un troisième électeur qui aurait été un homme quarante, tandis qu'on s'explique sans peine que le lieutenant maire, dans sa déposition, l'ait oublié ou négligé.

Beaucoup de communes, arrivées de la sorte à l'élection à deux degrés, crurent devoir s'arrêter là ; les plus importantes, cependant, firent encore un pas de plus et ne se trouvèrent garanties contre les abus qu'au moyen d'une élection à triple degré. C'est celle-ci que nous rencontrons, pendant le XIII[e] siècle, à Beaumont et dans les villages du ban de Musson. Voici comme elle se pratiquait. Les électeurs, comme il est dit plus haut et qu'on me permettra d'indiquer sous la dénomination d'électeurs primaires, se réunissaient aussitôt après qu'ils avaient été désignés, et nommaient à leur tour, d'après des règles qu'on connaîtra tout à l'heure, les électeurs définitifs. Ceux-ci étaient, d'ordinaire, plus nombreux que les premiers; le record de Beaumont nous apprend que dans cette commune il y en avait huit, c'est-à-dire autant que de magistrats nouveaux à élire.

Pourquoi cet ensemble de précautions si minutieuses, si excessives peut-être au gré de plus d'un lecteur? Il n'est pas malaisé d'en deviner la raison. Le principal avantage de l'élection indirecte consistait en ce qu'elle mettait fin aux intrigues et aux cabales qui devaient nécessairement se produire à la veille du suffrage, et qu'elle supprimait des animosités d'autant plus vives qu'elles éclataient sur un plus petit théâtre. Du moment que les magistrats futurs devaient être choisis par quelques personnes inconnues de tout le monde avant l'heure du vote, on ne pouvait plus mettre en avant de candidature personnelle, ni gagner des voix à prix d'argent, ni par des promesses ou des intimidations s'imposer au choix des votants. Entièrement abandonnés à eux-mêmes, agissant dans la plénitude de leur indépendance et sous le sceau du secret, les électeurs ne consultaient que leur conscience et l'intérêt public, et étaient moralement responsables, devant la communauté entière, du choix qu'ils avaient fait. Un moyen, il est vrai, restait aux intrigants et aux candidats ambitieux : c'était de peser, d'un côté sur les hommes quarante, de l'autre sur la communauté, pour déterminer le choix d'électeurs qui fussent à leur dévotion. Eh bien ! ce fut précisément en vue de couper l'abus jusque dans sa racine que Beaumont et d'autres villages imaginèrent l'élection à triple degré, qui ne laissait aucune

espérance à des convoitises déréglées. Supposons, en effet, que les aspirants-magistrats fussent parvenus à faire nommer des électeurs primaires gagnés d'avance, ceux-ci ne pouvaient autre chose que se substituer des électeurs définitifs en nombre double du leur : or, le moyen de se figurer que, dans un cercle fort restreint, ils pussent nommer huit autres compères sans que le tour fût deviné et que le sentiment public se révoltât profondément. Une telle supposition est peu vraisemblable, et tout nous autorise à croire que les mesures prises atteignaient pleinement leur but. Fruit de l'expérience et du temps, ce système électoral, qui s'était introduit partout du consentement commun et qui pendant des siècles a produit d'excellents résultats, portait sa justification en lui-même et répondait, à coup sûr, aux besoins de l'époque [1].

Ce qui est infiniment remarquable, c'est que jamais les abus ne provoquèrent ici l'intervention du souverain. La liberté ne demandait de remèdes qu'à elle-même contre ses propres excès : jamais les communes ne se jetèrent de désespoir dans les bras d'un maître. Combien, en cela encore, la condition de nos villages paraîtra plus heureuse que celle des grandes villes ! Quand, en 1424, à Liége, on imagina de soustraire les élections municipales à l'influence des démagogues, on n'y parvint qu'en assurant au prince une influence considérable dans le choix des commissaires électoraux : sur 22, il en put nommer 6 ! L'exiguïté de nos communes, le peu de profit qu'il y aurait eu à se mêler de leurs affaires intérieures, firent que les seigneurs n'eurent pas l'envie d'intervenir : la liberté fut ici fille de la pauvreté. Le village passa inaperçu et garda son indépendance longtemps après que les grandes villes eurent perdu la leur, parce que personne n'avait intérêt à la lui ravir.

[1] L'abbé Defourny, qui ne consacre que quelques pages au sujet traité par moi, apprécie de la même manière l'élection à plusieurs degrés. Ouv. cit., p. 46 : « Le suffrage n'est indirect qu'en apparence, et on voit clairement que » les divers degrés d'élection n'existent que pour couper dans sa racine » l'esprit d'intrigue, la brigue corruptrice, et assurer la sincérité parfaite de » l'élection..... Il en résulte que l'aveu d'une candidature, qui répugne tou- » jours en quelque point à l'humilité chrétienne, est impossible. »

Il est intéressant de voir fonctionner dans nos villages ces antiques et vénérables institutions qui, sans avoir jamais été rédigées en un corps de doctrine, étaient inscrites dans le livre vivant de la mémoire populaire, et, comme aurait dit Bignon, gravées *ès cœurs* des manants. Malheureusement, cette absence de toute codification et ce mépris de la lettre qui tue, ont fait qu'il est bien difficile de les connaître aujourd'hui qu'elles ont cessé d'exister. Aussi l'historien n'a-t-il à sa disposition qu'un certain nombre de documents épars et sans liaison entre eux, tels que des records, des procès-verbaux d'enquête, des déclarations faites en conformité d'ordres exprès du gouvernement, etc. Deux documents de Mussy, qui appartiennent à cette catégorie de pièces officielles, me mettent à même d'entrer ici dans quelques détails sur ce qui se passait dans cette importante communauté [1] : j'y ajouterai le peu qu'il m'a été donné de puiser à d'autres sources moins abondantes, pour tracer un tableau aussi complet que possible de la journée électorale.

Nous avons abandonné le fil de notre récit au moment où le mayeur, par la remise du rameau symbolique, vient de déposer ses pouvoirs entre les mains de son lieutenant, et où la justice sortante, d'accord avec la communauté, vient de procéder à la nomination des électeurs. Ceux-ci commencent par prêter serment au lieutenant, resté le seul dépositaire de l'autorité en attendant la création du nouveau mayeur [2]. Ensuite ils se retirent dans

[1] Ils figurent tous les deux aux Pièces justificatives. Le record de 1714 est le seul que j'aie trouvé à Mussy même : la perte des archives de ce village, chef de sens de plusieurs autres, est un véritable désastre pour l'histoire de notre pays. Déjà en 1714, dans le document que je cite, la justice du lieu en constatait la disparition, « *n'ayant à présent*, dit-elle, *aultre tiltre que lancien usage du lieu, dautant qu'ilz ont estez perdu par la rigueur des guerres passez*. Jusqu'à quelle antiquité doit remonter l'importance de ce village et de ses institutions, puisque, parmi les communautés qui allaient y *prendre loi*, on en voit figurer dont l'affranchissement date du XIII[e] et du XIV[e] siècle : Petange et Charage, affranchis en 1281, Ethe en 1300, Differdange en 1392 !

[2] A Meix-le-Tige, c'est le maire qui recevait ce serment, ce qui semble indiquer qu'il ne s'était pas encore dévêtu de ses fonctions au moment où les électeurs étaient nommés.

l'église, pendant que le peuple, réuni sur la place publique et dans le cimetière, attend le résultat de leurs délibérations. Ce tableau a quelque chose de grand et de religieux dans sa simplicité. C'est dans le silence du sanctuaire, seuls avec leur conscience et en face du Dieu qui scrute les cœurs, que les mandataires de la communauté vont s'acquitter de leurs devoirs : à coup sûr, ces hommes comprennent ce qu'ils vont faire et ne rendront pas à la légère le vote d'où dépendront en partie les destinées du village. Cet élément divin, qui est au fond de toute législation humaine et qui ne s'en laisse pas expulser impunément, ils le sentent autour d'eux, présent et invisible. Dieu et leurs concitoyens ont les yeux ouverts sur eux. Des sentiments non moins solennels se communiquent au dehors, à la foule groupée auprès des tombeaux et à l'ombre du clocher. Au moment où un nouvel anneau va s'ajouter à la chaîne séculaire de la tradition, il semble que toutes les saintes influences se réunissent pour suggérer à ces âmes rustiques des pensées hautes et salutaires. Les paroles de l'Esprit-Saint retentissent encore sous les voûtes de l'église, et la grande voix du passé s'élève de ce sol consacré, où les mayeurs et les échevins des premiers âges dorment dans la poussière avec les ancêtres du hameau.

Que se passe-t-il cependant derrière ces murs vénérables? Sans doute le secret des délibérations était rigoureusement gardé, et le serment que prêtaient les électeurs contenait peut-être une promesse formelle à cet égard. Il est permis de croire aussi que, selon les mœurs du temps, la prière ouvrait les délibérations, et que l'Esprit-Saint, dont on célébrait la fête, était supplié d'illuminer les esprits et de diriger les volontés. Ce qu'il serait plus important de savoir, c'est si les électeurs votaient à la simple majorité des voix, ou si l'unanimité n'était pas requise pour le choix. Sans compter les raisons d'ordre moral qui me portent à préférer cette dernière supposition, voici, me paraît-il, une preuve péremptoire. Quand les électeurs ne tombaient pas d'accord, l'un d'eux sortait et venait demander qu'on leur adjoignît un *pardessus*, qui avait voix décisive. Généralement, le *pardessus* était nommé à la pluralité des voix par la justice et la commu-

nauté réunies; c'est ce qui est dit expressément pour Clémency, et ce qu'on peut induire pour Mussy. Mais, encore une fois, il est dans la nature des institutions libres qu'elles ne présentent presque jamais de règle sans exception. Aussi voyons-nous qu'à Vance c'est la justice seule qui nomme le *pardessus*, tandis qu'à Moyen c'était la communauté [1], et qu'à Virton le choix en était abandonné aux électeurs eux-mêmes. On serait tenté de croire que le *pardessus* n'était nécessaire que pour départager les électeurs dans le cas de parité des voix, c'est-à-dire là où ils étaient au nombre de deux ou de quatre. Il n'en est rien : car ils étaient trois à Virton et à Mussy, et cependant nous savons d'une manière positive que ces deux localités donnaient un *pardessus* à leurs électeurs en cas de désaccord. De là nous pouvons tirer ces deux conclusions très-importantes, que la création du *pardessus* avait simplement pour but de suppléer au manque d'unanimité entre les électeurs; et deuxièmement, que sa voix était prépondérante, quelle que fût la majorité. Qu'il se ralliât à un seul électeur contre les deux et même contre les trois autres, c'était lui qui l'emportait, sans doute parce qu'il était considéré comme l'émanation la plus récente, le représentant le plus autorisé des manants appelés à trancher la difficulté. On ne saurait trouver une preuve plus éloquente du sage mépris de nos ancêtres pour ce faux principe, que dans les affaires publiques tout doit être subordonné à la volonté de la majorité.

Enfin, un signal sort du sanctuaire pour annoncer à la multitude que le grand acte est consommé : c'est la voix aérienne de la cloche qui en apporte la première nouvelle. Les portes du temple se rouvrent, et les électeurs sortent, recueillis et graves, de leur mystérieux colloque avec l'Esprit du Seigneur. L'un d'eux porte la branche verte; il se dirige vers l'élu et la lui remet, en signe d'investiture. Ce gracieux symbolisme, que nous retrouvons ainsi

[1] Voici le texte qui me semble justifier cette supposition : « Lequel renouvellement se faisait par deux électeurs, l'un choisi par la communauté et l'autre par l'ancienne justice, laquelle communauté, lorsque les deux électeurs ne tombaient pas d'accord, leur nommait un tiers pardessus. » (Réclamation de Moyen, en 1790, contre l'abolition de la loi de Beaumont.)

à l'entrée et à la sortie des mêmes fonctions, était bien fait pour exprimer le caractère d'une magistrature toute pacifique [1]. La poésie coulait à flots, comme la sève de la vie, dans les institutions du passé : elles étaient nées parmi le peuple et non dans la poussière des bureaux. C'est ainsi que le village rentrait en possession de son mayeur et que le premier acte de la cérémonie était terminé.

Il s'agit maintenant de procéder à l'élection des échevins. Conformément aux règles indiquées plus haut, de nouveaux électeurs sont nommés, qui, à l'exemple des premiers, se retirent dans l'église et délibèrent dans les mêmes conditions. Quand le second acte est achevé, d'ordinaire on est arrivé au milieu de la journée: le repas de midi succède, avec ses plaisirs et ses réjouissances, aux graves affaires du forum. Ce n'est, d'ailleurs, qu'un intermède rapide; les vêpres vont bientôt rappeler la population à l'église, puis viendra la partie la plus solennelle de la cérémonie politique : l'installation et la prestation de serment des nouveaux élus.

Ici quelques observations préliminaires sont indispensables. D'ordinaire, c'est le mayeur seul qui, comme représentant de la commune, prête le serment entre les mains du seigneur ou de son mandataire; après quoi, il reçoit le serment des échevins, qui s'engagent envers lui. La cérémonie change de caractère selon qu'elle se passe au sein du village, sous les yeux de la population, ou bien au chef-lieu de la prévôté, devant les seuls représentants de l'autorité seigneuriale. Dans les villages les moins favorisés, le mayeur est obligé de se rendre, dans un délai déterminé, auprès du prévôt, avec quelques-uns des principaux habitants, et d'y prêter serment. Nous voyons, par exemple, les élus de Châtillon et de Meix-le-Tige aller à Longwy avant le partage des terres communes (1604) et à Arlon après ce même partage. Pareillement, le mayeur et les autres élus de Moyen se rendaient auprès du prévôt, à Chiny. Dans la plupart des communautés, le seigneur était

[1] La transmission du pouvoir revêtait des formes moins poétiques à Beaumont : là, un des électeurs remettait au lieutenant le nom du nouvel élu écrit dans un billet. A Vance, le greffier versait de l'eau sur les mains du mayeur et des échevins nouveaux.

représenté à cet effet, soit par le dernier maire, comme à Beaumont et à Bleid [1], soit par le dernier lieutenant, comme à Montquintin et Couvreux [2], soit encore par un officier spécial, comme à Saint-Léger [3]. Ailleurs, c'était au prévôt ou au justicier lui-même à se déplacer, pour venir mettre à serment le maire, qui restait tranquillement chez lui : tel était le cas à Clémency, sans que le justicier pût rien réclamer pour frais de route. A Halanzy et à Mussy, l'indépendance communale prend des proportions vraiment inouïes : le mayeur ne s'oblige qu'envers la commune, ou, si l'on veut, qu'envers Dieu seul. Le sergent d'office du seigneur à Saint-Léger vient, il est vrai, assister à la prestation du serment, mais c'est pour le constater et non pour le recevoir [4]. Une prérogative semblable est tellement extraordinaire qu'on refuserait d'y ajouter foi si l'on ne se trouvait en présence de textes formels.

La cérémonie de la prestation du serment se passe à l'issue des vêpres, et n'a pas un caractère moins religieux que celle de l'élection. J'ai cherché vainement à retrouver la formule sacramentelle de cet acte mémorable dans l'un ou l'autre de nos villages; il aurait été bien intéressant de savoir quelles étaient les promesses du nouveau magistrat.

Voici ce qui avait lieu à Beaumont : « Le mayeur nouvellement
» élu, un genou en terre, la main gauche sur le livre des Évan-
» giles, jurait devant Dieu *de bien et fidèlement se comporter dans*
» *les fonctions de sa charge, d'observer les droits du roi, la raison*
» *des bourgeois, de défendre la veuve et l'orphelin, de maintenir*
» *la royauté de saint Jean-Baptiste, patron de la paroisse, et de*
» *garder le secret de justice.* Après cette cérémonie, il prenait la

[1] Déclaration de 1682, aux archives de la commune de Bleid.

[2] Record de 1753, publié dans les *Coutumes du Luxembourg.*

[3] Charte d'affranchissement de Saint-Léger, en 1368 : « Et feront ly bour-
» geois leur justice chascun an le jour de la Penthecouste, et nos sergents
» panront diceulx le serment. » Voir aussi aux Pièces justificatives, *litt.* C, la déposition de la justice de Saint-Léger.

[4] Il a droit, dans ce cas, à des frais de déplacement, qui lui sont payés par les membres nouveaux de la justice.

» place du maire sortant et recevait à son tour le serment du » lieutenant-maire et des jurés [1]. »

Tel était, sans doute, le type généralement admis pour cette solennité. Quelques renseignements spéciaux me permettent d'être un peu plus explicite en ce qui concerne Halanzy et Mussy. Dans ces deux communautés, où nous avons vu tantôt la liberté municipale prendre un vol si fier et si hardi, l'installation du nouveau mayeur revêtait un caractère véritablement grandiose. Là aussi, c'est au milieu du peuple assemblé dans l'église, après vêpres, que la solennité avait lieu. Agenouillé au pied du maître-autel, en présence du sergent d'office, qui n'était plus là qu'un simple spectateur, il prêtait à haute voix, entre les mains du curé, le serment d'usage. Le tabernacle était ouvert et le Saint-Sacrement exposé : Jésus-Christ, présent sous les espèces du pain et du vin, recevait lui-même, par l'organe de son ministre, les engagements du premier magistrat, et tout le peuple l'entendait quand, au serment de fidélité au seigneur légitime, de respect du droit des bourgeois, de secret inviolable des délibérations, il ajoutait ces promesses si chrétiennes et si touchantes de couvrir de sa protection spéciale la veuve et l'orphelin, et de maintenir le saint patron de la paroisse dans les droits de sa royauté pacifique. On conviendra qu'il y avait quelque grandeur et quelque poésie dans une scène de ce genre et qu'elle devait laisser des impressions salutaires dans l'âme des acteurs et des spectateurs. C'est le propre de la religion de sanctifier et d'agrandir tout ce qu'elle touche : heureux les peuples qui comprennent cette vérité! Dans tous les cas, un arrière-neveu de ces pauvres manants peut rappeler avec quelque fierté ces souvenirs patriotiques, et il est beau pour un chrétien de voir l'Église catholique recevant sous son patronage et entourant de son prestige la liberté des classes populaires.

Après avoir prêté son serment, le mayeur recevait celui des

[1] Defourny, *La Loy de Beaumont*, p. 43. Depuis que ces lignes sont écrites, M. Clément Maus m'a montré, dans une collection de pièces qu'il a réunies sur l'histoire de Saint-Mard, une formule du serment que le maire de ce village prêtait à son entrée en fonction : elle contient à peu près les mêmes promesses.

échevins, puis on procédait au choix du lieutenant-maire et du doyen de la justice. Le choix du lieutenant était abandonné exclusivement au mayeur; quelques textes ambigus et incomplets ne sauraient me décider à admettre des exceptions à cette règle. Le lieutenant, comme son nom l'indique, était avant tout l'*alter ego* du mayeur, qui se faisait remplacer par lui dans l'exercice de toutes ses attributions, chaque fois qu'il se trouvait empêché. Ce devait donc être un homme de confiance, entrant entièrement dans ses vues et ne s'écartant en rien de sa ligne de conduite. Aussi le mayeur n'avait-il pas seulement le droit exclusif de choisir son lieutenant, il pouvait le révoquer *ad nutum*, sans en rendre compte à personne. La communauté avait, d'ailleurs, une garantie efficace contre l'intrusion du premier venu dans des fonctions aussi considérables; le lieutenant ne pouvait être pris que dans le corps des hommes quarante [1]. C'était donc toujours un homme qui avait passé par les affaires et qui possédait de la considération et de l'expérience. Seulement, pour empêcher qu'on ne s'éternisât aux magistratures en y rentrant comme lieutenant pendant les années qu'on en était exclu comme échevin, Mussy avait défendu au maire de choisir son lieutenant dans la dernière justice : nouvelle preuve du zèle et de l'intelligence avec lesquels cette intéressante commune avait élaboré son droit municipal. Au contraire, à Vance, à Sainte-Marie, et sans doute ailleurs encore, c'est ordinairement le mayeur sortant qui devient le lieutenant de son successeur.

Le lieutenant-mayeur ainsi nommé faisait de droit partie du corps des échevins, siégeait et délibérait avec eux en présence du mayeur, les présidait en son absence, et avait tour à tour, selon l'une ou l'autre éventualité, tous les droits du mayeur ou tous ceux d'un échevin. Quant au doyen de la justice, il était choisi tantôt par le mayeur seul, comme à Châtillon et à Meix-le-Tige, tantôt, comme à Saint-Léger, par toute la justice : et, comme le lieutenant, il était révocable *ad nutum* par l'autorité qui l'avait nommé. Enfin, la justice choisissait encore, pendant cette même

[1] Déclaration de la justice de Saint-Léger. Pièces justificatives, *litt.* C.

journée, ses différents employés subalternes, dont les fonctions duraient autant que les siennes. C'étaient généralement un clerc-juré ou greffier, un sergent, et des bangardes, champêtres ou forestiers, en nombre variable, selon l'étendue et la nature des terrains communaux. Halanzy avait quatre gardes champêtres et deux forestiers; Mussy, un champêtre et deux forestiers. A Saint-Léger, où la commune possédait jusqu'à 2,000 arpents de bois, la proportion était sans doute renversée. Ces employés étaient rééligibles, et d'ordinaire on les maintenait en fonctions pendant bon nombre d'années, sauf manque de confiance ou abus constaté.

Voilà quel était dans nos villages le grand œuvre du jour de Pentecôte. C'est ainsi que, d'année en année, la transmission du pouvoir local s'y renouvelait sans secousse et sans agitation, par l'action pacifique d'une coutume qui avait tout prévu et tout calculé avec sagesse. Une fois que le rameau vert avait passé dans les mains du nouveau mayeur, et que ses concitoyens avaient entendu les promesses solennelles qu'il faisait en présence de l'Eucharistie, le village rentrait dans les conditions normales de son existence tranquille. Quelques noms de plus venaient grossir, dans la mémoire des vieillards, la liste des mayeurs et des échevins dont la génération gardait le souvenir, et c'était tout. La coutume restait vivante et inaltérée, et comme les ruisseaux limpides et purs des belles vallées de ce pays, la tradition suivait son cours paisible et ininterrompu.

Ainsi s'écoulèrent des siècles entiers d'obscure et heureuse indépendance pour les campagnes luxembourgeoises. Mais l'ennemi s'approchait : l'État centralisateur, né à la cour des souverains, après avoir broyé sur son passage tout ce que les villes avaient de libertés et de droits, atteignit enfin les villages jusqu'alors oubliés. C'est au XVIIe siècle que l'on voit éclater cette lutte entre l'État et les communes rurales, dont les signes précurseurs se rencontrent déjà dans le XVIe; elle se prolonge pendant tout le XVIIIe et jusqu'à la veille du grand cataclysme. Surpris, mais non intimidés, les paysans tiennent bon : ils regardent en face leur tout-puissant adversaire; ils défendent leurs franchises avec une intrépidité digne d'un meilleur sort. Mais ils sont faibles, peu nombreux,

ignorants, disséminés par-ci par-là : que faire contre un ennemi qui dispose de toutes les ressources, et qui, pouvant vous écraser d'un coup, daigne livrer un simulacre de lutte? Que faire contre cette meute de légistes, véritables limiers d'État, qui de toutes parts harcèlent nos malheureux villages et mènent le despotisme à la curée des libertés populaires? Que répondra le pauvre paysan traduit à la barre du gouvernement, quand on lui prouvera que tel ou tel fragment du Digeste lui défend d'élire ses propres magistrats, et qu'on appellera Dioclétien ou Julien l'Apostat à la rescousse contre les libertés écloses au sein de la société chrétienne? Tel est le triste spectacle que nous offre la dernière moitié du XVIIIe siècle. Après avoir fait disparaître, l'une après l'autre, toutes les franchises contenues dans la charte de Beaumont, l'État s'attaque enfin aux élections communales.

Des semblants d'enquêtes et de consultations précédèrent l'œuvre de violence : toutes les bouches officielles furent ouvertes, toutes parlèrent le même langage. Les prévôts, le conseil du Luxembourg, le conseil privé, rivalisèrent d'ardeur à qui porterait le meilleur coup à la liberté expirante : pour ceux-ci, la loi de Beaumont n'est pas authentique ; pour ceux-là, des droits séculaires ne sont que des abus intolérables; d'autres imaginent de prouver aux communes que, depuis cinq cents ans, elles ne comprennent rien à leurs franchises et que c'est à eux de les interpréter d'une manière plus saine : on lira aux pièces justificatives l'ingénieuse distinction que l'un d'eux découvre entre le *renouvellement* et le *changement* des justices [1] ! En même temps, tous ces savants jurisconsultes montrent la plus grossière ignorance de nos traditions nationales, jusqu'au point de mettre la charte de Beaumont sous le nom de je ne sais quel Christophe de Champagne! Le prévôt d'Arlon, Dominique de Feller, se distingue parmi tous les autres dans cette campagne peu glorieuse. C'est lui qui est allé au-devant des résolutions du gouvernement et qui semble en avoir donné la première idée. Vingt fois il revient à la charge, avec une âpreté, une constance, une puissance d'invective sans

[1] Pièces justificatives, *litt. H.*

pareille. Ses collègues ne peuvent le suivre que de loin, *impari gressu*, avec les mêmes accusations et les mêmes requêtes. Dans ce concert de récriminations de la part de tous les agents du pouvoir, quelle est la part de la vérité et celle du mensonge ? Jusqu'à quel point convient-il d'ajouter foi à des rapports émanés de témoins aussi intéressés, aussi partiaux, et, comme je me propose de le prouver un jour, d'une déloyauté aussi manifeste? C'est ce que je n'oserais préciser. Amant passionné de la liberté communale, je ne plaide pas ici sa cause, je raconte une page de l'histoire de ses destinées. Des abus réels paraissent avoir existé : les meilleures institutions en auront toujours, et celles-ci ont été jugées alors avec une sévérité implacable par des accusateurs qui avaient toujours la parole, et qui s'adressaient à l'oreille complaisante du souverain.

« Ces élections, écrivent à vingt reprises les plumes officielles, » se font *inter pocula* et au cabaret; il y a des brigues, des cabales, » des querelles; certaines familles parviennent à monopoliser les » charges communales pendant nombre d'années; la plus saine » partie des électeurs ne peut pas faire prévaloir sa volonté; les » élus sont souvent des hommes incapables, ignorants, nullement » à la hauteur de leur mission. »

Voilà un fidèle résumé des griefs les plus saillants articulés contre la liberté par les agents du pouvoir. Or, je le demande, y a-t-il un seul système, quelque parfait qu'on l'imagine, dans lequel on pourrait conjurer le retour de ces abus, ou plutôt ne sont-ils pas inhérents à la nature humaine? Ces banalités ne font que mieux ressortir l'absence de toute charge sérieuse contre la tradition nationale. Aussi bien les prévôts et les gens de loi sont-ils mus par de toutes autres raisons, et ils ne se font pas faute de les invoquer lorsqu'ils parlent directement au maître. Ce qui leur déplaît dans les élections de nos villages, c'est que Sa Majesté n'y ait rien à dire, et qu'il existe dans nos campagnes une autorité locale et des magistrats qui ne relèvent pas immédiatement d'elle. Voilà le scandale affreux devant lequel ils se voilent la face : leur zèle pour le service du roi ne leur permet pas de pactiser un instant avec des abus aussi pernicieux. Mais s'il est juste de n'ap-

précier les institutions que d'après leurs résultats, s'il est équitable de s'en rapporter, sur leur valeur, à l'avis de ceux pour qui elles sont faites, il ne nous sera pas difficile de nous former une opinion éclairée et impartiale. Jamais une seule fois, pendant le cours de tant de siècles, nos paysans ne se sont plaints du mode de leurs élections communales. Toujours ils se sont sentis à l'aise dans le large vêtement de la liberté; toujours ils se sont gardés, comme je le disais plus haut, d'invoquer l'intervention du maître contre les abus : eux-mêmes se chargeaient de faire disparaître successivement tous ceux qu'ils rencontraient; les mesures que nous avons étudiées le prouvent assez, et l'on conviendra qu'elles attestent au moins de la sollicitude, de l'intérêt pour le bien public, et une vive intelligence de ses vrais besoins. Dès que les premiers coups furent portés contre leurs droits électoraux, ils se dressèrent comme un seul homme pour les défendre, et ils restèrent sur la brèche aussi longtemps que possible, combattant encore pour l'honneur quand ils ne pouvaient plus lutter pour la victoire.

Mais leur cause était perdue d'avance. Depuis plusieurs siècles, un mouvement irrésistible entraînait les institutions politiques dans l'orbite fatale de la centralisation. Tous les droits et toutes les libertés devaient être tour à tour jetés en proie au despotisme de l'État : œuvre de destruction à laquelle le XVIII[e] siècle se voua sans scrupule et sans relâche. Lorsqu'elle fut achevée, et qu'on fut parvenu à créer ainsi un instrument d'oppression et de servitude comme le monde n'en connaissait plus depuis la chute de l'Empire romain, alors la Révolution n'eut plus que la peine de l'arracher aux mains des rois et de le manier pour son propre compte. Sous ce rapport, elle n'a été, comme Tocqueville l'a montré dans des pages excellentes et comme on commence à le comprendre aujourd'hui, que l'héritière et la continuatrice de l'ancien régime, dont le nom et les œuvres resteront toujours impopulaires chez les amis de la liberté.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

A. — *Charte d'affranchissement de Lacuisine* (1304).

Nous Arnoulz, cuens de Los et de Chiney, et Marguerite sa feme, contesse de ces meismes lieus, faisons savoir à tous ciaus qui sunt et qui avenir sunt, qui ces presentes lettres verrunt et orrunt, que nous jurons et avons jureit et franchit la nueve ville que on dist La Cuisine à la loi de Biamont a penre les drois et a redrecier a Monmaidey cum au chief lieu sans mettre et sans osteir sauf le droit de sainte eglize et sauf ce que nous retenons que on ne puet appelleir les bourjois de ladite nueve ville ne mettre pour nulles voies en loi de bataille, et sauf ce que nous donnons as bourjois de ladite nueve ville cens aizances en bos, en yaues, en pasturaiges, en tonnius, en winaiges et en toutes autres aizances cum ont cil de notre chastel de Chiney, sans le berseir et sans le chacier a bail, pour lesqueiles aizances chascun des bourjois demeurans en ladite nueve ville nous doit chascun an a toujours deux gelines a paier ades, lune a la nativiteit Saint Jehan Baptiste et lautre au Noël après ensuivant et sauf ce que nous donnons a la justice de ladite nueve ville que des cas dont il sarunt dun accord par le consel des quarante homes que ils en puent jugier sans aleir ou chief lieu et si ne les en peut on repenre. Et sauf ce que nous donnons as bourjois de ladite nueve ville que des terres que on averat livreies si aucuns y at qui vaillent miex a preit que a champ que on en puet faire preit par notre los et par notre greit parmi teil cens paiant cum li autre preit paierunt. Et sauf ce que nous retenons que uns bourjois de ladite nueve ville tenans heritaige en ladite ville et ou ban ne puet aleir demourer à Florenville ne a Martinweis que il nen perde leritaige et demourat li heritaige aus mains de maieur et deschievins pour faire ville, et sauf ce que nous retenons en ladite nueve ville les mesures de bleis et de tous grains a la mesure dYvois, et toutes autres mesures a la mesure de Biamont. Et sauf ce que nous retenons en ladite ville les os et les chevauchies ensi cum nous les avons aillours en nostre conteit de Chiney. En tesmoignage des queis choses,

nous, Arnoulz cuens et Marguerite, contesse desor nomeit, avons mis nos seaus a ces presentes lettres, qui furent faites en lan de grâce Nostre Signour mil et trois cens et quatre, landemain de la Penthecouste, en mois de may.

Original avec trace de deux sceaux aux archives d'Arlon. Le même dépôt contient une copie d'après l'original, collationnée par Pierret, notaire d'Arlon, en 1753.

En 1790, l'original, dit une note de cette copie, reposait encore au coffre communal de Lacuisine.

B. — *Règlement pour le renouvellement des justices de Virton.* (31 mai 1352.)

Nous Jehs sire de la Roche chlrs seneschals de la conteit de Lucembourc et lieutenant pour le Roy des Romains en la prevosteit d'Ywes et de Verton faisons savoir et cognissant à tous que par devant nous sont venus en presence maire et eschevins et toute la communauteit de la ville de Verton en nous requerant que nous volissiens oyr le recort a la fourme dune constitutiō quilz ont o avoient fait entre yaux en la maniere que ci apres seront dite o devisee et ont recognut dune commune volenteyt et dun commun acort tout ensemble cōjoinctemēt sans aucune separacion entre yaux eštre dite ne ne estre oie quant a ce fait et par amiable et paisible cōposicion que il welent et vouront des hore en avant a tous jours mais perpetuelement que quiconques soit fait maire et eschevin de la dite ville de Verton au jour ordonct de la Pentecouste en telle maniere come encienement dou temps passeit ait este maintenut et acoustumeit ē la dite ville jusques aci et doit encore estre continuelment atoujours chascun an p ellection selon lusaige et coustume de la dite ville et dou pais le maire et li eschevin de la dite ville ne puelēt ne ne doivent ne ne pouront ne ne devront resgner en puissance de justice plus avant de lour annee acōplie et passee mais seront dan en an la justice doudit lieu entieremet renouvellee as termes dou jour de la Pentecouste enssi comme dess; est dit sans ce quil y en doye nul demourer de ciaux qui aront estei justice en lannee qui devant seroit passee et sont et weulent estre tout dun commun acort la dite ville et la dite comunauteit dicelle quils doivent prenre et eslire trois proudes homes dou dit lieu lesquels esliront metront et ordoneront la dite justice au millour profit quils pouront et saront pour le gouvnemet de la dite

ville de Verton et p leur loial saurmēt au jour de la Pentecouste proprement et sans continuaciō dautre journee avoir ne demander de ce faire et ne doivēt ne ne puellent les dits eslisours elire ne metre en la dite justice nuls des homes de la justice de lannee passee pour estre en la justice de lannee prochaine advenir nonobstant que chascun des dess; dits ne puisse bn̄ rester mis en justice autrefois ou temps advenir par lelection des trois eslisours qui pour le temps y seront establi et cōmis sauf tant quils nipourront estre annee apres autre ensivant et sensi estoit que li trois eslisours p le temps p aucune favorableteit y metoient aucun de ciaux de lannee desrainemēt passee les trois eslisours des; dits ou celui des trois qui li mettoit ou aroit mis seroient chascun diaux encheut en la paine de dix librs de tournois petis moitiet au signo^u et moitiet a la cōmunauteit de la dite ville et sil y avoit aucun desquels trois sont ci devisez qui neust esteit consentant de li metre ou avoir mis il ne seroit a riens des dites paines et ne seroit de nulle valour ne de nul profit chose qui en eust estei faite p favorableteit des trois eslisours ou de chascun par soi et de toutes les choses ci dess; dites et cōtenues bn̄ et loialmēt tenir pseverer et asseuir (?) se sont a nous seneschals dess; dis pour et en nom de n̄r̄e tres cher signo^u le roi dess; dit tous les bourgois de la cōmunaute et toute la cōmunautei de la dite ville yaux et lours bn̄s submis et obligez et ont requis nous sire de la Roche seneschals des; dit et saiges et hon̄orables mesire Jaques de Vertō chl̄r Gilet de Gomery p̄vost de Vertō po^u le temps et Jacomin dEscouviers escuier que nous voulissiens a la requeste des dess; dits maire et eschevins bourgois et cōmunautei de la dite ville de Verton et a la priere diaux tout ensemble que nous volisso^ns metre nos saels en ces pn̄tes letres en tesmoignage de veritei des choses dess; dites et nous sire de la Roche seneschals pour le temps Jaques de Verton chlr Gilles de Gomerey p̄vost de Vertō pour le temps et Jacomin dEscouviers escuiers à la priere et requeste des dess; dits de Verton pour et en nom de n̄r̄c tres chier signour le roy dess; dit avons promis les dess; dits requerans estre aidans et confortans a soustenir et warder lour dite ordenance et constituciō et en avons mis sauf nos drois et le droit n̄r̄e chier signo^u dess; dit et lautrui nos propres saels en ces p̄sentes letres qui furent faites et donneies a Verton lan de grace n̄r̄e signour mil et trois cens et cinquante et dous le derrainier jour dou mois de may.

Original sur parchemin aux archives de Virton. Trace de deux sceaux.

C. — *Extrait du procès-verbal d'une enquête faite à Saint-Léger le 14 juin 1613 et jour suivant, au sujet du débat entre Châtillon et le Sr de Raville, prévôt d'Arlon, relatif au droit de nommer un maire de Châtillon.*

..... Le témoin Lechapperon vient déclarer : « Quant à l'élection d'ung » doyen de la justice, il dict estre au pouvoir du mayeur d'en choisir » ung, et que cela at ainsy esté observé du temps de lui déposant sans » avoir entendu que l'on eust oncques practiqué le contraire.

» Interrogé sur l'ultérieur contenu et extension de l'ethicquet, se » refère à ce qu'il a déposé cy dessus, adjoustant que de tout temps les- » dits suppléants sont esté accoutumés et en possession de choisir eculx » de leur justice pour demeurer leur vie durante en estat saulf que » depuis quatre ans en ça cela at esté changé avecq le consentement » dudit sgr. de Raville, lequel leur at donné congé de renouveler la jus- » tice d'an en an, comme il est dict cy dessus. »

Le deuxième témoin, Henry Mathieu, maire de Meix-le-Tige et né à Châtillon : « Interrogé sur le faict de l'élection d'ung doyen de la justice, » dict cela estre au pouvoir du mayeur, et que cela se practique à Meix » et ailleurs aussi bien qu'audict Châtillon, mesme qu'ung mayeur » peut demectre le doyen toutes les fois qu'il veult, et qu'il at vu que » le maire de Meix, du costel de Lorraine, qui at esté devant luy qui » dépose, at demis son doyen qu'il avoit choisi. »

Plusieurs témoins font des dépositions analogues aux précédentes.

Le 9e témoin, Mathieu Andrien, de Châtillon,

« Interrogé sy les officiers ne doibvent estre présents ou appelés pour » entrevenir à l'élection des mayeur et justice, dict que non, ains après » qu'ung mayeur est choisy il est obligé de s'addresser et présenter à » leur officier et prester serment pardevant luy comme de coustume, » prenant à ce faict avec luy quelques-uns de la communauté à sa com- » modité à tels que luy plaist pour estre présens et tesmoings lorsqu'il » preste le serment, selon qu'il dict avoir entendu que tous les maires » susnommés et choisis de son temps l'ont ainsy observé, et que le dépo- » sant at faict luy mesme lorsqu'il fut choisy maire, prestant son ser- » ment pardevant Fr. Nothumb, lieutenant prevost d'Arlon, sont passés » environ trois ans, etc. »

Le même témoin ajoute que c'est sur l'avis du sire de Colpach, sei-

gneur de Châtillon, que le village a adopté l'annalité. Il sait aussi que l'annalité est en vigueur à Rachecourt, Halanzy, Mussy, Vance, etc.

Le 7e témoin, Fr. de Rouveroy, de Saint-Léger,

« Interrogé sur ce qui sobserve icy à Saint-Legier touchant lelection » de ceulx de la justice, depose la coustume d'icy estre que à lelection » que les quarante qui sont ceulx ayans aultrefois esté de la justice pro- » cédent à lelection d'ung mayeur le jour de la Pentecoste dan à aultre, » et que le mayeur prend puis apres pour son lieutenant tel dentre les- » dits quarante que bon luy semble, et que cela faict le doyen de lan » precedent avec un desdits quarante et ung novice, cest-à-dire ung des » bourgeois nayans encoires esté en justice, font les eschevins et puis » les mayeur et justice choisissent ung doyen. Les elections ainsy faictes, » le mayeur preste le serment au sergent de l'officier, qui est le prevost » d'Arlon résident en ceste ville, et puis apres le maire receut le ser- » ment des eschevins, puis apres du doyen particulièrement. Quy est » tout ce que le déposant dict savoir des choses à lui demandées et à » quoy il persiste, relecture faite ne sçachant escrire. »

Le 11e témoin n'est autre que la justice tout entière de Saint-Léger, qui vient déposer sur la manière dont se font les élections dans cette communauté. Cette déclaration collective et officielle a toute la valeur d'un record.

Voici les noms des membres de cette justice :

Nicolas Pierra, mayeur.
Pierre Gilles, lieutenant.
Martin Charu,
Jehan Andrien,
Jacques Fiet,
François de Rouveroy,
Henry le Peuque, } échevins.
Jehan Regnault, doyen.
Henry Rongier, bourgeois.

« Tous adjournés et produits en tourbes et examinés sur le contenu de » l'éthicquet et coustume observée à Saint-Legier pour le renouvelle- » ment annuel des mayeurs, eschevins et hommes de justice, disant » unanimement par la bouche dudict Pierre Gilles, lieutenant-maire,

» quils sont accoustumés de tout temps, apres leurs predecesseurs bour- » geois, manans et habitans dudict Saint-Legier, de procéder d'an en an » au jour de la Pentecoste à l'élection d'ung nouveau maire et nouveaux » eschevins. Le maire est esleu et créé par les hommes appellés les qua- » rante, qui tous sont esté aultrefois de la justice, et ce nommément » ainsy encoires quils ne seroient en tel nombre de quarante ains en » moindre nombre. Laquelle election du maire se faict à la sortie de la » grande messe audict jour de la Pentecoste, apres que le vieux maire at » rendu son serment.

» Ce questant faict, le vieux doyen de la vieille justice, assisté d'ung » bourgeois quy nat esté auparavant en justice, choisit et crée six » eschevins demeurant au pouvoir du maire esleu de choisir tel lieute- » nant que luy plaist entre les bourgeois, moyennant quil soit de ceulx » qui ont esté autrefois de la justice, lesquels maire et eschevins, faisans » le corps de justice ensamble, prennent alors ung nouveau doyen » dentre lesdicts quarante ayant esté de la justice.

» Interrogés ès mains de qui tels esleus et créés de la justice prestent » le serment, deposent par l'organe du susdit lieutenant que le mayeur » preste le serment au sergeant de l'officier, quy est le prevost d'Arlon, » résident en ce lieu. Et les eschevins, avec le lieutenant-maire et le » doyen, sont respectivement mis à serment par le nouveau maire. Et » pour raison de leur sçavoir disent ce que dessus avoir toujours ainsy » esté usé practiqué et observé de leur temps et de l'avoir apprins de » leurs ancestres sans que oncques ils aient entendu le contenu (con- » traire?). Sans aussy que ung officier non plus avant le partaige comme » depuis se soit oncques meslé ou entremis de telle élection et création » de maire et justice. »

Archives de l'État, à Arlon, nº 343 de l'Inventaire.

D. — *Record de la justice de Mussy-la-Ville* (2 juin 1714).

Cejourd'hui, 2e jour du mois de juin 1714, pardevant nous, maire et justice de Mussy-la-Ville, ancien et originaire dudit lieu, et joint à nous Jean Collignon, notaire authorisé comme ancien maire dudit lieu que comme notaire soubsigné et soubmarqué, furent presents en personne Dominique Gengler et Pierre Voallard, bourgeois de Messancy, dependant de la prevostez d'Arlon, au nom de la communauté dudit Messancy, quy nous onts priés et requis de vouloir leur donner act pertinente des droits et privilege que nous dit de Mussy jouissent et dise (?) jouir *comme ancien maistre de la loy de Beaumont* et ayant bien voulu leur accorder ce dont ils nous ont requis, *comme estans eux-mesmes establis soub la loy de Beaumont et mesme reprenant de nous pour ce qui regarde cette loi comme plusieurs aultres villages dependant de la mesme loy comme la muuuaise* (*sic*), *Aithe*, *Charage*, *Soleuvre*, *Pettange*, *Tifterdange* (*sic*), *Habay-la-Neuve et aultre lieu,* à ces fins nous avons dit et déclaré par ces presentes que la justice dudit lieu de Mussy ont droit venant le jour de Pentecoste de creer un maire-justice sans la participation de personne que deux mesme dont ceste creation on fait premier par la creation du maire apres que le maire dont son année finy audit jour at rendu son serment en plaine communauté à la sortie de la messe paroissiale et lat remis à son lieutenant-maire, pour par ledit lieutenant-maire exercer l'office et chef dudit lieu jusqua ce qu'il y aurat un nouveau maire et une justice créé dont ledit lieutenant-maire par la participation de la communauté font election de trois hommes de jugement et capable de choisir un nouveau maire, mesme leur donner un pardessus sy besoin est et apres que le maire est choisy et déclaré en pleine communauté par les électeurs il a droit ledit nouveau eleüe (*sic*) de desnomer lui mesme en pleine communauté la personne quil choisy pour son lieutenant-maire, apres quoi ledit lieutenant-maire premier avec la participation de la communauté que dessus font election de trois aultres hommes pour creer le cors de la justice composez de six hommes pour eschevins quy sont declarez par lesdits electeurs en plaine communauté apres un son de cloche donné par les electeurs mesme, apres le sieur curé du lieu a droit de faire prester serment au maire seul au pied du grand autel a l'issue des vespres, apres quoi ledit peut et at droit de faire prester le serment a tous les cors de la justice et ensuitte les maire et justice ainsy

estant creé ont droit de choisir un greffier, un sergent, des fortiers, massiers et garde-ban tant pour les bois que la campagne dont il sont obligés lesdits fortiers et massiers de rapporter tous les gagements quil font au plus tard dans trois jours au maire ou a la greffe pour estre enregistré pour y avoir recours en cas de donage (*sic*) que pour les amande dont elle appartient au cors de la justice sans que personne y puisse prétendre aucun droit et ledit cors de justice at aussy droit de faire visitte sur tout le *délits* (?) quy se font tant dans le lieu qua la campagne dont il leur vien pour leur droit cinq sols et cinq sols pour leur raport, ils ont aussi droit d'ajoutter[1] et errer les mesures et pareillement dajouter laulne et les poids et toutte autre chose qui regarde la police et mesme aussy nous ont droits de faire le taxe de toutte les boissons qui doivent estre taxé dont ils ont pour leur droit une chopine pour la taste et un pot pour le droit de taxe et en outre ils ont aussy droit daller au moulin faire lever la mulle pour y rescontre les deffaut et ont pour ce de droit ordinaire et a la charge du fermier une fois seulement par an deux bichet de froment comblée et le poignet par dessus et franc molue (*sic*). Cepandant la justice dudit lieu est obligé de rapporter a l'office d'Arlon les délits criminels, soit battiture ou injure, quy se passe pendent l'année audit Mussy et cela se fait ordinairement le lundy dedevant la Pentecoste, ils sont aussy obligé de payer les rente de bourgeoisie au feste de Noël et cense de preis au recevcur des domaines au quartier d'Arlon, ce de tout quoy nous dit maire et justice, ancien quarante et bourgeois de Mussy sousigné declarons reelement sus nos consciences et de bonne fois que les chose cy dessus ont estez toujours usitez de tous temps immemorial par rapors aux ancien nos devancier que par lusage que nous en avons fait de nostre cognoissance, *nayant a present aultre tiltre que lancien usage du lieu dautant quils ont estez perdu par la rigueur des guerres passez*. En foi de quoy nous avons signé et marqué cette audit Mussy-la-Ville ledit jour 2 juin 1714 : estoit signé a la minutte originale Jean Willemin maire, François Watrin eschevin, Nicolas Jacque eschevin, Jean Rendu eschevin, Pierre Feller (?) eschevin, Jean Collignon eschevin, Jean Marquis marqué, Jacques Lacave, François Magnette, Henry Lefebvre et Jean Collignon, notaire et ancien, le tout avec paraphe.

Pour coppie : JEAN COLLIGNON, notaire (1714).

Archives communales de Mussy-la-Ville.

[1] C'est-à-dire *ajuster*.

E. — *Déclaration des droits de justice pour la communauté de Mussy-la-Ville, en exécution de l'ordre de Sa Majesté du 22 juin 1752.*

S'ensuit le renouvellement des lois et de la manier la justice de Mussy est créée de tout temps immemorial. Tous les ans, le jour de la Pentecôte, à l'issue de la grand messe, le sergent arrête les bourgeois. Cela étant fait, l'ancien maire rend son serment à son lieutenant en lui présentant une brange de verdure, demande en même temps qu'il soit procédé à l'élection d'un nouveau maire; cela étant fait la communauté choisissant un homme dans l'ancienne justice, et ladite justice en choisissant deux dans la communauté, étant ainsi choisis et déclarés hautement pour électeurs, ils prestent serment pardevant le lieutenant-maire, entrent dans l'église et font l'élection d'un nouveau maire, auquel estant choisi un des électeurs lui porte une branche de verdure et le déclare maire, lequel a droit de prendre son lieutenant dans la communauté à l'exclusion de la vieille justice. A l'issue des vêpres, le nouveau maire preste son serment au pied de l'autel pardevant le sieur curé dudit lieu, ensuite de quoy la même cérémonie s'observe pour l'élection de la justice par trois nouveaux électeurs, lesquels prestent le serment de la même manière que dessus, laquelle justice est composée de huit hommes, savoir maire, lieutenant, six échevins, au surplus le greffier et sergent, dans laquelle justice il y a deux nouveaux.

Le sergent d'office résidant à Saint-Léger se trouve le jour de la Pentecôte pour voir si l'on a procédé au renouvellement des lois, et pour son droit il lui vient cinq sols qui lui sont payés par les deux nouveaux, soit le nouveau mayeur avec un échevin ou par deux échevins nouveaux.

Ladite justice étant ainsy créée et mise en serment ils choisissent deux gardes-bois, six fortiers champêtres, lesquels prestent serment pardevant ladite justice suivant chacun le devoir de leur charge.

. . . .

Archives de l'État, à Arlon.

F. — *Lettre de M. Belsch, curé de Vance, au prévôt d'Arlon.*

Vance, 8 octobre 1764.

Monsieur, vous m'avez fait l'honneur de me dire que comme la justice de Vance se renouvellait tous les ans suivant la loi de Beaumont, j'ai celui de vous dire qu'à Vance tous les ans le jour de la Pentecôte la justice qui doit sortir choisit un homme de la communauté, et la communauté choisit un homme de la justice qui sorte, ces deux hommes à la sortie de la grand messe le jour de la Pentecôte prêtent serment devant la communauté; alors ces deux hommes entrent à l'église, et font au pied de l'autel le plus souvent se disputer quand ils ne sont pas d'accord et ces deux hommes font toute la justice suivant leur caprice; cela fait, un de ces hommes sort de l'église et vient demander à l'ancienne justice, c'est-à-dire à celle qui descend, assemblée encore avec la communauté, un troisième qu'ils appellent le pardessus. Si ces deux électeurs ne sont d'accord, ce troisième ou le pardessus a la voix décisive. S'ils sont d'accord il confirme leur élection, et puis ils sonnent la cloche et annoncent leur élection au peuple assemblé pour savoir ce grand chef-d'œuvre. Au sortir des vepres le greffier met cette nouvelle justice en serment, et de suite sur un plat leur verse de l'eau sur les mains; cette cérémonie faite, ils vont au cabaret boire les petits abondroits s'ils ne susistent ils boivent a bon compte; quoique ils font toujours ces cérémonies je suis sûr que dès la veille de la Pentecôte le maire est *in pecto.* Voilà trente ans que je suis à Vance, il n'y en a qu'un seul qui soit parvenu a estre maire car il ny a que deux familles qui se partagent la mairie; un autre etoit un peu stricte à faire observer les ordonnances, son année finie on la deposé de justice, car c'est lordinaire que le maire est la seconde année lieutenant, mais celui-là at été cassé comme un vers et de longtemps il ne sera de justice et voilà le malheur de ces justices qui se créent eux mêmes. Un maire veut-il faire bonne justice, tout de suite on dit cet homme ne convient pas, et on a peine dattendre la fin de l'année pour le deposer. Ils se tiennent tous par la manche et ainsi tous les dégâts, friponneries, restent cachés et impunis. Je vous assure, Monsieur, si vous pouvez parvenir à faire reformer cette loi de Beaumont, qui n'est qu'un abus, je vous assure que vous rendrez un grand service au

publique. Si vous etiez au fait de toutes ces intrigues quon pouroit dire friponneries, je crois que vous travailleriez encore d'un plus grand cœur. Il est étonnant que des abus si criants aient pu subsister si longtemps; j'espère que le conseil, qui voit de temps en temps quelqu'un de ces abus, mais guère tous et même point l'ombre, vous secondera dans votre louable entreprise, car il ne faut douter que la cour ayant une fois une parfaite connaissance des abus que cette loi entraîne après soi ne la réformera totalement. On dit la loix de Beaumont; je crois que ce nom lui est abusivement donné, et quelle na jamais été loix mais mauvaise coustume observée différament et par fantaisie. Je vous souhaite une bonne réussite dans votre louable ouvrage; permettez que Madame votre épouse trouve ici les assurances de mon profond respect, et faites-moi la grâce de me croire toujours avec la vénération la plus parfaite, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Belsch, curé de Vance.

Archives de l'État, à Arlon, Inv. 2300.

Ce pasteur inintelligent livre son troupeau au loup; et moi, j'use de légitimes représailles en livrant son style et ses appréciations au lecteur.

G. — *Renouvellement annuel de la justice à Virton.*

Le 24 may 1676, jour de Pentecoste, la justice ayant este renouvellé selon l'ancienne coustume et les personnes cy apres declares sçavoir :

Martin Gigault, mayeur.
Mathy Malaise, lieutenant.

Jean Gillet, Gabrielle Foulon,	vieux quarante.
Gerard Gorge, Gobert Leclerc,	rentrants.
Jean-Pierre Bechet, Louy Rouselle,	nouveaux.

Le 6 juin 1677, jour de Pentecoste, à l'heurs ordinairs at estés renouvelles la justice de Verton comme sensuyt :

Georges Couzet, mayeur.
Jean Richy, lieutenant.
Claude Marechal, } vieux quarante.
Claude Gaspar, }
Michel Gigault, } rentrants.
Jacques Renault, }
Thomas Georges, } nouveaux.
Henry Flohet, }
Jean Ribonnet, doyen.

Le 29 may 1678, jour de Pentecoste, la justice de Verton ayant estes renouvelles selon lancienne coustume et les personnes cy apres declares savoir :

Martin Gigault, mayeur.
Mathy Malaise, lieutenant.
Jean Collin, } vieux quarante.
Jean Jacques, dit Richard, }
Jean-Pierre Bechet, } rentrants.
Louis Rossel, }
Faber Blancvalet, } nouveaux.
Jean Pascal, }
Jacques Radon, nostre doyen.

Le 21 may 1679, jour de Pentecoste, la justice de Verton a este renouvelle comme sensuye :

George Couzet, mayeur.
Jacques d'Ecouviez, lieutenant.
Jean Richy, } vieux quarante.
Claude Marchal, }
Thomas George, } rentrants.
Henry Flohet, }
Nicolas Orban, } nouveaux.
Jean Thisse, }

Extrait d'un registre communal aux archives de Virton.

H. — *Extrait d'un mémoire présenté en 1764 pour les prévôtés de Virton et Saint-Mard.*

« L'esprit de cette loi (de Beaumont) n'était point de renouveler les justices par un choix indifférent des sujets, mais par celui des personnes les plus intègres et les plus capables à remplir les magistratures, à quoi les païs les moins policés se sont toujours intéressés.

» Les lois les plus sages dégénèrent toujours en abus, lorsque les peuples en deviennent les interprètes, et qu'ils s'arrogent le droit de les observer à leur fantaisie.

» Dans les premiers temps, lesdites communautés se sont conformées à l'esprit de cette loi, et à la suite elles s'en sont écartées.

» La loy de Beaumont n'est aujourd'hui que le prétexte qui authorise l'abus qu'elles en font, en lui substituant une autre loi contraire à la bonne police et au bien publique.

» Aujourd'hui les justices doivent non seulement être renouvelées, mais encore changées : c'est l'usage, c'est la loy.

» Le renouvellement et changement se fait différemment :

» Dans certaines communautés, ce sont deux habitants qui renouvellent et créent la justice une année. Ces deux habitants nomment ensuite à leur gré deux autres habitants pour le renouveler et créer l'année suivante, et ainsi successivement tous les ans.

» Dans les autres, le maire est choisi à la pluralité des voix, et des particuliers renouvellent le reste de la justice.

» En sorte que tous les ans de nouveaux juges paraissent pour administrer la justice, sans expérience, sans science, et sans espoir d'en acquérir par ce changement annuel et nécessaire des sujets, qui sont toujours nommés ou par caprice ou par la cabale et la faction.

» De là un désordre général qui est toujours la suite d'une mauvaise administration de justice, qui intéresse également Sa Majesté et le publique, etc., etc. »

Archives de l'État, à Arlon.

L'auteur du mémoire prétend donc que les villages se sont écartés de l'esprit de la loi de Beaumont en nommant tous les ans d'autres magistrats communaux, et que le véritable esprit de cette loi était que les mêmes magistrats fussent maintenus en fonctions par le vote annuel, comme étant les plus capables. En d'autres termes, en établissant les élections de la Pentecôte, elle n'entendait leur donner aucune portée sérieuse, et conférait aux paysans un droit dont elle désirait qu'ils ne fissent point usage. De pareilles inepties se réfutent d'elles-mêmes, et je ne les aurais pas relevées, si elles ne me fournissaient l'occasion de prouver ici, par un exemple choisi entre mille, ce que j'avançais relativement à l'incroyable ignorance des légistes du XVIIIe siècle en matière de coutumes provinciales. Évidemment, le prévôt de Virton et Saint-Mard n'avait jamais lu la charte de Beaumont, qui disait en termes exprès : *Nec ipse major nec jurati ultra annum, nisi de voluntate omnium vestrum, in officiis suis remanebunt.* Tels étaient les hommes qui appréciaient alors nos libertés locales, et à l'instance desquels elles furent supprimées !

I. — *Liste des magistrats communaux de Sainte-Marie pendant les années* 1620-1631.

Dans la liste ci-dessous, les noms des divers magistrats communaux se suivent selon l'ordre chronologique de leur entrée en charge. Comme je n'ai presque pas de renseignements sur les années antérieures à 1620 ou postérieures à 1631, je n'ai pu que rarement, à côté des premiers et des derniers noms de la liste, inscrire les dates auxquelles ils ont sans doute figuré encore dans d'autres magistratures. Je ferai remarquer que l'initiale M, placée à côté du nom, désigne le mayeur, L le lieutenant, D le doyen.

1. Jean Delhostel, 1620 M.
2. Genin Griette, 1620 L. 1621 M. 1622 L. 1624 L. 1625. 1629 M. 1630 L.

3. Jean de Rulle, 1620 [1].
4. Jean Jacob, 1620. 1621 D.
5. Henry Fery, 1620. 1623. 1625 M. 1626 M. 1627 L. 1628 M. 1629 L. 1631 M.
6. Jean François, 1620. 1622. 1626. 1627 D.
7. Henry Darmiens, 1620. 1621. 1622. 1626 [2].
8. Fery Bastien, 1620. 1622 D. 1625. 1627.
9. Jean Servais, 1621 L. 1622. 1623. 1625. 1626. 1627. 1628. 1630. 1631 [3].
10. Thierry Mouchette, 1621. 1622 M. 1623. 1626. 1627.
11. Guillaume Husson, 1621. 1623 M. 1628. 1629.
12. Henri Delhostel, 1621. 1622. 1623. 1624. 1625 L. 1626. 1627 M. 1628. 1629. 1630. 1631 L [4].
13. Wattelet Michelle, 1621.
14. Jean Bastien, 1621.
15. Genin Fery, 1622.
16. Guillaume Jacob, 1622. 1624 M. 1626 L. 1627. 1628.
17. Jean Jacquet, 1623 L. 1626. 1627. 1628 L [5].
18. Jean Guiot, 1623. 1625.
19. Thomas Lahur, 1624. 1631.
20. Genin Guiot le jeune, 1624.
21. Gilles Crespin, 1624. 1625.
22. Remy, 1624. 1626.
23. Jean Jay, 1625 D. 1628 L.
24. Jean Pierre, 1627. 1628. 1630.
25. Jean de Saint-Léger, 1629.
26. Mathieu Jean de Rulle, 1629. 1630. 1631.
27. Thiery Thynant, 1629.
28. Jehan Faire (?), 1630.
29. Henry Thynant, 1630.
30. Wattelet Faignie, 1631.
31. Jean Faz, 1631.

[1] A été lieutenant en 1612.
[2] A été échevin en 1612.
[3] A été mayeur en 1612.
[4] A été sergent de la justice en 1612.
[5] A été échevin en 1612.

Un coup d'œil jeté sur la liste suivante donnera une idée de la manière dont on se succédait aux fonctions de mayeur et de lieutenant.

	MAYEURS.	LIEUTENANTS.
1620.	Jean Delhostel.	Genin Griette.
1621.	Genin Griette.	Jean Servais.
1622.	Thiery Mouchette.	Genin Griette.
1623.	Guillaume Husson.	Jean Jacquet.
1624.	Guillaume Jacob.	Genin Griette.
1625.	Henry Fery.	Henry Delhostel.
1626.	Id.	Guillaume Jacob.
1627.	Henry Delhostel.	Henry Fery.
1628.	Henry Fery.	Jean Jacquet.
1629.	Genin Griette.	Henry Fery.
1630.	Jehan Faire.	Genin Griette.
1631.	Henry Fery.	Henry Delhostel.

D'après un fragment de registre communal, aux archives de Sainte-Marie.

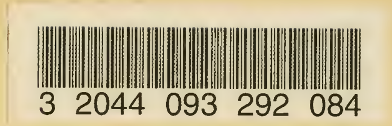
TABLE

DES

MÉMOIRES CONTENUS DANS LE TOME XXXI.

SCIENCES.

LETTRES.


3 2044 093 292 084